1

Commune de Fontaine

Plan Local d'Urbanisme

RAPPORT DE PRÉSENTATION

Arrêt du PLU par délibération du Conseil Municipal : 15/05/2025



Table des matières

PRÉAMBULE 7
1. Présentation sommaire de la commune 7
2. Historique du document d'urbanisme de Fontaine 8
3. Le contenu du Plan Local d'Urbanisme 8
4. Objectifs de l'élaboration du Plan Local d'urbanisme 9
5. Articulation du PLU avec les autres normes d'urbanisme 9
5.1. Les normes nationales : les règles des articles L.101-1 et 2 du code de l'urbanisme 9
5.2. Les normes et documents locaux 10

PARTIE I
État des lieux et analyses des éléments nécessaires à la constitution du projet 15

CHAPITRE I — Diagnostic du territoire 16

A - Population de habitat 16

1. Évolution de la population 16
2. Le logement 17
3. Les besoins en logements et en foncier pour l'habitat 20
3.1. Estimer les besoins en logements générés en tenant compte des différents facteurs 21
3.2. En déduire les besoins fonciers liés à l'habitat 22

B. Paysage bâti et non bâti et les valeurs patrimoniales 23

1. Le paysage non bâti 23
2. Paysage bâti et patrimoine 25
3. Paysages naturels 28

C. Fonctionnement territorial 35

1. Les infrastructures de transports et les déplacements 35
2. Équipements et services à la population 39
2.1. Un micro-centre en développement 39
2.2. Les équipements et services, une offre essentiellement de proximité 39
3. L'économie 40

CHAPITRE I I 42
Analyse des capacités de densification et de mutation des espaces bâtis 42

A. Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers 42

1. Développement historique 42
2. Évolution de la tache urbaine 42
3. Analyse de la consommation – Chiffres méthode nationale 43
4. Capacité de densification et de mutation des espaces bâtis 43

B. Capacité de densification et de mutation des espaces bâtis 45

C. Dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis 45

D. Limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers 47

CHAPITRE III
État Initial de l'Environnement (EIE) 48

Introduction 48

1. Le contexte physique 49
1.1. Le relief 49
1.2. La géologie 49
1.3. Le réseau hydrographique et les bassins versants 50
2. La gestion et la protection de la ressource en eau 51
2.1. Les documents de cadrage 51
2.2. La qualité des masses d'eau 51
2.3. La gestion de l'eau potable et l'assainissement 54
3. Les milieux naturels 56
3.1. Le diagnostic phytoécologique 56
3.2. Les différentes unités de végétation recensées autour des agglomérations et leur intérêt écologique 56
3.3. Les secteurs à forte valeur patrimoniale en dehors du pourtour de l'agglomération et leur intérêt écologique 62
3.4. Les données de flore sur le territoire communal 64
4. Le diagnostic faunistique 67
5. Trame Verte et bleue 72
5.1. Méthodologie 72
5.2. Cartographie et caractérisation de la trame verte et bleue 72

6. Hiérarchisation du territoire : la carte des qualités écologiques 80
7. Statuts réglementaires des milieux naturels et inventaires patrimoniaux 82
8. Incidence du PLU sur les zones Natura 2000 87
8.1. Méthodologie employée 87
8.2. Résultats 87
9. Les autres ressources 91
9.1. L'espace agricole 91
9.2. L'espace forestier 99
9.3. L'énergie 100
10. Les nuisances, les pollutions et les déchets 102
10.1. La qualité de l'air : pollutions atmosphériques et changement climatique 102
10.2. Le traitement des déchets ménagers et les décharges 105
10.3. Les nuisances sonores 106
10.4. La pollution des sols 108
11. Les risques naturels et technologiques 110
11.1. Le risque inondation 110
11.2. Les risques de mouvements de terrain 113
11.3. L'aléa retrait-gonflement des argiles 114
11.4. Le risque sismique 116
11.5. Le risque radon 117
11.6. Le risque industriel 118
11.7. Le risque incendie 119

PARTIE II
Évaluation environnementale 121

CHAPITRE I
Résumé non technique 122

1. Préambule 122
2. Objectifs de l'évaluation environnementale et méthodologie 122
3. État initial de l'environnement : résumé des enjeux environnementaux 126
4. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes 130
5. Évaluation des incidences du projet sur l'environnement 131
6. Évaluation des incidences de la partie réglementaire (écrit et graphique) l'environnement 136
7. Incidences des secteurs susceptibles d'être touchés d'une manière notable 140
8. Évaluation des incidences sur le Natura 2000 144
9. Bilan environnemental, mesures correctives et indicateurs de suivi 144
10. Synthèse des incidences négatives potentielles et mesures de réduction des incidences 147
11. Indicateurs de suivi 148

CHAPITRE II
Le cadre réglementaire et la démarche d'évaluation environnementale 149
1. Le cadre réglementaire 149
2. Objectifs de l'évaluation environnementale et méthodologie 149

CHAPITRE III
État initial de l'environnement : résumé des enjeux environnementaux 154

CHAPITRE IV
Articulation du PLU avec les autres plans et programmes 158
1. Analyse de la compatibilité du PLU avec les documents supérieurs 158
2. Analyse de la prise en compte des autres documents supérieurs 179

CHAPITRE V
Évaluation des incidences du projet sur l'environnement 184
1. La gestion et la protection de la ressource en eau 185
2. Les milieux naturels 187
3. Les autres ressources 190
4. Les nuisances, pollutions et déchets 193
5. Les risques naturels et technologiques 195
6. Synthèse 198

CHAPITRE VI
Évaluation des incidences de la partie réglementaire (écrit et graphique) sur l'environnement 201

CHAPITRE VII
Incidences des secteurs susceptibles d'être touchés d'une manière notable 205

1. Le site d'OAP sectorielles 205
2. Les OAP thématiques 208

CHAPITRE VIII
Évaluation des incidences sur le Natura 2000 209

1. Cadre réglementaire 209
2. ZSC et ZPS « Etangs et vallées du Territoire de Belfort » 210
3. Localisation des secteurs de projet par rapport au site Natura 2000 211
4. Évaluation des incidences sur Natura 2000 213
5. Conclusion sur Natura 2000 214

CHAPITRE IX
Bilan environnemental, mesures correctives et indicateurs de suivi 215

1. Préambule 215
2. Synthèse des incidences 215
3. Synthèse des incidences négatives potentielles et mesures de réduction des incidences 218
4. Indicateurs de suivi 218

PARTIE III
Les justifications 219

CHAPITRE I
Choix retenus pour établir le PADD 220

A. Choix retenus pour établir le PADD 220

B. Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain 221

CHAPITRE II
Cohérence des OAP avec les orientations et objectifs du PADD 223

CHAPITRE III
Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en oeuvre du PADD 224

CHAPITRE IV
Complémentarités du règlement avec les OAP 225

CHAPITRE V
Délimitation des zones 226

La zone UA 226
La zone UB 228
La zone UY 230
La zone A 231
La zone N 233

CHAPITRE VI
Toute autre disposition pour laquelle une obligation de justification particulière prévue 235

PARTIE IV
Tableau de synthèse des surfaces et indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan 239

ANNEXES 243

ANNEXE 1 - Lexique 244

ANNEXE 2 - Statuts de protection des oiseaux 247

ANNEXE 3 - Pourquoi planter des haies ? 250
1. La protection micro-climatique 250
2. La régulation et l'épuration des eaux et la protection des sols 251
3. L'entretien des équilibres biologiques 251
4. Les productions traditionnelles et nouvelles du bois 252
5. La clôture et la construction du paysage 252

ANNEXE 4 - Zones humides de la DREAL 253

ANNEXE 5 - Zone humide et SDAGE 254

ANNEXE 6 - Les zones NATURA 2000 dans le Territoire de Belfort 255

ANNEXE 7 - Les zones NATURA 2000 en Franche-Comté 255

ANNEXE 8 - Les zones AOC 256

ANNEXE 9 - Les zonages agricoles 256

ANNEXE 10 - Contour de la zone NATURA 2000 (extrait) 257

ANNEXE 11 - Fiche NATURA 2000 258

ANNEXE 12 - Extrait des fiches communes de l'atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014 261

ANNEXE 13 - Fiche entomologie de l'atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014 - Extrait des fiches communes de l'atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014 262

ANNEXE 14 - Limite de la ZNIEFF (type 1) 265

ANNEXE 15 - Limite de la ZNIEFF (type 2) 265

ANNEXE 16 - La TVB (trame verte et bleue) et le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Territoire de Belfort 267

ANNEXE 17 - Aspects de maîtrise de l'occupation du sol et d'évolution du territoire sur lesquels le document d'urbanisme peut agir 270

PRÉAMBULE

La commune de FONTAINE a décidé par délibération du Conseil Municipal, en date du 6 février 2015, d'engager l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), conformément aux nouvelles exigences du Grenelle de l'Environnement (loi n° 2010788 du 12 juillet 2010) et de la loi ALUR du 24 mars 2014.

Ce document d'urbanisme est l'occasion de proposer un schéma de développement communal pour une quinzaine d'années, en cohérence avec les objectifs de la commune et en adéquation avec ceux définis par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 27 février 2014.

Le Plan Local d'Urbanisme est un document évolutif de planification urbaine, qui fixe le droit des sols. Il revêt un aspect stratégique, à travers le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), et un caractère opérationnel que lui confère la rédaction des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

C'est un outil de définition et de mise en œuvre, à l'échelle de la commune, des politiques publiques relatives à l'aménagement et au développement durable, à l'environnement, l'habitat et les déplacements.

Le PLU détermine la vocation des zones urbaines et à urbaniser (par exemple pour l'habitat et les activités), en assurant efficacement la protection des espaces naturels, agricoles et boisés. Il tient compte de la nécessité de préserver les ressources et les richesses patrimoniales.

C'est un document public qui fait l'objet d'une concertation avec la population et est opposable aux tiers après enquête publique.

1. Présentation sommaire de la commune

Fontaine est un village rural, chef-lieu de canton depuis la Révolution Française. Située à 13 km de Belfort et à 15 minutes de Mulhouse, la commune s'étend sur 696 ha dont 165 ha de forêt.

On trouve mention écrite de Fontaine dès le XIIe siècle, qui devient rapidement un des villages les plus importants du fief. On peut admirer le « Tilleul de Turenne », arbre dont le tronc est de 8,88 mètres de circonférence et qui se dresse sur la place de la mairie et de l'église. Le maréchal de Turenne s'arrêta sous ce tilleul le 29 décembre 1674 avant d'infliger une sanglante défaite aux Impériaux, le 31 décembre près de Mulhouse. Après cette victoire, il revint sous le tilleul et fit de Fontaine son quartier général jusqu'à la bataille de Turckheim, le 5 janvier 1675. Le tilleul a été classé monument historique le 15 avril 1911. Son volume et sa taille laissent supposer qu'il est âgé d'au moins 700 ans.



2. Historique du document d'urbanisme de Fontaine

Fontaine a approuvé son premier document d'urbanisme le 29 juillet 1985 en tant que Plan d'Occupation des Sols (POS). Ce document a fait l'objet de plusieurs évolutions entre 1995 et 2008.

Le 6 février 2015, la Commune décide de réviser son document d'urbanisme en particulier pour répondre aux nouvelles exigences du Grenelle de l'Environnement et de la loi ALUR.

Au cours de la phase d'études d'élaboration du PLU, le POS en vigueur devient caduc le 27/03/2017 conformément à l'article L.174-3 du code de l'urbanisme. Le droit des sols est momentanément encadré par le Règlement National d'Urbanisme, en attente de l'application du présent document.

3. Le contenu du Plan Local d'Urbanisme

Le PLU de Fontaine est un PLU « grenellisé, alurisé et climatisé », qui intègre notamment, les dispositions des lois portant Engagement National pour l'Environnement (ENE), pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) et portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Il prend également en compte la recodification du code de l'urbanisme entrée en vigueur en 2016, qui modifie quelque peu le contenu des pièces du PLU (notamment la structure du règlement).

Au-delà de son contenu et de la nécessité de comporter notamment une analyse de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, le PLU prend en compte de nouveaux objectifs, dans le respect des objectifs de développement durable, à savoir :

- Lutter contre la régression des surfaces agricoles et naturelles, avec la nécessité de fixer des objectifs chiffrés en la matière, après avoir défini des indicateurs de consommation d'espace ; la réforme de la fiscalité s'inscrit dans cette volonté de limitation du foncier ;
- Réduire les émissions de gaz à effet de serre, les consommations d'énergie et économiser les ressources fossiles, afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique et à l'adéquation à ce changement ;
- Améliorer les performances énergétiques, le développement des communications électroniques ;
- Maîtriser l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables préserver la biodiversité et assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques (article L.101-2 du code de l'urbanisme).

Le dossier du PLU de Fontaine comprend :

- un **rapport de présentation**, qui a pour objet de justifier et d'expliciter les choix d'aménagement retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), les orientations d'aménagements et de programmation (OAP) et le règlement. Ce rapport, qui s'appuie sur un diagnostic, présente une analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis et établit un inventaire des capacités de stationnement. Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du PLU, et justifie les objectifs fixés en la matière par le PADD. Enfin, il contient l'étude d'environnement, qui détermine les enjeux environnementaux pour établir l'évaluation environnementale du projet.

- un **Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**, qui définit les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement, d'urbanisme, etc..., notamment en vue de favoriser l'accueil de nouvelles populations, tout en maîtrisant l'urbanisation future et sans porter atteinte à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers et à la préservation ou à la remise en bon état des continuités écologiques.

- un **règlement et des documents graphiques**, qui constituent un ensemble indissociable. Les seconds ont pour principal objet de délimiter le champ d'application territorial des prescriptions du premier :
  - Le règlement s'inscrit dans le prolongement des orientations définies par le PADD avec lequel il doit être cohérent. Il a pour objet la mise en œuvre du zonage sur le territoire de la commune, et doit ensuite fixer les règles applicables à l'intérieur de chacune des zones.
  - Les documents graphiques délimitent les zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles (N) réglementées par le PLU. Ils font en outre apparaître, les espaces boisés classés, les emplacements réservés, les éléments nécessaires à la traduction du projet au titre des différents articles du code de l'urbanisme.

- des **orientations d'aménagement et de programmation** (OAP), qui comprennent, à minima dans le respect des orientations définies par le PADD, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.

- des **annexes**, qui permettent de prendre connaissance de l'ensemble des contraintes techniques, administratives applicables sur le territoire couvert par le PLU. Elles contiennent notamment :
  - les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols qui se présentent à la fois sous une forme écrite et graphique. Leur présence dans l'annexe du PLU conditionne leur opposabilité ; Elles existent de plein droit sur les bâtiments et les terrains. Elles entraînent des mesures conservatoires et de protection, des interdictions ou des règles particulières d'utilisation ou d'occupation du sol. Elles ont un caractère d'ordre public.

- Le périmètre à l'intérieur duquel s'applique le droit de préemption urbain défini par les articles L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- Le périmètre des secteurs relatifs au taux de la taxe d'aménagement, en application des articles L. 331-14 et L. 331-15.
- Le périmètre des secteurs situés au voisinage des infrastructures de transport terrestres dans lesquels des prescriptions d'isolement acoustique ont été édictées en application de l'article L.571-10 du code de l'environnement.
- les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement et des systèmes d'élimination des déchets.

4. Objectifs de l'élaboration du Plan Local d'urbanisme

La Commune a décidé d'élaborer un PLU afin d'éviter la caducité de l'ancien document de planification et de continuer à maîtriser le développement de son territoire. Le PLU répondra à plusieurs objectifs notamment :

- S'interroger sur le développement futur de la commune par rapport aux évolutions locales récentes et à la stratégie foncière à mener eu égard aux projets qui se dessinent et à la présence de la zone de l'Aéroparc qui occupe plus de 150 hectares du ban communal
- Actualiser le POS en intégrant les nouvelles normes issues du Grenelle de l'Environnement et de la loi ALUR
- S'assurer de la compatibilité du document d'urbanisme avec le SCoT du Territoire de Belfort approuvé le 27 février 2014
- Adapter le projet de PLU notamment pour :
  - Préciser et mettre en place le rôle de Fontaine au sein de Grand Belfort Communauté d'Agglomération,
  - S'adapter aux nouvelles logiques de mobilité mises en place au sein du Territoire de Belfort : ce renouvellement général des équilibres entre modes (automobile, transports en commun, marche à pied, vélo, covoiturage) doit être en phase avec la logique urbaine communale (opérations immobilières, équipements, activités, ...),
  - Anticiper ou accompagner les projets, notamment en matière de développement économique et touristique,
  - Répondre aux enjeux résidentiels, en permettant le maintien et l'accueil des populations, en offrant des logements adaptés, et en utilisant autant que possible les espaces en mutation ou délaissés,
  - Protéger le réseau hydrographique, les espaces naturels et forestiers, supports d'un cadre de vie de qualité, participant à la trame verte et bleue du Territoire de Belfort. La maîtrise énergétique doit être associée à cet enjeu environnemental.

5. Articulation du PLU avec les autres normes d'urbanisme

Le PLU de Fontaine est établi conformément aux dispositions des articles L.151 et suivants et R.151-1 et suivants du code de l'urbanisme.

Outre la définition d'un projet communal établi en cohérence avec les besoins et objectifs affichés par la commune de Fontaine, le PLU doit respecter un certain nombre de principes directeurs établis dans le cadre de la législation de l'urbanisme.

5.1. Les normes nationales : les règles des articles L.101-1 et 2 du code de l'urbanisme

Le respect de ces règles s'impose aux communes parce qu'elles constituent autant de contraintes qui dépassent le seul intérêt local.

- L'article L.101-1 du code de l'urbanisme rappelle que les communes ne sont pas « propriétaires » de leur territoire et que l'urbanisme constitue une compétence partagée.

Cet article, modifié à plusieurs reprises, impose plusieurs missions aux collectivités locales, parmi lesquelles figurent :

- la réduction des émissions de gaz à effet de serre,
- la réduction des consommations d'énergie,
- l'économie des ressources fossiles,
- la préservation de la biodiversité (notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques...).

Conformément à l'article L.101-2 du même code dans le respect des objectifs du développement durable, le PLU détermine les conditions permettant d'assurer :

- le principe d'équilibre entre développement et protection des espaces urbains et naturels,
- le principe de diversité des fonctions urbaines et de mixité sociale de l'habitat,
- le principe d'utilisation économe et équilibrée des espaces dans le respect de l'environnement.

Depuis la loi ALUR, les PLU déterminent également les conditions permettant d'assurer les besoins en matière de mobilité.

5.2. Les normes et documents locaux

La nouvelle organisation de la hiérarchie des normes, instituée par la loi n°2014- 366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à un urbanisme rénové avait fait du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) un document « intégrateur », devenant ainsi le document de référence du PLU.

L'ordonnance n°2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme est venu encore modifier cet ordonnancement juridique en conservant 'l'hégémonie' du SCoT.

Conformément à l'article L.131-4 du code de l'urbanisme, les plans locaux d'urbanisme [...] doivent être compatibles avec les schémas de cohérence territoriale.

Le schéma qui suit illustre la hiérarchie des normes d'urbanisme entre elles et avec les autres documents relevant d'autres législations.

- **Depuis le 27 février 2014, le Territoire de Belfort est couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)**, avec pour objectif de coordonner les différentes politiques sectorielles (habitat, déplacements, développement commercial...), ce schéma est tenu d'orienter l'évolution du département dans la perspective du développement durable et dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement basé sur de forts enjeux stratégiques. **Le SCoT du Territoire de Belfort est en révision depuis le 29 mars 2023.**

Le PLU doit être compatible avec les dispositions du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) de ce schéma.

- **Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** est un document de planification décentralisé instauré par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992* pour faciliter la mise en œuvre d'une nouvelle politique de l'eau affirmant que **l'eau est un patrimoine commun dont la gestion équilibrée est d'intérêt général**.

Il est élaboré sur le territoire du grand bassin hydrographique du Rhône (partie française), des autres fleuves côtiers méditerranéens et du littoral méditerranéen.

Le SDAGE bénéficie d'une légitimité politique et d'une portée juridique. Il définit pour une période de 6 ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir ou à atteindre dans le bassin.

La commune de Fontaine appartient au bassin Rhône-Méditerranée-Corse, territoire « Doubs aval », pour lequel le SDAGE 2016-2021 et le programme de mesures associé, ont été révisés pour la période 2022-2027.

Les 9 orientations fondamentales de préservation et de mise en valeur des milieux aquatiques (cf l'état initial de l'environnement) portées par ce document, ont été adoptées le 18 mars 2022 par le comité de bassin. Elles fixent la stratégie pour l'atteinte du bon état des milieux aquatiques en 2027. Le comité a également donné un avis favorable au programme de mesures (PDM) qui définit les actions à mener pour atteindre cet objectif. Ces documents sont entrés en vigueur le 4 avril 2022 suite à la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'approbation du préfet du 21 mars 2022.

Par ailleurs, une procédure de SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) a été mise en œuvre sur le territoire du bassin versant de l'Allan, compte tenu de l'importance des enjeux existants liés à la gestion de l'eau et de la nécessité d'atteindre les objectifs de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau.

Il n'existe pas de lien juridique direct entre le SDAGE et le PLU.
C'est le SCoT qui doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE.

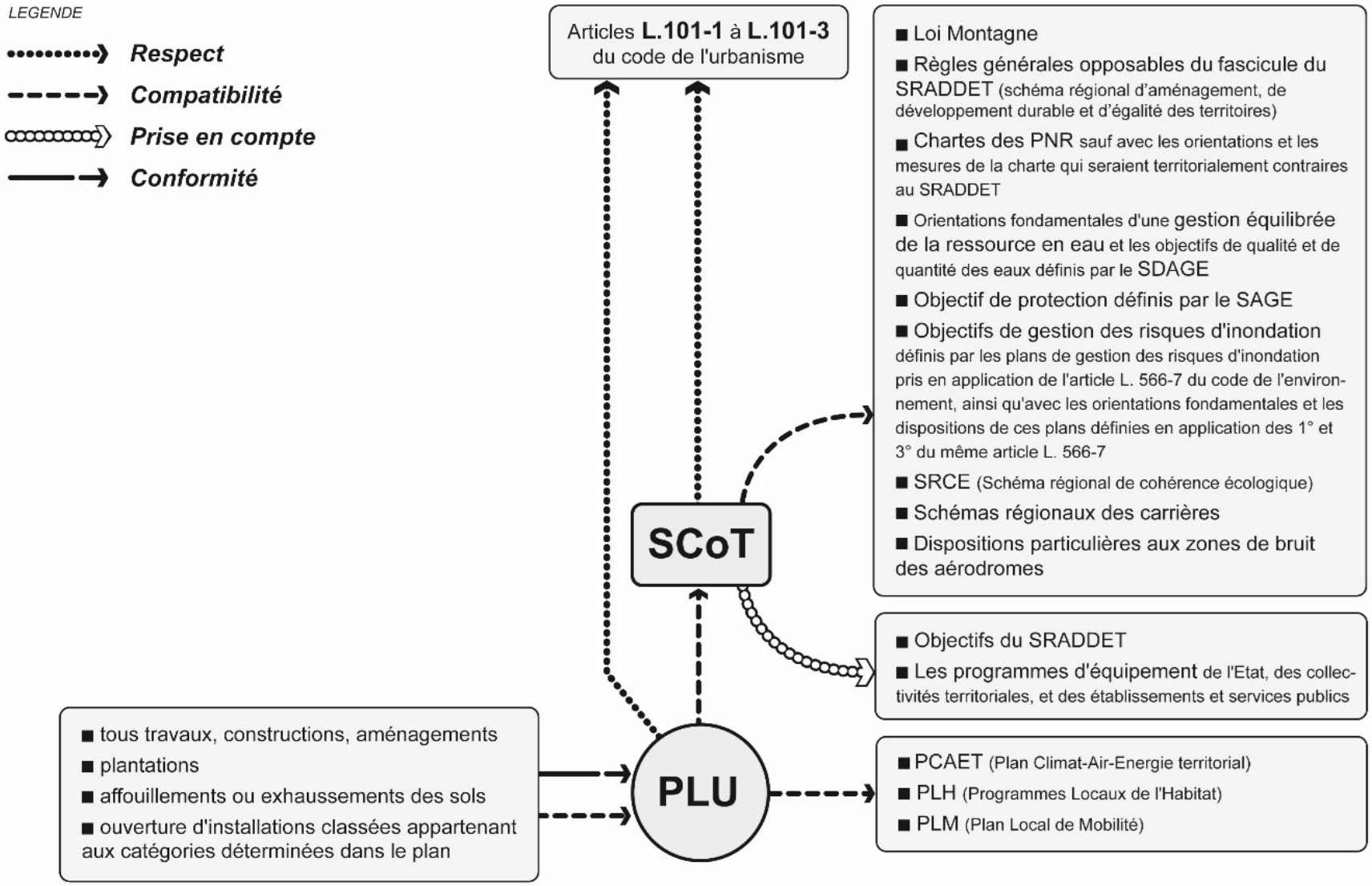
Approuvé le 28 janvier 2019 avec effet immédiat, le SAGE Allan s'impose à présent aux décisions administratives dans le domaine de l'eau, et son règlement s'applique à tous. L'application des orientations du SAGE, décidées par la CLE (Commission Locale de l'Eau) selon les enjeux du territoire, apporte les conditions d'une gestion durable de la ressource en eau et des usages qui en sont faits.

Ce schéma fixe, coordonne et hiérarchise des objectifs généraux d'utilisation, de valorisation et de protection quantitative et qualitative des ressources en eau et des écosystèmes aquatiques, ainsi que de préservation des zones humides.

Afin d'assurer la concrétisation des objectifs du SAGE, le contrat de bassin 2022-2024 se présente comme un outil pour accélérer la mise en œuvre des projets portés par les collectivités et les partenaires du SAGE. La Commission Locale de l'Eau, qui suit la mise en œuvre du contrat, assure la cohérence et la complémentarité des initiatives portées par les acteurs du territoire.

Encadrement normatif du PLU

schéma : Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, MàJ 2023.



Les 14 signataires du contrat se sont engagés autour de 45 actions, structurées autour de 5 grandes orientations, pour la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Comme pour le SDAGE, il appartient au SCoT, et non au PLU, d'être compatible avec les objectifs de protection définis par le SAGE.

- **Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)**

Créés par la loi NOTRe du 7 août 2015, ce schéma est un outil de planification à portée normative, qui créé un nouveau cadre de référence tant en matière de planification territoriale qu'en termes de contractualisation régionale, avec l'État (contrats de plans) mais aussi avec les territoires.

Le SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté a été approuvé le 16 septembre 2020. Deux modification du SRADDET ont eu lieu, elles ont été approuvées par le Préfet de Région les 20 novembre et 18 décembre 2024.

Ces modifications ont permis de décliner l'objectif de zéro artifisialisation nette des sols imposé par la Loi Climat & Résilience de 2021, et d'intégrer le schéma régional de cohérence écologique à l'échelle de la Bourgogne Franche-Comté.

La trame verte et bleue vise à reconstruire un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales d'assurer leur maintien, leur développement et leur survie face aux changements climatiques (alimentation, déplacement, reproduction...). Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent prendre en compte la Trame Verte et Bleue (TVB) du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté au cours de leur élaboration ou de leur révision. Cette TVB du SRADDET est basée sur une harmonisation des SRCE Bourgogne et Franche-Comté pour une bonne prise en compte de la TVB à l'échelle régionale.

La TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté identifie 6 sous-trames :

- Milieux boisés ;
- Milieux ouverts mosaïques ;
- Milieux ouverts secs ;
- Milieux humides ;
- Cours d'eau ;
- Milieux souterrains.

Le SCoT du Territoire de Belfort doit être compatible avec les règles générales du fascicule du SRADDET.

- **Le Schéma régional climat air énergie (SRCAE)**

Ce schéma fixe, à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050 :

- les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, conformément à l'engagement pris par la France de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, et conformément aux engagements pris dans le cadre européen. À ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie,
- les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L. 221-1 du code de l'environnement, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. A ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque leur protection le justifie,
- par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en oeuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique telles que les unités de cogénération, notamment alimentées à partir de biomasse, conformément aux objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat.

Le schéma régional Climat Air Énergie de Franche-Comté a été approuvé par arrête n°2012327- 0003 du 22 novembre 2012. Ce document définit les orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et d'adaptation au changement climatique.

L'axe 2 du SRCAE concerne les orientations pour l'aménagement du territoire et les transports : urbanisme, mobilité des personnes et transports de marchandises.

La loi ne définit aucun lien juridique entre le SRCAE et les documents d'urbanisme.

Néanmoins, ces derniers pourront être concernés à travers la détermination des conditions de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production des énergies renouvelables, la préservation de la qualité de l'air (L. 101-2 du Code de l'urbanisme).
En outre, les plans climat énergie territoriaux, compatibles avec le SRCAE, doivent être pris en compte par les SCoT et les PLU.

- **Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) du Grand Belfort**

Adopté par les élus du Grand Belfort le 10 octobre 2024, le Plan climat air énergie territorial (PCAET) 2024-2030 entre désormais dans sa phase opérationnelle. Structuré en huit thématiques et 33 actions concrètes, ce plan ambitieux touche directement le quotidien des habitants du Grand Belfort, avec pour objectif d'accélérer la transition écologique.

Le PCAET a trois objectifs :

- La réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) du territoire pour contribuer à réduire le changement climatique ;
- La préservation de la qualité de l'air pour limiter les impacts sanitaires et environnementaux de la pollution atmosphérique croissante ;
- L'adaptation du territoire aux effets du changement climatique face à sa vulnérabilité initiale.

Le PLU doit prendre en compte le plan climat-air-énergie territorial, lorsqu'il existe.

- **Le Programme Local de l'Habitat (PLH)**

Arrêté par la Communauté d'Agglomération du Grand Belfort (GBCA) le 20 juin 2024, le PLH met en place et organise la politique de l'habitat de l'agglomération pour une durée de 6 ans (2025-2030).

Le PLH 2025-2030 consacre une ambition forte autour de la remobilisation du parc existant pour répondre aux enjeux de requalification, de rénovation énergétique et de remise sur le marché de ce parc ancien dégradé. Remobiliser le parc existant permet de produire une offre de logement adaptée tout en respectant l'enjeu de limitation de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations, ainsi que les actions définies dans le PLH déclinent les moyens et les dispositifs mis en œuvre pour réaliser ces objectifs.

Quatre grandes orientations offrent une vision globale de la politique future de l'habitat et répondent à des préoccupations partagées par l'ensemble des communes :

- Améliorer et requalifier le parc de logements existants ;
- Développer une offre suffisante, diversifiée et équilibrée ;
- Proposer une offre adaptée aux publics spécifiques ;
- Conforter le rôle du Grand Belfort dans la mise en œuvre et le suivi de la politique Habitat.

Des actions communes et des actions spécifiques aux différents secteurs précisent les objectifs selon le type de commune.

Le PLH s'inscrit dans la hiérarchie des documents d'urbanisme : le PLU de Fontaine doit être compatible avec les orientations du PLH.

- **Le contrat de mobilité**

Le Syndicat Mixte des Transports en Commun (SMTC) est l'Autorité Organisatrice des Transports (A.O.T) du Territoire de Belfort. Il a opté en 2004 pour un contrat de mobilité et non pour un Plan de Déplacements Urbains (PDU).

Cette démarche, qui ne s'inscrit pas dans une démarche réglementaire, est donc plus contractuelle, élargie au concept de mobilité durable.

Ses objectifs, proches de ceux d'un PDU, sont essentiellement de :

- remettre en cause l'étalement urbain, le morcellement de l'espace naturel et l'allongement continu des trajets ;
- diminuer la circulation automobile pour assurer un équilibre durable entre besoin de mobilité et facilité d'accès d'une part, protection de l'environnement et de la santé, d'autre part.

La mise en application de ce contrat de mobilité se traduit par un nouveau réseau qui s'est construit en deux étapes : Optymo (depuis le 1er janvier 2008) et Optymo 2 (2010-2013), qui s'appuie sur le concept de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), avec au cœur du projet la mise en place d'un Transport en Commun en Site Propre (TCSP).

Le présent rapport de présentation se compose de quatre grandes parties :

- **la partie I qui présente l'état des lieux et les analyses des éléments nécessaires à la constitution du projet.** Cette partie comporte notamment le diagnostic, l'analyse de la consommation de l'espace et l'état initial de l'environnement ;
- **la partie II comporte l'évaluation environnementale du projet communal** ;
- **la partie III comporte les justifications du projet communal.** Elle présente notamment les choix retenus pour le PADD ainsi que la cohérence des autres pièces avec ce projet ;
- et **la partie IV qui liste les différents indicateurs de suivi des résultats de l'application du projet**.

PARTIE I
État des lieux et analyses des éléments nécessaires à la constitution du projet

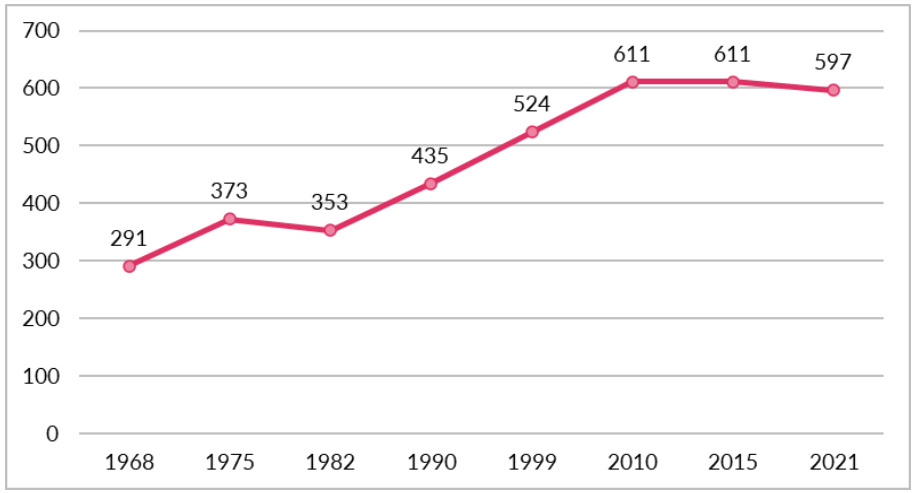


A - Population de habitat

1. Évolution de la population

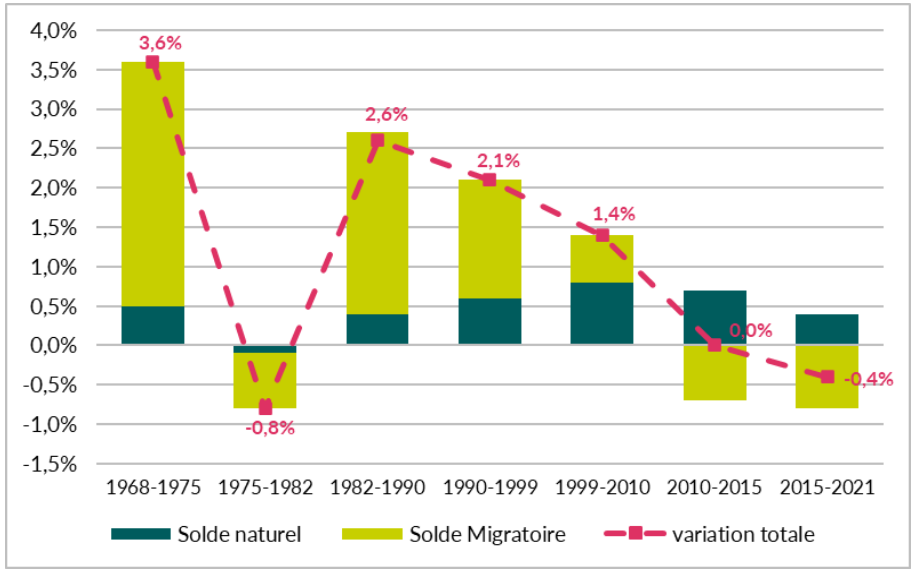
L'étude de l'évolution de la population de la commune de Fontaine met en valeur quatre phases. La première phase, de 1968 à 1974, correspond à une période de croissance de la population pendant laquelle le solde migratoire est très élevé (3,1 %) suivie d'une phase de décroissance, de 1975 à 1982, lors de laquelle le solde migratoire et le solde naturel sont négatifs. La phase ultérieure, de 1982 à 2010, est une période de croissance démographique durant lesquelles le solde migratoire reste positif mais diminue au fil des années et où le solde naturel augmente, maintenant une hausse continue de la population, mais de plus en plus atténué. La dernière période (2010 – 2021) voit le solde migratoire devenir négatif et la population se stabiliser, malgré un solde naturel encore positif.

Évolution de la population entre 1968 et 2021



Source : INSEE 2021

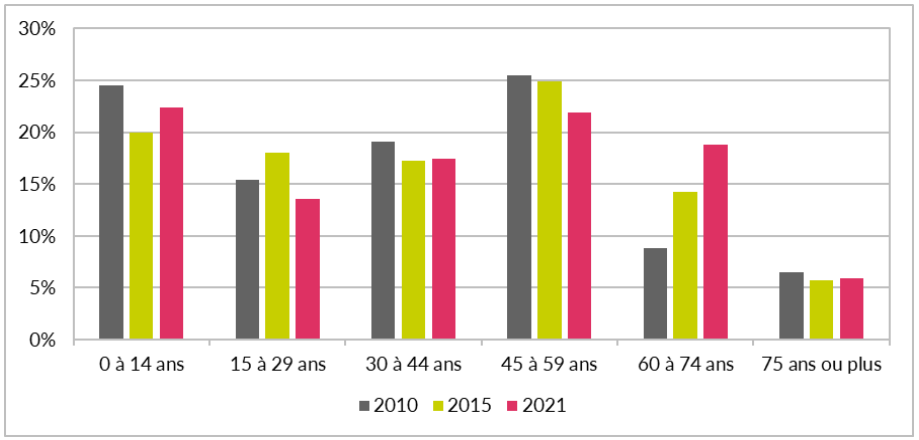
Les composantes de l'évolution de la population depuis 1968



Source : INSEE 2021

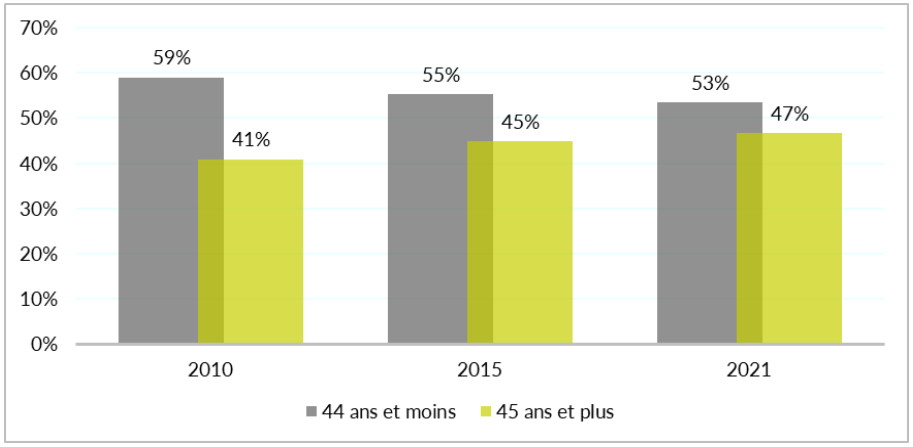
Par ailleurs, la commune connaît, comme l'ensemble du territoire national, un vieillissement de sa population qui, compte tenu du solde naturel positif sur la commune, reste encore peu marqué jusqu'à une période récente. En effet, plus de 53 % des habitants ont moins de 44 ans et seulement 46% ont plus de 45 ans. Mais progressivement la part des catégories les plus jeunes tend à s'amoindrir au profit des habitants plus âgés.

Répartition de la population par tranches d'âges en 2010, 2015 et 2021



Source : INSEE 2021

Évolution de la structure de la population par grande tranches d'âge en 2010, 2015 et 2021



Source : INSEE 2021

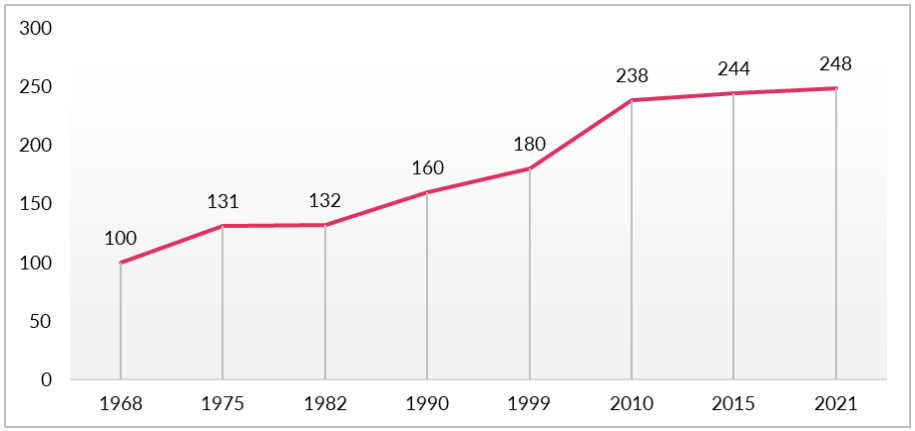
Il est important pour le village de préserver une dynamique de croissance afin d'anticiper tout particulièrement le vieillissement des 45-59 ans et de pérenniser les services et équipements publics. Il est également nécessaire de permettre aux jeunes ménages, notamment originaires du village, de s'y installer.

2. Le logement

À l'image de l'évolution de la population, le logement a connu une croissance continue depuis 1968 avec cependant des tendances légèrement différentes. En effet, cette courbe permet d'identifier trois périodes.

Les deux premières correspondent aux premières phases identifiées sur la courbe d'évolution de la population. Ainsi, la période de croissance du nombre de logements, de 1968 à 1974, est suivie par une phase de stagnation de ce nombre, de 1975 à 1982. La dernière période identifiable correspond à celle de 1982 à aujourd'hui. Lors de cette phase, la croissance du nombre de logements se poursuit selon un rythme aléatoire mais soutenu puisque le taux de croissance annuel a atteint plus de 25% entre 1999 et 2010. Cette progression s'atténue ensuite jusqu'en 2021.

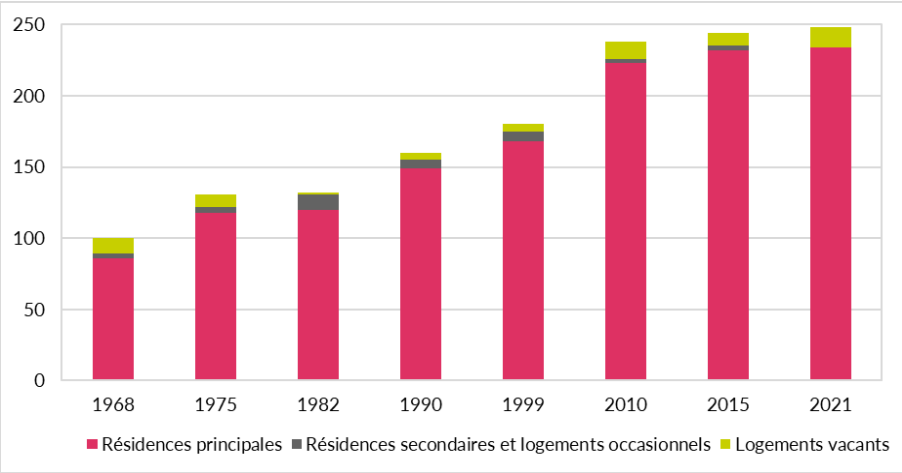
Évolution du nombre de logements depuis 1968



Source : INSEE 2021

Par ailleurs, en 2021, la part des résidences principales de la commune représente 94 % du parc de logement de la commune ; il n'y a plus de résidences secondaires recensées. De plus, la part de logements vacants est relativement stable depuis 1990 avec près de 6 % en 2021.

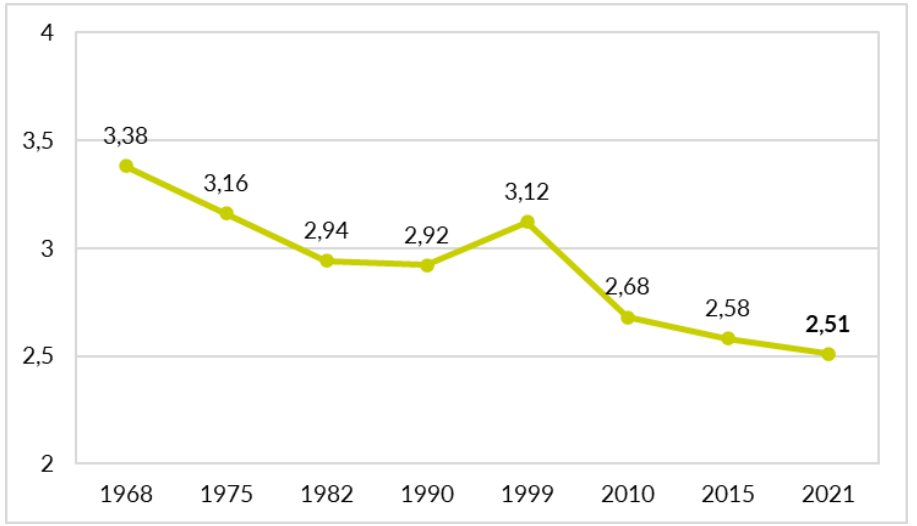
Évolution de la composition du parc de logements depuis 1968



Source : INSEE 2021

Un autre phénomène est observable sur la commune : la baisse du nombre d'habitants par ménage. Ce phénomène suit la tendance nationale même si ce chiffre reste élevé sur la commune de Fontaine. En effet, entre 1999 et 2021, ce taux a diminué de 3,1 à 2,5 habitants par ménage, contre 2,1 Dans l'ensemble du Grand Belfort en 2021. Cette tendance s'explique par plusieurs facteurs sociétaux : augmentation du nombre de divorces, décohabitation[1], allongement de la durée de vie…

Évolution de la taille des ménages depuis 1968

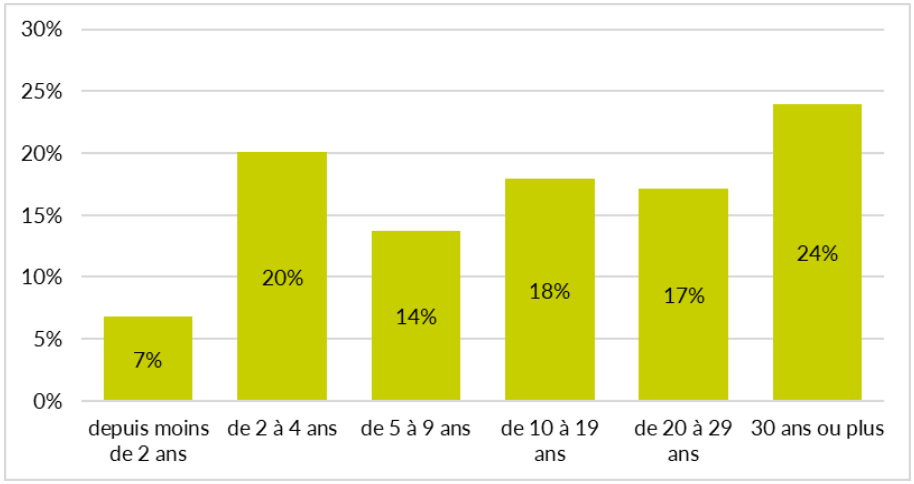


Source : INSEE 2021

Le dernier élément caractérisant les ménages au sein de la commune de Fontaine est leur ancienneté. En effet, si dans certains villages la majorité des ménages sont implantés depuis de nombreuses années, la commune a maintenu le renouvellement de sa population dont environ 41 % s'est installée sur la commune dans les dix dernières années. Ce renouvellement tend à s'estomper, au gré des opportunités de construction.

[1] *Décohabitation : fin de la cohabitation entre les parents et les enfants devenus majeurs soit, par extension, diminution du taux de cohabitation entre les générations.*

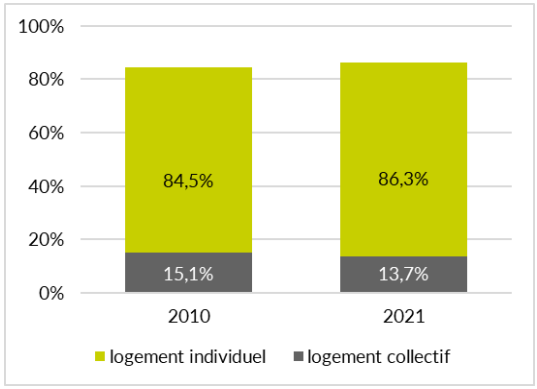
Ancienneté d'emménagement des ménages en 2021



Source : INSEE 2021

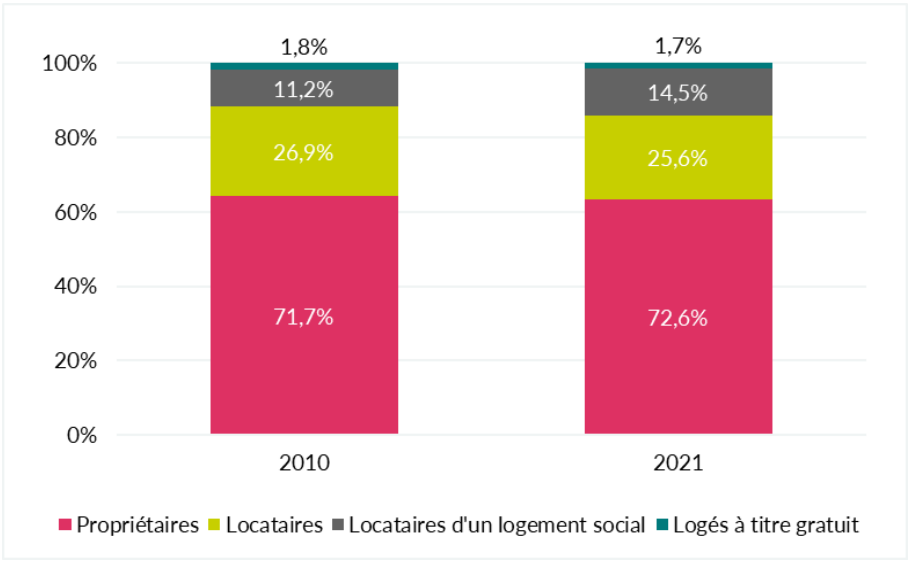
Le village de Fontaine est caractérisé, comme beaucoup de communes de cette dimension, par un habitat majoritairement individuel et en propriété. En effet, le parc des résidences principales comprend 86 % de logements individuels en 2021 et 72 % de ces résidences principales sont occupés par leur propriétaire. Néanmoins, compte tenu de la taille du village, l'offre est relativement diversifiée puisque, sur l'ensemble des résidences principales, plus de 14 % sont des logements collectifs et le quart sont des locations. De plus, l'offre en logements HLM représente plus de 14 % du parc des résidences principales, contre 11 % en 2010.

Type de résidences principales



Source : INSEE 2021

Type d'occupation des résidences principales



Source : INSEE 2021

Le parc de logements sociaux de Fontaine comporte 38 logements (et 1 logement communal) appartenant à Territoire Habitat. Le parc est constitué de plusieurs ensembles :

- Un premier groupe de 21 logements individuels en bande est implanté rue Viot, lotissement des années 80 ;
- Deux autres ensembles de logements sont constitués de petits collectifs plus récents, rue des Sources (un immeuble de 10 logements construit en 2008) et rue du Ganichet (2 immeubles de 3 et 4 logements construits en 2015).

Ces 39 logements locatifs sociaux représentent environ 16 % du parc de résidences principales, et répondent à la demande sur la commune. Ces logements répondent à une demande réelle ; la quasi absence de vacance en témoigne.

Ainsi, **la mixité sociale et générationnelle sur la commune de Fontaine est assurée par cette diversité de logements proposée et doit être maintenue**.

Le rythme de construction de logements reste assez faible (entre un et deux logements par an) pour un total de 28 logements en 15 ans, dont la moitié sont les logements collectifs sociaux réalisés en 2008 et 2015. Ce rythme tend à s'atténuer légèrement ces dernières années.



Nouvelles constructions rue du Tilleul

LES CONSTATS

- Production de logements continue depuis 1982 et qui tend à s'atténuer ;
- Diminution du nombre moyen de personnes par ménage, mais maintien d'une valeur encore élevée ;
- Renouvellement de la population qui ralentit progressivement ;
- 94 % du parc de logements composé de résidences principales ; une vacance normale et stable
- Une diversité de l'offre en logement social et en logement collectif ;
- Un village marqué par de l'habitat individuel en propriété mais comportant une offre en logement collectif et locative significative.

3. Les besoins en logements et en foncier pour l'habitat

Le PLU doit quantifier les besoins en logements et en foncier afin de rationaliser et justifier le foncier qui sera ouvert à l'urbanisation à échéance du PLU. Dans un souci de pédagogie, chaque point de méthode est décrit. Les hypothèses utilisées dans la méthode peuvent être affinées en fonction des ambitions de la commune.

Pour rappel, Fontaine a connu un développement résidentiel régulier depuis les années 80 et jusque dans les années 2000 (597 habitants en 2021). Aujourd'hui, le marché de l'habitat est moins dynamique (-14 habitants depuis 2015). La commune peut néanmoins aspirer à un léger accroissement de son parc de logements d'ici 2040 grâce à sa position sa proximité de l'Aeroparc, de l'agglomération belfortaine, des équipements et services disponibles dans la commune.

Le choix retenu doit prendre en compte ces tendances pour établir des projections démographiques réalistes. Toutefois, il est difficile de se projeter dans 15 ans en raison d'un contexte économique incertain.

Les facteurs qui déterminent les besoins en logements des ménages

Besoins en logements	Facteurs d'évolution	Facteurs de besoins
Besoins en renouvellement du parc existant	Démolition, changement d'usage, tarnsformation de logements	Restructuration du parc existant
Besoins liés à l'évolution de la taille des ménages	Décohabitation / Regroupement	Diminution de la taille des ménages
Besoins liés à la fluidité des marchés et la mobilité des ménages	Tension / Détente des marchés	Augmentation de la vacance (davantage de logements vides dans le parc existant)
Besoins liés à l'évolution démographique	Naissances/décès, Arrivées/départs	Hausse de la population

L'objectif est d'estimer sur une période donnée, les besoins en logements neufs, c'est-à-dire ce qu'il faudrait produire pour :

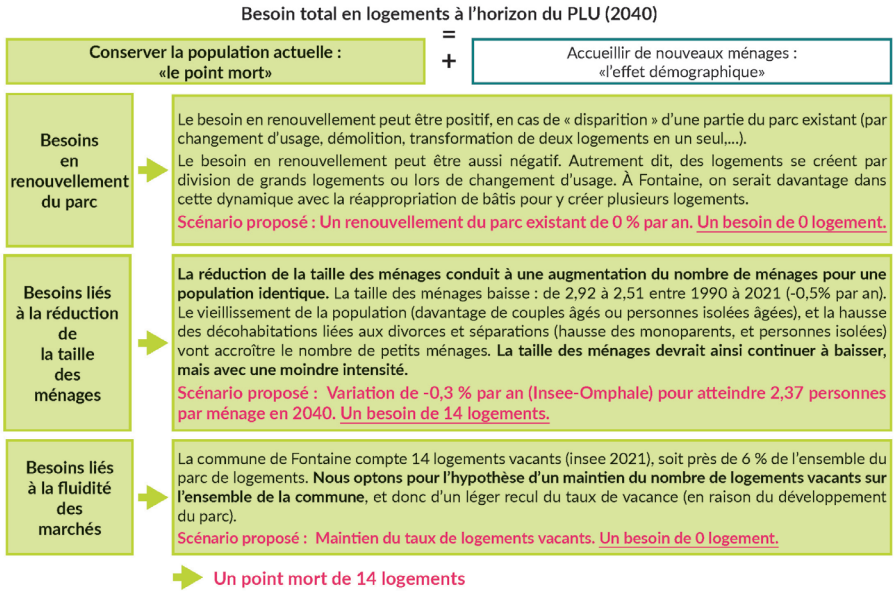
- desserrer la population, c'est-à-dire, compenser la réduction de la taille des ménages induite par la moindre natalité, le vieillissement de la population et les décohabitations.
- répondre à l'évolution démographique.

- renouveler le parc en remplaçant les logements détruits ou ayant changé d'affectation,
- participer à la variation du nombre de logements vacants,

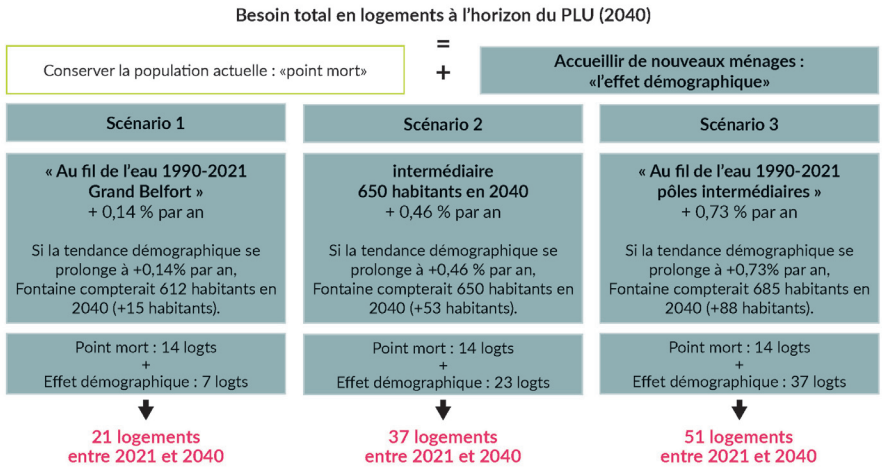
Les 2 derniers facteurs ont un impact mineur sur les besoins en logements.

3.1. Estimer les besoins en logements générés en tenant compte des différents facteurs

Étape 1 : Calculer le point mort



Étape 2 : Définir les scénarios de croissance de la population



Les besoins entre 2021 et 2040 sont donc estimés entre 21 et 51 logements.

Étape 2 : Déduire les logements livrés depuis 2021

Au total, 5 logements ont été créés depuis 2021 ou sont en cours de réalisation ou en projet (source Sit@del, permis de construire déclarés depuis 2020[1]).

Ces 5 logements absorbent les besoins estimés en logements d'ici 2040. Il faut donc les retirer des besoins estimés en logements entre 2021 et 2040.

	Scénario 1 : « Au fil de l'eau 1990-2021 Grand Belfort » +0,14% par an 612 habitants en 2040	Scénario 2 : Intermédiaire +0,46 % par an 650 habitants en 2040	Scénario 3 : « Au fil de l'eau 1990-2021 pôles intermédiaires » +0,73% par an 685 habitants en 2040
Besoins estimés 2021-2040	21 logements	37 logements	51 logements
Logements livrés ou en cours de construction/ engagés	-5 logements		
Estimation des logements à créer d'ici 2040 (15 ans)	**16 logements 1/an**	**32 logements 2/an**	**46 logements 3/an**

[1] *Source Sit@del, permis de construire déclarés depuis 2020 en raison du décalage d'au moins 1 an entre mis en chantier et livraison du logement et son occupation.*

Les besoins d'ici 2040 sont donc estimés entre 16 et 46 logements, soit entre 1 et 3 logements par an.

À titre de comparaison, environ 1,5 logement a été produit annuellement entre 2007 et 2023 pour une période durant laquelle la commune est en légère perte de population.

Le PLH de Grand Belfort 2025-2030 prévoit un besoin en logements, pour Fontaine, de 2 logements par an.

Les scénarios présentés ne remettent pas en cause les équilibres de la territorialisation des besoins en logements du PLH du Grand Belfort.

3.2. En déduire les besoins fonciers liés à l'habitat

Des logements peuvent être réalisés dans le bâti existant, sans besoin en foncier. Fontaine a la particularité d'avoir un parc ancien important dans lequel des bâtiments peuvent être réappropriés pour créer de nouveaux logements.

Pour la production de logements d'ici 2040, il est proposé d'avoir la répartition suivante : **90 % de construction neuve et 10 % de création dans le bâti existant**.

	Scénario 1 : « Au fil de l'eau 1990-2021 Grand Belfort » +0,14% par an 612 habitants en 2040	Scénario 2 : Intermédiaire +0,46% par an 650 habitants en 2040	Scénario 3 : « Au fil de l'eau 1990-2021 pôles intermédiaires » +0,73% par an 685 habitants en 2040
Logements à créer d'ici 2040	16 logements	32 logements	46 logements
dont constructions neuves	**14 logements**	**29 logements**	**42 logements**

En termes de typologie, il est proposé d'avoir une répartition avec plus de logements individuels groupés et de collectifs.

Les objectifs de logements en construction neuve sont déterminés sur la base d'une répartition prévoyant :

- **30 % d'individuels groupés et/ou collectifs et**
- **70 % d'individuels purs.**

Pour rappel, 10 % des logements à l'horizon 2040 pourraient être créés dans le bâti existant dont le potentiel serait davantage destiné à du logement type individuel groupé ou collectif.

La consommation foncière est différente selon le type de logement construit :

- **750 m² pour un logement individuel pur ;**
- **350 m² pour un logement individuel groupé et petit collectif.**

Scénario 1 : « Au fil de l'eau 1990-2021 Grand Belfort » +0,14% par an 612 habitants en 2040	Scénario 2 : Intermédiaire +0,46% par an 650 habitants en 2040	Scénario 3 : « Au fil de l'eau 1990-2021 pôles intermédiaires » +0,73% par an 685 habitants en 2040
14 logements	**29 logements**	**42 logements**
0,94 ha	**1,9 ha**	**2,76 ha**

+5% de superficie réservée aux emprises publiques, voiries, aménagements, espaces verts

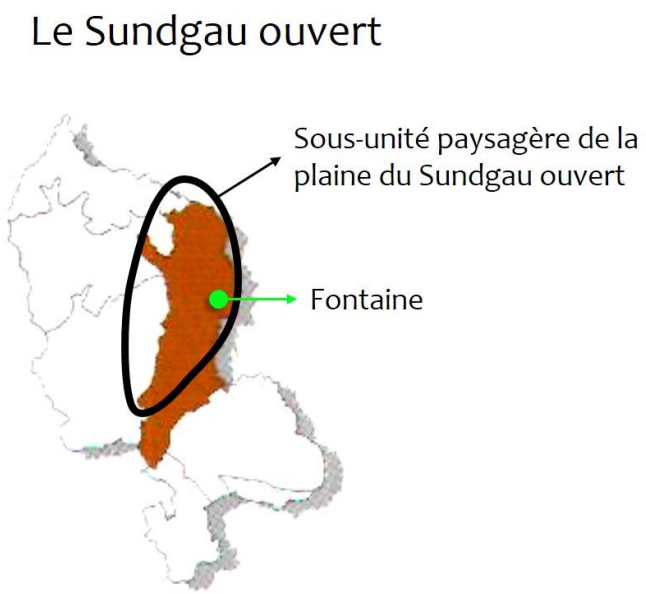
Le foncier nécessaire pour l'habitat d'après les besoins estimés en logements neufs varie de 0,9 à 2,8 hectares. Dans le projet présenté, la densité moyenne y est 15 logements à l'hectare.

Il y a une densification du développement résidentiel par rapport à la période précédente (9 logements à l'hectare).

Les scénario 2 paraît le plus pertinent pour la commune en étant à la fois réaliste (prise en compte de l'attractivité résidentielle de Fontaine) et raisonné avec un besoin en foncier de 1,9 hectare.

B. Paysage bâti et non bâti et les valeurs patrimoniales

1.1. Le paysage non bâti



Extrait de l'Atlas des paysages de Franche-Comté :

« Sur cette partie Est de la trouée de Belfort, appelée encore Porte de Bourgogne, l'influence de la ville s'amortit quelque peu ; les villages et leur ceinture pavillonnaire s'ouvrent sur une campagne assez dégagée. Le canal du Rhône au Rhin et l'autoroute, par leur emprise paysagère, rappellent toutefois que nous sommes sur une voie de passage naturel entre deux bassins fluviaux (et d'activité) majeurs de l'Europe. Dans une moindre mesure, l'ancienne base aérienne de Fontaine, convertie en zone d'activité, constitue un autre élément paysager dont la justification ne relève pas de considérations locales.

Cette partie ouverte du Sundgau est constituée d'alluvions d'origine vosgienne. La plaine que ceux-ci déterminent est parcourue par un réseau serré de petits cours d'eau qui localement s'épanouissent sur des étangs ou des marais. La trame des villages est également serrée ; son emprise est forte sur les espaces cultivés. Tout au nord, la forêt se superpose à l'ensemble par des taches irrégulièrement disposées qui déterminent des vues en enfilades complexes. À mesure que l'on va vers le sud, forêt et finage cultivé se séparent en grandes masses distinctes qui induisent une opposition nette entre paysage agricole ouvert et paysage de sous-bois fermé. La plupart des villages du Sundgau ouvert se sont développés de façon linéaire le long des voies de circulation. L'habitat y est diffus et la végétation omniprésente. Villages ruraux, même si l'activité agricole n'y est plus prépondérante, ils ont désormais une vocation surtout résidentielle, ayant bénéficié de l'exode urbain. Du nord au sud, l'habitat ancien, composé essentiellement de fermes, va du type « piémont » [...], au type « sundgauvien » en passant par des styles intermédiaires. Les fermes du Sundgau ont des volumes et une organisation similaire à celles du piémont, mais plusieurs détails architecturaux diffèrent.

Les matériaux de construction de ces maisons à colombages sont le bois et le torchis. Un vaste auvent à pans de bois protège une large porte de grange au linteau courbe s'ouvrant sur la rue. Les toits, très pentus, sont souvent dotés de croupes entières. L'orientation des fermes sud-ouest/nord-est est typique du Sundgau. Outre les fermes, on rencontre également d'anciennes maisons bourgeoises pour la plupart restaurées. Ce sont des maisons à colombage de forme cubique aménagées sur 2 à 3 niveaux. Quelques fermes encore en activité sont présentes au cœur des villages, mais le plus souvent les bâtiments agricoles se sont installés à l'extérieur. L'habitat récent, de taille plus réduite que l'habitat ancien, est le plus souvent intégré au village, comblant les espaces vides entre les anciennes fermes. On le retrouve également en îlots ou le long des axes de circulation aux extrémités des villages. Le plus souvent, il ne présente aucune unité architecturale et les orientations sont hétéroclites. »

Entrées de ville

L'organisation du village en village-rue permet notamment de bénéficier d'entrées de ville marquées. L'entrée du village au nord permet une transition progressive entre l'espace rural et le village avec des aménagements soignés. Les accès au sud, par Frais et Foussemagne, permettent également cette transition mais certaines constructions récentes ne permettent pas de percevoir la qualité de la trame urbaine ancienne du village en dehors, pour l'entrée depuis Frais, d'une vue sur le clocher de l'église.



Entrée nord – depuis Larivière



Entrée sud-est – depuis Foussemagne



Entrée sud-ouest – depuis Frais

Espaces publics et perspectives paysagères

L'espace public a un rôle fondamental au sein d'une commune, notamment au sein d'un village puisqu'il est un support de lien social.

Le développement de la commune, de type village-rue, s'étend sur un linéaire de près de 2 km. Un effet de centre village se ressent au sein du noyau historique car il comporte des équipements et commerces : mairie, école, café-restaurant, boulangerie, église ... la présence du Tilleul de Turenne conforte cette sensation.

Par ailleurs, l'espace public proche de la mairie est utilisé comme lieu de rassemblement et de rencontre ponctuels (marché notamment).



Marché ponctuel place du Tilleul

Le village est ponctué de perspectives sur les Vosges et également sur les espaces agricoles et forestiers. La vue depuis le village sur l'Aéroparc est, en revanche, très préservée puisqu'un traitement paysager a été assuré par l'implantation d'une frange arborée.



Perspective en direction du massif vosgien



Vue depuis le village sur les reliefs et les espaces agricoles et forestiers



Vue sur l'Aéroparc

Par ailleurs, les perspectives paysagères sur le massif vosgien demeurent un point

commun entre l'Aéroparc et le village.



Vue depuis l'Aéroparc

1.2. Paysage bâti et patrimoine

Ce village-rue concentre des corps de ferme à colombages aux volumes importants au sein des tissus historique et ancien. Si ces constructions sont parfois très anciennes, beaucoup étant des fermes sundgauviennes rénovées ou d'anciennes maisons de maîtres, quelques nouvelles maisons à colombages se construisent encore selon les techniques anciennes.

Ainsi, le centre du village bénéficie d'une architecture traditionnelle préservée, caractérisée par des volumes de constructions importants (un rez-de-chaussée, un niveau plus des combles). Ces volumes sont généralement surmontés de toitures à croupe, à longs pans, composées de deux pans et orientés perpendiculairement à la voie, présentant ainsi le pignon côté rue.

Parmi l'ensemble des bâtiments anciens du centre ancien, trois bâtiments ont été identifiés plus particulièrement par leurs caractéristiques patrimoniales. Il s'agit de deux anciennes fermes et d'une maison de maître.



Ferme 4 rue du Tilleul



Ferme 8 rue du Tilleul



Maison de maître 37 rue du Tilleul

Ces bâtiments participent au cachet du centre de Fontaine et pourront être protégés au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme.

Au-delà de ces bâtiments, de nombreux éléments architecturaux et dispositions bâtis présents dans la commune contribuent à la qualité urbaine du village. Ainsi, plusieurs éléments ont été relevés, qui, lorsqu'ils sont présents sur les bâtiments, méritent d'être préservés : des formes de toiture, des auvents d'entrée, des balcons ouvragés, des coursives, des encadrements de fenêtre ou autres éléments de modénature, escaliers extérieurs, bardages, etc.

Quelques exemples :



Façade à ossature bois / colombage



Chaînes d'angle en pierre apparente



Toiture avec une large avancée de toit



Forme et pente prononcée de la toiture

Par ailleurs, le tissu ancien est également caractérisé par une séparation entre l'espace public et l'espace privé matérialisée par un recul de la construction par rapport à la voie plus ou moins grand (jusqu'à 10 à 12 m) et par un mur bas, parfois surmonté d'un grillage ou d'une grille en fer forgé et des portails et portillons pour les ouvertures.

Ces limites de propriété sont caractéristiques du centre ancien de Fontaine et créent une identité propre à cette commune. Leur préservation est importante.



Murets en pierre



Grille en fer forgé

Enfin quelques arbres remarquables ponctuent la traversée du village et organisent des repères visuels dans le paysage urbain. En premier lieu, le « Tilleul de Turenne », appelé ainsi car il est supposé avoir abrité la tente de Turenne, lors de la conquête française en 1674, est inscrit au titre des sites par arrêté du 15 avril 1911. Cet arbre remarquable de 18 m de haut est situé au cœur du village entre la Mairie et l'église et marque cette petite place et mérite d'être mis en valeur par un espace libre autour de lui.



Tilleul de Turenne

Les deux autres arbres sont situés :

- l'un rue du Tilleul, un peu plus au Nord du tilleul cité précédemment. Il s'agit d'un séquoia imposant qui marque la fin, vers le nord, de cette séquence plus animée de la partie ancienne du village, avant de retrouver des parties plus récentes.



Séquoia, rue du Tilleul

- l'autre dans le creux de la rue des Sources, un tuya, dont le développement en hauteur marque la encore le paysage de cette partie de la commune.



Tuya rue des Sources

Les extensions récentes au tissu historique se sont réalisées notamment aux extrémités nord et sud du village dans la continuité de la trame urbaine, et également par développement en lotissements. Ce sont principalement des constructions de type pavillonnaire, aux volumes plus modestes (R+combles) même si quelques opérations de petit collectif ont été réalisées avec des volumes similaires aux constructions anciennes.





Si les époques successives de développement de Fontaine se traduisent par des différences architecturales marquées, certains éléments de la trame urbaine se retrouvent sur la quasi-totalité du village.





Les sens de faîtage respectent, sur le secteur ancien, une orientation perpendiculaire à la rue du Tilleul, héritage du parcellaire rural de l'époque. Par ailleurs, ce sens de faîtage est-ouest a été maintenu sur certaines extensions : à l'extrémité Nord du village et le long de la rue Adolphe Pégoud en direction de l'Aéroparc. Seuls les lotissements ne respectent pas de sens de faîtage.

CONSTATS

- Un patrimoine local de qualité ;
- Des caractéristiques architecturales traditionnelles préservées dans le centre ;
- Une composition urbaine qui structure un cœur de village identifiable.

1.3. Paysages naturels

Par ailleurs, des espaces arborés sont intégrés au tissu urbain y compris, plus modérément, aux lotissements. Ces espaces ont un rôle de protection face au climat (brise-vent…) mais ils façonnent également le paysage rural de Fontaine et participent ainsi au maintien d'un cadre de vie de qualité.



La trame urbaine de la ZAC de l'Aéroparc est marquée par les pistes héritées de l'ancienne base aérienne de l'OTAN et par une architecture industrielle et logistique. Si ces deux trames urbaines ne sont pas comparables, elles présentent un point commun à savoir des perspectives paysagères sur les reliefs comme évoqué précédemment.



Le Plan directeur Paysage[2] de Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA) apporte des compléments d'analyse paysagère et quelques enjeux pour le secteur de Fontaine :

« Il s'agit d'un document de type atlas ou inventaire, sans dimension réglementaire, destiné à promouvoir une approche paysagère du cadre de vie et de ses évolutions. Son objectif est de coordonner une politique du paysage à l'échelle de l'agglomération, en partenariat avec les communes et les acteurs locaux.
Les structures paysagères à forte composante d'identification sont répertoriées, puis une sélection de sites remarquables est analysée afin d'en repérer les dynamiques et les enjeux. Enfin, des orientations sont proposées pour la préservation, la valorisation et la gestion des paysages reconnus d'intérêt communautaire. […]

Fontaine fait partie des paysages remarquables identifiés de la vallée de la Saint Nicolas.



Fontaine, à hauteur de la rue du Vieux Moulin

[2] *Les éléments rassemblés dans cette partie sont des extraits issus du Plan Directeur Paysage du Grand Belfort 2020*

Le paysage est très étendu et ouvert. De ce fait, il est perceptible depuis de nombreux endroits, au fil des villages installés dans la vallée, mais aussi depuis les routes. Toutefois la présence de cordons boisés denses le long du cours d'eau limite fortement les vues transversales.

Points de vue :

Quelques points de vue permettent d'avoir un panorama sur des portions du secteur paysager remarquable et ses environs, ainsi que sur les montagnes des Vosges à l'horizon Nord.

Points noirs :

À Fontaine une haie de résineux en bordure Sud du stade masque le paysage remarquable.

Patrimoine repéré :

- *Le Tilleul de Turenne à Fontaine (hors périmètre). Cet arbre remarquable, probablement âgé d'au moins 700 ans, tire son nom du maréchal de Turenne qui avait fait de Fontaine son quartier général lors de la campagne d'Alsace (1674-1675). Il est devenu site classé en 1911.*

- *Des alignements d'arbres à Montreux-Château le long de la D32 et entre Foussemagne et Fontaine sur la D29.*

Usages et pratiques :

Plusieurs sentiers pédestres parcourent la vallée de la Saint-Nicolas :

- *Le « Circuit des trois villages » (Larivière, Fontaine et Reppe) traverse la partie sud de la vallée Saint-Nicolas.*

Actions proposées

Mesures réglementaires

- *Édicter des prescriptions pour la préservation de l'environnement direct de la rivière et des zones humides : maintenir les espaces ouverts, laisser libres les divagations et débordements des cours d'eau, imposer des bandes en herbe non cultivées en bordure de cours d'eau, restreindre drastiquement l'usage d'engrais et biocides.*

- *Maintenir les alignements d'arbres de bord de route, notamment entre Foussemagne et Fontaine (RD29), par exemple avec des prescriptions au titre des éléments du paysage.*

Réalisation d'aménagements

- *Densifier et baliser les itinéraires piétonniers et les réseaux supports de modes doux et de pratiques de loisirs. Compléter en particulier le réseau des chemins existants entre cœurs de villages et espaces agro-naturels proches.*

- *La commune de Fontaine mentionne le projet de création d'un chemin proche de la Saint-Nicolas : à partir de la rue Derrière l'église vers le Nord jusqu'à la route de Lacollonge, avec point de vue sur le village.*

- *Améliorer les abords du terrain de football à Fontaine.*

Sensibilisation, soutien à de nouvelles pratiques de gestion

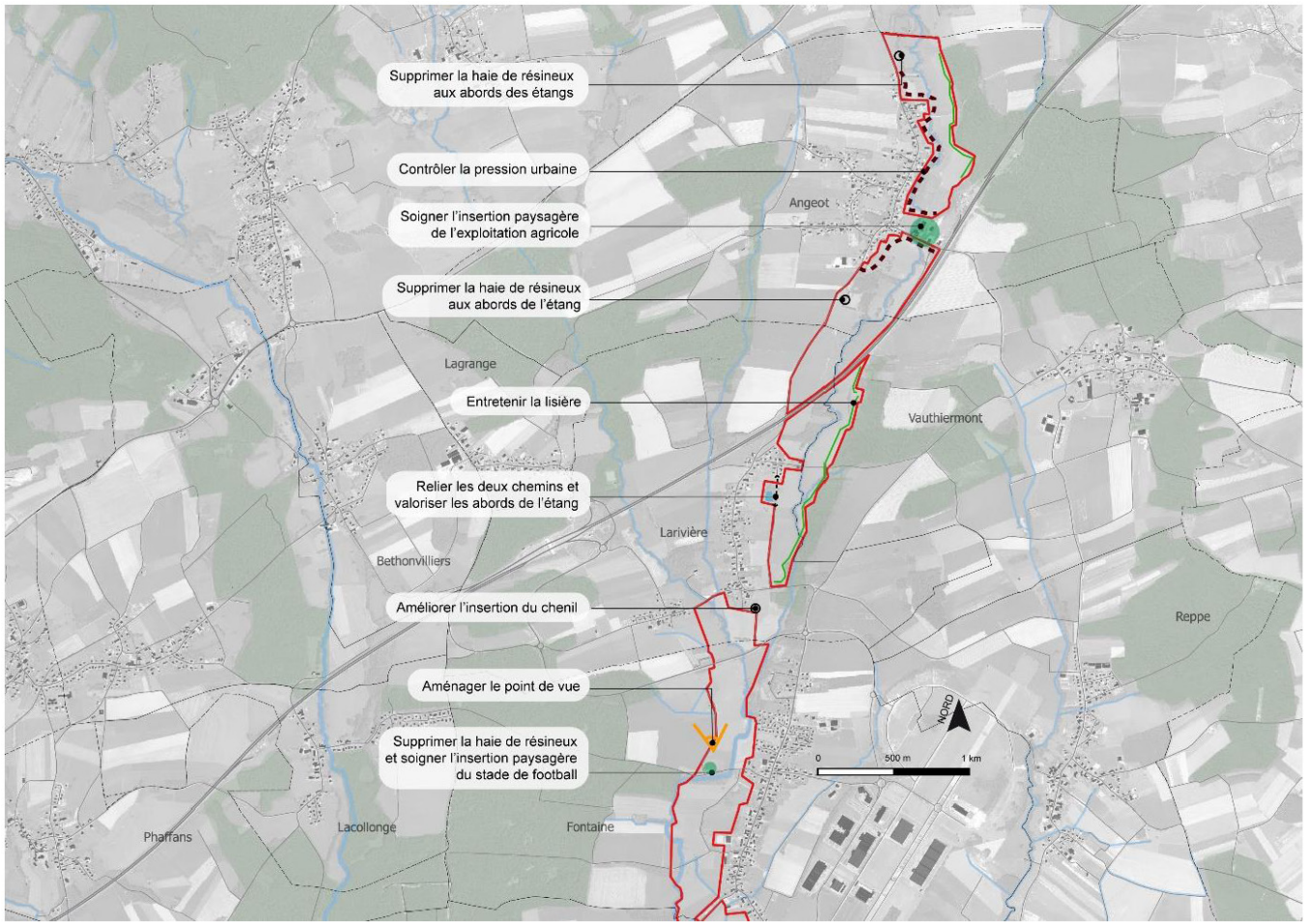
- *Veiller à l'acceptabilité locale des démarches environnementales et paysagères engagées, notamment en accompagnant les exploitants dans le maintien d'une gestion extensive des prairies humides.*

- *Bannir les haies opaques de résineux en clôture des étangs. D'autres moyens existent pour marquer la limite d'une propriété en respectant davantage les abords.*

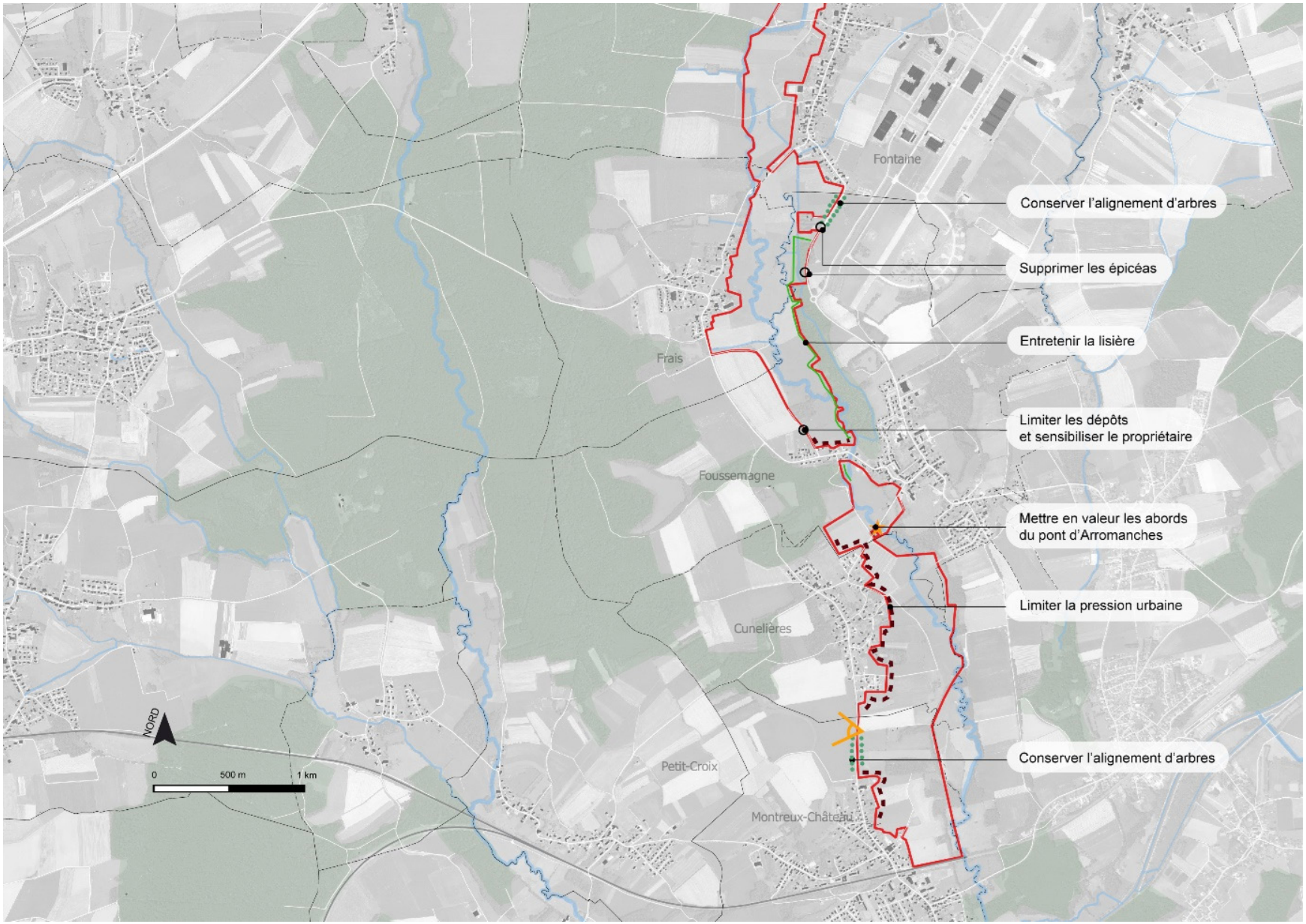
- *Sensibiliser les propriétaires à la nécessité de nettoyer les dépôts de matériaux qui portent atteinte à la bonne tenue de la commune et à l'harmonie des paysages.*

- *Les lisières des boisements au contact du secteur paysager remarquable, qui contribuent à sa qualité, pourront être travaillées de manière à valoriser leur richesse paysagère. Se rapprocher de l'ONF pour des techniques forestières et des modes de gestion adaptés.*

- *Le rapport des constructions (existantes et futures) à l'espace agro-naturel ouvert peut globalement être amélioré (vues réciproques, clôtures, plantations, etc.). Il est utile de disposer pour cela d'outils de communication conçus pour sensibiliser les habitants sur le niveau de qualité souhaitable et les solutions à mettre en œuvre. »*



Plan Directeur Paysage Grand Belfort Communauté d'Agglomération - 2020.
Les actions proposées pour l'amélioration du point de vue près du terrain de foot ont été réalisées : la haie de résineux a été supprimée.



Plan Directeur Paysage Grand Belfort Communauté d'Agglomération - 2020.

Dans ce document un paysage remarquable est identifié sur la commune de Fontaine : il s'agit du secteur des Gouttes, entre la partie urbanisée du village et l'Aéroparc. D'une superficie de 27 ha, ce vallon agricole, légèrement en contre-bas du plateau de l'Aéroparc est principalement exploité en prairies avec quelques arbres isolés.



La frange Est du village de Fontaine

« La limite avec l'Aéroparc est traitée avec un merlon planté. Un chemin agricole traverse le secteur, accompagné d'un fossé ou cours d'eau temporaire. Il est accessible au Sud par la rue des Sources et au Nord par la rue Adolphe Pégoud à hauteur de la nouvelle salle communale.

Visibilité

Le paysage est partiellement visible par les habitations de Fontaine se trouvant rue du Tilleul, rue des Sources et rue Adolphe Pégoud. En effet, le bâti sur ses franges permet d'avoir une vue sur le vallon dans le prolongement des jardins privés et vergers à l'arrière des maisons.

Le chemin agricole permet la meilleure perception possible de ce paysage remarquable puisqu'il en est partie intégrante. Une vue beaucoup plus ponctuelle et partielle existe depuis la rue Adolphe Pégoud au niveau de la salle communale. En revanche le secteur n'est pas visible depuis la D11 dans Fontaine (rue du Tilleul) …

… Usages et pratiques

Pas de pratique de loisir significative relevée dans ce secteur. Cependant le chemin de randonnée pédestre « circuit des trois villages » longe le nord du périmètre, et la nouvelle salle communale est implantée au point d'accès nord de l'ensemble paysager, ce qui peut supposer des usages ponctuels en lien avec les activités qui s'y déroulent. »

On notera toutefois sur les usages, une fréquentation du chemin agricole qui traverse ce vallon, entre la rue des Sources et la rue Pégoud, usages qui peuvent se renforcer après la réalisation du groupe scolaire prévu à côté de la salle polyvalente.

[…]

Pression urbaine

Un Plan Local d'Urbanisme est en cours d'élaboration pour la commune de Fontaine. Malgré la présence proche du bâti de Fontaine, aucun espace en transition n'est recensé dans le périmètre du paysage remarquable. Toutefois une attention doit être portée sur la bande de contact entre l'arrière des maisons du village et le vallon, afin de conserver une transition harmonieuse.

On peut par ailleurs imaginer que la récente salle des fêtes nécessite ou appelle à moyen terme des installations ou équipements supplémentaires.

Enfin, l'Aéroparc est amené à accueillir de nouvelles activités et de nouveaux bâtiments, dont il est difficile d'apprécier l'impact qu'ils pourraient avoir au contact direct du secteur paysager.

[…]

Actions proposées

Mesures réglementaires

- *Prendre en compte le périmètre du secteur paysager remarquable lors de l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme de la commune, et en intégrer les implications dans le PADD, le plan de zonage et le règlement.*
- *Réglementairement, l'éventuelle extension des zones construites devra être maintenue à distance du périmètre du secteur paysager remarquable, notamment en limitant les constructions en deuxième rang rue du Tilleul, rue A. Pégoud et rue des Sources.*
- *Travailler l'insertion paysagère de la limite Est du secteur urbanisé (arrière des habitations, annexes, jardins, vergers, clôtures, etc.).*
- *Envisager des règles et/ou recommandations à même d'améliorer la qualité architecturale et l'insertion des bâtiments agricoles.*

Réalisation d'aménagements

- *Réaliser une boucle pédestre balisée à partir des chemins existants, parallèlement au village-rue, pour les usages récréatifs et les déplacements en modes doux depuis et vers la salle communale.*
- *Envisager un chemin transversal pour les déplacements en modes doux entre le coeur de village (mairie, église, place du Tilleul, café) et l'Aéroparc, via le secteur paysager remarquable.*
- *Aménager les abords de la nouvelle salle communale en continuité avec le secteur paysager : notamment traitement des espaces extérieurs en harmonie avec le caractère agro-naturel, anticipation d'éventuelles extensions ou fonctions nouvelles selon des modalités respectueuses du lieu.*

- *La plantation d'arbres et arbustes (isolés, sous forme de haies ou de boqueteaux) permettrait de structurer davantage le secteur en marquant ponctuellement un seuil, un croisement, éventuellement en accompagnement d'un petit équipement (panneau, banc, etc.).*

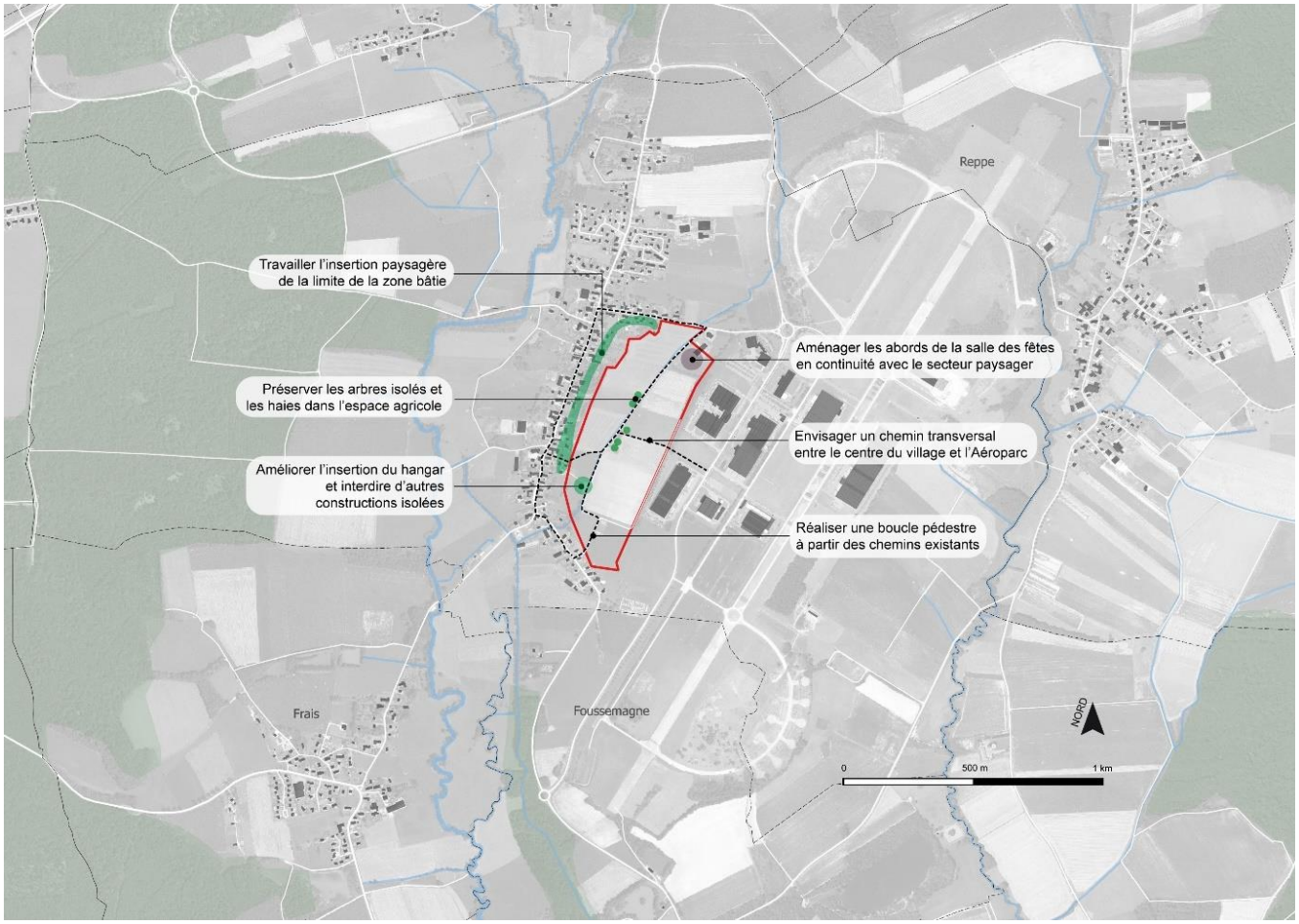
Sensibilisation, soutien à de nouvelles pratiques de gestion

- *Aider au maintien et à la reconstitution de structures arborées, haies et bosquets dans l'espace agricole (actions de sensibilisation sur leur intérêt écologique, agronomique et paysager, soutien technique pour la mise en oeuvre et la gestion).*

Hors périmètre

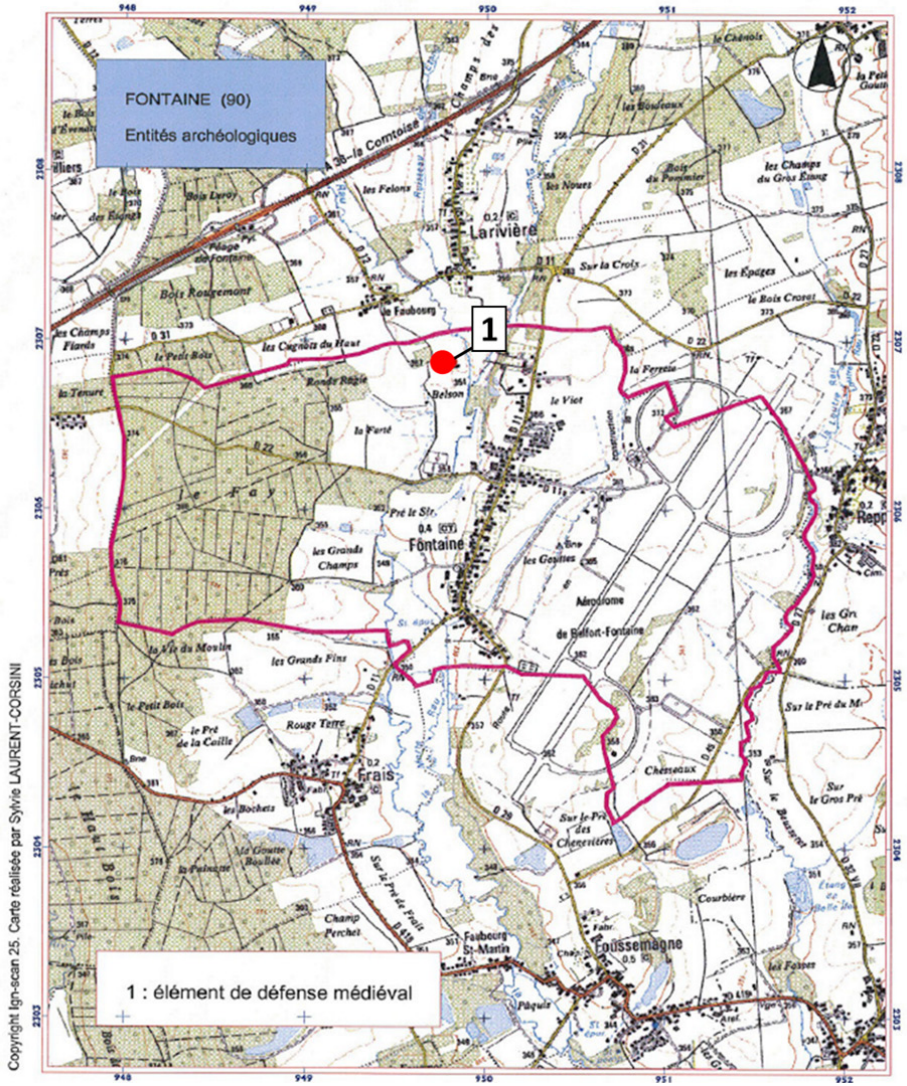
- *Réaliser une expertise phytosanitaire du Tilleul de Turenne.*

- *Créer un chemin proche de la Saint-Nicolas : à partir de la rue Derrière l'église vers le Nord jusqu'à la route de Lacollonge, avec point de vue sur le village. »*



Sites archéologiques

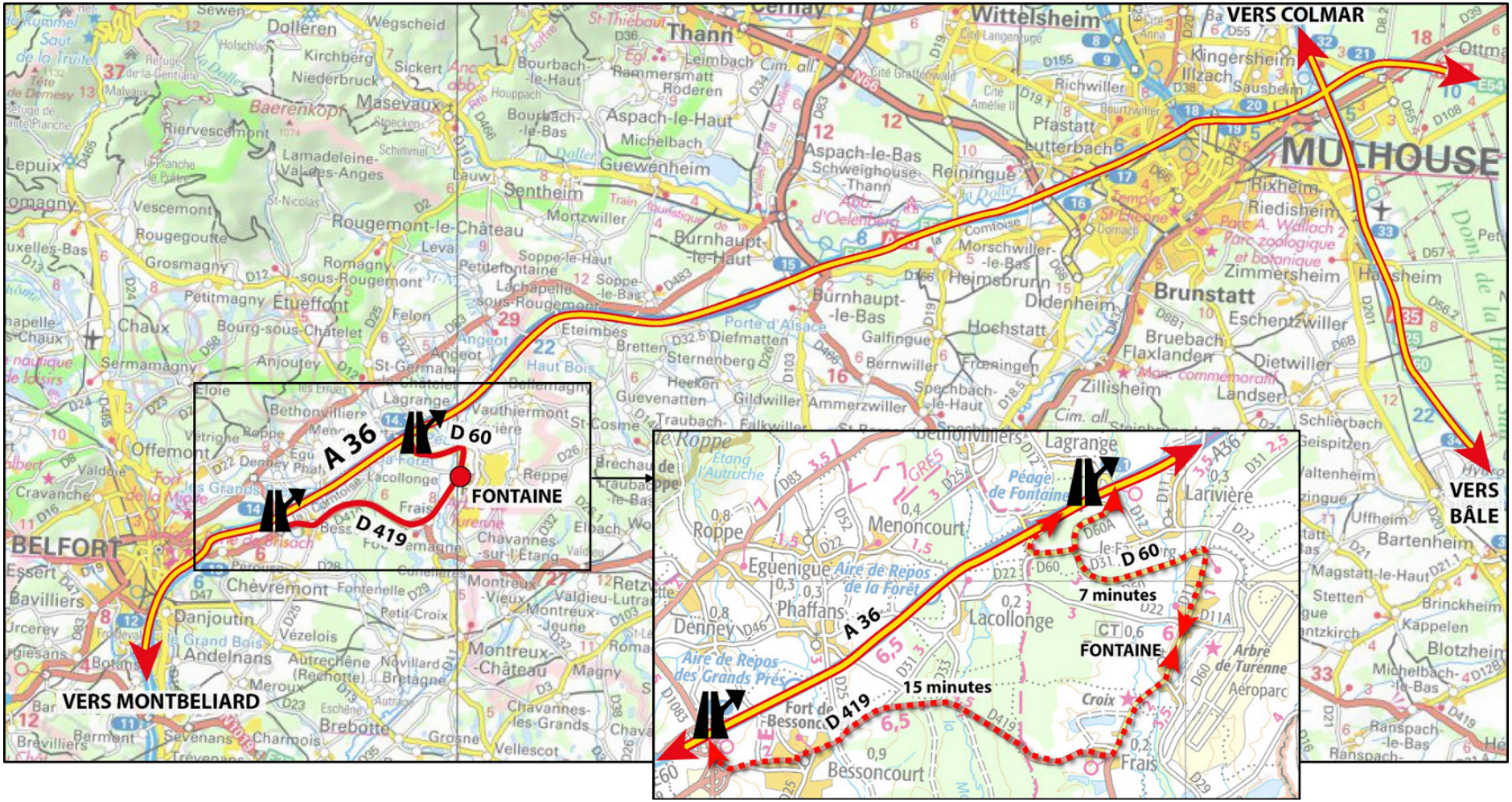
Seul un site archéologique est actuellement connu des services de la DRAC à savoir un élément de défense médiéval.



C. Fonctionnement territorial

1. Les infrastructures de transports et les déplacements

La commune de Fontaine bénéficie d'une situation stratégique, qui a notamment été l'une des raisons de la création de la ZAC de l'Aéroparc sur ce territoire. Deux accès à l'autoroute A36 offrent à la commune un premier accès direct à l'autoroute par la route départementale 60 et un second accès par la route départementale 419.

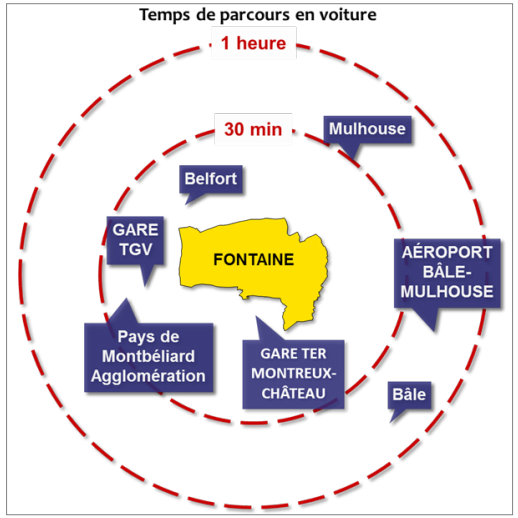


Par ailleurs, la commune est concernée par le projet de la 2ème phase de la LGV Rhin-Rhône branche Est, entre Petit-Croix et Mulhouse, dont le passage se situe notamment sur la partie Ouest de son territoire. Aucun calendrier n'est cependant affiché pour cette deuxième tranche.



Ainsi, Fontaine occupe donc une position centrale entre :

- des pôles économiques :
  - l'agglomération de Belfort et le Pays de Montbéliard à moins de 30 minutes en voiture
  - Mulhouse et Bâle à moins d'une heure de trajet,
- des infrastructures de transport :
  - la gare TER de Montreux-Château à environ 10 minutes en voiture,
  - la gare TGV Belfort-Montbéliard à moins de 30 minutes,
  - l'aéroport de Bâle-Mulhouse à moins d'une heure.



Destinations	Distances (km)	Temps de parcours (min)
Montbéliard	33,7	27
Belfort	16,6	17
Mulhouse	37,2	30
Bâle	68,5	51
Gare TER – Montreux-Château	6	10
Gare TGV Belfort-Montbéliard	24,6	34
Aéroport Bâle-Mulhouse	61,5	38

Ces accès à l'autoroute sont d'autant plus importants que le taux d'équipement automobile des ménages, présenté dans le tableau suivant, s'élève à plus de 94 %.

	2021		2010	
	En valeur	*En %*	En valeur	*En %*
Ménages	234	*100,0*	223	*100,0*
Au moins un emplacement réservé au stationnement	203	*86,8*	176	*78,9*
Au moins une voiture	221	*94,4*	209	*93,7*
1 voiture	82	*35,0*	89	*39,9*
2 voitures ou plus	139	*59,4*	120	*53,8*

Source : INSEE, RP2010 et RP2021

Compte tenu de ce taux élevé d'équipement automobile des ménages, la problématique du stationnement est importante. En effet, le nombre de ménages équipés d'au moins une place de stationnement a fortement augmenté entre 2010 et 2021. Mais certains espaces au cœur du village sont peu pourvus de stationnement public. Ainsi, les espaces disponibles, identifié sur le plan ci-dessous, sont répartis entre :

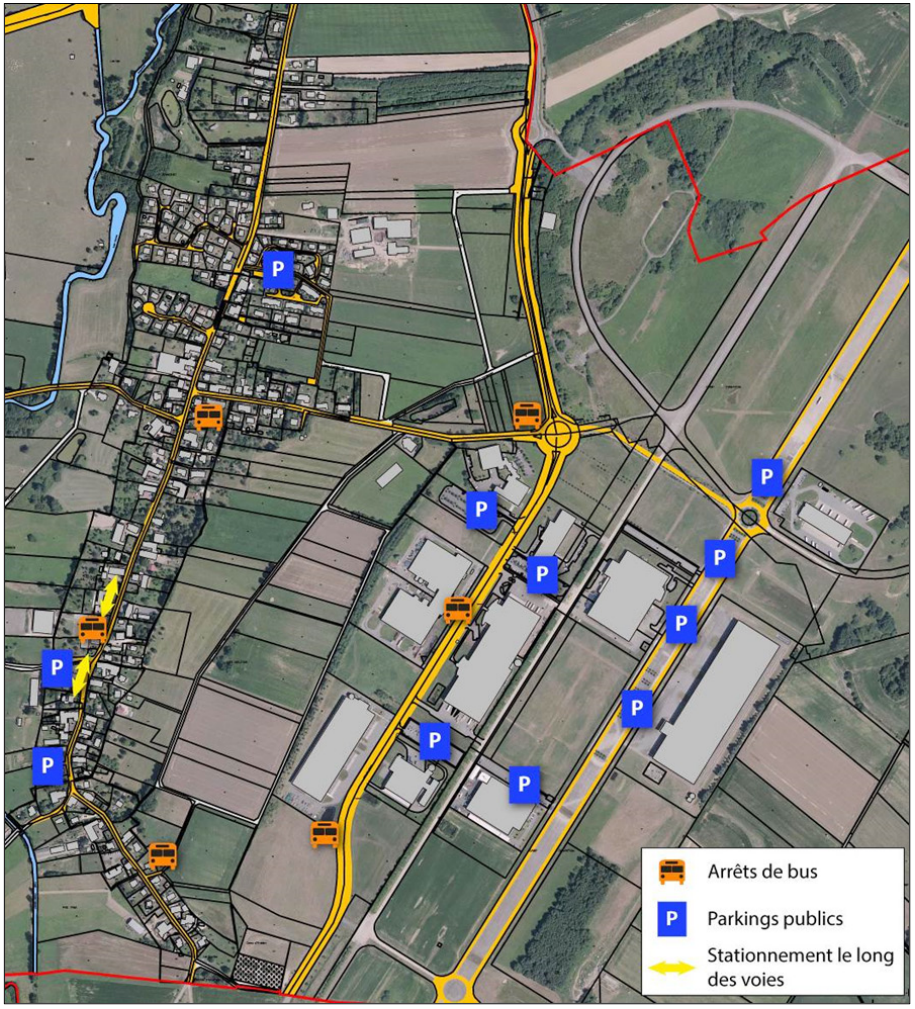
- le village : 29 places au sein des parkings et 18 places de stationnement le long des voies, soit environ 47 places sur le village,
- le stade : une quarantaine de place
- la salle polyvalente : 115 places
- la ZAC : 992 places au sein de parkings publics et 190 en projet. A noter également 37 places à destination des poids-lourds.

Aucune place dédiée aux véhicules hybrides et électriques n'est répertoriée sur la commune. Concernant le stationnement destiné aux deux-roues, on notera la présence d'un arceau pour les vélos accessible à tous, devant l'agence postale communale.

Dans la mesure où le stade, la salle polyvalente et la ZAC sont distants du village, il est évident que ces stationnements ne sont utiles que pour un seul usage (événements sportifs pour le stade, sociaux pour la salle polyvalente et pour les entreprises de l'Aéroparc). Ainsi, l'offre de stationnement public proposée au sein du village, d'environ 47 places, n'est pas suffisante pour répondre aux besoins des fontainiens.

Cette question du stationnement est notamment soulevée lors des heures d'entrée et de sortie des écoles, lors desquelles les véhicules (voitures et cars) stationnent le long de la rue du Tilleul, bloquant ainsi la circulation et ne permettant pas de déposer les élèves en

toute sécurité. Une réflexion sur la création d'une école à côté de la salle polyvalente est en cours et résoudrait ainsi une partie des problèmes de stationnement public en cœur de village. Néanmoins, cette section plus animée de la partie ancienne du village (entre la Mairie et l'école actuelle) nécessite une bonne gestion du stationnement, même de courte durée. Un parking derrière l'église offrirait quelques espaces supplémentaires, proche de la Mairie, de la poste et du café-restaurant du Tilleul, tout en laissant les espaces piétons plus dégagés.



La desserte de Fontaine en transport en commun public est gérée par Optymo, comme sur l'ensemble du département. Ainsi, la ligne n° 23 Belfort <> Fontaine dessert la commune en respectant les fréquences suivantes :

- à la demi-heure en heure de pointe / à l'heure en période creuse en semaine
- un passage par heure le samedi et pendant les vacances scolaires, et la ligne n°92 respecte deux passages par jour le dimanche et les jours fériés.

Les fréquences ont récemment été augmentées au vu du développement des activités à l'Aéroparc.

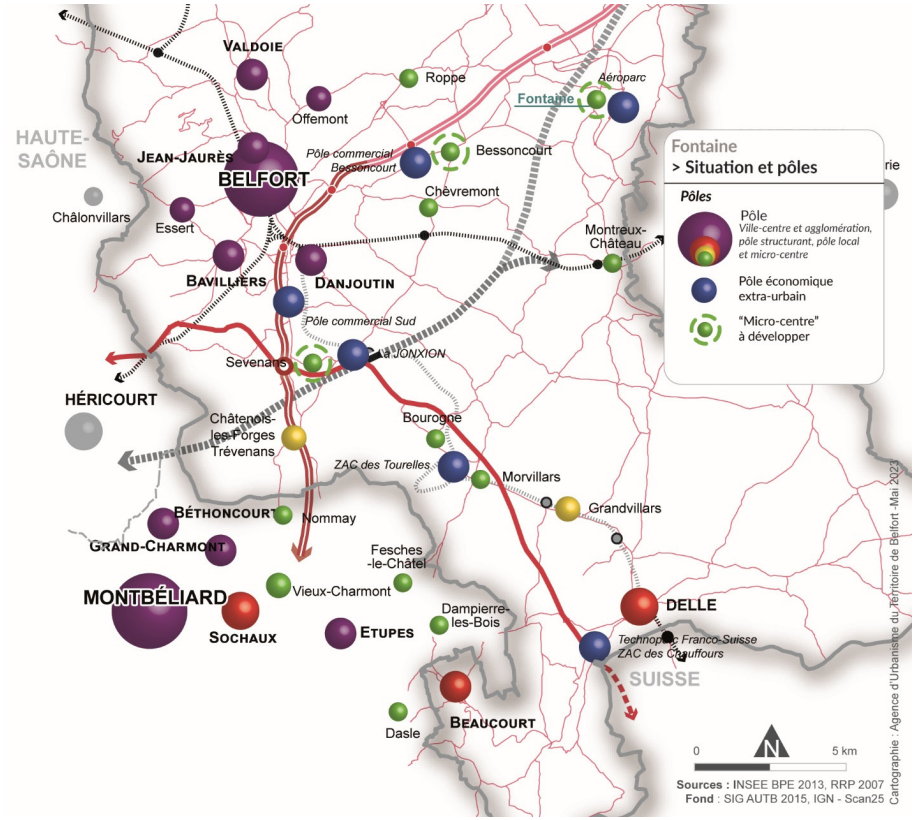
Le transport scolaire est également géré par le SMTC 90.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Une situation stratégique, proche de l'autoroute, atout pour la commune.
- Une majorité de déplacements en voiture, malgré le développement des transports en commun.
- Un stationnement insuffisant au centre du village.

2. Équipements et services à la population

2.1. Un micro-centre en développement



La commune est identifiée comme un micro-centre par le SCoT du Territoire de Belfort ; elle a une position intermédiaire entre plusieurs bassins de vie : agglomération belfortaine, agglomération mulhousienne, Sud Territoire et Pays de Montbéliard. Elle dispose également d'une bonne accessibilité à d'autres grands pôles grâce à la proximité de la RN1019 et de l'A36.

2.2. Les équipements et services, une offre essentiellement de proximité

La commune de Fontaine accueille de nombreux équipements et services ainsi que de nombreuses activités économiques, localisées sur la carte suivante. L'ensemble des activités, équipements et services présents sur le village répondent aux besoins des habitants.

Équipements publics, scolaires, loisirs

La commune de Fontaine est intégrée au sein d'un Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) avec les communes suivantes : Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière et Vauthiermont. Les effectifs, pour l'année scolaire 2024-2025, sont de 139 élèves de maternelle, de primaire et pour le périscolaire pour l'ensemble du RPI, dont 62 à Fontaine (élèves de l'école élémentaire)[3].

Les équipements publics recensés sur la commune sont :

- une école,
- un stade de football,
- un terrain multisport,
- une salle polyvalente.

Par ailleurs, de nombreuses associations participent à la vie du village :

- Fontaine Animations (fêtes et loisirs),
- Danse Évasion (cours de danse),
- ACCA (chasse),

Quelques commerces et services sont présents dans la commune :

- boulangerie,
- salon de coiffure,
- un café restaurant,
- une agence postale,
- un cabinet infirmier et un médecin.

Ces équipements répondent à une partie des besoins de proximité et ont un rôle certain dans l'animation de la commune et la vie des habitants. On notera un maraîcher proche dans la commune voisine de Reppe, avec notamment l'organisation d'une vente directe.

[3] *Données de l'Éducation Nationale*

3. L'économie

Si les activités économiques implantées au sein du village participent à une dynamique locale, l'Aéroparc offre à la commune de Fontaine une véritable vitrine économique à l'échelle inter-régionale. En effet, cet ancien aérodrome militaire, fermé par l'OTAN en 1966 puis désaffecté en 1986, a été racheté par le Conseil Départemental du Territoire de Belfort en 1992. En 1993, la ZAC de l'Aéroparc est créée sur le ban communal de Fontaine. Elle est élargie en 2021 sur le ban communal de Foussemagne. La commune de Reppe n'est pas couverte par le périmètre de la ZAC mais une partie de son ban communal est toutefois intégré au site économique. Cette zone est identifiée comme « zone stratégique » au sein du SCoT du Territoire de Belfort, avec une ambition de rayonnement européen.

Depuis le début des années 2020, l'Aéroparc connaît un regain d'attractivité, et de nombreux établissements s'y sont implantés à l'exemple de l'entrepôt du dernier kilomètre Amazon, des plateformes logistiques Comafranc et Primaver ou encore l'implantation de McPhy dans le secteur de l'hydrogène. A noter également l'implantation d'une centrale photovoltaïque au nord du site économique (notamment sur toute la partie de la commune de Reppe concernée par l'Aéroparc).

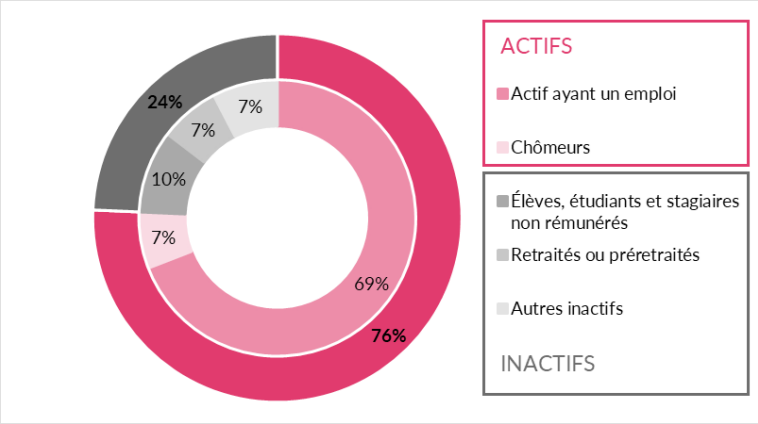
L'Aéroparc concentre, en 2025, une quinzaine d'établissements représentant près de 1 000 emplois. Pour l'avenir, il reste peu de foncier disponible (environ 7 ha) et même si deux bâtiments ont été libérés récemment (suites aux fermetures d'Adler et ATF), la vacance devrait être de courte durée car des porteurs de projets se sont déjà manifestés pour se saisir de ces opportunités.

L'emploi et les mobilités professionnelles

La situation professionnelle des habitants de la commune est relativement stable puisqu'environ

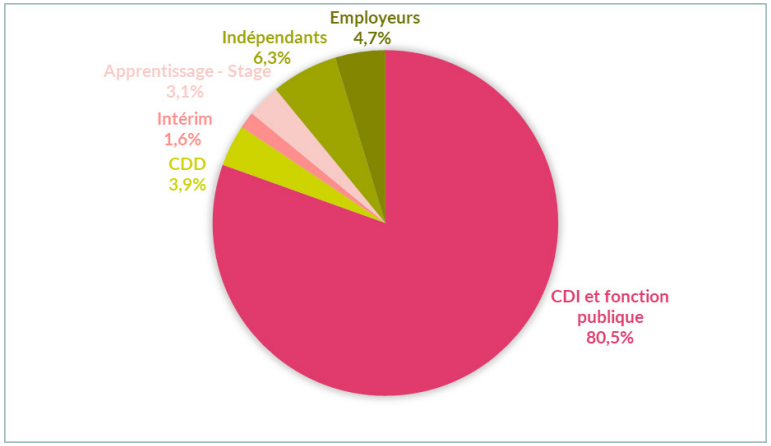
69 % de la population de Fontaine est active. Par ailleurs, le taux de chômage de la commune en 2021 est inférieur à la moyenne nationale puisqu'il est de 6,6 % contre 9,1 % en France la même année.

Répartition de la population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2021



Source INSEE 2021

Situation et conditions d'emploi des actifs de plus de 15 ans en 2021



Source INSEE 2021

De plus, sur les 69 % d'actifs recensés sur la commune, 80 % ont un emploi de type contrat à durée indéterminée ou un contrat au sein de la fonction publique assurant ainsi une stabilité professionnelle et 6 % sont des entrepreneurs (indépendants ou employeurs).

Par ailleurs, la répartition socioprofessionnelle des actifs occupés de 15 à 64 ans a notamment évolué concernant la part des artisans, commerçants et chefs d'entreprise qui avait fortement diminué avant 2010 et retrouve aujourd'hui une présence. Mais le constat important réside dans la diminution des professions intermédiaires et employés au profit des cadres et professions intellectuelles supérieures, une catégorie sur-représentée par rapport à la répartition du Grand Belfort.

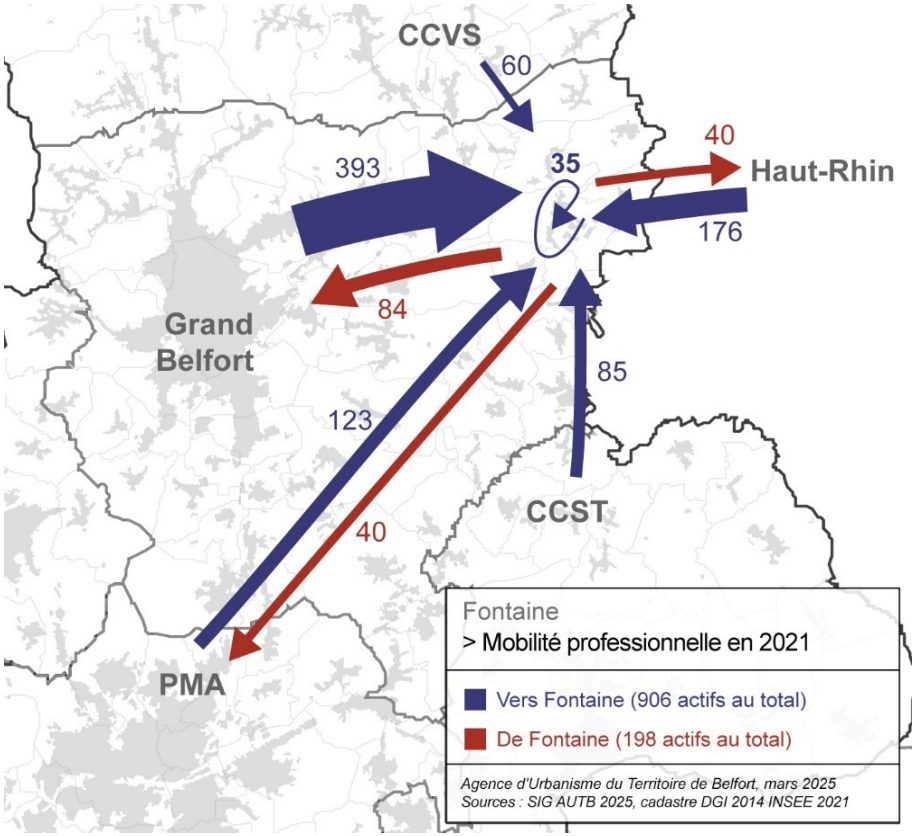
Répartition socio-professionnelle des actifs occupés de 15 à 64 ans



Source INSEE 2021

Enfin, les actifs travaillant à Fontaine représentent 15 % des actifs occupés ayant un emploi en 2021 (ils étaient 7 % en 2015). Cette augmentation peut être le reflet du regain d'attractivité de l'Aéroparc. Les autres actifs travaillent sur le reste du Territoire de Belfort (43%) et essentiellement dans l'agglomération belfortaine (36 %), dans le Pays de Montbéliard (17%) et dans le Haut-Rhin (17 %). Cette répartition des lieux de travail a peu évolué depuis 2015 en dehors de la part des actifs travaillant dans la commune.

Avec la ZAC de l'Aéroparc, Fontaine est une commune à vocation économique (4 emplois pour 1 actif occupé). Ainsi, en 2021, selon les chiffres de l'INSEE, 906 actifs viennent travailler sur le territoire communal dont 393 sont originaires du Grand Belfort (42 %). Il y a aussi de nombreux actifs en provenance du Haut-Rhin (176), du Pays de Montbéliard (106) et des deux intercommunalités voisines : la CCST (86) et de la CCVS (51). Le développement de l'Aéroparc récemment renforce encore cette dimension d'attractivité et de déplacement en direction de cette zone d'activité. Les décomptes récents effectués dans le cadre de l'Observatoire des Sites Économiques (OSE) de l'AUTB recensent près de 1 000 emplois sur la zone de l'Aéroparc.



CONSTATS

- Emploi longtemps stable et en progression récente, par le développement de l'Aéroparc.
- Une répartition des actifs avec une proportion de cadres qui s'accroît.
- Des déplacements pendulaires qui augmentent en rapport à l'offre d'emplois.

A. Analyse de la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers

1. Développement historique

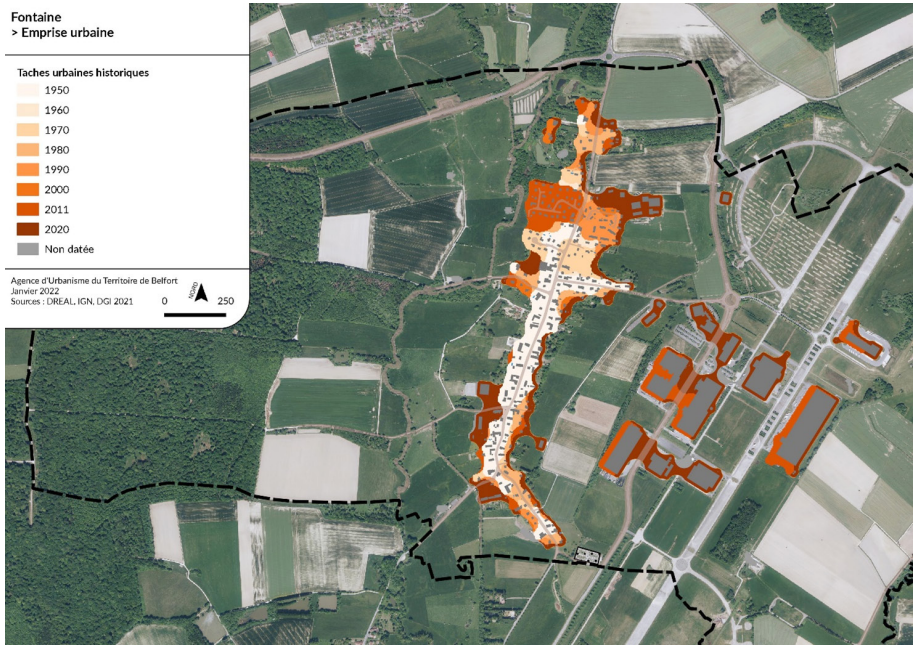
La Commune de Fontaine s'est historiquement développée entre les rivières de la Saint Nicolas et de la Loutre (cf. carte de Cassini).



Le village s'est ensuite développé, selon un rythme régulier, le long de l'actuelle route départementale n°11. L'évolution de la tâche urbaine, présentée ci-après, montre ce développement depuis 1950.

2. Évolution de la tache urbaine

Au fil des constructions, le village s'est largement étalé vers le nord, se développant toujours le long de l'axe principal (Rue du Tilleul / RD11). Le site économique de l'Aéroparc s'est développé dans à la fin des années 1990 et au début des années 2000 à l'est de la tache urbaine, de manière totalement indépendante par rapport au village de Fontaine.



3. Analyse de la consommation – Chiffres méthode nationale

Rappels réglementaires

L'article L.101-2-1 du code de l'urbanisme définit l'artificialisation « comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que son potentiel agronomique par son occupation ou son usage ».

L'analyse de la consommation foncière permet de répondre aux obligations réglementaires de la loi, et contribue à la définition des objectifs de modération de la consommation d'espace.

Méthode

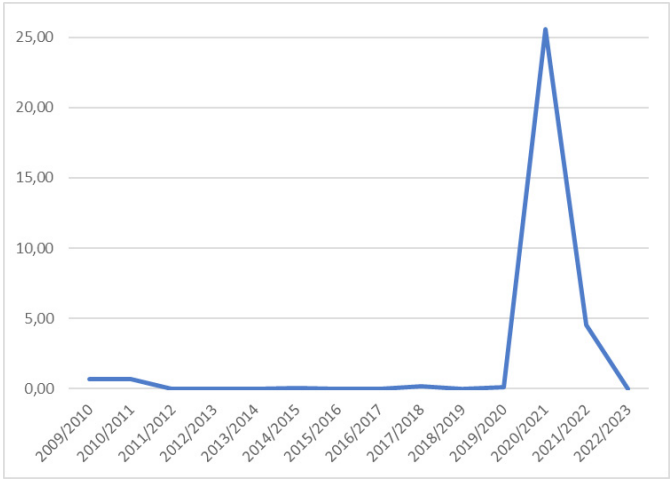
Les chiffres, issus du « Portail de l'artificialisation des sols », mesurent la consommation à partir des fichiers fonciers. Chaque parcelle est identifiée selon une catégorie, soit en espace naturel, agricole ou forestier (ENAF), soit en habitat ou activité.

Lors d'un changement de catégorie d'une parcelle (d'ENAF vers de l'habitat ou de l'activité), l'année est indiquée pour déterminer la date de consommation. Les données sont ensuite agrégées par territoire et par décennie.

La consommation d'espaces à Fontaine

Entre 2009 et 2023, 31,8 hectares de surface ont été nouvellement consommées à différents profits. Cela représente 4,58 % de la surface communale.

En majorité pour le type activité (30,4 ha) et dans une moindre mesure pour la catégorie habitat (1,4 ha).



Surface (en ha) consommée par année



Exemples d'artificialisation : 3 maisons construites rue du Tilleul, la salle des fêtes / bâtiment logistique Aéroparc

À titre d'information, la base de données SIT@DEL[4] recense :

- 11 logements individuels commencés entre 2010 et 2019,
- 4 logements entre 2020 et 2021.

4. Capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

Évaluation du potentiel foncier

Rappels réglementaires

Pour atteindre l'objectif d'absence d'artificialisation nette (mentionné au 6° bis de l'article L. 101-2), l'article L. 101-2-1 du code de l'urbanisme prévoit notamment l'optimisation de la densité des espaces urbanisés.

Autrement dit, il s'agirait de densifier les espaces construits en veillant à la préservation des espaces verts au sein de l'emprise urbaine. En réalité, une meilleure utilisation de ce potentiel foncier ne se résume pas à une augmentation du nombre de constructions par hectare, mais surtout de construire mieux à l'intérieur des limites urbaines.

Méthode

Évaluer le potentiel foncier consiste à identifier les « dents-creuses », c'est-à-dire les espaces libres de construction au sein de l'emprise urbaine. Chaque espace non bâti est analysé pour définir son potentiel constructible, ainsi, un espace entrant dans le potentiel foncier, réunira les conditions suivantes :

- Une surface minimum de 400 m²,
- Accessibilité (topologie du terrain et desserte par la voirie existante ou à créer aisément),

[4] *« Service(s) producteur(s) : MTES, CGDD, SDES et Sous-direction des statistiques du logement et de la construction ; Diffusion : Les résultats sont accessibles sur le site Internet du SDES. »*

- Une forme propice à l'installation d'une ou plusieurs constructions,

Il peut s'agir d'une parcelle complète, d'un assemblage de parcelle notamment pour obtenir une surface suffisante, ou un espace issu d'une division parcellaire à prévoir.

Un espace est constructible s'il n'est pas impacté par des contraintes telles que des risques, des aléas, des servitudes ou de forts enjeux environnementaux.

Le potentiel foncier d'une commune se définit comme la somme des surfaces des dents-creuses considérées comme constructibles.

Potentiel foncier

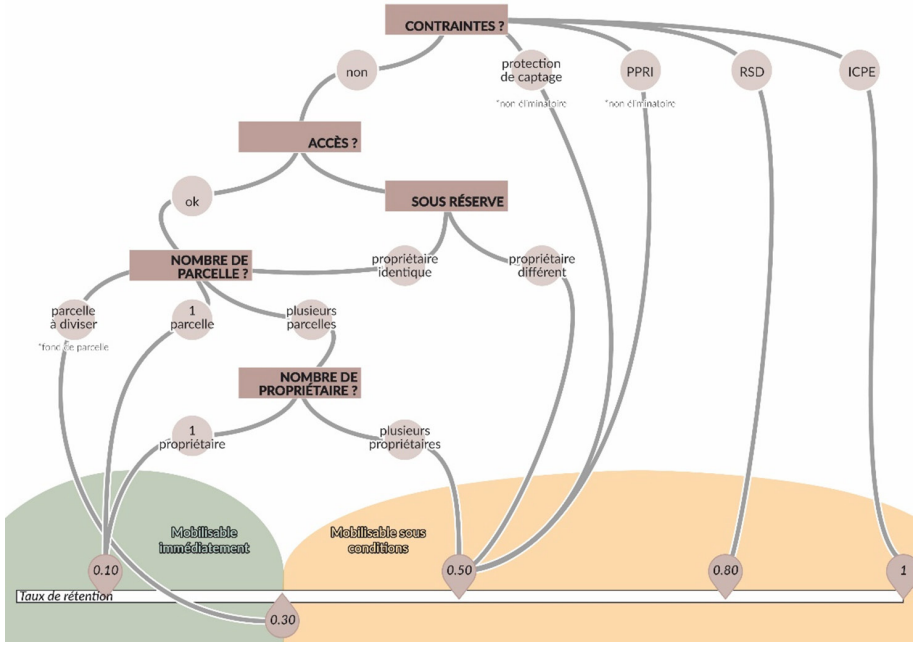
Certaines dents-creuses bénéficient d'un caractère constructible immédiat (parcelle complète accessible directement sur la voirie existante), en revanche d'autres sont soumises à conditions (accès indirect, nécessité d'assembler plusieurs parcelles pour obtenir une surface suffisante, nécessité de diviser la parcelle…). Par ailleurs, il peut s'agir également de fond de parcelle, ou de parcelles utilisées comme jardin. La présence de pente peut aussi être un frein sur certaines zones.

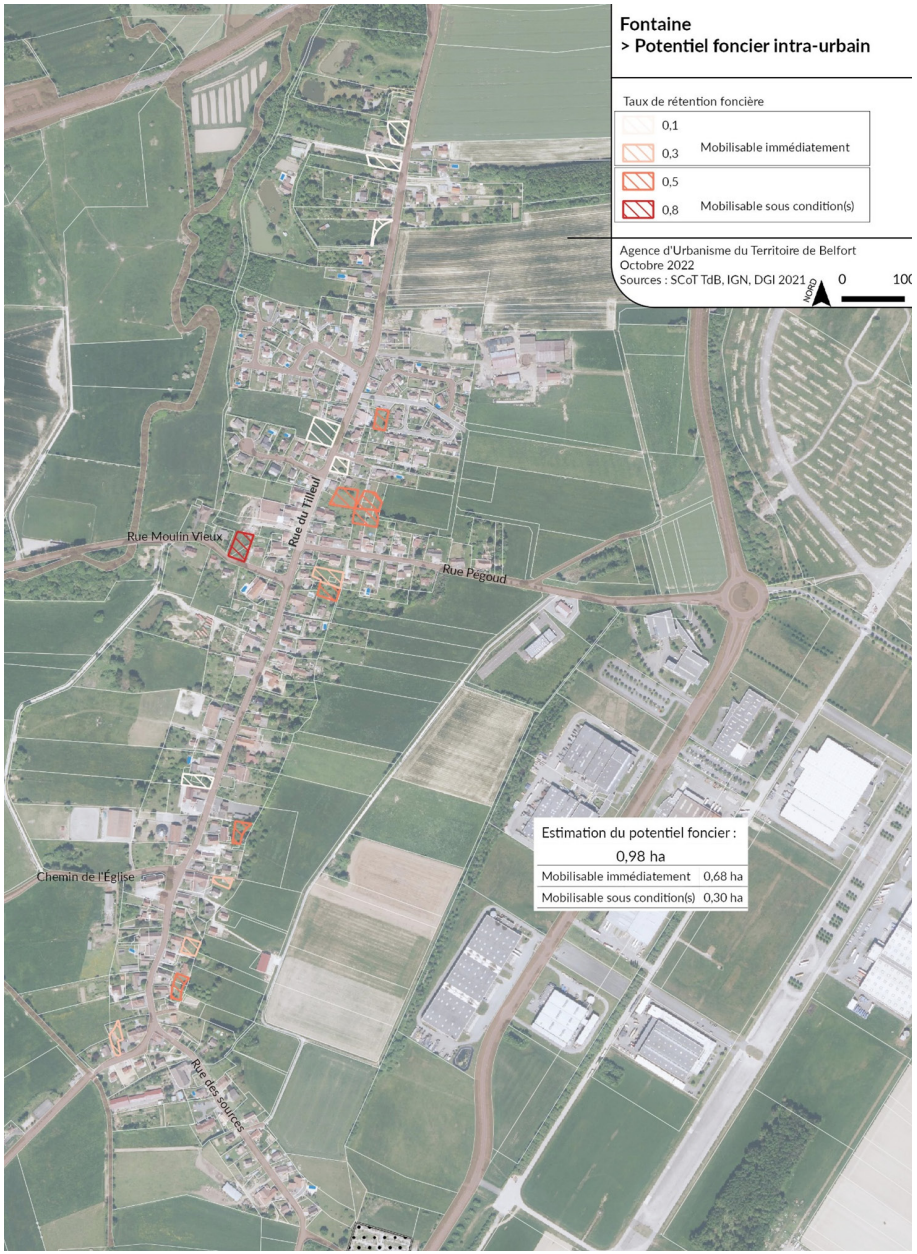
À Fontaine, les dents-creuses se situent au cœur du village ou en deuxième ligne de construction, mais aussi dans la partie Nord plus récente.

Plusieurs terrains libres et constructibles se situent à proximité d'une exploitation agricole et par conséquent croisent les périmètres de réciprocité qui s'applique.

Le potentiel foncier de la commune de Fontaine est estimé à 0,98 ha. Ce chiffre est obtenu en appliquant un taux de rétention différencié, pour chaque dent-creuse, allant de 10 % à 80 % selon la situation, la configuration et l'exposition aux contraintes d'urbanisation. Ce taux est déterminé selon un schéma défini (voir schéma ci-dessous). Ainsi, un espace libre de construction, accessible et détenu par un propriétaire unique, est considéré plus facilement mobilisable, qu'un espace multi-propriétaires ou soumis à des contraintes limitant l'urbanisation.

Notons, que la rétention foncière reste une notion floue, elle est néanmoins réelle puisque la mobilisation du foncier privé n'est pas chose aisée.





S:\Activite\Urbanisme réglementaire\PLU\Fontaine_Elaboration-PLU\Ressources\Supports de travail\Foncier MAP_A4_7000_90047_DC_V4_RetAdapt

B. Capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

Analyse de la capacité de mutation des espaces bâtis

Dans l'analyse de la capacité de mutation des espaces bâtis, toute construction peut être identifiée comme mutable, quelle que soit sa destination. Au sein du tissu urbain de Fontaine, peu de bâtiments sont à l'état d'abandon, et le parc de logements comporte un faible taux de vacance (5,6% selon l'INSEE en 2021, soit 14 logements), qui correspond essentiellement à une vacance liée au rythme du marché immobilier.

Les constructions anciennes comportent des volumes importants, ce qui peut faciliter leur réhabilitation et la création de plusieurs logements où jusqu'alors il n'y en avait qu'un. Toutefois, ce patrimoine ancien est globalement de bonne qualité et entretenu, et rien ne présage d'une évolution ou d'une mutation rapide de ces constructions.

Une seule construction anciennement liée à une exploitation agricole, en contrebas de l'église, a été intégrée au zonage constructible (secteur UA) afin de faciliter son réemploi.

Au vu de ce contexte actuellement peu favorable à la densification et à la mutation du bâti, le projet, dans sa définition des besoins en logements, a été établi en se basant sur la réalisation de 10% du besoin au sein des constructions existantes (soit 3 logements). Cette projection permet de répondre à l'enjeu de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis.

C. Dispositions qui favorisent la densification des espaces bâtis

Pour répondre au besoin en logements à échéance 2040, les besoins fonciers sont évalués à 1,9 hectares dans le scénario de développement retenu par la commune.

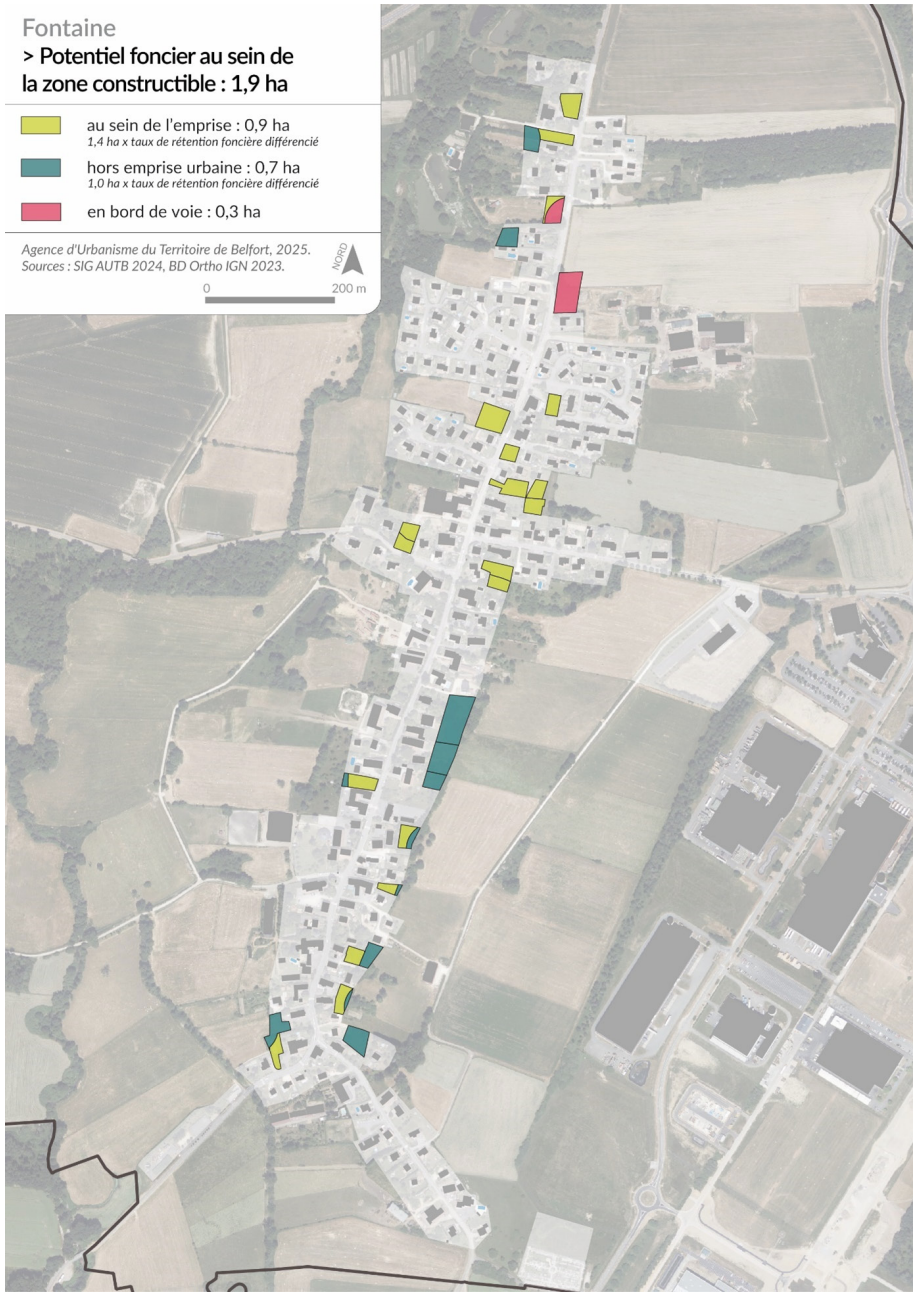
Le tissu urbain comporte quelques dents creuses, souvent associées à des terrains d'aisance des maisons anciennes. Ce potentiel au sein du tissu urbain est évalué à 0,98 hectare après application d'un taux de rétention foncière différencié, comme expliqué précédemment. Avec la réalisation du projet communal, ce potentiel est réduit à 0,9 hectare car le zonage vient réduire une dent-creuse (proximité de zone humide) et un verger est rendu inconstructible (protection en élément du paysage).

Les espaces recensés en dents creuses ne permettent pas de répondre au développement choisi par la commune à échéance 2040, et ils ne peuvent pas non plus satisfaire pleinement aux attentes de Programme Local de l'Habitat (PLH) de Grand Belfort. Aussi, la définition de la zone constructible est venue étoffer le tissu urbain et permettre la construction en seconde ligne, tout en limitant l'étalement urbain aux entrées de village et en protégeant les différents secteurs comportant des zones humides.

Ces secteurs en extension (évalués à 1,3 ha) ne bénéficient pas toujours de conditions optimales pour accueillir une construction à échéance 15 ans, aussi, une rétention foncière différenciée y est également appliquée. Le taux de rétention foncière dépend de la situation de ces extensions :

- lors du prolongement de certaines dents creuses, la rétention foncière appliquée est la même que celle imputée à la dent creuse : de 10 %, 30 % ou 50 % (cf. carte du potentiel foncier intra-urbain) ;
- lorsque que les extensions sont en seconde ligne, le taux de rétention foncière retenu est de 30 % ;
- et lorsque l'extension se situe en bord de voie, la rétention foncière est nulle.

Ainsi, les différents secteurs en extension représentent un potentiel foncier de 1 hectare.



La densification du village de Fontaine est assurée par le projet grâce notamment à la définition du besoin en logements qui prend en compte la création de 10% des logements au sein du bâti existant. Par ailleurs, les logements neufs sont répartis en deux typologies : 70% de logements individuels et 30% de logements individuels groupés et/ou petits collectifs. La taille théorique moyenne des parcelles retenues pour définir les besoins fonciers est compatible avec le caractère de la commune (750 m² pour les logements individuels et 350 m² pour les logements individuels groupes ou les petits collectifs). Ainsi la densité projetée à l'horizon 2040 est de 15 logements à l'hectare. Cette densité est nettement supérieure à ce qui s'est produit au cours de la période précédente (9 logements à l'hectare).

Par ailleurs, à travers le règlement, le projet permet l'implantation des constructions en limite séparative, sans condition au sein du cœur de village, et sous conditions dans les tissus plus récents. Les règles de hauteur sont en accord avec le tissu urbain actuel de la commune en secteur UA, et autorise deux niveaux de combles pour favoriser la réhabilitation des constructions. Dans le secteur urbain plus récent, les règles de hauteur sont plus permissives, permettant d'élever la construction d'un niveau en moyenne. Ces dispositions réglementaires sont donc favorables à la densification du tissu urbain communal.

En définissant des projections démographiques en accord avec la situation de micro-pôle de la commune et les besoins en logements notamment définis par le PLH, le projet définit un zonage au plus proche des besoins fonciers réels.

En outre, le travail sur les dents creuses et la recherche de bâti mutable, sont des dispositions qui vont favoriser la densification de l'espace urbain.

D. Limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers

Le projet communal réduit de manière drastique les limites des zones urbaines de la commune, et ne définit aucune nouvelle zone 'à urbaniser' par rapport au POS précédemment en vigueur. En effet, ce sont environ 6 hectares dédiés à l'habitat qui sont rendus à l'activité agricole ou protégés comme espaces naturels (notamment des zones humides au contact de l'urbanisation). En parallèle, en prenant en compte l'autorisation environnementale délivrée pour la poursuite du développement de l'Aéroparc, ce sont également plus de 50 hectares qui sont préservés au sein de ce site économique par rapport à ce que prévoyait l'ancien document d'urbanisme.

Les possibilités d'accueillir de nouvelles constructions au sein de l'emprise urbaine existante ne permettant pas d'assurer le besoin en logements à l'horizon 2040, aussi quelques secteurs se situent en extension. Ces nouvelles possibilités de construire ne viennent pas gonfler l'empreinte urbaine de la commune, car elles restent très limitées (1,3 hectares sans prise en compte de la rétention foncière). En outre, aucune extension n'est prévue aux différentes entrées de village ce qui limite l'étalement urbain de la commune.

En complément, le règlement met notamment en place un coefficient de biotope par surface (CBS) dans les zones urbaines à vocation résidentielle (UA et UB) afin de préserver un degré de végétalisation des espaces urbains, et ainsi de lutter contre les îlots de chaleur et permettre une meilleure infiltration des eaux pluviales.

CHAPITRE III
État Initial de l'Environnement (EIE)

Les sous parties « 1 Le contexte physique », « 3 Le milieu naturel », « 4 Le diagnostic faunistique», « 5 La Trame Verte et Bleue », « 6 Hiérarchisation du territoire : la carte des qualités écologiques », « 7 Statuts réglementaires des milieux naturels et inventaires patrimoniaux », et « 8 Incidence du PLU sur les zones Natura 2000 » sont issues de l'Étude d'Environnement réalisée par Pascale et Michel GUINCHARD, la partie « 5 Trame Verte et Bleue » a été mise à jour et complétée par l'AUTB.

Introduction

Un état des lieux approfondi multidisciplinaire du milieu naturel permet de définir de façon claire et de hiérarchiser les enjeux environnementaux. Il permettra d'effectuer des choix d'orientations d'aménagement sur la base de propositions concertées et mettra en avant également des arguments forts permettant de justifier les partis pris d'aménagement vis à vis de la population et du document d'urbanisme.

Le territoire pris en compte est celui de l'ensemble du territoire communal, conformément aux prescriptions du Grenelle II, de façon à définir de façon précise l'ensemble du patrimoine environnemental et pouvoir valoriser ou protéger les secteurs à enjeu environnemental, en complément des protections existantes et définir un projet permettant de prendre en compte les besoins de la commune tout en préservant ou mettant en valeur son patrimoine.

Cependant, de façon à ce que le diagnostic environnemental coïncide au mieux aux besoins spécifiques de l'étude d'environnement du document d'urbanisme, l'effort de prospection sur le terrain s'est concentré sur les zones périphériques du bâti.

Sur les zones périphériques de l'agglomération, pressenties pour l'extension de l'urbanisation, l'étude comprend (échelle 1/7 500ème permettant l'édition des cartes sur un format A3) :

- La description détaillée des différents milieux ou groupements floristiques identifiés sur la zone d'étude et leur localisation sur une carte ;
- Un inventaire des espèces animales (macro-vertébrés) ainsi que leur localisation au niveau des milieux définis par la végétation ;
- Une identification des zones qui présentent des caractéristiques écologiques particulières ;
- Une carte couleur synthétique hiérarchisant les différents milieux naturels en fonction de leurs qualités écologiques ;
- Des propositions pour préserver, voir mettre en valeur les milieux naturels ;
- Une illustration photographique des milieux naturels particuliers ainsi que des espèces animales et végétales à caractère patrimonial.

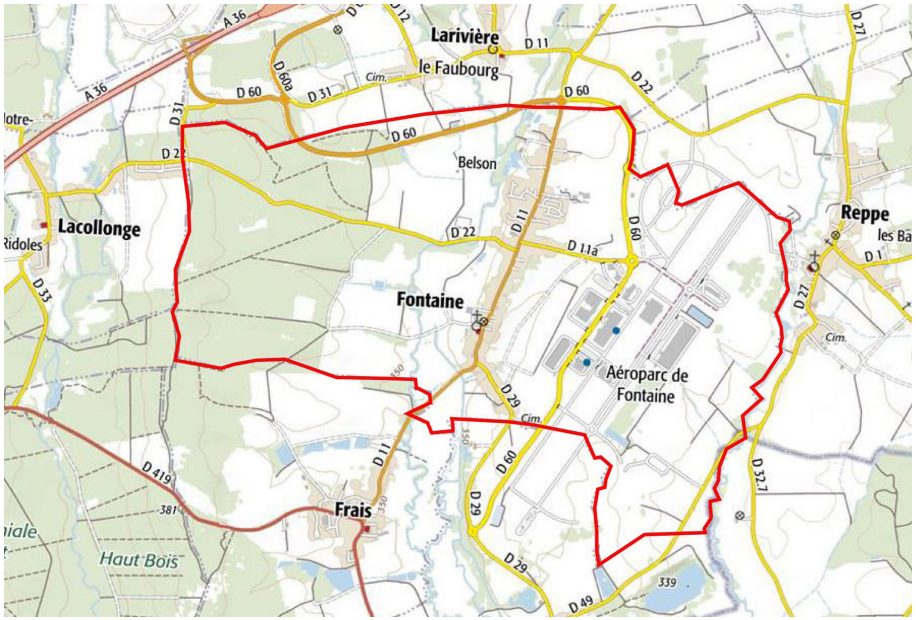
Sur l'ensemble du territoire communal l'étude comprend (cartographie à l'échelle du 1/18 000ème) :

- Une recherche de secteurs intéressants du point de vue écologique et leur ainsi qu'une analyse rapide de leur potentiel et leur localisation sur une carte ;
- Une carte couleur synthétique hiérarchisant les différents milieux naturels patrimoniaux en fonction de leurs qualités écologiques ;
- La prise en compte de la trame verte et bleue à différents niveaux d'échelle (SRCE, 1/50 000ème et 1/18 000ème) ;
- Des propositions pour les préserver, voir les mettre en valeur ou les restaurer sont énoncées ;
- Les statuts réglementaires de protection des milieux naturels sont énoncés et les zones concernées ont fait l'objet d'une cartographie couleur au 1/25 000ème ;
- Une carte des zones humides localisant les secteurs à humidité certaine et les secteurs à humidité potentielle afin de pouvoir tenir compte des zones humides dès le début du projet. Les secteurs à urbaniser, une fois définis, feront par la suite l'objet d'une expertise de police de l'eau ;
- Une analyse des incidences du projet sur les zones Natura 2000 (habitats et espèces d'intérêt communautaires, circulations souterraines et corridors écologiques).

1. Le contexte physique

1.1. Le relief

La commune de Fontaine possède un relief très peu marqué. Les altitudes varient entre 378 m dans la parte ouest de la commune et 347 m au niveau de la Saint-Nicolas. L'altitude de la mairie est d'environ 360 m.



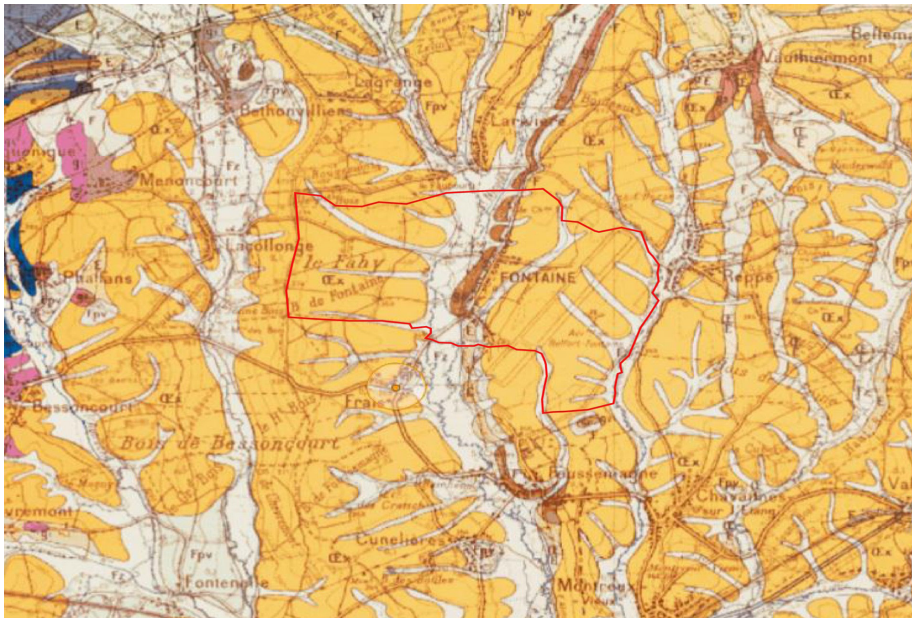
1.2. La géologie

La commune de Fontaine est située, du point de vue morphologique, dans les formations du Sundgau, appartenant géologiquement à l'extrémité SW du fossé rhénan et plus précisément au fossé de Dannemarie.

Le sous-sol est formé de marnes, schistes ou sables du Stampien : g2 (Oligocène). Il est recouvert par d'importantes nappes d'alluvions à galets siliceux : F (cailloutis du Sundgau) puis par des loess : OE (dépôts pulvérulents d'origine éolienne). Le fond des vallées de la commune sont recouverts d'alluvions récentes de la Saint-Nicolas et de la Loutre : Fz.

Les marnes du Stampien forment un horizon imperméable qui retient un aquifère dans les cailloutis du Sundgau.

Extrait de la carte géologique



Formations superficielles :

E : éboulis

Fz : alluvions récentes

Fy : alluvions anciennes

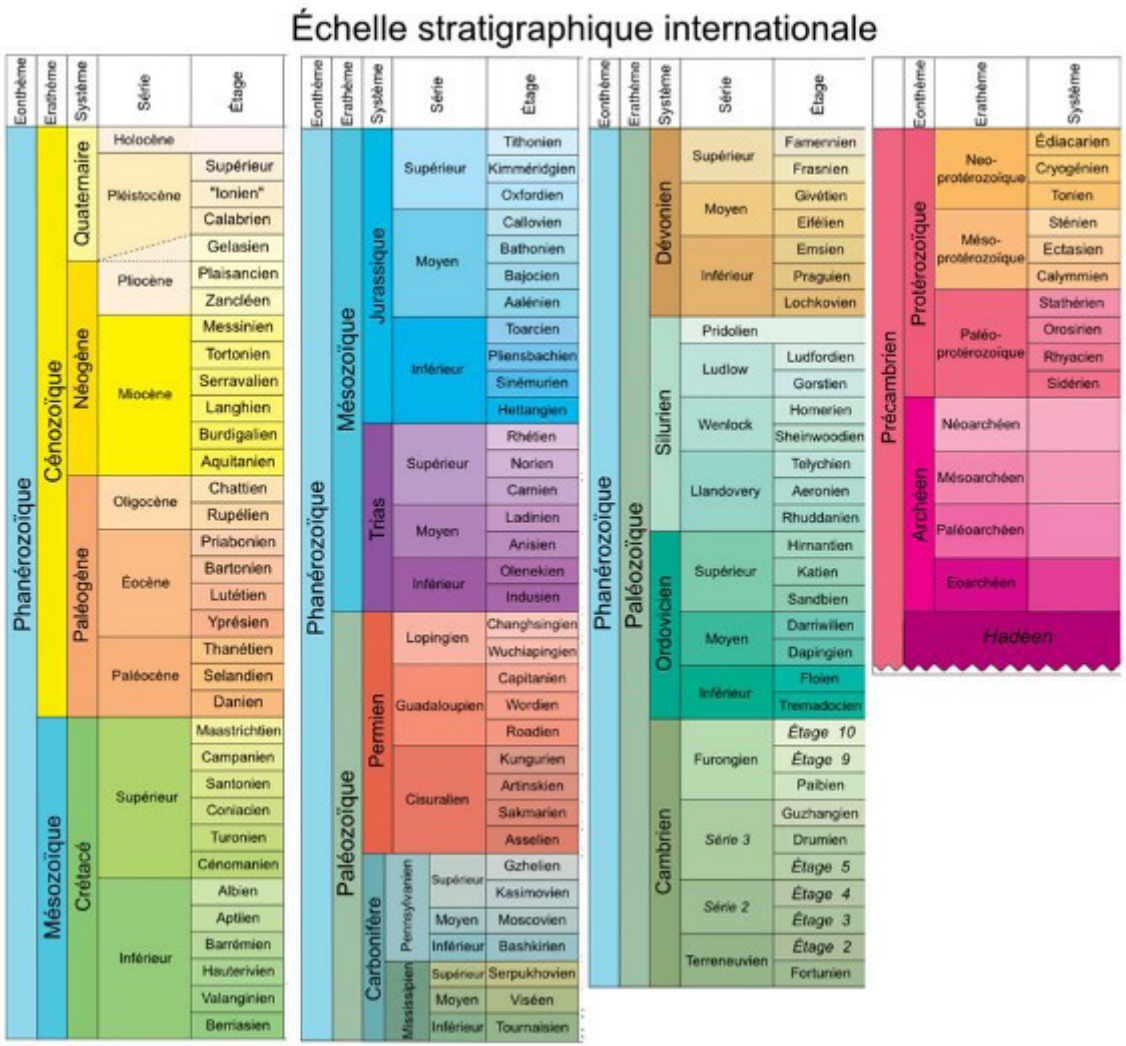
Fpv : alluvions anciennes (cailloutis ou graviers du Sundgau à éléments vosgiens)

F : alluvions anciennes non datées

C : colluvions

N : limons éoliens

OEx : loess et loesshelm anciens



1.3. Le réseau hydrographique et les bassins versants

La commune de Fontaine est située sur les bassins-versants de la rivière Saint-Nicolas, principal cours d'eau de la commune ainsi que du ruisseau La Loutre qui forme la limite est de la commune. D'autres petits cours d'eau plus ou moins temporaires et des fossés se jettent dans la Saint-Nicolas.

Les bassins versants ne figurent pas dans les données de la DREAL. Étant donné le relief, il est probable que l'ensemble du territoire communal corresponde au bassin versant de la Saint-Nicolas.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Un relief très peu marqué qui varie entre 347 et 378 m.
- Des formations géologiques composées d'importantes nappes d'alluvions à galets siliceux et de lœss.
- Le fond de vallée de la commune, lui, est recouvert d'alluvions récentes de la Saint-Nicolas et de la Loutre.
- Fontaine est située sur le bassin versant de la Saint-Nicolas.

LES ENJEUX

- La prise en compte du système hydrographique de Fontaine.

2. La gestion et la protection de la ressource en eau

2.1. Les documents de cadrage

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

Le SDAGE est un outil de planification élaboré pour répondre à la directive – cadre sur l'eau (directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000) dont la transposition en droit français est la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006.

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 identifie les masses d'eau du Territoire de Belfort comme ressources stratégiques à préserver pour l'alimentation en eau potable. Les collectivités territoriales, l'Etat et ses établissements publics devront tenir compte de la référence que constitue le SDAGE pour tout projet lié à la ressource en eau.

Le SDAGE fixe des objectifs de bon état pour tous les milieux et décline des orientations fondamentales (OF) pour le bassin versant. Ces orientations fondamentales sont au nombre de 9 :

OF 0 – S'adapter aux effets du changement climatique

OF 1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité

OF 2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques

OF 3 – Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau

OF 4 – Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux

OF 5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par substances dangereuses et la protection de la santé

OF 6 – Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et zones humides

OF 7 – Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir

OF – 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Un SAGE est un outil de planification créé par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, tout comme le SDAGE. Il planifie la gestion de la ressource en eau à un niveau local.

Un des objectifs du SDAGE 2010-2015 est la réalisation d'un SAGE sur le bassin versant de l'Allan, regroupant les 101 communes du Territoire de Belfort, des communes du département du Doubs et de la Haute-Saône.

Fontaine fait partie du SAGE Allan qui couvre une superficie totale de 870 km².

La responsabilité de la procédure du SAGE Allan est confiée au préfet du Territoire de Belfort. L'établissement public territorial de bassin Saône-Doubs (EPTB) a été désigné comme structure porteuse assurant l'animation.

La stratégie du SAGE a été définit le 26 janvier 2015, autour de plusieurs enjeux :

- Assurer la gouvernance, la cohérence et l'organisation du SAGE ;
- L'amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau ;
- L'amélioration de la qualité de l'eau ;
- La prévention et gestion des risques inondation ;
- La restauration des fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.

Le projet de SAGE a été validé par la CLE (Commission Locale de l'Eau) le 6 décembre 2016 et l'avis du comité de bassin a été rendu le 27 mars 2017. Le SAGE Allan a été approuvé par arrêté interpréfectoral le 28 janvier 2019.

Désormais, toutes les décisions de l'administration et des collectivités doivent être compatibles ou rendues compatibles avec son PAGD (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et ses documents cartographiques.

2.2. La qualité des masses d'eau

La directive – cadre sur l'eau (DCE) a fixé comme objectif d'atteindre d'ici à 2015 le bon état de toutes les masses d'eau sur le territoire européen (cours d'eau, lacs, étangs, eaux souterraines, etc.). En 2015, un point a été réalisé sur l'atteinte des objectifs. La DCE a prévu que ce bon état était difficile à atteindre en 2015 pour certaines masses d'eau en Europe et a donné des dérogations. Le recourt à des reports d'échéance dûment justifiés ne pouvant excéder deux mises à jour du SDAGE (2027) ou à des objectifs environnementaux moins stricts.

Le bon état des masses d'eau est atteint lorsque :

- Pour une masse d'eau superficielle, l'état ou le potentiel écologique et l'état chimique sont bons,
- Pour une masse d'eau souterraine, l'état quantitatif et l'état chimiques sont bons.

Pour les eaux souterraines, le bon état est apprécié en fonction de la qualité chimique et de la quantité d'eau (équilibre entre prélèvements et alimentation de la nappe).

Qualité des eaux superficielles

3 masses d'eau superficielles traversent Fontaine : La Saint-Nicolas, le ruisseau le Margrabant, et le ruisseau la Loutre. Au nord du ban communal, le Margrabant se jette dans la Saint-Nicolas.

Il est important de signaler que la Madeleine passe à proximité de la commune.

Les objectifs d'atteinte du bon état des eaux superficielles sont les suivants :

Objectif d'état écologique et chimique pour les eaux de surface (SDAGE 2022-2027)

			Objectif d'état écologique					Objectif d'état chimique			
Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Catégorie de masse d'eau	Objectif d'état	Statut	Echéance	Motivations en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation	Échéance sans ubiquiste	Échéance avec ubiquiste	Motivations en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
FRDR632a	Le Saint Nicolas	Cours d'eau	OMS	MEN	2027			2015	2015		
FRDR10521	Ruisseau le margrabant	Cours d'eau	OMS	MEN	2027	FT	Phytobenthos	2015	2015		
FRDR11128	Ruisseau la Loutre	Cours d'eau	Bon état	MEN	2027	FT		2015	2015		
FRDR632b	La Madeleine	Cours d'eau	Bon état	MEN	2015			2033	2033	FT , CN	Benzo(b)fluoranthène, Benzo(g,h,i)perylène, Fluoranthène

MEN : Masse d'eau naturelle
FT : Faisabilité technique
CN : Conditions naturelles

La directive européenne 2013/39/CE relative aux substances prioritaires et dangereuses prioritaires de l'état chimique des eaux de surface a modifié la liste des substances suivies pour qualifier l'état chimique, en y ajoutant de nouvelles substances assorties de normes de qualité environnementale (NQE). Elle a également révisé certaines NQE de substances déjà identifiées afin de tenir compte des progrès scientifiques et a établi pour certaines d'entre elles des NQE applicables au biote.

Des reports de délais pour l'atteinte du bon état chimique sont en conséquence possibles. Ainsi :

- Les substances prioritaires et dangereuses prioritaires dont les normes de qualité environnementale ont été modifiées par la directive 2013/39 peuvent faire l'objet d'un report de délai jusqu'en 2033 pour tout motif, y compris « coûts disproportionnés » et « faisabilité technique ».
- Les substances prioritaires et dangereuses prioritaires introduites par la directive 2013/39 peuvent faire l'objet d'un report de délai jusqu'en 2039 pour tout motif, y compris « coûts disproportionnés » et « faisabilité technique ».

Les masses d'eau superficielles « La Saint-Nicolas », « Ruisseau le Margrabant » et « Ruisseau la Loutre » possèdent des objectifs environnementaux moins stricts à l'horizon 2027 pour l'état écologique et horizon 2015 pour l'état chimique. Le but de ces objectifs est d'obtenir le bon état écologique de la masse d'eau. A noter que le ruisseau de la Loutre est déjà identifié en bon état écologique.

Concernant « la Madeleine », elle possède des objectifs environnementaux moins stricts à l'horizon 2015 pour l'état écologique et horizon 2033 pour l'état chimique.

Le programme de mesures, arrêté par le préfet coordonnateur de bassin, recense les mesures dont la mise en œuvre est nécessaire à l'atteinte des objectifs environnementaux du SDAGE pendant la période 2022-2027. Avec les orientations fondamentales du SDAGE et leurs dispositions, ces mesures représentent les moyens d'action du bassin pour atteindre les objectifs de la DCE : non dégradation, atteinte du bon état, réduction ou suppression des émissions de substances, respect des objectifs des zones protégées.

Les mesures qui concernent les masses d'eau impactées par la commune de Fontaine sont listées ci-après.

Programme de mesures du SDAGE 2022-2027

Bourbeuse - DO_02_03		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		**Objectifs environnementaux visés**
Pollutions par les nutriments urbains et industriels		
ASS0302	Réhabiliter et ou créer un réseau d'assainissement des eaux usées hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0402	Reconstruire ou créer une nouvelle STEP hors Directive ERU (agglomérations de toutes tailles)	BE
ASS0801	Aménager et/ou mettre en place un dispositif d'assainissement non collectif	BE
Pollutions par les nutriments agricoles		
DNO3	Pression traitée par la mise en œuvre de la Directive nitrates (mesure non territorialisée)	BE
Pollutions par les pesticides		
AGR0303	Limiter les apports en pesticides agricoles et/ou utiliser des pratiques alternatives au traitement phytosanitaire	BE SUB
Pollutions par les substances toxiques (hors pesticides)		
IND0901	Mettre en compatibilité une autorisation de rejet avec les objectifs environnementaux du milieu ou avec le bon fonctionnement du système d'assainissement récepteur	BE SUB
Prélèvements d'eau		
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération du régime hydrologique		
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE
Altération de la morphologie		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0203	Réaliser une opération de restauration de grande ampleur de l'ensemble des fonctionnalités d'un cours d'eau et de ses annexes	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE
RES0601	Réviser les débits réservés d'un cours d'eau dans le cadre strict de la réglementation	BE

BE : Bon État DCE ; SUB : Flux de substances dangereuses

Qualité des eaux souterraines

Une seule masse d'eau souterraine est impactée par la commune de Fontaine : Les Formations tertiaires du Pays de Montbéliard (FRDG173).

Les objectifs d'atteinte du bon état sur les eaux souterraines sont les suivants :

		Objectif d'état quantitatif				Objectif d'état chimique			
Code masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif d'état	Echéance	Motivations en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation	Objectif d'état	Échéance	Motivations en cas de recours aux dérogations	Paramètres faisant l'objet d'une adaptation
FRDG173	Formations tertiaires Pays de Montbéliard	Bon état	2015			Bon état	2015		

La masse d'eau souterraine impactée par la commune de Fontaine présente un bon état quantitatif. Le bon état chimique est observé pour l'ensemble des masses d'eau.

Les mesures qui concernent les masses d'eau souterraine sont listées ci-dessous.

Programme de mesure du SDAGE 2022-2027

Formations tertiaires Pays de Montbeliard - FRDG173		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		Objectifs environnementaux visés
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0302	"Limiter les apports en fertilisants et/ou utiliser des pratiques adaptées de fertilisation; au-delà des exigences de la Directive nitrates"	ZPC
AGR0401	"Mettre en place des pratiques pérennes (bio; surface en herbe; assolements; maîtrise foncière)"	ZPC

ZPC : Zones protégées des captages prioritaires

2.3. La gestion de l'eau potable et l'assainissement

La ressource et la distribution de l'eau potable

La commune de Fontaine fait partie de la Communauté d'agglomération du Grand Belfort, qui a compétence en matière de production et de distribution d'eau potable.

L'eau potable distribuée sur la commune provient du puits d'Angeot (60 311 m^3 d'eau prélevés en 2023) qui alimente également les communes de Lagrange, Bethonvilliers, Larivière, Vauthiermont, Angeot, Reppe, Frais. Deux réservoirs sont présents à Angeot (400 m^3 + 300 m^3).

L'Unité de Distribution (UDI) alimente aussi l'UDI de Leval et est en appoint de Bréchaumont Eteimbes. Exceptionnellement, le réseau d'Angeot peut alimenter en eau potable Foussemagne via Fontaine et Frais. L'UDI d'Angeot peut être en partie secouru par l'UDI d'Eguenigue via les communes de Fontaine et de Frais.

La prise en compte des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable

Dans le bassin Rhône-Méditerranée, l'alimentation en eau potable (AEP) est extrêmement dépendante des ressources en eau souterraine qui fournissent 77 % des prélèvements pour ce besoin. Il importe de s'assurer de la disponibilité à long terme de ces ressources en qualité et en quantité suffisantes pour satisfaire les besoins actuels et futurs d'approvisionnement en eau potable des populations.

Le SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône-Méditerranée réaffirme la priorité donnée à l'eau potable par rapport à d'autres usages telle qu'énoncée par l'article L.211-1 du Code de l'environnement. Il poursuit la politique en faveur de la conservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable engagée par les SDAGE 2010-2015 et 2016-2021. Il renforce les préconisations pour la caractérisation et la préservation de ces ressources au travers notamment de sa disposition 5E-01 « protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable ». La délimitation de zones de sauvegarde au sein de ces ressources stratégiques vise à organiser la protection à long terme de la qualité et des équilibres quantitatifs au bénéfice de captages existants reconnus d'une importance particulière pour l'approvisionnement actuel mais aussi de sites identifiés comme les plus favorables pour l'implantation de captages pour l'alimentation future en eau potable.

Parmi les ressources majeures il faut distinguer celles qui sont :

- D'ores-et-déjà fortement sollicitées et dont l'altération poserait des problèmes immédiats pour les importantes populations qui en dépendent ;
- Peu ou pas sollicitées à ce stade mais à forte potentialité et à préserver en l'état pour la satisfaction des besoins futurs à moyen et long terme.

Parmi les eaux souterraines du Nord Franche-Comté, plusieurs masses d'eau ont été identifiées dans le SDAGE comme masses d'eau stratégiques pour l'alimentation en eau potable. Pour le Territoire de Belfort, on recense :

- Les cailloutis du Sundgau dans le bassin versant du Doubs (FRDG172) ;
- Les calcaires Jurassiques septentrional du Pays de Montbéliard et du Nord Lomont (FRDG178) ;
- Les calcaires du Jurassique supérieur sous couverture Belfort (FRDG238) ;
- Les alluvions de la Savoureuse (FRDG362) ;
- Les alluvions de l'Allan, Allaine et Bourbeuse (FRDG363).

La commune de Fontaine n'est pas concernée par une ressource stratégique.

La consommation en eau potable

La quantité d'eau potable consommée sur la commune de Fontaine s'élève à 44 123 m³ en 2023 pour 594 habitants (294 abonnés). En 2023, un habitant de Fontaine consomme 74 m³ d'eau.

À l'échelle de la commune de Fontaine, selon les scénarios de développement pressentis, la consommation en eau potable est estimée entre 124 et 139 m³ d'eau par jour à l'horizon du PLU (2040).

Scénarios	**Scénario 0**	**Scénario 1**	**Scénario 2**	**Scénario 3**
Nombre d'habitants	594	612	650	685
Consommation annuelle estimée (en m³)	44 123	45 288	48 100	50 690
Consommation journalière estimée (en m³)	121	124	132	139

La qualité de l'eau distribuée

L'eau potable en provenance d'Angeot fait l'objet d'un traitement par chlore gazeux.

En 2023, les analyses réglementaires réalisées sur l'unité de distribution d'Angeot par le Grand Belfort et l'Agence Régionale de Santé (ARS) étaient de bonne qualité pour les paramètres mesurés. L'eau était conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimique en vigueur.

L'assainissement

La commune de Fontaine fait partie de la Communauté d'agglomération du Grand Belfort, qui a compétence en matière de collecte et de traitement des eaux usées.

La commune de Fontaine est assainie par un système d'assainissement collectif à l'exception de 71 habitations.

Un zonage d'assainissement a été réalisé par la Communauté d'Agglomération Belfortaine (CAB) et approuvé par cette dernière en 2012. Le zonage d'assainissement devra être complété si besoin, parallèlement à l'élaboration du dossier de PLU et en cohérence avec celui-ci.

Le réseau d'assainissement de la commune de Fontaine est relié à la station d'épuration de Fontaine, d'une capacité de traitement de 1 500 équivalent-habitants. En 2023, GBCA estime que 733 habitants sont raccordés à cette station d'épuration.

À l'horizon du PLU (2040), la station d'épuration sera en mesure de traiter les eaux usées des nouveaux habitants supplémentaires.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Quatre masses d'eau superficielles dont la Madeleine qui présente un état moyen par la présence de polluants.
- Une masse d'eau souterraine en bon état.
- L'alimentation en eau potable est assurée par le puits d'Angeot.
- La gestion de l'eau potable et l'assainissement est assurée par la Communauté d'Agglomération du Grand Belfort.
- L'eau est conforme aux limites de qualité bactériologiques et physico-chimiques.
- La totalité de la commune est traitée en assainissement collectif à l'exception de 71 habitations.
- Le réseau d'assainissement de Fontaine est relié à la station d'épuration de Montreux-Château et est en capacité de traiter les eaux usées des nouveaux habitants.

LES ENJEUX

- Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement.
- L'économie de la ressource en eau potable.
- La lutte contre les pollutions diffuses (pollutions agricoles, pesticides ...) et le développement d'une agriculture raisonnée.
- La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel.

3. Les milieux naturels

3.1. Le diagnostic phytoécologique

Étude de la végétation

Le niveau d'intérêt d'une formation végétale[5] peut se déterminer par l'étude des espèces rares ou intéressantes qu'elle contient. Cependant ces listes d'espèces intéressantes, qui constituent une approche botanique, ne rendent pas compte de la répartition spatiale des différents végétaux, ainsi que de leur agencement les uns par rapport aux autres.

Les végétaux ne poussent en effet pas au hasard. Leur répartition est conditionnée par :

- les facteurs physiques du milieu : nature du substrat (géologie et pédologie), microclimat, topographie et régime hydrique du sol ;
- la compétition entre les différentes espèces en présence ;
- l'intervention de l'homme : exploitation plus ou moins régulière et plus ou moins intensive, aménagements plus ou moins anciens, ...

Aussi le diagnostic phytoécologique est-il basé sur les facteurs du milieu, ainsi que sur des relevés floristiques exhaustifs. Ces listes d'espèces sont réalisées sur une surface homogène d'un point de vue floristique. Cette approche est donc plus précise que l'approche purement botanique.

L'approche phytosociologique est encore plus approfondie. Elle permet de rassembler et de sérier des groupements végétaux au sein d'ensembles abstraits, définis statistiquement par une composition d'espèces originale et répétitive. L'unité élémentaire de cette classification est l'association végétale. Son nom est terminé par le suffixe -etum. Les associations sont groupées en alliance (suffixe -ion), les alliances en ordre (suffixe -etalia) et les ordres en classes (suffixe -etea).

Ce type d'approche permet d'offrir une vue synthétique de la végétation. Cette méthode permet de plus de prévoir la présence éventuelle d'espèces rares ou intéressantes dès lors que l'on se trouve dans l'individu d'association dans lequel cette espèce est statistiquement présente.

La prospection de terrain a eu lieu le 5 octobre 2015.

[5] ***Formation végétale*** *: groupement de plantes défini d'après la physionomie, la structure et l'architecture des végétaux qui le compose, par exemple : forêt, fourré, lande, prairie et pelouse herbeuse...*

3.2. Les différentes unités de végétation recensées autour des agglomérations et leur intérêt écologique

Généralités

Plusieurs grands types de formations végétales ont été recensés sur le territoire communal (pour la localisation des milieux, se reporter aux cartes d'occupation du sol), qui sont :

- **Les forêts**

Ce sont des groupements fermés qui se différencient en fonction de la nature du sol, de son degré d'hydromorphie[6] et du mode de gestion qui leur est appliqué.

- **Les formations ligneuses semi-ouvertes**

Ce sont des groupements ponctuels ou en taches (bosquets, broussailles) ou linéaires (haies, bandes boisées), constitués à la fois d'espèces caractérisant les milieux ouverts : prairies... et d'espèces forestières ou supportant tout au moins un certain ombrage.

Les vergers appartiennent également à cette catégorie.

- **Les prairies semi-naturelles et groupements relictuels associés**

Ce sont des groupements herbacés ouverts entretenus par l'homme et installés sur des sols plus ou moins profonds. Elles se différencient en fonction du mode de gestion qui leur est appliqué et du degré d'hydromorphie du sol. On distingue ainsi des prairies mésophiles[7], des prairies semi-engraissées et des prairies eutrophisées[8], recevant plus ou moins abondamment des engrais et des amendements, des prairies fauchées ou pâturées de façon plus ou moins extensive et des prairies fortement pâturées soumises au piétinement du bétail et des prairies hygrophiles[9].

Nous avons inclus dans ce paragraphe les secteurs de mégaphorbiées ou prairies hygrophiles à hautes herbes et les secteurs de friches herbacées.

- **Les cultures annuelles et prairies artificielles**

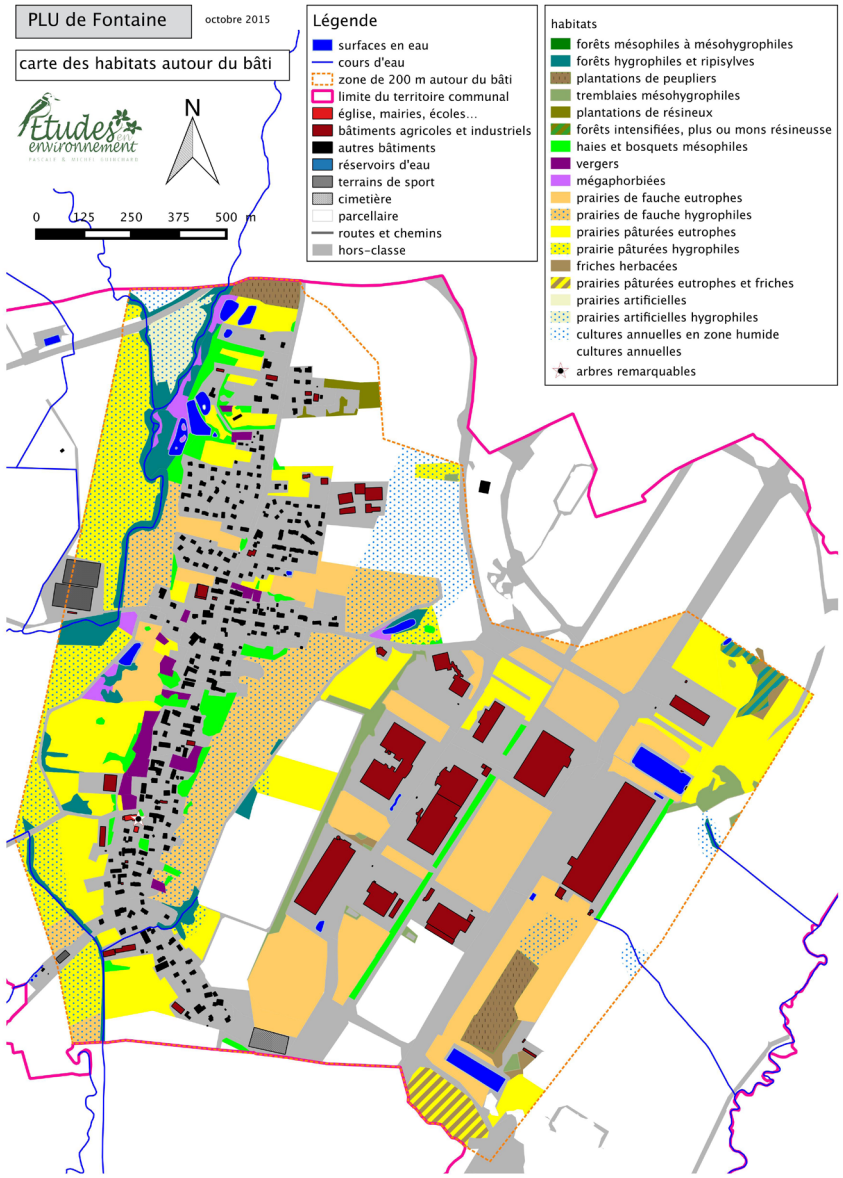
Ce sont des groupements extrêmement bouleversés et artificialisés par l'action de l'homme, présentant une diversité spécifique très faible.

[6] ***Degré d'hydromorphie*** *: degré de saturation du sol en eau, pouvant entraîner des phénomènes de réduction ou ségrégation du fer ainsi qu'un éventuel déficit en oxygène.*
[7] ***Mésophile*** *: se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat présentant des caractères peu accusés, en particulier ni trop sec ni trop humide.*
[8] ***Eutrophisation*** *: accroissement anarchique de la quantité de sels nutritifs d'un milieu, notamment des eaux de surface, polluées par les résidus d'engrais, les rejets d'eaux usées, etc, et qui conduit à la pullulation des êtres vivants les plus nitrophiles (algues filamenteuses par exemple) et la simplification de l'écosystème (baisse importante de la diversité, disparition d'espèces devenant rares du fait de la généralisation de ce phénomène).*
[9] ***Hygrophile*** *: qui nécessite ou supporte un sol engorgé d'eau.*

La carte des habitats

Il importe d'apporter quelques réserves à la carte des habitats, du fait de quelques problèmes rencontrés, problèmes inhérents à tout travail de cartographie de milieux naturels, à savoir :

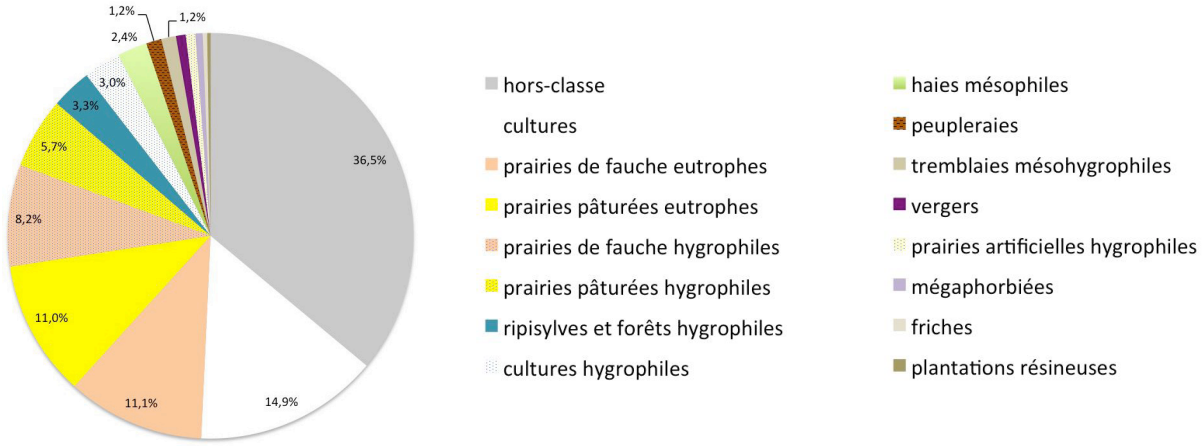
- *La cartographie a été réalisée en croisant les observations de terrain et l'observation de photos aériennes. Les polygones cartographiés sont pré-tracés sur la photo aérienne au moment de la campagne de terrain. Si les limites entre les différentes unités cartographiées sont de façon flagrante différentes dans la réalité de celles observées sur la photo aérienne, elles seront modifiées sur le document de terrain et les nouvelles limites seront prises en compte, mais seront alors très approximatives (il ne faut donc pas comparer ce travail à un travail de géomètre sur le terrain).*
- *La précision d'une carte est fonction de l'échelle à laquelle elle est réalisée.*
- *La précision des limites des éléments cartographiés est aussi fonction de l'importance de la campagne de terrain : il ne faut pas demander à une carte des habitats réalisée dans le cadre d'une étude d'environnement de PLU de redéfinir par exemple de façon précise les dernières limites de l'urbanisation, elle n'a pas été faite dans ce sens et n'est qu'un outil à la compréhension de l'agencement et de la localisation des milieux naturels du territoire communal. Les limites données sont approximatives, elles sont données en s'aidant au mieux des outils mis à la disposition des écologues et principalement de la photo aérienne. Il serait possible d'obtenir un travail plus précis, mais cela demanderait une campagne de terrain beaucoup plus conséquente.*
- *La mission de photos aériennes a été réalisée à une certaine date. Entre-temps, il peut y avoir eu des changements dans la vocation des sols, ce qui peut avoir comme conséquence de petites variations de limites entre zones cultivées et prairies par exemple. Parfois, de petits secteurs ont pu faire l'objet d'une récente extension d'urbanisme et ne figurent ni sur la carte ni sur la photo aérienne. Il est alors très difficile de localiser précisément ces secteurs.*
- La présente carte donne toutefois une bonne idée générale des habitats. Une carte plus précise demanderait un travail beaucoup plus conséquent qui n'est pas envisageable dans le cadre d'une étude d'environnement de PLU ou carte communale et ne changerait qu'extrêmement peu les conclusions de l'étude.
- *De plus, la carte des habitats n'est pas une fin en soi, elle n'est qu'une aide à la localisation des différents milieux décrits dans le texte et à la compréhension de la carte finale, à savoir : la carte des qualités écologiques et ne doit être examinée que dans ce sens. Elle ne pourrait en aucun cas remplacer une étude de terrain détaillée dans le cadre d'une autre étude comme une étude d'impact par exemple.*
- *Au niveau européen, plusieurs référentiels d'habitats ont été élaborés. En 1991 a été publiée la typologie CORINE Biotope. L'objectif était de proposer une classification des habitats naturels et semi-naturels présents en Europe de l'Ouest avec une attention particulière portée aux habitats à forte valeur patrimoniale.*
- *Parallèlement la directive « Habitats » a instauré la typologie Natura 2000, composée d'habitats rares, menacés ou représentatifs qui doivent être préservés au sein de l'Union européenne.*



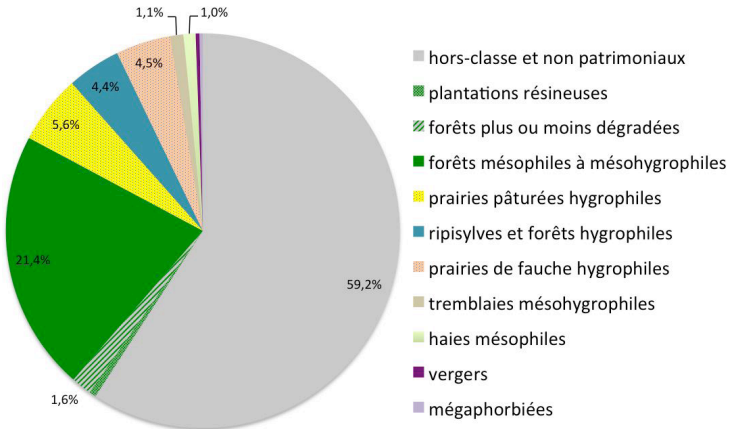
type d'habitat	nom scientifique	code CB	Code Natura	niveau d'intérêt	humidité selon réf.	état de conservation	surface dans le bâti (total pourtour bâti = 281 ha)	% du pourtour du bâti	surface totale : 696 ha (hab. patrimoniaux)	% de la commune	qualité écologique	intérêt écologique
hors-classe	-	86.2	-	0	-	-	102,6	36,5%	415,3	59,7%	hc	aucun
cultures annuelles	-	82.11	-	0	-	-	41,8	14,9%			1	aucun
cultures annuelles hygrophiles	-		-	loi sur l'eau	-	-	8,4	3,0%				
prairies artificielles	-	81.1	-	0	-	-	-	-			1	aucun
prairies artificielles hygrophiles	-	81.2	-	loi sur l'eau	-	-	2,2	0,8%			2	aucun
bordures d'étangs artificialisées	-		-	0	-	-	-	-			2	aucun
groupements de friches	*Artemisietea*	87.1	-	0	-	-	1,0	0,4%			2	aucun
prairies pâturées eutrophes	*Lolio-Cynosuretum*	38.1	-	0	p.p.	mauvais : eutrophisation	30,9	11,0%			3	faible mais flore spontanée
prairies de fauche eutrophes	*Colchico-Festucetum**	38.22	6510-4	communautaire, ± loi sur l'eau	p.p.	moyen à mauvais	30,9	11,0%			3	fonction de la diversité
	Heracleo-Brometum		6510-7	communautaire	non	mauvais : eutrophisation						
plantations de résineux	-	83.31	-	0	-	-	0,8	0,3%			3	faible par rapport aux forêts spontanées
plantation de peupliers	-	83.321	-	loi sur l'eau	-	-	3,5	1,2%			4	dépend de la présence d'une strate herbacée
prairies pâturées hygrophiles	*Lolio-Cynosuretum*	38.1	-	loi sur l'eau	p.p.	moyen à mauvais	16,1	5,7%	39,2	5,6%	5	biodiversité, trame bleue, espèces des milieux hygrophiles
	Junco acutiflori - Cynosuretum cristati	37.24	-	loi sur l'eau	oui							
	Ranunculo repentis - Alopecuretum geniculati			local, loi sur l'eau								
prairies de fauche hygrophiles	*Colchico-Festucetum**	38.22	6510-4	communautaire, ± loi sur l'eau	p.p.	moyen à mauvais	23,1	8,2%	31,3	4,5%	5	biodiversité, trame bleue, espèces des milieux hygrophiles
	*Junco conglomerati - Scorzoneretum humilis**	37.312	6410-13	communautaire, loi sur l'eau	oui							
	*Senecio-Brometum**	37.21	-	régional, loi sur l'eau	oui							
	*Oenantho fistulosae - Caricetum vulpinae **											
haies mésophiles	-	84	-	local	-	-	6,8	2,4%	6,9	1,0%	5	biodiversité, milieu refuge, corridor écologique
vergers	-	83.15	-	local	-	-	2,2	0,8%	2,2	0,3%	5	réservoir génétique, milieu refuge, corridor écologique
forêts feuillues acidiphiles	*Fago-Quercetum*	41.111	9110-1	communautaire	non	bon à mauvais (coupes à blanc, plantations)	0,0	0,0%	148,6	21,4%	5	réserve de biodiversité, corridor écologique
forêts mésophiles feuillues	*Deschampsio-Fagetum*	41.13	9130-6		p.p.							
forêts feuillues mésohygrophiles	*Carici brizoidis-Quercetum**	41.24	9160-3		p.p.							
	*Poo chaixii-Quercetum**				p.p.							
tremblaies mésophygrophiles	*Frangulo alni - Populetum tremulae*	31.81	-	local, ± loi sur l'eau	p.p.		3,3	1,2%	7,6	1,1%	5 à 7	biodiversité, trame bleue, espèces des milieux hygrophiles
haies hygrophiles	*Salicetum fragilis**	44.13	91E0-2*	prioritaire, loi sur l'eau	oui	bon à moyen	9,2	3,3%	30,9	4,4%	6 à 7	biodiversité, milieu refuge, corridor écologique
	*Carici remotae - Fraxinetum**	44.311	91E0-8*									
	*Salicetum triandro - viminalis **	44.12	(91E0-1*)									
forêts hygrophiles	*Filipendulo-Alnetum**	44.332	91E0-11									
	*Carici elongatae - Alnetum **	44.9112	-	régional, loi sur l'eau								
mégaphorbiée eutrophe	*Urtico-Convolvuletum*	37.71	6430-4	communautaire, loi sur l'eau	oui	mauvais : eutrophisation	1,6	0,6%	1,9	0,3%	7	biodiversité, milieu refuge, corridor écologique

* = déterminant ZNIEFF en Franche-Comté

Pourcentage des différents habitats autour du bâti



Pourcentage des différents habitats patrimoniaux dans la commune



Description sommaire des groupements

Se reporter au tableau de synthèse page 57 pour le nom scientifique, les codes et le statut des habitats rencontrés.

*Le nom scientifique de chaque groupement végétal cité est donné entre parenthèse, ainsi que sa correspondance dans la typologie **CORINE Biotope** et la typologie **Natura 2000**, quand l'habitat est rare, menacé ou représentatif et qu'il doit être préservé au sein de l'Union européenne. Enfin lest donné le niveau d'intérêt du groupement (P = communautaire prioritaire, C = communautaire, R = régional, L = local).*
Le sigle H signifie que toutes les formes de cet habitat sont considérées comme humides par la loi sur l'eau.
Il est enfin spécifié si la présence de l'habitat est déterminante ou non pour les ZNIEFF en Franche-Comté.

Les groupements forestiers

Les forêts occupent une surface importante sur la commune de Fontaine.

La majeure partie de la surface forestière est occupée par une chênaie pédonculée acidicline[10] et hygrocline[11] à crin végétal (*Carici brizoidis - Quercetum roboris* CB : 41.24/Natura : 9160-3/C/H pp/ZNIEFF sur les sols modérément hydromorphes ne permettant plus le développement du hêtre. Elle colonise les basses terrasses et les fonds de vallons, sur substrat limono-argileux d'origine alluviale ou colluviale.

Le sol est un pseudogley plus ou moins lessivé et acide, temporairement engorgé. Cette association est assez fréquente dans le Sundgau.

Ces forêts sont notamment marquées physionomiquement par la présence du crin végétal, très recouvrant.

Elle peut être remplacée par endroits, du fait de conditions édaphiques particulières, par :

- Une chênaie pédonculée acidicline et hygrocline à pâturin de Chaix (P*oo chaixii-Quercetum roboris*, CB : 41.24 / Natura : 9160-3/C/H pp/ZNIEFF) sur les sols moins marqués par l'hydromorphie. Elle est fréquente et couvre parfois de vastes surfaces dans le Sundgau ;
- Une hêtraie-chênaie neutrophile[12] à acidicline (*Deschampsio caespitosae - Fagetum sylvaticae*, CB : 41.13 / Natura : 9130-6) sur les sols moins désaturés en carbonates. Elle s'installe sur des sols profonds, limoneux et à réserve trophique moyenne à faible, non ou modérément hydromorphes. Cet habitat est commun ;
- Une hêtraie-chênaie acidiphile[13] des sols oligotrophes[14] (*Fago sylvaticae - Quercetum petraeae*, CB : 41.111/Natura : 9110-1/C) ;
- Une aulnaie-frênaie linéaire rivulaire sur les sols hydromorphes situés en bordure de la Saint-Nicolas (*Carici remotae - Fraxinetum excelsioris*, CB : 44.311 /Natura : 91E0-8*/P/H/ZNIEFF) ;
- Une aulnaie-frênaie à hautes herbes, au niveau des suintements sur marne et des ceintures d'étangs (*Filipendulo ulmariae - Alnetum glutinosae* , CB : 44.332/ Natura : 91E0-11*/H /ZNIEFF) ;

[10] ***Acidicline ou acidocline** : se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat caractérisé par une acidité modérée.*
[11] ***Hygrocline** : se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat caractérisé par une hydromorphie (humidité) modérée.*
[12] ***Neutrophile** : se développant sur un sol à pH proche de la neutralité.*
[13] ***Acidophile ou acidiphile** : se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat acide.*
[14] ***Oligotrophe** : qui possède une faible teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol oligotrophe) qui croissent sur des sols désaturés ou dans des eaux très pauvres en éléments minéraux (plantes ou peuplements oligotrophes).*

- Une aulnaie marécageuse à laîche allongée dans la dépression marécageuse à sol toujours inondé au lieudit « le Fays » (*Carici elongatae – Alnetum*, CB : 44.9112 / / R/H/ZNIEFF) ;
- Une tremblaie mésohygrophile[15] (*cf Frangulo alni - Populetum tremulae*, CB : 31.81//L/H/) au niveau des secteurs recolonisés par les arbustes et manteaux pré-forestiers sur des sols mésohygrophiles, notamment entre l'aéroparc et la Loutre.

La majorité de ces forêts possèdent une **qualité écologique moyenne**, surtout du fait de leur structure complexe, de leurs capacités biogènes et du temps nécessaire à leur installation ou à leur rétablissement.

Les forêts sur sols hydromorphes (aulnaies-frênaies et aulnaie marécageuse) sont des groupements très spécialisés qui occupent des surfaces restreintes à l'échelle régionale, peuvent renfermer des espèces rares et sont par conséquent des milieux de **bonne qualité écologique**.

En de nombreux endroits, la forêt spontanée a été remplacée, au moins en partie, par des plantations monos spécifiques de résineux ou de peupliers de **qualité écologique bien moindre**.

L'intérêt écologique de ces plantations mono spécifiques est variable :

- Si la plantation est dense, peu d'espèces spontanées pourront s'installer et en particulier les sous-strates (strates arbustives et herbacées) seront très pauvres en espèces. La plantation possédera alors une qualité écologique faible, d'autant plus que la surface plantée sera importante, car il n'y aura alors plus "d'effet de lisière" ;
- Par contre, si la plantation est petite et relativement ouverte, d'autres espèces pourront pousser et la qualité écologique du milieu pourra alors parfois être moyenne, du fait d'une diversité spécifique plus importante et surtout d'une structure de milieu plus complexe (nombreuses strates entremêlées). (Mais celles-ci remplacent des forêts spontanées de qualité écologique bien meilleure ! ...).

N.B. : *Dans le cadre d'une étude d'environnement accompagnant un plan local d'urbanisme, l'effort d'échantillonnage se concentre surtout sur les secteurs situés à proximité de la zone bâtie, car ce sont les secteurs étant susceptibles de voir leur vocation changer. L'étude met en évidence également la diversité des milieux naturels communaux et peut mettre le doigt sur certains problèmes particuliers. Par contre, elle n'a pas pour vocation d'être un catalogue exhaustif de tous les milieux présents et il est possible que tous les milieux ne soient pas décrits (habitats forestiers en particulier). Cela ne change en rien la pertinence de l'étude.*

[15] ***Mésohygrophile*** *: de "méso", terme modérateur et "hygrophile", qui nécessite ou supporte un sol engorgé d'eau.*

Les haies, bosquets, bandes boisées et vergers

Les haies, bosquets et bandes boisées sont très peu développés sur le territoire de Fontaine en dehors du pourtour même du village et des bordures de la Saint-Nicolas, de la Loutre et de leurs affluents. De grands secteurs en sont quasiment dépourvus (la Ferté, le Viot, la zone est de l'Aéroparc).

Les haies situées en dehors de la plaine alluviale régulièrement inondée sont en général des groupements mixtes à structure complexe, formés :

- D'arbres, principalement du frêne, accompagné de l'érable sycomore... ;
- Dans les meilleurs cas d'arbustes divers (aubépine monogyne, noisetier, cornouiller sanguin, rosier des chiens, groseillier à maquereaux ...) ;
- Et d'une strate herbacée rassemblant des espèces d'origines diverses :
  - Des espèces prairiales (dactyle aggloméré, pâturin commun, ...) ;
  - Des espèces des groupements d'ourlets (vesce des haies, gaillet gratteron, benoîte des villes, valériane officinale, fraisier des bois, géranium herbe-à-Robert... ou ortie dioïque, lierre terrestre, galéopsis tétrahit, ... dans les stations les plus riches en nitrates).

Ces formations ligneuses semi-ouvertes, quel que soit leur caractère, présentent divers intérêts écologiques (voir aussi annexe n°3) :

- Rôle de diversification et de stratification du milieu ;
- Refuge pour les espèces végétales locales au milieu de zones cultivées ou urbanisées ;
- Elles procurent aussi bien nourriture qu'habitat à toute sorte d'animaux ;
- Rôle dans la retenue et l'épuration latérale des sols ;
- Protection des cultures et des habitations ;
- Limitation de l'érosion du sol due au vent ;
- Amélioration de l'aspect paysager.

Ce sont par conséquent des milieux de **qualité écologique moyenne**.

Les haies ne remplissent pleinement leur rôle écologique que lorsqu'elles forment de beaux réseaux à mailles fermées avec une strate arbustive et herbacée bien développées.

Les haies participent dans ce cas très activement à la préservation des continuités écologiques (trame verte).

La Saint-Nicolas et ses affluents sont bordés par une ripisylve ou haie hygrophile plus ou moins continue (*Carici remotae-Fraxinetum* : 44.311/91E0-8*/P/H/ZNIEFF) ; les étangs sont parfois entourés de saulaies à saule fragile (*Salicetum fragilis* : 44.13/91E0-2*/P/H/ZNIEFF). Ces habitats sont d'intérêt communautaire prioritaire, de **bonne qualité écologique** et sont soumis à la loi sur l'eau.

Il existe encore sur le pourtour du village quelques vergers d'amateurs. Ces variétés fruitières locales, parfaitement adaptées à leur milieu, terrain et climat constituent un **patrimoine génétique culturel et historique**. On ne rencontre ces variétés fruitières anciennes ou locales guère que dans les vergers amateurs, la plupart ne figurant pas au catalogue officiel.

Il convient donc de préserver toutes les variétés locales menacées.

Les vergers, notamment s'ils occupent une surface assez conséquente, participent à la préservation des continuités écologiques (trame verte) et sont de **qualité écologique moyenne**.

Les groupements prairiaux mésophiles

Les prairies semi-naturelles mésophiles eutrophes (prairies de fauche et prairies pâturées) dérivent des pelouses par amélioration trophique poussée. Les espèces des pelouses oligotrophes sont alors remplacées par des espèces prairiales, beaucoup plus exigeantes du point de vue de la richesse du sol en éléments nutritifs, mais aussi beaucoup plus banales.

- **Effets de l'amélioration trophique**

Lorsque l'amélioration trophique est poussée (prairies dites "grasses" = pré eutrophe), les espèces des pelouses ont alors totalement disparues, remplacées par des espèces prairiales banales, citons : le trèfle rampant et le trèfle des prés, la houlque laineuse, la crételle des prés, la renoncule âcre, la fétuque des prés, le pissenlit officinal, le plantain lancéolé, le dactyle aggloméré… et on voit apparaître des espèces eutrophes comme la patience à feuilles obtuses, le cirse des champs, la renoncule rampante ou la cardamine des prés.

Lorsque l'amélioration est moins poussée (prairies méso-eutrophes), quelques espèces de la pelouse subsistent comme la petite pimprenelle, la knautie des champs…

- **Effets du pâturage intensif**

Les espèces ne supportant pas un piétinement important par le bétail sont bien représentées dans les prairies de fauche et dans les pâtures exploitées de façon extensive, ce sont par exemple : le salsifis des prés, la crépide bisannuelle, l'avoine jaunâtre, la berce spondyle, la centaurée jacée, la knautie des champs…

Par contre les prairies pâturées de façon plus ou moins intensive se différencient des précédentes par la disparition des espèces sensibles au piétinement, par l'abondance du ray-grass anglais, de la crételle des prés, de la pâquerette et par l'apparition de quelques espèces des prairies sur pâturées comme le plantain majeur et la véronique à feuilles de serpolet.

- **D'un point de vue phytosociologique**

Aux altitudes inférieures, les prairies mésophiles fauchées ou pâturées de façon extensive appartiennent à l'association de l'*Heracleo-Brometum* (38.22/ 6510-7/C//) ou du *Colchico-Festucetum* (38.22/6510-4/C/H pp/ZNIEFF). La plupart de ces habitats d'intérêt communautaire, dégradés et fortement eutrophisés, ne présentent pas beaucoup d'intérêt du point de vue patrimonial, même s'ils sont répertoriés comme étant d'intérêt communautaire. Ils le sont dans la mesure où il est possible de revenir à un groupement moins eutrophisé, non dégradé.

Les herbages mésophiles pâturés plus intensivement appartiennent quant à eux à l'association du *Lolio - Cynosuretum* (38.1//0/H pp/). Cet habitat ne présente pas d'intérêt écologique particulier, si ce n'est son caractère permanent par rapport aux prairies temporaires.

Les prairies mésophiles eutrophes renferment une majorité d'espèces banales et possèdent une **qualité écologique faible**.

Les prairies hygrophiles à mésohygrophiles et habitats relictuels associés

Les prairies semi-naturelles hygrophiles (prairies de fauche et prairies pâturées situées sur des sols hydromorphes) dérivent quant à elles de mégaphorbiées (prairies hygrophiles à hautes herbes) par fauche ou pâturage réguliers. Les espèces des mégaphorbiées sont alors peu à peu remplacées par des espèces prairiales banales communes à presque tous les milieux prairiaux et constituant ce que l'on appelle le "fond prairial". Elles se différencient des prairies mésophiles par l'abondance de la renoncule rampante et de l'agrostide stolonifère encore appelée "traînasse » ou la présence d'espèces hygrophiles comme diverses espèces de joncs et de vulpins, la pulicaire dysentérique, l'achillée sternutatoire, la patience crépue, la potentille ansérine, la potentille rampante, la reine des prés, la laîche hérissée…

Les prairies semi-naturelles mésohygrophiles dérivent des prairies hygrophiles par assèchement partiel ou leur font suite immédiatement dans le gradient micro topographique. Elles possèdent une flore intermédiaire entre prairies hygrophiles et prairies mésophiles.

- **D'un point de vue phytosociologique**

À cette altitude, les prairies humides fauchées ou pâturées de façon extensive appartiennent aux associations :

- Du *Senecio aquatici - Brometum racemosi* (37.21 //R/H/ZNIEFF) pour les prairies de moyen niveau topographique ;
- De l'*Oenantho fistulosae-Caricetum vulpinae* (37.21 //R/H/ZNIEFF) pour les habitats de bas niveau topographique, localisés au niveau des baissières ;
- Du *Colchico autumnalis - Festucetum pratensis* (38.22/6510-4/C/H pp/ZNIEFF) pour les prairies humides de niveau topographique supérieur, moins longuement inondées ;
- Du *Junco conglomerati – Scorzoneretum humilis* (37.312/6410-13/C/H/ZNIEFF) pour les prairies mésotrophes[16] développés sur des sols para tourbeux.

Les prairies humides pâturées plus intensivement appartiennent aux associations :

- *Lolio - Cynosuretum ranunculetosum* repentis (38.1//0/H pp/) ;
- Et *Ranunculo repentis – Alopecuretum geniculati* (37.24//L/H/) ou *Junco acutiflori – Cynosuretum* (37.24//L/H/) pour les secteurs plus longuement inondés.

Ces prairies sont soumises à la loi sur l'eau. Elles participent activement à la trame verte et bleue pour les espèces hygrophiles et possèdent une qualité écologique moyenne à bonne en fonction de leur diversité et de leur rôle écologique (rôle de bande tampon en bordure de ruisseau).

Les secteurs de mégaphorbiées eutrophes ou prairies hygrophiles à hautes herbes sont des habitats relictuels associés aux zones de prairies humides. Ils se trouvent en bordure de haies, dans la plaine alluviale (Urtico-Convolvuletum : 37.71/6430-4/C/H/). Dynamiquement équivalentes à des ourlets hauts, les mégaphorbiées se rencontrent au bord des rivières (souvent en situation plus ou moins forestière) et colonisent les prairies hygrophiles abandonnées ou sous-pâturées.

On y observe surtout la reine des prés, parfois très recouvrante, le liseron des haies, la salicaire, le populage des marais, l'angélique sauvage, le scirpe des marais, le cirse des marais, l'épilobe hirsute accompagnées de l'ortie dioïque ...

Ces mégaphorbiées, bien que peu diversifiées du fait de la dominance d'espèces très sociables, abritent des espèces spécialisées peu communes, inféodées aux sols très humides et riches en nutriments. Elles constituent des milieux soumis à la loi sur l'eau et sont d'un niveau d'intérêt communautaire soumis à la loi sur l'eau. Dans un contexte de complexe d'habitats, elles possèdent une **bonne qualité écologique**.

[16] ***Mésotrophe*** *: se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur des substrats moyennement riches en substances nutritives, modérément acide et permettant une activité biologique moyenne.*

Les cultures et prairies artificielles

La plupart des prairies sont petit à petit remplacées par des prairies temporaires artificielles ne présentant aucun intérêt d'un point de vue écologique. De plus, la mécanisation nécessaire au labour des prairies est à l'origine de la disparition progressive des haies.

Du fait de l'utilisation régulière de pesticides, notamment d'herbicides, il n'y a pas, à priori, sur le territoire communal de flore messicole [17] bien caractérisée et présentant un certain intérêt écologique.

Certains petits secteurs de cultures ont été abandonnés et ont été envahis par une végétation de type friche ; les bordures des étangs sont artificialisées du fait de tontes régulières.

Ces milieux, très répandus, possèdent une qualité écologique très faible.

3.3. Les secteurs à forte valeur patrimoniale en dehors du pourtour de l'agglomération et leur intérêt écologique

Les habitats patrimoniaux situés en dehors du pourtour du bâti sont les prairies hygrophiles, les secteurs de forêts spontanées et les haies.

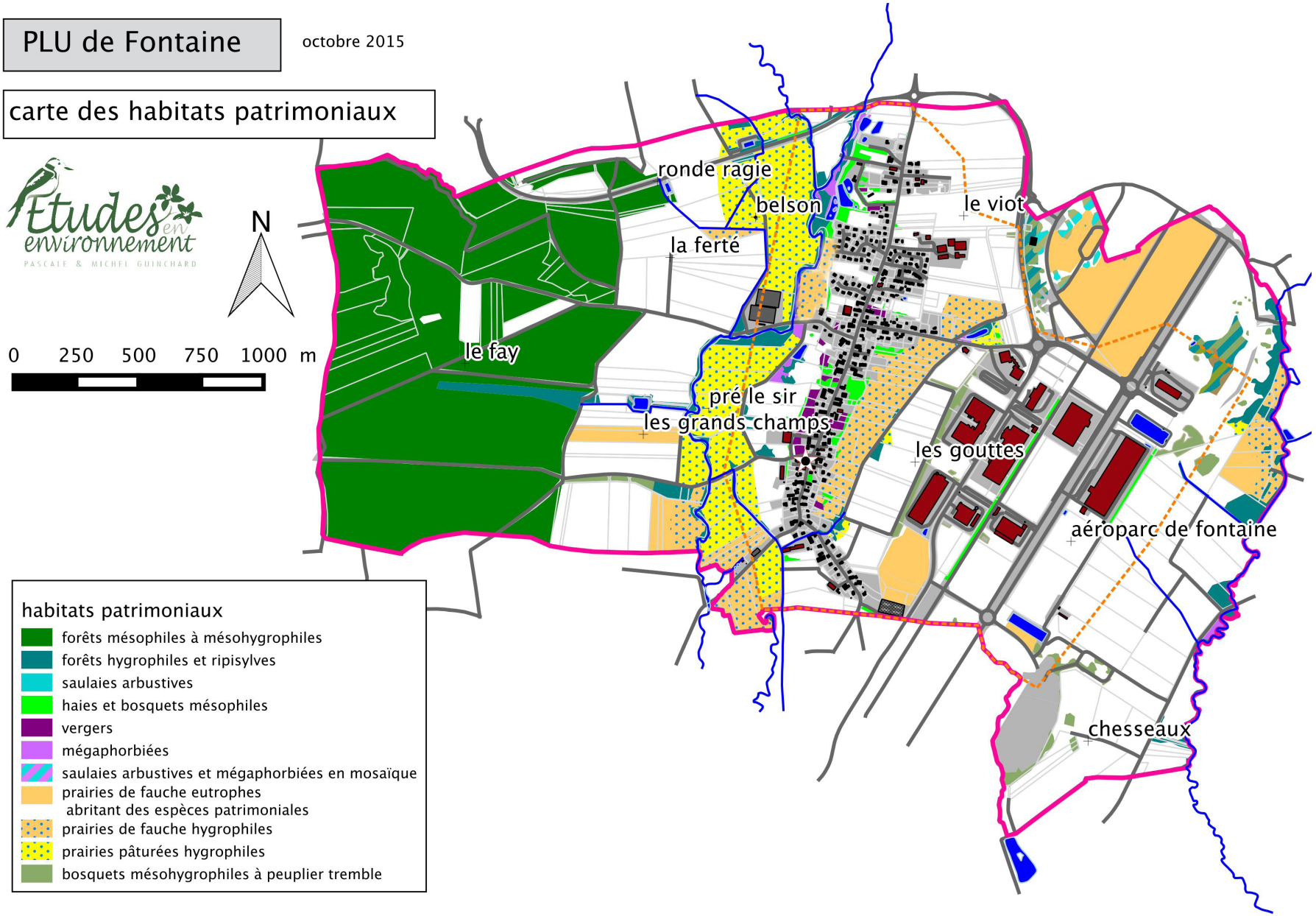
Ces habitats ont déjà été décrits précédemment.

[17] ***Messicole*** *: se dit d'une plante croissante, en mauvaise herbe, dans les champs de céréales.*

PLU de Fontaine

octobre 2015

carte des habitats patrimoniaux





Prairies humides de fauche et ripisylve de la Loutre, à l'est de l'Aéroparc



Prairies humides pâturées, près du village



Prairies en partie humides et tremblaies entre l'Aéroparc et la Loutre



Les étangs ne possèdent pas de ceintures végétales développées

3.4. Les données de flore sur le territoire communal

Les bases de données régionales ont été interrogées (SBFC/CBNFC[18]) et indiquent la présence de données récentes (moins de 20 ans) d'espèces végétales patrimoniales sur le territoire communal.

nom vernaculaire	nom scientifique	prot.	vuln. FC	det ZNIEFF FC	rar. FC	date	auteur	lieudit
trèfle strié	*Trifolium striatum L., 1753*	PR FC	NT	oui	AR	2007	Ch. Hennequin	Aéroparc
œnanthe à feuilles de peucédan	*Oenanthe peucedanifolia Pollich, 1776*	PR FC	NT	oui	R	2012	Ch. Hennequin	Aéroparc
gesse hirsute	*Lathyrus hirsutus L., 1753*	-	NT		AR	2007	Ch. Hennequin	Aéroparc
scorzonère humble	*Scorzonera humilis L., 1753*	-	NT		C	2015	P. Guinchard	les Grands Champs
						2007	Ch. Hennequin	Aéroparc

Niveau de protection (niv. prot.) :

N pour nationale, R pour régionale en Franche-Comté

Degrés de vulnérabilité (vulnér.) :

EX = éteint ; EX ? = présumé éteint à l'état sauvage ; CR = en danger critique d'extinction ; EN = en danger ; VU = vulnérable ; LR = à faible risque (NT = quasi-menacé ; LC = de préoccupation mineure) ; DD = insuffisamment documenté ; NE = non évalué ; s = à surveiller

Taxon quasi menacé : Un taxon est dit Quasi menacé lorsqu'il a été évalué d'après les critères et ne remplit pas, pour l'instant, les critères des catégories En danger critique d'extinction, En danger ou Vulnérable mais qu'il est près de remplir les critères correspondant aux catégories du groupe Menacé ou qu'il les remplira probablement dans un proche avenir.

Degré de rareté :

- CCC : extrêmement répandu (fréquence ≥ 90 %) ;
- CC : très commun (fréquence ≥ 50 % et < 90 %) ;
- C : commun (fréquence ≥ 25 % et < 50 %) ;
- AC : assez commun (fréquence ≥ 12,5 % et < 25 %) ;
- AR : assez rare (fréquence ≥ 5 % et < 12,5 %) ;
- R : rare (fréquence ≥ 2 % et < 5 %) ;
- RR : très rare (fréquence < 2 %) ;
- RRR : exceptionnel (une seule occurrence) ;
- _ : fréquence non calculée.

[18] ***SBFC/CBNFC*** *: Société Botanique de Franche-Comté / Conservatoire Botanique National de Franche-Comté.*

Fréquence :

Fréquence en Franche-Comté calculée sur la base du nombre de carrés 5 x 5 km (projection Lambert 93) dans lequel est recensé l'espèce divisé par le nombre total de carré pris en compte pour le calcul (seuls les carrés avec plus de 250 taxons observés sont retenus, soit 626 carrés) multiplié par cent. Ce calcul ne tient compte que des données postérieures à 1989. Par ailleurs, certains taxons sont cités comme présents en Franche-Comté sur la base de mentions bibliographiques non localisées (en particulier PROST, 2000). Pour toutes ces raisons, les fréquences de certains taxons ne sont pas calculées (NC).

Annexe V de la directive habitat : Liste des espèces végétales d'intérêt communautaire dont le prélèvement dans la nature et l'exploitation sont susceptibles de faire l'objet de mesures de gestion.

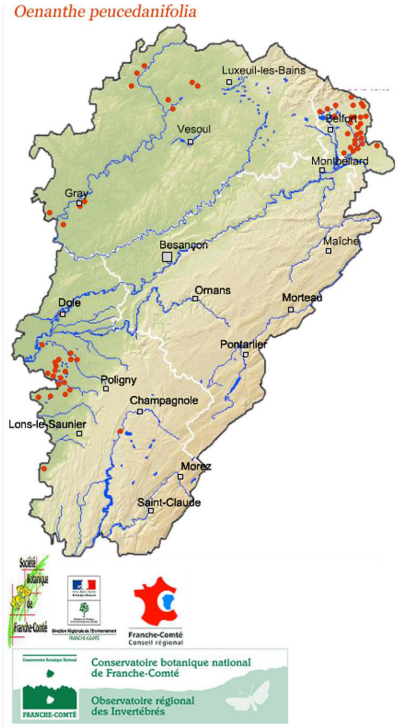
Les espèces protégées

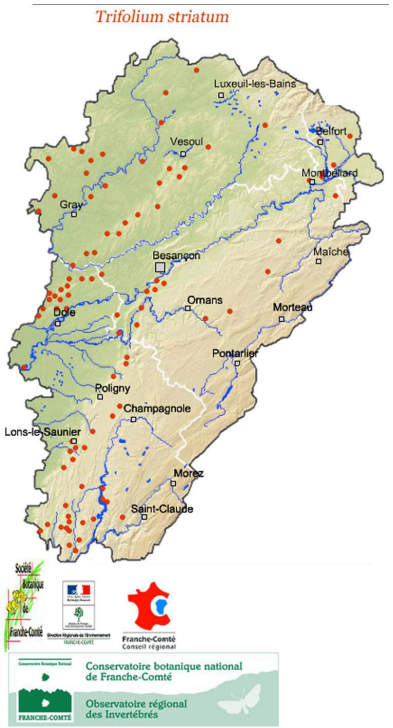


Œnanthe à feuilles de peucédan



Trèfle strié





L'œnanthe à feuilles de peucédan est rare à assez rare en Franche-Comté. Elle est encore bien présente en Bresse, plus disséminée dans le val de Saône et dans le Pays d'Amance. Dans le Territoire de Belfort, elle est répartie entre les vallées de la Bourbeuse, de la Savoureuse, de la Rosemontoise, de la Madeleine et de la Saint-Nicolas. Elle se trouve dans les prairies de fauche inondable. À Fontaine, elle est observée au niveau des prairies de l'Aéroparc.

Le trèfle strié est assez rare au niveau régional et rare au niveau du territoire de Belfort (collines de Belfort et Aéroparc de Fontaine[19]). Il affectionne les tonsures des pelouses, pelouses sur dalles et sables décalcifiés. Il vient parfois dans les friches sableuses rudérales, telles que celles de l'Aéroparc.

[19] *Atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014.*

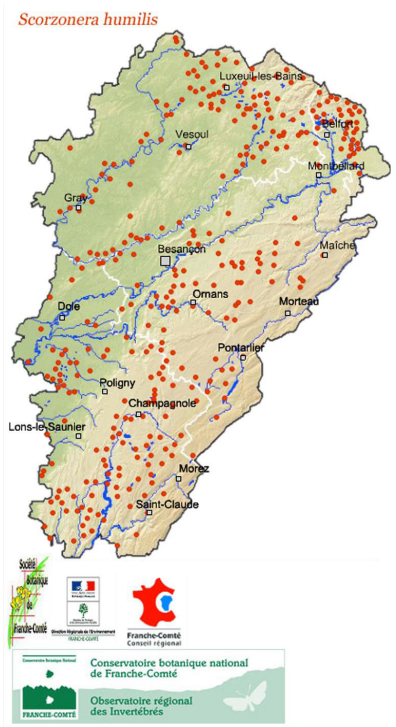
Les autres espèces de la liste rouge régionale

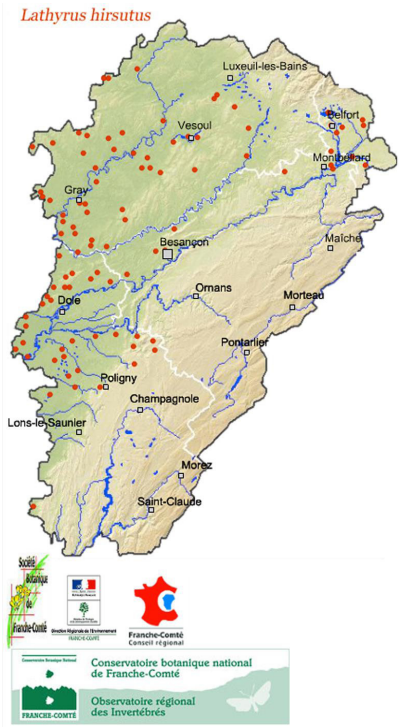


Scorzonère humble



Gesse hirsute





La scorsonère humble a été observée dans les prairies humides de l'Aéroparc et dans une prairie de fauche au lieudit » les Grands Champs ».

La gesse hirsute a été observée dans les zones de friche de l'Aéroparc.

Les autres espèces rares à assez rares

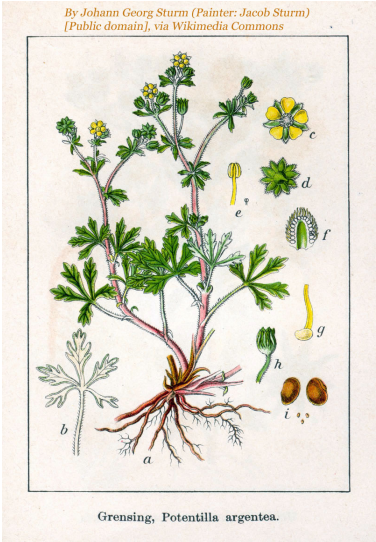
D'autres espèces rares à assez rares sont mentionnées au niveau du territoire communal. Presque toutes ont été observées au niveau de l'Aéroparc (Hennequin 2007 notamment).

Les zones militaires ou anciennement militaires sont souvent des zones riches en biodiversité du fait de leur mode de gestion passé et offrent souvent bien des surprises. En effet ces secteurs n'ont jamais reçu ni engrais ni pesticides. C'est le cas de l'Aéroparc de Fontaine qui recèle une grande diversité, ce qui fait d'ailleurs dire au Conservatoire Botanique de Franche-Comté que ce secteur mériterait une valorisation écologique (cf. fiche commune en annexe n°12).

nom vernaculaire	nom scientifique	rar. FC.	date	auteur	lieudit
crépide fétide	*Crepis foetida L., 1753*	R	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
fausse roquette de France	*Erucastrum gallicum (Willd.) O.E.Schulz, 1916*	R	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
barbarée intermédiaire	*Barbarea intermedia Boreau, 1840*	AR	2013	Ch. Hennequin	entre cimetière et aéroparc
petite éragrostide	*Eragrostis minor Host, 1809*	AR	2015	P.Guinchard	aéroparc
gypsophile des murs	*Gypsophila muralis L., 1753*	AR	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
isolépis sétacé	*Isolepis setacea (L.) R.Br., 1810*	AR	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
salicaire à feuilles d'hysope	*Lythrum hyssopifolia L., 1753*	AR	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
pourpier des marais	*Lythrum portula (L.) D.A.Webb, 1967*	AR	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
myosotis des bois	*Myosotis nemorosa Besser, 1821*	AR	2012	Ch. Hennequin	aéroparc
			2007	Ch. Hennequin	aéroparc
myosotis très rameux	*Myosotis ramosissima Rochel, 1814*	AR	2007	Ch. Hennequin	aéroparc
nard raide	*Nardus stricta L., 1753*	AR	1997	Y. Ferrez	aéroparc
fausse piloselle	*Pilosella piloselloides (Vill.) Soják, 1971*	AR	2012	Ch. Hennequin	Le Fays
potentille argentée	*Potentilla argentea L., 1753*	AR	1997	Y. Ferrez	aéroparc
			2007	Ch. Hennequin	aéroparc



Salicaire à feuilles d'hysope



Potentille argentée

Les espèces invasives

Un certain nombre d'espèces invasives sont également présentes sur le territoire communal. Ces végétaux ne doivent pas être plantés et des précautions doivent être prises pour déplacer des remblais contenant des graines ou racines des plantes du groupe III.

nom vernaculaire	nom scientifique	indigénat FC	cat. Inv .FC	rar. FC
renouée du Japon	*Reynoutria japonica Houtt., 1777*	naturalisé	groupe III	CC
robinier faux-acacia	*Robinia pseudoacacia L., 1753*	naturalisé	groupe III	CC
impatience glanduleuse	*Impatiens glandulifera Royle, 1833*	naturalisé	groupe III	C
solidage géant	*Solidago gigantea Aiton, 1789*	naturalisé	groupe III	C
érable négundo	*Acer negundo L., 1753*	naturalisé	groupe III	AR
bident feuillu	*Bidens frondosa L., 1753*	naturalisé	groupe III	AR
érigéron annuel	*Erigeron annuus (L.) Desf., 1804*	naturalisé	groupe iV	CC
érigéron du Canada	*Erigeron canadensis L., 1753*	naturalisé	groupe iV	CC
véronique de Perse	*Veronica persica Poir., 1808*	naturalisé	groupe iV	CC
galinsoga cilié	*Galinsoga quadriradiata Ruiz & Pav., 1798*	naturalisé	groupe iV	C
jonc grêle	*Juncus tenuis Willd., 1799*	naturalisé	groupe iV	C
oxalis des fontaines	*Oxalis fontana Bunge, 1835*	naturalisé	groupe iV	C
sétaire glauque	*Setaria pumila (Poir.) Roem. & Schult., 1817*	naturalisé	groupe iV	C
amaranthe de Couchon	*Amaranthus hybridus subsp. bouchonii (Thell.) O.Bolòs & Vigo, 1974*	naturalisé	groupe iV	AC
glycérie striée	*Glyceria striata (Lam.) Hitchc., 1928*	naturalisé	groupe iV	AC
sumac de Virginie	*Rhus typhina L., 1756*	naturalisé	groupe iV	AR

Plantes invasives :

Groupe I : taxons hautement nuisibles pour l'homme et ses activités, en voie d'invasion en Franche-Comté - priorité d'intervention immédiate.

Groupe II : taxons hautement nuisibles pour l'environnement en voie d'invasion en Franche-Comté - priorité d'intervention à court terme.

Groupe III : taxons hautement nuisibles pour l'environnement, invasifs avérés en Franche-Comté - interventions à prévoir sur le long terme.

Groupe IV : Taxons potentiellement nuisibles pour l'environnement, non invasifs à l'heure actuelle en Franche-Comté à surveiller.



Renouée du Japon



Solidage géant

4. Le diagnostic faunistique

L'ensemble du peuplement aviaire a été étudié sur la totalité du territoire communal. Les oiseaux sont en effet couramment utilisés pour révéler le degré de complexité structurale et la qualité biologique et écologique des milieux. Ils constituent un bon modèle qui rend compte à la fois de la structure et de la dynamique d'un écosystème. Les mammifères et les espèces patrimoniales appartenant à d'autres groupes faunistiques (insectes, amphibiens reptiles...) ont été également pris en compte s'ils ont été vus pendant la prospection de terrain ou quand des données bibliographiques sur ces espèces sont disponibles.

Une prospection spécifique des groupes faunistiques tels que les insectes sur l'ensemble du territoire communal n'est pas réalisable dans le cadre de la présente étude. Il aurait été nécessaire pour cela de réaliser des prospections de terrain à au moins quatre périodes de l'année afin de couvrir l'ensemble de la phénologie de ces animaux. La détermination de certains groupes, comme les micro-hyménoptères et les diptères, devant faire appel à des spécialistes parfois étrangers.

De plus la répartition et les niveaux de populations de la plupart des insectes sont mal connus. Seuls les ordres bien connus (odonates, orthoptères, coléoptères et lépidoptères) présentent des espèces protégées en France au titre de l'arrêté du 23 avril 2007.

La prise en compte de l'**ensemble** de la biocénose animale est donc impossible et superflue dans ce type d'étude.

Les oiseaux ont l'objet d'une prospection systématique sur l'ensemble de la zone d'étude.

La prospection a eu lieu le 5 octobre 2015. Les oiseaux ont été repérés et identifiés par l'observation au moyen d'instruments optiques (jumelles, longue vue) ainsi qu'à l'ouïe (écoute des chants et des manifestations territoriales). Il n'a pas été possible, à cette date, de vérifier si le couple de pie-grièche écorcheur observé en 2010 près du village était toujours nicheur.

Pour les mammifères, les indices de présence sur le terrain (traces, laissées...) sont relevés pendant la phase de prospection pour les oiseaux.

Les bases de données régionales ont été interrogées (LPO[20], CBNFC-ORI[21]).

Nous avons prospecté en distinguant les grands types de milieux :

- Les milieux forestiers ;
- Les vergers ;
- Les haies et ripisylve ;
- Les milieux ouverts ;
- Les bords des ruisseaux ;
- L'agglomération.

Remarque : les statuts de protections des oiseaux et leur explication figurent en annexe n°2.

[20] ***LPO** : Ligue pour la Protection des Oiseaux.*
[21] ***CBNFC-ORI :** Conservatoire Botanique National de Franche-Comté et Observatoire Régional des Invertébrés.*

Analyse par grands types de milieux

Les forêts

Les forêts naturelles sont des milieux intéressants pour la nidification des oiseaux. Les milieux forestiers occupent principalement la partie ouest de la commune (Le Fay). Ils sont composés en très grande majorité de feuillus.

Plus d'une vingtaine d'espèces d'oiseaux se reproduisent dans les forêts de la commune. Les oiseaux qui nichent dans les forêts naturelles sont des espèces classiques de ces milieux (pigeon ramier, pic vert, pic épeiche, merle noir, grive draine, grive musicienne, mésange charbonnière, troglodyte mignon, rouge gorge familier, sittelle torchepot, pinson des arbres...).

Le milan noir est un oiseau qui établit son nid en bordure de forêt, son territoire est très vaste, le nid n'a pas été trouvé et il peut être localisé sur une autre commune.

Le milan noir figure à l'annexe I de la directive oiseau[22], il est catégorie 3 dans les ORGFH[23] de Franche-Comté et il est classé NT (quasi menacé) sur la liste UICN[24] de Franche-Comté.

Le pic vert est classé en catégorie 3 dans les ORGFH de Franche-Comté.

Les mammifères qui fréquentent la forêt sont le chevreuil, le renard roux, l'écureuil, le hérisson d'Europe...

Les forêts ont une **qualité écologique moyenne**.

[22] ***Directive Oiseaux** : La Directive 79/409/CEE (appelée plus généralement Directive Oiseaux) du 2 avril 1979 est une mesure prise par l'Union Européenne afin de promouvoir la protection et la gestion des populations d'espèces d'oiseaux sauvages du territoire européen. Cette protection s'applique aussi bien aux oiseaux eux-mêmes qu'à leurs nids, leurs œufs et leurs habitats. Par la mise en place de zones de protection spéciale, importantes pour la protection et la gestion des oiseaux, la directive Oiseaux consacre également la notion de réseau écologique, en tenant compte des mouvements migratoires des oiseaux pour leur protection et de la nécessité d'un travail transfrontalier.*
[23] ***ORGFH** : orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats.*
[24] ***UICN** : La liste rouge de l'Union internationale pour la conservation de la nature créée en 1963, constitue l'inventaire mondial le plus complet de l'état de conservation global des espèces végétales et animales. Elle est régulièrement réactualisée.*

Les vergers

Les vergers présentent un intérêt pour la nidification des oiseaux. Sur la commune, les vergers sont localisés à la périphérie du village.

Une dizaine d'espèces se reproduisent dans les vergers : merle noir, grimpereau des jardins, mésange charbonnière, pinson des arbres... Ces oiseaux sont des espèces liées aux arbres.

La plupart se reproduisent dans les vieux arbres qui présentent des cavités (grimpereau des jardins, mésanges...) ou posent leur nid dans une fourche de branches (merle noir, pinson des arbres, chardonneret élégant...). Les vieux vergers comportant des arbres de gros diamètre et comportant des cavités sont les plus intéressants pour la faune. Les jeunes vergers avec des arbres trop jeunes pour présenter des cavités sont moins intéressants pour la nidification des oiseaux. Cependant, ce sont de futurs vieux vergers...

Ces milieux possèdent une **qualité écologique moyenne**.

Les haies et ripisylve

La commune comporte très peu de haies. La ripisylve qui borde la Saint-Nicolas et les autres petits ruisseaux est assez bien développée. Ces milieux sont des milieux très intéressants pour la reproduction des oiseaux, quand le sous étage des buissons est conservé. Quand la strate buissonnante est supprimée, elles sont beaucoup moins attractives pour certaines espèces. Sur la commune, les haies et les ripisylves ont une strate buissonnante bien développée.

Un peu moins d'une vingtaine d'espèces nichent dans ces milieux. Ce sont pour l'essentiel des espèces qui nichent également en forêt : Pic vert, merle noir, rouge-gorge familier, fauvette à tête noire, mésange charbonnière... Nichent également des espèces non forestières, comme le chardonneret élégant, le verdier d'Europe, la pie bavarde, la grive litorne...

La grive litorne est classée NT (quasi menacée) sur la liste UICN de Franche-Comté.

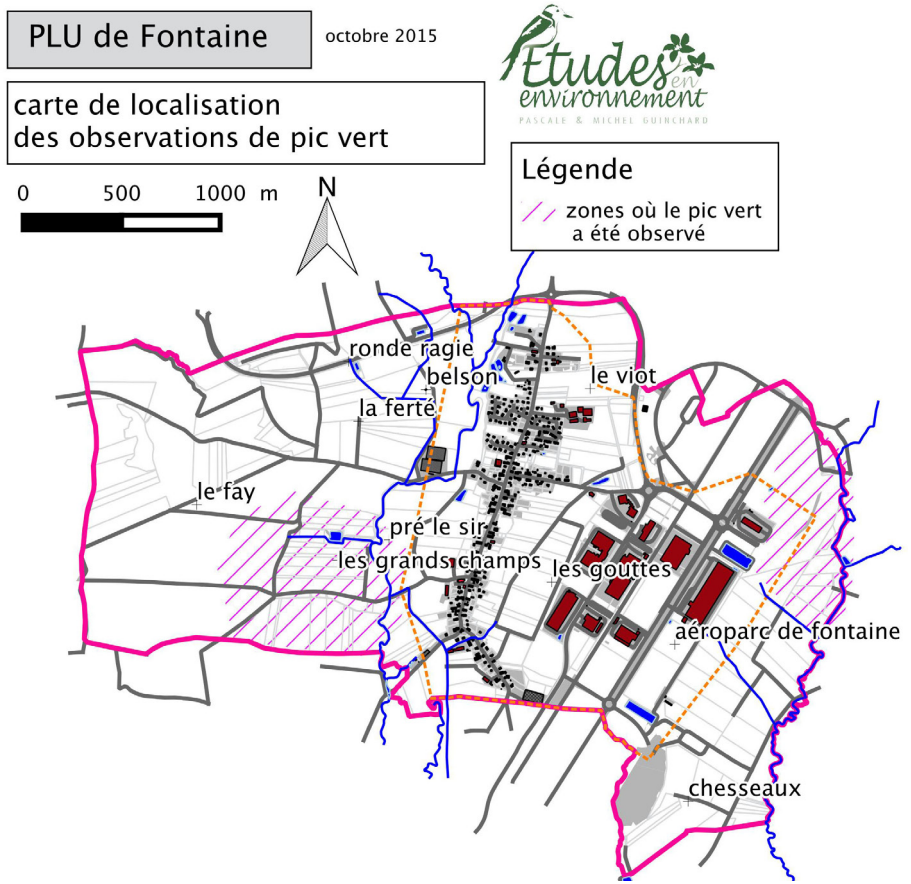
Le pic vert est classé en catégorie 3 dans les ORGFH de Franche-Comté, il fréquente la zone située à l'ouest de la Saint Nicolas (Le Fay, Les Grands Champs) ainsi que le secteur situé entre l'Aéroparc le ruisseau La Loutre.

La pie-grièche écorcheur est citée comme nicheuse à proximité du village en 2010 dans les bases de données régionales. Elle a été observée en 2012, mais n'était plus considérée alors comme nicheuse. Il n'a pas été possible de confirmer ou d'infirmer cette donnée lors de nos prospections de terrain. De plus, l'année 2015 a été une très mauvaise année de reproduction pour cette espèce avec la sécheresse qui a sévit en été.

Les milieux susceptibles d'abriter cette espèce feront l'objet d'une attention particulière lors des prospections de terrain qui auront lieu pendant la période de reproduction 2016 afin de réaliser le dossier d'évaluation environnementale.

La pie-grièche écorcheur figure à l'annexe I de la directive oiseau, elle est catégorie 3 dans les ORGFH de Franche-Comté et elle est classée NT (quasi menacée) sur la liste UICN de Franche-Comté.

Ces milieux possèdent une **qualité écologique moyenne**.



Les milieux ouverts

Les prairies dépourvues de haies sont peu attractives pour la nidification des oiseaux. Peu d'espèces s'y reproduisent. L'alouette des champs, le tarier pâtre et le bruant jaune nichent dans ces milieux ouverts.

Les oiseaux fréquentent les prairies pour rechercher leur nourriture (corneille noire, héron cendré…).

Les rapaces qui se reproduisent en forêt ou dans les haies utilisent les milieux ouverts comme terrain de chasse ; c'est le cas du milan noir, de la buse variable et du faucon crécerelle.

Le bruant jaune est classé NT (quasi menacé) sur la liste UICN française.

Ces milieux sont de **qualité écologique faible**.

Tableau de la répartition des oiseaux par milieux naturels

Nom espèce	Forêt	Haies et ripisylves	vergers	milieux ouverts	rivières	agglomération
Héron cendré				recherche de nourriture	recherche de nourriture	
Milan noir	nicheur			recherche de nourriture		
Buse variable	nicheur			recherche de nourriture		
Faucon crécerelle		nicheur		recherche de nourriture		
Pigeon ramier	nicheur	nicheur		recherche de nourriture		
Tourterelle turque						nicheur
Martin-pêcheur d'Europe					nicheur	
Pic vert	nicheur	nicheur				
Pic épeiche	nicheur					
Alouette des champs				nicheur		
Bergeronnette des ruisseaux					nicheur	
Bergeronnette grise					nicheur	nicheur
Troglodyte mignon	nicheur	nicheur				
Rougegorge familier	nicheur	nicheur	nicheur			
Rougequeue noir						nicheur
Tarier pâtre				nicheur		
Merle noir	nicheur	nicheur	nicheur			nicheur
Grive musicienne	nicheur					
Grive draine	nicheur					
Grive litorne		nicheur				
Fauvette à tête noire	nicheur	nicheur	nicheur			
Pouillot véloce	nicheur					
Roitelet à triple bandeau	nicheur					
Mésange à longue queue	nicheur					
Mésange nonnette	nicheur					
Mésange bleue	nicheur	nicheur	nicheur			
Mésange charbonnière	nicheur	nicheur	nicheur			
Sittelle torchepot	nicheur	nicheur	nicheur			
Grimpereau des jardins	nicheur	nicheur	nicheur			
Geai des chênes	nicheur					
Pie bavarde		nicheur				nicheur
Choucas des tours				recherche de nourriture		
Corneille noire	nicheur	nicheur		recherche de nourriture		
Étourneau sansonnet	nicheur		nicheur			nicheur
Moineau domestique						nicheur
Pinson des arbres	nicheur	nicheur	nicheur			
Verdier d'Europe		nicheur	nicheur			
Chardonneret élégant		nicheur	nicheur			
Bouvreuil pivoine	nicheur					
Grosbec casse-noyaux	nicheur					
Bruant jaune		nicheur		nicheur		

Les bords des ruisseaux et les bordures d'étangs

Deux espèces liées au milieu aquatique se reproduisent sur les rives : le martin pêcheur d'Europe et la bergeronnette des ruisseaux. La bergeronnette grise, moins spécialisée se reproduit également le long des ruisseaux

Le martin pêcheur figure à l'annexe I de la Directive Oiseaux, il est noté en 4 dans les ORGFH de Franche-Comté.

Ces milieux possèdent une **qualité écologique moyenne**.

La majorité des étangs n'ont pas de ceintures végétales bien développées. Cependant, on peut noter la présence de la libellule fauve (*Libellula fulva*) et le gomphe très commun (*Gomphus vulgatissimus*), qui sont les deux déterminants pour les ZNIEFF en cortège de 3 espèces. Ils ont été observés par F. Mora du CBNFC-ORI[25] lors de la réalisation de l'annuaire biologique de la communauté de communes du tilleul au niveau de l'étang des Grand Champs (cf. annexe n°13).

Le gomphe très commun est en groupe 3 dans les ORGFH de Franche-Comté.

L'orthétrum brun (*Orthetrum brunneum*) a pu être observé au sud de l'Aéroparc dans des friches sèches parsemées de quelques mares temporaires. Cette espèce affectionne les gravières récemment abandonnées et les pièces d'eau récentes. On la retrouve souvent dans des milieux plus chauds que les zones environnantes.

L'agglomération

L'agglomération héberge la faune classique des milieux urbains et périurbains : moineau domestique, merle noir, rouge queue noir, tourterelle turque...

L'agglomération est **hors classe** du point de vue de la qualité écologique.

Quelques oiseaux remarquables : Photographies : ® P. & M. Guinchard



Martin pêcheur d'Europe



Milan noir



Pic vert



Tarier pâtre



Grive litorne



Bruant jaune

[25] ***CBNFC-ORI*** *: Conservatoire Botanique National de Franche-Comté et Observatoire Régional des Invertébrés.*

5. Trame Verte et bleue

5.1. Méthodologie

L'étude de la trame verte et bleue s'est faite en plusieurs étapes :

Étude des enjeux communaux et supra-communaux en termes de continuité écologique

Échelles à prendre en compte et données analysées

	Territoire communal étudié	Communes attenantes	Département	Région
Habitats patrimoniaux	Études de terrain	Analyse bibliographique		
Espèces animales patrimoniales de grand intérêt = catégories I, II & III des ORGFH	Étude de terrain	Analyse bibliographique		
Documents officiels			SCOT (sur la base des inventaires régionaux et de modélisation de diverses bases de données cartographiques)	La trame verte et bleue du SRADDET (sur la base d'une harmonisation des SRCE Bourgogne et Franche-Comté pour une bonne prise en compte de la TVB à l'échelle régionale)

- Les sous-trames sont définies en fonction des enjeux déterminés à l'étape 1, soit à minima : zones humides, forêts, agriculture extensive, milieux thermophiles[26], espèces animales patrimoniales et toute autre sous-trame qui sera éventuellement jugée nécessaire.

[26] ***Thermophile*** *: se dit d'une plante croissant de préférence dans des sites chauds et ensoleillées. Par extension, se dit d'un groupement de plante nécessitant les mêmes conditions.*

- Identification des réservoirs de biodiversité (par étude de terrain au sein du territoire communal, basée sur bibliographie et dires d'experts en dehors de la commune)
- Détermination des corridors écologiques propres à chaque sous-trame par photo interprétation et synthèse avec les données issues des étapes précédentes.
- Identification et cartographie des obstacles naturels et anthropiques et possibilités de franchissement (cours d'eau d'une certaine importance, falaises, infrastructures, urbanisation, clôtures, passages à faune, etc....)
- Qualification du niveau de fonctionnalité des corridors identifiés.
- Des mesures de restauration pourront être éventuellement proposées, notamment pour les corridors locaux.

5.2. Cartographie et caractérisation de la trame verte et bleue

La trame verte et bleue est une mesure phare du Grenelle Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques.

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales, de circuler, de s'alimenter, de se reproduire, de se reposer... En d'autres termes, d'assurer leur survie, et permettre aux écosystèmes de continuer à rendre à l'homme leurs services.

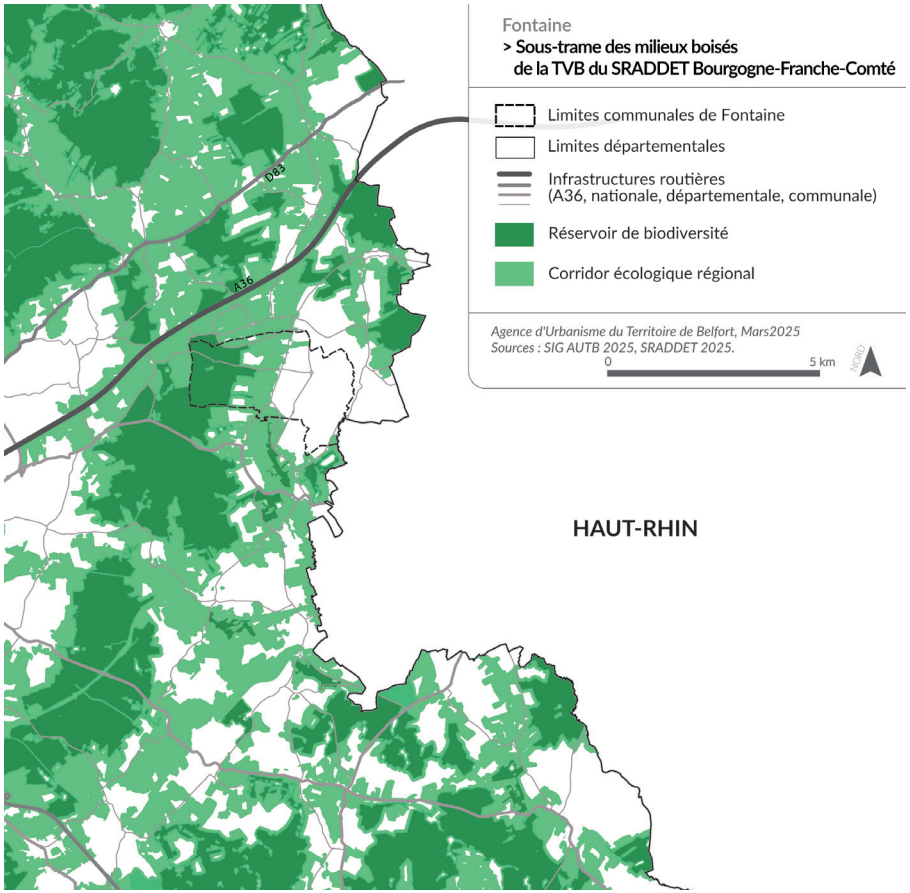
Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La Trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

Sur le territoire communal, la trame verte et bleue correspond :

- aux secteurs de forêts naturelles, réservoirs de biodiversité ;
- aux haies reliant les milieux forestiers ;
- aux habitats hygrophiles jouant un rôle primordial pour la faune liée aux milieux humides.

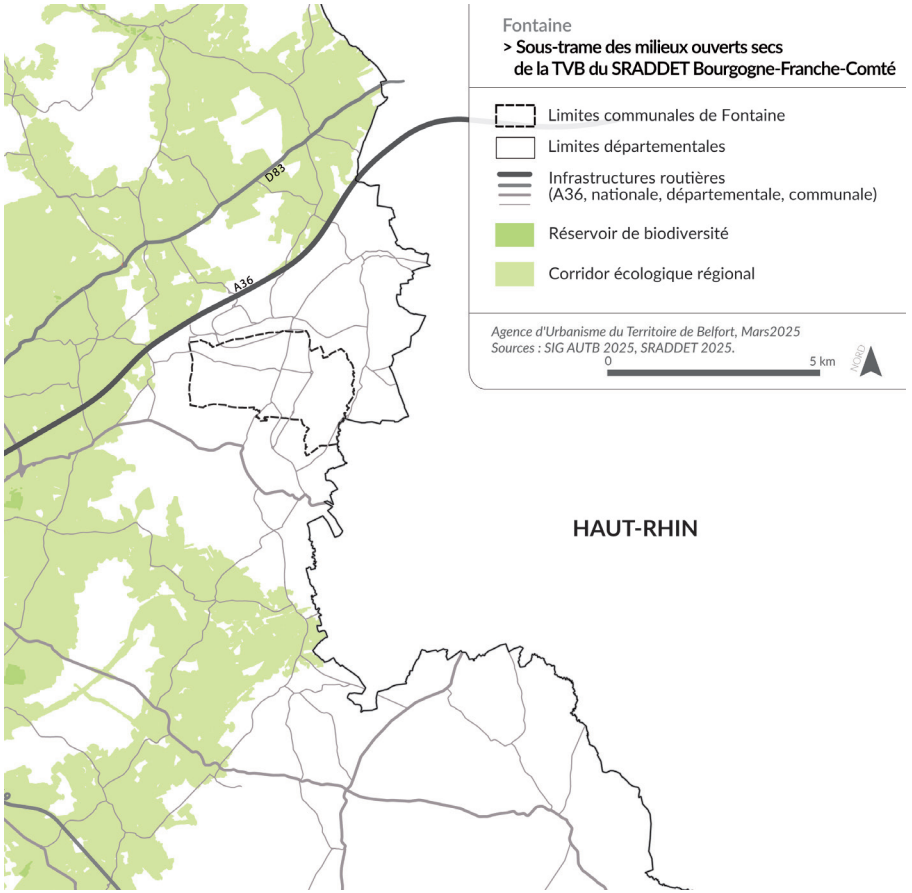
La trame Verte et Bleue à l'échelle régionale (SRADDET)

Analyse de la sous-trame des milieux boisés



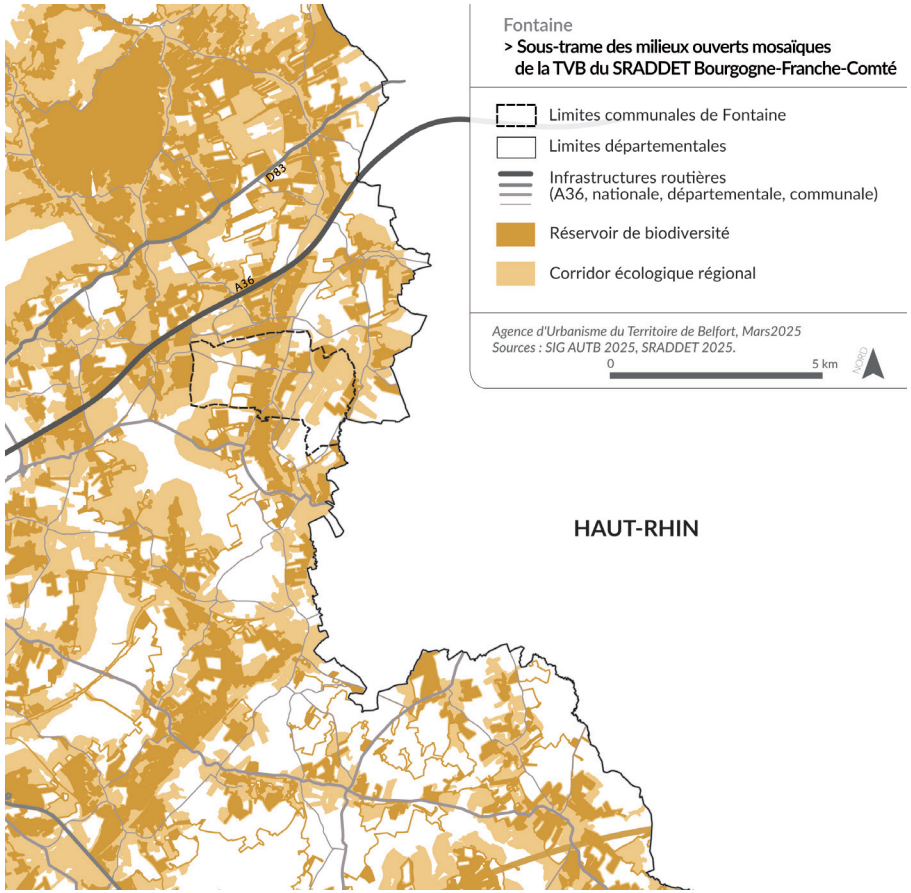
Fontaine possède un réservoir de biodiversité pour la sous-trame boisée qui correspond à la grande masse forestière située à l'ouest du ban communal. De plus, la TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté identifie un corridor boisé sur la commune. Ce corridor est fragilisé au nord de la commune par le passage de l'A36 qui est peu perméable à la faune locale.

Analyse de la sous-trame des milieux ouverts secs



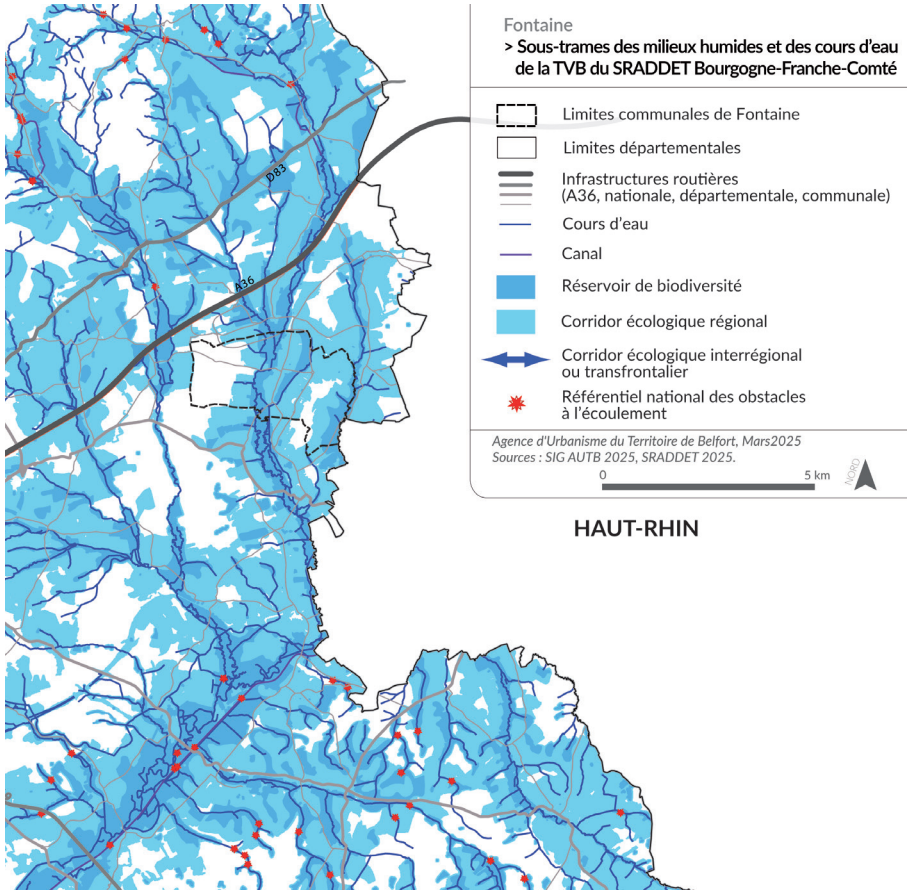
Fontaine ne comporte ni corridor, ni réservoir de biodiversité pour les milieux secs.

Analyse de la sous-trame des milieux ouverts mosaïques



Fontaine possède plusieurs réservoirs de biodiversité pour la sous-trame des milieux mosaïques ouverts. Ceux-ci correspondent principalement prairies alluviales de la Saint-Nicolas et aux différentes prairies situées entre le village de Fontaine et la zone de l'Aéroparc. De nombreux corridors sont aussi identifiés de manière homogène sur la commune.

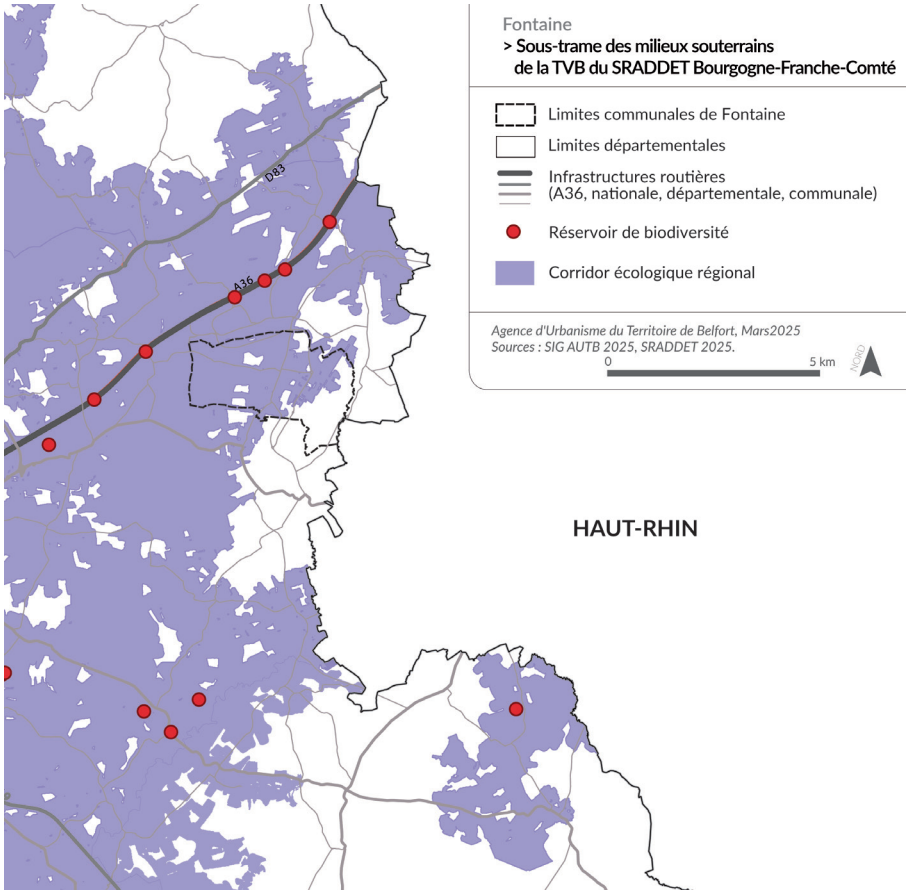
Analyse de la sous-trame des milieux humides et de la sous-trame des cours d'eau



Les prairies alluviales et les ripisylves de la Saint-Nicolas et de la Loutre correspondent à des réservoirs de biodiversité. Un corridor inter-régional passe juste au nord de l'A36.

La Saint-Nicolas et La Loutre sont des cours d'eau à préserver.

Analyse de la sous-trame des milieux souterrains



Il n'existe pas de cavité à chiroptères connue à proximité immédiate ou sur le territoire communal de Fontaine. Cependant, la commune est identifié comme corridor écologique régional de la sous trame des milieux souterrains.

Analyse globale à l'échelle régionale (cf. carte page suivante)

Les éléments fragmentant sont nombreux et d'importance : A36, LGV, urbanisation de Belfort et sa périphérie, RD 83, RD419…

Extrait d'une étude réalisée par le CETE[27] de Lyon :

« *Cette autoroute est sans aucun doute la plus grosse barrière pour la faune sur l'aire d'étude. Grillagée sur toute sa longueur (grillage de 2 m de haut), elle n'est pas équipée de dispositif permettant à la faune de la franchir dans de bonnes conditions. Jusqu'en 2000 environ, les collisions avec la faune qui tentait de franchir l'autoroute en passant à travers ou au-dessus des grillages étaient fréquentes (jusqu'à une par mois environ). Depuis, les grillages le long de l'infrastructure ont été revus et semblent à présent totalement étanches. Dans le cas d'une autoroute, la faune peut utiliser, sous certaines conditions, des ouvrages prévus initialement pour des rétablissements de routes existantes (équipements spécifiques ou aménagements détournés de leurs fonctions premières) comme des passages inférieurs ou supérieurs. Mais sur l'aire d'étude, les rétablissements sur A36 ne se prêtent pas du tout à ces franchissements occasionnels. L'A36 (et dans une moindre mesure, le canal de la Haute-Saône) est une barrière quasi étanche vis à vis de la faune : la zone d'étude est donc à partager en deux sous-unités qui fonctionnent aujourd'hui de manière indépendante et pour lesquelles il conviendrait d'assurer, à l'avenir, un minimum de connexions est- ouest.* »

Même si la LGV au sud comporte plus de passages à faune, elle n'en reste pas moins un obstacle très conséquent, au même titre que les routes départementales très passantes. Elles semblent dans certains cas permettre le passage de la grande faune mais peuvent causer des problèmes de sécurité. Il n'en va pas de même pour la petite faune, notamment les amphibiens puisqu'une route avec 1 véhicule/minute, soit 60 véhicules/heure ou 1 440 véhicules/jour éradique 90 % de la population de crapaud commun du secteur, ces routes et voies ferrées sont également extrêmement meurtrières pour les chauves-souris.

Les prairies alluviales de Fontaine correspondent à des réservoirs de biodiversité pour les milieux humides et les milieux herbacés et à un corridor d'importance régionale pour la trame bleue.

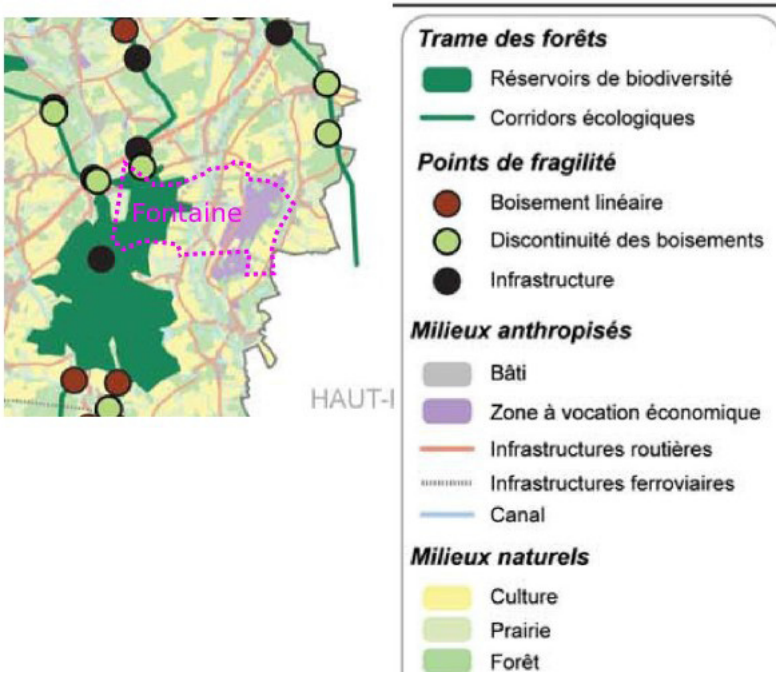
[27] *B. Vedovati & A. Vanpeene - 2005 ; Étude des continuités biologiques à l'échelle de la zone centrale de l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard. CETE de Lyon.*

La TVB à l'échelle du département (SCoT[28])

Le SCoT du Territoire de Belfort, approuvé en mai 2014, publie une analyse de la trame verte et bleue à l'échelle du département afin de mettre en évidence l'état de la trame verte et bleue et les actions à mener pour la restaurer.

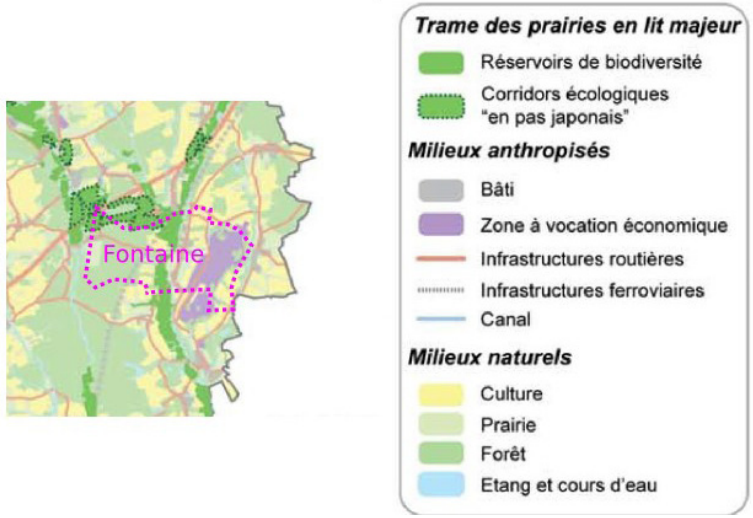
Se reporter également à l'annexe n°16.

Analyse de la sous-trame des milieux forestiers



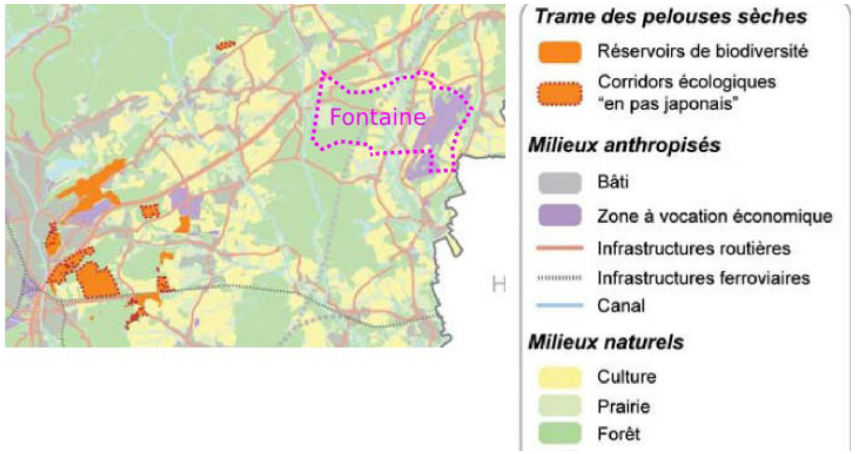
Les forêts du territoire communal correspondent à un réservoir de biodiversité à l'échelle du SCoT. Fontaine se situe au niveau d'un corridor forestier traversant tout le département. Ce corridor est affaibli au niveau de la traversée de l'A36.

Analyse de la sous-trame des prairies en lit majeur



Les prairies permanentes du lit majeur de la Saint-Nicolas correspondent à un réservoir de biodiversité.

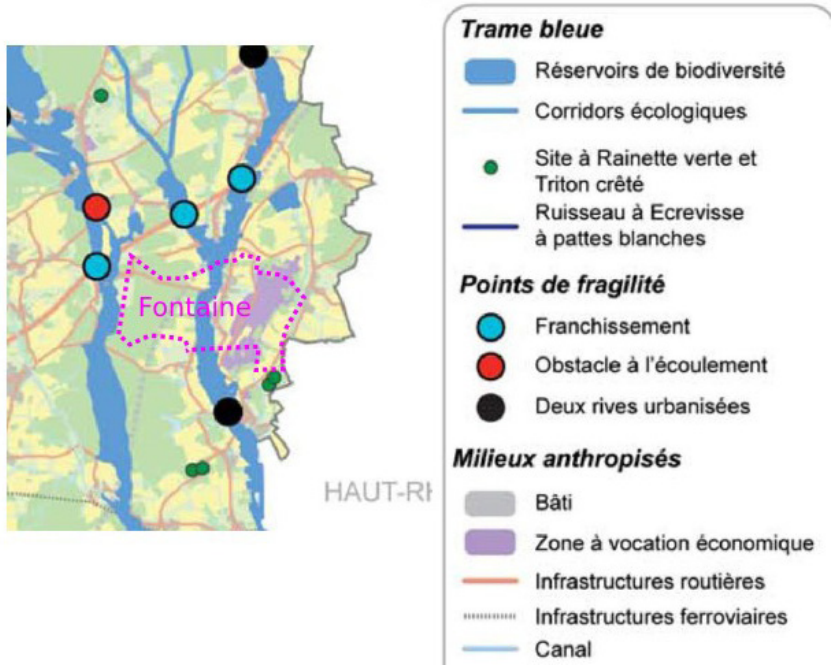
Analyse de la sous-trame des pelouses sèches



Bien qu'il n'y ait pas de continuité naturelle de la trame thermophile au niveau du département, quelques corridors en « pas japonais » sont identifiés. Il n'en existe pas de connus à proximité immédiate de Fontaine.

[28] ***SCOT*** *: En France, le schéma de cohérence territoriale, abrégé SCOT ou SCoT est un document d'urbanisme qui détermine, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, un projet de territoire visant à mettre en cohérence l'ensemble des politiques sectorielles notamment en matière d'habitat, de mobilité, d'aménagement commercial, d'environnement et de paysage.*

Analyse de la sous-trame des zones humides et aquatiques



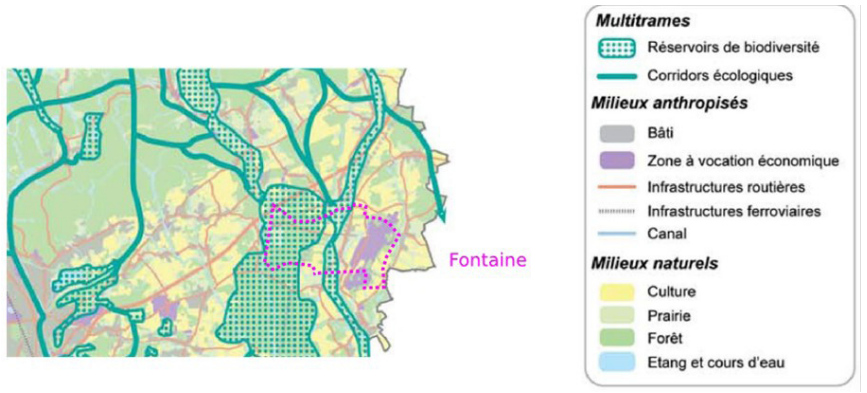
Au niveau de la trame bleue, la Saint-Nicolas, avec les prairies de la zone Natura 2000 forme un réservoir de biodiversité.

Des sites à rainettes verte et triton crêté se trouvent juste au sud-est du territoire communal.

Points de fragilité :

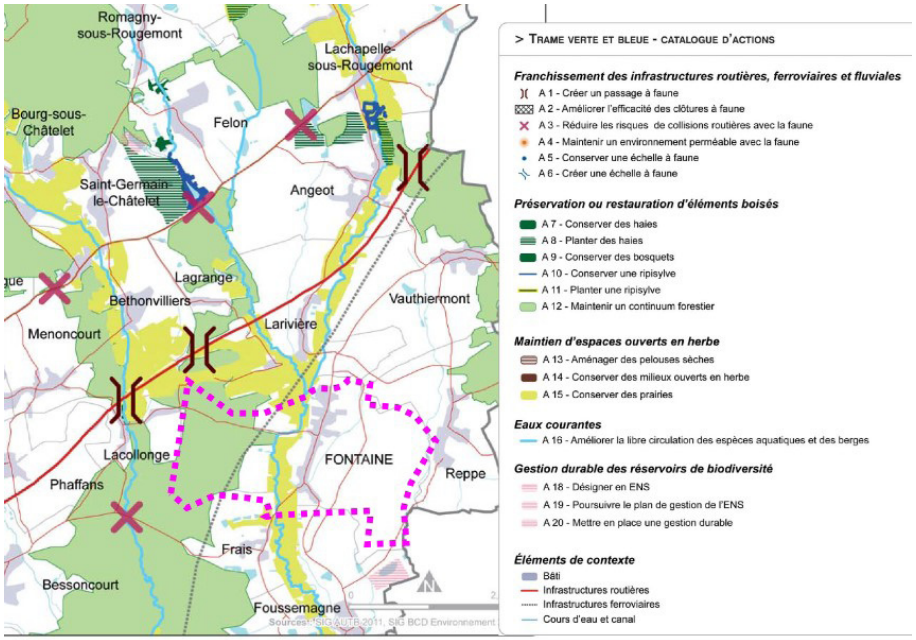
- La faune aquatique doit franchir l'A36 au niveau des cours d'eau.
- À Foussemagne, les deux rives sont urbanisées.
- Un obstacle à l'écoulement existe au nord-ouest du territoire communal.

Analyse globale à l'échelle du département



Fontaine comporte plusieurs réservoirs de biodiversité (forêts, prairies alluviales de la Saint-Nicolas).

Analyse globale à l'échelle du département



Les actions suivantes sont proposées pour restaurer la trame verte et bleue au niveau des environs de Fontaine (cf. carte à gauche) :

- Maintenir des prairies permanentes au sein du lit majeur ;
- Conserver le continuum des espaces forestiers ;
- Créer 3 passages à faune sur l'A36 pour restaurer les échanges de part et d'autre de cet autoroute (condition absolue pour que ce corridor départemental soit effectif) et réduire les risques de collision sur la RD 83 et la RD 419 ;
- Mettre en place une gestion durable de l'étang de la marnière visant la sauvegarde des populations d'amphibiens.

La TVB à l'échelle communale (PLU)

Les principaux obstacles au déplacement de la faune forestière se situent au nord de Fontaine. L'autoroute E34-E60 est un obstacle très sérieux. La plupart des passages supérieurs ou inférieurs se trouvent à proximité des agglomérations et ne peuvent pas être utilisés par les mammifères.

La dynamique d'urbanisation est importante dans ce secteur.

Les zones humides sont nombreuses dans ce secteur, avec de grandes zones en prairies humides et de nombreux étangs. Le déplacement de la faune aquatique le long de ces corridors est assez aisé, jusqu'à l'autoroute au nord, qui constitue un obstacle conséquent.

La vallée de la Loutre constitue un corridor local important, d'autant plus qu'elle fait le lien entre deux étangs correspondant à des réservoirs de biodiversité de portée régionale, dont l'un au moins abrite des amphibiens très rares. Afin de préserver ce corridor, il importerait de revenir à plus de naturalité dans les milieux agricoles bordant le cours d'eau.

Le déplacement de la faune forestière se fait aisément sur tout le territoire communal, mais butte tout de suite sur l'A36 au Nord. Il est aisé vers le sud jusqu'à Petit-Croix où la faune rencontre à nouveau un obstacle important correspondant à la ligne TGV.

Afin de maintenir les terrains de chasse des espèces des groupes I à III des ORGFH (pic vert, pie-grièche écorcheur, milan noir), il importe de maintenir une proportion importante de prairies permanentes par rapport aux prairies temporaires.

Les secteurs de prairies situés au nord et au sud de l'Aéroparc renferment une faune et une flore diversifiée et mériteraient la mise en place d'une gestion écologique. La zone même de l'Aéroparc abrite également des plantes à caractère patrimonial. Il serait intéressant de pérenniser leur présence par le biais de la mise en place d'une gestion douce des espaces verts.

PLU de Fontaine

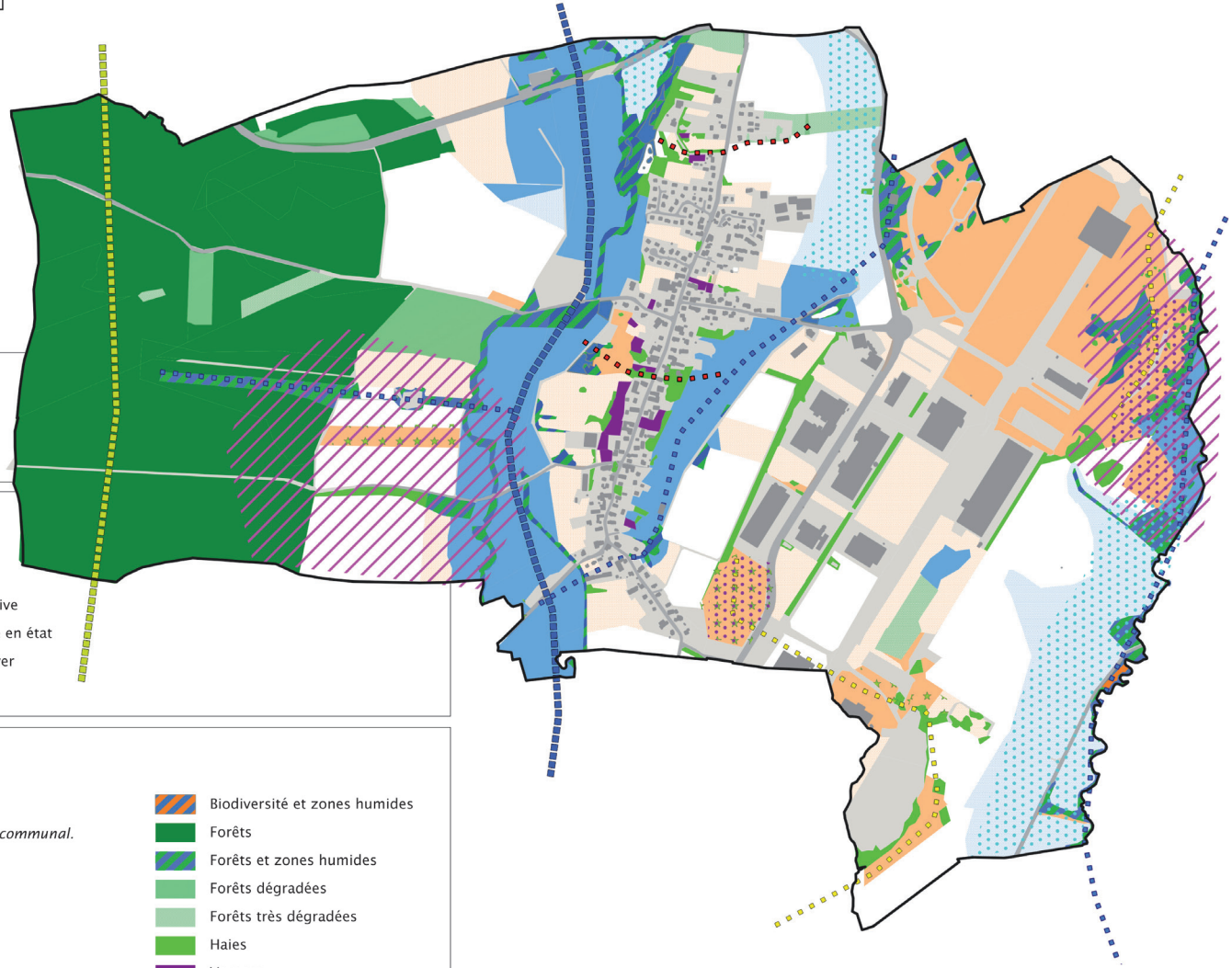
octobre 2015 - *Données relatives à l'Aéroparc mises à jour par l'AUTB en 2025 en cohérence avec l'autorisation environnementale de 2020.*

carte de la trame verte et bleue à l'échelle locale

Etudes en environnement
PASCALE & MICHEL GUINCHARD

N

0 100 500 m 1 km



Légende

Recommandations liées à la trame verte et bleue

- Conserver plus de naturalité
- Gestion écologique des milieux

Flux

- Flux liés aux zones humides
- Flux liés aux corridors au sein du village
- Flux liés aux zones herbacées en gestion extensive
- Corridor forestier de portée régionale à remettre en état
- Corridor de la trame bleue en bon état à conserver
- Barrage important

Habitats

- Plantes patrimoniales
- Oiseaux patrimoniaux (pic vert)
  Le milan noir prospecte l'ensemble du territoire communal.
- Agriculture extensive
- Agriculture extensive dégradée
- Agriculture intensive
- Zones humides
- Zones humides dégradées
- Biodiversité et zones humides
- Forêts
- Forêts et zones humides
- Forêts dégradées
- Forêts très dégradées
- Haies
- Vergers

6. Hiérarchisation du territoire : la carte des qualités écologiques

La réalisation d'une carte des qualités écologiques[29] à partir de l'ensemble des observations effectuées sur le terrain permet de mettre en évidence de façon plus directe et synthétique l'intérêt relatif présenté par les différentes unités rencontrées.

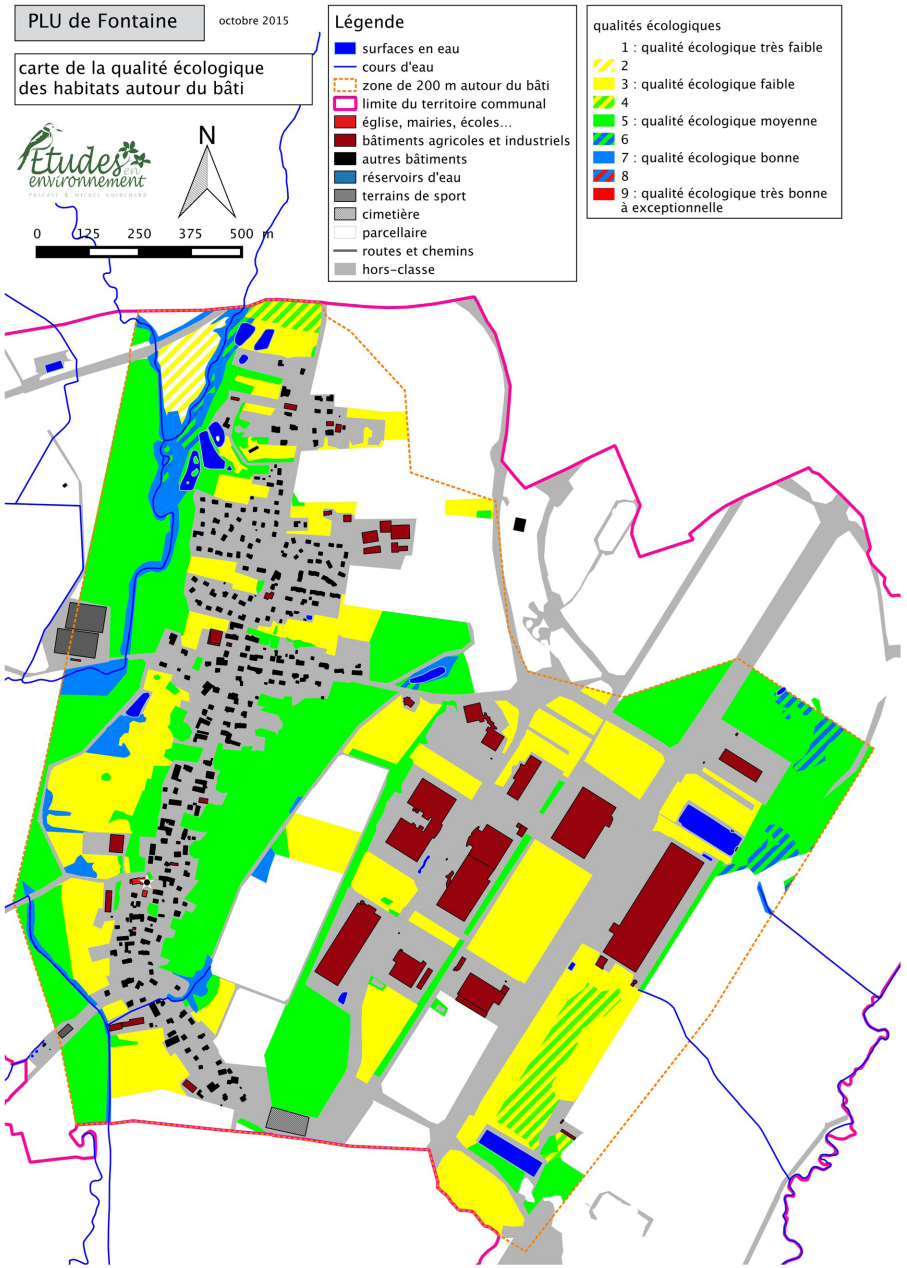
À cet effet, une échelle comprenant 9 classes de qualité écologique est utilisée, ainsi qu'une rubrique "hors-classe" excluant les zones urbanisées, non évaluables selon les mêmes critères.

- Hors-classe
- Niveau 1 : qualité écologique très faible
- Niveau 3 : qualité écologique faible
- Niveau 5 : qualité écologique moyenne
- Niveau 7 : bonne qualité écologique
- Niveau 9 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle

La qualité écologique d'un milieu peut s'apprécier en intégrant un certain nombre de critères tels que :

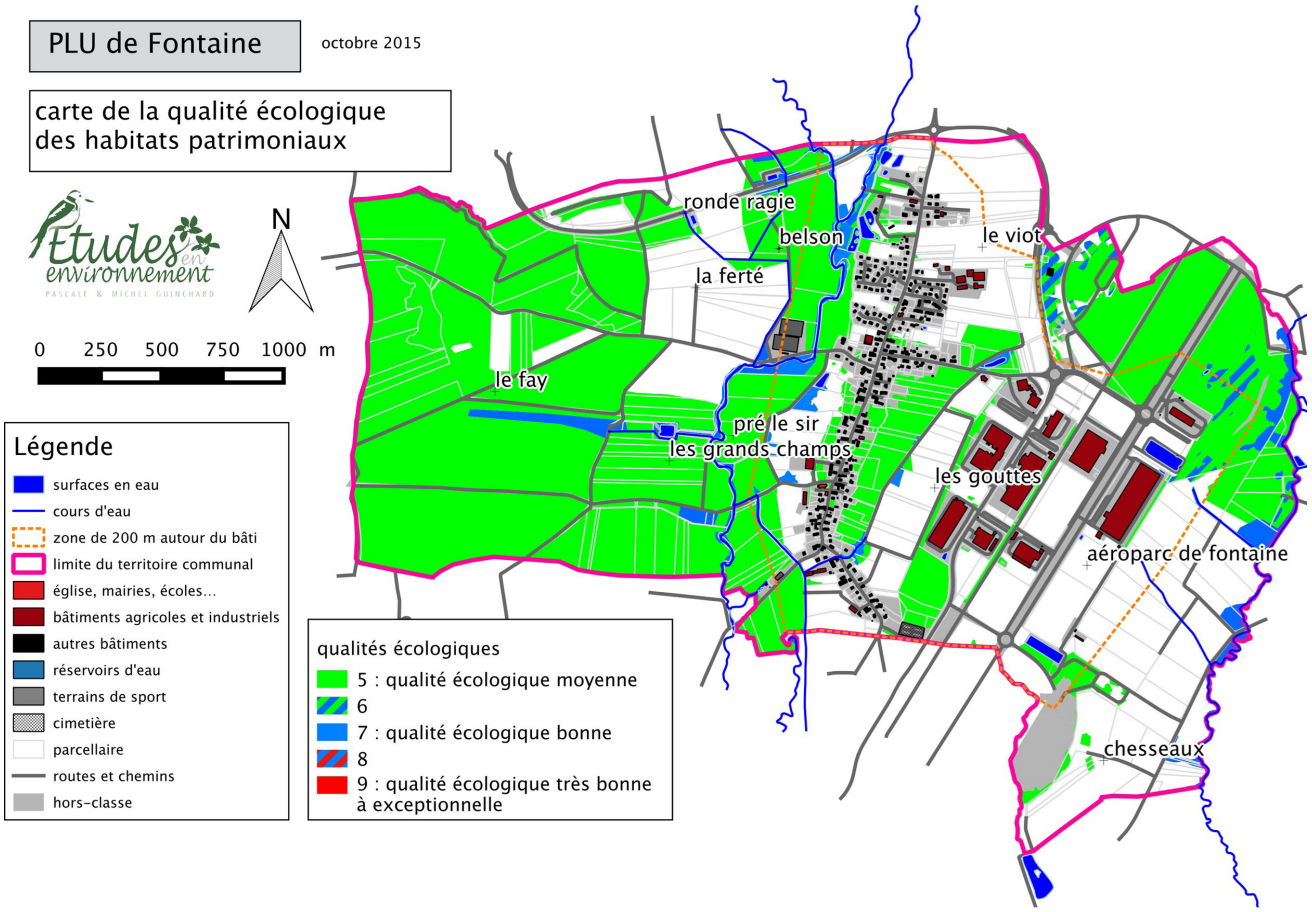
- Diversité spécifique (nombre et mode de répartition des espèces) ;
- Diversité écologique ;
  - Verticale (nombre de strates) ;
  - Horizontale (nombre et mode de répartition des peuplements, complexité de mosaïque, effet de lisière, ...) ;
- Qualité biologique d'espèces ou de peuplements (notion de rareté), animaux et végétaux[30] ;
- Degré d'artificialisation ;
- Rôle écologique exercé sur le milieu (épuration latérale des sols, retenue des sols, diversification des strates, ...) ;
- Rôle dans le fonctionnement des écosystèmes ou des éco complexes

Cette carte permet de mettre en évidence les zones de plus grand intérêt et de hiérarchiser les différents milieux entre eux.



[29] Nous parlons bien là de la notion de qualité et non pas de valeur. La qualité écologique d'un milieu naturel correspond à la qualité intrinsèque du milieu liée à la présence d'espèces ou de peuplements remarquables. La notion de valeur quant à elle, intègre la qualité intrinsèque et l'intérêt que le milieu peut présenter pour l'homme, telle que la valeur agronomique, touristique, ...

[30] La qualité écologique la plus forte est retenue pour la hiérarchisation. Ainsi, certains milieux sont bien cotés parce qu'ils abritent un peuplement animal remarquable bien qu'offrant une végétation banale, pour d'autres milieux, ce sera l'inverse ...



Commentaire de la carte des qualités écologiques

Hors classe : zones urbanisées = village, fermes ou hangars isolés, routes...

Niveau 1 : qualité écologique très faible
- Cultures
- Cultures en zones hygrophiles

Niveau 2 :
- Prairies temporaires hygrophiles

Niveau 3 : qualité écologique faible
- Plantations résineuses
- Groupements de friches
- Prairies eutrophes fauchées ou pâturées

Niveau 4 :
- Zones de forêts intensifiées
- Peupleraies
- Prairies hygrophiles de petite taille isolées
- Groupements de friches au contact de haies mésohygrophiles
- Prairies de fauche eutrophes

Niveau 5 : qualité écologique moyenne
- Zones de forêts spontanées
- Haies
- Tremblaies mésohygrophiles
- Secteurs de chasse privilégiés du pic vert
- Vergers
- Prairies hygrophiles
- Mégaphorbiées peu caractérisées

Niveau 6 :
- Ripisylves et tremblaies en mosaïque

Niveau 7 : bonne qualité écologique
- Ripisylves
- Aulnaies marécageuses
- Aulnaies-frênaies
- Mégaphorbiées au contact de ripisylves

Niveau 9 : qualité écologique très bonne à exceptionnelle
- (Absent du territoire communal)

7. Statuts réglementaires des milieux naturels et inventaires patrimoniaux

Le territoire communal de Fontaine fait l'objet de contraintes administratives ou d'inventaires patrimoniaux :

- 1 zone Natura 2000[31] en directive habitats et en directive oiseaux : Etangs et vallées du Territoire de Belfort : FR4312019 & FR4301350 (cf. fiche et contours exacts en annexes n° 10 & 11).
- Des zones humides soumises à la loi sur l'eau (cf. carte de la DREAL en annexe n°4).
- Une ZNIEFF[32] de type 1[33] : Basse vallée de la Saint-Nicolas au sud de Larivière n°0149 0001 (cf. annexe n°14).

Le lit majeur se caractérise par la présence d'un type prairial humide d'un grand intérêt patrimonial : la prairie humide oligotrophe. Cette prairie fauchée est liée aux sols organiques humides et acidifiés, conservés grâce à l'agriculture traditionnelle encore active sur la vallée. Des aulnaies-frênaies et des saulaies occupent les berges ; en bordure se développent des mégaphorbiées. L'intérêt botanique est certain et lié à ses prairies inondables peu artificialisées. On note ainsi l'œnanthe à feuilles de peucédan, une plante caractéristique de ces milieux qui est protégée au plan régional.

En ce qui concerne la faune, une espèce de poisson en régression en Europe centrale se distingue : la loche d'étang. Rencontrée principalement entre Fontaine et Cunelières, cette espèce, inféodée aux fonds vaseux, est devenue rare en France du fait de l'assèchement des marais et de la pollution des eaux.

Pour les insectes la présence du leste verdoyant est à signaler à hauteur de Fontaine. Elle affectionnant habituellement les bas-marais et les tourbières. La conservation de cette libellule est considérée comme prioritaire en Franche-Comté d'autant que sa présence à une altitude aussi basse reste assez remarquable.

Aucune protection réglementaire de l'espace n'a été mise en place. En revanche, la présence de plantes, poissons et oiseaux cités dans les arrêtés des 29.09.09, 08.12.88 et 22.06.92 assure indirectement la protection de cette zone puisque est interdit tout acte de destruction à l'encontre de ces espèces et de leur milieu de vie.

- une ZNIEFF de type 2[34] : vallée de la Bourbeuse et ses affluents, la Madeleine et la Saint-Nicolas n° 430020211 (cf. annexe n°15).

Ces trois rivières présentent les caractéristiques de cours d'eau de plaine, à lit méandreux et écoulement lent. Au regard de la région, elles s'inscrivent parmi les dernières vallées de plaine qui soient encore bien préservées. Elles n'ont pas subi de gros travaux de drainage ou de recalibrage et restent bien vivantes avec des débordements qui conservent le caractère humide au lit majeur et à tous les habitats associés.

L'agriculture traditionnelle, active dans ce secteur et la faible pression humaine ont permis le maintien d'une végétation naturelle où les prairies hygrophiles et les boisements riverains dominent très largement (75 % de la superficie totale). Ces éléments confèrent au site un intérêt floristique très important ; les groupements végétaux les plus remarquables sont : a végétation aquatique à myriophylle et à nénuphar jaune installée dans les méandres et les zones de calme, les prairies humides alluviales, les saulaies, aulnaies, aulnaies-frênaie, mégaphorbiées, roselières et cariçaies.

La faune contribue également à la valeur biologique du site, notamment une faune piscicole riche et diversifiée.

La vallée de la Bourbeuse est le seul lieu de nidification connu du courlis cendré et du vanneau dans le Territoire de Belfort. Ces espèces sont accompagnées par un important cortège d'espèces nicheuses ou en halte migratoire.

Pour les insectes, il faut signaler la présence de plusieurs stations de cuivré des marais.

La qualité de l'eau de la Bourbeuse est tributaire de la pollution de ses deux affluents : la Saint-Nicolas (médiocre) et la Madeleine (moyenne mais stable). La qualité de la Bourbeuse est médiocre de sa naissance jusqu'à Brebotte et s'améliore pour redevenir moyenne à l'aval.

- Plusieurs autres ZNIEFF de type 1 se trouvent situés en dehors du territoire communal, mais à des distance relativement proches (cf. carte page suivante).

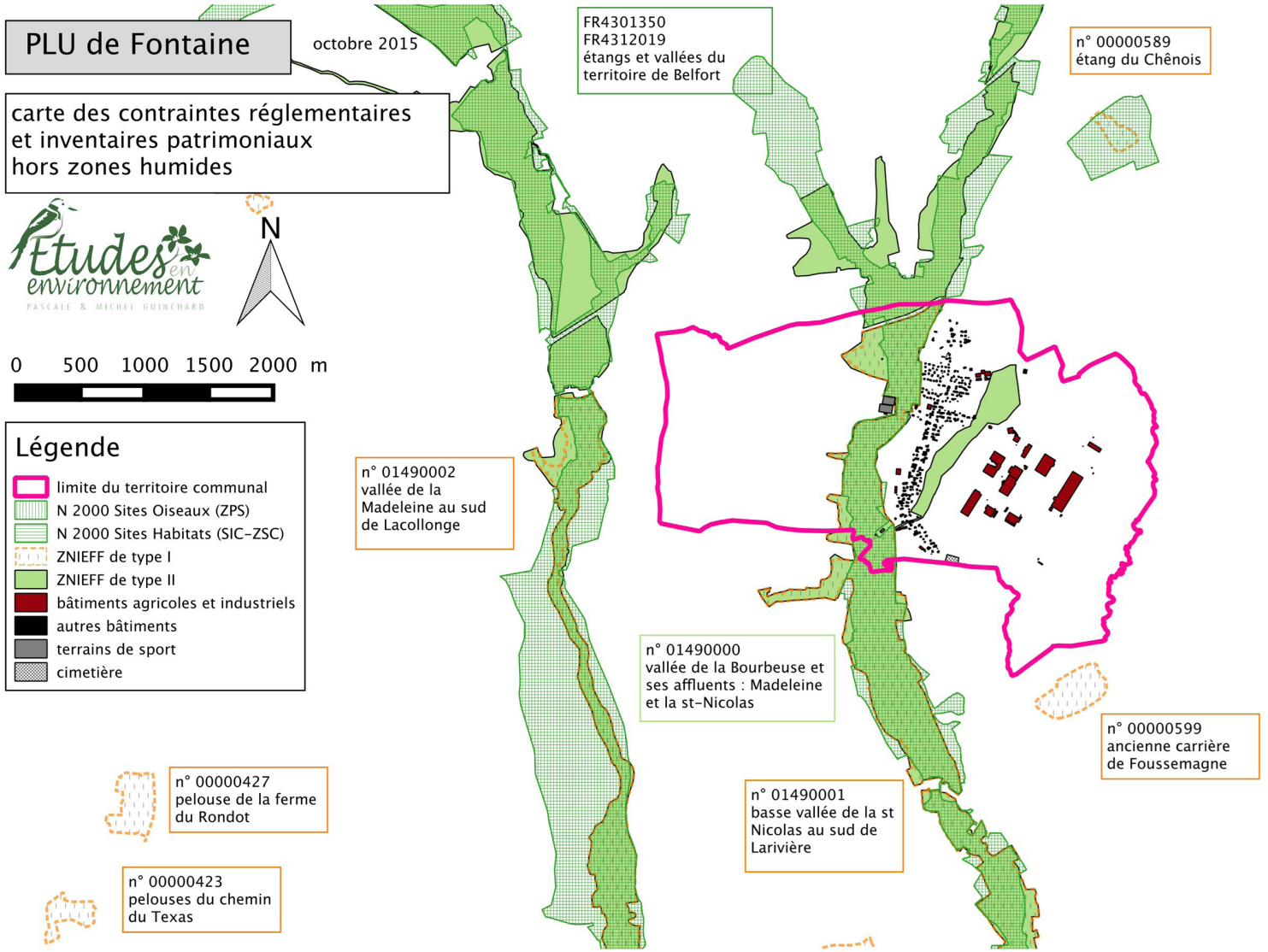
---

[31] *Le réseau Natura 2000 et les directives oiseaux et faune-flore-habitats*
Le réseau Natura 2000 a pour objet la mise en place au niveau européen d'un réseau de sites abritant des milieux naturels et espèces devenus rares ou menacés. Ces espèces ou habitats, d'intérêt communautaire sont précisés dans les annexes des directives (directive oiseaux et directive faune-flore-habitats).
Le réseau Natura 2000 sera constitué à terme de ZPS : Zones de Protection Spéciale (directive oiseaux) & de ZSC : Zones Spéciales de Conservation (directive habitat), dans lesquelles les activités humaines seront maintenues. Un comité de pilotage local valide les différentes étapes du travail et accompagne la mise en place d'un document d'objectifs (docob). Le docob synthétise l'ensemble des données biologiques et socio-économiques et propose des orientations et mesures de gestion à appliquer. Des actions favorables aux milieux seront proposées aux acteurs locaux sur la base du volontariat. Leur contractualisation (Mesures ou Contrats Natura 2000 hors zones agricoles) permet l'obtention d'aides financières en contrepartie des contraintes imposées par un cahier des charges.

[32] ***Z.N.I.E.F.F.*** *: Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique. L'inventaire ZNIEFF, géré par le ministère de l'environnement sert à élaborer les porter à connaissance, des synthèses, des atlas... Il indique la présence d'enjeux majeurs. Comme tout recensement, il n'est pas exhaustif. Même si les ZNIEFF n'ont en elles-mêmes aucune valeur juridique directe, négliger leur présence peut faire l'objet de recours.*

[33] ***Z.N.I.E.F.F. de type 1*** *: les Z.N.I.E.F.F. de type 1sont des secteurs d'une superficie généralement limitée caractérisés par la présence d'espèces remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées.*

[34] ***Z.N.I.E.F.F. de type 2*** *: les Z.N.I.E.F.F. de type 2 sont constituées de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés ou offrant des potentialités importantes dans lesquels il importe de respecter les grands équilibres biologiques (domaines vitaux...).*


PLU de Fontaine
octobre 2015
carte des contraintes réglementaires
et inventaires patrimoniaux
hors zones humides
Etudes en environnement
PASCALE & MICHEL GUINCHARD
N
0 500 1000 1500 2000 m
Légende
limite du territoire communal
N 2000 Sites Oiseaux (ZPS)
N 2000 Sites Habitats (SIC-ZSC)
ZNIEFF de type I
ZNIEFF de type II
bâtiments agricoles et industriels
autres bâtiments
terrains de sport
cimetière
FR4301350
FR4312019
étangs et vallées du
territoire de Belfort
n° 00000589
étang du Chênois
n° 01490002
vallée de la
Madeleine au sud
de Lacollonge
n° 01490000
vallée de la Bourbeuse et
ses affluents : Madeleine
et la st-Nicolas
n° 00000599
ancienne carrière
de Foussemagne
n° 01490001
basse vallée de la st
Nicolas au sud de
Larivière
n° 00000427
pelouse de la ferme
du Rondot
n° 00000423
pelouses du chemin
du Texas

La carte des zones humides

La carte des zones humides de la DREAL fait mention sur le territoire communal d'un certain nombre de zones humides soumises à la loi sur l'eau (annexe n°4).

Cette carte a été élaborée à l'échelle du 1/25 000ème et l'exhaustivité a été recherchée pour les zones humides dont la surface est supérieure à 1 ha. Ainsi, l'utilisation de cette cartographie à l'échelle parcellaire peut présenter des imprécisions. Les zones ponctuelles de petite taille restent à localiser ainsi que les secteurs régulièrement inondés par les ruisseaux temporaires ou les remontées karstiques.

Prise en compte des zones humides dans le document d'urbanisme

Cette carte a été dans un premier temps complété par nos soins sur l'ensemble du territoire communal.

La carte des zones humides ainsi réalisée fait apparaître trois types de secteurs :

- Des secteurs à hydromorphie du sol évident, ne justifiant pas d'expertise complémentaire (habitat répertorié comme étant humide par nature, présence et abondance de végétaux indicateurs d'hydromorphie) ;
- Des secteurs non humides (végétation ne comportant aucune espèce indicatrice d'humidité et situation ne réunissant pas des conditions théoriques à la présence d'humidité dans le sol : situation éloignée de tout cours d'eau et ne constituant pas un fond de vallon ni située sur un placage de marnes) ;
- Des secteurs intermédiaires à hydromorphie du sol possible, nécessitant une expertise précise à la parcelle. Ces secteurs à humidité potentielle correspondent à des secteurs repérés sur le terrain comme pouvant présenter des critères d'humidité bien que les seuls critères de végétation ne permettent pas de les classer comme secteurs à humidité du sol évidente. Ces secteurs correspondent à certaines situations topographiques (fonds de vallons par exemple), géologiques (placages de marnes et présence par endroits de quelques traces d'oxydo-réduction à l'analyse du profil de sol à la tarière à main) ou géographiques (proximité immédiate d'un cours d'eau) et nécessitent de plus amples investigations pédologiques et floristiques.

L'analyse des zones humides dans le document d'urbanisme permet de mettre en évidence ces secteurs à humidité potentielle et à attirer l'attention des élus dès l'élaboration du zonage, sur la nécessité d'expertises complémentaires dans ces secteurs. Il serait par contre extrêmement coûteux de réaliser d'entrée de jeu une carte très précise des zones humides sur tout le territoire communal alors que certains secteurs ne feront même pas l'objet de projets d'urbanisation.

La définition des zones humides sera donc faite conformément à la dernière législation pour les secteurs pressentis pour l'urbanisation :

- La loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux permet de préciser les critères de la définition des zones humides pour les délimiter par arrêté préfectoral, lorsque cela est nécessaire dans le cadre de l'application du régime de déclaration ou d'autorisation des installations, ouvrages, travaux et activités, au titre de la loi sur l'eau.
- Le décret n°2007-135 du 30 janvier 2007, codifié à l'article R.211-108 du code de l'environnement, ainsi que l'arrêté du 10 juillet 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, explicitent les critères de définition des zones humides (cf. annexes informatives - rapports d'expertises zones humides).

Les fonctions des zones humides dans le cycle de l'eau sont essentielles : rétention pendant les périodes pluvieuses, régulation des crues, auto-épuration des eaux de surface, alimentation des nappes souterraines.

Elles assurent notamment les fonctions suivantes :

- Des fonctions en faveur la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques :
  - Auto-épuration directe des eaux courantes en lit mineur des cours d'eau ;
  - Filtration des eaux de ruissellement sur parcelles agricoles ;
  - Filtration des eaux de débordement et de ruissellement pour l'alimentation des nappes en eau de qualité (lien avec l'enjeu « eau potable ») ;
  - Réservoirs de biodiversité.
- Des fonctions en faveur de la quantité :
  - Régulation des débits (crues, inondations...) ;
  - Régulation des phénomènes dynamiques (érosion, coulées de boue ...) ;
  - Soutien des étiages des cours d'eau en période sèche.

Les notions de régulation hydrique et d'épuration de l'eau jouent un rôle important en Franche-Comté fragilisée sur ces aspects du fait de la nature karstique d'une bonne partie de son sous-sol.

La valorisation économique de ces milieux peut se traduire par des productions forestières ou agricoles (fourrage, etc.). En parallèle, des valorisations pédagogiques et touristiques peuvent bien souvent être envisagées sur certains de ces milieux humides. Toutes ces valeurs et fonctions ont fait l'objet d'évaluations économiques et l'équivalence financière moyenne se chiffre en plusieurs centaines d'euros par hectare.

Certaines zones humides sont considérées comme biologiquement remarquables (c'est-à-dire qu'elles abritent une faune et/ou une flore protégée, rare ou menacée), d'autres sont des zones humides ordinaires, qui remplissent pourtant aussi l'ensemble des fonctions participant à la préservation de la ressource en eau. Les zones humides ordinaires de moins de 1 ha n'ont pour l'instant pas fait l'objet d'inventaires généralisés. Or, la préservation de ces milieux est essentielle.

Le SDAGE met l'accent sur la nécessité de protéger les zones humides :

- Dans son orientation 6 : « les documents d'urbanisme définissent des affectations des sols qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires ».
- Et son orientation 4 portant sur la gestion locale et l'aménagement du territoire : « les documents d'urbanisme doivent permettre de maîtriser (...) l'artificialisation des milieux et la préservation des milieux aquatiques et des zones humides »).

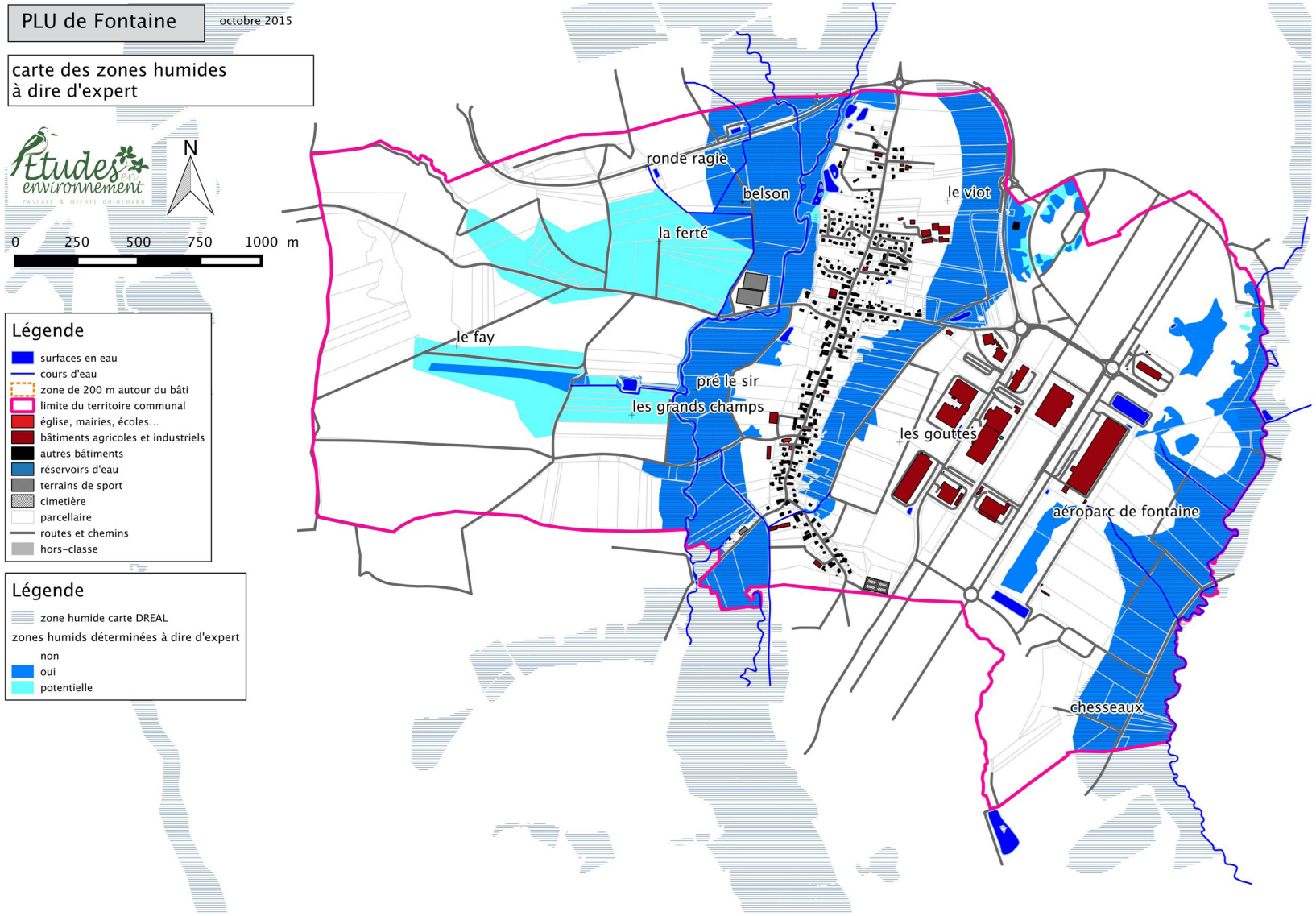
Le classement d'une zone humide en secteur urbanisable est donc incompatible avec le SDAGE.

Les projets impactant les milieux aquatiques sont soumis à autorisation ou à déclaration en application de l'article R214-1 du Code de l'environnement. Le préfet peut s'opposer aux travaux soumis à déclaration qui ne présentent pas de mesures compensatoires suffisantes ou qui porteraient des atteintes graves et irréversibles au milieu naturel. Dans le cas des dossiers d'autorisation loi sur l'eau (travaux en zone humide à partir d'1 ha), les dossiers sont présentés au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST). Ce dernier pourra émettre un avis défavorable au projet s'il estime que les mesures compensatoires ne sont pas en conformité avec le SDAGE

Selon les préconisations du SDAGE (voir annexe n°5) ces mesures compensatoires doivent prévoir sur un même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.

Il est cependant toujours beaucoup plus facile de trouver des mesures d'évitement et de réduction plutôt que des mesures de compensation qui demandent toujours des délais de mise en place très longs.

En pratique, la difficulté de mise en œuvre de telles mesures compensatoires, qui implique des moyens financiers importants et une bonne maîtrise foncière, conduira généralement à l'opposition au projet.


PLU de Fontaine
octobre 2015
carte des zones humides
à dire d'expert
Etudes en environnement
PASCALE & MICHEL QUINCHARD
N
0 250 500 750 1000 m
Légende
surfaces en eau
cours d'eau
zone de 200 m autour du bâti
limite du territoire communal
église, mairies, écoles...
bâtiments agricoles et industriels
autres bâtiments
réservoirs d'eau
terrains de sport
cimetière
parcellaire
routes et chemins
hors-classe
Légende
zone humide carte DREAL
zones humids déterminées à dire d'expert
non
oui
potentielle
ronde ragie
belson
le viot
la ferté
le fay
pré le sir
les grands champs
les gouttes
aéroparc de fontaine
chesseaux

8. Incidence du PLU sur les zones Natura 2000

8.1. Méthodologie employée

La définition des incidences du projet sur les zones Natura 2000 se fait en deux temps.

1) À l'amont du projet, lors de la présentation de l'étude d'environnement, l'analyse concerne l'ensemble du pourtour des secteurs urbanisés, donc l'ensemble des secteurs urbanisables potentiels.
2) Elle est précisée lorsque le zonage a été adopté. Par exemple, certains secteurs ayant des incidences potentielles non négligeables en amont de la réalisation du zonage (secteur à pie-grièche écorcheur à proximité du bâti par exemple) peut ne plus être à l'origine d'incidence notable si ce secteur est en zone N dans le document d'urbanisme.

Les incidences sont définies en tenant compte de la distance à laquelle se trouvent les différentes zones Natura 2000 les plus proches.

- Si la zone Natura 2000 se trouve à plus de 3 km à vol d'oiseau, il ne peut y avoir d'incidence directe du zonage sur les espèces et les habitats de la zone Natura 2000.

L'augmentation de la surface bâtie va entraîner une augmentation du rejet d'eaux pluviales et d'eaux usées traitées vers le milieu souterrain. Il peut y avoir des incidences indirectes potentielles sur les habitats et les espèces via les eaux souterraines. La carte des traçages est alors analysée en détail ainsi que le relief pour voir si de telles incidences sont potentielles ou non. Si elles sont potentielles, les fiches des Natura 2000 sont consultées ainsi que les docob pour voir quels habitats et espèces sont concernés.

De façon générale, il importe de vérifier que le projet de PLU ne soit pas la source de pollutions diffuses et soit conformes aux orientations fondamentales du SDAGE. Cela revêt une importance particulière dans le cadre de la notice d'incidence d'un projet de PLU sur les sites Natura 2000.

Notamment, conformément à l'orientation fondamentale n°5 du SDAGE Rhône-Méditerranée et aux dispositions de la circulaire interministérielle du 22 mai 1997, il convient de s'assurer de la cohérence entre les zones d'assainissement collectif ou non collectif et les zones constructibles délimitées par le PLU. L'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs ne pourra pas intervenir si la collecte et le traitement des eaux usées qui en sont issues ne peuvent pas être effectués dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur ou si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et des actions nécessaires à la mise en conformité des équipements de collecte et de traitement situés à l'aval de ces secteurs.

Si elles ne sont pas potentielles du fait du relief ou du sens des écoulements souterrains, il n'est pas nécessaire de consulter les fiches Natura 2000 et les docob : les incidences du zonage n'ont pas d'incidence notable sur les habitats et espèces de la zone Natura 2000.

- Si la zone Natura 2000 est située à moins de 3 km à vol d'oiseau, on analyse de plus près quels sont les habitats et espèces ayant présidé à la définition de la zone Natura 2000. La fiche de la Natura ainsi que le docob sont alors consultés.

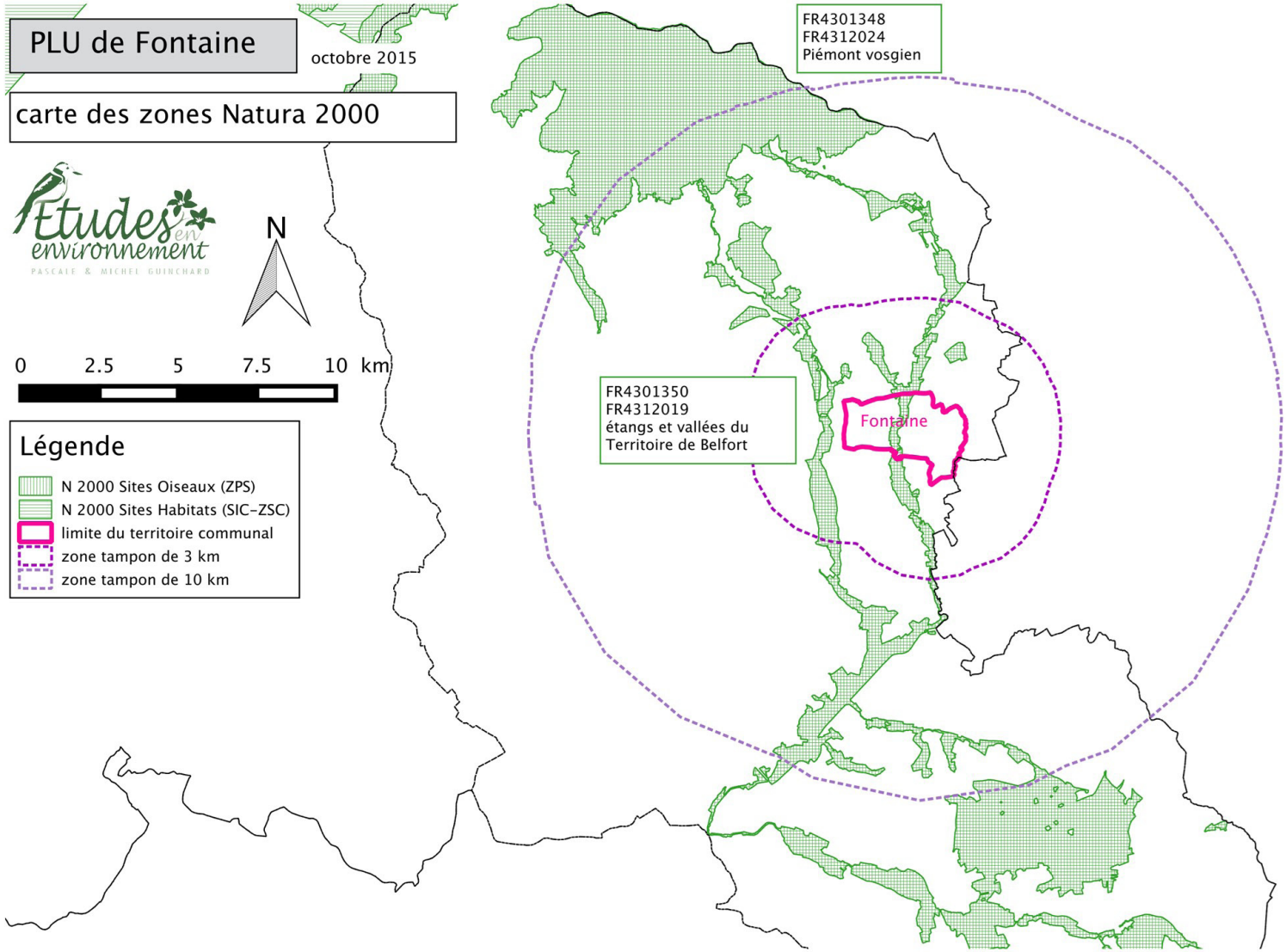
On regarde en détail quels sont les habitats et espèces, animales et végétales citées dans les annexes de la zone Natura 2000 et qui sont présents sur le territoire communal. Chaque habitat et espèce fait l'objet d'un argumentaire commentant les incidences potentielles du zonage (disparition de milieux intéressants, de milieux de nutrition pour des espèces particulières, disparition de haies, etc.).

L'analyse du relief et des circulations souterraines est bien évidemment prise en compte également dans ce cas de figure là. Les écoulements superficiels sont également pris en compte, ainsi que les données d'assainissement et d'alimentation en eau.

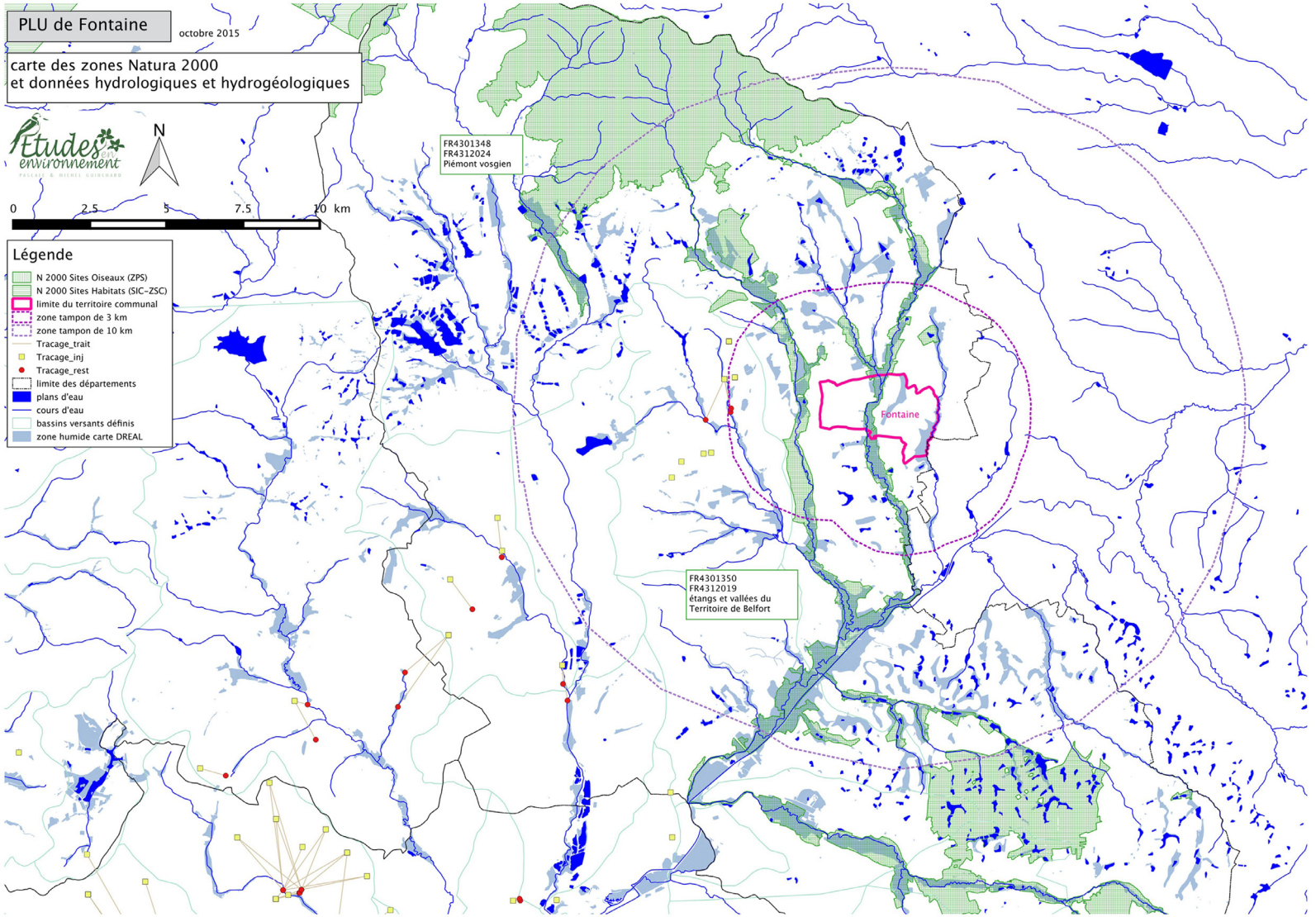
- Quelque-soit la distance à laquelle se trouve la zone Natura 2000, les incidences du nouveau zonage du PLU sur les corridors écologiques en lien avec les zones Natura 2000 (trame verte et bleue) sont analysées.

8.2. Résultats

Le territoire communal de Fontaine comporte une portion de la zone Natura 2000 des étangs et vallées du Territoire de Belfort.



(Source serveur DREAL Nature novembre 2015)



(Source serveur DREAL-eau et DREAL-Nature novembre 2015)

Analyse des incidences directes sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire

Enjeux liés aux habitats d'intérêt communautaire (IC)

(En jaune figurent les habitats présents sur le territoire communal de Fontaine)

Habitats naturels d'intérêt communautaire, inscrits à l'annexe I de la directive habitats:

Code	Habitats naturels de l'annexe I	* : prioritaire
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes* à mésotrophes*	
3140	Eaux oligo-mésotrophes* calcaires avec végétation benthique* à Characées*.	
6410	Prairies à molinie sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux	
6430	Mégaphorbiaies* hygrophiles d'ourlets planitiaires*	
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude	
7150	Dépressions sur substrats tourbeux	
9110	Hêtraies acidiphiles*	
9130	Hêtraies neutrophiles*	
9160	Chênaies pédonculées médio-européennes	
91E0	Forêts alluviales* à aulne et frêne	*

Aucun des habitats cités dans le tableau ci-dessus n'est concerné par le projet d'urbanisation du PLU (forêts, plans d'eau).

Le zonage du PLU n'aura donc pas d'incidence directe sur les habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000.

Enjeux liés aux espèces végétales d'intérêt communautaire (IC)

Le site comporte deux espèces végétales d'intérêt communautaire :

- La marsilée à quatre feuilles est une petite fougère aquatique rare, qui n'est pas présente sur le territoire communal de Fontaine.
- Le dicrane vert est une mousse forestière qui se développe surtout à la base des feuillus à écorce lisse (hêtre surtout). Les habitats susceptibles d'héberger cette espèce ne sont pas concernés par le zonage pressenti.

Le PLU n'aura donc pas d'incidence directe sur la flore d'intérêt communautaire du site Natura 2000.

Enjeux liés aux espèces animales d'intérêt communautaire (IC)

Les habitats du damier de la succise ne sont pas présents sur le territoire communal (prairies humides oligotrophes).

Le cuivré des marais, qui vit en prairies humides, n'a jamais été observé sur le territoire communal alors que des prospections ont été réalisées pour l'annuaire de biodiversité de l'ex Communauté de commune du Tilleul.

Le triton crêté (mares et étangs n'abritant pas de poissons) n'est pas cité sur le territoire communal. Le sonneur à ventre jaune (ornières forestières) n'est pas concerné par l'extension de l'urbanisation.

Trois espèces d'oiseaux de la directive habitats sont présentes sur le territoire communal : le milan noir, qui exploite l'ensemble des milieux ouverts de la commune, la pie-grièche écorcheur, qui a été citée comme nicheuse à proximité du village en 2010 et le martin-pêcheur, qui se cantonne au niveau de la Saint-Nicolas.
La présence de la pie-grièche écorcheur n'a pu être vérifiée en 2015. Elle sera recherchée tout particulièrement en période de nidification en 2016 lors des prospections de terrain pour la réalisation du dossier d'évaluation environnementale.

Pour les autres secteurs, le zonage est susceptible d'avoir une incidence sur les territoires de chasse des espèces animales d'intérêt communautaire en périphérie de la zone Natura 2000.

En effet, les chauves-souris et de nombreuses espèces d'oiseaux ne nourrissent au niveau des milieux ouverts, essentiellement dans les secteurs les plus extensifs. Cependant, les surfaces de prairies concernées par l'extension de l'urbanisation à Fontaine sont faibles au regard de la totalité de la surface de ces habitats dans le secteur ; elles sont de plus en partie enclavées dans les zones d'habitats.
La sous-trame « agriculture extensive » ne sera donc pas impactée notablement par le zonage, les secteurs les plus intéressants se trouvant dans la plaine alluviale. Rappelons à ce propos que le maintien d'une telle sous-trame dépend avant tout des choix agricoles !

Le zonage peut avoir une incidence directe potentielle la pie-grièche écorcheur, mais pas sur les autres espèces animales d'intérêt communautaires du site Natura 2000. Cette incidence potentielle sera précisée au printemps 2016.

Espèces animales et végétales inscrites à l'annexe II de la directive habitats :

Groupe	Nom français
Poissons	Chabot
Poissons	Loche d'étang
Poissons	Bouvière
Poissons	Lamproie de Planer
Amphibiens	Sonneur à ventre jaune
Amphibiens	Triton crêté
Invertébrés (papillon)	Cuivré des marais
Invertébrés (papillon)	Damier de la Succise
Mammifères (chauves-souris)	Grand Murin
Mammifères (chauves-souris)	Vespertilion à oreilles échancrées
Plantes (fougère)	Marsilée à quatre feuilles
Plantes (mousse)	Dicrane vert

Oiseaux nicheurs et migrateurs inscrits à l'annexe I de la directive oiseaux :

Oiseaux nicheurs	Oiseaux observés en migration
Bondrée apivore	Faucon pélerin
Milan noir	Pygargue à queue blanche
Milan royal	Balbuzard pêcheur
Chevêche d'Athena	Blongios nain
Pic noir	Butor étoilé
Pic mar	Bihoreau gris
Pic cendré	Héron pourpré
Pie-grièche écorcheur	Marouette ponctuée
Cigogne blanche	
Martin pêcheur d'Europe	

Analyse des incidences indirectes sur les espèces et les habitats d'intérêt communautaire :

L'augmentation de la surface bâtie va entraîner une augmentation du rejet d'eaux pluviales et d'eaux usées traitées vers le milieu souterrain en relation avec la Saint-Nicolas et une augmentation de la consommation d'eau. Le projet de zonage du PLU pourra donc avoir une incidence potentielle indirecte sur la faune aquatique de la Saint-Nicolas et de la Bourbeuse et les habitats attenants.

De même, des travaux exécutés à grande distance des sites Natura 2000 peuvent avoir une incidence sur les espèces d'intérêt communautaires s'ils induisent une destruction des corridors écologiques reliant les différentes zones Natura 2000.

L'augmentation de la surface bâtie va entraîner une augmentation du rejet d'eaux pluviales et d'eaux usées traitées vers le milieu souterrain en relation avec les cours d'eau et une augmentation de la consommation d'eau. Ces deux paramètres ont typiquement des impacts qui se cumulent avec ceux des autres communes branchées sur la même station d'épuration ou la même prise d'eau.

Le projet de zonage du PLU pourra donc avoir une incidence potentielle indirecte sur la faune aquatique et les habitats attenants des cours d'eau situés en aval du point de rejet de la station d'épuration qui traite les eaux usées des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation.

De même, des travaux exécutés à grande distance des sites Natura 2000 peuvent avoir une incidence sur les espèces d'intérêt communautaire s'ils induisent une destruction des corridors écologiques reliant les différentes zones Natura 2000 (impact également potentiellement de nature cumulative). Le PLU peut agir sur divers aspects de maîtrise de l'occupation du sol et de l'évolution du territoire (cf. annexe n°17).

9. Les autres ressources

9.1. L'espace agricole

L'ensemble des éléments suivants sont issus du diagnostic agricole de Fontaine. Ce diagnostic a été élaboré par la Chambre d'Agriculture Interdépartementale 25-90.

Le PLU de Fontaine et l'Agriculture :

Fontaine compte 5 exploitations agricoles dont 5 exploitations professionnelles :

- Le Gaec du VIOT, exploitation de polyculture et élevage bovin laitier, livrant à l'entreprise Sodiial ;
- Trois exploitants basés principalement sur de la polyculture et élevage de bovins allaitants ;
- L'exploitation SCEA des Bergers, en polyculture et élevage ovin, qui possède son bâtiment d'élevage sur la commune mais dont le siège social se situe en Alsace à Tagsdorf.

Un exploitant poursuit une petite activité d'élevage bovin.

Le statut de la structure EPONA n'est pas connu de nos services : maintien de l'activité d'élevage et de pension / travail des chevaux ? Les bâtiments abritant des chevaux relèvent du Règlement Sanitaire Départemental.

La commune de Fontaine compte également un petit élevage de lapins de compagnie : Les Oreilles Comtoises.

En 2013, La superficie agricole utilisée était de 334 ha. Elle était de 326 ha en 2022. A noter : les impacts des emprises sur la ZAC l'Aéroparc pourront être observés dans le cadre des déclarations PAC de 2024.

Les agriculteurs de la commune exploitent un total de 347 ha environ, en majorité sur la commune de Fontaine (215 ha). Au total, une vingtaine d'agriculteurs exploitent des terrains sur la commune.

L'agriculture doit être considérée comme une activité économique ayant divers impacts positifs sur les paysages, le lien social...

Trois problématiques particulières ont été développées dans cette synthèse pour accompagner la municipalité dans sa réflexion :

- L'économie des exploitations agricoles ;
- Le finage agricole ;
- Les bâtiments agricoles et le principe de réciprocité.

L'économie des exploitations agricoles :

La nature économique de l'activité agricole s'illustre à travers de nombreux indicateurs.

Le statut juridique, la taille de l'exploitation et ses activités permettent de mieux comprendre le fonctionnement des exploitations agricoles ayant leur siège sur la commune.

Fontaine compte 5 exploitations, ce qui est bien supérieur à la moyenne départementale (qui est de moins de deux exploitations professionnelles par commune). Ces 5 exploitations ont des dimensions et des orientations diverses. L'activité dominante est l'élevage bovin.

Présentation des exploitations communales

Exploitation	Age	Surface agricole en ha			Type d'exploitation	Cheptel	Cultures	Pérennité	Projets
		SAU	STH	SCOP					
GAEC du VIOT	Entre 50 et 55 ans	133	27	106	Polyculture et élevage Laitier (450 000 L)	125 animaux dont 60 vaches laitières et le renouvellement	Maïs, autres céréales	> à 10 ans	Maintenir un rythme de croisière, développer les bâtiments
Exploitant individuel N°1	Supérieur à 60 ans	34,4	34,4		Élevage allaitant	25 vaches allaitantes et renouvellement	0	Incertaine à > 10 ans	Retraite envisagée
Exploitant individuel N°2	Entre 35 et 40 ans	26,4	10	16	Polyculture et herbe	0	Maïs et autres céréales	> à 10 ans	
Exploitant individuel N°3	Supérieur à 60 ans	80	65	15	Élevage allaitant	60 VA et 30 taurillons		> à 10 ans	
SCEA des Bergers	Entre 25 et 30 ans	121	91	30	Élevage ovin	350 brebis Vente directe		> à 10 ans	

Données 2024

Projets des exploitations communales :

Les exploitations présentes sur Fontaine ont réussi à maintenir et même développer leur activité sur le modèle classique de polyculture-élevage, certains projets de diversification ont par ailleurs émergé. Ce sont des exploitations pour la plupart pérennes et certaines sont en développement.

La dynamique des exploitations sur une commune s'évalue en fonction des installations, des projets de transmission et des projets de développement des exploitations en place.

L'exploitant individuel N°2 a repris une activité de polyculture et a souhaité développer une activité maraîchère qu'il a aujourd'hui abandonné. Il est probable que cet exploitant maintienne sur le long terme une activité de polyculture en tant que double actif. Aucun projet de construction de bâtiments n'est connu à ce jour.

L'agriculteur de la SCEA des Bergers est récemment installé sur la ferme familiale d'élevage ovin. La majorité de la production de viande est vendue en direct sous forme de caissettes. Cet exploitant entretient les surfaces de compensation environnementale et le parc solaire, par le pâturage d'ovins, sur le site de l'Aéroparc. Il effectue les opérations de déneigement pour la commune. Un salarié va être embauché sur l'exploitation en 2025.

Des projets de bâtiments sont en cours de réflexion, pour remplacer les tunnels par un bâtiments d'élevage et construire un bâtiment de stockage.

Le Gaec du VIOT est une exploitation en « rythme de croisière », dans laquelle un jeune agriculteur s'est récemment installé au départ en retraite d'un associé. La pérennité de l'activité d'élevage est supérieure à 10 ans. Cette structure n'a pas de projet de développement de l'activité à court terme mais pourrait envisager des extensions et constructions de bâtiments.

Pour l'exploitant individuel N°1, une réflexion doit être engagée dans les années à venir (moins de 5 ans), pour connaître le devenir des activités et des bâtiments au moment de l'arrêt d'activité. La question va également prochainement se poser pour l'exploitant individuel N°3, dans le cadre de la retraite.

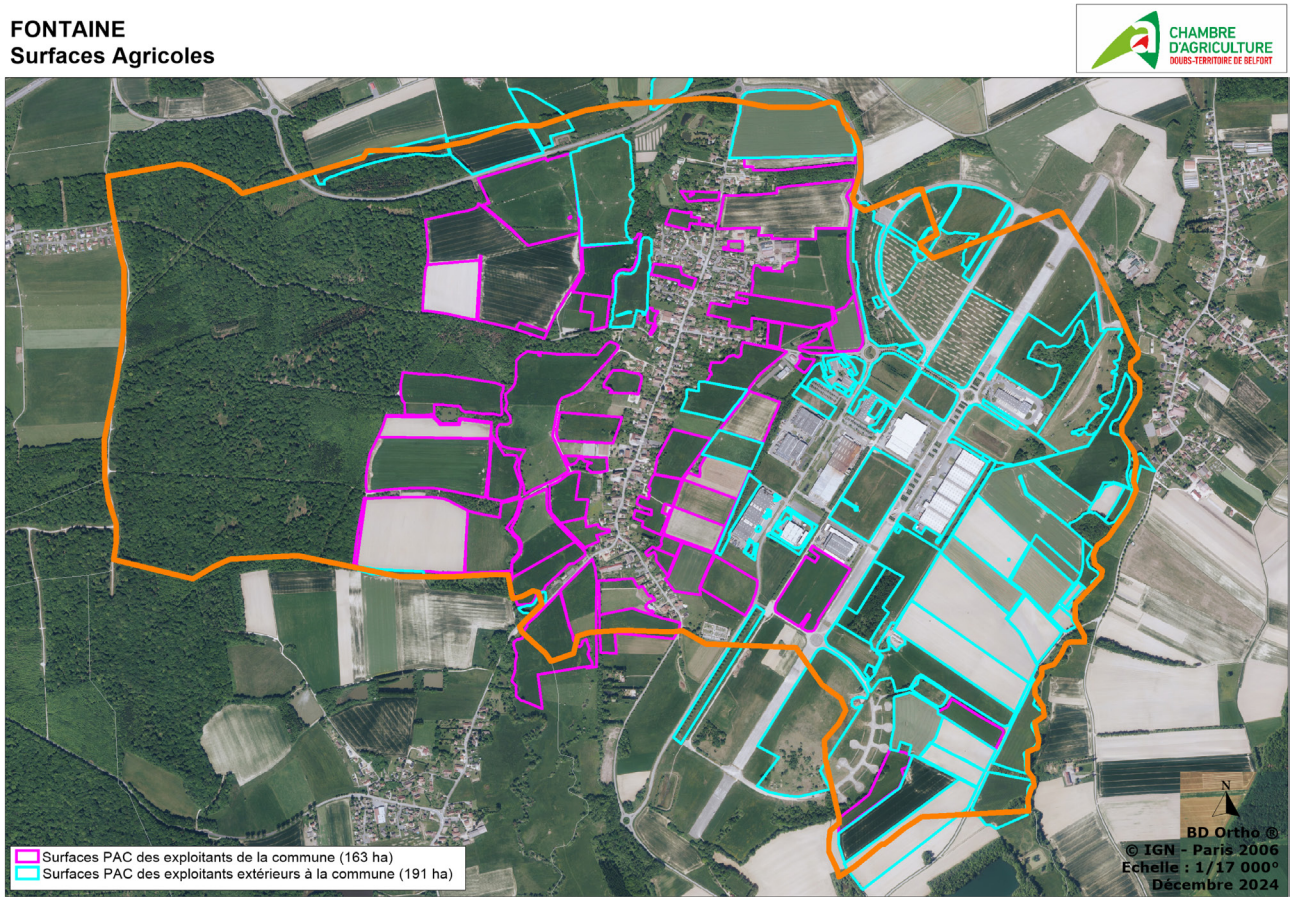
Fontaine est une commune rurale où l'agriculture est très présente et en développement : en témoigne le dynamisme du GAEC du VIOT, qui a développé son activité sur le modèle classique de polyculture et élevage laitier, ainsi que l'exploitation de la GAEC des Bergers, en activité ovine avec vente directe. Chaque exploitation ou petite structure agricole contribue au maintien du potentiel agricole départemental. En effet, l'agriculture locale implique des emplois, des productions de qualité, un approvisionnement de proximité, des services, des paysages entretenus…

Le finage agricole :

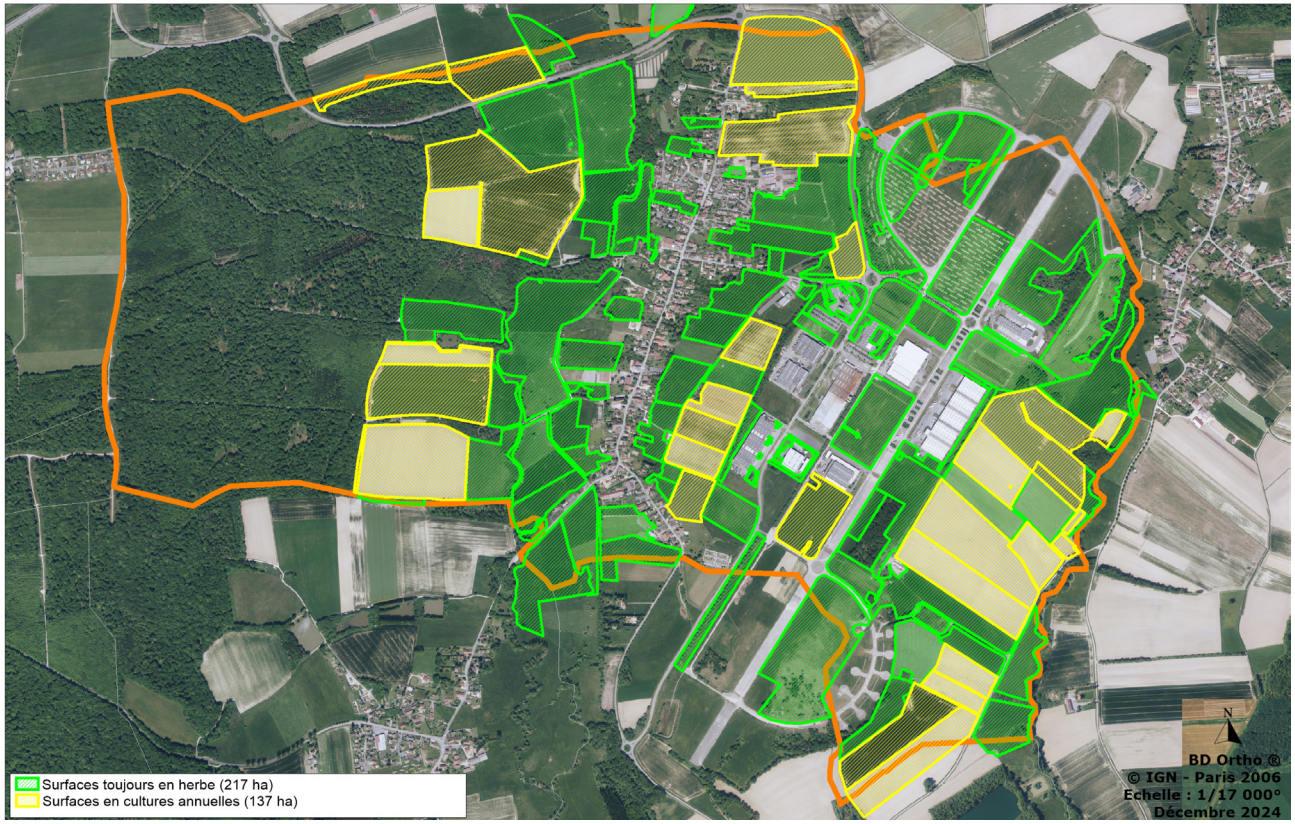
Exploitation de la surface agricole

Les surfaces exploitées sur Fontaine déclarées à la PAC (Politique Agricole Commune) concernent les 5 exploitations communales.

- La surface communale PAC s'élève à près de 326 ha, soit environ la moitié de la surface totale de la commune ;
- Les surfaces ouvertes, non déclarées à la PAC, occupent 11 ha répartis en 18 îlots.



FONTAINE
Surfaces Herbe et Cultures



Il est important de préciser que la majeure partie des surfaces agricoles de la commune fait l'objet d'une déclaration dans le cadre de la politique agricole. L'évolution de cette politique a conduit au rattachement des aides (destinées au départ à compenser des prix parfois peu rémunérateurs) aux surfaces agricoles. Chaque parcelle est donc liée à un droit à paiement de base (DPB). Toute perte de parcelle induit un manque à gagner en matière de production mais également de droit à paiement.

La taille moyenne des îlots PAC est de 2,5 ha, ce qui est légèrement inférieur à la moyenne départementale de 2,8 ha. Cette taille moyenne des îlots exploitée est relativement faible. La taille limitée des îlots entraîne davantage de temps de travail, de circulation sur les routes…

Les agriculteurs de Fontaine exploitent à Fontaine (215 ha), ainsi que sur 8 autres communes du département.

Fontaine	Nombre d'exploitations déclarant des surfaces à la PAC en 2022	Surfaces agricoles exploitées sur la commune et déclarées à la PAC en 2022
Exploitants de la commune	5 ha	215 ha
Exploitants extérieurs	14	111 ha
Total	**19 ha**	**326 ha**

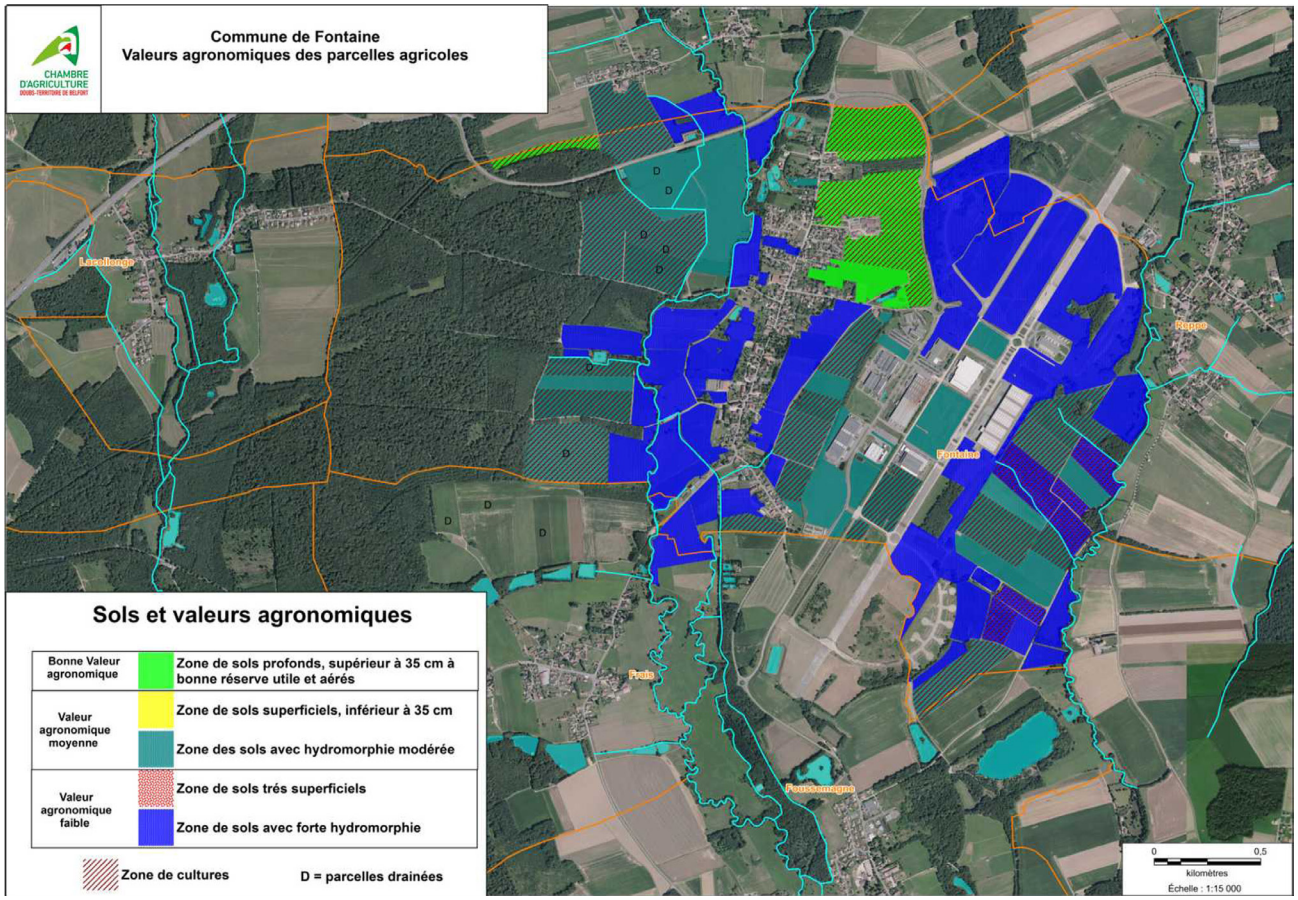
Source : Déclarations PAC 2022

- Les agriculteurs extérieurs viennent de villages plus ou moins proches : Vauthiermont, Reppe, Lachapelle sous Rougemont, Leval, Villars le Sec, Reppe, Autrechêne, ainsi que du Haut-Rhin ;
- Dans le sens inverse, les agriculteurs de Fontaine exploitent sur les communes de Bethonvilliers, Cunelières, Foussemagne, Frais, Lagrange, Larivière et Menoncourt, ainsi qu'en Alsace.

Ceci induit des **mouvements de matériel agricole et d'animaux** à la fois dans le village entre les sites d'exploitation et les terres agricoles et entre Fontaine et les communes voisines.

Ainsi, il est important que les futurs projets d'implantation de voiries ou de matériel urbain prennent en compte les circulations agricoles (largeur de chaussée préservées pour des véhicules de plus en plus encombrants, accès aux parcelles). Cela implique de prendre en compte l'avis des agriculteurs dans les décisions de rétrécissement des voies ou d'aménagement de carrefours pour limiter la vitesse de circulation.

À noter que les emprises liées au développement de la zone d'activité de l'Aéroparc seront effectives dans les déclarations PAC de 2024.



L'estimation de la qualité d'un sol fait intervenir de nombreux facteurs : sa texture (répartition entre argile, limon, sable), sa proportion en éléments grossiers, sa structure, son hydromorphie (présence, plus ou moins prolongée ou proche de la surface, d'une nappe d'eau) et sa profondeur.

L'approche agronomique habituelle à l'échelle d'une parcelle se fait principalement en utilisant la notion de Réserve Utile, qui dépend directement de la texture du sol. Elle représente la quantité d'eau retenue par le sol et que celui-ci peut restituer aux plantes, en vue de leur alimentation ou du transport des éléments nutritifs nécessaires à leur croissance (azote, phosphore, etc.).

Pour simplifier l'approche, 2 notions sont combinées qui pour les sols et les productions habituelles de nos zones paraissent suffisantes : la profondeur de sol et l'hydromorphie.

Afin de simplifier la lecture des cartes, 3 classes de valeurs sont définies :

- Bonne – correspondant aux sols aérés profonds exploités principalement en cultures, près de fauche ou pâtures vaches laitières relativement intensives ;
- Moyenne – regroupant les sols aérés superficiels et les sols moyennement hydromorphes, eux aussi exploités en cultures ou en prairies de fauche ou de pâture ;
- Faible – regroupant les sols très superficiels ou fortement hydromorphes exploités principalement en pâture extensive sauf dans certaines zones ou des drainages ont été réalisés.

Utilisation des surfaces

58 % des surfaces agricoles de la commune sont exploitées en prairies permanentes (188 ha). Les autres parcelles sont exploitées en céréales et prairies temporaires pour 138 ha (blé et maïs principalement intégrés à des rotations de cultures)

Les surfaces non déclarées sont principalement en herbe. La répartition entre terres labourables et prairies est liée aux types de sols, aux pratiques d'élevage et aux besoins en surfaces fourragères ou cultivées pour le troupeau.

Dans le Territoire de Belfort, la part de prairies permanentes dans la SAU est d'environ 50 %. Fontaine est une commune où l'activité d'élevage est encore bien présente, nécessitant des prairies pour les besoins des troupeaux.

L'équilibre entre surfaces cultivées et prairies est un atout pour le cadre de vie communal. La diversité et l'équilibre de l'occupation agricole entretiennent l'image de ruralité attachée à la commune.

Les surfaces stratégiques pour les activités

Chaque parcelle, en fonction de sa localisation par rapport au siège, sa conformation spatiale et ses accès, sa qualité agronomique, ... a une valeur plus ou moins importante pour l'exploitation agricole. Même si toutes les surfaces participent à l'équilibre économique des exploitations (terres cultivables, prairies, épandage des effluents de l'exploitation), les surfaces proches des bâtiments sont plus importantes pour le fonctionnement quotidien des exploitations. Certaines parcelles peuvent être destinées à accueillir des bâtiments. D'autres surfaces sont stratégiques pour :

- Le pâturage des animaux nécessitant d'être près des bâtiments (vaches laitières, vaches prêtes à vêler, ...) ;
- L'accès à d'autres parcelles agricoles ;
- L'épandage des effluents ;
- Leur importance par rapport à la surface totale de l'exploitation.

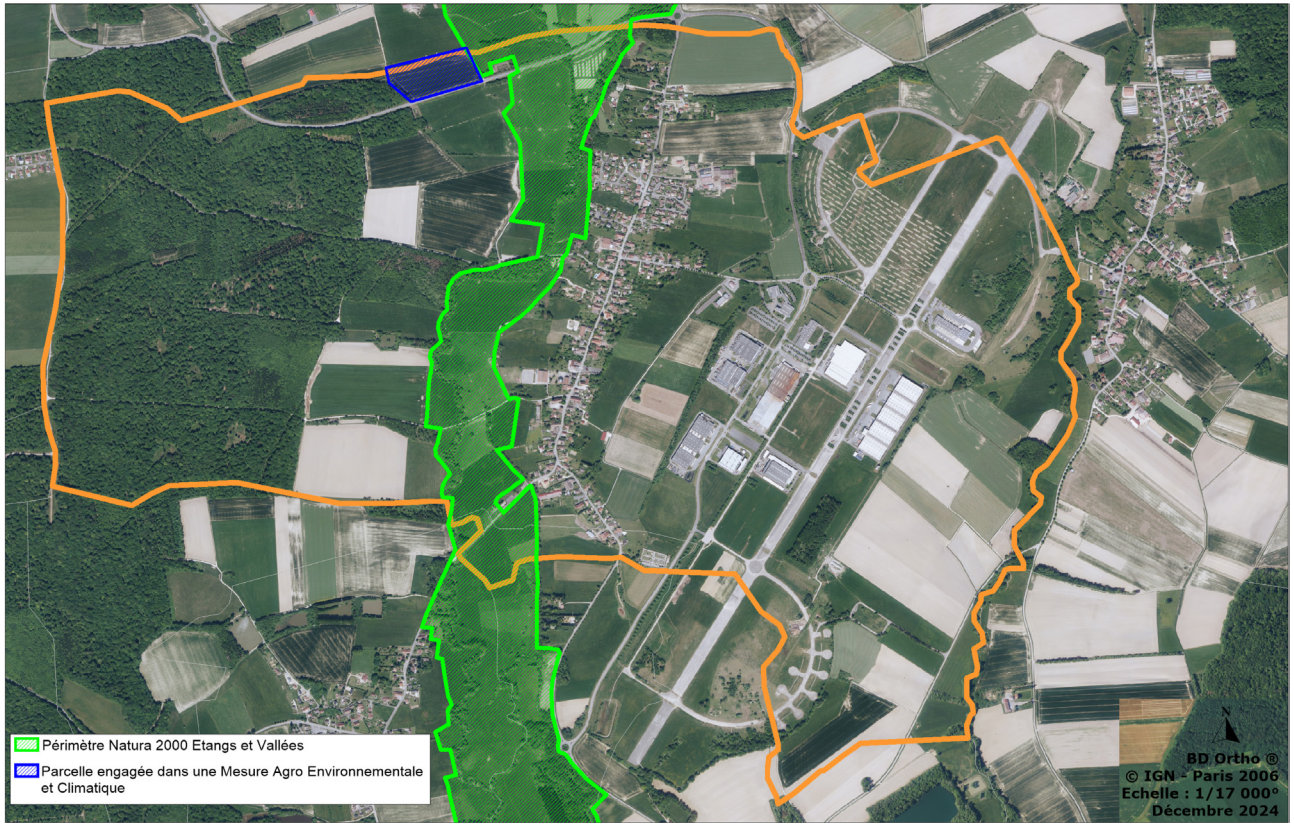
Par ailleurs, toute perte de surface entraîne éventuellement des contraintes en matière d'épandage des effluents, une perte liée à des investissements réalisés pour améliorer la fonctionnalité des surfaces (clôtures, drainage ...), des difficultés d'exploitation...

Les cartes en annexe 4 présentent les surfaces stratégiques pour les exploitations. Sont identifiées :

- Les surfaces de pâture autour des bâtiments d'élevage ;
- Les surfaces de développement potentiel des bâtiments.

FONTAINE
Engagements Mesures Agroenvironnementales et Climatiques

CHAMBRE D'AGRICULTURE
DOUBS-TERRITOIRE DE BELFORT



Les zonages environnementaux

L'intérêt des espaces ouverts, exploités par l'agriculture est important en matière de paysages diversifiés et d'environnement (circulation de l'eau, air, circulation et alimentation de la faune, diversité floristique...).

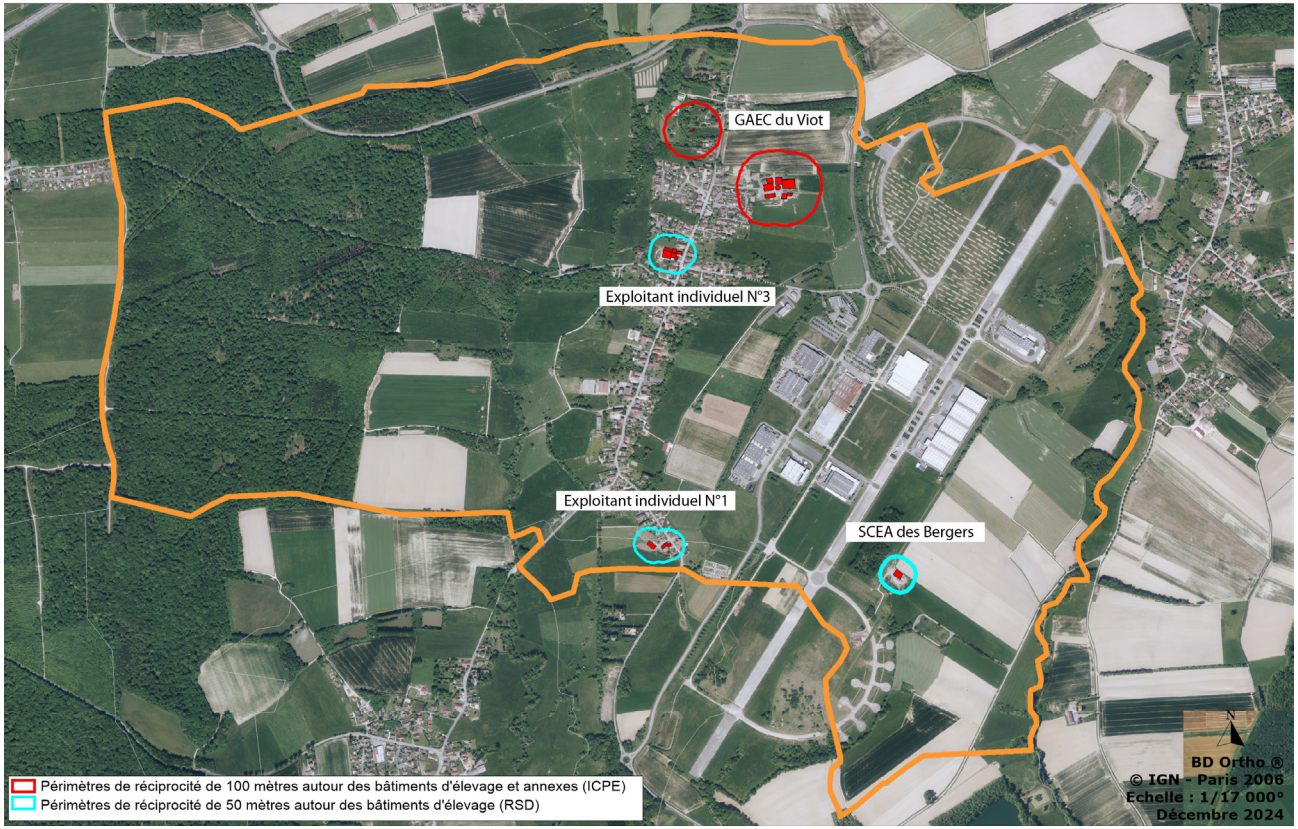
Les contraintes de sols et de reliefs ont orienté les activités agricoles vers le type « polyculture-élevage ». L'exploitation des prairies de manière extensive ont permis le maintien d'une faune et d'une flore qui ont conduit au classement d'une partie du territoire communal en ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, floristique et faunistique) et en zone Natura 2000 « Étangs et vallées du Territoire de Belfort ». La politique agricole commune encourage les agriculteurs à améliorer leurs pratiques sur ces zones, par la contractualisation de mesures agro-environnementales, établies à l'échelle départementale. Une seule parcelle est concernée sur Fontaine.

Fontaine est une commune boisée. De nombreux arbres et haies composent le paysage de Fontaine. La réflexion sur les espaces boisés que souhaite classer la commune dans le cadre du PLU peut se faire avec l'appui des agriculteurs, qui connaissent les réalités du terrain et peuvent faire part de leurs projets sur les parcelles concernées. La conditionnalité des aides de la politique agricole commune impose d'ailleurs le maintien des haies et des bosquets.

Les bâtiments agricoles et principe de réciprocité :

Un autre pilier important du fonctionnement des exploitations est l'utilisation de bâtiments notamment pour l'élevage et le stockage (fourrage, matériel). Ces bâtiments en tant qu'outils de travail peuvent générer des nuisances, c'est pourquoi la législation sanitaire et environnementale impose aux agriculteurs de respecter des distances d'éloignement (50 m ou 100 m) par rapport aux habitations occupées par des tiers. Afin de limiter les conflits de voisinage, le principe de réciprocité (article L.111-3 du code rural) impose aux tiers de respecter une distance de recul égale à celle imposée aux exploitations agricoles. Cette règle constitue une contrainte d'urbanisme puisqu'en principe elle rend inconstructibles les parcelles situées en périphérie des exploitations. La situation des bâtiments d'exploitation dans le village est donc un élément important à prendre en compte dans le PLU.

FONTAINE
Périmètres réglementaires



Les bâtiments relevant du RSD

Le Règlement Sanitaire Départemental (arrêté préfectoral du 28 janvier 1987) précise les conditions d'implantation des bâtiments d'élevage (uniquement les bâtiments abritant des animaux) et ouvrages de stockage des déjections par rapport aux tiers. Ces constructions doivent s'implanter à 50 mètres des locaux occupés par des tiers. Par ailleurs, certains silos doivent être implantés à plus de 25 mètres des tiers.

Créé par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999 (art. 105), l'article L. 111-3 du code rural énonce le principe de réciprocité. Ce principe limite les constructions de tiers à proximité des bâtiments d'élevage, ouvrages de stockage des déjections et silos, sauf dérogation.

Extrait du code rural – article 111.3 : « Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes. [...] »

Dans les secteurs où des règles spécifiques ont été fixées en application de l'alinéa précédent, l'extension limitée et les travaux rendus nécessaires par des mises aux normes des exploitations agricoles existantes sont autorisés, nonobstant la proximité de bâtiments d'habitations.

Par dérogation aux dispositions du premier alinéa, une distance d'éloignement inférieure peut être autorisée par l'autorité qui délivre le permis de construire, après avis de la Chambre d'Agriculture, pour tenir compte des spécificités locales. [...]

La plupart des bâtiments agricoles de la commune sont concernés par le RSD. Les bâtiments de l'association EPONA accueillant des chevaux y sont également soumis.

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Au-delà d'un certain effectif (50 vaches laitières ou 100 vaches allaitantes pour les exploitations qui concernent Fontaine), un élevage relève de la législation des installations classées (réglementation gérée par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations).

Cette réglementation impose aux exploitants d'implanter les bâtiments d'élevage ainsi que leurs annexes (silos, salle de traite, fosse, fumière, stockage de fourrage...) à plus de 100 mètres des locaux occupés par des tiers.

Le principe de réciprocité (L111.3 du code rural), impose cette même distance d'éloignement de la part des tiers par rapport aux bâtiments d'élevage et leurs annexes.

Sur Fontaine, seul le GAEC du VIOT est concerné par cette législation, pour les bâtiments situés sur le site principal, ainsi qu'un bâtiment de stockage de fourrage isolé (dont l'utilisation par le GAEC est pérenne). Pour ce bâtiment, une dérogation à la distance de réciprocité peut être étudiée.

Labels, Appellations et Indications

La commune de Fontaine est incluse dans l'aire géographique de l'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) du Munster et dans l'aire de production des Indications Géographiques Protégées (IGP) suivantes :

- « Cancoillotte » ;
- « Gruyère » ;
- « Emmental français Est-Central » ;
- « Franche-Comté » ;
- « Porc de Franche-Comté » ;
- « Saucisse de Montbéliard » ;
- « Saucisse de Morteau ou Jésus de Morteau ».

L'espace agricole est le support de l'activité de production agricole. En ce sens, il est support d'une activité économique. Toutefois, la fonction de production n'est pas seule.

L'activité agricole façonne le paysage, le cadre de vie des habitants de la commune, et contribue fortement à son entretien (maintien des espaces ouverts, entretien des haies ...).

En matière d'environnement, l'exploitation agricole est également très importante (diversité des cultures, gestion extensive des surfaces prairiales ...). L'agriculture est également une source de lien social qui peut être développé notamment par des projets de vente directe (point de vente collectif, AMAP).

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD)

Le PRAD, établi pour une durée de 7 ans, est un plan régional qui vise à définir les grandes orientations stratégiques de l'État en région dans les domaines agricole, agroalimentaire et agro-industriel.

Le PRAD de Franche-Comté, arrêté en 2012, s'articule autour de 4 axes dont le premier est tourné vers les territoires. Cet axe comporte 3 objectifs :

- Développer l'attractivité des territoires ruraux, espaces de vie et de production : développement de l'emploi, accès aux services et accueil ;
- Conforter la place de l'agriculture ;
- Raisonner la consommation de l'espace.

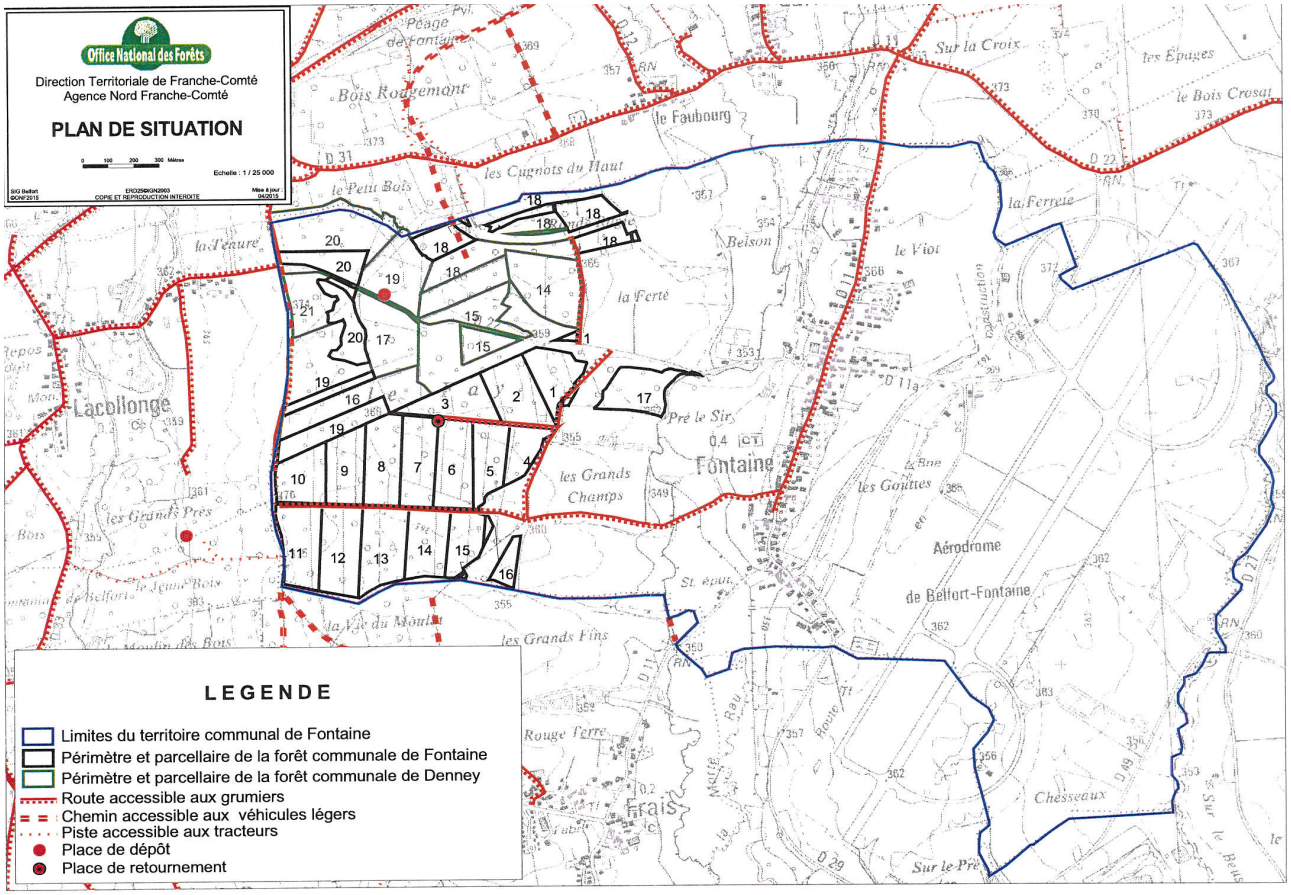
9.2. L'espace forestier

Les forêts publiques

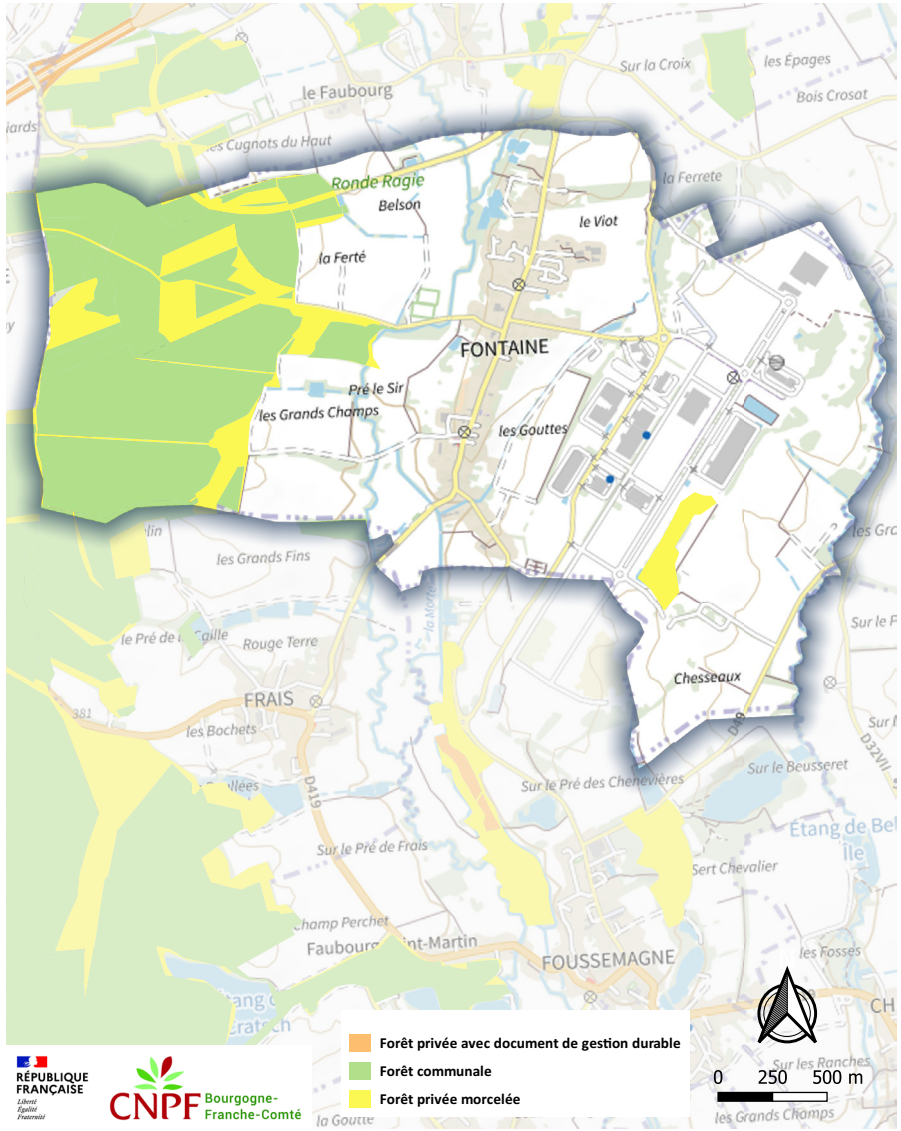
Le ban de Fontaine compte au total 145 ha de forêt publique (99 ha pour la forêt communale de Fontaine et 46 ha pour la forêt communale de Denney). Ces forêts relèvent du régime forestier (article L.211-1 du Code forestier) et sont gérées par l'Office National des Forêts (ONF).

Pour rappel, la forêt publique remplit plusieurs fonctions :

- Production de bois d'œuvre (bois de construction, d'ameublement), de bois d'industrie (pâte à papier, panneaux de particules), bois d'énergie (bois de feu) ;
- Fonctionnement environnementale : c'est le milieu de vie pour la faune et la flore mais également un corridor écologique qui permet la migration des espèces ;
- Fonction sociale : cadre de vie (aspect paysager), lieu de détente (randonnées, cueillette…) ;
- Préservation de la qualité de l'eau ;
- Fonction de protection contre l'érosion.



Cette carte de l'ONF localise les forêts bénéficiant du régime forestier sur le territoire de Fontaine, ainsi que les dessertes et les équipements forestiers.



Fontaine compte quelques hectares de forêt privée sur son ban communal (forêt privée morcelée).

9.3. L'énergie

Les consommations énergétiques

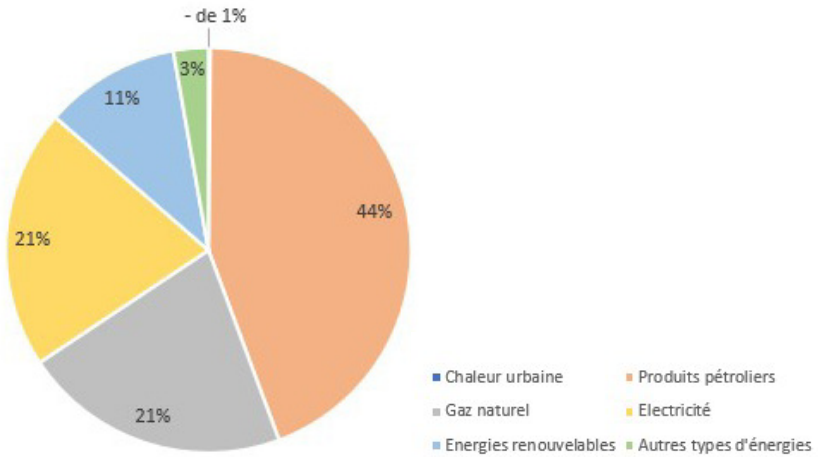
Au niveau départemental (données Opteer, 2022), la consommation énergétique est importante pour le transport routier (35 %) et le résidentiel (29 %). Le tertiaire regroupe 15 % des consommations énergétiques. Pour répondre aux besoins, les principales filières d'approvisionnement énergétiques sont les produits pétroliers (44 %), le gaz naturel (21 %) et l'électricité (21 %). Les énergies renouvelables (dont la filière bois-énergie) y participent de manière moins significative (11 %).

La consommation totale sur le département (tous les secteurs et toutes les énergies) s'élève à 288 700 tep (tonnes équivalent pétrole) en 2022. Ceci s'explique d'une part, par les caractéristiques du territoire (hivers rigoureux entraînant une consommation élevée pour le chauffage, un territoire générant des déplacements) et d'autre part, par la présence d'industries.

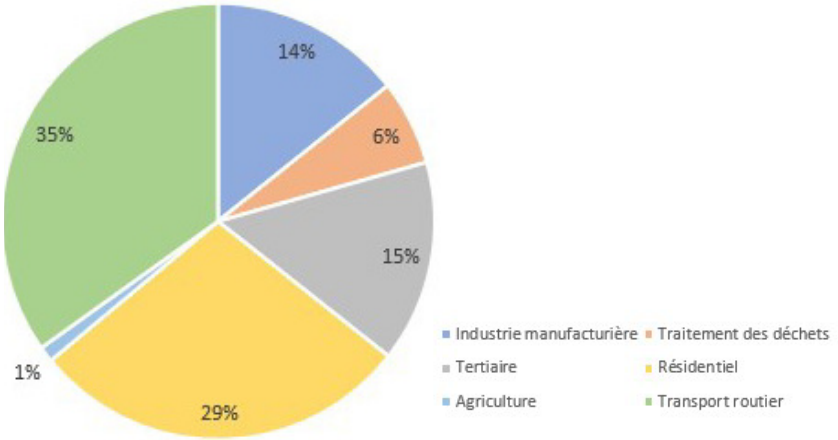
En 2022, la consommation énergétique totale de la commune de Fontaine est égale à 5 001 tep (tonnes équivalent pétrole), ce qui représente 1,7 % des consommations du département.

La consommation d'énergie par habitant sur la commune de Fontaine est égale à 8,32 tep/habitant. Elle est supérieure à la moyenne départementale (2,06 tep/ habitant) et régionale (2,62 tep/habitant).

Consommation d'énergie par secteur et par type d'énergie dans le Territoire de Belfort en 2022



Consommation d'énergie par secteur dans le Territoire de Belfort en 2022



La production des énergies renouvelables

Les énergies renouvelables (EnR) sont des sources d'énergies dont le renouvellement naturel est assez rapide pour qu'elles soient considérées comme inépuisables à l'échelle du temps humain. Les énergies de récupération concernent la chaleur générée par un procédé qui n'en constitue pas la finalité première. En Bourgogne-Franche-Comté, elles sont déjà exploitées dans les usines d'incinération des ordures ménagères où, conformément aux conventions nationales, seuls 50 % de l'énergie valorisée sont considérés comme d'origine renouvelable, les 50 % restants étant considérés comme des énergies de récupération.

En 2018, la commune de Fontaine a produit l'équivalent de 1 844 MWh.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Une surface agricole de 334 ha et des terres agricoles de qualité agro-pédologique moyenne à faible.
- 15 agriculteurs interviennent à Fontaine dont 6 exploitants ont leur siège sur le ban communal.
- 58 % des surfaces agricoles sont des prairies permanentes.
- Fontaine compte 145 hectares de forêt publique sur son ban.
- Une consommation énergétique par habitant supérieure à la moyenne régionale et départementale.

LES ENJEUX

- La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations.
- La prise en compte de la circulation agricole dans les futurs projets urbains.
- Le maintien des dessertes forestières existantes.
- Le développement des actions de sensibilisation et la réduction des consommations énergétiques.
- L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments).

10. Les nuisances, les pollutions et les déchets

10.1. La qualité de l'air : pollutions atmosphériques et changement climatique

La région Bourgogne-Franche-Comté dispose d'une association agréée de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) : Atmo Bourgogne-Franche-Comté. L'une des missions de cette structure associative de type loi 1901 est la mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air et de la diffusion de résultats et prévisions. La surveillance fait ensuite l'objet de diffusion de résultats et de prévisions par des documents écrits et par son site internet que chacun peut consulter.

Une présence élevée de particules fines

L'état de la qualité de l'air est fortement lié aux sources de pollution qui se situent sur le Territoire de Belfort mais aussi à l'influence importante des transferts de pollution plus globaux et variables suivant le régime de vent observé.

La station de mesure la plus proche est celle de Belfort (Belfort octroi), située au carrefour du Quai Vauban et de la rue Clémenceau. Cette station dite de type « sous influence du trafic » a pour objectif le suivi de l'exposition de la population aux phénomènes de la pollution dans les zones urbaines et en particulier à proximité du trafic urbain. Elle mesure les oxydes d'azote, les particules fines, le monoxyde d'azote et le dioxyde d'azote.

Les principaux polluants atmosphériques sont :

- **Les oxydes d'azote (NOx)** sont principalement émis lors des phénomènes de combustion. Le secteur des transports routiers est responsable de près de deux tiers des émissions de la région. Suivent ensuite le secteur de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, qui contribuent plus faiblement à ces émissions pour un peu plus de 10 % chacun.
  Le dioxyde d'azote est un gaz irritant qui pénètre dans les plus fines ramifications des voies respiratoires. Il peut entraîner une altération de la fonction respiratoire, une hyper-réactivité bronchique chez les asthmatiques et un accroissement de la sensibilité des bronches chez l'enfant.
  Le dioxyde d'azote participe au phénomène des plus acides, et contribue ainsi à l'appauvrissement des milieux naturels et à la dégradation des bâtiments. Il est impliqué dans la formation de l'ozone en tant que précurseur, et donc indirectement à l'accroissement de l'effet de serre.
- **L'ozone (O3)** est un polluant secondaire issu de la transformation photochimique de certains polluants primaires dans l'atmosphère (oxydes d'azote, composés organiques volatiles) sous l'effet du rayonnement solaire. La pollution à l'ozone intervient donc essentiellement en période estivale.
  Ce gaz est agressif et pénètre facilement jusqu'aux voies respiratoires les plus fines et peut provoquer chez certaines personnes (notamment les jeunes enfants, personnes âgées, asthmatiques, allergiques ou souffrant d'insuffisances cardiaque et respiratoire) des irritations respiratoires mais aussi oculaires.
  L'ozone a un effet néfaste sur la végétation (processus physiologiques des plantes perturbés), sur les cultures agricoles (baisse des rendements) et sur le patrimoine bâti (fragilisation/altération de matériaux tels que des métaux, pierres, cuir, caoutchouc, plastiques ...).
- **Les particules fines (PM10 et PM2,5)** ont pour origine les combustions (chauffage résidentiel, trafic routier, incinération des déchets, feux de forêts ...), certains procédés industriels (carrières, cimenteries, fonderies ...) et autres activités telles que les chantiers BTP ou l'agriculture (via notamment le travail des terres cultivées) qui les introduisent ou les remettent en suspension dans l'atmosphère.
  La toxicité des particules dépend de leur taille : plus elles sont petites, plus elles pénètrent profondément dans le système respiratoire. Certaines servent de vecteur à différentes substances toxiques voire cancérigènes ou mutagènes (métaux, HAP ...).
  Les effets de salissure sur l'environnement sont les atteintes les plus évidentes, de fait les particules contribuent à la dégradation physique et chimique des matériaux, bâtiments, monuments ... accumulées sur les feuilles des végétaux, elles peuvent les étouffer et entraver la photosynthèse.

On distingue les particules fines en fonction de leur granulométrie :

PM10 : ensemble des particules dont le diamètre est inférieur à 10 microns.

PM2,5 : ensemble des particules dont le diamètre est inférieur à 2,5 microns.

Les émissions de gaz à effet de serre

Les gaz à effet de serre (GES) concernés par le Protocole de Kyoto sont : le dioxyde de carbone, le méthane, le protoxyde d'azote et les gaz fluorés.

En 2022, les émissions totales (hors biotiques) du département s'élèvent à 636 491 teqCO_2 (tonnes équivalent CO_2). Les principaux secteurs d'émissions de GES sont les transports routiers et le secteur résidentiel.

	France	Bourgogne-Franche-Comté	Territoire de Belfort	Grand Belfort	Fontaine
Gaz à effet de serre (GES) en 2022	5,8 teqCO_2/ habitant	7,5 teqCO_2/ habitant	4,5 teqCO_2/ habitant	4,7 teqCO_2/ habitant	14,2 teqCO_2/ habitant

Les émissions de GES sur le territoire du Grand Belfort sont surtout dues :

- À la combustion de carburants (45 %) ;
- Au chauffage des habitations et à la production d'eau chaude (16,2%) ;
- À l'industrie manufacturière (11,6 %) ;
- Au secteur tertiaire (10,4%).

Sur Fontaine, les secteurs « industries manufacturières » (59,5 %) et « agriculture » (13,7 %) sont les plus émetteurs de GES. Ces chiffres sont expliqués par la présence de l'Aéroparc situé à proximité.

Les allergènes

Parmi les allergènes atmosphériques, les pollens sont responsables de réactions allergiques pour 10 à 20 % de la population (projet régional de santé de Bourgogne-Franche-Comté – 2018-2027).

Les pollens les plus allergisants sont ceux transportés par le vent (issus des plantes dites « anémophiles ») et de très petite taille (de 20 à 60 micromètres en moyenne) qui pénètrent profondément dans l'appareil respiratoire.

Deux grandes catégories de pollens sont responsables d'allergies respiratoires :

- Les pollens d'arbres : bouleau, cyprès, aulne, frêne, chêne, charme, noisetier, platane.
- Les pollens d'herbacées : graminées (responsables de 80 % des allergies au pollen), ambroisie, armoise, pariétaire, chénopode, plantain.

Le pollen d'ambroisie est très allergisant et provoque de graves symptômes. Afin d'enrayer son expansion, qui pour l'instant touche peu le Territoire de Belfort, l'Agence régionale de Santé (ARS) recommande une attention particulière lors de travaux d'aménagement en particulier lors d'apport de terre.

La carte stratégique air (CSA)

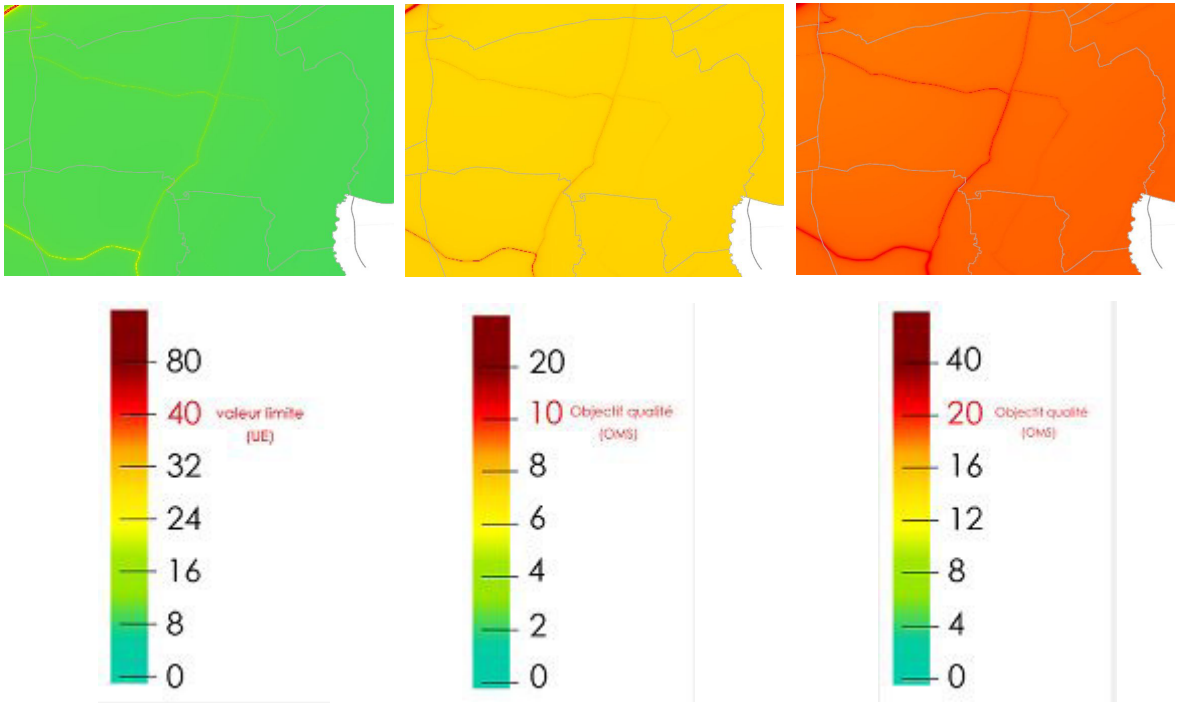
La maîtrise de l'exposition de la population atmosphérique est un enjeu majeur dans l'aménagement du territoire, en particulier dans un contexte où l'intensification urbaine peut contribuer à aggraver cette exposition. De manière générale, le développement urbain est très contraint, et le « critère air » étant dur à appréhender, son intégration est souvent difficile.

Aussi, Atmo Bourgogne-Franche-Comté a produit des cartes stratégiques air (CSA) permettant aux collectivités d'identifier les zones de vigilance vis-à-vis de la qualité de l'air et de guider le développement urbain. Les CSA sont prioritairement produites sur les zones à enjeux air/urbanisme, et obligatoires sur les aires urbaines de plus de 250 000 habitants ainsi que sur les zones couvertes par un Plan de protection de l'atmosphère (PPA).

Cependant, suite à un consensus national sur la mise à jour de la méthodologie de la réalisation des CSA et du faible intérêt au niveau local, Atmo n'as pas maintenu la mise à jour de ces cartes.

Atmo propose en alternative des cartes de modélisation de la qualité de l'air. Ces cartes exposent les quantités moyennes annuelles de polluants (NO2, PM2,5, PM10) en fonction des recommandations de l'OMS.

Concentration des NO2 (en vert), des PM2,5 (en rouge) et des PM10 (en jaune) sur la commune de Fontaine :



D'après les cartes ERProx, il est possible de faire les constats suivants :

- La population de Fontaine est faiblement exposée au NO2 : 8 µg/m³ en moyenne sur l'ensemble du village et 24 µg/m³ sur les infrastructures routières. Pour rappel, la valeur limite établit par l'OMS est de 40 µg/m³.
- Fontaine est plus fortement exposée au PM2,5. En effet, les habitants du village sont exposés, par endroit, à une concentration à la limite de l'objectif qualité établit par l'OMS. Il important de signaler que ces concentrations dépassent l'objectif au niveau des infrastructures routières.
- Concernant les concentrations en PM10, les habitants sont soumis en moyenne à une concentration de 14 µg/m³. Comme pour les deux polluants précédents, ce sont les infrastructures routières qui dépassent les objectifs de qualité de l'OMS.

Le SRCEA, le SRE et le PPA

Le Schéma régional climat-air-énergie (SRCAE)

La loi Grenelle 2 a prévu la mise en place de Schéma régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) dans chacune des régions.

Le SRCAE a pour vocation de fournir un cadre stratégique et prospectif aux horizons 2020 et 2050 sur les thématiques suivantes : la maîtrise de la demande en énergie, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la prévention ou réduction de la pollution atmosphérique, le développement de la production d'énergie renouvelable et l'adaptation des territoires et des activités socio-économiques aux effets du changement climatique.

Ce schéma fixe, à l'échelon du territoire régional et aux horizons 2020 et 2050 :

- Les orientations permettant d'atténuer les effets du changement climatique et de s'y adapter, conformément à l'engagement pris par la France de diviser par quatre ses émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2050, et conformément aux engagements pris dans le cadre européen. A ce titre, il définit notamment les objectifs régionaux en matière de maîtrise de l'énergie ;
- Les orientations permettant, pour atteindre les normes de qualité de l'air mentionnées à l'article L.221-1 du Code de l'environnement, de prévenir ou de réduire la pollution atmosphérique ou d'en atténuer les effets. À ce titre, il définit des normes de qualité de l'air propres à certaines zones lorsque leur protection le justifie ;
- Par zones géographiques, les objectifs qualitatifs et quantitatifs à atteindre en matière de valorisation du potentiel énergétique terrestre, renouvelable et de récupération et en matière de mise en œuvre de techniques performantes d'efficacité énergétique telles que les unités de cogénération, notamment alimentées à partir de biomasse, conformément aux objectifs issus de la législation européenne relative à l'énergie et au climat.

La loi ne définit aucun lien juridique entre le SRCAE et les documents d'urbanisme. Néanmoins, ces derniers pourront être concernés à travers la détermination des conditions de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la maîtrise de l'énergie et la production des énergies renouvelables, la préservation de la qualité de l'air (L.101-2 du Code de l'urbanisme). En outre, les plans climats énergie territoriaux (PCAET) compatibles avec le SRCAE, doivent être pris en compte par les SCoT et les PLU.

Le SRCAE de Franche-Comté a été approuvé par arrêté N°2012327-0003 du 22 novembre 2012. Ce document définit les orientations et objectifs régionaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, de maîtrise de la demande énergétique, de développement des énergies renouvelables, de lutte contre la pollution atmosphérique et l'adaptation au changement climatique.

L'axe 2 du SRCAE concerne les orientations pour l'aménagement du territoire et les transports : urbanisme, mobilité des personnes et transports de marchandises.

La loi Grenelle 2 fait obligation aux régions (si elles ne l'intègrent pas dans leur SRCAE), aux départements, aux communautés urbaines, aux communautés d'agglomération, aux communes et communauté de communes de plus de 50 000 habitants, d'adopter un Plan Climat-Énergie Territorial (PCET).

La loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 fait évoluer le périmètre et l'ambition des plans climat, en y intégrant les enjeux concernant la qualité de l'air.

Les élus du Grand Belfort ont adopté le 10 octobre 2024 le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) 2024-2030. Ce document est structuré en huit thématiques et 33 actions concrètes.

Les huit thématiques sont les suivantes :

- Culture commune, mobilisation des acteurs et pilotage ;
- Habitat, urbanisme et adaptation au changement climatique ;
- Qualité de l'air ;
- Alimentation, agriculture, forêt et biodiversité ;
- Mobilité ;
- Économie locale, tourisme et déchets ;
- Développement des énergies renouvelables ;
- Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes).

De plus, depuis la mise en place de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021, l'état français se donne pour objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40 % d'ici 2030.

Le Schéma Régional Eolien (SRE) de Franche-Comté

Le Schéma Régional Eolien (SRE) a été approuvé par arrêté 2012 282-0002 du 8 octobre 2012. Le SRE est la déclinaison du SRCAE pour le volet éolien. Ce document a pour objectif de définir des zones favorables au développement de l'éolien, c'est-à-dire qui concilient les objectifs énergétiques avec les enjeux environnementaux. Il établit la liste des communes dans lesquelles sont situées les zones favorables au développement de l'énergie éolienne. La commune de Fontaine figure parmi les zones favorables au développement de l'énergie éolienne sans secteur d'exclusion.

Au stade du Schéma régional éolien, les sites Natura 2000 ne constituent pas des exclusions pour l'implantation d'éoliennes mais révèlent des enjeux à prendre en compte dans les étapes ultérieures.

Le plan de protection de l'atmosphère (PPA)

Suite au dépassement de l'objectif de qualité entre 2008 et 2009 sur l'ensemble des stations de l'aire urbaine en matière de concentration de particules fines (PM10), le préfet du Doubs, coordinateur du plan, a souhaité mettre en place un Plan de protection de l'atmosphère (PPA) pour prendre rapidement des mesures de réduction.

Le PPA sur l'Aire urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle, approuvé le 21 août 2013, définit un certain nombre de mesures afin de réduire la présence de particules fines dans l'air : généralisation de l'interdiction de brûlage à l'air libre des déchets verts, réduction ponctuelle de la vitesse sur les axes structurants, sensibilisation de la population, etc.

Les zones d'accélération de la production d'énergie renouvelables (ZAER)

Les zones d'accélération de la production d'énergie renouvelables (ZAER) ont été introduites par la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables, dite loi « APER ».

Ces zones d'accélération doivent présenter le potentiel de développement de la production d'énergies renouvelables de manière territoriale. « *Elles sont définies, pour chaque catégorie de filières et de types d'installation de production d'énergie renouvelable (EnR), en tenant compte de la nécessaire diversification des énergies en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'EnR déjà installée. Les projets d'EnR sont facilités sur ces zones et elles témoignent auprès des porteurs de projet d'une volonté politique et d'une acceptabilité locale. Elles doivent aussi contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation des approvisionnements, tout en prévenant les éventuels dangers ou inconvénients* ».

À ce jour, aucun projet de ZAER n'a été validé sur la commune de Fontaine par les services de l'État.

10.2. Le traitement des déchets ménagers et les décharges

« Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers » (extrait de l'article L.541-2 du Code de l'Environnement).

Les déchets peuvent constituer en effet un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisance pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le Code de l'Environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliquées sur les différentes parties du territoire.

Ces plans départementaux organisent le traitement des déchets ménagers ; ils concernent différentes catégories de résidus urbains (ordures ménagères, encombrants, déchets verts, boues de station d'épuration ...) que les communes doivent diriger vers les installations conformes à la réglementation en vigueur. L'élimination des déchets en dehors de telles installations est interdite.

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), approuvé en juillet 2002, donne les orientations et préconisations pour l'organisation de la gestion des déchets. Elles vont dans le sens d'une limitation du tonnage des déchets ménagers, de la maîtrise des coûts de traitement, d'une économie de matières premières par le recyclage.

Le Plan Local de Prévention et de Gestion des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPGDMA) de 2021 met à jour le PLP du Grand Belfort approuvé en 2015. Ce document s'appuie sur :

- Le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de la Région Bourgogne-Franche-Comté de 2019 ;
- L'article R541-41-19 ;
- Et le Code de l'Environnement.

Ce document détaille les objectifs du PRPGD sur lesquels Grand Belfort doit agir ainsi que les mesures à mettre en œuvre pour répondre au mieux à ces derniers.

À Fontaine, la collecte des déchets ménagers est effectuée par un prestataire, tandis que la compétence du traitement des déchets a été transférée au Syndicat d'études et de réalisations pour le traitement intercommunal des déchets (SERTRID).

La collecte

En 2025, la collecte des déchets ménagers sur la commune de Fontaine se fait par extension des consignes de tri.

La collecte des ordures ménagères est effectuée à l'aide de conteneurs normalisés mis à la disposition des habitants par le service déchets ménagers du Grand Belfort. Fontaine fait partie de la collecte « Fontaine, Reppe ». La collecte des déchets ménagers est réalisée tous les mardis des semaines paires (poubelle marron ou grise) et celle des emballages recyclables tous les lundis (poubelle jaune).

Il est demandé aux habitants de placer leurs conteneurs sur le domaine public et de les rentrer le plus tôt possible après la collecte. Sur Fontaine, il est recensé huit Points d'Apport Volontaire (PAV) pour le verre et les vêtements. Ces PAV sont situés :

- Sur la place rue du Viot avec un point d'apport volontaire pour le verre ;
- Rue du Tilleul (au niveau de la plateforme à déchets verts) avec deux points d'apport volontaire pour le verre et un pour le textile ;
- L'Aéroparc avec deux points d'apport volontaire pour le verre, un pour le textile et un pour les emballages et papier.

Grand Belfort met à disposition des habitants une benne à déchets verts sur la commune de Fontaine, celle-ci est située rue du Tilleul à proximité de la station d'épuration et du terrain de sport.

Une collecte des encombrants sur rendez-vous est proposé, ce service a pour vocation d'aider les usagers à se débarrasser de leurs gros électroménagers et de leurs meubles ou literies. Le volume accepté par rendez-vous est de 2 m3 maximum.

Pour les autres déchets, le Grand Belfort met à disposition des habitants des déchèteries (Châtenois-les-Forges, Danjoutin, Sermamagny et Fontaine).

Depuis début février 2024, la collecte des déchets alimentaires – ou biodéchets – est mise en place par le Grand Belfort. Le Grand Belfort fournit gratuitement les matériels de tri aux habitants (bioseaux et sacs en papier kraft) ainsi qu'un guide pratique des déchets alimentaires. Des bornes à biodéchets ont été installées dans la plupart des communes. Deux points de biodéchets ont été recensés à Fontaine : Rue du Viot et Rue du Tilleul. La collecte est organisée une fois par semaine au moins.

Le traitement

Les ordures ménagères sont acheminées à l'Ecopôle (usine d'incinération) à Bourogne, géré par le SERTRID. Il traite les ordures ménagères par incinération et s'occupe de la gestion des déchets verts.

Les décharges

Deux anciennes décharges ont été recensées sur le territoire de Fontaine. Elles sont situées à proximité du terrain de sport à l'ouest de la commune.

10.3. Les nuisances sonores

La lutte contre le bruit a pour objet de « prévenir, supprimer ou limiter l'émission ou la propagation sans nécessité ou par manque de précautions des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement » selon l'article L. 571-1 du Code de l'environnement.

Le bruit pose un problème de santé publique et constitue depuis plusieurs années une préoccupation majeure qui requiert une attention particulière dans l'élaboration des plans locaux d'urbanisme.

Le classement sonore des infrastructures de transports terrestres constitue un dispositif réglementaire préventif. Dans les secteurs déterminés, les futurs bâtiments devront présenter une isolation acoustique renforcée.

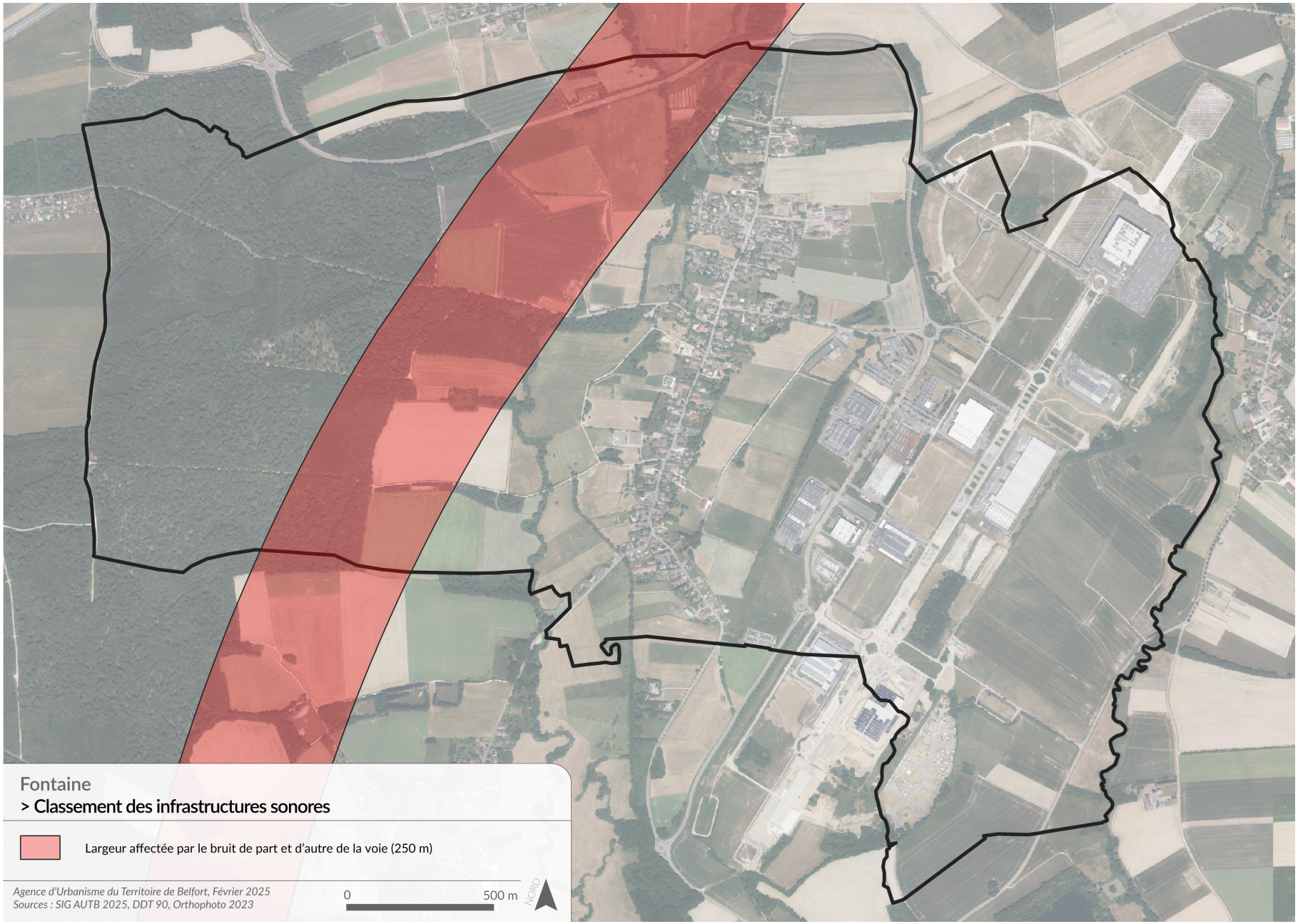
Une infrastructure traversant ou impactant Fontaine est listée dans l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2010 portant classement des infrastructures de transports terrestres. Il s'agit du prolongement de la ligne LGV.

L'arrêté de 2010 est révisé en 2017 par l'arrêté N°DDTSEE-90-2017-05-16-001. Celui-ci porte révision du classement des infrastructures de transport terrestres du Territoire de Belfort et détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures.

La prolongation de la LGV Branche Est est toujours inscrite dans les annexes.

Infrastructures	Catégorie	Largeur affectée par le bruit de part et d'autre de la voie
LGV 2ème tranche Branche Est	2	250 m

En 2023, ce dernier a été révisé par l'arrêté N°DDTSEEF-90-2023-12-21-00004. Cependant, celui-ci ne porte que sur la révision du classement sonore des routes du Territoire de Belfort et la détermination de l'isolement acoustique des bâtiments dans les secteurs affectés par le bruit aux abords de ces infrastructures.


Fontaine
> Classement des infrastructures sonores
Largeur affectée par le bruit de part et d'autre de la voie (250 m)
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, Février 2025
Sources : SIG AUTB 2025, DDT 90, Orthophoto 2023
0
500 m
NORD

10.4. La pollution des sols

L'activité industrielle présente dans le département génère des pollutions anthropiques qui affectent le sol et le sous-sol ainsi que les eaux souterraines. Les principaux polluants en cause sont des hydrocarbures, des métaux et dans une moindre mesure des solvants.

Deux bases de données nationales permettent de recueillir les informations :

- Basias : base des anciens sites industriels et activités de service, créée par l'arrêté du 10 décembre 1998 ;
- Basol : base de données sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués) appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif. L'inscription d'un site dans la base de données ne préjuge pas qu'il est le siège d'une pollution.

Depuis mai 2005, les sites n'appelant plus d'action de la part des pouvoirs publics chargés de la réglementation sur les installations classées, ont été transférés de Basol dans Basias.

L'inventaire Basias

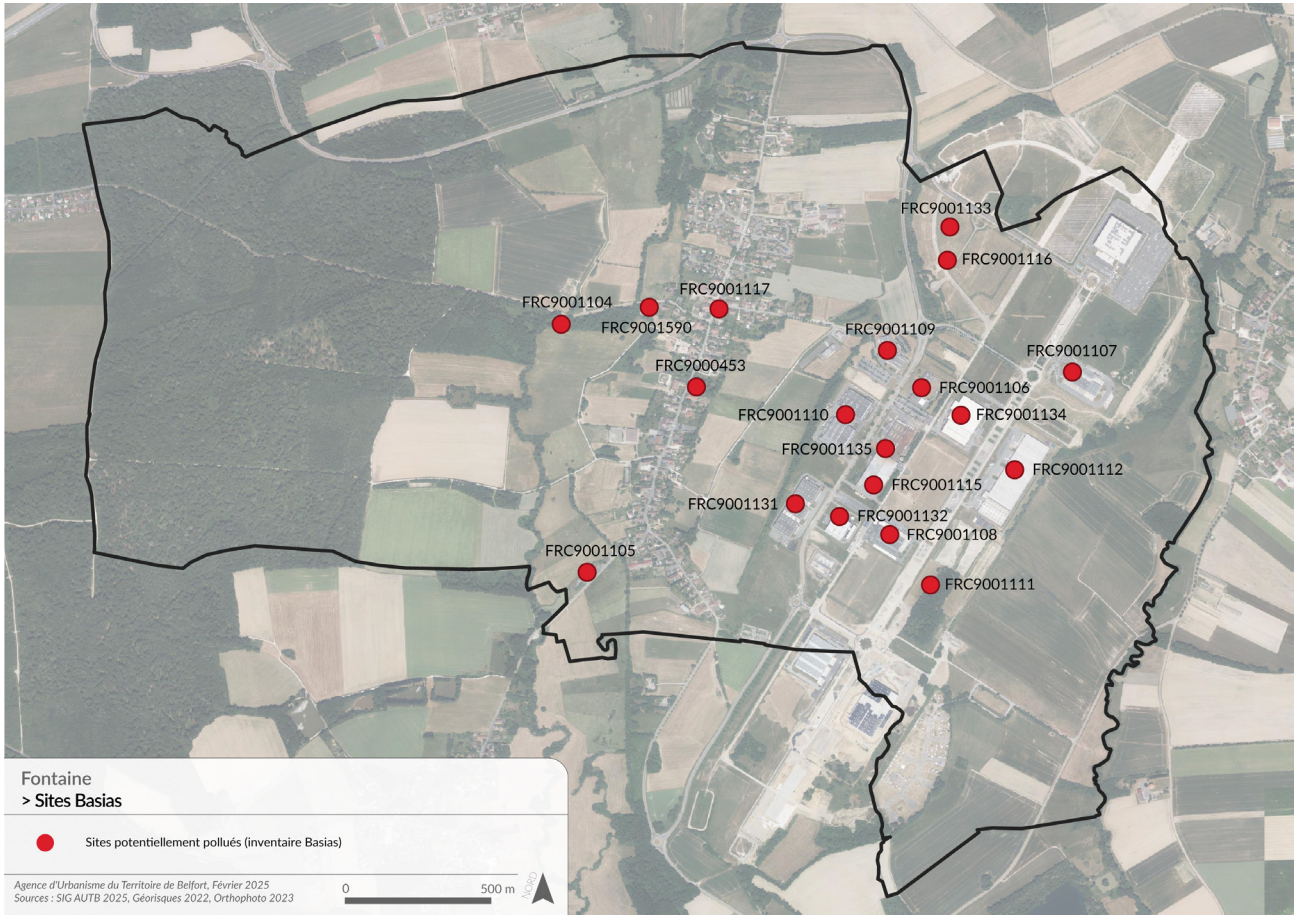
L'inventaire Basias permet de recenser tous les sites industriels abandonnés ou non, susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement. Selon la base de données Basias (georisques.gouv.fr), des activités susceptibles de présenter un risque de pollution (autre que biologique) sont recensées sur le territoire communal.

Selon la base de données Basias, la commune de Fontaine est concernée par les sites industriels suivants :

Identifiant	Raison sociale	Nom usuel	État occupation	Code activité
FRC9000453	Société d'Études et Travaux de Peinture Industrielle	Dépôt de peinture	En arrêt	C20.30Z
FRC9000454	THOMAS Ernest	Dépôt et séchage de peaux	Indéterminé	
FRC9001104	Commune de Fontaine	Décharge	En arrêt	E38.11Z
FRC9001105		Station d'épuration	Indéterminé	E37.00Z
FRC9001106	Tôlerie Fine Belfortaine (T.F.B.)	Tôlerie	Indéterminé	C25.50A
FRC9001107	Norbert Dentressangle Services, anc. Darfeuille Services	Plateforme de messagerie	Indéterminé	C27.20Z, G47.30Z, V89.07Z
FRC9001108	S.A. Amstutz Levin & Cie	Fabrication de pièces métalliques	Indéterminé	D35.45Z, C27.20Z, C25.50A
FRC9001109	Wamar Engineering S.A.R.L., anc. Edrapharm	Mécanique industrielle	Indéterminé	C25.50A, C25.61Z
FRC9001110	Plastic Omnium Équipements Extérieurs Automobile	Fabrication de pièces en plastique pour l'automobile	Indéterminé	C25.50A, D35.45Z, V89.07Z, C25.61Z, C27.20Z, C20.16Z
FRC9001111	Prologis France L Eurl	Entrepôts de stockage	En arrêt	V89.03Z, E38.47Z, C20.16Z, C27.20Z, V89.07Z, E38.41Z
FRC9001112	Prologis France XLIII Eurl	Entrepôts de stockage	Indéterminé	E38.41Z, C27.20Z, E38.47Z, C20.16Z
FRC9001115	Chambre de Commerce et de l'Industrie, anc. OTAN	Aérodrome	En arrêt	H51, V89.03Z
FRC9001116	Société Française des Pétroles B.P.	D.L.I.	En arrêt	V89.03Z
FRC9001117	Garage Tisserand, anc. Raymond SCHITTLY	Garage et station-service	En arrêt	G47.30Z, G45.20
FRC9001131	Geodis Automotive Est, anc. Société Nouvelle Begey	Stockage de pièces en plastique pour l'industrie automobile	Indéterminé	C20.17Z, C27.20Z
FRC9001132	S.A. Adler France, anc. S.A. Carcoustics Production, anc. Société Nouvelle Begey	Transformation de matières plastiques	Indéterminé	D35.45Z, C20.16Z, C22, C27.20Z
FRC9001133	SAS Transports Tous Travaux (T.T.T.)	Transport	Indéterminé	C27.20Z, G45.20, G47.30Z, V89.07Z, C23.7
FRC9001134	Société Nouvelle Wagon Manufacturing (S.N.W.M.), anc. Société Wagon Automotive S.A.	Nouvelle Wagon Manufacturing (S.N.W.M.), anc. Wagon Automotive S.A.	Indéterminé	D35.44Z, C20.52Z, C25.61Z, V89.07Z, D35.45Z, C25.50A
FRC9001135	Société des Applications Thermiques Européennes SAS (S.A.T.E.), anc. Compagnie Industrielle des Chauffe-Eau (C.I.C.E.)	Production de chauffe-eau	Indéterminé	C25.50A, C20.16Z, C25.61Z, C27.20Z, D35.45Z, V89.07Z
FRC9001590		Décharge	En arrêt	E38.11Z

Les sites recensés ont hébergé des activités susceptibles d'avoir pollué les sols, sans aucune information concrète sur la présence ou l'absence de pollution ne soit disponible.

Le site FRC9000454 n'est pas géolocalisé par la base de données Basias.



CE QU'IL FAUT RETENIR

- La qualité de l'air : une présence élevée de particules fines et des émissions de gaz à effet de serre bien supérieures aux moyennes régionales et nationales. La principale source est le transport routier.
- La collecte des déchets ménagers est assurée par un prestataire du Grand Belfort et le traitement par le SERTRID.
- Le projet d'une infrastructure de transport bruyante recensée : La 2ème tranche Branche Est de la LGV.
- 20 sites industriels (abandonnés ou en activités) susceptibles d'engendrer une pollution de l'environnement (inventaire Basias).

LES ENJEUX

- La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air.
- Une gestion des déchets qui doit être prise en compte dans la mise en place des projets de la commune.
- La prise en compte des nuisances sonores générées par le passage de la future LGV.
- La prise en compte des sites et sols pollués, notamment liée à la présence d'ICPE.

11. Les risques naturels et technologiques

Le risque majeur est la possibilité d'un événement d'origine naturelle ou anthropique (dû à l'homme), dont les effets (occurrence et intensité données) peuvent mettre en jeu un grand nombre de personnes, occasionner des dommages importants et dépasser les capacités de réaction de la société.

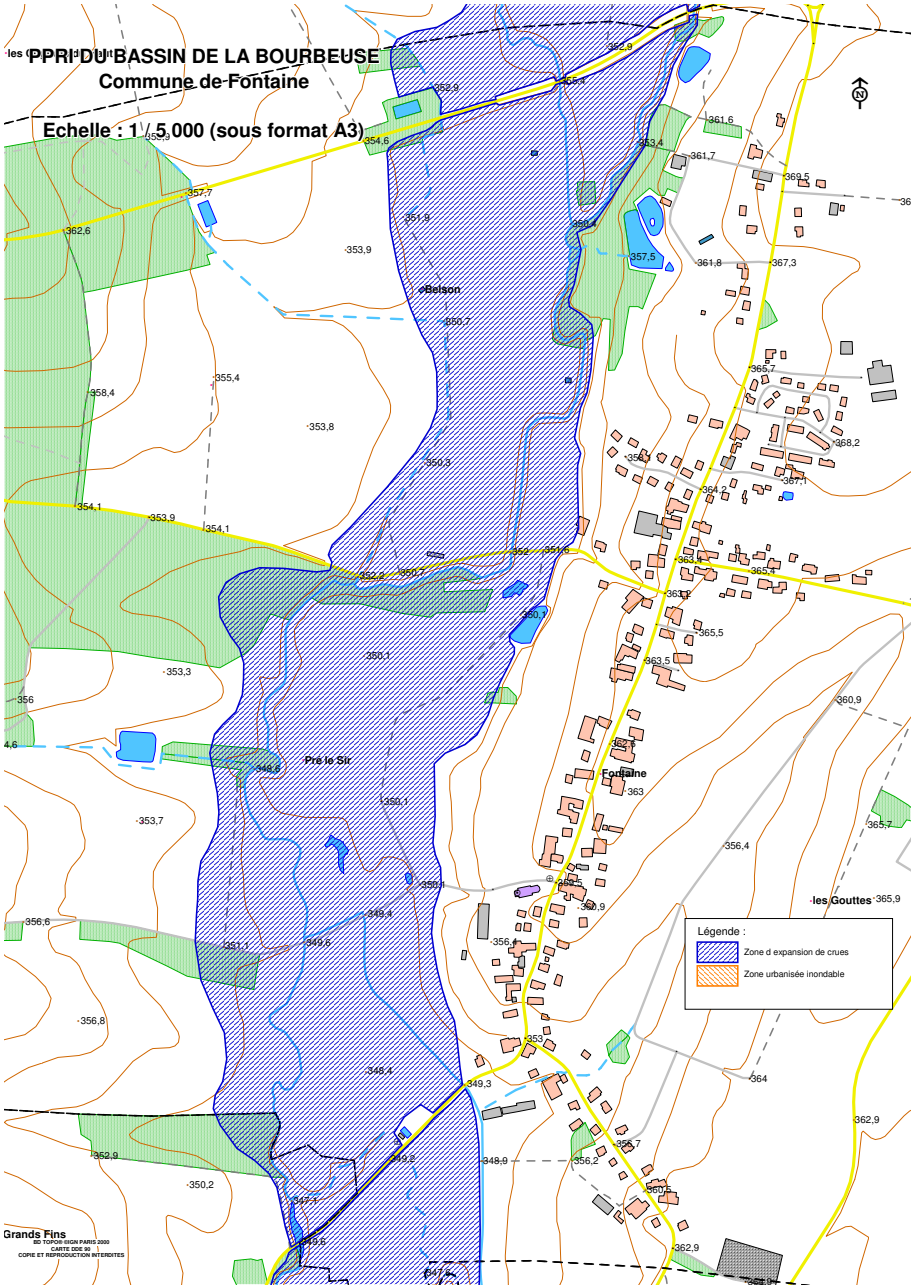
Un risque est donc un événement dangereux (aléa) qui s'applique à une zone où des enjeux humains, économiques ou environnementaux sont en présence.

11.1. Le risque inondation

Les différentes prairies alluviales situées à proximité de la Saint-Nicolas sont cartographiées dans l'étude des aléas PPRi du bassin de la Bourbeuse et de ses affluents (arrêté préfectoral en date du 13 septembre 2002).

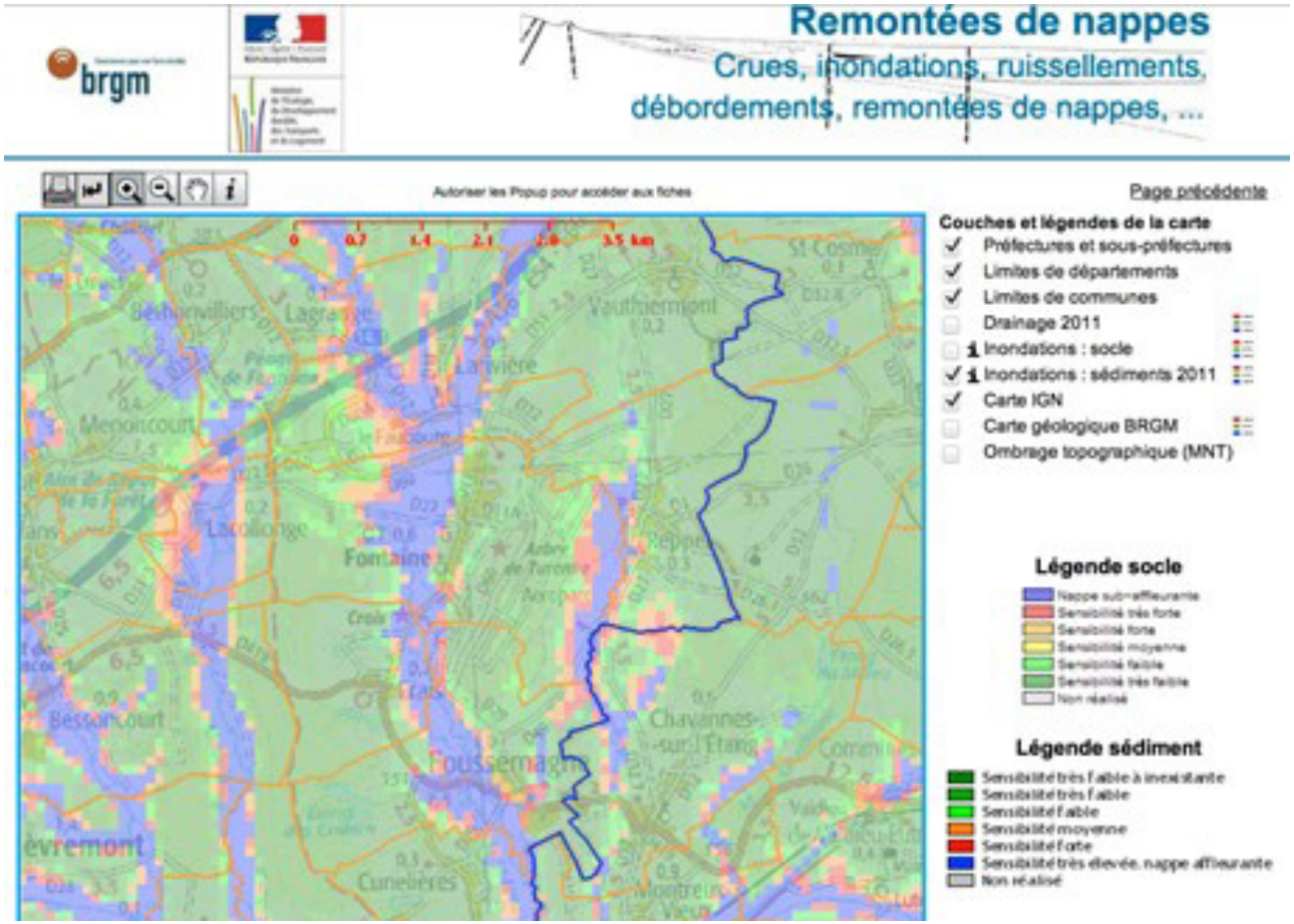
Le PPRI qui concerne la commune est approuvé. La commune de Fontaine est en zone sensible pour la Saône et le Doubs.

La révision et l'extension du PPRi ont été prescrites par le Préfet du Territoire de Belfort par arrêté du 20 décembre 2012.



Aléa inondation par remontée de nappe :

Des zones de nappe subaffleurante sont signalées le long de la Saint-Nicolas et de la Loutre. Plusieurs zones d'aléa faibles à forts sont signalés en bordure de ces nappes.



Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

La directive européenne du 23 octobre 2007 relative à l'évaluation et à la gestion du risque inondation dite « directive inondation » demande à ce que chaque grand district hydrographique se dote d'un Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) pour travailler à réduire les conséquences dommageables des inondations sur son territoire. Ainsi, le PGRI doit fixer des objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les dispositions ou moyens d'y parvenir.

La commune de Fontaine est concernée par le PGRI 2022-2027 du bassin Rhône- Méditerranée, adopté le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur du bassin.

Ses grands objectifs sont les suivants :

- Grand objectif n°1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
- Grand objectif n°2 : Augmenter la sécurité des populations exposées en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
- Grand objectif n°3 : Améliorer la résilience des territoires exposés ;
- Grand objectif n°4 : Organiser les acteurs et les compétences ;
- Grand objectif n°5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques inondations.

Plus particulièrement au titre du PGRI, le document d'urbanisme doit être compatible avec les dispositions suivantes en ce qui concerne l'aménagement des zones inondables :

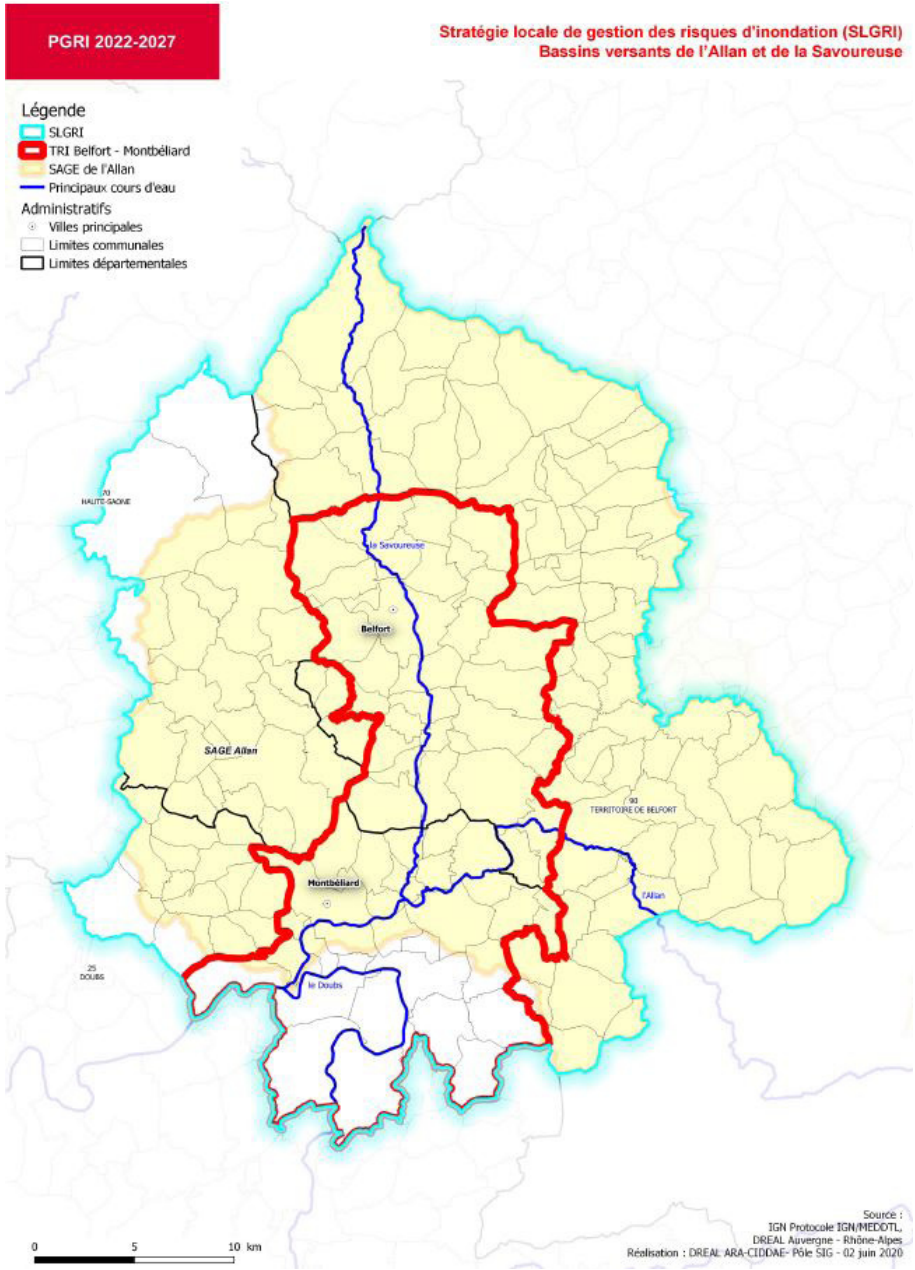
- D1-3 Ne pas aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque ;
- D1-5 : Renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement ;
- D1-6 : Sensibiliser les opérateurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation au travers des stratégies locales ;
- D2-1 : Préserver les champs d'expansion de crue ;
- D2-3 : Éviter les remblais en zone inondables ;
- D2-4 : Limiter le ruissellement à la source ;
- D2-8 : Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux ;
- D4-1 : Fédérer les acteurs autour de stratégies locales pour les TRI ;
- D4-2 : Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de gestion des risques d'inondation ;

La Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI) et le Territoire à Risque d'Inondation important (TRI de Belfort – Montbéliard)

Conformément à l'article L.566-7 du Code de l'environnement, les objectifs du Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) sont déclinés au sein des Stratégies locales de gestion des risques d'inondation (SLGRI) pour les Territoires à risque d'inondation important (TRI).

Par arrêté du préfet coordonnateur de bassin en janvier 2016, la liste des stratégies locales à élaborer par TRI a été établie. Pour le TRI de Belfort-Montbéliard, il s'agit de la SLGRI de l'Allan et de la Savoureuse, validée par arrêté interpréfectoral (25,70 et 90) le 28 janvier 2017.

Fontaine n'est pas incluse dans le TRI de Belfort-Montbéliard.



Le SDAGE, un outil de lutte contre les inondations

Conformément aux articles L111-1-1 et L123-1-9 du Code de l'urbanisme, le PLU doit être compatible avec le SDAGE. Le SDAGE Rhône-Méditerranée s'est fixé comme orientation fondamentale n°8 d'augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Cette orientation prévoit notamment de :

- Préserver les champs d'expansion des crues ;
- Éviter les remblais en zones inondables ;
- Limiter le ruissellement à la source.

De façon générale, il faut éviter d'aggraver la vulnérabilité en orientant l'urbanisation en dehors des zones à risque pour un maintien en l'état des secteurs non urbanisés et situés en zone inondable.

Événements reconnus en catastrophes naturelles

Fontaine fait l'objet de plusieurs arrêtés de reconnaissance de catastrophes naturelles (CATNAT) depuis 1990, pour les événements suivants :

- Inondations et/ou coulées de boue ;
- Mouvement de terrain.

Arrêtés de catastrophes naturelles recensés sur Fontaine (Géorisques, 2022)

Aléa	Début CATNAT	Fin CATNAT	Arrêté	Journal Officiel
Inondations et/ou coulées de boue	14/02/1990	16/02/1990	16/03/1990	23/03/1990
Inondations et/ou coulées de boue	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999
Mouvement de terrain	25/12/1999	29/12/1999	29/12/1999	30/12/1999

11.2. Les risques de mouvements de terrain

Afin d'effectuer un recensement le plus exhaustif possible des mouvements de terrain à l'échelle départementale, la Direction Départementale des Territoires (DDT 90) a mandaté le Centre d'études techniques de l'équipement de Lyon (laboratoire d'Autun) pour compléter l'inventaire initial des cavités souterraines et des mouvements de terrain, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Cette étude recense 5 aléas qui caractérisent les différents types de mouvement de terrain sur le Territoire de Belfort : l'affaissement et l'effondrement, le glissement de terrain, l'éboulement, l'érosion des berges et la liquéfaction des sols.

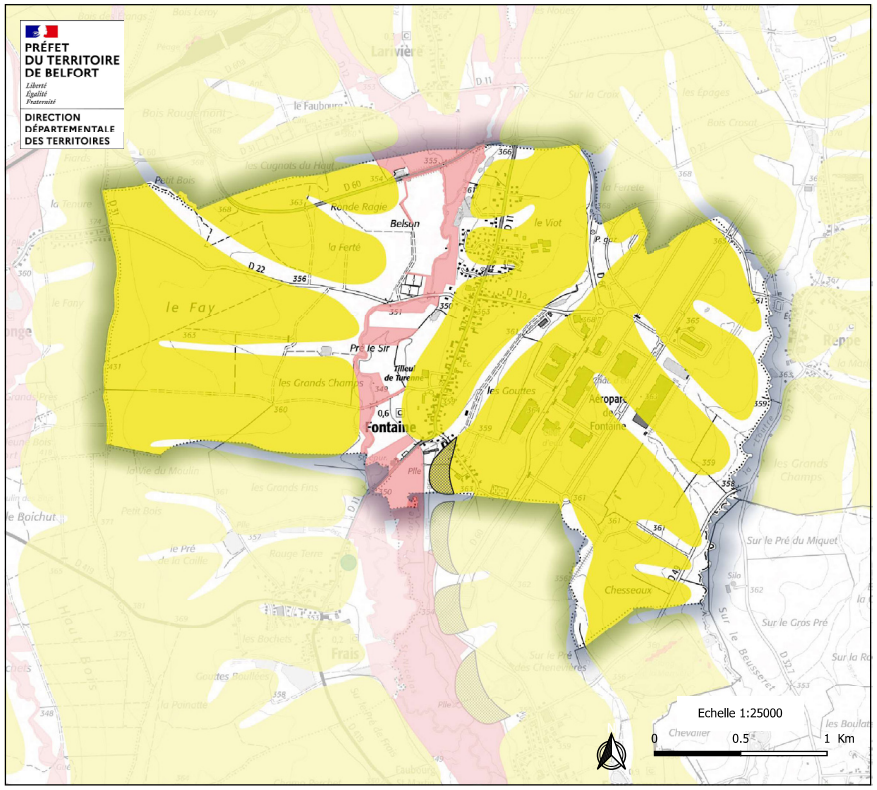
Pour la commune de Fontaine, l'aléa liquéfaction des sols et l'aléa glissement de terrain et des secteurs d'éboulis sont répertoriés.

Description des aléas mouvements de terrain sur Fontaine :

- L'aléa glissement de terrain : Il s'agit d'un déplacement à vitesse variable (quelques millimètres par an à quelques mètres par jour) d'une masse de terrain le long d'une surface de rupture. L'évolution des glissements de terrains peut aboutir à la formation de coulées boueuses et être amplifiés lors d'épisodes pluvieux. Les glissements de terrain sont liés à la nature et à la structure des terrains (argile en forte proportion), à la morphologie du site, à la pente topographique et à la présence d'eau.
- L'aléa liquéfaction des sols : Il peut être un effet induit des séismes. Sous l'effet d'une onde sismique, le sol perd une partie ou la totalité de sa portance et se comporte alors comme un liquide. Le type de sol est un facteur de la liquéfaction notamment s'ils sont saturés en eau (sables, limons, vases). La présence de nappes souterraines à proximité ou dans les sols est un facteur aggravant.

Atlas des mouvements de terrain du Territoire de Belfort

Commune de Fontaine



Phénomènes d'Eboulement
- Eboulement avéré
- Falaise
- Zone de potentielle chute de blocs

Phénomènes d'Erosion de berges
- Erosion de berge avérée

Phénomènes d'Affaissements / Effondrements
- Zonage de forte densité d'indices
- Zonage de moyenne densité d'indices
- Indice ponctuel (diam. 90 m)

Phénomènes de Liquéfaction des sols
- Zone sensible à la liquéfaction en zone de sismicité 3
- Zone sensible à la liquéfaction en zone de sismicité 4

Phénomènes de Glissements de terrain
- Éboulis
- Glissement avéré (BD-MVT)
- Zone de faible susceptibilité aux glissements (pente < 8°)
- Zone de moyenne susceptibilité aux glissements (8° < pente < 14°)
- Zone de forte susceptibilité aux glissements (14° < pente < 21°)
- Zone de très forte susceptibilité aux glissements (pente > 21°)

Date de création : Septembre 2020
Date de mise à jour: Juin 2022

Sources : Cerema Centre Est - ©IGN-SCAN25® 2021

11.3. L'aléa retrait-gonflement des argiles

Les retraits-gonflements des argiles sont des risques liés aux mouvements de terrain. Cette problématique est apparue suite aux phénomènes climatiques plus sévères rencontrés ces dernières années. Les alternances de gonflements et de rétractations des argiles occasionnent des dégâts sur les constructions, sur les voiries et les réseaux (fissures).

Les sols argileux se gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse.

Le BRGM a étudié ces phénomènes et une carte a ainsi pu être réalisée qui fait état de l'existence de sols argileux sur le territoire communal.

Ce risque est directement lié avec la géologie. Selon la carte relative à l'aléa retrait-gonflement des sols argileux, le ban communal de Fontaine est concerné à plus de 90 % par un aléa moyen. L'aléa faible correspond au lit de la Saint-Nicolas.

Pour les secteurs concernés, des dispositions en prévention permettent de diminuer le risque (construction de fondations plus profondes sans dissymétries, réalisation d'un trottoir étanche autour de la maison pour limiter l'évaporation à proximité immédiate des façades et pour éviter les infiltrations au pied des murs ...).

La loi portant Évolution du Logement de l'Aménagement et du Numérique (ELAN) promulguée le 23 novembre 2018 intègre la prise en compte de la sensibilité du sol au phénomène de retrait-gonflement, ce qui est essentielle pour maîtriser le risque. L'objectif de cette mesure est de réduire le nombre de sinistres en imposant la réalisation d'études en amont de la construction dans les zones exposées au retrait-gonflement des argiles. Deux décrets ont été publiés qui viennent préciser les conditions de réalisation de ces études :

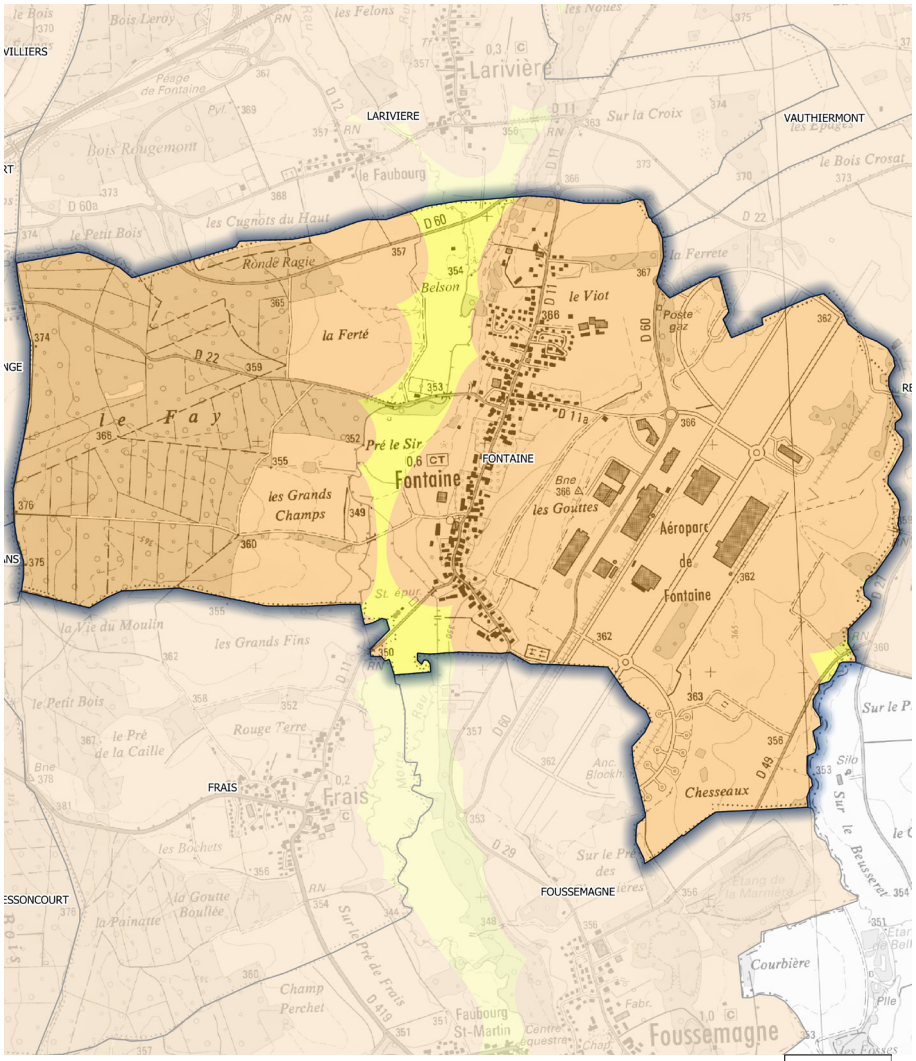
Le décret n° 2019-495 du 22 mai 2019 impose la réalisation de deux études de sol dans les zones d'exposition moyenne ou forte au retrait-gonflement des argiles :

- à la vente d'un terrain constructible : le vendeur a l'obligation de faire réaliser un diagnostic du sol vis-à-vis du risque lié à ce phénomène ;
- au moment de la construction de la maison : l'acheteur doit faire réaliser une étude géotechnique à destination du constructeur. Si cette étude géotechnique révèle un risque de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, le constructeur doit en suivre les recommandations et respecter les techniques particulières de construction définies par voie réglementaire.

Le décret n° 2019-1223 du 25 novembre 2019 relatif aux techniques particulières de construction dans les zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols a créé une sous-section du code de la construction et de l'habitation pour définir les objectifs des techniques constructives à appliquer pour les constructions en zones d'exposition moyenne ou forte au retrait-gonflement des argiles. Ces techniques particulières sont définies par arrêté ministériel.

Une plaquette relative au retrait-gonflement des argiles figure dans les annexes informatives du PLU.

Exposition au retrait-gonflement des argiles
Commune de FONTAINE



11.4. Le risque sismique

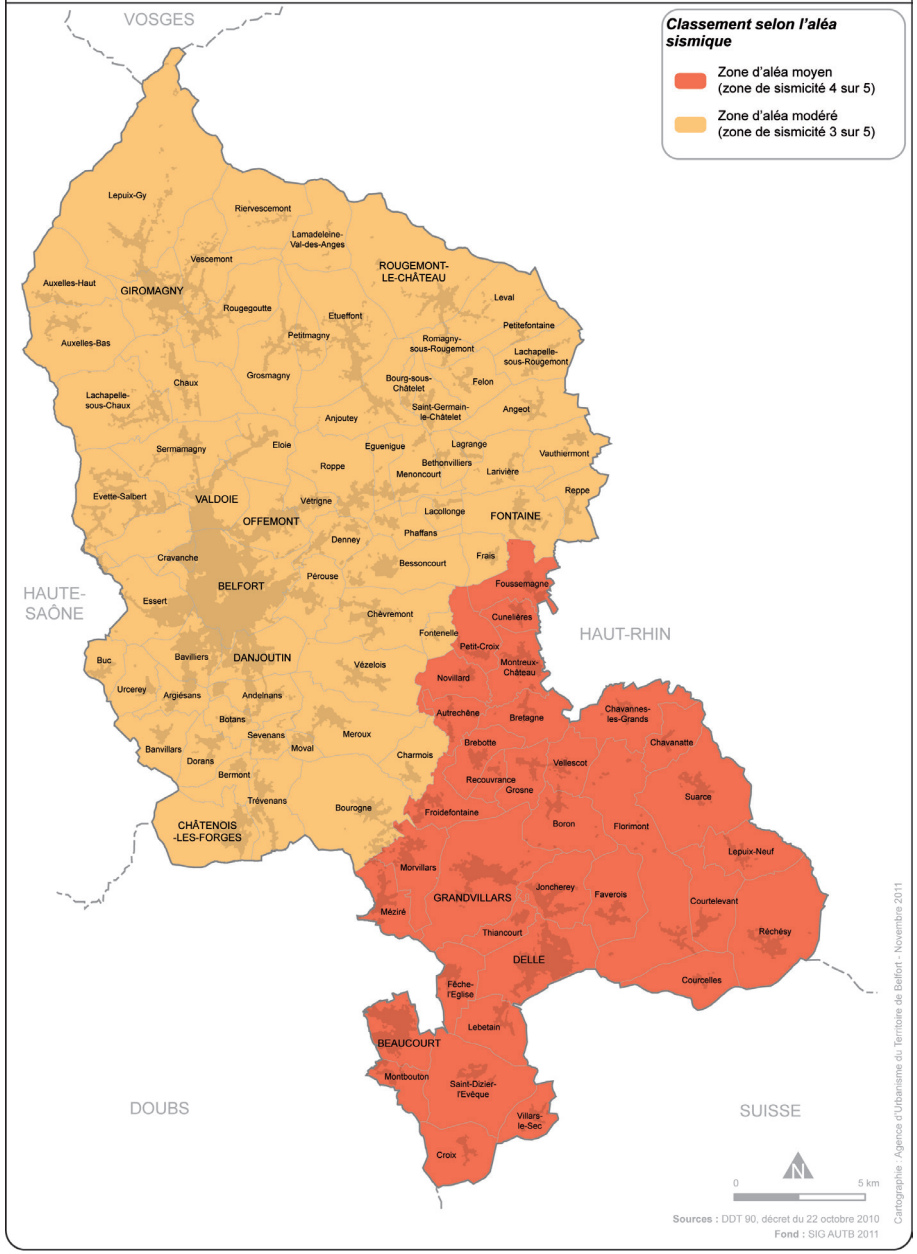
Depuis la parution du décret 2010-1254 du 22 octobre 2010 relatif à la prévention du risque sismique et du décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire national (modifiant les articles R.563-2 à R.563-8-1 du Code de l'Environnement), la France dispose d'un nouveau zonage sismique.

Celui-ci divise le territoire national en 5 zones de sismicité croissante en fonction de la probabilité d'occurrence des séismes et d'une réglementation sur la construction et la rénovation.

Le département du Territoire de Belfort est concerné par les zones de sismicité 3 (modéré) et 4 (moyen). La commune de Fontaine est classée en zone d'aléa sismique moyenne (3 sur 5)

Une plaquette relative à la réglementation sismique figure en annexes informatives du PLU

> ALÉA SISMIQUE



11.5. Le risque radon

Le radon est un gaz radioactif indolore et incolore d'origine naturelle issu de la désintégration du radium et de l'uranium contenu dans les sols (IRSN). Le radon constitue un risque et est la 2ème cause de cancer des poumons après le tabac. L'exposition quotidienne et son accumulation dans les bâtiments majorent ce risque.

Par arrêté du 27 juin 2018, pris en application des décrets n° 2018-434 et 2018-437 du 4 avril 2018, des zones à potentiel radon ont été définies sur le territoire national. Ce zonage permet une prise en compte plus fine du risque radon afin de mieux protéger la population.

Trois types de zones sont définis :

- Zone 1 : zones à potentiel radon faible ;
- Zone 2 : zones à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments ;
- Zone 3 : zones à potentiel radon significatif.

Ces réglementations mettent en place les actions suivantes :

- L'obligation de dépistage du radon dans certains établissements recevant du public (ERP) ;
- La prise en compte des expositions au radon dans les lieux de travail ;
- L'obligation d'information des acquéreurs et des locataires dans le cadre de transactions immobilières.

Ces mesures s'appliquent de façon différente selon le type de zone concernée. En application du code de la santé publique, le dépistage du radon dans certains ERP était obligatoire depuis 2004 dans les communes situées dans 31 départements dits prioritaires. Le Territoire de Belfort est un département prioritaire pour la mesure du radon. De fortes concentrations sont observées dans le nord du département (zones à potentiel radon significatif), attribuables notamment à la présence de granite. Cette roche, qui constitue le socle vosgien, peut concentrer des noyaux granifères précurseurs du radon.

Cette obligation de mesures est désormais applicable :

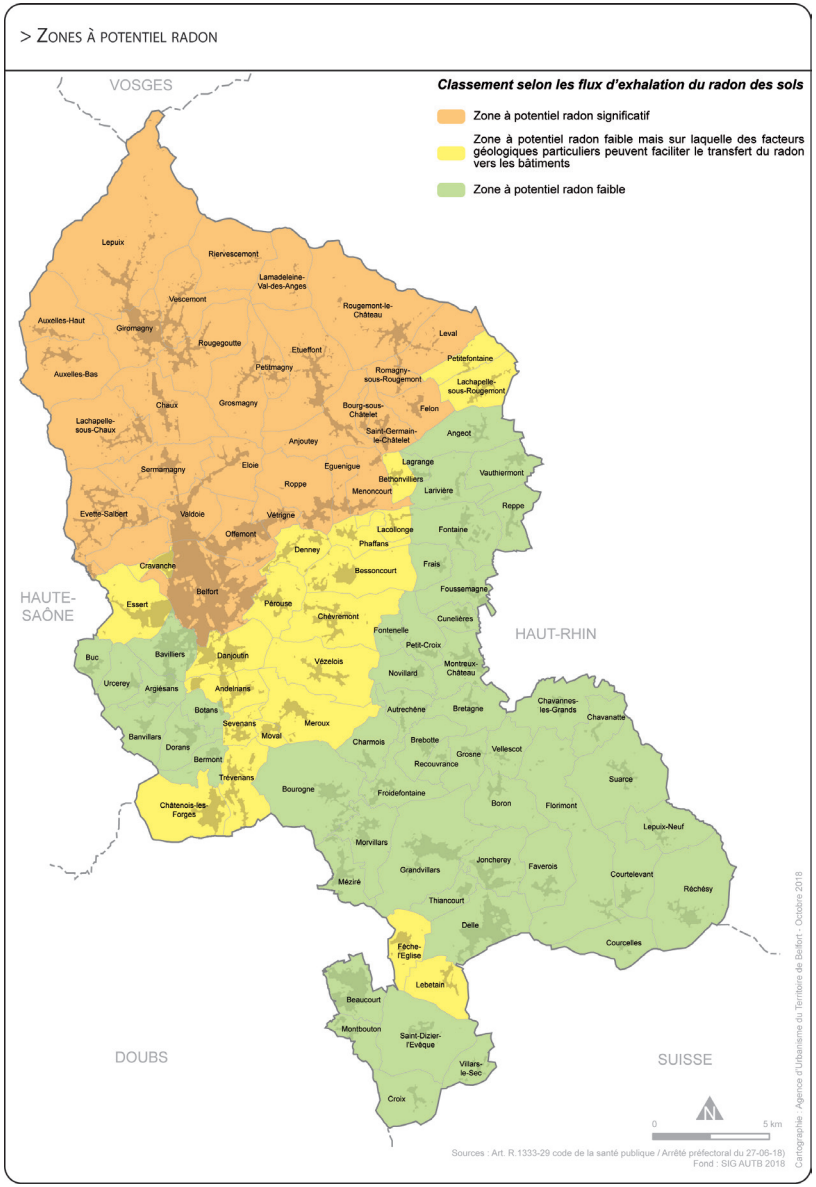
- Dans tous les ERP situés dans les communes situées en zone 3 ;
- Dans les ERP situés dans les communes des zones 1 et 2, lorsque les résultats de mesurage existants dépassaient 300 becquerels par m³ (Bq/m³).

Le dépistage obligatoire dans ces ERP doit être renouvelé au moins tous les dix ans, sauf si la concentration en radon reste inférieure à 100 Bq/m³ lors de deux dépistages consécutifs.

La commune de Fontaine est classée en zone à potentiel radon faible.

Une plaquette relative au risque radon figure en annexes informatives du PLU

> ZONES À POTENTIEL RADON



11.6. Le risque industriel

Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Le risque industriel majeur est un événement accidentel se produisant sur un site industriel et entraînant des conséquences immédiates ou différées, graves pour le personnel, les populations avoisinantes, les biens et l'environnement.

Les principales manifestations du risque industriel sont incendie, l'émission de substances toxiques ou asphyxiantes, l'explosion. Afin de limiter la survenue et les conséquences d'un accident industriel, les activités qui présentent un risque sont soumises à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Pour fonctionner, les ICPE sont soumises à déclaration (D), enregistrement (E), ou autorisation (A) en fonction de l'importance des risques et relèvent d'une réglementation spécifique, gérée par la DREAL :

- Le régime de la déclaration : les installations dont l'impact sur l'environnement est réduit font l'objet d'une procédure simple de déclaration à la préfecture ;
- Le régime de l'enregistrement : il s'agit d'un régime intermédiaire entre la déclaration et l'autorisation. La procédure d'enregistrement s'applique uniquement à des installations implantées en dehors de zones sensibles sur le plan environnemental lorsque les dangers et inconvénients propres à ces installations peuvent être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministère chargé des installations classées ;
- Le régime de l'autorisation : les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour l'environnement sont soumises à autorisation préfectorale. Le pétitionnaire doit démontrer que les dangers ou inconvénients de son projet peuvent être prévenu par des mesures adaptées afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter.

En 2023, on recense 7 ICPE sur Fontaine :

Raison sociale	Localisation	Activités	État d'activité	Régime	Statut Seveso
GAEC du Viot	CIDEX 311	Élevage d'autres bovins	En fonctionnement	Autres régimes	/
Inergy Automotive Systems France	Aéroparc	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	En fin d'activité	Autres régimes	/
Geodis Automotive Est	Aéroparc	Transports routiers de fret interurbains	En fonctionnement	Enregistrement	Non Seveso
Plastic Omnium Auto Extérieur	Aéroparc	Fabrication de pièces techniques à base de matières plastiques	En fonctionnement	Enregistrement	Non Seveso
CICE (ex SATE)	Aéroparc	Entreposage et stockage non frigorifique	En fonctionnement	Autorisation	Non Seveso
Adler France	Aéroparc	Fabrication d'autres équipements automobiles	Activité terminée	Autres régimes	/
Titan Belfort (Ex Prologis 1)	Aéroparc	Transports routiers de fret interurbains	En fonctionnement	Autorisation	Non Seveso

Les canalisations de transport de matières dangereuses

Les risques de transport de matières dangereuses par des canalisations (gaz, hydrocarbures) sont essentiellement ceux d'une rupture ou de l'apparition d'une fuite. Cela peut entraîner différentes conséquences selon le produit transporté par la canalisation :

- Une pollution de l'environnement par déversement du produit transporté ;
- Une explosion ;
- Un incendie déclenché par l'inflammation du produit.

Fontaine est traversée par deux canalisations de transport d'hydrocarbures liquides sous pression (SPSE) :

- PL1, Ø 863,6 mm, PMS 44,3 bars ;
- PL2, Ø 1016 mm, PMS 40,8 bars (tronçon SP201/203), 47,4 bars (en aval de SP203).

La comme est aussi traversée par deux canalisations de transport de gaz naturel haute pression (GRT) :

- Larivière-Fontaine : Ø 100 mm, PMS 67,7 bars ;
- Desenheim-Méroux : Ø 250 mm, PMS 67,7 bars.

Pour finir, un oléoduc de l'État non actif (TRAPIL ODC1) traverse la commune :

- Ø 203 mm, PMS 70,5 bars

Dans ces zones, l'urbanisation à proximité des canalisations doit être limitée.

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport de gaz naturel (arrêté préfectoral du 13 novembre 2017).

Conformément à l'article R.555-30 du Code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes :

- Servitude SUP1 : zone des effets irréversibles (IRE)
- Servitude SUP2 : zone de 1ers effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'environnement. L'ouverture d'un ERP susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un IGH est interdite.
- Servitude SUP 3 : zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-10-1 du Code de l'environnement. L'ouverture d'un ERP susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou un IGH est interdite.

	Servitude SUP1	Servitude SUP2	Servitude SUP3
PL1, Ø 863,6 mm, PMS 44,3 bars	285 mètres*	225 mètres*	185 mètres*
PL2, Ø 1016 mm, PMS 40,8 bars (tronçon SP201/203), 47,4 bars (en aval de SP203)	285 mètres*	225 mètres*	185 mètres*
Larivière-Fontaine : Ø 100 mm, PMS 67,7 bars	25 mètres*	15 mètres*	10 mètres*
Desenheim-Méroux : Ø 250 mm, PMS 67,7 bars	100 mètres*	75 mètres*	50 mètres*
Ø 203 mm, PMS 70,5 bars	250 mètres*	200 mètres*	165 mètres*

**De part et d'autre des canalisations*

Concernant les pipelines, la société SPSE demande à être consultée pour tout projet de constructions isolées à usage d'habitation, lotissements ; logements collectifs (hors IGH), ERP inférieur à 100 personnes et installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à moins de 242 m de la canalisation.

L'arrêté du 05/03/2014 prévoit une prise en compte de l'urbanisme de façon commune aux différents types de canalisation de transport, dont les principales règles à retenir sont :

- Consultation du transporteur pour tout projet de construction dans la bande de 330 m ;
- Les ERP et IGH sont soumis aux articles 11 et 29 de l'arrêté du 05 mars 2014. Une étude de la compatibilité doit être menée avant le dépôt de permis de construire par le maître d'ouvrage.

Conformément au code de l'urbanisme, les SUP relatives aux canalisations apparaissent sur les documents graphiques du règlement (zonage).

11.7. Le risque incendie

La défense contre l'incendie de la commune de Fontaine est homogène et est assurée par la présence de 43 points d'eau incendie (gérés par GBCA). L'Aéroparc est situé sur les communes de Foussemagne-Fontaine-Reppe. La défense incendie y est assurée par 35 poteaux incendie et 5 réserves en eau de 120, 240, 340 et 540 m^3. Il est aussi prévu d'y créer 4 nouveaux poteaux incendie et 2 réserves en eau de 360 et 540 m^3.

L'ensemble des hydrants publics sont opérationnels lors du dernier contrôle réalisé par GBCA en 2021.

Toutefois, pour toute nouvelle réalisation de zone destinée à accueillir des entreprises, il convient d'harmoniser les réseaux de distribution au regard des possibilités de construction.

Toute nouvelle extension de la commune doit posséder une défense incendie :

- Les lotissements et maisons individuelles doivent être défendus par un poteau d'incendie situé à 200 mètres maximum de la construction la plus éloignée, et ayant un débit de 60 m^3/h pendant 2 heures sous une pression de 1 bar ou de volume de 120 m^3.
- Les bâtiments industriels, situés ou non en ZI, ZAC, doivent être défendus par au moins un poteau d'incendie normalisé implanté à moins de 100 mètres et alimenté par un réseau d'eau sous pression. En fonction de la surface de la construction et du risque généré, un débit supérieur (ou un volume d'eau complémentaire) peut être exigé.

Les projets de lotissements, constructions, extensions, aménagements d'établissements industriels, agricoles ou établissements recevant du public (ERP) devront faire l'objet de la part du SDIS d'une étude spécifique de la défense incendie ; à cette occasion, l'aménagement d'un dispositif de protection complémentaire pourra être demandé.

À cet égard, il convient de rappeler que toute construction nouvelle autorisée dans un secteur dépourvu de défense incendie engagerait en cas de sinistre la responsabilité du maire de la commune, au titre de l'article L. 2225-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

CE QU'IL FAUT RETENIR

- Un risque inondation présent sur la commune avec le PPRI du bassin de la Bourbeuse et de ses affluents.
- 3 catastrophes naturelles ont fait l'objet d'un arrêté CATNAT : inondations et/ou coulées de boue, mouvements de terrain.
- Des aléas mouvements de terrain recensés sur la commune (liquéfactions des sols et glissement de terrain et secteurs d'éboulis).
- La quasi-totalité de la commune est soumise à un risque moyen des retraits-gonflements des argiles.
- Un risque sismique modéré (zone de sismicité 3 sur 5).
- Un risque limité lié à la présence de radon (zone à potentiel faible).
- Présence de plusieurs ICPE sur le ban communal : principalement toutes regroupées sur la ZAC de l'Aéroparc.
- Une défense incendie homogène sur la commune composée de 43 points d'eau.
- 35 poteaux incendie assurent la sécurité de l'Aéroparc.
- Un risque lié aux transports de matière dangereuses avec le passage de plusieurs canalisations.

LES ENJEUX

- La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas.
- La prise en compte des mouvements de terrain.
- L'adaptation des principes de construction face aux aléas sismiques et au phénomène de retrait-gonflement des argiles.
- Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie.
- La prise en compte du risque lié aux transport de matières dangereuses.

PARTIE II
Évaluation environnementale



CHAPITRE I
Résumé non technique

1. Préambule

L'évaluation environnementale, définie par le Code de l'environnement et le Code de l'urbanisme, est une démarche qui place l'environnement au cœur du processus de décision et ce, dès le début de l'élaboration du document d'urbanisme.

Elle permet de s'interroger sur l'opportunité de tous les projets d'aménagement du territoire, leur cohérence et leur intégration environnementale. Elle vise à identifier les incidences du document d'urbanisme sur l'environnement et la santé et à l'adapter en conséquence, de façon à éviter, réduire, ou à défaut compenser les impacts dommageables potentiels sur l'environnement (démarche dite ERC).

Elle contribue également à définir les conditions de réalisation des futurs projets, à en améliorer l'acceptabilité environnementale et à anticiper la prise en compte de leurs incidences.

Enfin, elle renforce l'information du public grâce au rapport environnemental qui retranscrit cette démarche intégratrice d'évaluation environnementale.

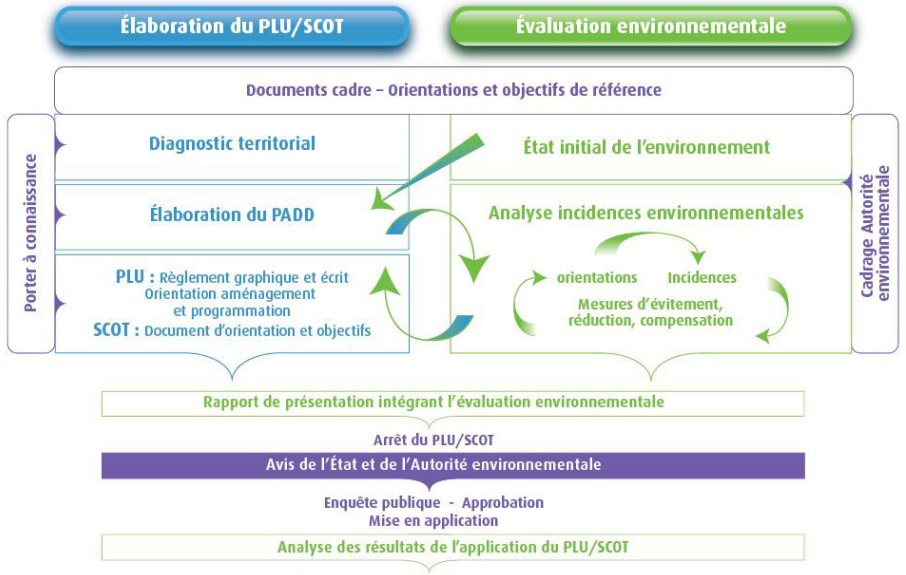
2. Objectifs de l'évaluation environnementale et méthodologie

Objectifs de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix d'aménagement, en amont de la réalisation des projets d'urbanisme. Elle s'intéresse à l'ensemble des potentialités ou décisions d'aménagement concernant le territoire, et donc à la somme de leurs incidences environnementales, contrairement à l'étude d'impact qui analysera ensuite chaque projet individuellement.

La présente étude intègre ainsi :

- L'évaluation environnementale du document d'urbanisme ;
- L'évaluation des incidences au titre de Natura 2000.



Source : Guide sur l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, CGDD, novembre 2019

L'évaluation environnementale a également pour ambition d'éclairer le grand public sur les choix opérés lors du processus de définition du projet de territoire.

Généralités méthodologiques

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme n'est pas une évaluation a posteriori des impacts une fois le document établi, mais une évaluation intégrée à son élaboration. C'est une démarche d'aide à la décision qui prépare et accompagne la construction du document. Ainsi, elle aide à traduire les enjeux environnementaux dans le projet de territoire et à anticiper ses éventuels effets.

L'évaluation environnementale se focalise sur les enjeux environnementaux pour lesquels la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut avoir des incidences positives ou négatives et sur la prise en compte de ces enjeux au cours des étapes de construction du projet de territoire.

L'évaluation est basée sur les enjeux issus de l'état initial de l'environnement et l'analyse de l'ensemble des autres documents constitutifs du PLU : Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), zonage et règlement.

L'évaluation porte sur l'ensemble des rubriques énoncées dans la réglementation. Elle vérifie également la compatibilité du projet avec les différents plans et programmes et énonce les incidences possibles du projet de PLU sur l'environnement et sur les sites Natura 2000.

In fine, en cas d'incidences sur les différentes composantes environnementales, un programme de mesures d'insertion environnementale est proposé à la commune. Il existe différents types de mesures :

- Des mesures d'évitement et de réduction, proposant de nouvelles alternatives au projet d'aménagement ;
- Des mesures compensatoires, imaginées dans le but de compenser les impacts négatifs résiduels après application des mesures précédentes.

Perspectives d'évolution du territoire : scénario alternatif

La commune de Fontaine s'est engagée dans une procédure d'élaboration de son PLU depuis 2015. L'équipe municipale a travaillé de 2015 à 2021 avec un premier bureau d'études. Ce premier projet est nommé « projet 1 » pour l'analyse comparative.

Depuis 2021, suite à un changement de bureau d'études, la commune a dû faire de nouveaux choix et essayer d'améliorer son projet pour qu'il soit en phase avec les besoins réels en logements, les enjeux actuels de réduction de la consommation foncière et pour une meilleure prise en compte de l'environnement. Ce projet est nommé « projet 2 » dans l'analyse comparative.

Dans un premier temps, le projet démographique de la commune a été revu à la baisse. Le projet 1 avait pour ambition la création de 58 nouveaux logements.

Après une étude fine du contexte local et de l'évolution démographique de la commune, le projet 1 a été revu et le besoin en logements a été réévalué à 32 nouveaux logements.

La baisse en nombre de logement entraine une diminution des besoins fonciers du projet du PLU, ce qui a pour conséquence de réduire la consommation foncière.

Dans les paragraphes suivants, nous allons présenter les principales différences entre le projet 1 et le projet 2.

Dans la définition de son premier projet, la commune prévoyait d'ouvrir de nombreux espaces constructibles. Le développement prévoyait un étalement urbain au détriment du paysage, des zones humides et des espaces agricoles. Le projet 2 ne conserve qu'une partie de cette constructibilité et se recentre sur l'urbanisation existante.

Le projet 2 a intégré les projets d'évolution de l'exploitation agricole située au nord-est du village en accord notamment avec les enjeux agricoles identifiés sur la commune. Des milieux humides sont sans doute présents à proximité de cette exploitation, mais aucune étude n'est actuellement réalisée permettant de les localiser avec précision. Aussi, le projet de zonage ouvre la possibilité d'étendre l'exploitation, et les OAP thématiques « continuités écologiques » intègrent la question de la préservation des milieux humides afin de s'assurer de la bonne compatibilité des futurs projets agricoles avec la préservation des milieux, notamment humides.

Initialement, la commune souhaitait urbaniser des zones expertisées en zone humide, en mettant en œuvre des mesures compensatoires. In fine, avec le scénario de développement revu à la baisse, les besoins fonciers sont moindres. Dès lors, il n'était plus possible de faire valoir la séquence Eviter – Réduire – Compenser (ERC) pour urbaniser ces zones humides car d'autres possibilités de développement moins impactantes pour les milieux humides existent pour assurer le développement de la commune.

Analyse de l'état initial de l'environnement et identification des enjeux environnementaux

L'analyse de l'état initial de l'environnement (EIE) a été élaboré par un premier bureau d'études entre 2016 et 2021 dans le cadre du diagnostic territorial. Un complément et une mise à jour de ce diagnostic a été effectuée en 2024 par l'Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort. Chaque thématique a fait l'objet d'une liste d'enjeux territorialisés et hiérarchisés.

Pour mener l'analyse de l'état initial de l'environnement, diverses modalités d'études ont été mises en place.

- le recueil d'études et de données utiles à l'élaboration de l'EIE ;
- la mise en place de données sous forme cartographique avec un SIG afin de produire des analyses croisées et identifier les vulnérabilités territoriales ;
- la prise en compte des plans et programmes qui s'inscrivent dans la déclinaison des documents et identifient les enjeux environnementaux à une échelle supérieure.

Les expertises zones humides

La commune a mené plusieurs expertises de type « loi sur l'eau » sur son ban communal (en 2018, 2020 et 2023). Ces différentes expertises ont permis à la commune de définir les futurs secteurs constructibles, en évitant l'impact sur ces milieux. En effet, l'ensemble des zones humides est protégé par le projet de PLU.

Un diagnostic agricole

La chambre d'agriculture interdépartementale Doubs-Territoire de Belfort, sur demande de la commune, a réalisé un diagnostic agricole en 2016, mise à jour en 2024.

Ce diagnostic a permis à la commune d'avoir d'une meilleure connaissance de la thématique agricole (surfaces, type d'agriculture, pratiques ...), et de la guider dans ses choix de zonage.

Analyse des incidences du projet finalisé

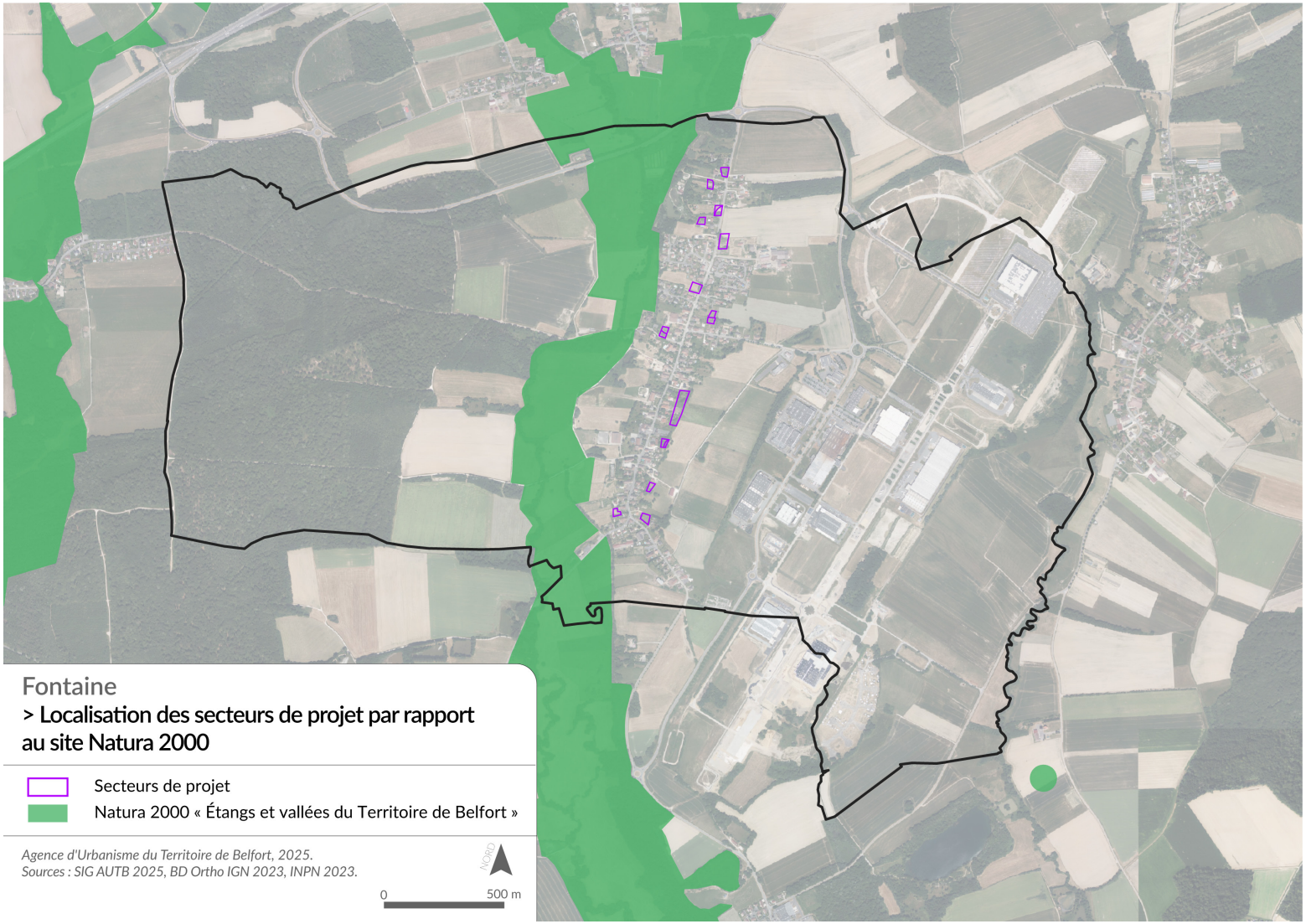
La démarche itérative ayant enrichi le projet, permettant de minimiser les impacts, une analyse des incidences résiduelles est menée et est présentée dans cette partie du rapport de présentation. Les incidences positives et négatives sont inventoriées permettant de mesurer l'intérêt de la démarche, et de présenter les mesures d'évitement, de réduction et de compensation nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'analyse des incidences du projet sur Natura 2000 est également menée. La commune de Fontaine comprend sur son territoire un périmètre Natura 2000 (Étangs et vallées du Territoire de Belfort) qui s'étend également sur des communes voisines.

Un outil de suivi d'évaluation de la mise en œuvre du PLU

Sur la base des orientations du PADD, du volet réglementaire et des données disponibles pour quantifier les éléments, un tableau de bord des indicateurs de suivi est dressé afin d'assurer une évaluation de la mise en œuvre du projet. Les indicateurs reposent sur des informations qui peuvent être renseignées de manière pragmatique.

Ainsi, la démarche dite itérative présente ici tout son sens. Les choix en matière de développement et de projets sont réfléchis à l'échelle du PADD et à une échelle parcellaire pour sa traduction réglementaire. Ces choix correspondent également aux besoins qui ont été identifiés à l'étape du diagnostic territorial. Pour autant, certaines orientations peuvent avoir des incidences négatives sur l'environnement, dans la mesure où les éléments de connaissance sont tous posés et les options en matière d'évitement, de réduction et in fine de compensation des impacts sont élaborées.


Fontaine
> Localisation des secteurs de projet par rapport au site Natura 2000
Secteurs de projet
Natura 2000 « Étangs et vallées du Territoire de Belfort »
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, 2025.
Sources : SIG AUTB 2025, BD Ortho IGN 2023, INPN 2023.
NORD
0
500 m

3. État initial de l'environnement : résumé des enjeux environnementaux

Synthèse de l'état initial de l'environnement (EIE)

Ce chapitre rappelle les enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement. L'objectif de l'EIE consiste à faire émerger les principaux enjeux environnementaux du territoire et à les hiérarchiser.

Ici ne sera rappelé que les grands thèmes (Cf. EIE du PLUi pour obtenir la totalité des enjeux environnementaux) :

- Le contexte physique ;
- La gestion et la protection de la ressource en eau ;
- Les milieux naturels ;
- Les autres ressources ;
- Les nuisances, pollutions et déchets ;
- Les risques naturels et technologiques.

Ces 22 enjeux identifiés lors de l'EIE correspondent aux spécificités environnementales du territoire communal de Fontaine.

Leur appropriation est essentielle pour garantir leur traduction dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et les autres pièces du document d'urbanisme. Afin de les hiérarchiser, ces 22 enjeux identifiés sur Fontaine sont analysés au regard des facteurs suivants :

- Enjeu territorial/global ;
- Irréversibilité de l'impact ;
- Importance vis-à-vis de la sécurité et de la santé publique ;
- Transversalité des enjeux.

Thème	Enjeux environnementaux issus de l'EIE	Niveau d'enjeux
Contexte physique	La prise en compte du système hydrographique de Fontaine	Moyen
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Moyen
	L'économie de la ressource en eau potable	Moyen
	La lutte contre les pollutions diffuses (pollutions agricoles, pesticides ...) et le développement d'une agriculture raisonnée	Moyen
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	Moyen
Les milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Fort
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Fort
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	Très fort
Les autres ressources	La pérennisation de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Fort
	La prise en compte de la circulation agricole dans les futurs projets urbains	Faible
	Le maintien des dessertes forestières existantes	Faible
	Le développement des actions de sensibilisation et la réduction des consommations énergétiques	Moyen
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	Moyen
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Moyen
	Une gestion des déchets qui doit être prise en compte dans la mise en place des projets de la commune	Faible
	La prise en compte des nuisances sonores générées par le passage de la future LGV	
	La prise en compte des sites et sols pollués liée à la présence d'ICPE	Moyen
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	Fort
	La prise en compte des mouvements de terrain	Moyen
	L'adaptation des principes de construction face aux aléas sismiques et retrait-gonflement des argiles	Moyen
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Moyen
	La prise en compte du risque lié aux transport de matières dangereuses	Faible

Parmi les 22 enjeux cités précédemment, 11 enjeux sont exclus de la présente évaluation environnementale pour diverses raisons :

- La prise en compte du système hydrographique de Fontaine (enjeu moyen) : il s'agit d'un enjeu qui dépasse le cadre du PLU de Fontaine. Le PLU doit respecter les diverses réglementations liées au PPRi notamment en adoptant le zonage à ce document supérieur.
- L'économie de la ressource en eau potable (enjeu moyen) : cet enjeu n'est pas de la portée du PLU. L'amélioration des réseaux d'eau par l'intercommunalité (réduction des fuites) et la sensibilisation des habitants sont par exemple des leviers à utiliser pour réussir cet objectif.
- Le maintien des dessertes forestières existantes (enjeu faible) : la commune de Fontaine possède très peu de dessertes forestières sur son ban. De plus, les parcelles forestières sont situées à l'ouest du territoire et ne peuvent pas être impactées par le développement urbain de la commune.
- La prise en compte de la circulation agricole dans les futurs projets urbains (enjeu faible) : plusieurs exploitations agricoles sont présentes à Fontaine, tant en dehors de l'emprise urbaine qu'au sein du tissu urbain. Toutefois, les bâtiments bénéficient d'accès facilités aux chemins et voies de la commune ce qui les protègent d'éventuelles coupures dans leurs circulations pouvant être générées par les projets urbain.
- La prise en compte du risque lié aux transports de matières dangereuses (enjeu faible) : Les canalisations de transport de matières dangereuses traversent l'ouest de la commune. Le risque lié au transport de matières dangereuses est limité et n'est pas de la portée du PLU de Fontaine. Il est géré dans le cadre des SUP qui s'imposent aux documents d'urbanisme.
- Le développement des actions de sensibilisation et la réduction des consommations énergétiques (enjeu moyen) : cette action est portée à une autre échelle que la commune et ne relève pas du champ d'action du PLU. Toutefois, les options d'aménagements possibles concourent à réduire la consommation énergétique des logements et des transports.
- L'adaptation des principes de construction face aux aléas sismiques et retrait-gonflement des argiles (enjeu moyen) : la prise en compte de ces deux aléas relève du code de la construction et sont gérés au niveau opérationnel (adaptation des constructions en fonction de l'importance de l'aléa). Dans le cadre du document d'urbanisme le niveau d'aléa concernant les argiles peut conduire à privilégier les zones constructibles en aléa faible. Cependant, à Fontaine, l'ensemble du tissu urbain est concerné par un aléa moyen. Aussi, aucune alternative n'était possible lors de la définition du projet communal. En complément, afin de contribuer à la bonne information du public, les annexes informatives du PLU comportent toutefois des informations sur ces risques.
- Une gestion des déchets qui doit être prise en compte dans la mise en place des projets de la commune (enjeu faible) : elle est dépendante de l'organisme responsable de la collecte des déchets (ici Grand Belfort Communauté d'Agglomération).
- La lutte contre les pollutions diffuses (pollutions agricoles, pesticides ...) et le développement d'une agriculture raisonnée (enjeu moyen) : cet enjeu incombe à la profession agricole, et le document d'urbanisme ne peut pas définir des règles relatives à l'utilisation des sols.
- La prise en compte des sites et sols pollués, notamment liée à la présence d'ICPE (enjeu moyen) : les sites et sols pollués concernent notamment le développement de l'Aéroparc. Cette zone d'activité a bénéficié en 2020 d'une Autorisation Environnementale qui permet l'intégration de l'ensemble des enjeux environnementaux du site. Le projet de PLU reprend l'ensemble des prescriptions de cette autorisation. Aussi, il n'est pas nécessaire d'évaluer une nouvelle fois les aspects de cette zone d'activité. Concernant les autres sols pollués (anciennes décharges), aucun développement n'est prévu sur ces sols et dans son projet, la commune les rend inconstructibles.
- La prise en compte des nuisances sonores générées par le passage de la future LGV : La réalisation de la 2ème tranche de la ligne LGV n'a pas, à ce jour d'échéance précise. Les enjeux environnementaux liés à ce projet seront gérés dans le cadre de l'opération d'aménagement. Aucun niveau d'enjeu n'a été attribué dans le cadre de la présente évaluation environnementale, et cet enjeu est également exclu de cette évaluation car ce projet dépasse le ban communal. Le document d'urbanisme intègre cependant les documents réglementaires relatif aux nuisances sonores de la future ligne LGV au sein des annexes réglementaires.

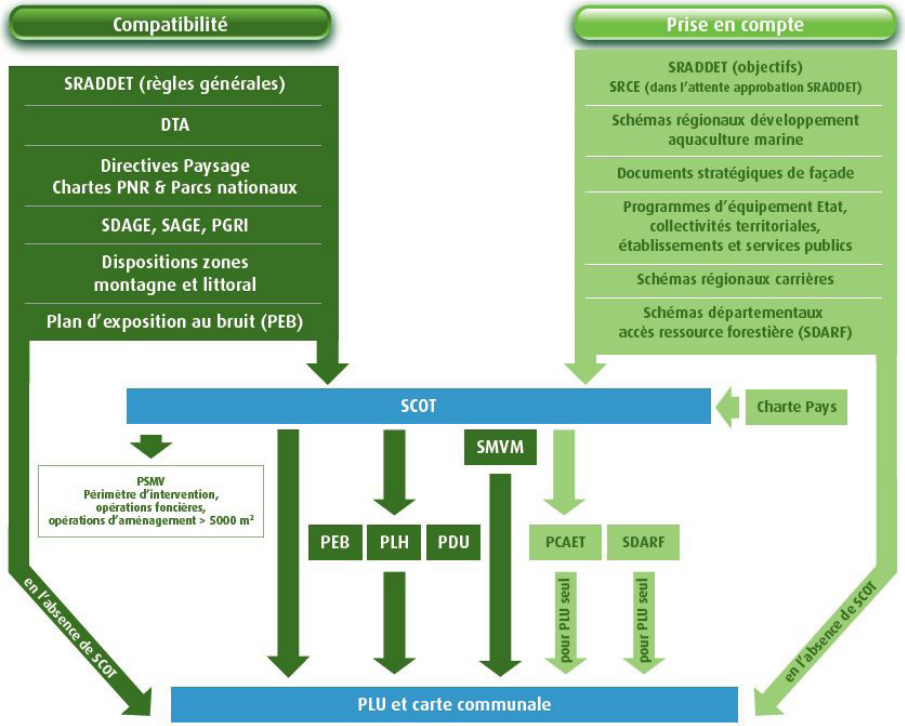
Les 11 enjeux exclus de la présente évaluation environnementale sont classés en enjeux faibles et moyens. Les 11 enjeux conservés, notamment ceux classés de forts à très forts, vont être analysés au regard du projet de la commune et traités de manière proportionnelle dans la suite de l'évaluation environnementale. Ces enjeux vont être mis en confrontation avec les différentes pièces du PLU (PADD, règlement, OAP ...).

Les 11 enjeux conservés sont répartis de la manière suivante : très forts (1), forts (4), moyens (6).

Thème	Enjeux environnementaux issus de l'EIE	Niveau d'enjeux
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Moyen
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	Moyen
Les milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Fort
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Fort
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	Très fort
Les autres ressources	La pérennisation de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Fort
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	Moyen
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Moyen
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	Fort
	La prise en compte des mouvements de terrain	Moyen
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Moyen

4. Articulation du PLU avec les autres plans et programmes

Le schéma suivant explique de manière concrète comment les différents documents d'urbanisme élaborés par l'État ou les collectivités territoriales se hiérarchisent.



Analyse de la compatibilité du PLU avec les documents supérieurs

Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)
Le PADD de Fontaine et les règles du SRADDET ne sont pas en contradiction. Le PLU est donc compatible avec le SRADDET Bourogne-Franche-Comté.

Le Schéma de cohérence territorial du Territoire de Belfort (SCoT)
Le PADD de Fontaine et le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT ne sont pas en contradiction. Le PLU est donc compatible avec le SCoT du Territoire de Belfort.

Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE Rhône-Méditerranée)
Le projet de PLU prend en compte le SDAGE et ne compromet pas l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau sur le bassin versant. Le PLU prend également en compte les risques de cumuls d'impacts dus à l'augmentation de l'utilisation de la ressource et l'anthropisation des milieux, ainsi que les effets du changement climatique sur la disponibilité de la ressource.

De plus, le lit mineur des cours d'eau, les zones d'expansion des crues, ainsi que la grande majorité des zones humides sont protégées dans le document d'urbanisme et garantit un niveau de protection suffisant pour assurer leur qualité. Les éléments de la Trame Verte et Bleue, notamment les ripisylves qui maintiennent les berges des cours d'eau sont également identifiées et protégées avec l'article R.151-43 4° du Code de l'urbanisme.

Les solutions de traitement des eaux usées seront différenciées en fonction du zonage d'assainissement.

Le projet est donc compatible avec les orientations fondamentales de la gestion équilibrée de la ressource en eau et de la quantité des eaux définies par le SDAGE.

Le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)
Le PLU de Fontaine est compatible avec les orientations et dispositions du PGRI. En effet, le PLU intègre le risque inondation dans la définition de son projet. En outre, cette thématique est abordée dans plusieurs pièces du dossier ce qui améliore la connaissance de la population.

Le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allan
Le PLU de Fontaine est compatible avec les orientations définies par le SAGE du bassin versant de l'Allan.

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) du Grand Belfort
Le PLU de Fontaine est compatible avec les actions définies par le PCAET du Grand Belfort.

Analyse de la prise en compte des autres documents supérieurs

La trame verte et bleue (TVB) du SRADDET
Le projet de PLU prend en compte la TVB du SRADDET Bourgogne Franche-Comté. Selon les enjeux, le PLU de Fontaine possèdera des actions limitées.

Le Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'aire urbaine
L'ensemble des actions du PPA de l'aire Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle sont prises en compte lors que celles-ci sont de la portée du PLU.

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA) et le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets 2019
Le PLU prend en compte les différents plans liés à la gestion des déchets.

Le Plan régional de l'agriculture durable (PRAD) de Franche-Comté
Le PLU de Fontaine, par le biais du zonage établi, favorise le maintien de l'agriculture et la vocation des terres agricoles.

Le Schéma Régional d'Aménagement des forêts des collectivités (SRAFC)
Le PLU de Fontaine, par le biais du zonage établi, favorise la protection du patrimoine forestier et de sa biodiversité.

5. Évaluation des incidences du projet sur l'environnement

Le PLU est à la fois un document d'urbanisme, ayant une valeur réglementaire, et un document d'aménagement, respectant les enjeux du développement durable selon ses trois piliers : économique, social et environnemental.

C'est dans ce cadre que la démarche itérative mise en œuvre tout au long de l'élaboration du projet doit permettre de limiter les incidences du projet sur les enjeux environnementaux.

Après la phase de prise en compte et de mise en cohérence des plans et programmes supérieurs avec le projet, le PADD, le règlement écrit et graphique et les orientations d'aménagement et de programmation sont évalués au regard de l'ensemble des thématiques et enjeux environnementaux, relevant de l'état initial de l'environnement.

L'objectif de cette partie est de dresser le bilan des incidences de la mise en œuvre du PADD sur l'environnement. Ainsi, chacune des orientations du PADD a été analysée afin d'établir (dans la mesure du possible) l'incidence sur chaque thématique environnementale au regard des enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement et retenus pour l'analyse du projet.

Pour réaliser cette évaluation, une grille à 5 niveaux est proposée :

- Les incidences positives, marquées par un « + » ou un « ++ » lorsque que l'impact est fortement positif ;
- Les incidences négatives, marquées par un « - » ou un « - - » lorsque que l'impact est fortement négatif ;
- Certaines actions du PADD n'ayant pas de lien direct ou indirect avec l'enjeu environnemental ou ayant une incidence nulle sont alors notées par un « / ».



Ici, il ne sera présenté que le tableau de synthèse des incidences du PADD (Tableau ci-dessous). L'ensemble des autres tableaux sont disponibles dans la partie « Évaluation des incidences du projet sur l'environnement » de l'évaluation environnementale.

Une synthèse est présentée en faisant une somme par orientation du PADD et par thématique environnementale.

Ainsi, si la somme des incidences est :

- négative et située au-delà de -4 alors l'incidence synthèse sera fortement négative « - - » ;
- négative et située entre -4 et 0 alors l'incidence synthèse sera négative « - » ;
- nulle (autant d'incidences positives que négatives) alors l'incidence synthèse sera nulle « = » ;
- positive et située entre 0 et + 4 alors l'incidence synthèse sera positive « + » ;
- positive et située au-delà de +4 alors l'incidence synthèse sera fortement positive « ++ ».



		La gestion et la protection de la ressource en eau	Les milieux naturels	Les autres ressources	Les nuisances, pollutions et déchets	Les risques naturels et technologiques
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village						
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	/	/	/	-	+
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/	/	/	/	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	/	/	-	-	+
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/	/	/	/	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/	/	/	/	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	+	/	+	+	+
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	/	/	+	+	+
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	+	/	/	/	+
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine						
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/	/	/	/	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains	/	/	/	/	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/	/	/	/	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	+	/	/	/	/
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	+	+	/	/	/
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/	/	/	/	/

		La gestion et la protection de la ressource en eau	Les milieux naturels	Les autres ressources	Les nuisances, pollutions et déchets	Les risques naturels et technologiques
Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services						
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	/	/	/	-	+
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	/	+	/	/	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles.	/	/	/	/	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/	/	/	/	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal.	+	+	/	+	/
Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat...).	/	/	/	-	/
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	/	/	/	+	/
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/	/	/	/	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution	/	/	/	+	/
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	/	/	+	/	/
	Anticiper les projets des exploitants.	/	/	+	/	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	/	/	+	/	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	/	/	+	/	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesse agricoles, naturelles et forestières de la commune						
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	/	++	/	+	/
	Protéger les zones humides.	/	++	/	+	+
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	/	+	/	+	/
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	/	/	+	/	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	/	/	+	/	/

		La gestion et la protection de la ressource en eau	Les milieux naturels	Les autres ressources	Les nuisances, pollutions et déchets	Les risques naturels et technologiques
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal.	+	+	/	+	/
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.	+	+	/	+	/
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/	/	/	/	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	/	/	+	+	/
Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet						
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	/	/	/	+	/
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	/	/	/	+	/
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	/	/	/	+	/
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	/	/	/	+	/
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/	/	/	/	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire						
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/	/	/	/	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/	/	/	/	+
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	/	/	/	/	+
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	/	+	/	/	+

Cette évaluation montre que la démarche itérative prenant en compte le plus en amont possible les enjeux environnementaux a permis de fortement limiter les incidences négatives.

En effet, le tableau de synthèse indique des incidences positives tout particulièrement sur les enjeux liés au milieux naturels, au risques naturels et technologiques.

Les enjeux négatifs sont liés au projet de développement, cependant, ces espaces restent concentrés au plus près de l'emprise urbaine et organisés dans les dents creuses dans une logique d'optimisation du foncier. Ainsi, le bilan reste très positif.

6. Évaluation des incidences de la partie réglementaire (écrit et graphique) sur l'environnement

L'objectif de cette partie est de dresser le bilan des incidences du zonage et du règlement sur les enjeux environnementaux. Ainsi, chacune des zones a été analysée afin d'établir (dans la mesure du possible) l'incidence sur les enjeux identifiés et retenus dans l'état initial de l'environnement.

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Le PLU de Fontaine a pour projet de créer et de développer son offre de logements au cours des 15 années à venir. Une augmentation du nombre d'habitants sur la commune engendrer des besoins plus importants sur les capacités de réseaux (eau potable, assainissement). Le projet de PLU a été construit en prenant en compte la ressource en eau, les capacités d'alimentation en eau potable, et celles des réseaux assainissement. La ressource en eau est estimée suffisante d'après les services d'alimentation en eau du Grand Belfort. Afin de ne pas impacter le réseau, le règlement met aussi en place le CBS au sein des zones UA et UB. Il désigne la proportion des surfaces favorables au vivant par rapport à la surface totale d'une parcelle. Il permet de lutter contre l'imperméabilisation de sols, d'assurer la gestion des eaux pluviales à la parcelle et ainsi limiter l'engorgement des réseaux d'eaux pluviales. En fonction du secteur urbain, la valeur du CBS n'est pas la même pour tenir compte de la densité bâtie. De plus, une proportion d'espaces verts de pleine terre doit être conservée sur différente parcelle. **Les incidences du projet sur l'urbanisation à définir en fonction de la ressource en eau, de la capacité des réseaux AEP et de l'assainissement sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	Le règlement écrit de Fontaine prend en compte la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel. En effet, celui-ci explique que dans l'ensemble des secteurs du PLU de Fontaine « *les eaux pluviales doivent être infiltrées dans le terrain, sauf en cas d'impossibilité technique, auquel cas elles sont rejetées à débit régulé dans le réseau public d'eaux pluviales, selon la réglementation en vigueur* ». De plus, « *les ouvrages nécessaires au traitement, à la régulation, à l'évacuation, à l'infiltration des eaux pluviales doivent être réalisés selon la réglementation en vigueur* ». Les seules exceptions concernent les secteurs UY et Ny où toute construction autorisée l'obligation d'être raccordée au réseau public de collecte des eaux pluviales. De plus le règlement précise que « *les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 2 décembre 2020 doivent être respectées* ». **Les incidences du projet sur la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
Milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Le zonage permet de protéger presque l'intégralité des espaces inventoriés et protégés en zone A, N ou Ne. Toutefois, à la marge, les secteurs UB, Ube et Ubs chevauchent des périmètres Natura 2000 et Znieff 1 et 2. Les secteurs concernés sont déjà urbanisés ; aucune zone d'extension n'impacte un milieu remarquable. Le règlement écrit et graphique a des incidences positives car il préserve au maximum : • Le périmètre Natura 2000 en zone naturelle écologique (Ne) et en agricole (A) ; • Les périmètres de ZNIEFF 1 et 2 en zone Ne, en A et en naturelle (N). Le zonage permet de protéger près de 99%. En outre, pour rappel les périmètres Natura 2000 et ZNIEFF de type 1 & 2 sont établis à des échelles très larges et non pas à la parcelle. Il convient donc de les apprécier globalement. Conformément à l'article R.151-43 4°, les secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue sont identifiés sur le plan de zonage. Les aménagements ou constructions autorisés dans la zone urbaine du PLU doivent permettre de maintenir les continuités écologiques : • « *les clôtures devront maintenir une perméabilité pour la faune (grillage à large maille de 15/20 cm minimum sur piquet bois ou acier ou composées d'éléments à claire-voie sans aucun muret de soubassement maçonné ni scellement apparent)* ; • *les aménagements des cours d'eau et de leurs abords devront maintenir les continuités biologiques (maintien des ripisylves, les ouvrages devront maintenir la libre circulation de la faune piscicole, maintien de l'intégrité du lit mineur du cours d'eau)* ; • *maintien des zones humides existantes et de leur fonctionnement hydraulique* ; • *conservation et plantation de haies vives, qui participent au continuum forestier* ». De plus, le règlement du PLU de Fontaine impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. **Les incidences du projet sur la préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Le règlement écrit et graphique a des incidences positives car il classe majoritairement les différents réservoirs et corridors de biodiversité identifiés au SCoT en zones N, Ne et A. La majorité des prairies en lit majeur sont classées en Ne. Le règlement de cette zone est suffisamment restrictif et assure la protection de ces prairies. Conformément à l'article R.151-43 4°, les secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue sont identifiés sur le plan de zonage. Les aménagements ou constructions autorisés dans la zone urbaine du PLU doivent permettre de maintenir les continuités écologiques : • « *les clôtures devront maintenir une perméabilité pour la faune (grillage à large maille de 15/20 cm minimum sur piquet bois ou acier ou composées d'éléments à claire-voie sans aucun muret de soubassement maçonné ni scellement apparent)* ; • *les aménagements des cours d'eau et de leurs abords devront maintenir les continuités biologiques (maintien des ripisylves, les ouvrages devront maintenir la libre circulation de la faune piscicole, maintien de l'intégrité du lit mineur du cours d'eau)* ; • *maintien des zones humides existantes et de leur fonctionnement hydraulique* ; • *conservation et plantation de haies vives, qui participent au continuum forestier* ». De plus, le règlement du PLU de Fontaine impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. Le règlement de Fontaine identifie au titre de l'article R.151-43 5° du code de l'urbanisme plusieurs éléments du paysage à protéger : alignement d'arbres, verger et station de Trèfle strié.	

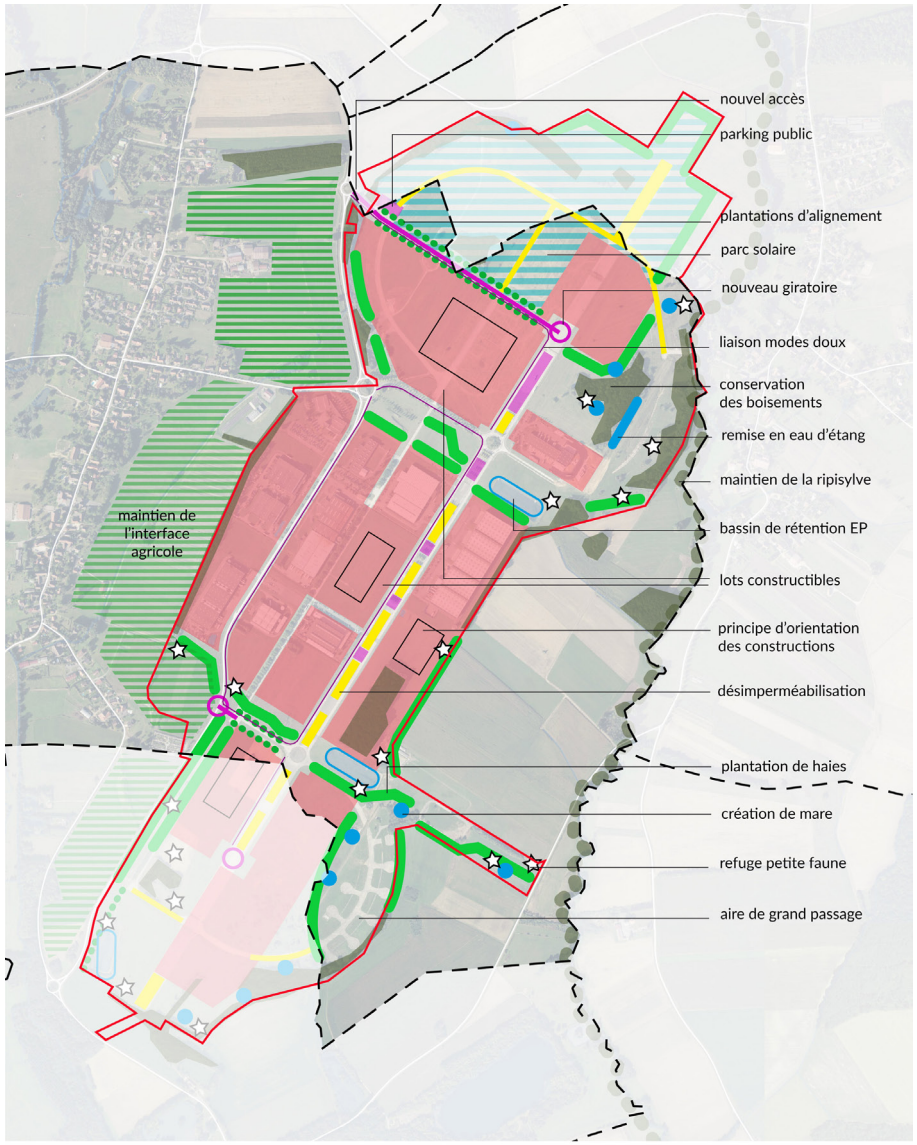
Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
Milieux naturels	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Des prescriptions propres à chaque élément du paysage identifié ont été inscrites dans le règlement. • Les arbres contenus dans les alignements d'arbres doivent être maintenus. L'entretien ne nécessite pas d'autorisation d'urbanisme mais elle sera nécessaire en cas d'abattage. Le remplacement d'un arbre ou arbuste est obligatoire mais peut être effectué à proximité pour des motifs sanitaire ou de sécurité ; • Les arbres des vergers doivent être maintenus. L'entretien ne nécessite pas d'autorisation d'urbanisme mais elle sera nécessaire en cas d'abattage. Les arbres doivent être remplacés par un arbre fruitier (compensation à 100 %). Des arbres morts doivent être maintenus au sein des vergers ; • La station de Trèfle strié est complètement protégée. En effet, les affouillements et exhaussements de sols, l'imperméabilisation ainsi que les constructions y sont interdites. **Les incidences du projet sur la prise en compte de la préservation des continuités écologiques et de la conservation des prairies en lit majeur sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	L'ensemble des zones humides recensées suite aux expertises menées dans le cadre de l'élaboration du PLU est protégé. En effet, le règlement précise qu' « *au titre de l'article R.151-31 2° du code de l'urbanisme, [...] aucune nouvelle construction n'y est autorisée, ni aucun affouillement ou exhaussement de sol* ». **Les incidences du projet sur la prise en compte des zones humides sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les autres ressources	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Lorsque l'on compare le zonage du projet de PLU de Fontaine avec les parcelles agricoles déclarées à la PAC, on obtient les chiffres suivants : • 0,2 % des terres agricoles incluses dans un zonage UA ou UB ; • 14,2 % des terres agricoles incluses dans le zonage UY ; • 85,6 % des terres agricoles incluses dans un zonage N, Ne ou A. Le règlement graphique protège les terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et est peu impactant dans la définition des secteurs UA/UB. Le cas de l'Aéroparc est particulier car des compensations agricoles ont eu lieu dans le cadre de l'autorisation environnementale. Certaines terres sont toujours déclarées à la PAC, tant qu'elles ne sont pas occupées par les porteurs du projet. En outre, au sein du lot occupé par la centrale solaire, de l'éco-partage pourra perdurer. **Les incidences du projet sur la pérennisation de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations sont évaluées comme étant faibles.**	**Faible**
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	L'ensemble des zones du projet de PLU de Fontaine autorise l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments et autorise l'installation de procédés producteurs d'énergie renouvelable. Le règlement fait exception a cet enjeu sur trois bâtiments pour assurer la prévention du patrimoine bâti. (Cf. Annexe 4 du règlement de Fontaine). **Les incidences du projet sur l'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Le projet de PLU prévoyant l'augmentation du nombre d'habitants, on peut considérer que ces personnes vont potentiellement générer de nouveaux déplacements facteurs d'émission de gaz à effet de serre. Cependant, le projet de PLU encourage la densification et réduit l'étalement urbain grâce à son zonage. **Les incidences du projet sur la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air sont évaluées comme étant faibles.**	**Faible**

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	La commune de Fontaine est uniquement concernée par les zones d'expansion des crues du PPRi de la Bourbeuse. Ces zones possèdent une réglementation stricte qui empêche la constructibilité. Les zones inondables sont principalement classées en zone A, N et Ne. La frange est du tissu urbain est, quant à elle, impactée à la marge. En effet, aucune construction n'est actuellement touchée. Seul le secteur UBs à l'entrée de la commune est soumis à ce risque. Dans la révision en cours, les secteurs d'aléas moyen sont légèrement plus larges que la zone d'expansion des crues actuelle. Toutefois, aucun secteur d'extension du projet n'est concerné. **Les incidences du projet sur la prise en compte du risque inondation sont évaluées comme étant nulles.**	**Nul**
	La prise en compte des mouvements de terrain	Le projet de PLU de Fontaine prend bien en compte l'atlas des mouvements de terrain établi à l'échelle du Territoire de Belfort (DDT 90, Cerema) de 2012, actualisé en 2019. Pour rappel, cet atlas est, depuis 2022, accompagné d'un guide de recommandations sur la prise en compte des mouvements de terrain dans l'urbanisme. Le zonage écrit et graphique a des incidences positives sur les risques de mouvements de terrain. Les périmètres en aléa liquéfaction (zone sensible à la liquéfaction en zone de sismicité 3) correspondent aux prairies alluviales de la Saint-Nicolas et sont classées en zone Ne. Concernant l'aléa glissement de terrain : • La zone faible susceptible aux glissements de terrain touche l'ensemble des zones. Le guide de recommandations autorise l'ensemble des projets soumis à ce type et à cette force d'aléas. • La majeure partie de l'aléa éboulis est classée en zone non constructible en zone Ne (3,4 %) et en zone A (82,1 %). Une petite partie de zone UB (14,5 %) est incluse en aléa éboulis, mais les projets devront être analysés au regard du guide de recommandations qui interdit de principe la quasi-totalité des projets. En outre, le règlement précise que « *dans les secteurs concernés par ces phénomènes, et en l'absence d'étude géotechnique contradictoire, les préconisations du guide s'appliqueront à chaque autorisation d'urbanisme au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme* ». **Les incidences du projet sur la prise en compte des mouvements de terrains sont évaluées comme étant faibles.**	**Faible**
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Le règlement du projet de PLU de Fontaine impose que « *les dimensions, formes et caractéristiques techniques de voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, notamment l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et la collecte des ordures ménagères* ». Le projet de PLU ne compte aucune zone 1AU et ne possède peu de zones en extension. La quasi-totalité des logements créés dans les années à venir seront donc dans l'emprise urbaine. Pour rappel, lors du contrôle réalisé par GBCA en 2021, l'ensemble des hydratants publics ont été déclarés opérationnels. Concernant le secteur UY, celui-ci possède sa propre défense incendie. Elle est assurée par 35 poteaux incendie et 5 réserves d'eau allant de 120 à 540 m^3. A l'avenir, il est prévu d'y créer 4 nouveau poteaux incendie et 2 réserves en eau de 360 et 540 m^3. **Les incidences du projet sur les choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie sont évaluées comme étant nulles.**	**Nul**

7. Incidences des secteurs susceptibles d'être touchés d'une manière notable

Le site de l'Aéroparc de Fontaine fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Celles-ci ont été élaborées afin de reprendre certaines prescriptions de l'autorisation environnementale du 2 décembre 2020.



PLU de Fontaine - secteur de l'Aéroparc
> Orientations d'aménagement et de programmation

Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, Avril 2021

0 100 250 500 m

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Les questions liées aux réseaux AEP et d'assainissement sont gérées de la façon suivante : « *Les réseaux de toute nature, notamment l'alimentation en eau potable, l'évacuation des eaux usées […] seront adaptées en maillage et dimensionnement pour répondre aux besoins de l'ensemble des lots constructibles du secteur* ». **Les incidences du projet sur les choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et d'assainissement sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	La question de la gestion des eaux pluviales est traitée dans l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc : « *La nature du sol ne permettant pas l'infiltration, l'eau pluviale issue des surfaces imperméabilisées sera rejetée dans un collecteur public raccordé à des bassins de rétention avant rejet dans le milieu naturel* » De plus, une autre orientation de l'OAP va dans le sens d'améliorer l'infiltration des eaux pluviales dans le sol : « *Les dalles en béton de l'ancienne piste aéronautique seront pour parties déconstruites dans un souci de désimperméabilisation, notamment sur son axe majeur afin de créer des espaces végétalisés* » **Les incidences du projet sur la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc n'est pas concernée par un périmètre de ZNIEFF de type 1 ou 2 ou de Natura 2000. De plus, plusieurs orientations appuient la protection de ces milieux et donc limitent les incidences du projet sur la biodiversité : • « *des plantations d'aspect plus naturel en dehors de cette trame principale, notamment sous forme de haies en deux corridors transversaux est-ouest* » ; • « *des bosquets et boisements existants seront conservés sauf motif sanitaire ou de sécurité impérieux – en cas de suppression, ils devront être restitués sous la forme de plantations au moins équivalentes en nature et en nombre et/ou surface* » ; • « *la ripisylve de la Loutre qui sera maintenue pour son rôle de continuité écologique et de masque visuel depuis le village de Reppe* » ; • « *pour toutes plantations, le choix se portera sur des essences locales variées, en majorité feuillues, adaptées aux effets attendus du changement climatique* » ; • « *les espaces libres devront être composés de prairies naturelles permettant de préserver la biodiversité au sein de l'Aéroparc* » ; • les clôtures devront être des « *haies discontinues composées d'essences feuillues locales* » et devront « *être perméables à la petite faune* ». **Les incidences du projet sur la préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
Milieux naturels	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	L'OAP n'est pas incluse dans les prairies en lit majeur. Cependant, plusieurs orientations sont en faveur de la préservation des continuités écologiques et donc limitent les incidences du projet sur la biodiversité : • « *des plantations d'aspect plus naturel en dehors de cette trame principale, notamment sous forme de haies en deux corridors transversaux est-ouest* » ; • « *des bosquets et boisements existants seront conservés sauf motif sanitaire ou de sécurité impérieux – en cas de suppression, ils devront être restitués sous la forme de plantations au moins équivalentes en nature et en nombre et/ou surface* » ; • « *la ripisylve de la Loutre qui sera maintenue pour son rôle de continuité écologique et de masque visuel depuis le village de Reppe* » ; • « *pour toutes plantations, le choix se portera sur des essences locales variées, en majorité feuillues, adaptées aux effets attendus du changement climatique* » ; • « *les espaces libres devront être composés de prairies naturelles permettant de préserver la biodiversité au sein de l'Aéroparc* » ; • les clôtures devront être des « *haies discontinues composées d'essences feuillues locales* » et devront « *être perméables à la petite faune* ». **Les incidences du projet sur la préservation des continuités écologiques et la conservation des prairies en lit majeur sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	En amont de l'autorisation environnementale, des études concernant les différents milieux présents sur l'Aéroparc ont été réalisées. Celles-ci ont révélées la présence de zone humides. Aussi, dans le cadre de l'autorisation environnementale, plusieurs secteurs de zones humides doivent être préservés. Tandis que d'autres doivent faire l'objet de mesures compensatoires. Le projet de PLU entérine des protections grâce à des prescriptions d'inconstructibilité. Quant aux mesures compensatoires, elles sont gérées dans le cadre de l'autorisation environnementale et relèvent du niveau opérationnel. **Les incidences du projet sur la protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les autres ressources	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit plusieurs surfaces agricoles à maintenir. Ces surfaces sont situées sur la partie ouest de l'Aéroparc et permettent de répondre à l'enjeu de préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitation. **Les incidences du projet sur la pérennisation et le développement de l'activité agricole sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit un parc solaire. Cette zone est située dans la partie nord de l'Aéroparc. L'OAP n'interdit pas la mise en place d'équipements favorables à la prise en compte du climat : « *Leur volumétrie et leur aspect extérieur, matériaux et couleurs, tiendront compte de leur environnement afin de s'y inscrire au mieux* » **Les incidences du projet sur l'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Plusieurs orientations inscrites limitent les émissions de gaz à effet de serre et réduisent la pollution de l'air, cela a pour but de limiter les incidences du projet sur la santé : • « *l'Aéroparc est desservi par l'échangeur de l'autoroute A36 et par la RD60* » ; • « *les accès routiers se feront par trois axes perpendiculaires à l'axe principal de desserte (ancienne piste) et seront raccordés par des giratoires sur la RD60* » ; • « *une desserte par les transports en commun sera déployée dans la zone* » ; • « *le linéaire de l'ancienne piste principale, les axes perpendiculaires à celle-ci depuis les trois giratoires, ainsi que le linéaire de la RD60 seront doublés par une voie verte adaptée aux modes doux, séparée de la chaussée et offrant de bonnes conditions de confort et de sécurité* ». Les incidences du projet sur la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air sont évaluées comme étant faibles.	**Faible**
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc n'est pas concernée par le PPRi de la Bourbeuse, ni par sa révision.	**Nul**
	La prise en compte des mouvements de terrain	L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc est incluse dans le périmètre de glissement de terrain estimé faible. Les incidences du projet sur la prise en compte des mouvements de terrain sont évaluées comme étant faibles.	**Faible**
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Les questions liées à la défense incendie sont gérées de la façon suivante : « *Les réseaux de toute nature, notamment l'alimentation en eau potable, l'évacuation des eaux usées [...] seront adaptées en maillage et dimensionnement pour répondre aux besoins de l'ensemble des lots constructibles du secteur* ». **Les incidences du projet sur les choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

Les OAP thématiques

Les OAP thématiques peuvent porter sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements, etc.

Comme pour les OAP sectorielles, ces OAP plus spécifiques mettent aussi en œuvre des orientations du PADD.

Les OAP « continuités écologiques » renforcent la prise en compte des enjeux environnementaux, et ceci, dans le but de rendre le projet de PLU le plus vertueux possible.

Ces OAP thématiques ont des incidences positives sur le maintien de la trame verte et bleue, le maintien des prairies en lit majeur, la préservation des sites et des habitats naturels remarquables, la géomorphologie des cours d'eau et leur espace de mobilité, etc. Afin d'améliorer la prise en compte de l'environnement dans le PLU de Fontaine, plusieurs pistes sont proposées comme le maintien et la plantation de haies et de bosquets ou l''amélioration de la libre circulation des espèces aquatiques.

8. Évaluation des incidences sur le Natura 2000

La commune de Fontaine comprend 1 entité désignée au titre de Natura 2000 : Le site « Étangs et vallées du Territoire de Belfort », à la fois Zone Spéciale de Conservation (FR4301350) et Zone de Protection Spéciale (FR4312019).

Le projet de PLU impacte des espaces péri-urbains (dents creuses, zones d'extensions proches du bâti) et des zones agricoles non compris dans le périmètre de Natura 2000. De plus, les milieux du site Natura 2000 de la commune sont protégés et compris dans des zones N, Ne et A du plan de zonage, dont les règlements permettent une protection satisfaisante.

Le projet de PLU n'a donc aucune incidence significative (directe ou indirecte, temporaire ou permanente) sur les habitats et les espèces du site Natura 2000 « Étangs et vallées du Territoire de Belfort ».

9. Bilan environnemental, mesures correctives et indicateurs de suivi

Préambule

La construction d'un bilan environnemental repose sur la séquence

« Éviter – réduire – compenser » (ERC) »

Son principe est de chercher en premier lieu à éviter les incidences potentielles d'un projet. Si l'évitement n'est pas possible, on étudie les possibilités de les réduire et, enfin, s'il existe des incidences résiduelles, celles-ci doivent être compensées. La finalité de la démarche est la définition d'un bilan équilibré ou positif : les effets potentiels de la mise en œuvre d'un projet ne doivent pas entraîner une dégradation de la qualité environnementale, en comparaison de l'état initial.

L'évaluation environnementale est réalisée de manière itérative. Cette méthode doit permettre d'analyser les effets des choix sur l'environnement aux différents stades de l'élaboration du PLU et de prévenir ses conséquences dommageables sur l'environnement :

- soit en faisant évoluer les choix ;
- soit en maintenant les choix pour des raisons liées à d'autres enjeux d'aménagement. Alors les incidences sur l'environnement sont connues et font l'objet de mesures de réduction ou de compensation.

Au moment de l'arrêt du projet, si le bilan apparaît négatif et qu'il nécessite alors des mesures complémentaires, en particulier des mesures compensatoires, on peut estimer que l'évaluation environnementale n'a pas joué pleinement son rôle.

Ce chapitre s'attache à présenter le bilan environnemental du projet de PLU.

Thème	Enjeux	Incidences	Description
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Directe/ Continue	**Points positifs :** • Prise en compte de la ressource en eau, des capacités d'alimentation en eau potable et de la capacité des réseaux assainissement. • La ressource en eau estimée suffisante par les services de GBCA. • Mise en place d'un coefficient de biotope par surface (CBS) pour l'ensemble des zones urbaines à vocation résidentielle. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur des réseaux d'AEP et d'assainissement (OAP). • Gestion paysagère des lots de l'Aéroparc (UY) en dehors des espaces artificialisés. **Point négatif :** • La pression potentielle sur la ressource par l'augmentation du nombre d'habitants.
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel		**Points positifs :** • Prise en compte de cet enjeu dans le cadre du règlement du PLU de Fontaine : Avec l'infiltration à la parcelle (sauf en cas d'impossibilité technique). • La prise en compte des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 2 décembre 2020 pour l'Aéroparc. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel (OAP) : collecteur public, désimperméabilisation, etc. **Point négatif :** • Le règlement émet des exceptions concernant les secteurs UY et Ny qui impose à toute construction autorisée l'obligation d'être raccordée au réseau public de collecte des eaux pluviales.
Milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Directe/ Continue	**Points positifs :** • Préservation par le règlement du périmètre Natura 2000 par un zonage Ne et A. • Préservation par le règlement des périmètres de ZNIEFF de type 1 et 2 par un zonage Ne, A et N. • Le zonage A, N ou Ne couvre 99 % des zones Natura 2000 et des ZNIEFF. • Identification dans le règlement des secteurs contribuant aux continuités écologiques (R151-43 4° du code de l'urbanisme). • Le règlement impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. • L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc n'est pas concerné par un périmètre de ZNIEFF ou de Natura 2000. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la biodiversité (OAP) : préservations de bosquets et de boisements, maintien de la ripisylve, clôtures etc. **Point négatif :** • Quelques exceptions subsistent comme les secteurs UB et UBs et Ube. Ces zones sont déjà bâties et ne possèdent pas de zones d'extension dans le cadre du PLU.

Thème	Enjeux	Incidences	Description
Milieux naturels	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • Le règlement écrit et graphique classe majoritairement les différents réservoirs et corridors de biodiversité identifiés au SCoT en zone N, Ne et A. • La majorité des prairies en lit majeur sont classées en Ne. Le règlement de cette zone est suffisamment restrictif et permet la protection de ces prairies. • Identification dans le règlement des secteurs contribuant aux continuités écologiques (R151-43 4° du code de l'urbanisme). • Le règlement impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. • Le règlement de Fontaine identifie au titre de l'article R.151-43 5° du code de l'urbanisme plusieurs éléments du paysage à protéger : alignement d'arbres, verger et station de Trèfle strié. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la biodiversité (OAP) : préservations de bosquets et de boisements, maintien de la ripisylve, clôtures, etc.
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • L'ensemble des zones humides recensées suite aux expertises menées dans le cadre de l'élaboration du PLU est protégé. • Le règlement du PLU de Fontaine précise qu' « *au titre de l'article R.151-31 2° du code de l'urbanisme. Le règlement y interdit toutes nouvelles constructions, affouillement ou exhaussement de sol* ». • En amont de l'autorisation environnementale, des études concernant les différents milieux présents sur l'Aéroparc ont été réalisées. • L'ensemble des modalités de compensation sont inscrites dans l'autorisation environnementale délivrée par la Préfecture le 2 décembre 2020.
Les autres ressources	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • Le zonage du PLU de Fontaine protège 85,6 % de terres agricoles (en secteur A, N ou Ne). • Le zonage protège un maximum de terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations. • Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit plusieurs surfaces agricoles à maintenir. **Point négatif :** • 14,2 % de terres agricoles sont incluses dans un zonage UY.
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • L'ensemble des zones du projet de PLU de Fontaine autorise l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments et autorise l'installation de procédés producteurs d'énergie renouvelable. • Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit un parc solaire. **Point négatif :** • 3 bâtiments protégés au titre du patrimoine ne peuvent pas réaliser d'ITE en façade.
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • Le projet de PLU encourage la densification et réduit l'étalement urbain grâce à son zonage. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (OAP) : desserte de transports en commun, voie verte adaptée aux modes doux etc. • Accueillir de nouveaux ménages peut permettre de réduire les déplacements pendulaires pour ceux qui travaillent à l'Aéroparc. **Point négatif :** • L'accueil de nouveaux ménages peut créer des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires si leur lieu d'emploi notamment est éloigné.

Thème	Enjeux	Incidences	Description
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • Prise en compte des zones du PPRi de la Bourbeuse : celles-ci possèdent une réglementation stricte qui empêche la constructibilité. • Les zones à risques inondations sont principalement classées en zone A, N et Ne.
	La prise en compte des mouvements de terrain	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • Prise en compte de l'atlas des mouvements de terrain établi à l'échelle du Territoire de Belfort (DDT 90, Cerema) de 2012, actualisé en 2019. • Le règlement a des incidences positives sur les risques de mouvements de terrain par la mise en place d'un zonage adapté à chaque situation. • Le règlement précise que « dans les secteurs concernés par les mouvements de terrain, et en l'absence d'étude géotechnique contradictoire, les préconisations du guide s'appliqueront à chaque autorisation d'urbanisme au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme ».
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	**Directe/ Continue**	**Points positifs :** • Le règlement du PLU prend en compte des dispositions visant à améliorer la défense incendie de la commune de Fontaine. • Le projet de PLU ne compte aucune zone 1AU. La quasi-totalité des logements créés dans les années à venir s'insèreront donc dans l'emprise urbaine et les extensions sont de faibles emprises. • Le secteur UY possède sa propre défense incendie. Elle est assurée par 35 poteaux incendie et 5 réserves d'eau allant de 120 à 540 m^3. A l'avenir, il est prévu d'y créer 4 nouveaux poteaux incendie et 2 réserves en eau de 360 et 540 m^3.

10. Synthèse des incidences négatives potentielles et mesures de réduction des incidences

Les choix d'urbanisation du PLU impactent 0,2 % des terres agricoles exploitées et déclarées à la politique agricole commune (environ 0,79 hectares). L'OAP sectorielle de Fontaine impacte 14,2 % de surface agricoles exploitées et déclarées à la PAC (environ 48 hectares). Cependant, l'urbanisation de ces terres agricoles dans le cadre de la ZAC de l'Aéroparc est prise en compte dans l'autorisation environnementale délivrée par la Préfecture le 2 décembre 2020.

L'augmentation du nombre de nouveaux ménages sur la commune de Fontaine induira une augmentation des déplacements et donc une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. À contrario, l'accueil de nouveaux ménages sur le territoire communal peut permettre de réduire les déplacements pendulaires liés aux emplois de l'Aéroparc. Le projet de PLU a aussi pour ambition que cette augmentation de GES soit la plus faible possible et cela par la mise en place d'orientations favorables aux mobilités douces.

Le PLU de Fontaine a pour projet l'arrivée de nouveaux habitants sur la commune, ce qui engendrera une consommation en eau plus importante. Cependant, les populations sont de plus en plus sensibilisées à l'économie de la ressource en eau potable et leur consommation baisse, ce qui équilibre la pression sur la ressource. Ce projet aura un impact négligeable sur les réseaux d'assainissement. Pour rappel, le projet de développement a été travaillé tout au long de l'élaboration du PLU grâce à l'application de la démarche itérative.

On considère que les nombreux aspects positifs et vertueux du projet permettent de contrebalancer ses incidences négatives éventuelles. Le principe du bilan environnemental n'est pas de chercher et équilibrer à chaque incidence précisément, mais bien de raisonner de manière globale.

11. Indicateurs de suivi

En application des articles R.151-4 et L.151-27 du Code de l'urbanisme, le conseil municipal de Fontaine devra mener au plus tard 6 ans après l'approbation du PLU, une analyse des résultats de son application notamment au regard des objectifs fixés en termes d'environnement et de consommation foncière.

D'un point de vue méthodologique, la définition des critères et des indicateurs de suivi du PLU est basée sur les objectifs du PADD, dont découlent les orientations d'aménagement et de programmation et les pièces réglementaires du PLU. Les données du diagnostic constituent le point 0 à partir desquelles le suivi est réalisé.

Outre son obligation réglementaire, ce suivi sera utile pour orienter et justifier les futures évolutions du PLU pour un urbanisme plus durable.

Notons que de nombreux facteurs indépendants du PLU sont susceptibles d'agir sur le marché du logement ou de l'emploi, par exemple, et qu'ils peuvent servir de variables explicatives aux résultats constatés. C'est donc avec cette marge qu'il faudra examiner le PLU car la réalisation des objectifs qu'il se fixe dépendent tout autant de facteurs externes que de sa seule application théorique.

Orientations du PADD concernées par des indicateurs de suivi liés à l'environnement	Indicateurs de suivi
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine	
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	• Nombre de DP portant sur les éléments du paysage recensés.
Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services	
Pérenniser l'activité agricole	• Nombre de projets de diversification agricole. • Évolution de la surface agricole utile (SAU). • Évolution du nombre d'exploitations agricoles. • Nombre de PC pour extension ou nouveau bâtiment des constructions existantes en zone A.
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesse agricoles, naturelles et forestières de la commune	
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	• S'assurer du maintien des éléments protégés.
Maintenir les continuités écologiques	• Linéaire d'arbres plantés, de haies et de ripisylves.
Maîtriser l'impact sur l'environnement	• Création de réseaux d'énergie.
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire	
Prendre en compte les risques dans le développement du village	• Le nombre de PC ou de DP dans les secteurs concernés par les mouvements de terrain (en incluant les refus).

CHAPITRE II
Le cadre réglementaire et la démarche d'évaluation environnementale

1. Le cadre réglementaire

Le cadre réglementaire des évaluations environnementales est défini à deux échelles

Tout d'abord, à l'échelle européenne via l'article 6 de la Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

« Tout plan (…) non directement lié à la gestion du site mais susceptible d'affecter ce site de manière significative (…) fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences ».

À l'échelle française, cette Directive se transpose dans différents textes :

- L'article R.104-1 du code l'urbanisme : *« Font l'objet d'une évaluation environnementale, […] les documents d'urbanisme énumérés à l'article L.104-1 ».*
- L'article L.104-1 du Code de l'urbanisme : *« Font l'objet d'une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la Directive 2001/42/ CE du 27 juin 2001, relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes (…) les plans locaux d'urbanisme ».*
- Au titre du I de l'article R.122-17 du Code de l'environnement : *« Les plans et programmes devant faire l'objet d'une évaluation environnementale sont […] les plans locaux d'urbanisme ».*
- L'article L.414-4 du Code de l'environnement (modifié par la loi *« responsabilité environnementale »* du 1er août 2008) : la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire dès lors que le PLU permet des projets susceptibles d'affecter un site Natura 2000.
- Le décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences au titre de Natura 2000 : l'article R.414-19 fixe la *« liste nationale des documents de planification, programmes ou projets ainsi que des manifestations et interventions qui doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur un ou plusieurs sites Natura 2000 […] ».* Ainsi, *« les plans, schémas, programmes et autres documents de planification sont soumis à évaluation environnementale au titre du I de l'article L.122-4 du Code de l'environnement et de l'article L.104-1 du Code de l'urbanisme ».*
- L'article 40 de la loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 concernant l'Accélération et la Simplification de l'Action Publique (ASAP) *« ajoute les plans locaux d'urbanisme (PLU) à la liste des plans devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique »* (définie à l'article L.104-1 du Code de l'urbanisme).

C'est dans ce cadre que le projet de PLU de la commune de Fontaine est soumis à évaluation environnementale.

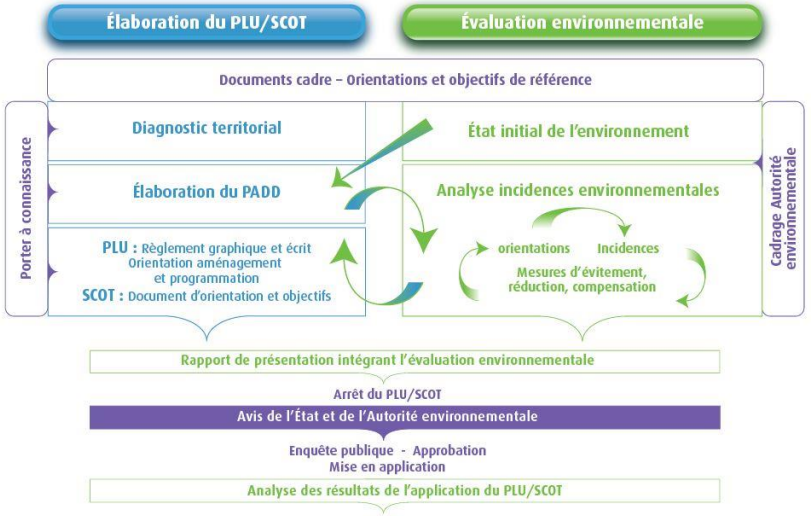
2. Objectifs de l'évaluation environnementale et méthodologie

Objectifs de l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale s'inscrit dans un objectif de prévention des impacts environnementaux et de cohérence des choix d'aménagement, en amont de la réalisation des projets d'urbanisme. Elle s'intéresse à l'ensemble des potentialités ou décisions d'aménagement concernant le territoire, et donc à la somme de leurs incidences environnementales, contrairement à l'étude d'impact qui analysera ensuite chaque projet individuellement.

La présente étude intègre ainsi :

- L'évaluation environnementale du document d'urbanisme ;
- L'évaluation des incidences au titre de Natura 2000.



Source : Guide sur l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme, CGDD, novembre 2019

L'évaluation environnementale a également pour ambition d'éclairer le grand public sur les choix opérés lors du processus de définition du projet de territoire.

Généralités méthodologiques

L'évaluation environnementale des documents d'urbanisme n'est pas une évaluation a posteriori des impacts une fois le document établi, mais une évaluation intégrée à son élaboration. C'est une démarche d'aide à la décision qui prépare et accompagne la construction du document. Ainsi, elle aide à traduire les enjeux environnementaux dans le projet de territoire et à anticiper ses éventuels effets.

L'évaluation environnementale se focalise sur les enjeux environnementaux pour lesquels la mise en œuvre du Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut avoir des incidences positives ou négatives et sur la prise en compte de ces enjeux au cours des étapes de construction du projet de territoire.

L'évaluation est basée sur les enjeux issus de l'état initial de l'environnement et l'analyse de l'ensemble des autres documents constitutifs du PLU : Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP), zonage et règlement.

L'évaluation porte sur l'ensemble des rubriques énoncées dans la réglementation. Elle vérifie également la compatibilité du projet avec les différents plans et programmes et énonce les incidences possibles du projet de PLU sur l'environnement et sur les sites Natura 2000.

In fine, en cas d'incidences sur les différentes composantes environnementales, un programme de mesures d'insertion environnementale est proposé à la commune. Il existe différents types de mesures :

- Des mesures d'évitement et de réduction, proposant de nouvelles alternatives au projet d'aménagement ;
- Des mesures compensatoires, imaginées dans le but de compenser les impacts négatifs résiduels après application des mesures précédentes.

Perspectives d'évolution du territoire : scénario alternatif

La commune de Fontaine s'est engagée dans une procédure d'élaboration de son PLU depuis 2015. L'équipe municipale a travaillé de 2015 à 2021 avec un premier bureau d'études. Ce premier projet est nommé « projet 1 » pour l'analyse comparative.

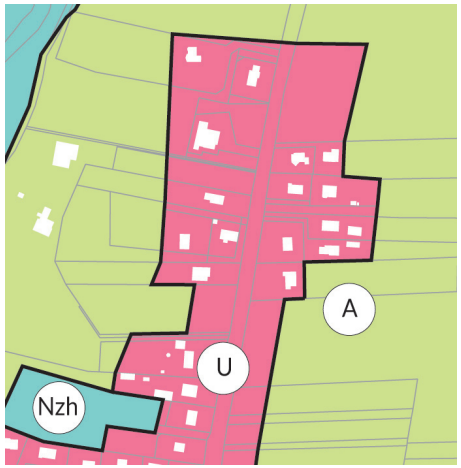
Depuis 2021, suite à un changement de bureau d'études, la commune a dû faire de nouveaux choix et essayer d'améliorer son projet pour qu'il soit en phase avec les besoins réels en logements, les enjeux actuels de réduction de la consommation foncière et pour une meilleure prise en compte de l'environnement. Ce projet est nommé « projet 2 » dans l'analyse comparative.

Dans un premier temps, le projet démographique de la commune a été revu à la baisse. Le projet 1 avait pour ambition la création de 58 nouveaux logements.

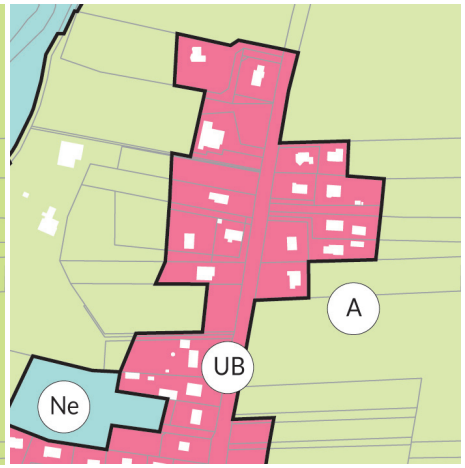
Après une étude fine du contexte local et de l'évolution démographique de la commune, le projet 2 a été revu et le besoin en logements a été réévalué à 32 nouveaux logements.

La baisse en nombre de logement entraîne une diminution des besoins fonciers du projet du PLU, ce qui a pour conséquence de réduire la consommation foncière.

Dans les paragraphes suivants, nous allons présenter les principales différences entre le projet 1 et le projet 2. Celles-ci seront exposées du nord au sud de la commune.



Projet 1 (Nord de la commune)

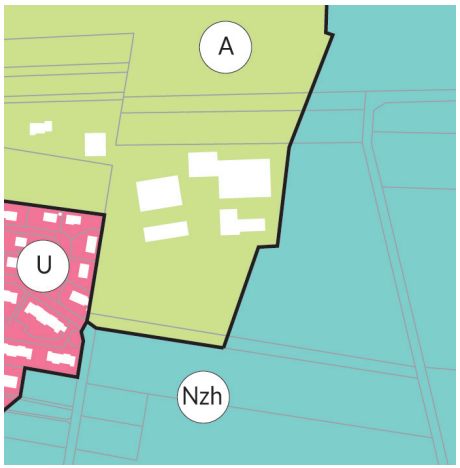


Projet 2 (Nord de la commune)

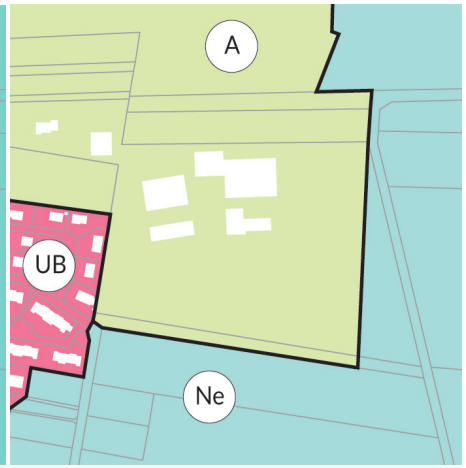
Dans la définition de son premier projet, la commune prévoyait d'ouvrir de nombreux espaces constructibles. Le développement prévoyait un étalement urbain au nord du village, au détriment du paysage et des espaces agricoles. De même le long de la RD11, le projet 1 prévoyait le classement en zone U de tout le bord de la voie.

Le projet 2 ne conserve qu'une partie de cette constructibilité afin de préserver les zones humides le long de la RD11 et se recentre sur l'urbanisation existante en évitant l'étalement urbain.

À noter que le secteur Ne est légèrement étendu par rapport au secteur Nzh afin de prendre en compte la qualité écologique de la parcelle, qui va au-delà de la présence de milieux humides.



Projet 1 (Nord-Est de la commune)

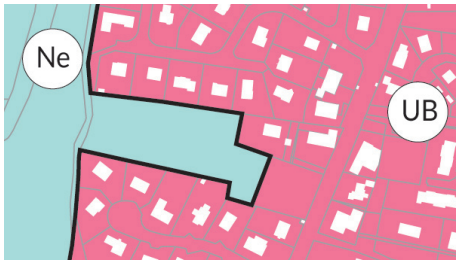


Projet 2 (Nord-Est de la commune)

Le projet 2 a intégré les projets d'évolution de l'exploitation agricole située au nord-est du village en accord notamment avec les enjeux agricoles identifiés sur la commune. Des milieux humides sont sans doute présents à proximité de cette exploitation, mais aucune étude n'est actuellement réalisée permettant de les localiser avec précision. Aussi, le projet de zonage ouvre la possibilité d'étendre l'exploitation, et les OAP thématiques « continuités écologiques » intègrent la question de la préservation des milieux humides afin de s'assurer de la bonne compatibilité des futurs projets agricoles avec la préservation des milieux, notamment humides.

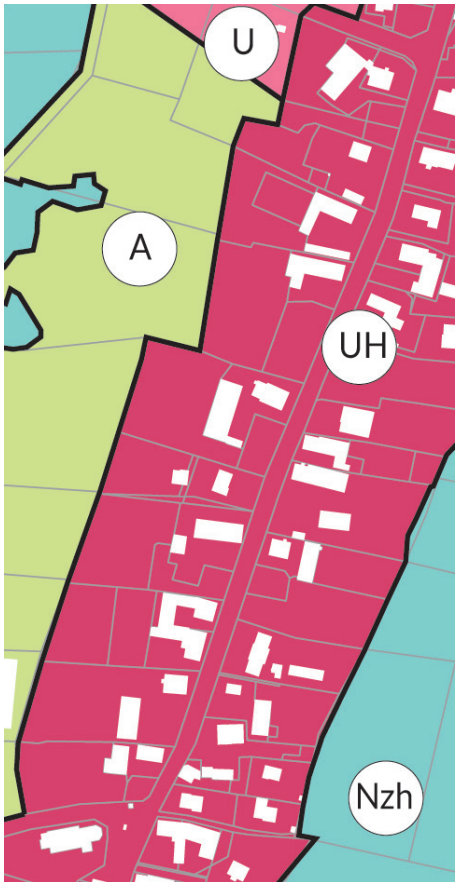


Projet 1 (Centre Ouest de la commune)

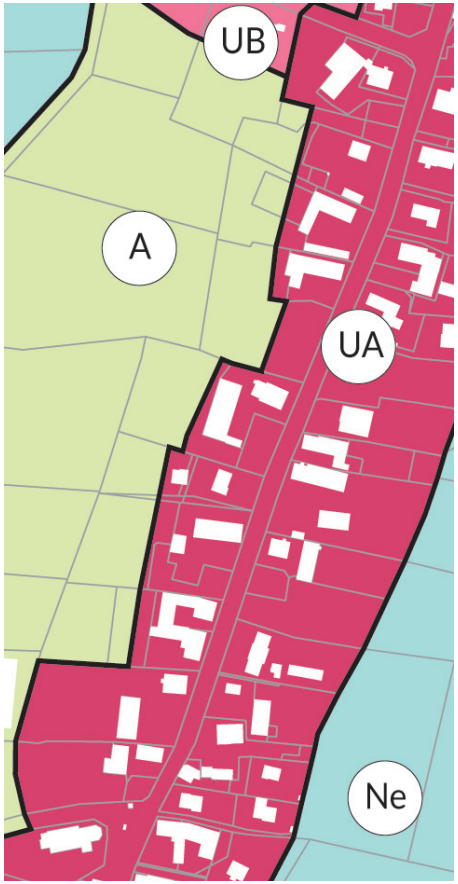


Projet 2 (Centre Ouest de la commune)

Initialement, la commune souhaitait urbaniser la zone expertisée en zone humide, en mettant en œuvre des mesures compensatoires. In fine, avec le scénario de développement revu à la baisse, les besoins fonciers sont moindres. Dès lors, il n'était plus possible de faire valoir la séquence Éviter – Réduire – Compenser (ERC) pour urbaniser cette zone humide car d'autres possibilités de développement moins impactantes pour les milieux humides existent pour assurer le développement de la commune.



Projet 1 (Sud de la commune)



Projet 2 (Sud de la commune)

Sur ce dernier zoom, la zone urbaine est réduite sur le flanc ouest afin, d'une part, de réduire la consommation foncière, et d'autre part de préserver les sources présentes d'après la mémoire locale.

Ces différentes évolutions opérées au cours de l'élaboration du document d'urbanisme démontrent la complexité de mener à bien un projet avec un droit de l'urbanisme mouvant, tout en intégrant l'ensemble des enjeux environnementaux.

Analyse de l'état initial de l'environnement et identification des enjeux environnementaux

L'analyse de l'état initial de l'environnement (EIE) a été élaboré par un premier bureau d'études entre 2016 et 2021 dans le cadre du diagnostic territorial. Un complément et une mise à jour de ce diagnostic a été effectuée en 2024 par l'Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort. Chaque thématique a fait l'objet d'une liste d'enjeux territorialisés et hiérarchisés.

Pour mener l'analyse de l'état initial de l'environnement, diverses modalités d'études ont été mises en place.

- le recueil d'études et de données utiles à l'élaboration de l'EIE ;
- la mise en place de données sous forme cartographique avec un SIG afin de produire des analyses croisées et identifier les vulnérabilités territoriales ;
- la prise en compte des plans et programmes qui s'inscrivent dans la déclinaison des documents et identifient les enjeux environnementaux à une échelle supérieure ;

Les expertises zones humides

La commune a mené plusieurs expertises de type « loi sur l'eau » sur son ban communal (en 2018, 2020 et 2023). Ces différentes expertises ont permis à la commune de définir les futurs secteurs constructibles, en évitant l'impact sur ces milieux. En effet, l'ensemble des zones humides est protégé par le projet de PLU.

Un diagnostic agricole

La chambre d'agriculture interdépartementale Doubs-Territoire de Belfort, sur demande de la commune, a réalisé un diagnostic agricole en 2016, mise à jour en 2024.

Ce diagnostic a permis à la commune d'avoir d'une meilleure connaissance de la thématique agricole (surfaces, type d'agriculture, pratiques ...), et de la guider dans ses choix de zonage.

Analyse des incidences du projet finalisé

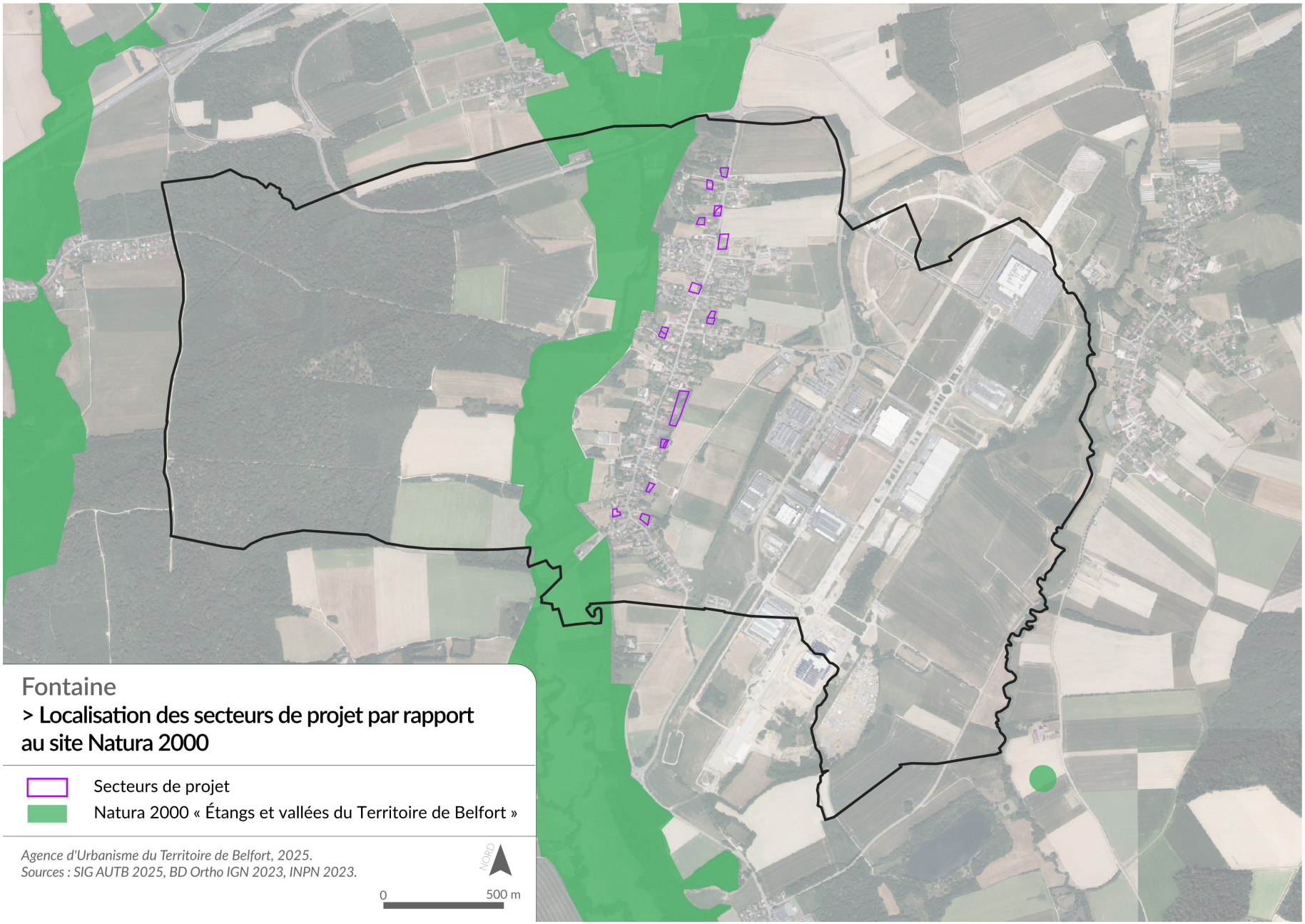
La démarche itérative ayant enrichi le projet, permettant de minimiser les impacts, une analyse des incidences résiduelles est menée et est présentée dans cette partie du rapport de présentation. Les incidences positives et négatives sont inventoriées permettant de mesurer l'intérêt de la démarche, et de présenter les mesures d'évitement, de réduction et de compensation nécessaires à la mise en œuvre du projet.

L'analyse des incidences du projet sur Natura 2000 est également menée. La commune de Fontaine comprend sur son territoire un périmètre Natura 2000 (Étangs et vallées du Territoire de Belfort) qui s'étend également sur des communes voisines.

Un outil de suivi d'évaluation de la mise en œuvre du PLU

Sur la base des orientations du PADD, du volet réglementaire et des données disponibles pour quantifier les éléments, un tableau de bord des indicateurs de suivi est dressé afin d'assurer une évaluation de la mise en œuvre du projet. Les indicateurs reposent sur des informations qui peuvent être renseignées de manière pragmatique.

Ainsi, la démarche dite itérative présente ici tout son sens. Les choix en matière de développement et de projets sont réfléchis à l'échelle du PADD et à une échelle parcellaire pour sa traduction réglementaire. Ces choix correspondent également aux besoins qui ont été identifiés à l'étape du diagnostic territorial. Pour autant, certaines orientations peuvent avoir des incidences négatives sur l'environnement, dans la mesure où les éléments de connaissance sont tous posés et les options en matière d'évitement, de réduction et in fine de compensation des impacts sont élaborées.


Fontaine
> Localisation des secteurs de projet par rapport au site Natura 2000
Secteurs de projet
Natura 2000 « Étangs et vallées du Territoire de Belfort »
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, 2025.
Sources : SIG AUTB 2025, BD Ortho IGN 2023, INPN 2023.
NORD
0
500 m

CHAPITRE III
État initial de l'environnement : résumé des enjeux environnementaux

Synthèse de l'état initial de l'environnement (EIE)

Ce chapitre rappelle les enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement. L'objectif de l'EIE consiste à faire émerger les principaux enjeux environnementaux du territoire et à les hiérarchiser.

Le contexte physique :

- La prise en compte du système hydrographique de Fontaine.

La gestion et la protection de la ressource en eau :

- Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement.
- L'économie de la ressource en eau potable.
- La lutte contre les pollutions diffuses (pollutions agricoles, pesticides ...) et le développement d'une agriculture raisonnée.
- La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel.

Les milieux naturels :

- La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000).
- La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation.
- La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur.

Les autres ressources :

- La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations.
- La prise en compte de la circulation agricole dans les futurs projets urbains.
- Le maintien des dessertes forestières existantes.
- Le développement des actions de sensibilisation et la réduction des consommations énergétiques.
- L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments).

Les nuisances, pollutions et déchets :

- La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air.
- Une gestion des déchets qui doit être prise en compte dans la mise en place des projets de la commune.
- La prise en compte des nuisances sonores générées par le passage de la future LGV.
- La prise en compte des sites et sols pollués, notamment liée à la présence d'ICPE.

Les risques naturels et technologiques :

- La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas.
- La prise en compte des mouvements de terrain.
- L'adaptation des principes de construction face aux aléas sismiques et au phénomène de retrait-gonflement des argiles.
- Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie.
- La prise en compte du risque lié aux transport de matières dangereuses.

Ces 22 enjeux identifiés lors de l'EIE correspondent aux spécificités environnementales du territoire communal de Fontaine.

Leur appropriation est essentielle pour garantir leur traduction dans le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) et les autres pièces du document d'urbanisme. Afin de les hiérarchiser, ces 22 enjeux identifiés sur Fontaine sont analysés au regard des facteurs suivants :

- Enjeu territorial/global ;
- Irréversibilité de l'impact ;
- Importance vis-à-vis de la sécurité et de la santé publique ;
- Transversalité des enjeux.

Thème	Enjeux environnementaux issus de l'EIE	Niveau d'enjeux
Contexte physique	La prise en compte du système hydrographique de Fontaine	Moyen
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Moyen
	L'économie de la ressource en eau potable	Moyen
	La lutte contre les pollutions diffuses (pollutions agricoles, pesticides ...) et le développement d'une agriculture raisonnée	Moyen
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	Moyen
Les milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Fort
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Fort
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	Très fort
Les autres ressources	La pérennisation de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Fort
	La prise en compte de la circulation agricole dans les futurs projets urbains	Faible
	Le maintien des dessertes forestières existantes	Faible
	Le développement des actions de sensibilisation et la réduction des consommations énergétiques	Moyen
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	Moyen
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Moyen
	Une gestion des déchets qui doit être prise en compte dans la mise en place des projets de la commune	Faible
	La prise en compte des nuisances sonores générées par le passage de la future LGV	
	La prise en compte des sites et sols pollués liée à la présence d'ICPE	Moyen
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	Fort
	La prise en compte des mouvements de terrain	Moyen
	L'adaptation des principes de construction face aux aléas sismiques et retrait-gonflement des argiles	Moyen
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Moyen
	La prise en compte du risque lié aux transport de matières dangereuses	Faible

Parmi les 22 enjeux cités précédemment, 11 enjeux sont exclus de la présente évaluation environnementale pour diverses raisons :

- La prise en compte du système hydrographique de Fontaine (enjeu moyen) : il s'agit d'un enjeu qui dépasse le cadre du PLU de Fontaine. Le PLU doit respecter les diverses réglementations liées au PPRi notamment en adoptant le zonage à ce document supérieur.
- L'économie de la ressource en eau potable (enjeu moyen) : cet enjeu n'est pas de la portée du PLU. L'amélioration des réseaux d'eau par l'intercommunalité (réduction des fuites) et la sensibilisation des habitants sont par exemple des leviers à utiliser pour réussir cet objectif.
- Le maintien des dessertes forestières existantes (enjeu faible) : la commune de Fontaine possède très peu de dessertes forestières sur son ban. De plus, les parcelles forestières sont situées à l'ouest du territoire et ne peuvent pas être impactées par le développement urbain de la commune.
- La prise en compte de la circulation agricole dans les futurs projets urbains (enjeu faible) : plusieurs exploitations agricoles sont présentes à Fontaine, tant en dehors de l'emprise urbaine qu'au sein du tissu urbain. Toutefois, les bâtiments bénéficient d'accès facilités aux chemins et voies de la commune ce qui les protègent d'éventuelles coupures dans leurs circulations pouvant être générées par les projets urbain.
- La prise en compte du risque lié aux transports de matières dangereuses (enjeu faible) : Les canalisations de transport de matières dangereuses traversent l'ouest de la commune. Le risque lié au transport de matières dangereuses est limité et n'est pas de la portée du PLU de Fontaine. Il est géré dans le cadre des SUP qui s'imposent aux documents d'urbanisme.
- Le développement des actions de sensibilisation et la réduction des consommations énergétiques (enjeu moyen) : cette action est portée à une autre échelle que la commune et ne relève pas du champ d'action du PLU. Toutefois, les options d'aménagements possibles concourent à réduire la consommation énergétique des logements et des transports.
- L'adaptation des principes de construction face aux aléas sismiques et retrait-gonflement des argiles (enjeu moyen) : la prise en compte de ces deux aléas relève du code de la construction et sont gérés au niveau opérationnel (adaptation des constructions en fonction de l'importance de l'aléa). Dans le cadre du document d'urbanisme le niveau d'aléa concernant les argiles peut conduire à privilégier les zones constructibles en aléa faible. Cependant, à Fontaine, l'ensemble du tissu urbain est concerné par un aléa moyen. Aussi, aucune alternative n'était possible lors de la définition du projet communal. En complément, afin de contribuer à la bonne information du public, les annexes informatives du PLU comportent toutefois des informations sur ces risques.
- Une gestion des déchets qui doit être prise en compte dans la mise en place des projets de la commune (enjeu faible) : elle est dépendante de l'organisme responsable de la collecte des déchets (ici Grand Belfort Communauté d'Agglomération).
- La lutte contre les pollutions diffuses (pollutions agricoles, pesticides ...) et le développement d'une agriculture raisonnée (enjeu moyen) : cet enjeu incombe à la profession agricole, et le document d'urbanisme ne peut pas définir des règles relatives à l'utilisation des sols.
- La prise en compte des sites et sols pollués, notamment liée à la présence d'ICPE (enjeu moyen) : les sites et sols pollués concernent notamment le développement de l'Aéroparc. Cette zone d'activité a bénéficié en 2020 d'une Autorisation Environnementale qui permet l'intégration de l'ensemble des enjeux environnementaux du site. Le projet de PLU reprend l'ensemble des prescriptions de cette autorisation. Aussi, il n'est pas nécessaire d'évaluer une nouvelle fois les aspects de cette zone d'activité. Concernant les autres sols pollués (anciennes décharges), aucun développement n'est prévu sur ces sols et dans son projet, la commune les rend inconstructibles.
- La prise en compte des nuisances sonores générées par le passage de la future LGV : La réalisation de la 2ème tranche de la ligne LGV n'a pas, à ce jour d'échéance précise. Les enjeux environnementaux liés à ce projet seront gérés dans le cadre de l'opération d'aménagement. Aucun niveau d'enjeu n'a été attribué dans le cadre de la présente évaluation environnementale, et cet enjeu est également exclu de cette évaluation car ce projet dépasse le ban communal. Le document d'urbanisme intègre cependant les documents réglementaires relatif aux nuisances sonores de la future ligne LGV au sein des annexes réglementaires.

Les 11 enjeux exclus de la présente évaluation environnementale sont classés en enjeux faibles et moyens. Les 11 enjeux conservés, notamment ceux classés de forts à très forts, vont être analysés au regard du projet de la commune et traités de manière proportionnelle dans la suite de l'évaluation environnementale. Ces enjeux vont être mis en confrontation avec les différentes pièces du PLU (PADD, règlement, OAP ...).

Les 11 enjeux conservés sont répartis de la manière suivante : très forts (1), forts (4), moyens (6).

Cf tableau récapitulatif ci-dessous.

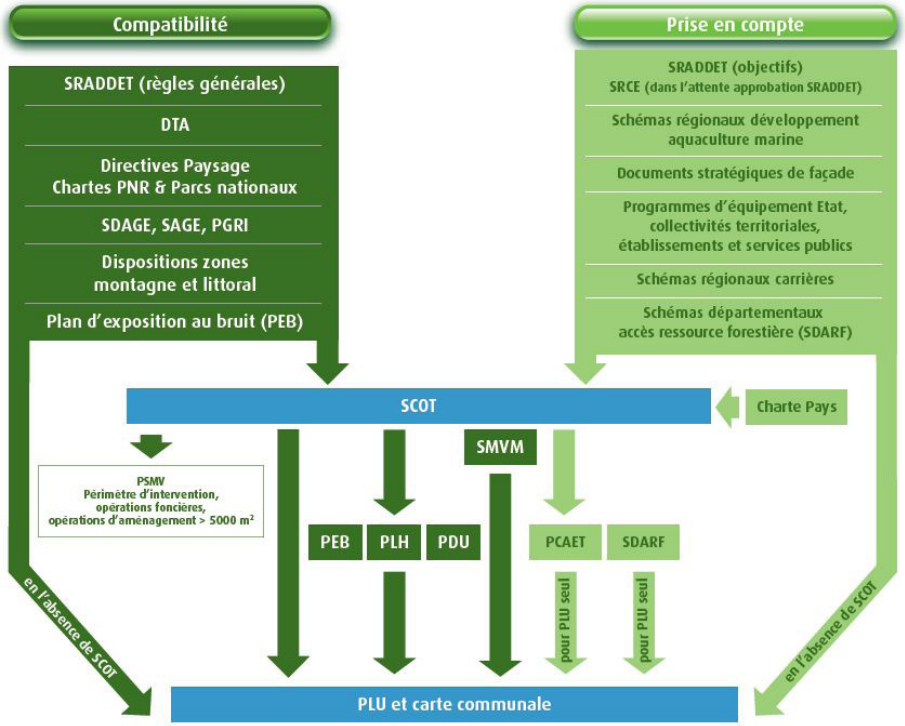
Thème	Enjeux environnementaux issus de l'EIE	Niveau d'enjeux
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Moyen
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	Moyen
Les milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Fort
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Fort
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	Très fort
Les autres ressources	La pérennisation de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Fort
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	Moyen
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Moyen
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	Fort
	La prise en compte des mouvements de terrain	Moyen
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Moyen

CHAPITRE IV
Articulation du PLU avec les autres plans et programmes

L'objectif de ce chapitre est de décrire le niveau d'articulation du PLU de Fontaine avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale [l'article L122-4 du Code de l'environnement], avec lesquels le PLU doit être compatible ou bien qu'il doit prendre en compte.

Il s'agit du SDAGE, des Plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés (PDEDMA), des Schémas régionaux climat-air-énergie (SRCAE) et de la TVB du SRADDET.

Hiérarchie des normes entre les différents documents d'urbanisme élaborés par l'État ou les collectivités territoriales :



Approuvé le 27 février 2014, le Schéma de cohérence territoriale (SCoT) du Territoire de Belfort n'est pas un SCoT intégrateur, car il n'intègre pas les documents de planification supérieurs comme le Schéma régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), le Schéma d'aménagement et de gestion de l'eau (SAGE) et le Schéma régional de cohérence écologique (SRCE). Il n'est donc pas « le document pivot » qui permet aux PLU de s'y référer juridiquement.

La notion de compatibilité n'est pas définie juridiquement. En revanche, la jurisprudence du Conseil d'État permet de considérer « qu'un projet est compatible avec un document de portée supérieure lorsqu'il n'est pas contraire aux orientations ou aux principes fondamentaux de ce document et qu'il contribue, même partiellement, à leur réalisation ». Ainsi, un PLU est compatible si ses dispositions ne sont « ni contraires dans les termes, ni inconciliables dans leur mise en œuvre » avec les orientations des documents de niveau supérieur.

1. Analyse de la compatibilité du PLU avec les documents supérieurs

Compatibilité du PLU avec les règles du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)

Le SRADDET de la région Bourgogne-Franche-Comté a été approuvé le 16 septembre 2020 et la Région a adopté deux modifications du SRADDET le 20 nombre et 18 décembre 2024. Il s'agit d'un document intégrateur de multiples dimensions thématiques et schémas, et prescriptif (c'est-à-dire opposable à un certain nombre de documents de planification). Il participe à la construction d'une identité commune de la nouvelle région (Bourgogne-Franche-Comté).

La vocation des règles du SRADDET est de contribuer à la réalisation des objectifs du schéma. Le fascicule des règles est le seul document prescriptif dans le sens où il s'impose aux documents de planification.

Seules les règles concernant les documents d'urbanisme sont étudiées dans cette analyse.

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
Chapitre thématique 1 Équilibre et égalité des territoires, désenclavement des territoires ruraux, numérique	
Règle N°1 : Les documents de planification identifient et intègrent systématiquement les enjeux d'interactions, de complémentarités et de solidarité avec les territoires voisins (en région ou extra-régionaux).	L'ensemble du PADD de Fontaine répond à la règle N°1. Le PADD traite des continuités écologiques, de la préservation du patrimoine, et de l'économie des ressources, des mobilités, de l'accès aux services etc.
Règle N°2 : Les documents de planification prennent en compte et déclinent sur leurs territoires l'armature régionale à trois niveaux définie par le SRADDET.	Le projet de PLU tient compte de l'armature régionale et locale.
Règle N°3 : Les documents de planification intègrent, dans la définition de leur projet, une réflexion transversale portant sur le numérique – connectivités et usages.	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
Chapitre thématique 2 Gestion économe de l'espace et habitat	
Règle N°4 : Les documents d'urbanisme mettent en œuvre une stratégie globale de réduction de la consommation de l'espace pour tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette à l'horizon 2050, qui passe par : • Une ambition réaliste d'accueil de la population et la définition des besoins en logements en cohérence ; • Des dispositions qui orientent prioritairement les besoins de développement (habitat et activités) au sein des espaces urbanisés existants et privilégie leur requalification avant de prévoir toute nouvelle extension. Lorsque l'extension de l'urbanisation ne peut être évitée, les documents d'urbanisme intègrent une analyse du potentiel de compensation de l'imperméabilisation liée à cette artificialisation.	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Assurer un développement raisonné de la population et des logements » • Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040 ; • Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village. « Préserver une offre de logements diversifiée » • Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées ; • Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune. « Développer le village de manière raisonnée » • Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain ; • Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants. **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services. « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
Règle N°5 : Les documents d'urbanisme encadrent les zones de développement structurantes (habitat et activités) par des dispositions favorisant : Le développement d'énergie renouvelable ; L'offre de transports alternative à l'autosolisme existante ou à organiser. Sont considérées comme structurantes les zones de développement définies comme telles par le document d'urbanisme et à minima celles qui concernent les 3 niveaux de polarité de l'armature régionale.	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » • Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures. • Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie. **Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet** « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » • Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; • Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; • Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.
Règle N°6 : Les documents d'urbanisme définissent la localisation des équipements et ERP structurants (activités, services, surfaces commerciales) en privilégiant le renforcement des centralités ou à défaut, sous conditions de desserte par des offres de transport alternatives à l'autosolisme.	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services. « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » • Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…) ; • Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune ; • Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
	Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » • Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; • Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; • Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.
Règle N°7 : Dans le respect de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme et les chartes de PNR prennent des dispositions favorables à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et de récupération et à la prise en compte de l'environnement pour les opérations de construction et de réhabilitation.	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.
Règle N°8 : Les documents d'urbanisme prennent des dispositions favorables à l'activité commerciale des centres-villes avant de prévoir toute extension ou création de zone dédiée aux commerces en périphérie, notamment quand les centres font l'objet d'une vacance commerciale structurelle.	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).
Chapitre thématique 3 Intermodalité et développement des transports	
Règle N°15 : Les pôles d'échanges stratégiques recensés dans le SRADDET et dans le schéma directeur régional des pôles d'échanges multimodaux à venir sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification.	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'application de la règle N°15 du SRADDET.
Règle N°16 : Les itinéraires du RRIR sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification.	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'application de la règle N°16 du SRADDET.

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
Chapitre thématique 4 Climat – Air – Énergie	
Règle N°17 : Les documents d'urbanisme déterminent, dans la limite de leurs compétences, les moyens de protéger les zones d'expansion de crues naturelles ou artificielles, les secteurs de ruissellement et les pelouses à proximité des boisements.	**Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRI du Bassin de la Bourbeuse.
Règle N°18 : Dans la limite de leurs compétences, les documents d'urbanisme assurent : De la disponibilité de la ressource en eau dans la définition de leurs stratégies de développement en compatibilité avec les territoires voisins ; De la préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable.	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Assurer un développement raisonné de la population et des logements » • Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040 ; • Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage. « Développer le village de manière raisonnée » Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).
Règle N°20 : Dans la limité de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme contribuent à la trajectoire régionale de transition énergétique. Ils explicitent leur trajectoire en fixant des objectifs au regard du PCAET existant sur leur périmètre.	La commune de Fontaine reste ouverte à la possibilité de développer des réseaux d'énergie. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement »
Règle N°22 : Dans l'objectif de favoriser une alimentation de proximité, les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs compétences, prévoient des mesures favorables au maintien et l'implantation d'une activité agricole sur leurs territoires.	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Pérenniser l'activité agricole » • Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles ; • Anticiper les projets des exploitants ; • Permettre la diversification de l'activité agricole ; • Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
Règle N°22 (suite) :	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique ; Maintenir l'interface agricole entre village et le site de l'Aéroparc.
Chapitre thématique 5 Biodiversité	
Règle N°23 : Les documents d'urbanisme déclinent localement la trame verte et bleue en respectant la nomenclature définie par la TVB régionale (annexe 5b) (respect des sous trames, de leur individualisation et de leur terminologie). La traduction de cet exercice apparaît dans toutes les pièces constitutives du document : rapport de présentation, PADD, DOO, OAP, règlement.	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas. **Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » Limiter l'extension du l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.
Règle N°24 : Les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs compétences : • Explicitent et assurent les modalités de préservation des continuités écologiques en bon état ;	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal.

Règles générales du SRADDET	Justification de la compatibilité du PLU avec les règles du SRADDET
Règle N°24 (suite) : • Identifient les zones de dysfonctionnement des continuités écologiques : discontinuité écologique ou obstacle, faible perméabilité des milieux, fonctionnalités écologiques dégradées… ; • Explicitent et assurent les modalités de remise en bon état des continuités écologiques dégradées. En cas d'opérations d'aménagement ultérieures sur le territoire, les compensations écologiques éventuellement issues de l'application de la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) sont orientées prioritairement vers les zones dégradées identifiées.	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas. **Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » Limiter l'extension du l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.
Règle N°25 : Les documents d'urbanisme et les chartes de PNR, dans la limite de leurs compétences, traitent la question des pollutions lumineuses dans le cadre de la trame noire.	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'application de la règle N°25 du SRADDET.
Règle N°26 : Les documents d'urbanisme identifient, dans la limite de leurs compétences, les zones humides en vue de les préserver. Ils inscrivent la préservation de ces zones dans la séquence Éviter-Réduire-Compenser.	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides.
Chapitre thématique 6 Déchets et économie circulaire	
Règle N°28 : Les documents de planification s'attachent, dans la limite de leurs compétences, à la prise en compte de la gestion des déchets dans la définition de leurs projets de territoire et stratégies de développement.	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'application de la règle N°28 du SRADDET.

Le PLU de Fontaine est compatible avec les règles du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté.

Compatibilité du PLU avec le Schéma de cohérence territorial du Territoire de Belfort (SCoT)

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT

Le SCoT du Territoire de Belfort a été approuvé le 27 février 2014. Il regroupe les 3 intercommunalités du département :

- Le Grand Belfort Communauté d'Agglomération (GBCA) ;
- La Communauté de Communes des Vosges du Sud (CCVS) ;
- La Communauté de Communes du Sud Territoire (CCST).

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) définit les grands objectifs du SCoT.

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) est la traduction concrète du Projet d'Aménagement et de Développement Durable et lui confère une valeur prescriptive. Il constitue le « règlement » du SCoT. Les documents et les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent être compatibles avec ses orientations.

Analyse de la compatibilité du PLU avec les orientations du DOO du SCoT

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
Chapitre A : Une métropole à dimension humaine	
1. Matérialiser les ouvertures transrégionales et européennes	
1.1. Implication dans l'espace métropolitain	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Assurer un développement raisonné de la population et des logements » - Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040 ; - Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage. - Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village. **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services. « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » - Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…) ; - Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.
1.2. La question des infrastructures	La commune de Fontaine est concernée par le projet de prolongement de la ligne LGV (2ème tranche Branche Est). Le PADD n'est pas en contradiction avec cette orientation du DOO du SCoT.
2. Renforcer le bloc de services de rang supérieur	
	Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services. « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
Chapitre B : Pour un territoire organisé, cohérent, solidaire	
1. Rendre stable et pérenne le polycentrisme équilibré	
	Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village « Assurer un développement raisonné de la population et des logements » - Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040 ; - Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage. - Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village. **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services. « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » - Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…) ; - Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.
2. Réaliser un saut générationnel pour la transversalité des mobilités et des communications	
2.1. La colonne vertébrale du système de mobilité	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » - Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…) ; - Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune ; - Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
2.2. Anticiper les usages et les attentes	**Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet** « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » - Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; - Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; - Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.
2.3. Transports de données et territoire numérique	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.
3. Structurer l'espace économique	
3.1 Les zones stratégiques	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » - Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services ; - Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; - Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles ; - Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc ; - Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal.
3.3. Les autres zones d'activités et les activités incluses dans l'urbain	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).
4. Impulser une dynamique commerciale	
4.1. Dispositions générales 4.2. Dispositions qualitatives d'aménagement commercial local	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services. « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » - Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…) ; - Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune ; - Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.
5. Conforter la politique d'aménagement touristique	
	Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine « Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village » - Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte ; - Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains ; - Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village. « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
Chapitre C : Franchir un palier qualitatif	
1. Habiter le Territoire de Belfort	
1.1. Orientations de la programmation de l'habitat	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Assurer un développement raisonné de la population et des logements » - Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040 ; - Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage. - Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.
1.2. Notions et objectifs de mixité sociale	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Préserver une offre de logements diversifiée » - Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées ; - Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.
1.3. Approche qualitative dans la localisation de l'habitat	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Développer le village de manière raisonnée » - Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain ; - Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants ; - Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).
1.4. Conception durable des constructions et des urbanisations	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Préserver une offre de logements diversifiée » - Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées ; - Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
	« Développer le village de manière raisonnée » - Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain ; - Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants ; - Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment). **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.
2. Piloter un développement territorial économe en espaces naturels, agricoles et forestiers	
2.1. Économie de l'artificialisation à dix ans 2.2. Typologie des espaces urbanisables dans les documents d'urbanisme	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Assurer un développement raisonné de la population et des logements » - Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040 ; - Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage. - Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village. « Développer le village de manière raisonnée » - Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain ; - Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants ; La partie « *Objectif de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain* » traite plus précisément de cet aspect. De plus, concernant les activités, la consommation foncière ne peut être regardée uniquement sur le ban communal de Fontaine car le développement du site de l'Aéroparc bénéficie à de nombreuses communes. C'est un site d'intérêt communautaire, et son développement rayonne au-delà de Grand Belfort. Pour complément, au sein du ban communal de Fontaine, il reste environ 18 hectares constructibles dont 12 hectares sont d'ores-et-déjà réservés par des porteurs de projets.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
2.3. Plafonds d'urbanisation future à respecter dans les documents d'urbanisme pour la vocation d'habitat **À court terme :** Fontaine étant une commune pôle, elle est autorisée par le SCoT à une superficie maximale de 3 hectares. Ces 3 hectares correspondent aux zones 1AU et aux extensions de plus de 50 ares. À **long terme :** L'ensemble des zones à urbaniser externes ne doit pas excéder 15 % de l'emprise urbaine existante.	Le projet prévoit une consommation foncière inférieure à 1,5 hectares, dont aucune zone à urbaniser. Le projet est donc inférieur avec les plafonds fixés par le SCoT. Concernant les activités, la consommation foncière ne peut être regardée uniquement sur le ban communal de Fontaine car le développement du site de l'Aéroparc bénéficie à de nombreuses communes. C'est un site d'intérêt communautaire, et son développement rayonne au-delà de Grand Belfort. Pour complément, au sein du ban communal de Fontaine, il reste environ 18 hectares constructibles dont 12 hectares sont d'ores-et-déjà réservés par des porteurs de projets.
3. S'appuyer sur la valeur paysagère du territoire	
3.1. Développer une approche qualitative	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village » - Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte ; - Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains ; - Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village. « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » - Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain ; - Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc ; - Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc. **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » - Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; - Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles ;

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
	- Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc ; - Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
3.2. Préserver les vues emblématiques	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village » - Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte ; - Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains ; - Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village. « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » - Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain ; - Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc. **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » - Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles ; - Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
3.3. Assurer l'alternance ville-campagne	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.
3.4. Requalifier les entrées de ville	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.
3.5. Valoriser le paysage bâti	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village » - Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte ; - Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains ; - Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.
4. Préserver la biodiversité et maintenir une trame verte et bleue fonctionnelle	
4.1. Mesures de protection du patrimoine naturel	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village » Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village. « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » - Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain ; - Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
	Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » - Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; - Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » - Protéger les zones humides ; - Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
4.2. Mesures de préservation et de remise en état de la trame verte et bleue	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » - Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; - Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
5. Concilier l'urbanisation avec les ressources du territoire	
5.1. Maintenir le potentiel agricole et sylvicole sur le long terme	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Pérenniser l'activité agricole » - Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles ; - Anticiper les projets des exploitants ; - Permettre la diversification de l'activité agricole ; - Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » - Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique ; - Maintenir l'interface agricole entre village et le site de l'Aéroparc.
5.2 Réduire les pressions sur les milieux aquatiques	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » - Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; - Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
5.3. Réduire la dépendance énergétique	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.
6. Concevoir l'urbanisation sous l'angle de la prévention des risques et de la maîtrise des pollutions et des nuisances	
6.2. Contribuer aux objectifs d'amélioration de la qualité de l'air	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » - Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…) ; - Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune ; - Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont). **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie. **Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet** « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » - Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; - Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; - Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.

Orientations du DOO du SCoT	Compatibilité du PLU avec les orientations du SCoT
6.3. Prendre en compte les risques naturels et technologiques	**Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal » Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures. « Prendre en compte les risques dans le développement du village » - Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...) ; - Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRI du Bassin de la Bourbeuse ; - Limiter l'extension du l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.
6.4. Limiter les nuisances sonores	**Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet** « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » - Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; - Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; - Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.

Le PLU est compatible avec le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT du Territoire de Belfort.

Compatibilité du PLU avec le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE Rhône-Méditerranée)

Les orientations fondamentales du SDAGE

Le PLU doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi qu'avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis dans le SDAGE Rhône-Méditerranée, approuvé par arrêté du préfet coordinateur de bassin le 21 mars 2022.

Le SDAGE couvre la période 2022-2027 et développe neuf orientations fondamentales (OF) avec lesquelles le PLU doit être compatible :

- OF 0 – S'adapter aux effets du changement climatique
- OF 1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité
- OF 2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques
- OF 3 – Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau
- OF 4 – Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux
- OF 5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par substances dangereuses et la protection de la santé
- OF 6 – Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et zones humides
- OF 7 – Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir
- OF – 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques

Analyse de la compatibilité du PLU avec les orientations du SDAGE

Dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, le SDAGE préconise notamment d'assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau, et de préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et des zones humides.

Orientation du SDAGE	Justifications de la compatibilité du PLU avec le SDAGE
OF 0 – S'adapter aux effets du changement climatique	Le PADD de Fontaine inscrit une orientation sur la prise en compte du risque inondation. **Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRI du Bassin de la Bourbeuse. Pour rappel, Fontaine est couverte par le Plan de Prévention des Risques d'Inondation (PPRI) de la Bourbeuse. Ce document est en cours de révision. Le règlement du PLU de Fontaine prend en compte les zones à risques inondation définies dans le PPRi de la Bourbeuse. Elles sont principalement classées en zone ou secteur N, Ne et A.
OF 1 – Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
OF 2 – Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
OF 3 – Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'orientation fondamentale 3.
OF 4 – Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	**Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » Limiter l'extension du l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.

Orientation du SDAGE	Justifications de la compatibilité du PLU avec le SDAGE
OF 5 – Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par substances dangereuses et la protection de la santé	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal « Pérenniser l'activité agricole » - Permettre la diversification de l'activité agricole ; - Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
OF 6 – Préserver et restaurer le fonctionnement naturel des milieux aquatiques et zones humides	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal « Pérenniser l'activité agricole » - Permettre la diversification de l'activité agricole ; - Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides. « Maintenir les continuités écologiques » - Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; - Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
OF 7 – Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal « Pérenniser l'activité agricole » - Permettre la diversification de l'activité agricole ; - Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.
OF – 8 Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Fontaine à travers son PADD va chercher à limiter l'urbanisation dans les secteurs inondables. La commune de Fontaine est couverte par le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Bourbeuse approuvé en 2002. **Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRI du Bassin de la Bourbeuse.

Le projet de PLU prend en compte le SDAGE et ne compromet pas l'atteinte des objectifs de bon état des masses d'eau sur le bassin versant. Le PLU prend également en compte les risques de cumuls d'impacts dus à l'augmentation de l'utilisation de la ressource et l'anthropisation des milieux, ainsi que les effets du changement climatique sur la disponibilité de la ressource.

De plus, le lit mineur des cours d'eau, les zones d'expansion des crues, ainsi que la totalité des zones humides sont protégés dans le document d'urbanisme et classés en N, Ne et A, ce qui garantit un niveau de protection suffisant pour assurer leur préservation. Les éléments de la Trame Verte et Bleue, notamment les ripisylves qui maintiennent les berges des cours d'eau sont également identifiées et protégées avec l'article R.151-43 4° du Code de l'urbanisme.

Les solutions de traitement des eaux usées seront différenciées en fonction du zonage d'assainissement.

Le projet est donc compatible avec les orientations fondamentales de la gestion équilibrée de la ressource en eau et de la quantité des eaux définies par le SDAGE.

Compatibilité du PLU avec le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI)

Les grands objectifs du PGRI

Le PGRI est l'outil de mise en œuvre de la directive 2007/60/CE relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation, dite « directive inondation ». Le cadre de travail que cette dernière définit permet de partager les connaissances sur le risque, de les approfondir, de faire émerger les priorités pour enfin élaborer le PGRI.

Le PGRI 2022-2027 Rhône-Méditerranée a été arrêté le 21 mars 2022 par le Préfet Coordonnateur de Bassin.

Le PLU se doit d'être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation, les orientations fondamentales et les dispositions du PGRI.

Le PGRI prévoit 5 grands objectifs de gestion des risques d'inondation pour le bassin Rhône-Méditerranée et 48 dispositions faisant l'objet d'une classification afin d'identifier plus clairement leur portée.

Les 5 grands objectifs du PGRI sont les suivants :

- Grand objectif N°1 : Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maitriser le coût des dommages liés à l'inondation ;
- Grand objectif N°2 : Augmenter la sécurité des populations exposées en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques ;
- Grand objectif N°3 : Améliorer la résilience des territoires exposés ;
- Grand objectif N°4 : Organiser les acteurs et les compétences ;
- Grand objectif N°5 : Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Les dispositions générales s'appliquent à l'ensemble du bassin Rhône- Méditerranée ;

Les dispositions communes PGRI-SDAGE concernent des champs communs au PGRI et au SDAGE (ex : GO2 et GO4 du PGRI sont communes au SDAGE et sont reprises dans OF4 et OF8). Ces dispositions s'appliquent à l'ensemble du bassin Rhône-Méditerranée ;

Grand Objectif 1

LES DISPOSITIONS - Organisation générale

Synthèse des mesures visant à atteindre l'objectif

MIEUX PRENDRE EN COMPTE LE RISQUE DANS L'AMÉNAGEMENT ET MAÎTRISER LE COÛT DES DOMMAGES LIÉS À L'INONDATION

Améliorer la connaissance et réduire la vulnérabilité du territoire	Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations[8]
D.1-1 Mieux connaître les enjeux d'un territoire pour pouvoir agir sur l'ensemble des composantes de la vulnérabilité	D.1-3 Ne pas aggraver la vulnérabilité en orientant le développement urbain en dehors des zones à risque
D.1-2 Maîtriser le coût des dommages en cas d'inondation en agissant sur la vulnérabilité des biens, au travers des stratégies locales, des programmes d'action ou réglementaires	D.1-4 Valoriser les zones inondables
	D.1-5 Renforcer la prise en compte du risque dans les projets d'aménagement
	D.1-6 Sensibiliser les opérateurs de l'aménagement du territoire aux risques d'inondation au travers des stratégies locales

Grand Objectif 2

LES DISPOSITIONS - Organisation générale

Synthèse des mesures visant à atteindre l'objectif

AUGMENTER LA SÉCURITÉ DES POPULATIONS EXPOSÉES AUX INONDATIONS EN TENANT COMPTE DU FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX AQUATIQUES[9]

Agir sur les capacités d'écoulement	Prendre en compte les risques torrentiels	Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	Assurer la performance des systèmes de protection
D.2-1 Préserver les champs d'expansion des crues	D.2-9 Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	D.2-10 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	D.2-12 Limiter la création et la rehausse des ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants
D.2-2 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues		D.2-11 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales des territoires exposés à un risque important d'érosion	D.2-13 Limiter l'exposition des enjeux protégés par des ouvrages de protection
D.2-3 Éviter les remblais en zones inondables			D.2-14 Assurer la performance des systèmes de protection
D.2-4 Limiter le ruissellement à la source			D.2-15 Garantir la pérennité des systèmes de protection
D.2-5 Favoriser la rétention dynamique des écoulements			
D.2-6 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines			
D.2-7 Préserver et améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire			
D.2-8 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux			

Grand Objectif 3

LES DISPOSITIONS - Organisation générale

Synthèse des mesures visant à atteindre l'objectif

AMÉLIORER LA RÉSILIENCE DES TERRITOIRES EXPOSÉS

Agir sur la surveillance et la prévision	Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information
D.3-1 Organiser la surveillance, la prévision et la transmission de l'information sur les crues et les submersions marines	D.3-4 Améliorer la gestion de crise	D.3-12 Rappeler les obligations d'information préventive
D.3-2 Passer de la prévision des crues à la prévision des inondations	D.3-5 Conforter les plans communaux de sauvegarde (PCS)	D.3-13 Développer les opérations d'affichage du danger (repères de crues ou de laisse de mer)
D.3-3 Pour les phénomènes plus localisés et soudains : améliorer les outils d'avertissement automatiques et inciter la mise en place d'outils locaux de prévision	D 3-6 Intégrer un volet relatif à la gestion de crise dans les stratégies locales	D.3-14 Développer la culture du risque
	D 3- 7 Développer des volets inondation au sein des dispositifs ORSEC départementaux	
	D. 3-8 Sensibiliser les gestionnaires de réseaux au niveau du bassin	
	D.3-9 Assurer la continuité des services publics pendant et après la crise	
	D 3-10 Accompagner les diagnostics et plans de continuité d'activité au niveau des stratégies locales	
	D 3-11 Évaluer les enjeux liés au ressuyage au niveau des stratégies locales	

Grand Objectif 4

LES DISPOSITIONS - Organisation générale

Synthèse des mesures visant à atteindre l'objectif

ORGANISER LES ACTEURS ET LES COMPÉTENCES

Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques : gestion des risques, gestion des milieux, aménagement du territoire et gestion du trait de côte	Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection
D.4-1 Fédérer les acteurs autour de stratégies locales pour les TRI	D 4- 6 Considérer les ouvrages de protection dans leur ensemble
D.4-2 Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de gestion des risques d'inondation	D. 4-7 Favoriser la constitution de gestionnaires au territoire d'intervention adapté
D.4-3 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et les contrats de milieux et de bassin versant	
D.4-4 Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau et la prévention des inondations par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	
D.4-5 Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	

Grand Objectif 5

LES DISPOSITIONS - Organisation générale

Synthèse des mesures visant à atteindre l'objectif

DÉVELOPPER LA CONNAISSANCE SUR LES PHÉNOMÈNES ET LES RISQUES D'INONDATION

Développer la connaissance sur les risques d'inondation	Améliorer le partage de la connaissance
D.5-1 Favoriser le développement de la connaissance des aléas	D.5-5 Mettre en place des lieux et des outils pour favoriser le partage de la connaissance et la communication
D.5-2 Renforcer la connaissance des aléas littoraux dans le contexte du changement climatique	D.5-6 Inciter le partage des enseignements des catastrophes
D.5-3 Renforcer la connaissance des aléas torrentiels dans le contexte du changement climatique	
D.5-4 Approfondir la connaissance sur la vulnérabilité des réseaux	

Le PLU de Fontaine est compatible avec les orientations et dispositions du PGRI. En effet, le PLU intègre le risque inondation dans la définition de son projet. En outre, cette thématique est abordée dans plusieurs pièces du dossier ce qui améliore la connaissance de la population.

Pour rappel, la commune de Fontaine n'est pas incluse dans le TRI de Belfort-Montbéliard. Le PLU ne peut donc pas répondre à la disposition D4-1 « Fédérer les acteurs autour de stratégies locales pour les TRI ».

Compatibilité du PLU avec le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Allan

Le SAGE, tout comme le SDAGE est un outil de planification créé par la loi sur l'eau du 3 janvier 1992, qui la gestion de la ressource en eau à un niveau local. Fontaine est intégrée au SAGE Allan, approuvé le 28 janvier 2019.

Le comité de bassin a choisi de répondre aux enjeux suivants :

- Assurer la gouvernance, la cohérence et l'organisation du SAGE ;
- La gestion quantitative des ressources superficielles et souterraines, avec une attention particulière sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable ;
- L'amélioration et la préservation de la qualité des eaux, en maitrisant plus particulièrement les pollutions diffuses liées aux substances dangereuses et aux pesticides d'origine non agricole ;
- La préservation et la restauration de la qualité des milieux aquatiques, en présence d'enjeux de protection contre les inondations ;
- L'aménagement du territoire comme outils de conciliation des différents usages et de préservation et de restauration de la fonctionnalité des milieux aquatiques et humides.

Le PLU de Fontaine prend en compte des dispositions du SAGE qui sont en lien direct avec l'urbanisme :

- Disposition 1.1.1 : Accompagner la compatibilité des documents d'urbanisme avec le SAGE ;
- Disposition 3.2.2 : Limiter les pollutions par ruissellement des eaux pluviales ;
- Disposition 4.2.1 : Identifier et préserver les zones d'expansion de crues ;
- Disposition 5.2.1 : Identifier les milieux humides ;
- Disposition 5.2.4 : Encourager la prise en considération des milieux humides dans les documents d'urbanisme.

Le PLU est compatible avec les orientations définies par le SAGE du bassin versant de l'Allan.

Compatibilité du PLU avec le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) du Grand Belfort

Le PCAET est une démarche de planification, à la fois stratégique et opérationnelle. Son objectif est de permettre aux collectivités de coordonner la transition énergétique et climatique sur leur territoire.

La Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 fait évoluer le périmètre et l'ambition des plans climat, en y intégrant dorénavant les enjeux concernant la qualité de l'air.

Les élus du Grand Belfort ont adopté, le 10 octobre 2024, le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2024-2030. Ce document est structuré en huit thématiques et 33 actions concrètes.

Les huit thématiques sont les suivantes :

- Culture commune, mobilisation des acteurs et pilotage ;
- Habitat, urbanisme et adaptation au changement climatique ;
- Qualité de l'air ;
- Alimentation, agriculture, forêt et biodiversité ;
- Mobilité ;
- Economie locale, tourisme et déchets ;
- Développement des énergies renouvelables ;
- Exemplarité des collectivités (intercommunalité et communes).

Actions	Sous actions	Compatibilité du PLU avec le PCAET
N°1 : Culture commune, mobilisation des acteurs et pilotage	Informer et communiquer sur les enjeux climat-air-énergie	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'action N°1.
	Organiser une gouvernance Climat-Air-Energie efficace et participative	
	Associer la société civile à la démarche de transition	
N°2 : Habitat, urbanisme et adaptation au changement climatique	Accompagner les habitants vers un habitat plus performant	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Développer le village de manière raisonnée » - Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain ; - Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants ; - Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).
	Définir et mettre en œuvre un plan de rénovation énergétique global	
	Lutter contre la précarité énergétique	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » - Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain ; - Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.
	Aménager le territoire de manière durable	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.
	Adapter le territoire au changement climatique	**Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire** « Prendre en compte les risques dans le développement du village » - Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...) ; - Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRI du Bassin de la Bourbeuse.
	Adapter le territoire à la baisse de la ressource en eau et à la plus grande variabilité des précipitations	

Actions	Sous actions	Compatibilité du PLU avec le PCAET
N°3 : Qualité de l'air	Améliorer la qualité de l'air intérieur	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution. **Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet** « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » - Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; - Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; - Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.
	Réduire les émissions de polluants atmosphériques	
	Réduire les expositions à une mauvaise qualité de l'air extérieur	
N°4 : Alimentation, Agriculture, Forêts et biodiversité	Contribuer aux enjeux du Plan Alimentaire Territorial et améliorer le bilan "Gaz à Effet de Serre" de l'alimentation	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Pérenniser l'activité agricole » - Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles ; - Anticiper les projets des exploitants ; - Permettre la diversification de l'activité agricole ; - Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » - Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique ; - Protéger les zones humides ; - Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.
	Valoriser et soutenir l'agriculture dans l'adaptation au changement climatique	
	Augmenter la séquestration carbone et la biodiversité	
	Permettre à la forêt de s'adapter et de résister aux conséquences du changement climatique	
N°5 : Mobilité	Développer le vélo et la marche	**Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet** « Favoriser une circulation apaisée au sein du village » - Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier ; - Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves ; - Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.
	Optimiser les solutions de transport en commun	
	Agir sur la place de la voiture et le mode de conduite	
	Promouvoir les circuits courts et le transport de marchandises bas-carbone	
	Piloter la politique de mobilité du territoire en incluant le ferroviaire	

Actions	Sous actions	Compatibilité du PLU avec le PCAET
N°6 : Economie locale, tourisme et déchets	Préparer l'avenir en associant tous les partenaires dont l'enseignement et la recherche	**Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine** « Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village » - Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte ; - Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains ; - Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village. « Préserver les éléments caractéristiques du paysage » - Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain ; - Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.
	Réduire et valoriser les déchets des professionnels et des particuliers	
	Développer l'économie locale et soutenir sa transition écologique	
	Développer le tourisme vert	
N°7 : Développement des Energies Renouvelables dans le respect des écosystèmes et des paysages	Piloter le développement des énergies renouvelables et des réseaux de chaleur	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maîtriser l'impact sur l'environnement » Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.
	Développer la production d'électricité renouvelable	
	Développer la production de chaleur et gaz renouvelables (bois-énergie, récupération de chaleur, solaire thermique, géothermie, méthanisation)	
N°8 : Exemplarité des collectivités	Communiquer en interne et monter en compétence collectivement (élus et agents)	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village » Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.
	Améliorer le patrimoine bâti	
	Faire évoluer les pratiques de mobilité et le parc de véhicules	
	Développer l'écoresponsabilité, le numérique responsable et la coopération	
	Agir sur l'éclairage public pour réduire son impact énergétique et écologique	

Le PLU est compatible avec les actions définies par le PCAET du Grand Belfort.

2. Analyse de la prise en compte des autres documents supérieurs

Prise en compte de la Trame Verte et Bleue du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté

La Trame Verte et Bleue (TVB) est une mesure phare du Grenelle de l'Environnement qui porte l'ambition d'enrayer le déclin de la biodiversité au travers de la préservation et de la restauration des continuités écologiques. Cette démarche vise à reconstruire un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales d'assurer leur maintien, leur développement et leur survie face aux changements climatiques (alimentation, déplacement, reproduction...).

Les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) doivent prendre en compte la Trame Verte et Bleue (TVB) du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté au cours de leur élaboration ou de leur révision.

La cartographie de la TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté identifie et localise au 1/100 000e les réservoirs régionaux de biodiversité, les corridors écologiques, ainsi que les obstacles de la Trame Verte et Bleue (TVB).

La TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté identifie 6 sous-trames :

- Milieux boisés ;
- Milieux ouverts mosaïques ;
- Milieux ouverts secs ;
- Milieux humides ;
- Cours d'eau ;
- Milieux souterrains.

Les enjeux du plan d'actions stratégique de la TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté

Enjeux régionaux	Actions	Compatibilité de la TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté et du PLU
N° 1 : Préserver les surfaces et la diversité des milieux boisés, ouverts, humides, des cours d'eau et des milieux souterrains	Sous trame des milieux boisés	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. « Pérenniser l'activité agricole » Permettre la diversification de l'activité agricole ; Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides ; Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières ; Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc. « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
	Sous trame des milieux ouverts mosaïques et milieux ouverts secs	
	Sous trame des cours d'eau et des milieux humides	
	Sous trame des milieux souterrains	
N°2 : Améliorer la fonctionnalité des objets de la TVB trop soumise à des facteurs de pressions paysagers ou des polluants	Limiter la fragmentation des milieux humides et des cours d'eau liés aux ouvrages hydrauliques et aménagements d'abords	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
	Améliorer la perméabilité des infrastructures de transport et autres aménagements terrestres et aériens	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal.
	Limiter l'artificialisation des milieux naturels liée à l'étalement urbain et développer des projets de nature en ville	**Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village** « Développer le village de manière raisonnée » Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain ; Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants. **Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides ; Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières ; Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.
	Assurer la perméabilité, au niveau des corridors stratégiques, des infrastructures de production d'énergies renouvelables	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'enjeux N°2.

Enjeux régionaux	Actions	Compatibilité de la TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté et du PLU
N°3 : Améliorer les connaissances (toutes les sous-trames écologiques de la région)	Améliorer les connaissances	Le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'enjeux N°3.
	Suivre et évaluer	
N°4 : Développer une gestion écologique des bordures et des dépendances vertes des infrastructures de transport		**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
N°5 : Accompagner les praticiens et la diffusion de la connaissance sur la TVB	Sensibiliser et former les acteurs et les porteurs de projets à la prise en compte des enjeux de la TVB	**Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas. De plus, le PLU de Fontaine possède des OAP thématiques « trames vertes et bleues » qui permettent la sensibilisation des acteurs et porteurs de projet aux enjeux de la TVB. Ces OAP inscrivent des principes visant à améliorer la TVB locale.
	Accompagner la mise en œuvre locale pour une bonne intégration de la trame verte et bleue dans les documents de planification	**Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipement** « Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc » Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc ; Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Protéger les espaces à enjeux environnementaux » Protéger les zones humides ; Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières. « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.
N°6 : Renforcer les corridors interrégionaux (toutes les sous-trames écologiques de la région)		Le PLU de Fontaine reprend au niveau communal les différentes trames identifiées dans la TVB du SRADDET Bourgogne-Franche-Comté. **Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune** « Maintenir les continuités écologiques » Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal ; Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas. Concernant les corridors inter-régionaux, le PLU de Fontaine n'est pas en contradiction avec l'enjeux N°6.

La commune de Fontaine comprend :

- des réservoirs de biodiversité : le secteurs de forêt naturelle (trame verte) et la Saint-Nicolas (trame bleue) ;
- des corridors écologiques pour la trame bleue correspondent aux nombreux étangs, zones humides et prairies humides. Pour la trame verte, cela correspond aux nombreuses haies reliant les milieux forestiers.

Ces réservoirs et corridors sont pris en compte dans le zonage ou règlement graphique du PLU. Ils sont classés principalement en secteurs naturel et forestier (N), en agricole (A) et en naturel à forte valeur écologique (Ne). Ces zonages permettent de préserver les caractéristiques et fonctionnalités écologiques de ces espaces car le règlement afférent est restrictif. L'OAP thématique TVB permet aussi une meilleure prise en compte de ces trames.

Le projet de PLU prend en compte la TVB du SRADDET Bourgogne Franche-Comté. Selon les enjeux, le PLU de Fontaine possédera des actions limitées.

Prise en compte du Plan de protection de l'atmosphère (PPA) de l'aire urbaine

Le Plan de Protection de l'Atmosphère de l'aire urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 21 août 2013. Son périmètre compte 119 communes sur les départements du Doubs, du Territoire de Belfort et de la Haute-Saône.

Fontaine est concernée par le PPA qui définit 22 actions pour réduire les émissions de particules et améliorer la qualité de l'air : généralisation de l'interdiction de brûlage à l'air libre des déchets verts, réduction de la vitesse sur les axes routiers, sensibilisation de la population ...

L'ensemble des actions du PPA de l'aire Belfort-Montbéliard-Héricourt-Delle sont prises en compte lorsque celles-ci sont de la portée du PLU.

Prise en compte du Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA)

Le Plan Départemental d'Élimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PDEDMA), approuvé en juillet 2002, donne les orientations et préconisations pour l'organisation de la gestion des déchets. Elles vont dans le sens d'une limitation du tonnage des déchets ménagers, de la maîtrise des coûts de traitement, d'une économie de matières premières par le recyclage.

Grand Belfort exerce la compétence collecte des déchets pour les 52 communes de l'agglomération. Les ordures ménagères sont acheminées à l'écopôle de Bourogne et leur traitement est délégué au Syndicat d'Études et de Réalisations pour le Traitement Intercommunal des Déchets (SERTRID). Ces deux services (collecte et traitement des déchets) sont financés par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

L'ensemble des informations liées à la gestion des déchets sont disponibles dans l'état initial de l'environnement et dans l'annexe sanitaire du PLU.

Le PLU prend en compte le Plan Départemental lié à la gestion des déchets.

Prise en compte du Plan régional de l'agriculture durable (PRAD) de Franche-Comté

Le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) est prévu par la Loi de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche du 27 juillet 2010. Il « fixe les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle de l'État dans la région en tenant compte des spécificités des territoires ainsi que de l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et environnementaux » Article L.111-2-1 du Code rural et de la pêche maritime.

Ce même document précise « les actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'État ». Le PRAD de Franche-Comté a été approuvé par l'arrêté préfectoral en 2012.

Le PLU, par le biais du zonage établi, favorise le maintien de l'agriculture et la vocation des terres agricoles.

Prise en compte du Schéma Régional d'Aménagement des forêts des collectivités (SRAFC)

Le Schéma Régional d'Aménagement Forestier a pour vocation de définir les orientations de la gestion durable des forêts communales et domaniales de Franche-Comté pour les prochaines années. Ils servent en particulier de cadre aux aménagements forestiers qui, pour chaque forêt, analysent les conditions du milieu, les enjeux et arrêtent la planification de la gestion pour 15 à 20 ans.

Le PLU, par le biais du zonage établi, favorise la protection du patrimoine forestier et de sa biodiversité.

CHAPITRE V
Évaluation des incidences du projet sur l'environnement

Le PLU est à la fois un document d'urbanisme, ayant une valeur réglementaire, et un document d'aménagement, respectant les enjeux du développement durable selon ses trois piliers : économique, social et environnemental.

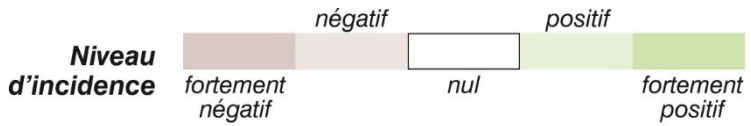
C'est dans ce cadre que la démarche itérative mise en œuvre tout au long de l'élaboration du projet doit permettre de limiter les incidences du projet sur les enjeux environnementaux.

Après la phase de prise en compte et de mise en cohérence des plans et programmes supérieurs avec le projet, le PADD, le règlement écrit et graphique et les orientations d'aménagement et de programmation sont évalués au regard de l'ensemble des thématiques et enjeux environnementaux, relevant de l'état initial de l'environnement.

L'objectif de cette partie est de dresser le bilan des incidences de la mise en œuvre du PADD sur l'environnement. Ainsi, chacune des orientations du PADD a été analysée afin d'établir (dans la mesure du possible) l'incidence sur chaque thématique environnementale au regard des enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement et retenus pour l'analyse du projet.

Pour réaliser cette évaluation, une grille à 5 niveaux est proposée :

- Les incidences positives, marquées par un « + » ou un « ++ » lorsque que l'impact est fortement positif ;
- Les incidences négatives, marquées par un « - » ou un « - - » lorsque que l'impact est fortement négatif ;
- Certaines actions du PADD n'ayant pas de lien direct ou indirect avec l'enjeu environnemental ou ayant une incidence nulle sont alors notées par un « / ».



1. La gestion et la protection de la ressource en eau

		La gestion et la protection de la ressource en eau	
	Enjeux	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel
Axe	Orientations / **Niveau d'enjeux**	**Moyen**	**Moyen**
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village			
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	/	/
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	/	/
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	++	/
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	/	/
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	++	++
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine			
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains.	/	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	/	+
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	/	+
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/	/
Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services			
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	/	/
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	/	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles	/	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal	/	+

Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).	/	/
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	/	/
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.	/	/
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	/	/
	Anticiper les projets des exploitants.	/	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	/	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	/	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune			
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	/	/
	Protéger les zones humides.	/	/
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	/	/
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	/	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	/	/
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal	/	+
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas	/	+
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	/	/
Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet			
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	/	/
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	/	/
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	/	/
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	/	/
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire			
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/	/
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	/	/
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	/	/

2. Les milieux naturels

		Les milieux naturels		
	Enjeux	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation
Axe	**Orientations / Niveau d'enjeux**	**Fort**	**Fort**	**Très fort**
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village				
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	/	/	/
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/	/	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	/	/	/
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/	/	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/	/	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	/	/	/
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	/	/	/
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	/	/	/
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine				
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/	/	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains.	/	/	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/	/	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	/	/	/
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	/	+	/
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/	/	/

Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services				
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	/	/	/
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	+	+	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles	/	/	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/	/	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal	+	+	+
Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).	/	/	/
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	/	/	/
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/	/	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.	/	/	/
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	/	/	/
	Anticiper les projets des exploitants.	/	/	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	/	/	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	/	/	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune				
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	++	+	++
	Protéger les zones humides.	++	++	++
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	+	/	/
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	/	/	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	/	/	/
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal	++	++	/
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas	++	++	/
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/	/	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	/	/	/

Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet				
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	/	/	/
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	/	/	/
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	/	/	/
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	/	/	/
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/	/	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire				
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/	/	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/	/	/
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	/	/	/
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	/	/	+

3. Les autres ressources

		Les autres ressources	
	Enjeux	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)
Axe	Orientations / **Niveau d'enjeux**	**Fort**	**Moyen**
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village			
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	/	/
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	-	/
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	+	/
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	+	+
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	/	/
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine			
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains.	/	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	/	/
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	/	/
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/	/

Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services			
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	/	/
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	/	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles	/	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal	/	/
Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).	/	/
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	/	/
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.	/	/
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	++	/
	Anticiper les projets des exploitants.	++	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	++	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	+	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune			
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	/	/
	Protéger les zones humides.	/	/
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	/	/
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	++	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	++	/
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal	/	/
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas	/	/
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	/	++

Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet			
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	/	/
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	/	/
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	/	/
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	/	/
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire			
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/	/
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	/	/
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	/	/

4. Les nuisances, pollutions et déchets

		Les nuisances, pollutions et déchets
	Enjeux	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air
Axe	Orientations / **Niveau d'enjeux**	**Moyen**
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village		
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	-
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	-
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	+
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	+
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	/
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine		
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains.	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	/
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	/
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/
Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services		
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	-
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal	++

Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).	-
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	+
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.	+
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	/
	Anticiper les projets des exploitants.	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune		
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	+
	Protéger les zones humides.	+
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	+
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	/
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal	+
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas	+
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	++
Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet		
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	++
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	++
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	++
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	+
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire		
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	/
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	/

5. Les risques naturels et technologiques

		Les risques naturels et technologiques		
	Enjeux	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	La prise en compte des mouvements de terrain	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie
Axe	Orientations / **Niveau d'enjeux**	**Fort**	**Moyen**	**Moyen**
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village				
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	/	/	+
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/	/	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	/	/	+
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/	/	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/	/	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	/	+	+
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	/	/	+
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	/	/	++
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine				
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/	/	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains.	/	/	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/	/	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	/	/	/
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	/	/	/
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/	/	/

Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services				
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	/	/	+
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	/	/	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles	/	/	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/	/	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal	/	/	/
Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat…).	/	/	/
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	/	/	/
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/	/	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution.	/	/	/
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	/	/	/
	Anticiper les projets des exploitants.	/	/	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	/	/	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	/	/	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune				
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	/	/	/
	Protéger les zones humides.	+	/	/
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	/	/	/
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	/	/	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	/	/	/
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal	/	/	/
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas	/	/	/
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/	/	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	/	/	/

Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet				
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	/	/	/
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	/	/	/
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	/	/	/
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	/	/	/
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/	/	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire				
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/	/	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/	++	/
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	++	/	/
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	+	/	/

6. Synthèse

		La gestion et la protection de la ressource en eau	Les milieux naturels	Les autres ressources	Les nuisances, pollutions et déchets	Les risques naturels et technologiques
Axe 1 : Assurer un développement raisonné du village						
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Prévoir un développement cohérent de la commune en atteignant une population de l'ordre de 650 habitants à l'horizon 2040.	/	/	/	-	+
	Anticiper la baisse du nombre d'habitants par ménage.	/	/	/	/	/
	Produire 37 logements d'ici 15 ans pour maintenir cette progression et répondre aux futurs besoins du village.	/	/	-	-	+
Préserver une offre de logements diversifiée	Anticiper le vieillissement de la population en permettant l'installation de jeunes ménages mais également en proposant des logements adaptés aux personnes âgées.	/	/	/	/	/
	Conserver une offre de logement social adaptée aux besoins de la commune.	/	/	/	/	/
Développer le village de manière raisonnée	Prendre en compte les capacités de développement identifiées au sein du tissu urbain.	+	/	+	+	+
	Intégrer dans les prévisions de développement la valorisation du parc de logements vacants.	/	/	+	+	+
	Développer le village en prenant en compte les capacités des réseaux existants (assainissement notamment).	+	/	/	/	+
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine						
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Préserver le bâti traditionnel du cœur de village, notamment les fermes sundgauviennes, les bâtiments de caractère et les murets d'enceinte.	/	/	/	/	/
	Garantir une certaine homogénéité architecturale sur l'ensemble du village et des espaces urbains	/	/	/	/	/
	Prendre en compte les protections du patrimoine bâti et naturel, tel que le Tilleul de Turenne, symbole de l'identité du village.	/	/	/	/	/
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Conserver les espaces arborés intégrés au tissu urbain.	+	/	/	/	/
	Préserver les haies et bandes boisées, support du paysage, au sein des espaces naturels et agricoles et autour de l'Aéroparc.	+	+	/	/	/
	Préserver les perspectives paysagères depuis le village, et également depuis l'Aéroparc.	/	/	/	/	/

Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services						
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Poursuivre le développement de cette zone par l'implantation d'activités et de services.	/	/	/	-	+
	Prendre en compte les milieux naturels dans le développement de l'Aéroparc.	/	+	/	/	/
	Poursuivre la réalisation des franges paysagères arborées autour du site, préservant ainsi le village de Fontaine des nuisances visuelles.	/	/	/	/	/
	Assurer la mise en valeur des axes paysagers transversaux de l'Aéroparc.	/	/	/	/	/
	Intégrer les mesures environnementales liées au développement de l'Aéroparc dans le projet communal.	+	+	/	+	/
Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Conserver et permettre la création de commerces de proximité ainsi que l'implantation d'activités pouvant être intégrées au village (artisanat...).	/	/	/	-	/
	Garantir le maintien des services et des équipements dans la commune.	/	/	/	+	/
	Mener à bien le projet de regroupement scolaire sur la commune de Fontaine, avec les autres communes qui composent le RPI (Angeot, Bethonvilliers, Frais, Lagrange, Larivière, Vauthiermont).	/	/	/	/	/
	Prévoir l'accès aux communications numériques et anticiper leur évolution	/	/	/	+	/
Pérenniser l'activité agricole	Préserver le fonctionnement des exploitations agricoles.	/	/	+	/	/
	Anticiper les projets des exploitants.	/	/	+	/	/
	Permettre la diversification de l'activité agricole.	/	/	+	/	/
	Limiter les conflits d'usages entre les exploitations agricoles et l'habitat.	/	/	+	/	/
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesse agricoles, naturelles et forestières de la commune						
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	Favoriser l'urbanisation sur les secteurs de faible ou de moyenne qualité écologique.	/	++	/	+	/
	Protéger les zones humides.	/	++	/	+	+
	Préserver la forêt naturelle et les lisières forestières.	/	+	/	+	/
	Préserver les terres agricoles, notamment celles de bonne valeur agronomique.	/	/	+	/	/
	Maintenir l'interface agricole entre le village et le site de l'Aéroparc.	/	/	+	/	/
Maintenir les continuités écologiques	Protéger les continuités écologiques identifiées au sein du territoire communal.	+	+	/	+	/
	Identifier les éléments forts constitutifs de la trame verte et bleue, mais également du paysage, tels que les haies, bosquets et bandes ligneuses boisées, ainsi que les ripisylves le long de la Saint Nicolas.	+	+	/	+	/
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Permettre l'implantation de nouvelles technologies de communication, et leur raccordement aux constructions actuelles et futures.	/	/	/	/	/
	Ouvrir la possibilité de développer des réseaux d'énergie.	/	/	+	+	/

Axe 5 : Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet						
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Favoriser la création de cheminements doux, en créant notamment des liaisons inter-quartier.	/	/	/	+	/
	Aménager les abords du futur groupe scolaire pour sécuriser les déplacements des élèves.	/	/	/	+	/
	Permettre l'aménagement d'une liaison douce centre village et le futur groupe scolaire.	/	/	/	+	/
Gérer le stationnement	Organiser le stationnement sur la voirie ou sur les trottoirs, en particulier le long de la rue du Tilleul et du chemin de l'Église.	/	/	/	+	/
	Gérer le stationnement des logements à la parcelle, afin de répondre aux besoins des habitants.	/	/	/	/	/
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire						
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	Prendre en compte les servitudes d'utilité publique instaurées sur le territoire, plus particulièrement celles liées à la présence des infrastructures de transport d'énergie électrique, de gaz et d'hydrocarbures.	/	/	/	/	/
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Prévenir les risques par la limitation de l'urbanisation (anciennes décharges, mémoire locale, ...) ou en informant sur les dispositifs constructifs (retrait-gonflement des argiles, ...).	/	/	/	/	+
	Prendre en compte le risque inondation dans le projet de développement du village, plus particulièrement le PPRi du Bassin de la Bourbeuse.	/	/	/	/	+
	Limiter l'extension de l'urbanisation sur la partie sud-ouest du village pour préserver les sources.	/	+	/	/	+

Une synthèse est présentée en faisant une somme par orientation du PADD et par thématique environnementale.

Ainsi, si la somme des incidences est :

- négative et située au-delà de -4 alors l'incidence synthèse sera fortement négative « - - » ;
- négative et située entre -4 et 0 alors l'incidence synthèse sera négative « - » ;
- nulle (autant d'incidences positives que négatives) alors l'incidence synthèse sera nulle « = » ;
- positive et située entre 0 et + 4 alors l'incidence synthèse sera positive « + » ;
- positive et située au-delà de +4 alors l'incidence synthèse sera fortement positive « ++ ».



Cette évaluation montre que la démarche itérative prenant en compte le plus en amont possible les enjeux environnementaux a permis de fortement limiter les incidences négatives.

En effet, le tableau de synthèse indique des incidences positives tout particulièrement sur les enjeux liés au milieux naturels, au risques naturels et technologiques.

Les enjeux négatifs sont liés au projet de développement, cependant, ces espaces restent concentrés au plus près de l'emprise urbaine et organisés dans les dents creuses dans une logique d'optimisation du foncier. Ainsi, le bilan reste très positif.

CHAPITRE VI
Évaluation des incidences de la partie réglementaire (écrit et graphique) sur l'environnement

L'objectif de cette partie est de dresser le bilan des incidences du zonage et du règlement sur les enjeux environnementaux. Ainsi, chacune des zones a été analysée afin d'établir (dans la mesure du possible) l'incidence sur les enjeux identifiés et retenus dans l'état initial de l'environnement.

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Le PLU de Fontaine a pour projet de créer et de développer son offre de logements au cours des 15 années à venir. Une augmentation du nombre d'habitants sur la commune engendrer des besoins plus importants sur les capacités de réseaux (eau potable, assainissement). Le projet de PLU a été construit en prenant en compte la ressource en eau, les capacités d'alimentation en eau potable, et celles des réseaux assainissement. La ressource en eau est estimée suffisante d'après les services d'alimentation en eau du Grand Belfort. Afin de ne pas impacter le réseau, le règlement met aussi en place le CBS au sein des zones UA et UB. Il désigne la proportion des surfaces favorables au vivant par rapport à la surface totale d'une parcelle. Il permet de lutter contre l'imperméabilisation de sols, d'assurer la gestion des eaux pluviales à la parcelle et ainsi limiter l'engorgement des réseaux d'eaux pluviales. En fonction du secteur urbain, la valeur du CBS n'est pas la même pour tenir compte de la densité bâtie. De plus, une proportion d'espaces verts de pleine terre doit être conservée sur différente parcelle. **Les incidences du projet sur l'urbanisation à définir en fonction de la ressource en eau, de la capacité des réseaux AEP et de l'assainissement sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	Le règlement écrit de Fontaine prend en compte la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel. En effet, celui-ci explique que dans l'ensemble des secteurs du PLU de Fontaine « *les eaux pluviales doivent être infiltrées dans le terrain, sauf en cas d'impossibilité technique, auquel cas elles sont rejetées à débit régulé dans le réseau public d'eaux pluviales, selon la réglementation en vigueur* ». De plus, « *les ouvrages nécessaires au traitement, à la régulation, à l'évacuation, à l'infiltration des eaux pluviales doivent être réalisés selon la réglementation en vigueur* ». Les seules exceptions concernent les secteurs UY et Ny où toute construction autorisée l'obligation d'être raccordée au réseau public de collecte des eaux pluviales. De plus le règlement précise que « *les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 2 décembre 2020 doivent être respectées* ». **Les incidences du projet sur la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

Milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Le zonage permet de protéger presque l'intégralité des espaces inventoriés et protégés en zone A, N ou Ne. Toutefois, à la marge, les secteurs UB, Ube et Ubs chevauchent des périmètres Natura 2000 et Znieff 1 et 2. Les secteurs concernés sont déjà urbanisés ; aucune zone d'extension n'impacte un milieu remarquable. Le règlement écrit et graphique a des incidences positives car il préserve au maximum : • Le périmètre Natura 2000 en zone naturelle écologique (Ne) et en agricole (A) ; • Les périmètres de ZNIEFF 1 et 2 en zone Ne, en A et en naturelle (N). Le zonage permet de protéger près de 99%. En outre, pour rappel les périmètres Natura 2000 et ZNIEFF de type 1 & 2 sont établis à des échelles très larges et non pas à la parcelle. Il convient donc de les apprécier globalement. Conformément à l'article R.151-43 4°, les secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue sont identifiés sur le plan de zonage. Les aménagements ou constructions autorisés dans la zone urbaine du PLU doivent permettre de maintenir les continuités écologiques : • *« les clôtures devront maintenir une perméabilité pour la faune (grillage à large maille de 15/20 cm minimum sur piquet bois ou acier ou composées d'éléments à claire-voie sans aucun muret de soubassement maçonné ni scellement apparent) ;* • *les aménagements des cours d'eau et de leurs abords devront maintenir les continuités biologiques (maintien des ripisylves, les ouvrages devront maintenir la libre circulation de la faune piscicole, maintien de l'intégrité du lit mineur du cours d'eau) ;* • *maintien des zones humides existantes et de leur fonctionnement hydraulique ;* • *conservation et plantation de haies vives, qui participent au continuum forestier* ». De plus, le règlement du PLU de Fontaine impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. **Les incidences du projet sur la préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Le règlement écrit et graphique a des incidences positives car il classe majoritairement les différents réservoirs et corridors de biodiversité identifiés au SCoT en zones N, Ne et A. La majorité des prairies en lit majeur sont classées en Ne. Le règlement de cette zone est suffisamment restrictif et assure la protection de ces prairies. Conformément à l'article R.151-43 4°, les secteurs contribuant aux continuités écologiques et à la trame verte et bleue sont identifiés sur le plan de zonage. Les aménagements ou constructions autorisés dans la zone urbaine du PLU doivent permettre de maintenir les continuités écologiques : • *« les clôtures devront maintenir une perméabilité pour la faune (grillage à large maille de 15/20 cm minimum sur piquet bois ou acier ou composées d'éléments à claire-voie sans aucun muret de soubassement maçonné ni scellement apparent) ;* • *les aménagements des cours d'eau et de leurs abords devront maintenir les continuités biologiques (maintien des ripisylves, les ouvrages devront maintenir la libre circulation de la faune piscicole, maintien de l'intégrité du lit mineur du cours d'eau) ;* • *maintien des zones humides existantes et de leur fonctionnement hydraulique ;* • *conservation et plantation de haies vives, qui participent au continuum forestier* ». De plus, le règlement du PLU de Fontaine impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. Le règlement de Fontaine identifie au titre de l'article R.151-43 5° du code de l'urbanisme plusieurs éléments du paysage à protéger : alignement d'arbres, verger et station de Trèfle strié.	

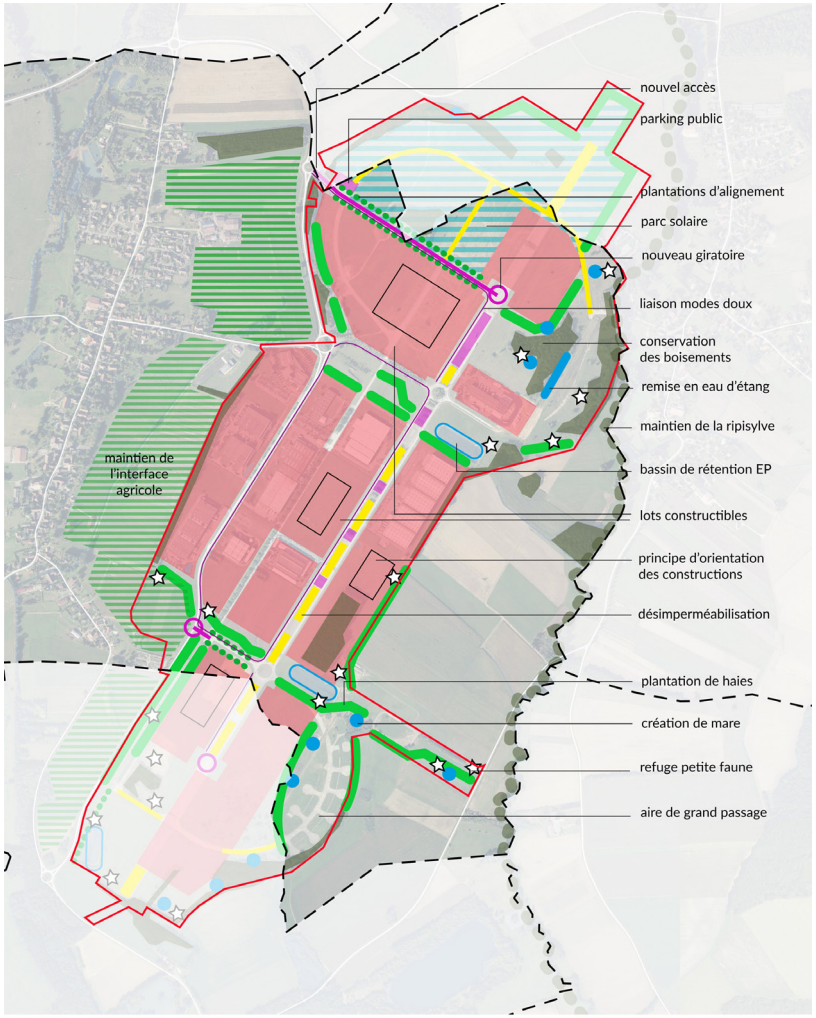
Milieux naturels	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	Des prescriptions propres à chaque élément du paysage identifié ont été inscrites dans le règlement. • Les arbres contenus dans les alignements d'arbres doivent être maintenus. L'entretien ne nécessite pas d'autorisation d'urbanisme mais elle sera nécessaire en cas d'abattage. Le remplacement d'un arbre ou arbuste est obligatoire mais peut être effectué à proximité pour des motifs sanitaire ou de sécurité ; • Les arbres des vergers doivent être maintenus. L'entretien ne nécessite pas d'autorisation d'urbanisme mais elle sera nécessaire en cas d'abattage. Les arbres doivent être remplacés par un arbre fruitier (compensation à 100%). Des arbres morts doivent être maintenus au sein des vergers ; • La station de Trèfle strié est complètement protégée. En effet, les affouillements et exhaussements de sols, l'imperméabilisation ainsi que les constructions y sont interdites. **Les incidences du projet sur la prise en compte de la préservation des continuités écologiques et de la conservation des prairies en lit majeur sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	L'ensemble des zones humides recensées suite aux expertises menées dans le cadre de l'élaboration du PLU est protégé. En effet, le règlement précise qu' « *au titre de l'article R.151-31 2° du code de l'urbanisme, [...] aucune nouvelle construction n'y est autorisée, ni aucun affouillement ou exhaussement de sol* ». **Les incidences du projet sur la prise en compte des zones humides sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les autres ressources	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Lorsque l'on compare le zonage du projet de PLU de Fontaine avec les parcelles agricoles déclarées à la PAC, on obtient les chiffres suivants : • 0,2 % des terres agricoles incluses dans un zonage UA ou UB ; • 14,2 % des terres agricoles incluses dans le zonage UY ; • 85,6 % des terres agricoles incluses dans un zonage N, Ne ou A. Le règlement graphique protège les terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et est peu impactant dans la définition des secteurs UA/UB. Le cas de l'Aéroparc est particulier car des compensations agricoles ont eu lieu dans le cadre de l'autorisation environnementale. Certaines terres sont toujours déclarées à la PAC, tant qu'elles ne sont pas occupées par les porteurs du projet. En outre, au sein du lot occupé par la centrale solaire, de l'éco partage pourra perdurer. **Les incidences du projet sur la pérennisation de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations sont évaluées comme étant faibles.**	**Faible**
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	L'ensemble des zones du projet de PLU de Fontaine autorise l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments et autorise l'installation de procédés producteurs d'énergie renouvelable. Le règlement fait exception a cet enjeu sur trois bâtiments pour assurer la prévention du patrimoine bâti. (Cf. Annexe 4 du règlement de Fontaine). **Les incidences du projet sur l'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Le projet de PLU prévoyant l'augmentation du nombre d'habitants, on peut considérer que ces personnes vont potentiellement générer de nouveaux déplacements facteurs d'émission de gaz à effet de serre. Cependant, le projet de PLU encourage la densification et réduit l'étalement urbain grâce à son zonage. **Les incidences du projet sur la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air sont évaluées comme étant faibles.**	**Faible**

Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	La commune de Fontaine est uniquement concernée par les zones d'expansion des crues du PPRi de la Bourbeuse. Ces zones possèdent une réglementation stricte qui empêche la constructibilité. Les zones inondables sont principalement classées en zone A, N et Ne. La frange est du tissu urbain est, quant à elle, impactée à la marge. En effet, aucune construction n'est actuellement touchée. Seul le secteur UBs à l'entrée de la commune est soumis à ce risque. Dans la révision en cours, les secteurs d'aléas moyen sont légèrement plus larges que la zone d'expansion des crues actuelle. Toutefois, aucun secteur d'extension du projet n'est concerné. **Les incidences du projet sur la prise en compte du risque inondation sont évaluées comme étant nulles.**	**Nul**
	La prise en compte des mouvements de terrain	Le projet de PLU de Fontaine prend bien en compte l'atlas des mouvements de terrain établi à l'échelle du Territoire de Belfort (DDT 90, Cerema) de 2012, actualisé en 2019. Pour rappel, cet atlas est, depuis 2022, accompagné d'un guide de recommandations sur la prise en compte des mouvements de terrain dans l'urbanisme. Le zonage écrit et graphique a des incidences positives sur les risques de mouvements de terrain. Les périmètres en aléa liquéfaction (zone sensible à la liquéfaction en zone de sismicité 3) correspondent aux prairies alluviales de la Saint-Nicolas et sont classées en zone Ne. Concernant l'aléa glissement de terrain : • La zone faible susceptible aux glissements de terrain touche l'ensemble des zones. Le guide de recommandations autorise l'ensemble des projets soumis à ce type et à cette force d'aléas. • La majeure partie de l'aléa éboulis est classée en zone non constructible en zone Ne (3,4 %) et en zone A (82,1 %). Une petite partie de zone UB (14,5 %) est incluse en aléa éboulis, mais les projets devront être analysés au regard du guide de recommandations qui interdit de principe la quasi-totalité des projets. En outre, le règlement précise que « *dans les secteurs concernés par ces phénomènes, et en l'absence d'étude géotechnique contradictoire, les préconisations du guide s'appliqueront à chaque autorisation d'urbanisme au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme* ». **Les incidences du projet sur la prise en compte des mouvements de terrains sont évaluées comme étant faibles.**	**Faible**
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Le règlement du projet de PLU de Fontaine impose que « *les dimensions, formes et caractéristiques techniques de voies doivent être adaptées aux usages qu'elles supportent et aux opérations qu'elles doivent desservir, notamment l'approche du matériel de lutte contre l'incendie et la collecte des ordures ménagères* ». Le projet de PLU ne compte aucune zone 1AU et ne possède peu de zones en extension. La quasi-totalité des logements créés dans les années à venir seront donc dans l'emprise urbaine. Pour rappel, lors du contrôle réalisé par GBCA en 2021, l'ensemble des hydratants publics ont été déclarés opérationnels. Concernant le secteur UY, celui-ci possède sa propre défense incendie. Elle est assurée par 35 poteaux incendie et 5 réserves d'eau allant de 120 à 540 m^3. A l'avenir, il est prévu d'y créer 4 nouveau poteaux incendie et 2 réserves en eau de 360 et 540 m^3. **Les incidences du projet sur les choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie sont évaluées comme étant nulles.**	**Nul**

1. Le site d'OAP sectorielles

Le site de l'Aéroparc de Fontaine fait l'objet d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Celles-ci ont été élaborées afin de reprendre certaines prescriptions de l'autorisation environnementale du 2 décembre 2020.



PLU de Fontaine - secteur de l'Aéroparc
> Orientations d'aménagement et de programmation

Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, Avril 2021

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Les questions liées aux réseaux AEP et d'assainissement sont gérées de la façon suivante : « *Les réseaux de toute nature, notamment l'alimentation en eau potable, l'évacuation des eaux usées […] seront adaptées en maillage et dimensionnement pour répondre aux besoins de l'ensemble des lots constructibles du secteur* ». **Les incidences du projet sur les choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et d'assainissement sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel	La question de la gestion des eaux pluviales est traitée dans l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc : « *La nature du sol ne permettant pas l'infiltration, l'eau pluviale issue des surfaces imperméabilisées sera rejetée dans un collecteur public raccordé à des bassins de rétention avant rejet dans le milieu naturel* » De plus, une autre orientation de l'OAP va dans le sens d'améliorer l'infiltration des eaux pluviales dans le sol : « *Les dalles en béton de l'ancienne piste aéronautique seront pour parties déconstruites dans un souci de désimperméabilisation, notamment sur son axe majeur afin de créer des espaces végétalisés* » **Les incidences du projet sur la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc n'est pas concernée par un périmètre de ZNIEFF de type 1 ou 2 ou de Natura 2000. De plus, plusieurs orientations appuient la protection de ces milieux et donc limitent les incidences du projet sur la biodiversité : • « *des plantations d'aspect plus naturel en dehors de cette trame principale, notamment sous forme de haies en deux corridors transversaux est-ouest* » ; • « *des bosquets et boisements existants seront conservés sauf motif sanitaire ou de sécurité impérieux – en cas de suppression, ils devront être restitués sous la forme de plantations au moins équivalentes en nature et en nombre et/ou surface* » ; • « *la ripisylve de la Loutre qui sera maintenue pour son rôle de continuité écologique et de masque visuel depuis le village de Reppe* » ; • « *pour toutes plantations, le choix se portera sur des essences locales variées, en majorité feuillues, adaptées aux effets attendus du changement climatique* » ; • « *les espaces libres devront être composés de prairies naturelles permettant de préserver la biodiversité au sein de l'Aéroparc* » ; • les clôtures devront être des « *haies discontinues composées d'essences feuillues locales* » et devront « *être perméables à la petite faune* ». **Les incidences du projet sur la préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur	L'OAP n'est pas incluse dans les prairies en lit majeur. Cependant, plusieurs orientations sont en faveur de la préservation des continuités écologiques et donc limitent les incidences du projet sur la biodiversité : • « *des plantations d'aspect plus naturel en dehors de cette trame principale, notamment sous forme de haies en deux corridors transversaux est-ouest* » ; • « *des bosquets et boisements existants seront conservés sauf motif sanitaire ou de sécurité impérieux – en cas de suppression, ils devront être restitués sous la forme de plantations au moins équivalentes en nature et en nombre et/ou surface* » ; • « *la ripisylve de la Loutre qui sera maintenue pour son rôle de continuité écologique et de masque visuel depuis le village de Reppe* » ; • « *pour toutes plantations, le choix se portera sur des essences locales variées, en majorité feuillues, adaptées aux effets attendus du changement climatique* » ; • « *les espaces libres devront être composés de prairies naturelles permettant de préserver la biodiversité au sein de l'Aéroparc* » ; • les clôtures devront être des « *haies discontinues composées d'essences feuillues locales* » et devront « *être perméables à la petite faune* ». **Les incidences du projet sur la préservation des continuités écologiques et la conservation des prairies en lit majeur sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

Thème	Enjeux	Incidences	Bilan
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	En amont de l'autorisation environnementale, des études concernant les différents milieux présents sur l'Aéroparc ont été réalisées. Celles-ci ont révélées la présence de zone humides. Aussi, dans le cadre de l'autorisation environnementale, plusieurs secteurs de zones humides doivent être préservés. Tandis que d'autres doivent faire l'objet de mesures compensatoires. Le projet de PLU entérine des protections grâce à des prescriptions d'inconstructibilité. Quant aux mesures compensatoires, elles sont gérées dans le cadre de l'autorisation environnementale et relèvent du niveau opérationnel. **Les incidences du projet sur la protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les autres ressources	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations	Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit plusieurs surfaces agricoles à maintenir. Ces surfaces sont situées sur la partie ouest de l'Aéroparc et permettent de répondre à l'enjeu de préservation des terres agricoles à proximité des sièges d'exploitation. **Les incidences du projet sur la pérennisation et le développement de l'activité agricole sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)	Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit un parc solaire. Cette zone est située dans la partie nord de l'Aéroparc. L'OAP n'interdit pas la mise en place d'équipements favorables à la prise en compte du climat : « *Leur volumétrie et leur aspect extérieur, matériaux et couleurs, tiendront compte de leur environnement afin de s'y inscrire au mieux* » **Les incidences du projet sur l'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air	Plusieurs orientations inscrites limitent les émissions de gaz à effet de serre et réduisent la pollution de l'air, cela a pour but de limiter les incidences du projet sur la santé : • « *l'Aéroparc est desservi par l'échangeur de l'autoroute A36 et par la RD60* » ; • « *les accès routiers se feront par trois axes perpendiculaires à l'axe principal de desserte (ancienne piste) et seront raccordés par des giratoires sur la RD60* » ; • « *une desserte par les transports en commun sera déployée dans la zone* » ; • « *le linéaire de l'ancienne piste principale, les axes perpendiculaires à celle-ci depuis les trois giratoires, ainsi que le linéaire de la RD60 seront doublés par une voie verte adaptée aux modes doux, séparée de la chaussée et offrant de bonnes conditions de confort et de sécurité* ». Les incidences du projet sur la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air sont évaluées comme étant **faibles**.	**Faible**
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas	L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc n'est pas concernée par le PPRi de la Bourbeuse, ni par sa révision.	**Nul**
	La prise en compte des mouvements de terrain	L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc est incluse dans le périmètre de glissement de terrain estimé faible. Les incidences du projet sur la prise en compte des mouvements de terrain sont évaluées comme étant **faibles**.	**Faible**
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie	Les questions liées à la défense incendie sont gérées de la façon suivante : « *Les réseaux de toute nature, notamment l'alimentation en eau potable, l'évacuation des eaux usées [...] seront adaptées en maillage et dimensionnement pour répondre aux besoins de l'ensemble des lots constructibles du secteur* ». **Les incidences du projet sur les choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie sont évaluées comme étant positives.**	**Positif**

2. Les OAP thématiques

Les OAP thématiques peuvent porter sur l'aménagement, l'habitat, les transports, les déplacements, etc.

Comme pour les OAP sectorielles, ces OAP plus spécifiques mettent aussi en œuvre des orientations du PADD.

Les OAP « continuités écologiques » renforcent la prise en compte des enjeux environnementaux, et ceci, dans le but de rendre le projet de PLU le plus vertueux possible.

Ces OAP thématiques ont des incidences positives sur le maintien de la trame verte et bleue, le maintien des prairies en lit majeur, la préservation des sites et des habitats naturels remarquables, la géomorphologie des cours d'eau et leur espace de mobilité, etc. Afin d'améliorer la prise en compte de l'environnement dans le PLU de Fontaine, plusieurs pistes sont proposées comme le maintien et la plantation de haies et de bosquets ou l''amélioration de la libre circulation des espèces aquatiques.

CHAPITRE VIII
Évaluation des incidences sur le Natura 2000

La commune de Fontaine comprend 1 entité désignée au titre de Natura 2000 : Le site « Étangs et vallées du Territoire de Belfort », à la fois Zone Spéciale de Conservation (FR4301350) et Zone de Protection Spéciale (FR4312019).

De ce fait, conformément à l'article R.414-23 du Code de l'Environnement, le projet de PLU doit inclure une évaluation des incidences Natura 2000. L'objet du chapitre suivant est donc d'évaluer si le projet de PLU entraine une incidence « significative » ou non, sur les espèces ayant justifié la désignation de ce sites Natura 2000.

1. Cadre réglementaire

Le réseau Natura 2000

Dès 1992, face à la problématique de la diminution du patrimoine naturel, l'Union Européenne s'est engagée à l'occasion du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro à enrayer la perte de biodiversité sur ses territoires en créant un réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Ce réseau vise à assurer la survie et la protection à long terme des espèces et des habitats identifiés par leur rareté ainsi que leur fragilité. Ces derniers sont dits « d'intérêt communautaire ».

Le réseau Natura 2000 est composé de sites désignés spécialement par chacun des Etats membres en application des directives européennes « Oiseaux » de 1979 et « Habitats-Faune-Flore » de 1992. Il comprend donc 2 types de sites :

- Les **Zones de Protection Spéciale** (ZPS) éligibles au titre de la Directive « Oiseaux » (CEE/79/409) ;
- Les **Zones Spéciales de Conservation** (ZSC) éligibles au titre de la Directive « Habitats » (CEE/92/43).

La spécificité de ce réseau écologique réside dans la recherche collective d'une gestion équilibrée et durable des milieux naturels qui tient compte des préoccupations économiques et sociales. A ce titre, l'intégration d'un site au sein du réseau Natura 2000 n'entraîne pas la limitation des activités, tant qu'elles demeurent compatibles avec le maintien de l'environnement et n'affectent pas l'intégrité de la zone, des habitats naturels ou les objectifs de conservation des espèces. L'objectif étant de concilier préservation de la biodiversité et activités humaines.

Cadre réglementaire et méthodologique

Les différents textes de référence concernant la procédure de notice d'incidences au titre de Natura 2000 sont les suivants :

- Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, dite Directive « Habitats » ;
- Directive 2001/42 du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- Ordonnance 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42 ;
- Décret 2005-608 du 27 mai 2005 et circulaire 2006-16 UHC/PA2 du 6 mars 2006 relatifs à l'évaluation des incidences des documents d'urbanisme sur l'environnement ;
- Code de l'Urbanisme : articles L.104-2, L.104-3, articles R.121-14 à 17, article R.123-2-1 ;
- Code de l'Environnement : articles L.414-4, R.414-19 à R.414-22.

L'article 6.3 de la Directive « Habitats » *dispose que « tout plan ou projet non lié ou nécessaire à la gestion d'un site Natura 2000, mais susceptible de l'affecter de manière significative […] fait l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur le site, eu égards aux objectifs de conservation de ce dernier ».*

L'article L.414-4 du Code de l'Environnement annonce : *« Lorsque les documents de planification […] sont susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000, individuellement ou en raison de leurs effets cumulés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences au regard des objectifs de conservation du site, dénommée ci-après « Evaluation des incidences Natura 2000 ». Il en va de même pour « les programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'ouvrages ou d'installations ».*

2. ZSC et ZPS « Etangs et vallées du Territoire de Belfort »

D'une superficie de 5 114 ha, le site « Étangs et vallées du Territoire de Belfort » a été désigné le 24/02/2015 comme Zone Spéciale de Conservation (ZSC) et le 26/04/2006 comme Zone de Protection Spéciale (ZPS). Notamment pour son intérêt dans la continuité qu'il assure entre les massifs des Vosges et du Jura. Cet ensemble s'appuie sur les systèmes prairiaux et les boisements et aussi entre les bassins versants du Doubs et la plaine rhénane, par son réseau de vallées et d'étangs.

La qualité des prairies de fauche, la diversité entomologique des zones humides et les espaces forestiers en ripisylves constituent quelques-uns des éléments qui ont déterminé la désignation du site d'intérêt communautaire des « Étangs et Vallées du Territoire de Belfort » en site Natura 2000 au titre de la Directive « Habitats ».

La faune contribue également à la valeur biologique du site notamment avec la présence de la Loche d'Étang, de la Lamproie de Planer, et de la Bouvière, des espèces d'intérêt communautaire. Les étangs forestiers constituent des lieux de reproduction privilégiés pour des espèces comme la Grenouille rousse et le Sonneur à ventre jaune, la Rainette verte et la Grenouille des champs. Dans les zones humides, sont présentes une vingtaine d'espèces de libellules comme la Leste dryade ou la Cordulie à deux tâches et quelques papillons protégés au niveau national tel que le Grand sylvain, le Damier de la Succise ou le Damier des marais. Cette diversité d'insectes est bénéfique à de nombreuses espèces de chauves-souris (chasse). De fait, d'importantes colonies de Murin à oreilles échancrées et de Grand Murin prospectent le site Natura 2000.

L'intérêt du site pour l'avifaune a également été reconnu au titre de la Directive « Oiseaux » et a conduit à la désignation de la zone de protection spéciale des « Étangs et Vallées du Territoire de Belfort », qui s'étend dans les mêmes limites que le site « Habitats ».

Un document d'objectifs (DOCOB), document d'intentions, d'actions et d'orientations, est rédigé pour ce site Natura 2000 depuis janvier 2010. Les actions proposées sont destinées à conserver ou à restaurer le patrimoine naturel de ce site au regard de la directive européenne 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Les objectifs sont déclinés en fonction des milieux : ouverts (les prairies), forestiers et aquatiques (étangs et cours d'eau) ainsi que des objectifs transversaux liés notamment à l'animation du site Natura 2000.

Pour chacune des orientations, sont développées des actions afin de conserver les différents habitats. En exemple, peuvent être cités : la fauche tardive après le 15 juin ou l'entretien des haies et des bosquets par les exploitants agricoles, les travaux d'abattage ou de taille des arbres, la diffusion d'un guide de bonnes pratiques de gestion des étangs, l'amélioration de la connaissance scientifique d'un site.

La gestion du site « Étangs et vallées du Territoire de Belfort », est assurée par le Conseil Départemental du Territoire de Belfort, qui le pilote et l'anime. Dans le cadre de cette politique de gestion, des mesures agro-environnementales ont été mises en place avec les agriculteurs exploitants : maintien en herbe (prairie), fauche tardive, maintien des haies et bosquets.

16 habitats d'intérêt communautaire ont été retenus pour ce site. Ils correspondent aux milieux aquatiques et humides, aux végétations forestières, aux pelouses sèches avec embuissonnement et aux prairies maigres de fauche. Par ailleurs, 2 espèces végétales et 12 espèces animales ont motivé la désignation du site.

En ce qui concerne la ZPS, ce sont 18 espèces d'oiseaux qui ont mené à la désignation de ce site Natura 2000.

Tableau : Liste des habitats ayant menés à la désignation de la ZSC FR4301350

Code Natura 2000	Intitulé de l'habitat
3130	*Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea*
3140	*Eaux oligomésotrophes calcaires avec végétation benthique à Chara spp.*
3150	*Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*
3260	*Rivières des étages planitiaire à montagnard avec végétation du Ranunculion fluitantis et du Callitricho-Batrachion*
3270	*Rivières avec berges vaseuses avec végétation du Chenopodion rubri p.p. et du Bidention p.p.*
6210	*Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (*sites d'Orchidées remarquables)*
6230	*Formations herbeuses à Nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale) *
6410	*Prairies à Molinia sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (Molinion caeruleae)*
6430	*Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin*
6510	*Prairies maigres de fauche de basse altitude (Alopecurus pratensis, Sanguisorba officinalis)*
91E0	*Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae) *
9110	*Hêtraies du Luzulo-Fagetum*
9130	*Hêtraies de l'Asperulo-Fagetum*
9160	*Chênaie pédonculée ou chênaies-charmaies subatlantiques et médio-européennes du Carpinion betuli*
9180	*Forêts de pentes, éboulis ou ravins du Tilio-Acerion**
9190	*Vieilles chênaies acidophiles des plaines sablonneuses à Quercus robur*

** : habitat d'intérêt prioritaire*
(En vert figurent les habitats présents sur le territoire communal de Fontaine)

Tableau : Liste des espèces ayant menés à la désignation de la ZSC FR4301350

Nom latin	Nom commun	Population à l'échelle du NATURA 2000
Coenagrion mercuriale	Agrion de Mercure	Non significative
Lycaena dispar	Cuivré des marais	Non significative
Euphydyas aurinia	Damier de la Succise	Non significative
Lampetra planeri	Lamproie de Planer	Non significative
Misgurnus fossilis	Loche d'étang	Non significative
Cottus gobio	Chabot	Non significative
Triturus cristatus	Triton crêté	2 % ≥ p ≥ 0 %
Bombina variegata	Sonneur à ventre jaune	Non significative
Dicranum viride	Dicrâne vert	Non significative
Myotis emarginatus	Murin à oreilles échancrées	Non significative
Myotis myotis	Grand Murin	Non significative
Marsilea quadrifolia	Marsilée à quatre feuilles	Non significative
Rhodeus amarus	Bouvière	Non significative
Telestes souffia	Blageon	Non significative

Tableau : Liste des espèces ayant menés à la désignation de la ZPS FR4312019

Nom latin	Nom commun	Population à l'échelle du NATURA 2000
Lanius collurio	Pie-grièche écorcheur	2 % ≥ p ≥ 0 %
Botaurus stellaris	Butor étoilé	Non significative
Ixobrychus minutus	Blongios nain	Non significative
Nycticorax nycticorax	Bihoreau gris	Non significative
Ardea purpurea	Héron pourpré	Non significative
Ciconia ciconia	Cigogne blanche	2 % ≥ p ≥ 0 %
Pernis apivorus	Bondrée apivore	2 % ≥ p ≥ 0 %
Milvus migrans	Milan noir	2 % ≥ p ≥ 0 %
Milvus milvus	Milan royal	2 % ≥ p ≥ 0 %
Haliaeetus albicilla	Pygargue à queue blanche	Non significative
Pandion haliaetus	Balbuzard pêcheur	Non significative
Falco peregrinus	Faucon pèlerin	Non significative
Porzana porzana	Marouette ponctuée	Non significative
Numenius arquata	Courlis cendré	
Alcedo atthis	Martin-pêcheur d'Europe	2 % ≥ p ≥ 0 %
Picus canus	Pic cendré	2 % ≥ p ≥ 0 %
Dryocopus martius	Pic noir	2 % ≥ p ≥ 0 %
Dendrocopos medius	Pic mar	2 % ≥ p ≥ 0 %

3. Localisation des secteurs de projet par rapport au site Natura 2000

L'étude des incidences vis-à-vis des sites Natura 2000 s'attache à identifier les projets et les évolutions apportés par le PLU susceptibles d'impacter le site Natura 2000 de la commune. Il s'agit donc des secteurs de projet, situés dans ou à proximité des périmètres des sites : les zones d'extension, les zones AU, etc.

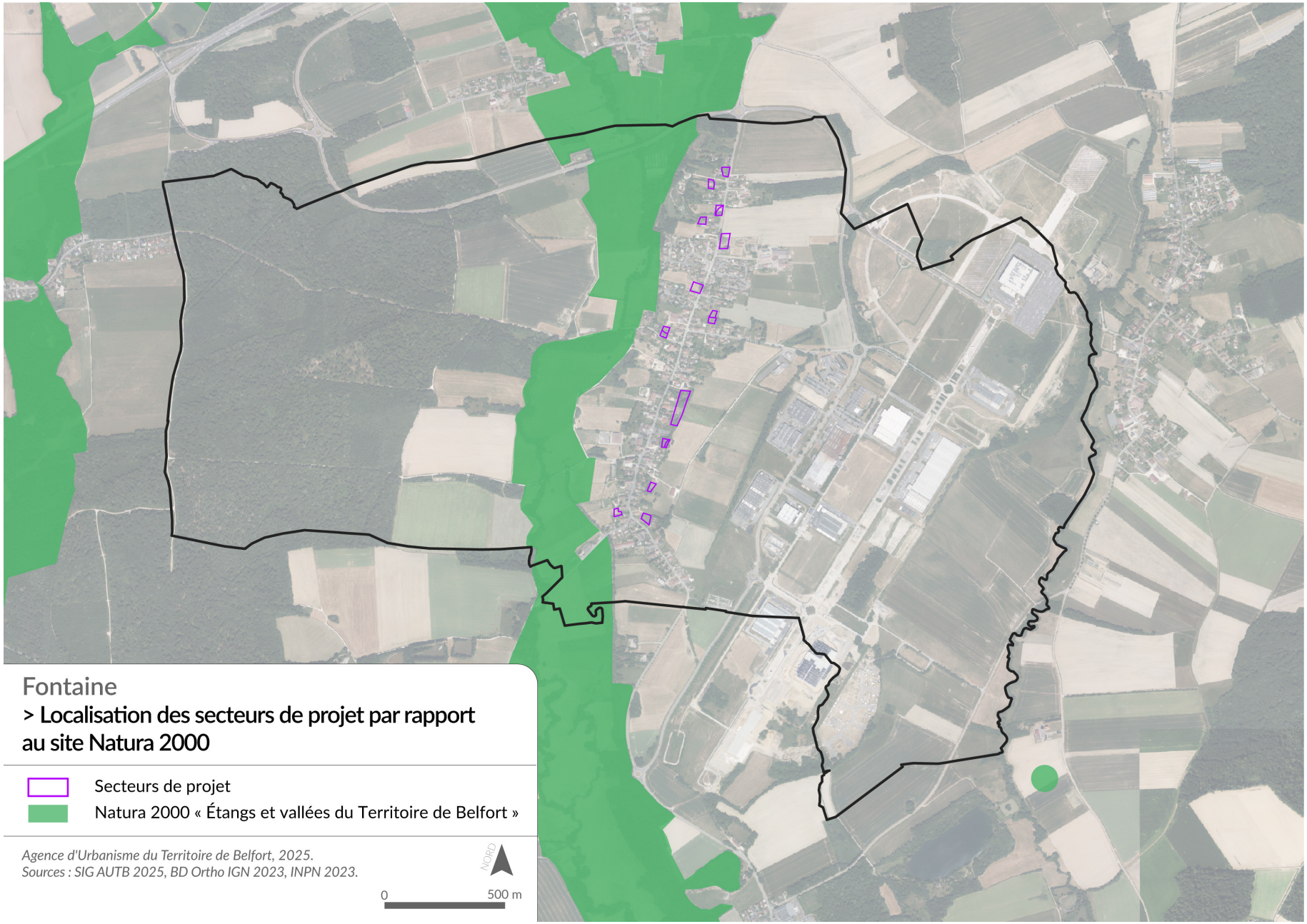
Les secteurs susceptibles d'être impactés sur la commune de Fontaine suite au projet de PLU figurent sur la carte ci-dessous. Ils sont situés en dehors des périmètres des sites Natura 2000.

La quasi-totalité du site Natura 2000 présent sur le territoire de Fontaine est protégé par un zonage naturel (N), naturel écologique (Ne) et agricole (A). 0,2 ha de Natura 2000 sont classés en secteur UBs, au sud du ban communal.

De plus, aucun des habitats ayant présidé à la définition de la zone Natura 2000 n'est concerné par le projet d'urbanisation du PLU (forêts, plans d'eau).

Les prairies humides sont protégées de l'urbanisation par le PPRi de la Bourbeuse.

Le zonage du PLU n'a donc aucune d'incidence directe sur les habitats d'intérêt communautaire du site Natura 2000.



Fontaine
> Localisation des secteurs de projet par rapport au site Natura 2000

Secteurs de projet

Natura 2000 « Étangs et vallées du Territoire de Belfort »

Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, 2025.
Sources : SIG AUTB 2025, BD Ortho IGN 2023, INPN 2023.

NORD

0 500 m

4. Évaluation des incidences sur Natura 2000

Évaluation des incidences sur les espèces communautaires

Le site comporte deux espèces végétales d'intérêt communautaire :

- La marsilée à quatre feuilles est une petite fougère aquatique rare, qui n'est pas présente sur le territoire communal de Fontaine ;
- Le dicrane vert est une mousse forestière qui se développe surtout à la base des feuillus à écorce lisse (hêtre surtout). Les habitats susceptibles d'héberger cette espèce ne sont pas concernés par le zonage pressenti.

Le PLU n'a donc pas d'incidence directe sur la flore d'intérêt communautaire du site Natura 2000.

Les habitats du damier de la succise ne sont pas présents sur le territoire communal (prairies humides oligotrophes).

Le cuivré des marais, qui vit en prairies humides, n'a jamais été observé sur le territoire communal alors que des prospections ont été réalisées pour l'annuaire de biodiversité de l'ex communauté de communes du Tilleul.

Le triton crêté (mares et étangs n'abritant pas de poissons) n'est pas cité sur le territoire communal. Le sonneur à ventre jaune (ornières forestières) n'est pas concerné par l'extension de l'urbanisation.

Trois espèces d'oiseaux de la directive Habitats sont présentes sur le territoire communal : le milan noir, qui exploite l'ensemble des milieux ouverts de la commune, la pie-grièche écorcheur, qui a été citée comme nicheuse à proximité du village en 2010 et le martin-pêcheur, qui se cantonne au niveau de la Saint-Nicolas.

La présence de la pie-grièche écorcheur n'a pu être vérifiée en 2015.

En effet, les chauves-souris et de nombreuses espèces d'oiseaux ne nourrissent au niveau des milieux ouverts, essentiellement dans les secteurs les plus extensifs. Cependant, les surfaces de prairies concernées par l'extension de l'urbanisation à Fontaine sont faibles au regard de la totalité de la surface de ces habitats dans le secteur ; elles sont de plus en partie enclavées dans les zones d'habitats.

La sous-trame « agriculture extensive » n'est donc pas impactée notablement par le zonage, les secteurs les plus intéressants se trouvant dans la plaine alluviale.

Les milieux aquatiques et humide sont préservés par un zonage Ne ou Nh dans le PLU. Les boisements du ban communal sont classés principalement en zonage N ou Ne. Les diverses protections (zone N, articles R.151-43 4° et L.151-23 du Code de l'urbanisme) permettent de renforcer la protection des milieux naturels que ces espèces fréquentent.

Le projet de PLU n'a aucune incidence significative sur les espèces communautaires ayant mené à la désignation de la ZPS FR4312019.

Évaluation des incidences sur le fonctionnement écologique du site Natura 2000

L'augmentation de la surface bâtie va entraîner une augmentation du rejet d'eaux pluviales et d'eaux usées traitées vers le milieu souterrain en relation avec la Saint-Nicolas et une augmentation de la consommation d'eau. Ces deux paramètres ont typiquement des impacts qui se cumulent avec ceux des autres communes branchées sur la même station d'épuration ou la même prise d'eau.

Le projet de zonage du PLU peut donc avoir une incidence potentielle indirecte :

- sur la faune aquatique de la Saint-Nicolas et de la Bourbeuse et les habitats attenants ;
- sur la faune aquatique et les habitats attenants des cours d'eau situés en aval du point de rejet de la station d'épuration qui traite les eaux usées des nouvelles zones ouvertes à l'urbanisation.

De même, des travaux exécutés à grande distance des sites Natura 2000 peuvent avoir une incidence sur les espèces d'intérêt communautaires s'ils induisent une destruction des corridors écologiques reliant les différentes zones Natura 2000 (impact également potentiellement de nature cumulative).

Le projet de zonage du PLU peut donc avoir une incidence potentielle indirecte

L'impact du projet de PLU sur ces habitats n'aura pas d'incidences sur le déplacement des espèces communautaires au sein du site. Ces dernier est préservé.

De plus, le projet de PLU permet de :

- conserver les prairies humides qui bordent la Saint-Nicolas par le zonage Ne principalement ;
- protéger les éléments de continuités écologiques (R.151-43 4°) avec notamment la protection des protéger les ripisylves le long de la Saint-Nicolas.

Ces deux actions sont préconisées dans le catalogue d'actions de l'étude TVB du SCoT.

Le projet de PLU n'a aucune incidence significative sur le fonctionnement écologique du site Natura 2000 "Étangs et vallées du Territoire de Belfort".

5. Conclusion sur Natura 2000

Le projet de PLU impacte des espaces péri-urbains (dents creuses, zones d'extensions proches du bâti) et des zones agricoles non compris dans le périmètre de Natura 2000. De plus, les milieux du site Natura 2000 de la commune sont protégés et compris dans des zones N, Ne et A du plan de zonage, dont les règlements permettent une protection satisfaisante.

Le projet de PLU n'a donc aucune incidence significative (directe ou indirecte, temporaire ou permanente) sur les habitats et les espèces du site Natura 2000 « Étangs et vallées du Territoire de Belfort ».

CHAPITRE IX
Bilan environnemental, mesures correctives et indicateurs de suivi

1. Préambule

La construction d'un bilan environnemental repose sur la séquence

« Éviter – réduire – compenser » (ERC) »

Son principe est de chercher en premier lieu à éviter les incidences potentielles d'un projet. Si l'évitement n'est pas possible, on étudie les possibilités de les réduire et, enfin, s'il existe des incidences résiduelles, celles-ci doivent être compensées. La finalité de la démarche est la définition d'un bilan équilibré ou positif : les effets potentiels de la mise en œuvre d'un projet ne doivent pas entraîner une dégradation de la qualité environnementale, en comparaison de l'état initial.

L'évaluation environnementale est réalisée de manière itérative. Cette méthode doit permettre d'analyser les effets des choix sur l'environnement aux différents stades de l'élaboration du PLU et de prévenir ses conséquences dommageables sur l'environnement :

- soit en faisant évoluer les choix ;
- soit en maintenant les choix pour des raisons liées à d'autres enjeux d'aménagement. Alors les incidences sur l'environnement sont connues et font l'objet de mesures de réduction ou de compensation.

Au moment de l'arrêt du projet, si le bilan apparaît négatif et qu'il nécessite alors des mesures complémentaires, en particulier des mesures compensatoires, on peut estimer que l'évaluation environnementale n'a pas joué pleinement son rôle.

Ce chapitre s'attache à présenter le bilan environnemental du projet de PLU.

2. Synthèse des incidences

Le tableau page suivante synthétise les principales incidences décrites précédemment, pour chaque compartiment environnemental. Il confronte donc l'ensemble des aspects négatifs du projet aux aspects positifs, qu'ils correspondent à des composantes initiales du projet ou à des évolutions liées à la démarche itérative d'évaluation environnementale.

Thème	Enjeux	Incidences	Description
La gestion et la protection de la ressource en eau	Des choix d'urbanisation à définir en fonction des réseaux AEP et de l'assainissement	Directe/ Continue	**Points positifs :** • Prise en compte de la ressource en eau, des capacités d'alimentation en eau potable et de la capacité des réseaux assainissement. • La ressource en eau estimée suffisante par les services de GBCA. • Mise en place d'un coefficient de biotope par surface (CBS) pour l'ensemble des zones urbaines à vocation résidentielle. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur des réseaux d'AEP et d'assainissement (OAP). • Gestion paysagère des lots de l'Aéroparc (UY) en dehors des espaces artificialisés. **Point négatif :** • La pression potentielle sur la ressource par l'augmentation du nombre d'habitants.
	La gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel		**Points positifs :** • Prise en compte de cet enjeu dans le cadre du règlement du PLU de Fontaine : Avec l'infiltration à la parcelle (sauf en cas d'impossibilité technique). • La prise en compte des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 2 décembre 2020 pour l'Aéroparc. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la gestion des eaux pluviales au plus proche du milieu naturel (OAP) : collecteur public, désimperméabilisation etc. **Point négatif :** • Le règlement émet des exceptions concernant les secteurs UY et Ny qui impose à toute construction autorisée l'obligation d'être raccordée au réseau public de collecte des eaux pluviales.
Milieux naturels	La préservation des milieux remarquables et des réservoirs de biodiversité (ZNIEFF, ENS, Natura 2000)	Directe/ Continue	**Points positifs :** • Préservation par le règlement du périmètre Natura 2000 par un zonage Ne et A. • Préservation par le règlement des périmètres de ZNIEFF de type 1 et 2 par un zonage Ne, A et N. • Le zonage A, N ou Ne couvre 99 % des zones Natura 2000 et des ZNIEFF. • Identification dans le règlement des secteurs contribuant aux continuités écologiques (R151-43 4° du code de l'urbanisme). • Le règlement impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. • L'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc n'est pas concerné par un périmètre de ZNIEFF ou de Natura 2000. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la biodiversité (OAP) : préservations de bosquets et de boisements, maintien de la ripisylve, clôtures etc. **Point négatif :** • Quelques exceptions subsistent comme les secteurs UB et UBs et Ube. Ces zones sont déjà bâties et ne possèdent pas de zones d'extension dans le cadre du PLU.
	La préservation des continuités écologiques (haies, bosquets) et la conservation des prairies en lit majeur		**Points positifs :** • Le règlement écrit et graphique classe majoritairement les différents réservoirs et corridors de biodiversité identifiés au SCoT en zone N, Ne et A. • La majorité des prairies en lit majeur sont classées en Ne. Le règlement de cette zone est suffisamment restrictif et permet la protection de ces prairies. • Identification dans le règlement des secteurs contribuant aux continuités écologiques (R151-43 4° du code de l'urbanisme). • Le règlement impose obligatoirement des mesures compensatoires de reconstitution des corridors ou des milieux naturels touchés en cas de travaux ou d'aménagement. • Le règlement de Fontaine identifie au titre de l'article R.151-43 5° du code de l'urbanisme plusieurs éléments du paysage à protéger : alignement d'arbres, verger et station de Trèfle strié. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la biodiversité (OAP) : préservations de bosquets et de boisements, maintien de la ripisylve, clôtures, etc.

Thème	Enjeux	Incidences	Description
	La protection des zones humides, notamment celles au contact de l'urbanisation	Directe/ Continue	**Points positifs :** L'ensemble des zones humides recensées suite aux expertises menées dans le cadre de l'élaboration du PLU est protégé. • Le règlement du PLU de Fontaine précise qu' « *au titre de l'article R.151-31 2° du code de l'urbanisme. Le règlement y interdit toutes nouvelles constructions, affouillement ou exhaussement de sol* ». • En amont de l'autorisation environnementale, des études concernant les différents milieux présents sur l'Aéroparc ont été réalisées. • L'ensemble des modalités de compensation sont inscrites dans l'autorisation environnementale délivrée par la Préfecture le 2 décembre 2020.
Les autres ressources	La pérennisation et le développement de l'activité agricole par la préservation des terres agricoles, notamment celles à proximité des sièges d'exploitations, et par la possibilité d'accueil de nouvelles exploitations		**Points positifs :** • Le zonage du PLU de Fontaine protège 85,6 % de terres agricoles (en secteur A, N ou Ne). • Le zonage protège un maximum de terres agricoles à proximité des sièges d'exploitations. • Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit plusieurs surfaces agricoles à maintenir. **Point négatif :** • 14,2 % de terres agricoles sont incluses dans un zonage UY.
	L'adaptation des principes de construction en prenant en compte le climat (performances énergétiques des bâtiments)		**Points positifs :** • L'ensemble des zones du projet de PLU de Fontaine autorise l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) des bâtiments et autorise l'installation de procédés producteurs d'énergie renouvelable. • Le schéma de l'OAP sectorielle du site de l'Aéroparc inscrit un parc solaire. **Point négatif :** • 3 bâtiments protégés au titre du patrimoine ne peuvent pas réaliser d'ITE en façade.
Les nuisances, pollutions et déchets	La lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et la réduction de la pollution de l'air		**Points positifs :** • Le projet de PLU encourage la densification et réduit l'étalement urbain grâce à son zonage. • Mise en place de principes d'aménagement en faveur de la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre (OAP) : desserte de transports en commun, voie verte adaptée aux modes doux etc. • Accueillir de nouveaux ménages peut permettre de réduire les déplacements pendulaires pour ceux qui travaillent à l'Aéroparc. **Point négatif :** • L'accueil de nouveaux ménages peut créer des émissions de gaz à effet de serre supplémentaires si leur lieu d'emploi notamment est éloigné.
Les risques naturels et technologiques	La prise en compte du risque inondation lié à la présence de la Saint-Nicolas		**Points positifs :** • Prise en compte des zones du PPRi de la Bourbeuse : celles-ci possèdent une réglementation stricte qui empêche la constructibilité. • Les zones à risques inondations sont principalement classées en zone A, N et Ne.
	La prise en compte des mouvements de terrain		**Points positifs :** • Prise en compte de l'atlas des mouvements de terrain établi à l'échelle du Territoire de Belfort (DDT 90, Cerema) de 2012, actualisé en 2019. • Le règlement a des incidences positives sur les risques de mouvements de terrain par la mise en place d'un zonage adapté à chaque situation. • Le règlement précise que « dans les secteurs concernés par les mouvements de terrain, et en l'absence d'étude géotechnique contradictoire, les préconisations du guide s'appliqueront à chaque autorisation d'urbanisme au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme ».
	Des choix d'urbanisme à définir en fonction de la défense incendie		**Points positifs :** • Le règlement du PLU prend en compte des dispositions visant à améliorer la défense incendie de la commune de Fontaine. • Le projet de PLU ne compte aucune zone 1AU. La quasi-totalité des logements créés dans les années à venir s'insèreront donc dans l'emprise urbaine et les extensions sont de faibles emprises. • Le secteur UY possède sa propre défense incendie. Elle est assurée par 35 poteaux incendie et 5 réserves d'eau allant de 120 à 540 m^3. À l'avenir, il est prévu d'y créer 4 nouveaux poteaux incendie et 2 réserves en eau de 360 et 540 m^3.

3. Synthèse des incidences négatives potentielles et mesures de réduction des incidences

Les choix d'urbanisation du PLU impactent 0,2 % des terres agricoles exploitées et déclarées à la politique agricole commune (environ 0,79 hectares). L'OAP sectorielle de Fontaine impacte 14,2 % de surface agricoles exploitées et déclarées à la PAC (environ 48 hectares). Cependant, l'urbanisation de ces terres agricoles dans le cadre de la ZAC de l'Aéroparc est prise en compte dans l'autorisation environnementale délivrée par la Préfecture le 2 décembre 2020.

L'augmentation du nombre de nouveaux ménages sur la commune de Fontaine induira une augmentation des déplacements et donc une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. À contrario, l'accueil de nouveaux ménages sur le territoire communal peut permettre de réduire les déplacements pendulaires liés aux emplois de l'Aéroparc. Le projet de PLU a aussi pour ambition que cette augmentation de GES soit la plus faible possible et cela par la mise en place d'orientations favorables aux mobilités douces.

Le PLU de Fontaine a pour projet l'arrivée de nouveaux habitants sur la commune, ce qui engendrera une consommation en eau plus importante. Cependant, les populations sont de plus en plus sensibilisées à l'économie de la ressource en eau potable et leur consommation baisse, ce qui équilibre la pression sur la ressource. Ce projet aura un impact négligeable sur les réseaux d'assainissement. Pour rappel, le projet de développement a été travaillé tout au long de l'élaboration du PLU grâce à l'application de la démarche itérative.

On considère que les nombreux aspects positifs et vertueux du projet permettent de contrebalancer ses incidences négatives éventuelles. Le principe du bilan environnemental n'est pas de chercher et équilibrer à chaque incidence précisément, mais bien de raisonner de manière globale.

4. Indicateurs de suivi

En application des articles R.151-4 et L.151-27 du Code de l'urbanisme, le conseil municipal de Fontaine devra mener au plus tard 6 ans après l'approbation du PLU, une analyse des résultats de son application notamment au regard des objectifs fixés en termes d'environnement et de consommation foncière.

D'un point de vue méthodologique, la définition des critères et des indicateurs de suivi du PLU est basée sur les objectifs du PADD, dont découlent les orientations d'aménagement et de programmation et les pièces réglementaires du PLU. Les données du diagnostic constituent le point 0 à partir desquelles le suivi est réalisé.

Outre son obligation réglementaire, ce suivi sera utile pour orienter et justifier les futures évolutions du PLU pour un urbanisme plus durable.

Notons que de nombreux facteurs indépendants du PLU sont susceptibles d'agir sur le marché du logement ou de l'emploi, par exemple, et qu'ils peuvent servir de variables explicatives aux résultats constatés. C'est donc avec cette marge qu'il faudra examiner le PLU car la réalisation des objectifs qu'il se fixe dépendent tout autant de facteurs externes que de sa seule application théorique.

Orientations du PADD concernées par des indicateurs de suivi liés à l'environnement	Indicateurs de suivi
Axe 2 : Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine	
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	• Nombre de DP portant sur les éléments du paysage recensés.
Axe 3 : Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services	
Pérenniser l'activité agricole	• Nombre de projets de diversification agricole. • Évolution de la surface agricole utile (SAU). • Évolution du nombre d'exploitations agricoles. • Nombre de PC pour extension ou nouveau bâtiment des constructions existantes en zone A.
Axe 4 : Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesse agricoles, naturelles et forestières de la commune	
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	• S'assurer du maintien des éléments protégés
Maintenir les continuités écologiques	• Linéaire d'arbres plantés, de haies et de ripisylves
Maîtriser l'impact sur l'environnement	• Création de réseaux d'énergie
Axe 6 : Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire	
Prendre en compte les risques dans le développement du village	• Nombre de PC ou de DP dans les secteurs concernés par les mouvements de terrain (en incluant les refus)

PARTIE III
Les justifications



CHAPITRE I
Choix retenus pour établir le PADD

A. Choix retenus pour établir le PADD

La commune de Fontaine prévoit un développement modéré de son urbanisation, en cohérence avec l'évolution qu'elle a connu ses dernières années. Ses atouts résident notamment dans son patrimoine bâti et végétal ainsi que ses terres agricoles qui façonnent le paysage. La présence du site de l'Aéroparc joue un rôle important dans l'évolution de la commune, tant dans les circulations au sein du village, que dans l'accueil de nouveaux habitants souhaitant se rapprocher de leur lieu d'emploi.

Le projet d'aménagement et de développement durables, dont les orientations générales ont été débattues en conseil municipal le 17 mars 2023, se décline en 6 axes.

Axe 1 – Assurer un développement raisonné du village

Le projet communal est basé sur un développement modéré de la population permettant au village de se renouveler en douceur. La production de logements, prévu à l'horizon 2040, a pour but de pallier la baisse du nombre de personne par ménage et d'assurer l'accueil de nouveaux ménages, pérennisant ainsi le fonctionnement scolaire à l'échelle du RPI (regroupement pédagogique intercommunal). Le projet intègre une diversification de l'offre de logements afin d'offrir un parcours résidentiel varié au sein de la commune (petit logement, locatif ou non, logement individuel ou individuel groupé). La création d'une offre de logements ne comportant pas uniquement du logement individuel offre la possibilité à de jeunes ménages de s'installer et également aux seniors de rester plus longtemps au sein de la commune.

Le tissu urbain de Fontaine comporte encore quelques espaces permettant d'accueillir de nouveaux logements et certaines bâtisses, notamment anciennes, comportent du potentiel pour créer ou réhabiliter des logements. La définition des besoins dans le projet intègre cette problématique.

Axe 2 – Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine

Le patrimoine bâti et naturel fait partie des atouts du village. Consciente que ces éléments participent au cadre de vie des villageois et permettent à Fontaine de se démarquer des autres communes, le projet intègre la protection ou la préservation de certains éléments marquants de ce patrimoine. Au-delà du tissu urbain, le patrimoine végétal et les perspectives paysagères participent également à la qualité du cadre de vie. Le site de l'Aéroparc est également concerné avec la mise en valeur des grands axes paysagers qui ont notamment été mis en avant dans le cadre de l'autorisation environnementale délivrée pour ce site en 2020.

Axe 3 – Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services

Plusieurs types d'activités économiques sont présentes dans la commune : l'économie de proximité avec quelques commerces et activités artisanales, l'économie productive à l'Aéroparc ainsi que l'économie agricole, grâce aux nombreux exploitants présents à Fontaine. Tous ces pans de l'économie constituent une richesse que le projet entend préserver. Aussi, afin d'éviter que le village soit uniquement un lieu de résidence et devienne un 'village-dortoir', la commune souhaite pérenniser la mixité fonctionnelle du tissu urbain. Le maintien des services est également essentiel. Il est donc prévu d'ouvrir la possibilité de création d'un nouveau groupe scolaire à l'échelle du RPI, afin d'offrir un meilleur service pour les enfants.

Le projet porte également le développement de l'Aéroparc dans le respect de l'autorisation environnementale. Ce site économique a fort rayonnement, au-delà des limites départementales, a connu un regain d'attractivité ces dernières années. Le projet entend accompagner ce développement, et gérer les évolutions éventuelles à venir, tout en préservant le cadre paysager et la biodiversité de ce site.

L'économie agricole est bien présente à Fontaine. La pérennité des exploitations et des terres agricoles doit être prise en compte par le projet communal, en conciliant avec les possibilités de développement du village. En outre, la diversification de l'activité agricole est aujourd'hui primordiale pour certaines structures, il est donc important que le projet la facilite.

Axe 4 – Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune

Comme évoqué pour l'axe 1, la commune bénéficie d'un cadre de vie agréable qui est notamment lié à la présence de nombreux espaces à enjeux environnementaux. L'état initial de l'environnement a permis de mettre en lumière différents espaces, notamment de bonne qualité écologique, qu'il convient de préserver. En outre, les différentes étapes du projet ont également permis d'affiner la connaissance en matière de zones humides sur le ban communal, notamment au contact de l'urbanisation. Les différents éléments

constitutifs de la trame verte et bleue du territoire sont également protégés par le projet communal. Enfin, le projet entend s'inscrire sur le long terme tout en maîtrisant son impact sur l'environnement. Aussi, le développement de nouveaux moyens de communication ainsi que le développement de réseaux d'énergie sont pris en compte par le projet.

Axe 5 – Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet

Dans un village-rue de près de 2 km comme Fontaine, avec un effet de centre au niveau de la mairie, de l'école, de l'église et de quelques commerces, les déplacements doux sont un enjeu fort et complexe à la fois. Aussi, quelques orientations du projet d'aménagement et de développement durables sont inscrites pour l'avenir, et sont de portées plus opérationnelles que le seul champ de la planification. Cependant, au niveau de ce centre de village, des problématiques de stationnement ont été constatées et le projet s'attache à essayer de les réguler. En outre, la gestion du stationnement individuel est pris en compte dans le projet afin notamment de limiter les conflits de voisinage et d'usages liés à l'occupation de l'espace public par la voiture.

Axe 6 – Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire

Le ban communal est concerné par différents risques naturels, technologiques, etc. qu'il convient de prendre en compte à l'échelle du projet. Le document d'urbanisme permet également de mieux informer la population sur les différents aléas qui peuvent être présents à l'exemple des retraits gonflements des argiles, du radon, etc. que le projet intègre dans ses annexes informatives notamment.

B. Justification des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain

Les projections démographiques sont en accord avec la position de la commune. Le développement raisonné de la population à échéance 2040 permet de répondre au PLH et également de prendre en compte l'arrivée de nouveaux ménages souhaitant se rapprocher de leur lieu de travail (avec le développement de l'Aéroparc). La définition des besoins en logement et en foncier qui en découlent est également raisonnée et permet à la commune de répondre aux enjeux de réduction de la consommation foncière et de lutte contre l'étalement urbain.

En effet, dans la définition des zones constructibles, à vocation d'habitat, la commune vient uniquement étoffer par endroits son empreinte urbaine sans étendre l'urbanisation aux différentes entrées de village. Ces choix d'urbanisation ont notamment été guidés par la présence de nombreuses zones humides, qui sont toutes protégées au sein du projet. Certains secteurs recensés en zone humide étaient pressentis pour l'urbanisation future (continuité de lotissements précédents), ce qui a conduit la commune à faire d'autres choix pour le développement du village, en accord avec la préservation de l'environnement.

Le tissu urbain de Fontaine est un tissu relativement dense, notamment au sein du village ancien, et quelques interstices se sont comblés au cours de la décennie précédente. L'analyse de ce tissu fait ressortir peu de terrains mobilisables à échéance 15 ans. En effet, c'est environ 0,9 hectare de dents creuses pouvant accueillir de nouvelles habitations qui sont recensées (déduction faite de la rétention foncière). En outre, pour le calcul des besoins fonciers, une déduction de 10 % a été appliquée sur le besoin en logement afin d'intégrer les capacités de mutation du bâti existant.

Le projet communal prévoit une densité de 15 logements à l'hectare. Cette densité est nettement supérieure au vu de celle de la période précédente (de l'ordre de 9 logements à l'hectare).

D'autres éléments contribuent à modérer la consommation de l'espace : le projet définit le besoin en logements en se basant sur une répartition de 70 % de logements individuels purs et de 30 % de logements individuels groupés et/ou petits collectifs avec une taille moyenne de parcelle respectivement de 7,5 ares et de 3,5 ares. Cette répartition diffère de la répartition actuelle (86 % de logements individuels et 14 % de logements collectifs) mais elle permet d'assurer une meilleure rotation au sein du parc de logement, et de permettre tant aux jeunes qu'aux seniors de réaliser leur parcours résidentiel au sein du village.

Le potentiel constructible identifié au sein du tissu urbain, et notamment certaines dents-creuses, sont déjà des espaces que l'on peut considérer comme artificialisés. En effet, de nombreux espaces sont des terrains d'aisance déjà occupés par les occupants actuels des constructions attenantes. Aussi, ces terrains représentant une superficie de l'ordre de 0,5 hectare ne peuvent pas rentrer en compte dans la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers. Aussi, seuls les terrains étant actuellement des espaces naturels (espaces proches du village étant peu anthropisés ou occupés) ou agricoles (prairies de fauches notamment et une partie en cultures) sont considérés comme des espaces consommés par le projet, soit 1,36 hectares.

Le tableau suivant permet d'apprécier les efforts réalisés par le projet communal en matière de modération de la consommation foncière :

	Consommation d'espace pour l'habitat	Densité
2009-2023	1,4 ha soit **1,5 ha** au prorata à 15 ans	9 log/ha
Horizon 2040	**1,36 ha***	15 log/ha

** à noter qu'une partie de ce potentiel foncier peut également accueillir des activités étant donné que le règlement des zones urbaines prévoit une mixité des fonctions, mais cette part est difficile à évaluer.*

Le projet s'inscrit dans une trajectoire de réduction de sa consommation foncière, même si celle-ci reste faible. La commune ayant connu une faible consommation d'espace au cours de la précédente décennie, il est également plus difficile de franchir un nouveau pallier tout en étant en accord avec les enjeux supracommunaux (PLH, accueil de nouveaux ménages ayant un emploi à l'Aéroparc, etc.).

La commune, avec les communes voisines de Foussemagne et Reppe, est également concernée par le développement de l'Aéroparc. Au vu du rayonnement supracommunal de ce site économique, les chiffres de la consommation foncière devraient être mis en perspective à l'échelle intercommunale. Toutefois, au vu du développement ayant eu lieu ces dernières années sur le site, et des faibles possibilités de développement restant au sein du site, il est possible de considérer que le projet communal modère la consommation foncière dédiée aux activités économiques.

	Consommation d'espace pour les activités économiques
2009-2023	30,4 ha soit **32,6 ha** au prorata à 15 ans
Horizon 2040	**18 ha** restant constructibles, dont 12 ha en cours de projet

Ainsi, le projet répond aux objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain. En outre, il s'inscrit d'ores-et-déjà dans une trajectoire de réduction de la consommation foncière.



CHAPITRE II
Cohérence des OAP avec les orientations et objectifs du PADD

Plusieurs axes du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) de la commune sont traduits dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

OAP dédiée au site de l'Aéroparc

Le projet communal reprend les prescriptions de l'autorisation environnementale en les traduisant notamment à travers une orientation d'aménagement et de programmation sectorielle. Les perspectives paysagères depuis l'Aéroparc sont des marqueurs forts qu'il convient de préserver. A l'appui de l'axe 2 du PADD relatif à la qualité du cadre de vie, les OAP intègrent des principes d'insertion des constructions dans leur environnement ainsi qu'un volet portant sur l'armature paysagère. Ce volet fait également écho aux axes 3 et 4 du PADD. En effet, le développement de l'Aéroparc doit composer avec son environnement en assurant des transitions paysagères notamment en bordure des lots. Il est également important que le projet communal maintienne l'interface agricole entre le site d'activités et le village.

L'OAP de l'Aéroparc répond également au maintien des continuités écologiques (axe 4 du PADD) en assurant le passage de la petite faune au sein du site et de certains lots privatifs. Par ailleurs, l'OAP reporte les actions portées au sein des zones non constructibles du site à l'exemple de la création de mares ou de refuges pour la petite faune.

OAP 'Continuités écologiques'

Les continuités écologiques sont abordées de manière transversale dans différents axes du PADD. En effet, elles participent autant à la qualité du cadre de vie (axe 2), qu'au maintien de l'agriculture (axe 3) et à la préservation des richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune (axe 4). Les OAP, dans le respect de ces trois axes, identifient les grands couloirs présents sur le ban communal et abordent les différentes manières de les préserver à travers des orientations auxquels les projets devront être compatibles et des conseils sur une bonne gestion des différents milieux.

CHAPITRE III
Nécessité des dispositions édictées par le règlement pour la mise en oeuvre du PADD

Les **orientations de l'axe 1** sont notamment traduites dans la définition des zones urbaines car elles permettent de définir l'enveloppe constructible. En effet, le PADD fixe un cap pour un développement raisonné du village, et à partir de ces éléments, les besoins en logements, desquels découlent les besoins fonciers, sont calculés. Les besoins en logements sont également basés sur les orientations du Programme Local de l'Habitat de Grand Belfort afin que le document d'urbanisme de Fontaine soit compatible avec ce document supérieur.

Pour la définition des zones constructibles, les besoins fonciers sont calculés en fonction de la surface moyenne de chaque type de logements. Le scénario de la commune se base sur une mixité dans la typologie des logements (35% de logements intermédiaires) afin de favoriser le parcours résidentiel des ménages au sein de la commune ce qui génère des besoins fonciers moins conséquents que la création de logements individuels purs.

Les **orientations de l'axe 2** permettent de définir deux secteurs constructibles distincts, UA et UB, dont les règles sont différentes notamment celles relatives à la volumétrie et à l'aspect extérieur. En outre, la préservation du patrimoine bâti passe par l'identification de nombreuses bâtisses, clôtures et portails qui font l'objet de prescriptions particulières. Pour la préservation des éléments paysagers, des prescriptions sont également mises en œuvre tant comme éléments caractéristiques du paysage (pour quelques haies et bosquets marquants et structurants au sein du ban communal) qu'en tant que continuités écologiques (à l'exemple des ripisylves) selon le rôle prépondérant de l'élément identifié.

Les **orientations de l'axe 3** sont traduites au sein du règlement littéral et du règlement graphique. En effet, le volet consacré à l'Aéroparc permet de traduire l'autorisation environnementale obtenue en 2020 avec la définition des secteurs UY, Ny et Ngv. En outre, la préservation des éléments paysagers ou de la biodiversité est traduite en tant que prescriptions sur le plan de zonage avec des règles de protections pouvant parfois être spécifiques à l'exemple de la station de trèfle strié.

Concernant les activités et équipements de la commune, le règlement est ouvert à la mixité fonctionnelle pour préserver et accueillir de nouveaux commerces et activités le cas échéant. Par ailleurs, la définition du sous-secteur UBe ouvre la possibilité de créer un futur bâtiment permettant l'accueil de l'ensemble des élèves du RPI (regroupement pédagogique intercommunal).

Pour le développement de l'économie agricole, le zonage A est défini en prenant en compte les besoins des différents exploitants. Par ailleurs, le règlement offre la possibilité à chaque exploitant de diversifier son activité (locaux de vente directe, etc.) pour favoriser et maintenir l'agriculture locale.

Enfin, concernant les réseaux de communications, le règlement prévoit des règles assurant le raccordement aux nouvelles technologies numériques.

Les **orientations de l'axe 4** concernant les grands ensembles du ban communal. Leur traduction se manifeste par la création d'un zonage N et de son secteur Ne permettant une meilleure protection des éléments forts et nécessaires au maintien des continuités écologiques. Il en va de même pour la définition de la zone agricole (A), notamment au contact de l'Aéroparc. La définition des zones constructibles s'appuie également sur cet axe 4 en excluant les secteurs à enjeux environnementaux forts. Les zones humides recensées grâce aux études spécifiques menées lors de la construction du projet sont toutes préservées grâce à une prescription d'inconstructibilité spécifique.

Enfin, le règlement littéral est permissif pour assurer la maîtrise de l'impact sur l'environnement, sans ajouter de contrainte supplémentaire à la réglementation énergétique 2020 (RE2020) lors de la création de nouvelles constructions.

Les **orientations de l'axe 5** sont traduites au sein du règlement littéral par la gestion du stationnement à la parcelle. En outre, la définition d'un emplacement réservé permettant la création d'une aire de stationnement public à proximité du 'centre' de la commune répond en partie à l'organisation du stationnement attendue. Les autres orientations sont de portée plus opérationnelle, et permettent aux élus d'afficher leur ambition concernant les mobilités douces au sein du village et de mener éventuellement à bien certaines actions identifiées par le Plan Paysage de Grand Belfort. Certaines opérations ont par ailleurs déjà été réalisées à l'exemple de la création de trottoirs le long de la rue Pégoud, s'inscrivant pleinement dans les orientations portées par le projet.

Les **orientations de l'axe 6** sont relatives aux risques et aléas présents à Fontaine. Elles ont permis d'exclure certains secteurs des zones constructibles (tant pour les zones urbaines que pour la zone agricole) en prenant notamment en compte la présence du risque inondation ou encore la mémoire locale identifiant la présence de nombreuses sources au sud-est du tissu urbain. En outre, des prescriptions d'inconstructibilité sont également créées sur les deux anciennes décharges afin de conserver la mémoire locale. Les autres orientations de cet axe relèvent soit des annexes réglementaires du document d'urbanisme (servitudes d'utilité publique, ...) soit elles sont portées par d'autres pièces du PLU pour assurer la bonne information du public (annexes informatives, rapport de présentation avec l'état initial de l'environnement notamment).

CHAPITRE IV
Complémentarités du règlement avec les OAP

OAP dédiée au site de l'Aéroparc

Le règlement et les OAP se complètent sur de nombreux points concernant ce site d'activités. Les éléments relatifs à l'insertion paysagère sont complétés par les règles relatives à l'aspect extérieur. Il en est de même pour les règles relatives aux clôtures et au stationnement qui sont complémentaires entre les deux pièces. L'armature paysagère des OAP est soutenue par les différentes protections paysagères inscrites sur le plan de zonage (ensemble arboré à protéger, à réaliser, station de trèfle strié, etc.).

L'ensemble des éléments, qu'ils soient portés par le règlement ou les OAP, sont une partie de la traduction de l'autorisation environnementale qu'a obtenu l'Aéroparc en 2020 (les autres éléments de l'autorisation environnementale n'étant pas de la portée du PLU).

OAP 'Continuités écologiques'

Les différentes continuités écologiques définies sur le ban communal sont soutenues par la définition du zonage agricole, naturel et forestier : zones A et N et secteurs Ne et Ny. En complément, de nombreuses protections réglementaires sont matérialisées sur le règlement graphique :

- des bandes boisées, haies, vergers, ensembles arborés, etc. participant à la trame verte,
- et les ripisylves de la Saint-Nicolas et de la Loutre ainsi que la protection des zones humides au contact de l'urbanisation participant à la trame bleue.

Certaines orientations vont au-delà du rôle du PLU, elles sont cependant inscrites pour permettre une meilleure information du public et une meilleure prise de conscience de la préservation de chaque milieu à l'échelle locale.

CHAPITRE V
Délimitation des zones

Le territoire communal est découpé en trois types de zones :

- la zone urbaine qui comprend deux secteurs à vocation principale d'habitat (UA et UB) et un secteur, UY, relatif à l'Aéroparc. Le secteur UB comporte trois sous-secteurs permettant de répondre à certaines spécificités : le cimetière (UBc), le secteur dédié aux équipements (UBe) et la station d'épuration (UBs) ;
- la zone agricole (A)
- et la zone naturelle et forestière (N) qui comporte trois secteurs pour protéger des milieux à enjeu environnemental (Ne), pour déterminer les zones inconstructibles de l'Aéroparc (Ny), et pour l'aire de grand passage des gens du voyage (Ngv).

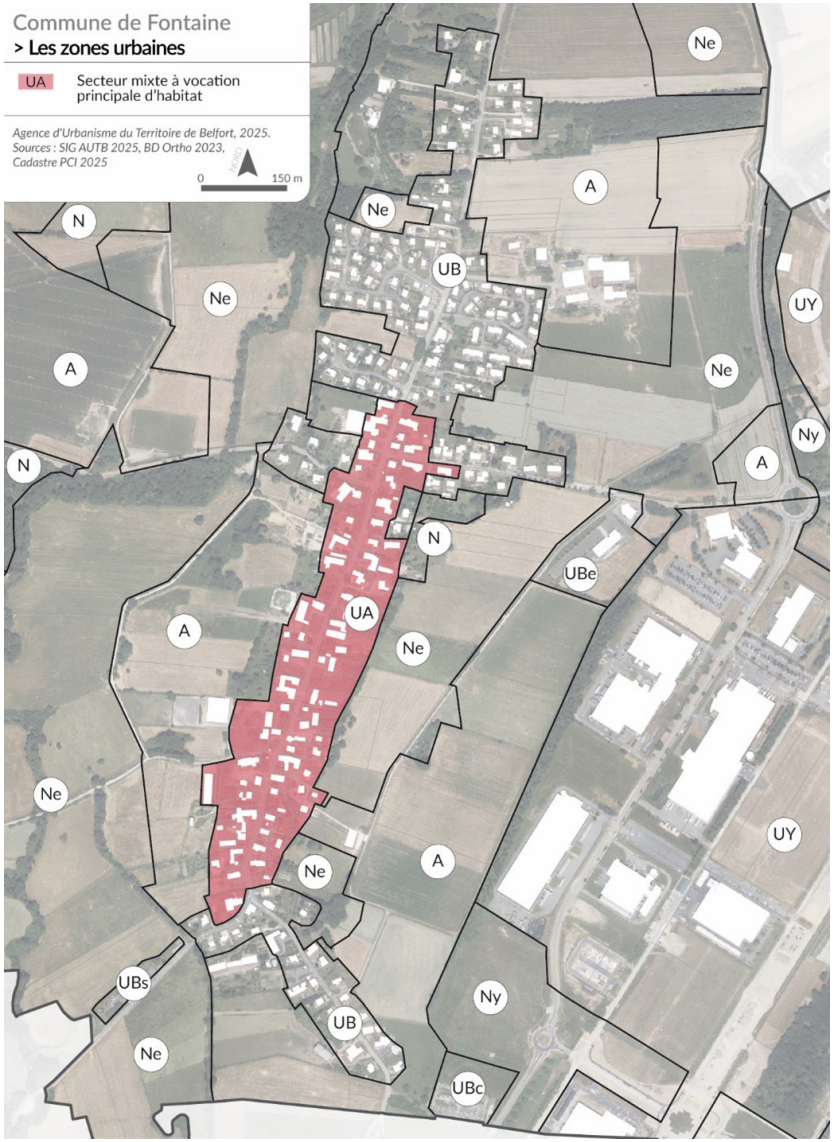
Le secteur UA

Le secteur UA correspond au noyau villageois ancien de la commune. Il concentre la majorité des anciennes bâtisses qui comporte des caractéristiques architecturales bien spécifiques telles que des volumes importants ou des pentes de toiture très marquées. Le secteur comporte quelques commerces et équipements, ainsi que des services publics : boulangerie, restaurant, agence postale, mairie, église, école. C'est au sein de ce secteur, bien que le village soit de type village-rue, qu'est identifié le 'centre' de Fontaine.

À l'ouest du secteur UA, le zonage constructible est limité afin de préserver les nombreuses sources recensées par la mémoire locale et les espaces agricoles. A l'est, les limites constructibles sont définies pour protéger les espaces agricoles ainsi que les milieux humides. Au sein du secteur UA, la définition de l'enveloppe constructible offre ponctuellement la possibilité de s'implanter en deuxième ligne par rapport aux constructions existantes.

Usage des sols et destinations des constructions

La vocation principale de ce secteur est d'accueillir de l'habitat, toutefois, afin d'assurer la mixité fonctionnelle, de nombreuses autres destinations peuvent s'implanter. Seules sont exclues celles qui sont fortement consommatrices de foncier et qui peuvent également comporter des nuisances importantes pour le voisinage à l'exemple du commerce de gros ou de l'industrie. À noter que des bâtiments agricoles sont présents en secteur UA, aussi le règlement autorise leur extension éventuelle.



Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

Cette partie du règlement permet d'assurer l'insertion de chaque construction par rapport à l'environnement global de la commune, et plus précisément du secteur. Trois règles d'objectif sont fixées pour cette section, à savoir :

- préserver une harmonie des volumes bâtis notamment depuis la rue,
- préserver une homogénéité visuelle (architecture, couleurs, ...) pour préserver le patrimoine communal,
- préserver le caractère végétalisé du village.

Ces règles d'objectif sont complémentaires aux règles plus précises fixées dans chaque article.

Comme évoqué précédemment, les constructions au sein du secteur UA sont en majorité anciennes, et se sont implantées en respectant un schéma ordonné. Aussi, afin de conserver la structure de la rue, les règles relatives à l'implantation par rapport à la RD 11 respectent l'ordonnancement présent. Pour les autres voies, le recul est fixé à au moins 3 mètres (hormis en cas d'accès au garage où le recul demandé est plus important pour assurer la sécurité routière). D'autres règles de recul sont également prévues notamment pour les constructions annexes ou les piscines.

Concernant les limites séparatives, le règlement autorise l'implantation jusqu'en limite afin de favoriser la densification de ce secteur. En outre, l'implantation du bâti ancien comporte des volumes importants, où l'implantation sur au moins une limite était souvent privilégiée.

En matière de hauteur, les règles sont également permissives. Elles prennent en compte la typologie du bâti existant. Ainsi, les constructions peuvent comporter quatre niveaux, dont deux niveaux formés de combles. La possibilité de créer deux niveaux sous toiture va permettre la rénovation de certaines bâtisses aux toits importants tout en optimisant l'espace existant. Pour les constructions annexes, les maximas de hauteur sont plutôt élevés pour un tissu urbain car elles correspondent au tissu urbain existant. En effet, de nombreux corps de grange ou autres annexes sont présentes et comportent des hauteurs différentes des standards actuels. Ainsi, la règle offre la possibilité de réaliser des extensions à ces bâtiments.

En matière d'aspect extérieur, le règlement assure la préservation du patrimoine en édictant des règles s'inspirant du bâti existant. Ainsi, les toitures devront être composées de deux pans, avec des pentes élevées (45°-50°), et être en tuiles dans les tons rouges. Les toitures des constructions annexes bénéficient de règles plus souples mais elles doivent tout de même comporter des toitures à deux pans, d'aspect tuiles, dans les tons rouges. Un paragraphe spécifique est consacré aux extensions permettant d'édifier une construction aux pentes de toit plus faible (30° au moins).

Concernant les façades, la commune a fait le choix d'adopter son propre nuancier qui est annexé au règlement. L'utilisation de l'aspect bois est également permise. Les règles se concentrent sur la préservation de l'harmonie dans les teintes entre les constructions et également avec les constructions annexes. À noter qu'une grande partie des bâtiments à caractère patrimonial sont identifiés au titre du L.151-19 du code de l'urbanisme, ce qui permet de protéger des éléments spécifiques au sein de ces constructions.

Enfin, un de marqueurs phares du patrimoine communal concerne les clôtures, et notamment les murs de clôtures. En complément de la préservation de certains murs, clôtures et portails grâce à l'article L.151-19 du code de l'urbanisme, le règlement prévoit que les nouvelles clôtures doivent respecter l'esprit existant. Aussi, si une nouvelle clôture s'implante en secteur UA, elle devra obligatoirement comporter un muret, d'aspect pierre et d'une hauteur d'au moins 0,60 m. Les conditions d'édification en clôture sont plus permissives en limite séparative, mais elles doivent toutefois prévoir, sur au moins 50% de chaque linéaire, des éléments non opaques. Cette disposition peut se traduire soit par des éléments à claire-voie dont les éléments opaques n'excèdent pas 50 % de la structure de la clôture ou par une alternance d'éléments opaques (dans la limite de 50 %) et d'éléments ajourés sur le linéaire de clôture.

Afin de lutter contre l'imperméabilisation, les îlots de chaleur et de favoriser la biodiversité dans l'urbain, la commune a souhaité intégrer la notion de coefficient de biotope par surface (CBS). En secteur UA, où le tissu urbain est déjà dense, un CBS de 0,3 est exigé dont au moins 0,2 d'espaces verts de pleine terre. Cette règle permet également d'assurer l'infiltration des eaux pluviales à la parcelle. Cette règle n'est pas contraignante mais permet de prévenir une trop grande imperméabilisation des sols. En complément de ce coefficient, le règlement incite à l'utilisation des essences locales. Par ailleurs, les haies en clôtures doivent comporter des essences à feuilles caduques (les essences à feuilles persistantes étant limitées à 30 % du linéaire de la haie). Cette règle permet d'assurer une certaine intimité au sein de chaque parcelle lors des périodes propices aux activités extérieures (printemps, été), tout en conservant, en période hivernale notamment, des vues dégagées au sein du village.

Les règles relatives au stationnement pour les habitations sont édictées en cohérence avec l'équipement actuel des ménages. En cas de rénovation d'une construction et de création de plusieurs logements au sein d'un grand volume, les porteurs de projets doivent s'assurer de la possibilité d'accueillir le stationnement adéquat.
Concernant certaines activités autorisées, les normes sont fixées en fonction d'un ratio par mètre carré de surface de plancher créée.

Équipements et réseaux

Les règles concernant la desserte et les accès permettent de rappeler les règles générales. Pour le raccordement aux réseaux, les nouvelles constructions doivent respecter les règles en vigueur. Les réseaux électriques et de communications doivent être réalisés en souterrain afin de limiter les atteintes aux paysages.

Le secteur UB

Le secteur UB est principalement composé de constructions d'habitation de type pavillonnaire. Quelques anciennes bâtisses y sont également présentes. Il se situe de part et d'autre du secteur UA, avec au sud, quelques constructions récentes en entrée de village depuis Frais, et des habitations situées en extension, le long de la rue des Sources (RD 29). Au nord du secteur UA, il est composé de plusieurs extensions sous formes de lotissement qui sont venues épaissir la trame 'village-rue' le long de la RD 11. Quelques constructions sont également présentes à l'ouest, le long de la rue du Vieux-Moulin (RD 22), et à l'est, le long de la Rue Pégoud (RD 11A). Ce secteur compte plusieurs dents creuses situées notamment le long de la voie principale, et il intègre également une extension à la trame bâtie actuelle, côté est de la RD 11, sans toutefois contribuer à l'étalement urbain car elle se situe au sein de l'emprise bâtie actuelle.

Les limites constructibles de ce secteur s'appuient sur les limites de l'urbanisation actuelle et elles sont définies afin de réduire la consommation foncière de la commune. En outre, il est également primordial de protéger les milieux agricoles, naturels et également les milieux humides qui jouxtent le secteur UB.

Le secteur UB est composé de trois sous-secteurs :

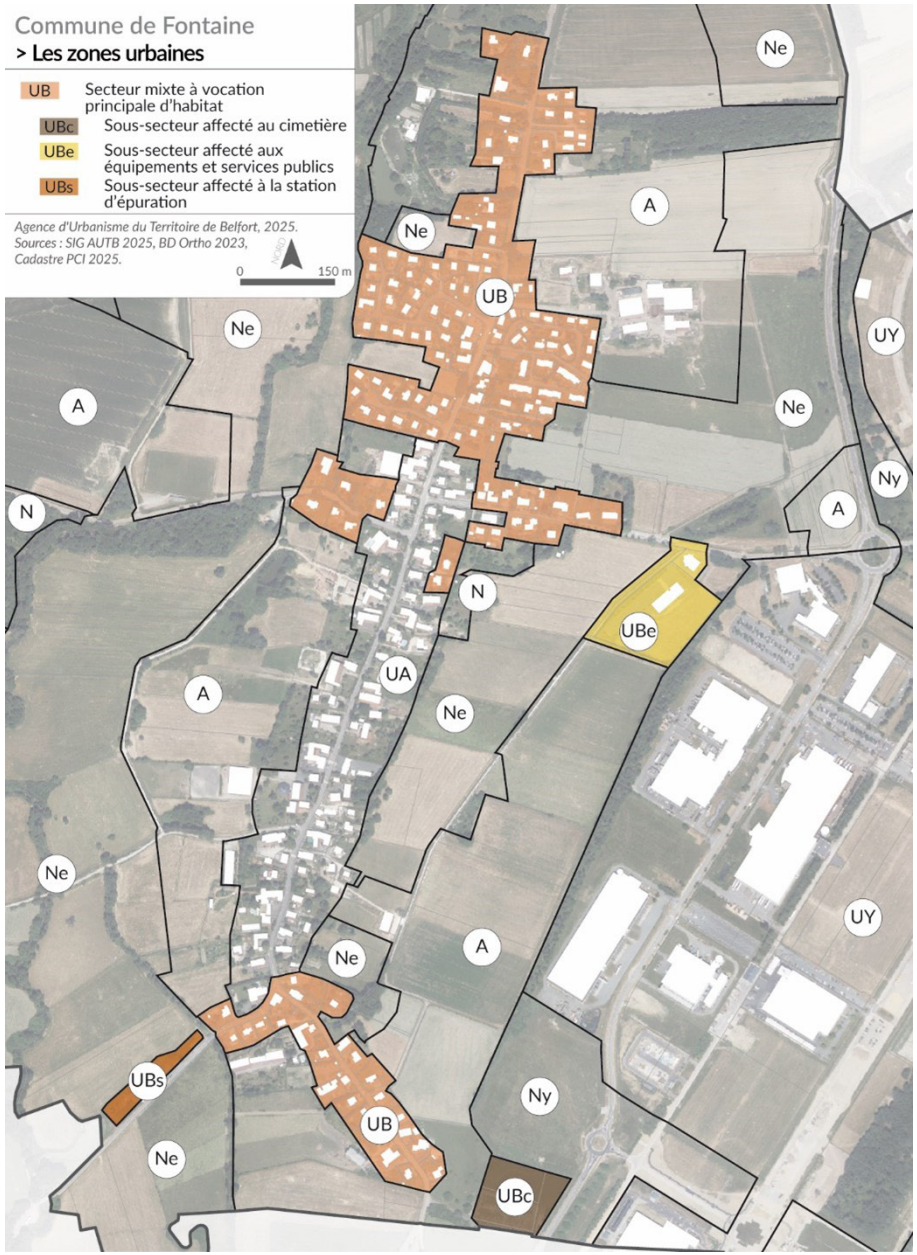
- UBc : qui intègre l'emprise actuelle du cimetière et son éventuelle extension ;
- UBe : ce sous-secteur dédié aux équipements et aux activités intègre un établissement et la salle communale. L'emprise de ce sous-secteur est également définie pour accueillir le projet de groupe scolaire à l'échelle du RPI ;
- UBs : il correspond notamment à la station d'épuration, ainsi qu'à quelques équipements de la commune (terrain de pétanque, terrain de sport, benne à déchets verts et différents points de collecte).

Usage des sols et destinations des constructions

Ce secteur a, tout comme le secteur UA, une vocation résidentielle. Pour accueillir une mixité fonctionnelle, quelques activités sont toutefois autorisées dans la limite de 300 m² de surface de plancher : artisanat et commerce de détail, activités de services, restauration et bureau.

À contrario, au sein des sous-secteurs UBc et UBs, les installations et équipements autorisées sont similaires à l'occupation actuelle de chaque sous-secteur.

Au sein du sous-secteur UBe, l'habitat est interdit, et d'autres activités peuvent s'implanter. Il s'agit là notamment de permettre l'évolution éventuelle de l'activité située devant la salle communale. Pour le reste du sous-secteur UBe, la commune, propriétaire du foncier, est garante de la réalisation d'un projet d'intérêt général, en lien avec la restructuration des équipements scolaires du RPI.



Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

Le secteur UB, même s'il comporte des caractéristiques architecturales différentes du secteur UA et des extensions récentes de type lotissement pavillonnaire, participe à la structure du 'village-rue' et comporte également du patrimoine bâti et paysager. Aussi, les règles d'objectifs sont identiques à celles du secteur UA :

- préserver une harmonie des volumes bâtis notamment depuis la rue,
- préserver une homogénéité visuelle (architecture, couleurs, ...) pour préserver le patrimoine communal,
- préserver le caractère végétalisé du village.

En matière d'implantation, les règles édictées imposent un recul minimal par rapport aux voies, en faisant une distinction entre les routes départementales et les autres voies. Les règles de recul relatives aux garages et aux piscines sont similaires à celles du secteur UA.

Concernant l'implantation des constructions par rapport aux parcelles voisines, la règle reprend les principes du règlement national d'urbanisme (RNU), en imposant un recul équivalent à la moitié de la hauteur avec un minimum de 3 mètres. Toutefois, l'implantation en limite séparative est autorisée en fonction de cas bien spécifiques (pour éviter notamment les conflits de voisinage), à savoir :

- lorsqu'un bâtiment est déjà implanté en limite, le règlement offre la possibilité de venir y accoler une construction,
- et des constructions accolées ou mitoyennes peuvent également s'implanter si elles sont édifiées dans le cadre d'un projet global.

Par ailleurs, afin d'optimiser l'occupation au sein des parcelles, les constructions annexes peuvent également déroger à la règle principale de recul, tant que leur volume reste modéré (hauteur totale : 2,50 m maximum ; surface de plancher (ou emprise au sol) : 20 m² maximum).

Concernant la hauteur, les constructions comportent une hauteur plus faible qu'en secteur UA, dans la majeure partie des cas, elles ont deux niveaux (rez-de-chaussée et combles aménagés). Le règlement ouvre des possibilités de densifier ce tissu pavillonnaire en autorisant les constructions à trois niveaux (R+1+combles).

Pour les sous-secteurs, les hauteurs ne sont pas réglementées au vu du faible nombre de constructions qui vont s'y implanter.

En matière d'aspect extérieur et d'insertion dans le paysage, la diversité des constructions, et notamment de leur toiture, ont conduit les élus à faire un choix radicalement différent des règles de la zone UA. Ils ont souhaité introduire une règle d'objectif permettant d'encourager les nouvelles formes d'habitat et permettre des démarches novatrices. Aussi, les toitures sont libres à condition que les constructions répondent à plusieurs critères cumulatifs : former un ensemble harmonieux, comporter plusieurs volumes mis en valeur par des jeux de couleurs, s'insérer dans le paysage urbain et naturel, et s'intégrer avec les constructions voisines. Cette règle permet également d'anticiper les évolutions, notamment en matière de matériaux et de performances énergétiques. A contrario, en cas de toiture traditionnelle (2 pans), les toitures devront conserver un débord de toit, être en tuiles dans les tons rouges, bruns ou anthracite.

Concernant les façades, elles doivent respecter le nuancier communal. Une harmonie est attendue à l'échelle de la parcelle (avec les constructions annexes) ainsi qu'en cas de constructions mitoyennes.

À noter que certaines bâtisses en secteur UB sont concernées par une protection patrimoniale avec l'obligation de conserver certains éléments architecturaux.

L'installation de clôtures est plus souple en secteur UB. Les hauteurs sont similaires à celles du secteur UA, afin de conserver des perspectives paysagères sur rue, tout en offrant la possibilité de se réserver des espaces d'intimité par rapport aux voisins (en laissant au moins 50 % d'espaces non opaques sur chaque linéaire de clôture en limite séparative). Concernant les murs de clôtures et les grilles en fer forgé existants, le règlement impose leur conservation et leur restauration le cas échéant.

Les règles afférentes aux haies sont identiques à celles du secteur UA, avec notamment l'interdiction de planter des haies à essences monospécifiques à feuilles persistantes et également en imposant une limite aux espèces à feuilles persistantes (30 %).

Le coefficient de biotope par surface est plus strict qu'en secteur UA, car les terrains peuvent aménager plus de surfaces éco-aménageables en secteur UB notamment car l'emprise au sol des constructions est plus faible. Seuls les sous-secteurs UBc et UBs n'ont pas d'obligation en matière de CBS au vu de leur vocation.

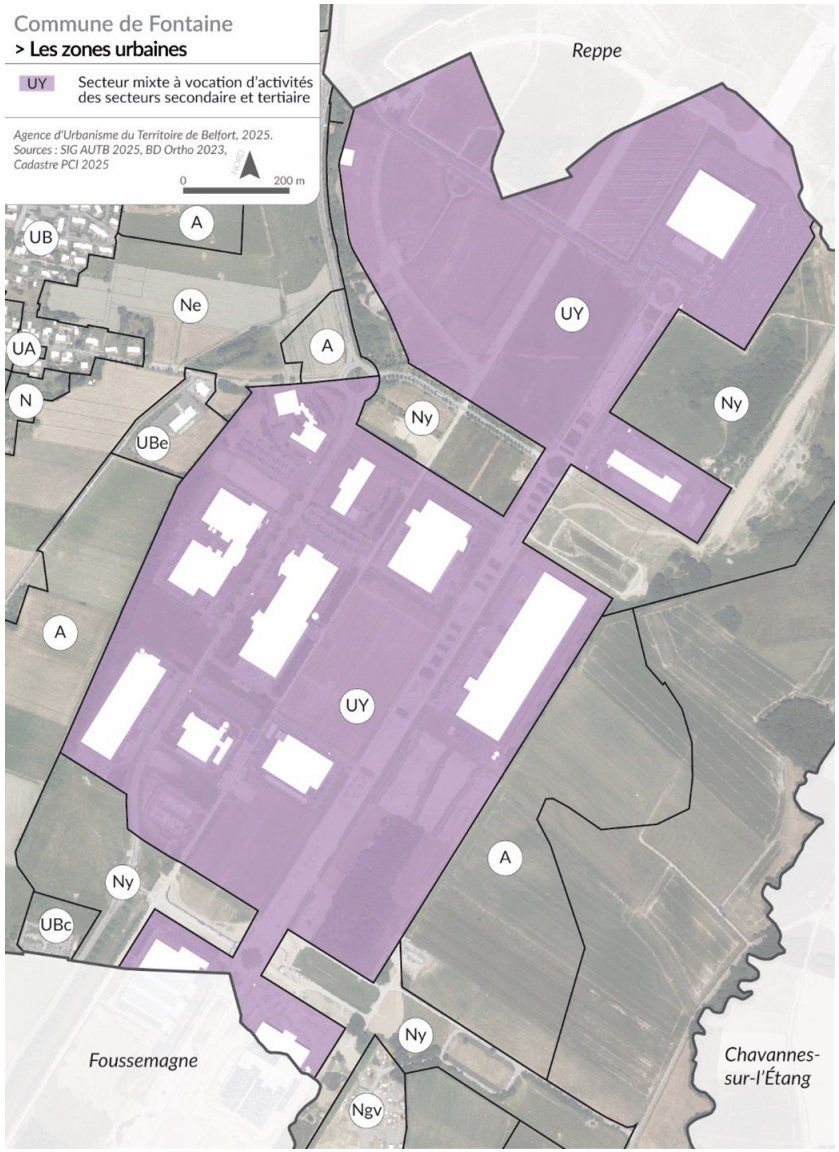
En matière de stationnement, les normes sont les mêmes qu'en secteur UA. Les places de stationnement doivent être calculés en fonction d'un ratio selon la surface de plancher créée. Pour ces règles, les secteurs UBc et UBs sont également exclus.

Équipements et réseaux

Les règles concernant la desserte et les accès permettent de rappeler les règles générales. Pour le raccordement aux réseaux, les nouvelles constructions doivent respecter les règles en vigueur. Les réseaux électriques et de communications doivent être réalisés en souterrain afin de limiter les atteintes aux paysages.

Le secteur UY

Le secteur UY a été défini en prenant en compte l'autorisation environnementale accordée pour le site économique de l'Aéroparc en 2020. Il correspond à l'ensemble des lots maintenus constructibles.



Usage des sols et destinations des constructions

Les destinations autorisées sont en lien avec la vocation économique du site de l'Aéroparc. Des activités complémentaires à la présence d'entreprises, comme la restauration, sont également autorisées afin de proposer une offre pour les personnels.

En outre, la possibilité de créer du 'logement' est autorisé, uniquement si celui-ci est nécessaire à l'activité.

Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

L'implantation des constructions respecte le schéma préexistant comportant une ligne d'implantation obligatoire le long des deux axes de circulation principaux du site. Dans les autres cas, le recul est fixé à au moins 15 mètres.

En matière d'implantation par rapport aux limites séparatives, les bâtiments doivent se reculer d'au moins la moitié de leur hauteur, sans être inférieur à 4 mètres. Cette règle permet de ménager des espaces de circulations, de stationnement et d'aménités pour les travailleurs, et elle permet également de limiter la propagation du feu entre les bâtiments en cas d'incendie.

Le règlement limite l'emprise au sol des constructions à 50 % de l'unité foncière, cette règle est édictée en cohérence avec le recul des bâtiments par rapport aux limites séparatives.

La hauteur des bâtiments est limitée de deux manières :

- par rapport à une cote NGF en fonction du terrain naturel (NGF 385),
- par rapport à l'égout du toit ou à l'acrotère en fonction du terrain fini après travaux (20 m).

Une règle spécifique pour les constructions de la destination 'habitation' est établie au cas où ces constructions ne soient pas intégrées au bâtiment d'activités.

En matière d'aspect extérieur, le règlement du site de l'Aéroparc suit une charte précise pour les couleurs de façades et les couleurs de clôture afin de présenter une unité architecturale. L'aspect bois est également autorisé, pour intégrer les nouvelles tendances dans la construction de bâtiments d'activités.

À noter que certaines clôtures doivent être perméables à la faune (elles sont localisées en annexe du règlement) afin de conserver des continuités écologiques au sein du site économique.

Pour le site de l'Aéroparc, une liste d'essences spécifiques est annexée au règlement, et de nombreux espaces sont identifiés en tant qu'ensemble arboré à protéger ou à réaliser (L.151-23 du code de l'urbanisme). Par ailleurs, il est attendu que les espaces libres et les espaces de stationnement soient aménagés et plantés.

Concernant le stationnement, un nombre de place est fixée en fonction d'un ratio en surface de plancher. Les seuils de surface de plancher sont élevés afin de ne pas créer des espaces dédiés au stationnement qui ne seraient pas réellement nécessaires notamment au vu du type d'activité majoritairement présent à l'Aéroparc (logistique).

Équipements et réseaux

Les règles concernant la desserte, les accès et les réseaux permettent de rappeler les règles générales, y compris pour les installations industrielles. Concernant les eaux pluviales, les porteurs de projet doivent se reporter aux prescriptions de l'autorisation environnementale de 2020.

La zone A

La zone agricole comprend les espaces à vocation agricole (cultures, prairies) ayant un potentiel agronomique, biologique ou économique. Toutes les terres agricoles du ban communal ne bénéficient pas d'un classement en zone A, car certaines relèvent des milieux humides. Aussi, il convient d'y interdire la construction, elles sont donc classées en secteur Ne (cf. paragraphe suivant). Ce classement n'a pas d'impact sur l'utilisation du sol : les terres classées en Ne peuvent continuer à être exploitées par des agriculteurs.

Usage des sols et destinations des constructions

En zone agricole, les conditions d'implantations sont strictes, afin de préserver l'outil agricole. En effet, seules sont autorisées les destinations en lien avec l'activité pour permettre :

- l'implantation de bâtiments agricoles,
- la création de logement, si celui-ci est nécessaire à l'activité,
- ainsi que la possibilité de créer des locaux de vente directe (via la destination 'artisanat et commerce de détail'), uniquement s'ils constituent le prolongement de l'acte de production.

Pour les autres constructions présentes en zone A à la date d'approbation du présent document, et ne relevant pas d'une des destinations autorisées, seules l'adaptation et la réfection sont possibles.

Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

En matière d'implantation, les reculs par rapport aux voies des constructions agricoles sont définis afin que les engins agricoles ne viennent pas gêner la circulation lors de l'accès à leur bâtiment. Des distances de recul différentes sont retenues pour les autres destinations autorisées.

Concernant les limites séparatives, un recul de 4 mètres est demandé, notamment pour favoriser l'entretien des espaces entre les bâtiments et les parcelles voisines. En outre, lorsque les limites de la zone A jouxtent des limites des secteurs UA et UB, deux conditions de recul sont attendues :

- le principe de la réciprocité (dans le respect de l'article L.111-3 du code rural et de la pêche maritime) doit s'appliquer à partir de la limite de la zone, et non à partir des constructions appartenant aux tiers,
- lorsque le bâtiment n'est pas soumis à un périmètre de réciprocité, le recul de celui-ci doit être au moins égal à sa hauteur.

Ces deux conditions sont édictées afin de limiter les conflits de voisinage et d'usage. À contrario, en cas d'extension d'un bâtiment existant, la règle prévoit une dérogation à ces deux conditions, pour ne pas porter préjudice aux exploitations agricoles fonctionnelles de la commune.

Les hauteurs des bâtiments sont fixées en cohérence avec les besoins du monde agricole. Pour les destinations 'logement' et 'artisanat et commerce détail', les hauteurs maximales sont identiques à celles du secteur UB.

En matière d'aspect extérieur, les règles concernant les bâtiments agricoles sont peu contraignantes. L'attente principale concerne l'insertion paysagère tant pour le choix d'implantation du bâtiment, que pour le type de toiture ainsi que la façade. Une précision est apportée pour les toitures qui doivent être à deux pans, dans les tons rouges.

Pour les deux autres destinations autorisées, les règles en matière d'aspect extérieur sont identiques à celles du secteur UB afin d'avoir une cohérence dans l'architecture, car les zones A les plus propices à accueillir des constructions se situent relativement proches du tissu urbain.

Enfin, concernant le traitement paysager, l'ensemble des constructions en zone A doit garantir une bonne insertion paysagère. Ce sont souvent des bâtiments imposants, qui marquent le paysage, ce qui signifie qu'une attention particulière doit être portée sur ce point. Aucun CBS n'est mis en place, car il est difficilement applicable dans ce type de zone.

Quant au stationnement, aucune norme chiffrée n'est imposée. Chaque projet devra assurer un nombre de places de stationnement cohérent avec la destination de la construction.

Équipements et réseaux

Les règles concernant la desserte, les accès et les réseaux permettent de rappeler les règles générales.


Larivière
Vauthiermont
Reppe
Lacollonge
Frais
Foussemagne
Chavannes-sur-l'Étang
Commune de Fontaine
> Les zones agricoles
A Zone agricole
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, 2025.
Sources : SIG AUTB 2025, BD Ortho 2023,
Cadastre PCI 2025.
0
300 m

La zone N

La zone naturelle et forestière comprend les espaces à protéger en raison de la qualité des milieux et espaces naturels notamment d'un point de vue écologique. La zone N compte la majeure partie des boisements, notamment ceux à l'ouest du ban communal qui joue un rôle fondamental dans les continuités écologiques, ainsi qu'une partie des terrains prévus pour l'aménagement de la 2e phase de la ligne LGV.

Plusieurs secteurs font partie de la zone N :

- le secteur Ne qui correspond aux milieux dont la qualité écologique est élevée. Il s'agit en majeure partie des milieux humides, notamment liés à la présence de la Saint-Nicolas et de la Loutre ;
- les secteur Ny et Ngv qui font partie du site de l'Aéroparc : les parties inconstructibles des lots correspondent au secteur Ny et l'aire de grand passage des gens du voyage est identifiée en secteur Ngv.

Usage des sols et destinations des constructions

En zone naturelle et forestière, seuls les installations et équipements d'intérêt public sont autorisés. En outre, le secteur Ne bénéficie d'une protection plus stricte car aucune construction n'y est autorisée, ni aucun changement de la nature du sol (type exhaussement ou affouillement) afin de ne pas perturber les milieux qui sont protégés.

Caractéristiques urbaines, architecturales, environnementales et paysagères

En matière d'aspect extérieur, seules les clôtures sont réglementées afin d'être en accord avec l'autorisation environnementale de 2020 qui prévoit que certaines clôtures soient perméables à la faune.

En outre, les espaces arborés à protéger ou à réaliser dans les secteurs Ngv et Ny doivent être en accord avec les essences autorisées au sein de l'Aéroparc.

Équipements et réseaux

Les règles concernant la desserte, les accès et les réseaux permettent de rappeler les règles générales. En outre, en secteur Ny, les prescriptions relatives aux eaux pluviales sont précisées afin de rappeler qu'il convient de se reporter aux prescriptions de l'autorisation environnementale de 2020.


Larivière
Vauthiermont
Reppe
Lacollonge
Frais
Foussemagne
Chavannes-sur-l'Étang
N
A
Ne
UB
UBe
UA
UBs
Ny
Ngv
Commune de Fontaine
> Les zones naturelles et forestières
N Zone naturelle et forestière
Ne Sous-secteur de protection écologique
Ngv Sous-secteur dédié à l'aire de grand passage des gens du voyage
Ny Sous-secteur correspondant aux parties non constructibles de l'Aéroparc
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, 2025.
Sources : SIG AUTB 2025, BD Ortho 2023, Cadastre PCI 2025.
0
300 m


Larivière
Vauthiermont
Reppe
Lacollonge
Frais
Foussemagne
Chavannes-sur-l'Étang
Commune de Fontaine
> Prescriptions
Continuités écologiques (ripisylves, bandes boisées, bosquets, ...)
Éléments caractéristiques du paysage (verger, ensembles arborés, haies, ...)
Ensemble arboré à réaliser
Zones humides
Lignes d'implantation
Anciennes décharges
Emplacement réservé
Agence d'Urbanisme du Territoire de Belfort, 2025.
Sources : SIG AUTB 2025, BD Ortho 2023, Cadastre PCI 2025.
0
300 m

Secteurs avec interdiction de constructibilité

(R.151-31 2° du code de l'urbanisme)

Les secteurs inconstructibles sont nature différente avec la localisation d'anciennes décharges et la préservation des zones humides.

Identifier et rendre inconstructible les sites des deux anciennes décharges de la commune permet à la fois de conserver la mémoire de ces sites, et d'autre part d'informer sur la nature de leur sous-sol. Aucune construction n'y est autorisée notamment en raison de l'instabilité du sol.

Tous les secteurs identifiés comme humides suite aux trois expertises de type loi sur l'eau menées sur la commune ainsi que les zones humides au sein de l'Aéroparc sont protégés. Le règlement stipule que les constructions sont interdites et qu'aucun affouillement ou exhaussement de sol n'y est autorisé afin de protéger la fonctionnalité de ces milieux.

Éléments caractéristiques du paysage

(R.151-43 5° du code de l'urbanisme)

Plusieurs ensembles contribuent au patrimoine végétal de Fontaine. Même s'ils sont également utiles au sein de la trame verte et bleue, leur intérêt prépondérant réside dans le rôle qu'ils jouent dans le paysage.

Aussi, un verger est protégé en cœur de village ainsi que quelques haies et bandes boisées notamment le long du chemin agricole séparant le village de l'Aéroparc. Les éléments protégés sont notamment en accord avec le Plan Paysage de Grand Belfort.

Au sein de l'Aéroparc, plusieurs ensembles arborés à protéger sont identifiés comme éléments caractéristiques du paysage ainsi que les stations de trèfle strié. Un ensemble arboré reste à réaliser, il est identifié comme tel dans le PLU.

Continuités écologiques

(R.151-43 4° et R.151-43 8° du code de l'urbanisme)

Les continuités écologiques identifiées au sein du ban communal sont en grande partie liée aux milieux humides. En effet, ce sont les ripisylves qui traversent la commune du nord au sud de la Saint-Nicolas, à l'ouest du village, et celles de la Loutre, marquant la limite avec les communes de Reppe et Chavannes-sur-l'Étang, qui sont identifiées. Les ensembles arborés au nord de la commune, le long de la RD 60 sont également recensées comme continuités écologiques, car ils peuvent notamment servir de support à la faune pour traverser cet axe routier.

Les éléments protégés au titre des continuités ne devront pas être détruits. Si tel était le cas, le règlement stipule notamment que des mesures compensatoires devront être mises en œuvre.

Emplacement réservé

(R.151-48 2° du code de l'urbanisme)

Dans son projet, la commune souhaite proposer une nouvelle offre de stationnement public au centre de la commune. En effet, bien que quelques places de stationnement soient disponibles à proximité de la mairie, la présence des commerces, notamment le restaurant, peut engendrer des problématiques de circulation sur le domaine public. Ce futur parking permettra également de proposer une offre de stationnement lors de cérémonies religieuses (enterrement, mariage, etc.).

L'emplacement réservé, d'une superficie de 788 m², se situe devant un ancien bâtiment agricole. Lors de réalisation du parking, l'accès à ce bâtiment devra être conservé ou amélioré.

Lignes d'implantation

(R.151-39 du code de l'urbanisme)

Comme évoqué dans la partie relative au secteur UY, les lignes d'implantation obligatoires pour les façades sur l'Aéroparc sont maintenues. En structurant l'implantation des constructions, elles contribuent à la qualité paysagère de la zone. Un lot est cependant exempt de cette obligation, afin de permettre l'implantation d'un bâtiment tout en conservant des éléments boisés au sein du lot (au sud-est de l'Aéroparc, à proximité du secteur Ngv).

Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

(R.151-6 du code de l'urbanisme)

Un seul secteur d'OAP est présent à Fontaine, il s'agit du site de l'Aéroparc. Le périmètre de l'OAP sectorielle couvre les trois secteurs : UY, Ny et Ngv.

Patrimoine bâti à protéger

(R.151-41 3° du code de l'urbanisme)

Le tissu urbain de la commune, notamment en secteur UA, est riche en patrimoine bâti. Ce sont notamment des maisons à colombages ou d'anciennes maisons de maître qui comportent des caractéristiques architecturales et des types de clôtures bien spécifiques.

Aussi, trois constructions remarquables sont identifiées et comportent des prescriptions précises concernant les éléments à préserver, entretenir ou éventuellement restituer. Les prescriptions pour ces trois bâtisses viennent également encadrer les modifications interdites.

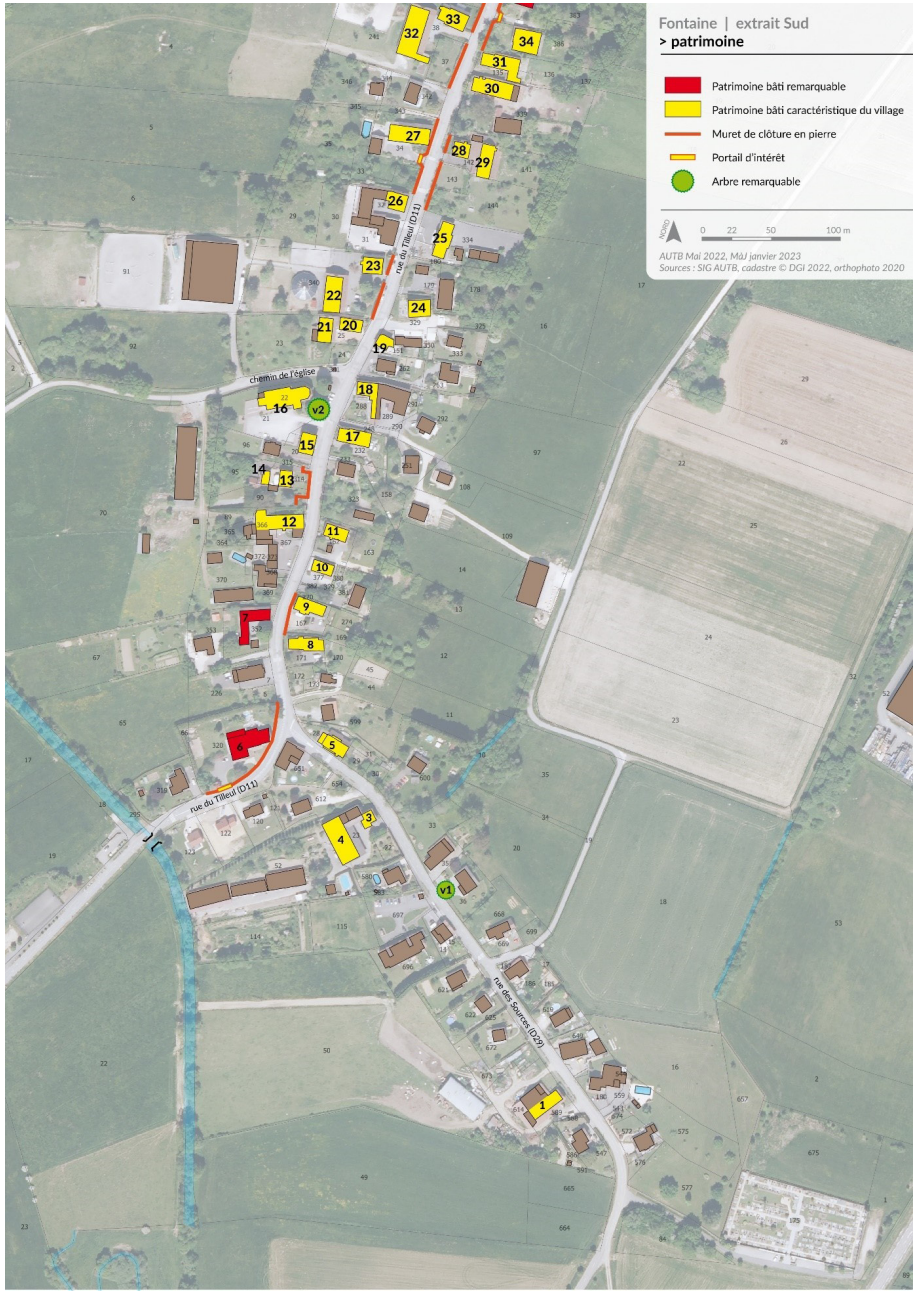
Pour les quarante-huit autres constructions recensées, des éléments architecturaux marquants sont listés dans le règlement, et dès lors que la construction identifiée en comporte un ou plusieurs, ils doivent être conservés. Ces éléments concernent notamment les toitures, les façades, ainsi que des éléments de décors.

Les murs et murets en pierre sont également recensés, ainsi que les clôtures en fer forgé et certains portails.

En outre, trois arbres sont identifiés comme des élément relevant du patrimoine, car ils sont structurants et ils marquent le paysage des rues. Pour deux d'entre eux, le Tilleul et le séquoia, ils délimitent également de manière implicite l'effet de 'centre' du village.

L'ensemble des éléments identifiés par le règlement doit être conservés afin de préserver le patrimoine communal de Fontaine.




Fontaine | extrait Sud
> patrimoine
Patrimoine bâti remarquable
Patrimoine bâti caractéristique du village
Muret de clôture en pierre
Portail d'intérêt
Arbre remarquable
0 22 50 100 m
AUTB Mai 2022, MàJ janvier 2023
Sources : SIG AUTB, cadastre © DGI 2022, orthophoto 2020
rue du Tilleul (D11)
chemin de l'église
rue des Sources (D29)

PARTIE IV
Tableau de synthèse des surfaces et indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan



Tableau de synthèse des surfaces

Zones et secteurs		Superficie	Pourcentage par rapport au territoire communal
Urbaines (U) **152,8 ha** **22,0 %**	UA	13,1 ha	1,9 %
	UB	21,3 ha	3,1 %
	UBc	1,3 ha	0,2 %
	UBe	2,4 ha	0,3 %
	UBs	0,5 ha	0,1 %
	UY	114,7 ha	16,5 %
Agricoles (A) **161,4 ha** **23,2 %**	A	161,4 ha	23,2 %
Naturelles et forestières (N) **380,8 ha** **54,7 %**	N	177,2 ha	25,5 %
	Ne	148,7 ha	21,4 %
	Ny	47,5 ha	6,8 %
	Ngv	7,5 ha	1,1 %
TOTAL		695,6 ha	

Indicateurs

L'article R.151-4 du code de l'urbanisme dispose que le rapport de présentation doit identifier les indicateurs nécessaires à l'analyse des résultats de l'application du plan. **Cette analyse doit avoir lieu**, au plus tard, **6 ans après la délibération portant approbation du plan local d'urbanisme** (art. L.153-27 du code de l'urbanisme).

C'est pour permettre ce suivi, qu'une liste d'indicateurs simples a été retenue pour chacune des orientations du PADD. Ces indicateurs permettront de mettre en évidence les évolutions positives ou négatives au sein de la commune, sous l'effet des travaux, aménagements et constructions autorisés par le PLU. Cette liste reprend les indicateurs issus de l'évaluation environnementale.

Outre son obligation réglementaire, ce suivi sera utile pour orienter et justifier les futures évolutions du PLU.

Orientations du PADD	Indicateurs de suivi	Référent	Source
Axe 1 – Assurer un développement raisonné du village			
Assurer un développement raisonné de la population et des logements	Évolution du nombre d'habitants	Commune	INSEE
Préserver une offre de logements diversifiée	Part des logements individuels, collectifs, intermédiaires dans la production de nouveaux logements	Commune	Commune, Sit@del, INSEE
	Nombre et part de logements locatifs sociaux	Commune	RPLS
Développer le village de manière raisonnée	Nombre et part de la construction neuve et de la rénovation	Commune	Commune, Sit@del, INSEE
Axe 2 – Préserver la qualité du cadre de vie de Fontaine			
Préserver le patrimoine, bâti et naturel, du village	Nombre et objet des demandes de PC et DP sur le bâti et les clôtures disposant de prescriptions patrimoniales	Commune	Commune, GBCA, Sit@del
Préserver les éléments caractéristiques du paysage	Nombre de DP portant sur les éléments du paysage recensés	Commune	Commune, GBCA
Axe 3 – Maintenir la dynamique économique et l'offre d'équipements et de services			
Promouvoir un développement pérenne de l'Aéroparc	Évolution du nombre d'emplois	Commune	INSEE, SIRENE, OSE de l'AUTB
	Évolution du nombre d'établissements	Commune	INSEE, SIRENE, OSE de l'AUTB
Conserver une mixité d'activités, d'équipements et de services au sein du village	Évolution des équipements, commerces et services	Commune	Commune, INSEE, Sit@del
	Évolution des effectifs scolaires	Commune	Commune, DSDEN
Pérenniser l'activité agricole	Évolution de la surface agricole utile (SAU)	Commune	Agreste, Chambre d'Agriculture, DDT
	Évolution du nombre d'exploitations agricoles	Commune	Agreste, Chambre d'Agriculture, DDT
	Nombre de PC pour extension ou nouveaux bâtiments des constructions existantes en zone A	Commune	Chambre d'Agriculture, DDT, GBCA
	Nombre de projets de diversification agricole	Commune	Chambre d'Agriculture, DDT
Axe 4 – Promouvoir un développement responsable pour préserver les richesses agricoles, naturelles et forestières de la commune			
Protéger les espaces à enjeux environnementaux	S'assurer du maintien des éléments protégés	Commune	Photo-interprétation, terrain
Maintenir les continuités écologiques	Linéaire d'arbres plantés, de haies et de ripisylves	Commune	Photo-interprétation
Maîtriser l'impact sur l'environnement	Création de réseaux d'énergie	Commune	Commune, Territoire d'énergie 90
Axe 5 – Concevoir les déplacements comme vecteurs de durabilité du projet			
Favoriser une circulation apaisée au sein du village	Réalisation des aménagements de voirie dont la création de nouveaux cheminements doux	Commune	Commune
	Maintien des cheminements piétons	Commune	Commune
Gérer le stationnement	Évolution du nombre de places de stationnement public	Commune	Commune
	Évolution de la fréquentation des lignes 23 et 92	Commune	SMTC
Axe 6 – Intégrer la problématique des risques et des servitudes au projet de territoire			
Adapter le projet aux servitudes instaurées sur le territoire communal	S'assurer de la mise à jour des servitudes d'utilité publique	Commune	Commune, Préfecture du Territoire de Belfort
Prendre en compte les risques dans le développement du village	Évolution de l'arrêté préfectoral sur les infrastructures de transport et les nuisances sonores	Commune	Commune, Préfecture du Territoire de Belfort
	Nombre de PC ou DP dans les secteurs concernés par les mouvements de terrains (en incluant les refus)	Commune	Commune, GBCA, Sit@del

ANNEXES



Annexe n°1 : Lexique
Annexe n°2 : Statuts de protection des oiseaux et leur explication
Annexe n°3 : Pourquoi planter des haies ?
Annexe n°4 : Carte des zones humides de la DREAL
Annexe n°5 : Zone humide et SDAGE
Annexe n°6 : Les zones Natura 2000 dans le Territoire-de-Belfort
Annexe n°7 : Les zones Natura 2000 en Franche-Comté
Annexe n°8 : Carte des zones d'AOC dans le Territoire de Belfort
Annexe n°9 : Carte des zones agricoles défavorisées dans le 90
Annexe n°10 : Contour exact de la zone Natura 2000 (extrait local)
Annexe n°11 : Fiche Natura 2000
Annexe n°12 : Extrait des fiches communes de l'atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014
Annexe n°13 : Fiche entomologie de l'atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014
Annexe n°14 : Limite de la ZNIEFF de type 1
Annexe n°15 : Limite de la ZNIEFF de type 2
Annexe n°16 : La TVB (trame verte et bleue) et le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Territoire de Belfort
Annexe n°17 : Aspects de maîtrise de l'occupation du sol et d'évolution du territoire sur lesquels le document d'urbanisme peut agir

ANNEXE 1 - Lexique

gradient croissant d'acidité du sol

calcicole ou calciphile ou alcalin

basicline ou calciline

neutrobasique ou neutro-basophile ou neutrocline

neutrophile

mésoneutrophile

acidicline ou acidocline ou mésoacidiphile

acidophile ou acidiphile

gradient croissant de richesse du sol en nutriments (eutrophisation)

oligotrophe

mésotrophe

mésoeutrophe

eutrophe

gradient croissant d'hydromorphie du sol

xérophile

mésoxérophile

mésophile

mésohygrophile ou hygrocline

hygrophile

acidicline ou acidocline = se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat caractérisé par une acidité modérée.

acidophile ou acidiphile = se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat acide.

Annexe I de la directive habitats : liste des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.

Annexe I de directive Oiseaux : Les espèces mentionnées à l'annexe I font l'objet de mesures de conservation spéciale concernant leur habitat, afin d'assurer leur survie et leur reproduction dans leur aire de distribution.

La préservation, le maintien et le rétablissement des biotopes et des habitats comportent en premier lieu les mesures suivantes:

a) création de zones de protection ;

b) entretien et aménagement conformes aux impératifs écologiques des habitats se trouvant à l'intérieur et à l'extérieur des zones de protection ;

c) rétablissement des biotopes détruits ;

d) création de biotopes.

degré d'hydromorphie : degré de saturation du sol en eau, pouvant entraîner des phénomènes de réduction ou ségrégation du fer ainsi qu'un éventuel déficit en oxygène.

eutrophe : qui possède une très forte teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol eutrophe) qui croissent sur des sols ou dans des eaux très riches en éléments minéraux (plantes ou peuplements eutrophes).

eutrophisation : accroissement anarchique de la quantité de sels nutritifs d'un milieu, notamment des eaux de surface, polluées par les résidus d'engrais, les rejets d'eaux usées, etc, et qui conduit à la pullulation des êtres vivants les plus nitrophiles (algues filamenteuses par exemple) et la simplification de l'écosystème (baisse importante de la diversité, disparition d'espèces devenant rares du fait de la généralisation de ce phénomène).

formation végétale : groupement de plantes défini d'après la physionomie, la structure et l'architecture des végétaux qui le compose, par exemple : forêt, fourré, lande, prairie et pelouse herbeuse…

hydromorphie : caractérise un sol hydromorphe ; hydromorphe : les sols hydromorphes sont caractérisés par des phénomènes de réduction ou ségrégation locale du fer, liés à une saturation temporaire ou permanente par l'eau, provoquant un déficit en oxygène.

hygrophile : qui nécessite ou supporte un sol engorgé d'eau.

méso eutrophe : de "méso", terme modérateur et "eutrophe" qui croissent sur des sols ou dans des eaux très riches en éléments minéraux (plantes ou peuplements eutrophes).

mésohygrophile : de "méso", terme modérateur et "hygrophile", qui nécessite ou supporte un sol engorgé d'eau.

mésophile : se dit d'une plante ou d'un groupement de plantes croissant de préférence sur un substrat présentant des caractères peu accusés, en particulier ni trop sec ni trop humide

neutrophile : se développant sur un sol à pH proche de la neutralité.

oligotrophe : qui possède une faible teneur en éléments nutritifs assimilables par la végétation (eau ou sol oligotrophe) qui croissent sur des sols désaturés ou dans des eaux très pauvres en éléments minéraux (plantes ou peuplements oligotrophes).

ORGFH : orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats.

SBFC/CBNFC : Société Botanique de Franche-Comté / Conservatoire Botanique National de Franche-Comté.

thermophile : se dit d'une plante croissant de préférence dans des sites chauds et ensoleillées. Par extension, se dit d'un groupement de plante nécessitant les mêmes conditions.

ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Floristique et Faunistique. L'inventaire ZNIEFF, géré par le ministère de l'environnement sert à élaborer les porter à connaissance, des synthèses, des atlas… Il indique la présence d'enjeux majeurs. Comme tout recensement, il n'est pas exhaustif. Même si les ZNIEFF n'ont en elles-mêmes aucune valeur juridique directe, négliger leur présence peut faire l'objet de recours.

ZNIEFF de type 1 : les ZNIEFF de type 1sont des secteurs d'une superficie généralement limitée caractérisés par la présence d'espèces remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées.

ZNIEFF de type 2 : les ZNIEFF de type 2 sont constituées de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés ou offrant des potentialités importantes dans lesquels il importe de respecter les grands équilibres biologiques (domaines vitaux…).

Le réseau Natura 2000 et les directives oiseaux et faune-flore-habitats.

Le réseau Natura 2000 a pour objet la mise en place au niveau européen d'un réseau de sites abritant des milieux naturels et espèces devenus rares ou menacés. Ces espèces ou habitats, d'intérêt communautaire sont précisés dans les annexes des directives[1] (directive oiseaux et directive faune-flore-habitats).

Le réseau Natura 2000 sera constitué à terme de ZPS : Zones de Protection Spéciale (directive oiseaux) & de ZSC : Zones Spéciales de Conservation (directive habitat), dans lesquelles les activités humaines seront maintenues. Un comité de pilotage local valide les différentes étapes du travail et accompagne la mise en place d'un document d'objectifs (docob). Le docob synthétise l'ensemble des données biologiques et socio-économiques et propose des orientations et mesures de gestion à appliquer. Des actions favorables aux milieux seront proposées aux acteurs locaux sur la base du volontariat. Leur contractualisation (Mesures ou Contrats Natura 2000 hors zones agricoles) permet l'obtention d'aides financières en contrepartie des contraintes imposées par un cahier des charges.

SIC : Sites d'Intérêt Communautaire

[1] ***annexe I de la directive habitats*** *: liste des types d'habitats naturels d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.*
annexe II de la directive habitats *: Espèces animales et végétales d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation.*
annexe III = directive oiseaux *: Espèces d'oiseaux d'intérêt communautaire dont la conservation nécessite la désignation de zones de protection spéciale.*

ANNEXE 2 - Statuts de protection des oiseaux

Nom français	*Nom latin*	Protection France	Directive Habitats Directive Oiseaux	UICN France	UICN F-Comté	Déterminant ZNIEFF et conditions	Priorité action Franche-Comté (O.R.G.F.H.)
Héron cendré	*Ardea cinerea*	Esp, biot		LC	LC		5
Milan noir	*Milvus migrans*	Esp, biot	I	LC	NT°		3
Buse variable	*Buteo buteo*	Esp, biot		LC	LC		5
Faucon crécerelle	*Falco tinnunculus*	Esp, biot		LC	LC		4
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	Chasse	III,1	LC	LC		C
Tourterelle turque	*Streptopelia decaocto*	Chasse	II,2	LC	LC		5
Martin-pêcheur d'Europe	*Alcedo atthis*	Esp, biot	I	LC	DD		4
Pic vert	*Picus viridis*	Esp, biot		LC	LC		3
Pic épeiche	*Dendrocopos major*	Esp, biot		LC	LC		5
Alouette des champs	*Alauda arvensis*	Chasse	II,2	LC	LC		4
Bergeronnette des ruisseaux	*Motacilla cinerea*	Esp, biot		LC	LC		5
Bergeronnette grise	*Motacilla alba*	Esp, biot		LC	LC		5
Troglodyte mignon	*Troglodytes troglodytes*	Esp, biot		LC	LC		5
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	Esp, biot		LC	LC		5
Rougequeue noir	*Phoenicurus ochruros*	Esp, biot		LC	LC		5
Tarier pâtre	*Saxicola rubicola*	Esp, biot		LC	LC		4
Merle noir	*Turdus merula*	Chasse	II,2	LC	LC		5
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	Chasse	II,2	LC	LC		5
Grive litorne	*Turdus pilaris*	Chasse	II,2	LC	NT°		5
Grive draine	*Turdus viscivorus*	Chasse	II,2	LC	LC		5
Fauvette à tête noire	*Sylvia atricapilla*	Esp, biot		LC	LC		5
Pouillot véloce	*Phylloscopus collybita*	Esp, biot		LC	LC		5
Roitelet à triple bandeau	*Regulus ignicapilla*	Esp, biot		LC	LC		5
Mésange à longue queue	*Aegithalos caudatus*	Esp, biot		LC	LC		5
Mésange nonnette	*Poecile palustris*	Esp, biot		LC	DD		4
Mésange bleue	*Cyanistes caeruleus*	Esp, biot		LC	LC		5
Mésange charbonnière	*Parus major*	Esp, biot		LC	LC		5
Sittelle torchepot	*Sitta europaea*	Esp, biot		LC	LC		5
Grimpereau des jardins	*Certhia brachydactyla*	Esp, biot		LC	LC		5
Pie-grièche écorcheur	*Lanius collurio*	Esp, biot	I	LC	NT°		3
Geai des chênes	*Garrulus glandarius*	Chasse	II,2	LC	LC		C
Pie bavarde	*Pica pica*	Chasse	II,2	LC	LC		C
Choucas des tours	*Corvus monedula*	Esp, biot	II,2 - NC	LC	DD		5
Corneille noire	*Corvus corone*	Chasse	II,2	LC	LC		B
Étourneau sansonnet	*Sturnus vulgaris*	Chasse	II,2	LC	LC		4, B
Moineau domestique	*Passer domesticus*	Esp, biot		LC	LC		5
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	Esp, biot		LC	LC		5
Verdier d'Europe	*Carduelis chloris*	Esp, biot		LC	LC		5
Chardonneret élégant	*Carduelis carduelis*	Esp, biot		LC	LC		5
Bouvreuil pivoine	*Pyrrhula pyrrhula*	Esp, biot		VU	DD		5
Grosbec casse-noyaux	*Coccothraustes coccothraustes*	Esp, biot		LC	LC		5
Bruant jaune	*Emberiza citrinella*	Esp, biot		NT	LC		4

Catégories UICN pour les listes rouges

EX	EX : Espèce éteinte au niveau mondial
RE	RE : Espèce disparue de métropole

Espèces menacées de disparition en métropole :

CR	En danger critique d'extinction
EN	En danger
VU	Vulnérable

Autres catégories :

NT	NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises)
LC	Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition est faible)
DD	Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pas pu être réalisée faute de données suffisantes)
NA	Non applicable (espèce non soumise à évaluation car introduite dans la période récente)
NE	Non évaluée (espèce non encore confrontée aux critères de la Liste rouge)

Réévaluation en deuxième étape :

* abaissé d'une catégorie, ** de 2 catégories, *** de 3 catégories, **** de 4 catégories

° augmenté d'une catégorie ;°° de 2 catégories

Priorité action Franche-Comté (O.R.G.F.H.)

Le chiffre mentionné rend compte de la priorité d'action pour l'espèce considérée d'après les ORGFH de Franche-Comté

Espèces déterminantes pour l'inventaire ZNIEFF

D	déterminant en Franche-Comté
d	déterminant dans certaines conditions

Protection réglementaire en France

Biot	Protection du biotope
Esp/P	Protection partielle de l'espèce
Esp, biot	Protection de l'espèce et de son biotope (reproduction, repos)
R : esp, biot	Protection de l'espèce et de son biotope en région Franche-Comté
N : esp, biot	Protection de l'espèce et de son biotope en France
Chasse	Espèce chassable
Chasse, Mor	Espèce chassable avec moratoire d'interdiction de chasse

Conventions internationales et Directives européennes

Le chiffre mentionné indique l'annexe se rapportant à l'espèce considérée

Protégée en France :

- oui : les espèces sont protégées en tant que tel et de leur habitat. Est interdit également sa détention, son transport et son commerce pour les individus prélevés dans le milieu naturel du territoire métropolitain après le 19 mai 1981 et pour ceux provenant du territoire européen des autres états membres de l'UE à partir du 2 avril 1979.
- non : espèce chassable.

Directive Oiseaux : il s'agit de la directive européenne 79/409/CEE concernant la conservation des oiseaux sauvages. Les chiffres romains correspondent aux annexes de la directive.

I : annexe 1 (espèces faisant l'objet de mesures spéciales de conservation en particulier en ce qui concerne leur habitat (Zone de Protection Spéciale)

II : annexe 2 (espèces pouvant être chassées)

- IIA : dans la zone géographique maritime et terrestre de tous les Etats membres
- IIB : peuvent être chassées seulement dans les États membres où elles sont citées. (Fr) : chassable en France

III : annexe 3 (espèces pouvant être commercialisées)

- IIIA : sans aucunes limitations
- IIIB : pouvant bénéficier de limitation. Autorisation prise sur le territoire de l'État membres en question.

Liste rouge Europe :

1. Oiseaux nicheurs

Liste rouge Europe (2004) : d'après BirdLife International

CR : en danger de façon critique ; EN : en danger ; VU : vulnérable ; D : en déclin ; R : rare ; H : en régression ; L : localisé ; DD : manque de données ; S : hors de danger ; NE : non évalué (se produit dans les région de passage seulement) ; ( ) : statut provisoire.

Liste rouge France et Franche-Comté :

RE : espèce éteinte en métropole ou en Franche-Comté

CR : en danger critique d'extinction

EN : en danger

VU : vulnérable

NT : quasi menacé

LC : préoccupation mineure

DD : données insuffisantes

NE : non évalué

NA : non applicable car NA(a) : introduite dans la période récente ou NA(b) : présente en France uniquement de manière occasionnelle ou marginale.

Statut ORGFH : espèces dont la conservation mérite une attention particulière au vu des menaces et des priorités d'action en Franche Comté, au niveau national et international. Ces espèces sont réparties en quatre groupes dont le niveau de priorité est décroissant du groupe I au groupe IV. Ainsi, le groupe I se compose d'espèces dont les menaces ou les priorités d'actions sont fortes au niveau national et international et dont la région détient une certaine responsabilité. Les espèces à perception différenciée sont classées en trois groupes : le groupe A est constitué d'espèces à fort impact pour d'importantes activités humaines régionales, le groupe B d'espèces à impact pour certaines activités humaines mais par ailleurs à enjeu de conservation et le groupe C d'espèces à impact pour certaines activités humaines, pour la santé ou le bien être.

ANNEXE 3 - Pourquoi planter des haies ?

Les haies ont 5 grandes fonctions :

1. La protection micro-climatique

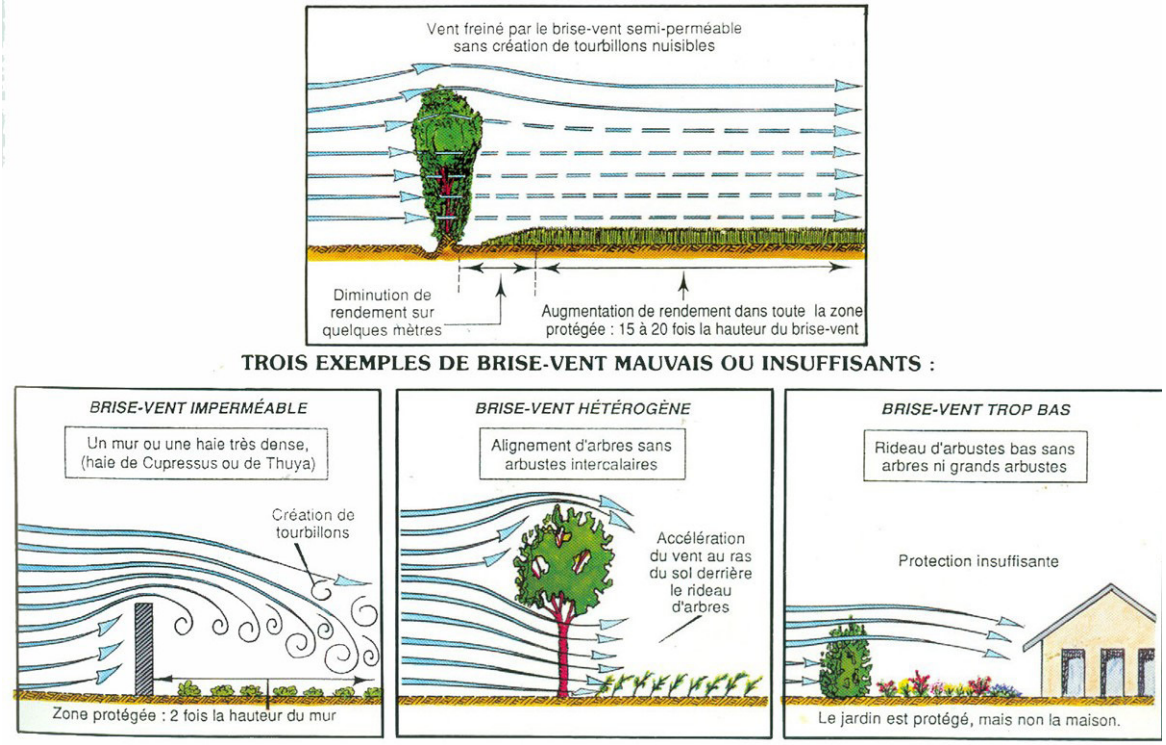
Une haie efficace peut apporter un microclimat plus favorable à un champ, un jardin ou une ferme.

La protection climatique se résume par :

- la diminution de 30 à 50 % de la vitesse du vent,
- la réduction de 20 à 30 % de l'évaporation,
- l'élévation de 1 à 2°C de le température diurne et nocturne du sol, cumulant ses effets de jour en jour pour accroître la précocité. Cette élévation peut être bien plus forte, jusqu'à 4 à 5°C en cas de vent froid.

Cette amélioration a lieu si la haie forme un maillage fermé autour de parcelles suffisamment vastes et qu'elle soit semi-perméable au vent, homogène et assez haute.

Par contre, les haies très denses de thuyas sont trop imperméables à l'air, elles réagissent comme un mur. Elles protègent une zone longue seulement de deux fois leur hauteur, au delà, il y création de tourbillons d'air et le vent est même accéléré.



En définitive, une haie apporte :

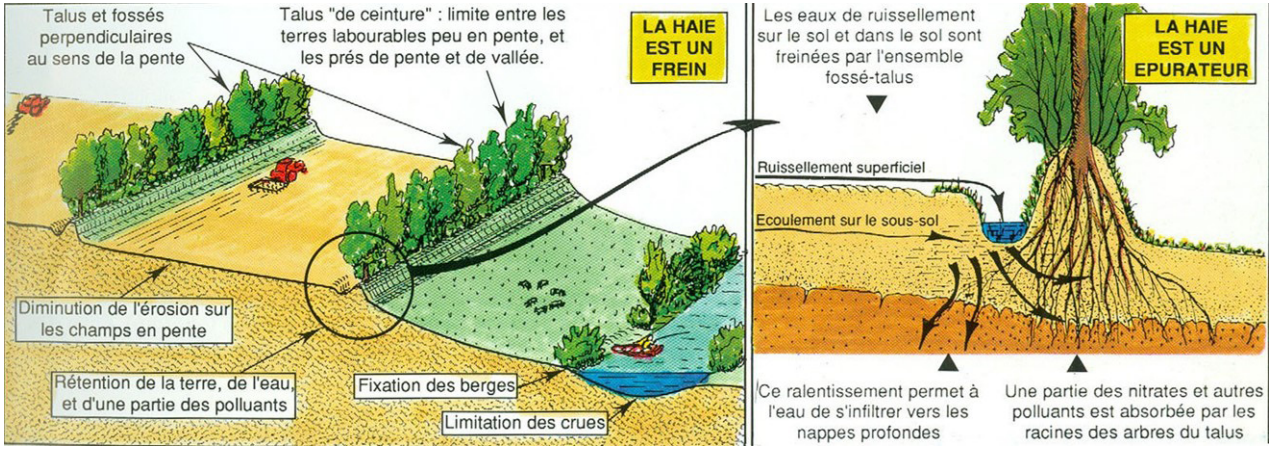
- un meilleur rendement des cultures, de +10 à +15% et souvent plus ;
- une plus grande précocité et une meilleure qualité ;
- une meilleure production des élevages laitiers et à viande (abris contre le vent froid par mauvais temps ou ombrage en été) ;
- une meilleure protection des bâtiments (économie de chauffage et limitation des dégâts matériels dus au vent) ;
- une plus grande régularité des rendements (protection contre les excès climatiques de vent, de chaleur, de froid...)

2. La régulation et l'épuration des eaux et la protection des sols

En freinant l'eau sur les pentes, les haies et surtout les talus et fossés qui leurs sont associés :

- obligent l'eau à s'infiltrer (meilleure alimentation des nappes et une limitation des crues et inondations (jusqu'à 2 fois plus faibles) ;
- empêchent l'eau d'atteindre un volume et une vitesse de ruissellement capables d'arracher les sols donc elles entraînent une diminution de l'érosion sur les pentes ;
- retiennent la terre entraînée par l'eau : conservation des sols ;
- retiennent et filtrent les produits transportés par l'eau (résidus d'engrais, de pesticides, de fumiers, de lisiers...). Les haies forment donc une ceinture filtrante antipollution.

3. L'entretien des équilibres biologiques



Le bocage est un milieu riche, diversité et stable, et la conséquence de l'arasement des haies, talus et bosquets est d'appauvrir, de banaliser, de déséquilibrer.

La diversité de la flore des haies, bandes boisées et bosquets, entretient une grande diversité de la faune (insectes, oiseaux, reptiles, mammifères...) qui s'équilibrent et empêchent les grandes dissémination nuisibles aux cultures. Pour 5 à 10 espèces d'arbres, 10 à 20 espèces d'arbustes et 20 à 40 espèces herbacées, on peut compter 10 à 20 espèces d'oiseaux, 10 à 20 espèces de mammifères et de reptiles, plusieurs centaines d'espèces d'insectes, sans compter les espèces vivant dans le sol.

Cette diversité est d'autant plus nécessaire que l'on cherche à pratiquer la "lutte intégrée", qui consiste à faire appel aux insectes "auxiliaires" de l'agriculture. Ces auxiliaires ont besoin toute l'année de nourriture et d'abris que les haies leurs fournissent. La diversité des cultures favorisent également la diversité de la faune.

4. Les productions traditionnelles et nouvelles du bois

Les haies peuvent aussi être productives. Elles peuvent être construites comme une “forêt linéaire” pouvant produire :

- du bois de chauffage en rondins, exploités tous les 12 à 18 ans ;
- du bois d’émonde, les branchages peuvent être pressés ou broyés en copeaux pour des installations collectives de chauffage ou la production de BRF (bois raméal fragmenté), formidable mulching fertilisant pour les sols ou les composts ;
- du bois de travail pour la ferme (piquets de pâture...) ;
- du bois d’industrie (pâte à papier...) ;
- des fruits (châtaignes, noix, petits fruits, plantes médicinales, miel...).

5. La clôture et la construction du paysage

Dans la campagne

Le premier rôle de la haie est de clôturer l’espace. Mais si les paysans d’autrefois ont planté pour enclore bétail et cultures, se protéger, retenir leurs terres..., le résultat de leurs efforts est aujourd’hui des paysages harmonieux.

Continuer à construire ces paysages est indispensable :

- après un remembrement pour matérialiser les nouvelles parcelles ;
- après l’élargissement des chemins ruraux, pour en stabiliser les rives, les ombrager, les embellir ;
- après installation de nouvelles constructions, pour les protéger et les fondre dans le paysage.

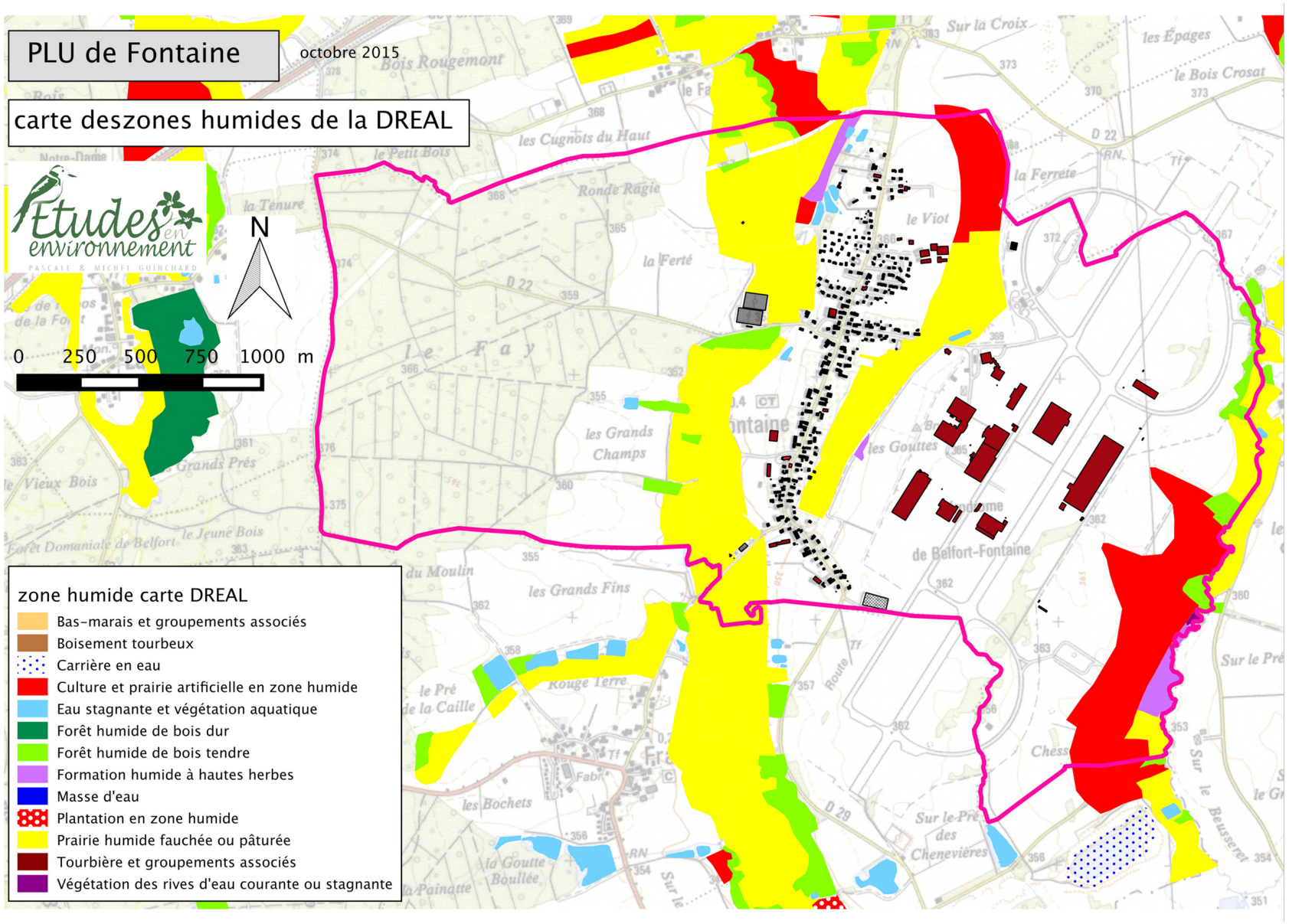
En milieu urbanisé

Pour insérer toute les constructions et les installations (lotissements, équipements collectifs, terrains de sport, zones industrielles, route...) dans le paysage, il faut des plantations massives : des haies clôtures, libres ou taillées, des brise-vent, des bandes boisées, des arbres isolés ou en alignement, des bosquets...

Pour limiter l’ombrage des parcelles voisines de haies, il importe de ne planter les grands brise-vent (10 à 20 m) que selon l’axe nord-sud.

Remarque : la législation impose de planter une haie < 2 m de hauteur à au moins 0,50m de la limite de la propriété voisine (contre 2 m pour une haie ≥ 2 m de hauteur).

ANNEXE 4 - Zones humides de la DREAL



ANNEXE 5 - Zone humide et SDAGE

Le SDAGE 1996 du bassin Rhône-Méditerranée-Corse précisait que :

- "une prise en compte systématique des milieux aquatiques et des zones humides doit être préconisée dans toutes les actions de gestion, les projets d'aménagement et notamment les schémas d'aménagement de l'eau et de l'espace,
- la conservation des valeurs patrimoniale et fonctionnelle des milieux aquatiques et surtout des zones humides doit être mise en œuvre de façon prioritaire et concomitante,
- l'objectif donné par le SDAGE est la préservation, la restauration de ces milieux et tout particulièrement la stabilisation de la superficie des zones humides du bassin".

Plus que jamais, le SDAGE 2009 réaffirme d'une manière générale la nécessité a minima de maintenir la surface des zones humides du bassin Rhône-Méditerranée, et d'améliorer l'état des zones humides aujourd'hui dégradées. Il s'agit en particulier :

- de ne pas dégrader les zones humides existantes et leurs bassins d'alimentation, y compris celles de petite taille qui n'ont pas forcément fait l'objet d'inventaire et/ou sans "statut" de protection réglementaire, l'adhésion à la charte devant garantir leur non-dégradation ;
- d'engager des programmes de reconquête hydraulique et biologique ;
- de créer des conditions économiques favorables à la bonne gestion des zones humides par les acteurs concernés (monde agricole, sylvicole, conchylicole, ...) : soutien technique et financier à l'évolution des pratiques et à l'entretien des zones humides qui peut être source d'emploi en milieu rural, labellisation des productions (organisation de filières par les chambres consulaires), ...
- de conforter la caractérisation et développer le suivi et l'évaluation des zones humides ;
- de poursuivre la réhabilitation sociale des zones humides.

Afin de contribuer à la cohérence des politiques publiques et en référence à l'article 211-1-1 du Code de l'environnement, les financeurs publics sont invités à ne plus financer les projets portant atteinte directement ou indirectement à des zones humides, notamment le drainage, le remblaiement ou l'ennoyage, à l'exception des projets déclarés d'utilité publique et en l'absence de meilleure option pour l'environnement.

Les projets qui portent atteinte à des zones humides sont en particulier ceux qui conduisent :

- à leur disparition, ou
- à une réduction de leur étendue préjudiciable aux objectifs de maintien de la biodiversité, ou
- qui nuisent à leur fonctionnement naturel, ou
- qui nuisent à leur fonctionnement sur les plans quantitatif et qualitatif au sein du réseau hydrographique.

En vertu de l'obligation générale de respect de l'environnement prévue par le code de l'environnement et le code de l'urbanisme, et en particulier des obligations résultant de la reconnaissance de l'intérêt général attaché à la préservation et à la gestion durable des zones humides de l'article L211-1-1 du code de l'environnement :

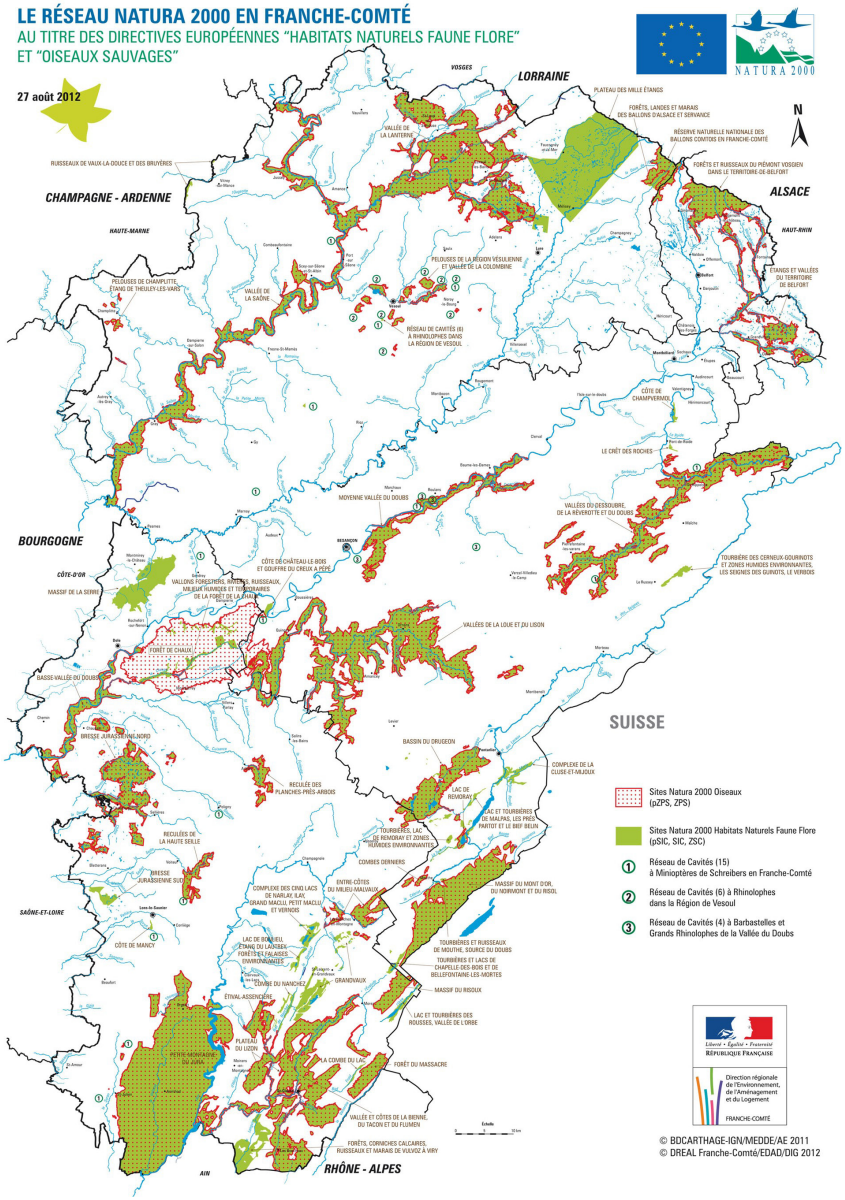
- le règlement des SAGE peut définir des règles nécessaires au maintien des zones humides présentes sur son territoire ;
- les services de l'État s'assurent que les enjeux de préservation des zones humides sont pris en compte lors de l'élaboration des projets soumis à autorisation ou à déclaration ;
- les documents d'urbanisme définissent des affectations des sols qui respectent l'objectif de non dégradation des zones humides présentes sur leurs territoires.

Après étude des impacts environnementaux, lorsque la réalisation d'un projet conduit à la disparition d'une surface de zones humides ou à l'altération de leur biodiversité, le SDAGE préconise que les mesures compensatoires prévoient dans le même bassin versant, soit la création de zones humides équivalentes sur le plan fonctionnel et de la biodiversité, soit la remise en état d'une surface de zones humides existantes, et ce à hauteur d'une valeur guide de l'ordre de 200 % de la surface perdue.

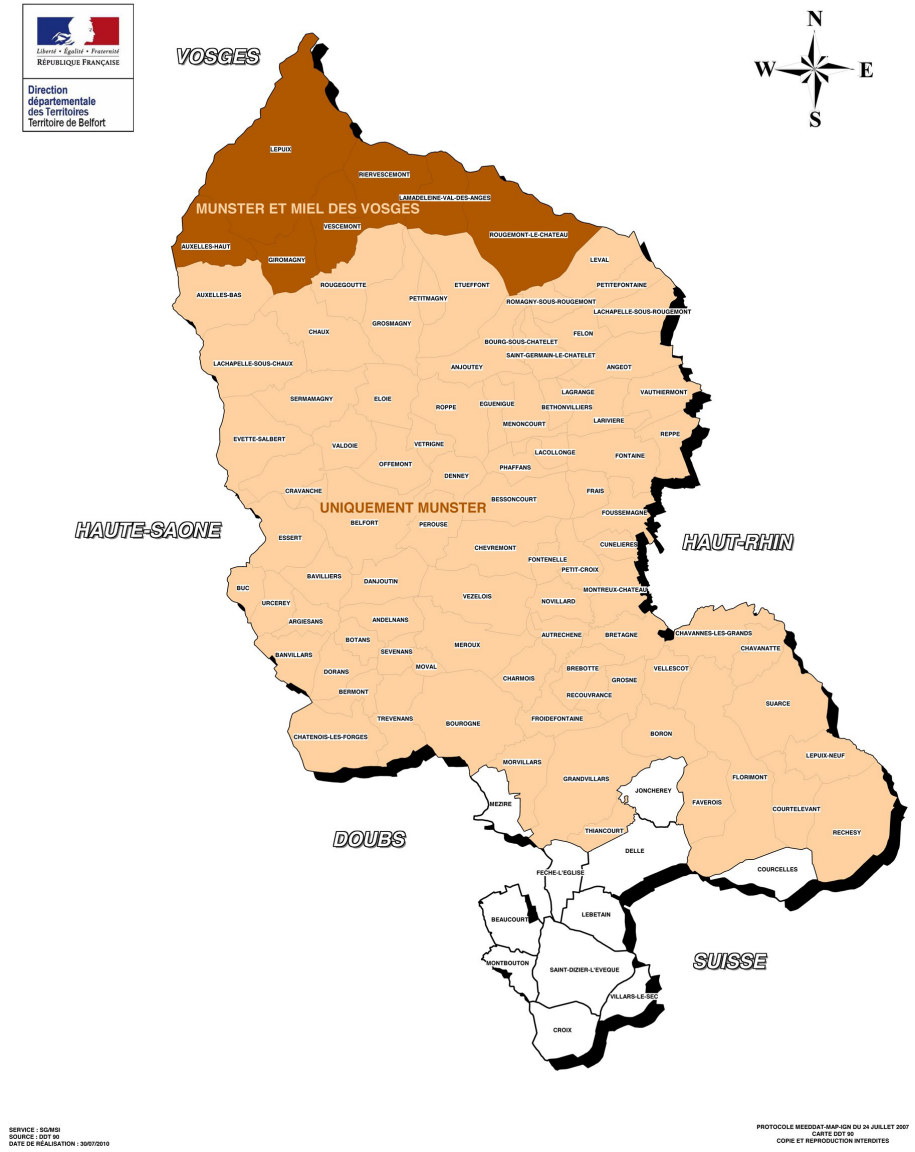
ANNEXE 6 - Les zones NATURA 2000 dans le Territoire de Belfort



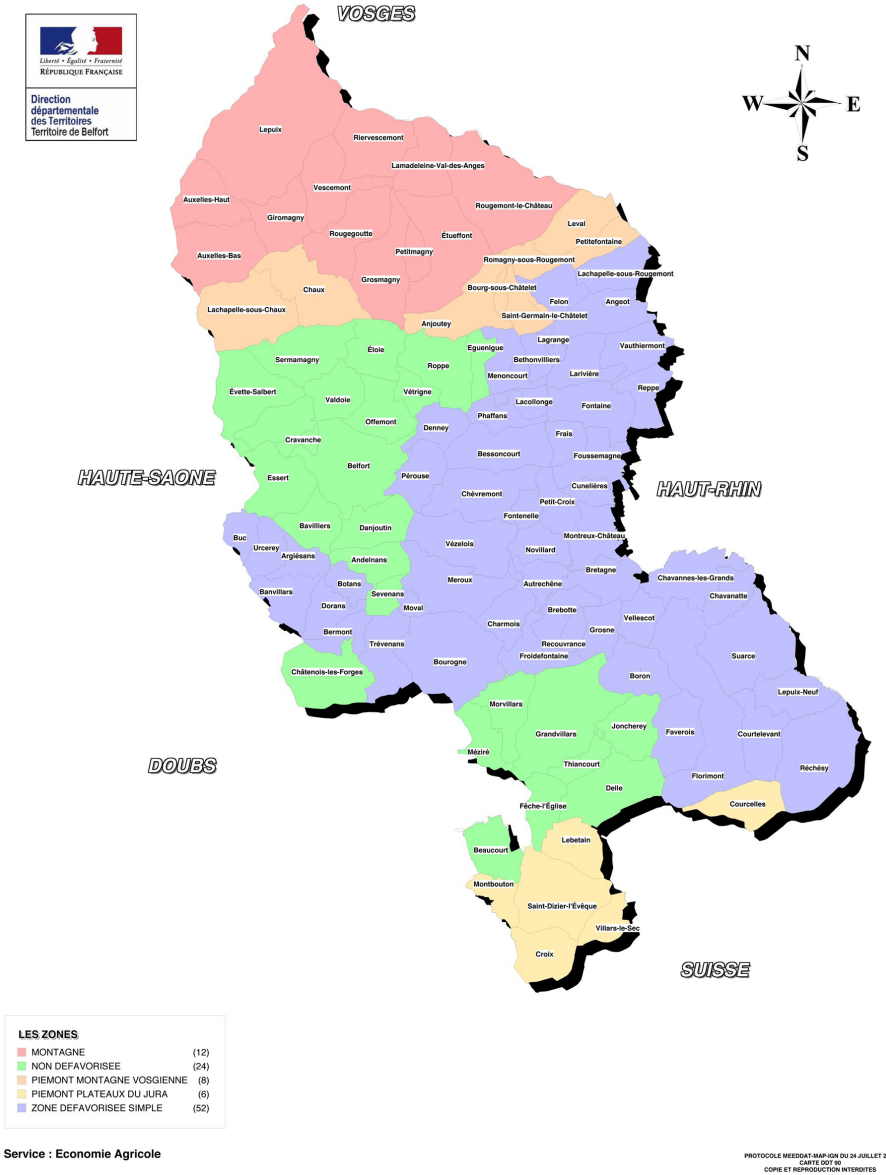
ANNEXE 7 - Les zones NATURA 2000 en Franche-Comté



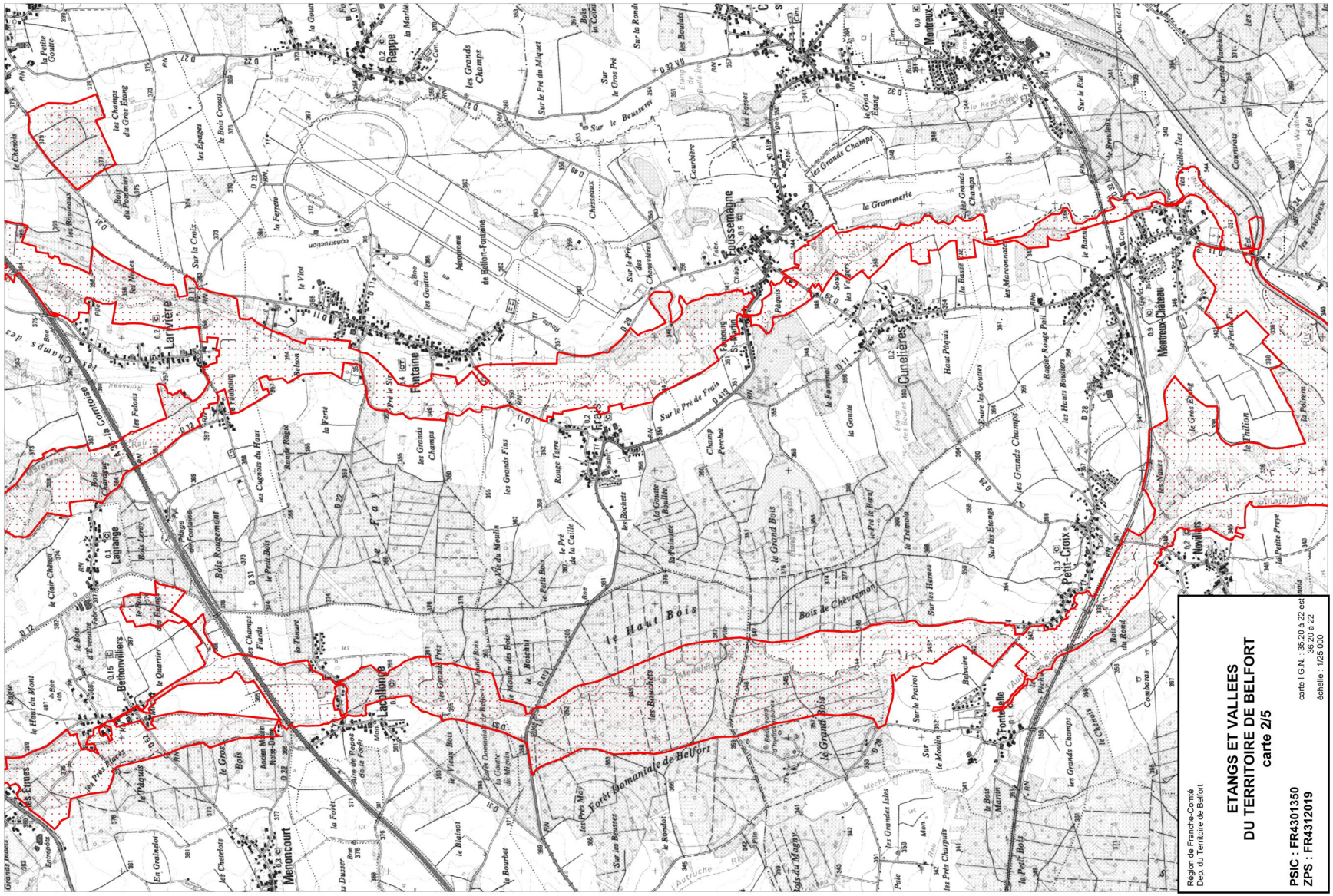
ANNEXE 8 - Les zones AOC



ANNEXE 9 - Les zonages agricoles



ANNEXE 10 - Contour de la zone NATURA 2000 (extrait)



ANNEXE 11 - Fiche NATURA 2000

ETANGS ET VALLEES DU TERRITOIRE DE BELFORT

Département du Territoire de Belfort

Altitudes : 330 - 436m

Surface indicative : 5 114 ha

Référence : FR4301350 – (SIC)
FR4312019 – (ZPS)

48 communes concernées

Angeot	Étueffont	Leval
Anjoutey	Faverois	Menoncourt
Autrechêne	Florimont	Montreux-Château
Bessoncourt	Fontaine	Morvillars
Bethonvilliers	Fontenelle	Novillard
Boron	Foussemagne	Petit-Croix
Bourg-sous-Châtelet	Frais	Petitefontaine
Bourogne	Froidefontaine	Phaffans
Brebotte	Grandvillars	Réchésy
Bretagne	Grosne	Recouvrance
Charmois	Joncherey	Rougemont-le-Château
Chèvremont	Lachapelle-sous-Rougemon	Saint-Germain-le-Châtele
Courcelles	Lacollonge	Suarce
Courtelevant	Lagrange	Thiancourt
Cunelières	Larivière	Vauthiermont
Delle	Lepuix-Neuf	Vellescot

NATURE DU SITE

Forêts – Formations herbacées naturelles et semi-naturelles – Habitats d'eau douce.

DESCRIPTION DU SITE - INTERET

Le site s'impose comme un pivot remarquable des corridors écologiques européens à double titre. En premier lieu, ce site fait la jonction entre les deux entités naturelles que sont les massifs des Vosges et du Jura en s'appuyant sur les systèmes prairiaux et les boisements situés à l'est des importantes zones urbanisées du Territoire de Belfort. La seconde liaison cruciale est assurée par le positionnement central du site entre les grands cours d'eau et zones humides du nord-est, du Doubs et ceux de la plaine rhénane, contribuant ainsi, à plus grande échelle, à la connexion historique Rhin-Aar-Doubs-Rhône. Le site s'appuie en effet sur le réseau des vallées et des étangs d'intérêt majeur du secteur. Ainsi, il comprend les vallées de la Madeleine au départ d'Etueffont et de la Saint Nicolas au départ de Rougemont le Château jusqu'à leur confluence avec la Bourbeuse, à Autrage (340 mètres d'altitude).
Puis il se continue avec la vallée de la Bourbeuse. Son lit, suivi par le canal du Rhône au Rhin, offre d'une part, une importante zone d'expansion des crues permettant de réguler les débits en rivière et d'autre part une diversité biologique importante liée à des pratiques respectueuses de l'environnement et au caractère humide des prairies.

A l'est, le site se prolonge avec les vallées de l'Ecrevisse, de la Coevatte et de la Vendeline qui assurent une continuité fonctionnelle avec le cœur du secteur des étangs du Territoire de Belfort. Ce dernier secteur comprend, entre autres, les étangs de Belfort, de Grosse Taille, l'étang Grille, et l'étang Sire Saint Claude, l'étang fourchu, l'étang au Prince et le Gros étang.
Le sud du site est, quant à lui, presque exclusivement constitué de massifs forestiers qui abritent des espèces végétales rares.
Ces vallées et étangs qui s'étendent du piémont vosgien aux contreforts du massif jurassien sont situés dans une zone largement boisée, ce qui confère au site un intérêt patrimonial à grande échelle en tant que continuité écologique allant des Ardennes et des massifs rhénans aux extrémités de l' Arc alpin.

➢ Les vallées de la Bourbeuse, de la Madeleine, de la Saint Nicolas, de la Coevatte et de la Vendeline sont caractérisées par de nombreux groupements végétaux remarquables tels que :

- la **végétation aquatique** enracinée de l'association à myriophille en épi et à nénuphar jaune, assez commune mais spectaculaire. Elle s'installe dans les méandres et les zones de courant calme abritant fréquemment une espèce protégée, le Butome en ombelle.

- les **formations arbustives ou arborescentes hygrophiles** : saulaies, aulnaies, aulnaies-frênaies.

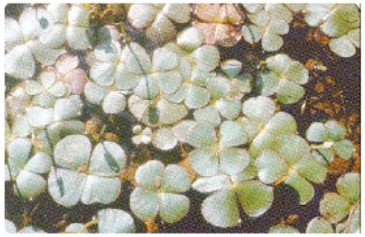
- les **formations à hautes-herbes** : mégaphorbiaies, roselières et cariçaies avec la présence de la Nivéole d'été, autre plante protégée.

➢ Quant aux étangs, ils sont l'une des caractéristiques majeures du Territoire de Belfort. Nombreux (1500 à 2000 dont 600 d'une taille supérieure à 5 ares), ils couvrent une superficie conséquente de l'ordre de 1200 ha.
Les conditions climatiques et édaphiques sont favorables à leur existence. L'abondance des ruisseaux, la forte pluviométrie, la faible pente des terrains, le caractère imperméable du sous-sol (alluvions anciennes d'origine vosgienne ou rhénane et alluvions récentes), et la faible qualité agronomique de certaines terres ont permis leur maintien sur la zone.

Dans le Sundgau, la superficie totale des étangs est de l'ordre de 530 ha (occupant 2,4% de la superficie). Leur superficie est souvent faible : inférieure à 50 ares dans 55 % des cas, les étangs de plus d'un hectare ne représentant que 30 % des cas. La forêt couvre la plus grande surface (de l'ordre de 55% du territoire).

Sur le site, le contexte forestier limite généralement le développement de la végétation périphérique des plans d'eau disposée en ceintures aquatique, amphibie et terrestre hygrophile*. En fonction des caractéristiques chimiques des eaux, de leur richesse en éléments nutritifs et de la nature des groupements végétaux, on peut distinguer 3 types de situations :

- **Les étangs oligo-mésotrophes* à nitelles,** pauvres en éléments nutritifs et à pH acide (<6.4). Ils hébergent la Nitelle flexueuse, le Scirpe épingle et l'Elatine à six étamines. Dans cette catégorie et parmi les plus remarquables figurent les étangs Carré, de la Grosse Taille et Sire Claude, ce dernier recelant la seule station connue de Nitelle gracile du Territoire de Belfort et la **Marsilée à quatre feuilles**, strictement protégée dans tous les pays européens. Cette espèce affectionne particulièrement les sols boueux mouillés et temporairement inondés, à dessèchement saisonnier. Elle est très sensible à l'eutrophisation des étangs, qui lui est défavorable, d'où l'importance de l'existence de zones tampons en périphérie de ces derniers.



Marsilée à quatre feuilles

- **Les étangs méso-eutrophes* à Potamot capillaire**, plutôt basiques (pH compris entre 7 et 7.5) et moyennement riches en éléments nutritifs, sont colonisés par le Potamot à feuilles capillaires, le Rubanier rameux et la Petite douve. Dans cette catégorie et parmi les plus remarquables figure l'étang au Prince.

- **Les étangs mésotrophes*** présentent une position intermédiaire entre les étangs à nitelles et ceux à Potamot capillaire. Parmi les plus remarquables, il convient de signaler le Gros Etang, ce dernier abritant deux espèces protégées au niveau régional ; la Littorelle à une

Mars 2006 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

fleur et la Naïade mineure. Pour cette dernière, il s'agit de la dernière station du Territoire de Belfort.

Enfin, l'étang de la Grille mérite une mention particulière car il abrite une des plus belles stations de Marsilée à quatre feuilles de Franche-Comté.

➢ La forêt, de type **chênaie-charmaie mésotrophe***, occupe les terrains qui se ressuient* le mieux et vient en contact avec des **chênaies pédonculées** installées sur les terrains les plus humides.

Localement, des sols acides permettent l'expression d'une **hêtraie-chênaie acidiphile***. Signalons la présence, dans ce type de milieu d'une mousse d'intérêt communautaire, le **Dicrane vert** (Bois du Chênois, les Charmois au Sud de Faverois, les Raichênes au sud de Florimont et le Pâquis à l'ouest de Réchésy). Corticole*, présent à la base des troncs de vieux hêtres, on le rencontre sur sols acidiclines*, lorsque l'humidité atmosphérique est suffisante.

L'aulnaie-frênaie alluviale*, enfin, se développe sur les sols engorgés des bas fonds, en bordure de ruisseau. Même si ces forêts humides couvrent une surface restreinte des vallées, la mosaïque qu'elles constituent avec les autres types de forêts confère à l'ensemble une forte valeur écologique. Il convient enfin de noter que ces forêts sont soumises à une exploitation peu intensive.

➢ La faune contribue également à la valeur biologique du site. La Bourbeuse est classée en rivière de deuxième catégorie ; elle est réputée pour sa **grande richesse piscicole** qui comprend le Brochet, le Chabot, la Bouvière et la Vandoise. La Saint Nicolas et la Madeleine ne sont pas en reste avec la présence de la Loche d'étang, de la Lamproie de Planer, et de la Bouvière, espèces d'intérêt communautaire.
Par ailleurs, la vallée de la Bourbeuse est le seul lieu de nidification du Courlis cendré et du Vanneau dans le Territoire de Belfort. Le Sundgau est lui aussi connu pour son **avifaune** et les espèces observées en migration sont à la fois nombreuses et peu communes (Cigogne noire, Balbuzard pêcheur, hérons tels que le Blongios nain, ou le Bihoreau gris, etc.). Il constitue, avec la vallée de la Bourbeuse, un important couloir de migration entre les Vosges et le Jura, entre le nord et le sud.

Affectionnant eux-aussi ces milieux humides, les **batraciens** méritent également d'être mentionnés. Les étangs forestiers constituent des lieux de reproduction privilégiés pour des espèces comme la Grenouille rousse ou le Sonneur à ventre jaune, protégé au niveau européen . Ils abritent également deux autres espèces peu communes : la Rainette verte et la Grenouille des champs. Cette dernière, quasiment en voie d'extinction en France, trouve dans quelques rares étangs du Sundgau belfortain et alsacien des milieux de survie. Quant à la Rainette verte, également très menacée, elle est exigeante par rapport à la structure du milieu : la végétation riveraine, herbacée et arbustive doit être bien développée et ensoleillée. En outre, le maintien de la rainette sur un secteur est étroitement lié à l'existence d'un réseau de milieux naturels où les populations, au renouvellement rapide, sont interconnectées. Avec la Bresse, le Sundgau constitue le bastion franc-comtois de cette grenouille arboricole.

Enfin, les zones humides du site présentent un **intérêt entomologique*** élevé. Plus d'une vingtaine d'espèces de libellules sont présentes comme la Leste dryade, ou la Cordulie à deux taches, espèce rare en Franche-Comté, affectionnant les plans d'eau vastes pourvus d'une ceinture de végétation bien développée. Quelques papillons protégés au niveau national peuvent également être rencontrés tels que le Grand sylvain ou le Damier de la Succise. Le Cuivré des marais, papillon de l'annexe II de la directive habitats trouve, quant à lui, refuge dans les prairies humides de la Vallée de la Bourbeuse.

Cette diversité d'insectes est bénéfique à de nombreuses espèces de chauves-souris d'intérêt communautaire. Certains de leurs gîtes de reproduction sont situés dans les clochers des églises (Rougemont-le-château, Morvillars, Etueffont, etc.). Mais c'est en tant que territoire de chasse de ces différents chiroptères que le site mérite d'être considéré, les habitats des vallées (forêts et prairies alluviales) étant particulièrement attractifs. D'importantes colonies (plusieurs centaines d'individus) de Grand murin, ou encore de Vespertilion à oreilles échancrées prospectent sur le site.

POLITIQUES DE PRÉSERVATION ACTUELLES ET FUTURES

Dans le cadre de la politique sur les Espaces naturels sensibles du département, le Conseil général du Territoire de Belfort gère certains terrains du site. De plus, il soutient les mesures agri-environnementales mises en œuvre par les agriculteurs de la vallée de la Bourbeuse.
Toutes ces actions satisfont pleinement aux objectifs de Natura 2000 et méritent d'être poursuivies dans le cadre actuel.
D'autre part, l'accent devra être mis sur certaines mesures telles que :

➢ Préserver la qualité chimique, biologique et trophique des **eaux des étangs**, ainsi que la qualité des habitats de bordure :
- Créer une zone tampon de 200 mètres environ en amont des étangs,
- Limiter l'engraissement piscicole sur les étangs dont l'intérêt patrimonial est reconnu,
- Surveiller le développement des espèces qui pourraient contribuer à faire régresser les habitats et à accélérer le processus d'eutrophisation. (ex : roseaux très concurrentiels, ligneux, source d'ombrage, ou espèces invasives),
- Limiter le piétinement trop intense consécutif aux activités au bord des étangs,
- Eviter la stabilisation des plans d'eau et la construction ou la consolidation de rives plates,
- Vidanger régulièrement les étangs consacrés aux loisirs afin de prévenir l'eutrophisation.

➢ La **gestion forestière** des espaces boisés devra prendre en compte la présence d'espèces comme le Dicrane vert. Par exemple, il sera important de veiller au maintien du mélange chêne-hêtre et au maintien de gros et moyens bois à proximité des zones où la mousse a été observée.

➢ Informer et sensibiliser les acteurs locaux.



Triton crêté

Mars 2006 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

DONNÉES SUR LA RICHESSE DU SITE

Habitats naturels d'intérêt communautaire, inscrits à l'annexe I de la directive habitats:

Code	Habitats naturels de l'annexe I	* : prioritaire
3130	Eaux stagnantes, oligotrophes* à mésotrophes*	
3140	Eaux oligo-mésotrophes* calcaires avec végétation benthique* à Characées*.	
6410	Prairies à molinie sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux	
6430	Mégaphorbiaies* hygrophiles d'ourlets planitiaires*	
6510	Prairies maigres de fauche de basse altitude	
7150	Dépressions sur substrats tourbeux	
9110	Hêtraies acidiphiles*	
9130	Hêtraies neutrophiles*	
9160	Chênaies pédonculées médio-européennes	
91E0	Forêts alluviales* à aulne et frêne	*

Espèces animales et végétales inscrites à l'annexe II de la directive habitats :

Groupe	Nom français
Poissons	Chabot
Poissons	Loche d'étang
Poissons	Bouvière
Poissons	Lamproie de Planer
Amphibiens	Sonneur à ventre jaune
Amphibiens	Triton crêté
Invertébrés (papillon)	Cuivré des marais
Invertébrés (papillon)	Damier de la Succise
Mammifères (chauves-souris)	Grand Murin
Mammifères (chauves-souris)	Vespertilion à oreilles échancrées
Plantes (fougère)	Marsilée à quatre feuilles
Plantes (mousse)	Dicrane vert

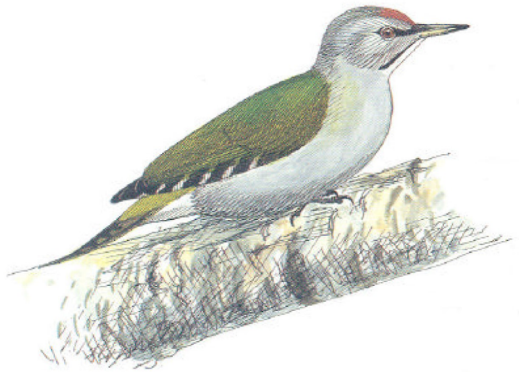
Oiseaux nicheurs et migrateurs inscrits à l'annexe I de la Directive Oiseaux :

Oiseaux nicheurs	Oiseaux observés en migration
Bondrée apivore	Faucon pélerin
Milan noir	Pygargue à queue blanche
Milan royal	Balbuzard pêcheur
Chevêche d'Athena	Blongios nain
Pic noir	Butor étoilé
Pic mar	Bihoreau gris
Pic cendré	Héron pourpré
Pie-grièche écorcheur	Marouette ponctuée
Cigogne blanche	
Martin pêcheur d'Europe	

Mars 2006 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

GLOSSAIRE

Acidophile (ou acidiphile) : se dit d'une plante qui pousse sur les sols acides.
Acidicline : à tendance acide.
Alluvions : dépôts arrachés aux sols et matériaux des zones amont et de granulométrie diverse et transportés sur des distances, qui peuvent être importantes, par les rivières et les fleuves.
Alluvial-e : adj. désignant tout ce qui est lié aux alluvions* et résulte de leur mise en place. La plaine alluviale qui occupe le lit majeur d'un fleuve résulte des apports alluviaux lors des crues.
Benthique : vivant sur le fond des rivières (macrofaune benthique : petite faune de fond)
Characées : algues macroscopiques incrustantes formant des prairies au fond de l'eau
Corticole : qui pousse sur l'écorce des arbres
Entomologique : lié aux insectes
Eutrophe : riche en éléments nutritifs et à forte activité biologique.
Eutrophisation : enrichissement progressif et naturel en éléments nutritifs.
Hygrophile : se dit d'une plante ayant besoin de forte quantité d'eau tout au long de son développement.
Limicoles : oiseaux qui vivent et se nourrissent sur la vase, grâce à leurs pattes et leurs becs qui sont adaptés au milieu humide et vaseux.
Mégaphorbiaie : formation végétale de hautes herbes installée sur des sols humides et riches.
Méso- : préfixe signifiant « moyennement »
Mésotrophe : moyennement riche en éléments nutritifs - faiblement acide et à activité biologique moyenne.
Neutrophile : se dit d'une plante se rencontrant sur les sols légèrement acides ou neutres.
Oligo-mésotrophe : pauvre à « moyennement pauvre » (préfixe méso) en éléments nutritifs, et ne permettant qu'une activité biologique réduite.
Oligotrophe : pauvre en éléments nutritifs
Planitiaire : de la plaine
Ressuyer : s'assécher naturellement à l'air



Pic cendré (S.Nicolle inv. oiseaux Nathan)

Mars 2006 - DIREN Franche-Comté - 5, rue Sarrail - BP 137 - 25014 BESANCON CEDEX

ANNEXE 12 - Extrait des fiches communes de l'atlas de biodiversité de la communauté de communes du tilleul (CBNFC-ORI) 2014



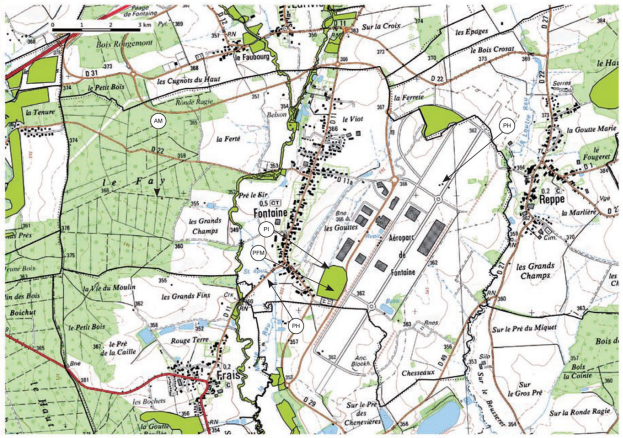
Fontaine

Flore (plantes à fleurs, conifères et fougères)
Nombre de taxons recensés : 287

Insectes (odonates, lépidoptères et orthoptères)
Nombre de taxons recensés : 64

Habitats
Habitats recensés sur la commune :
- Prairies humides (PH)
- Prairie de fauche mésophile (PFM)
- Prairies intensives (PI)
- Aulnaie marécageuse (AM)

Préconisations pour améliorer la biodiversité de la commune
De grands espaces de prairies de fauche semblent peu à peu perdre leur flore par intensification. Un projet de mesures agri-environnementales pourrait permettre de revenir à des pratiques plus extensives.
L'aéroparc mériterait une valorisation écologique.



Carte de localisation des habitats (IGN Scan 25®)

Atlas de la Biodiversité de la Communauté de communes du Tilleul

Résultats des prospections entomologiques menées en 2013 et 2014 dans la Communauté de communes du Tilleul

Contexte

La Communauté de communes du Tilleul est formée par treize communes rurales, localisées à l'extrême nord de la Franche-Comté, dans le département du Territoire de Belfort. Cette collectivité territoriale fonctionne en relation avec le bassin d'activité de la ville de Belfort, qui se trouve à seulement une dizaine de kilomètres.

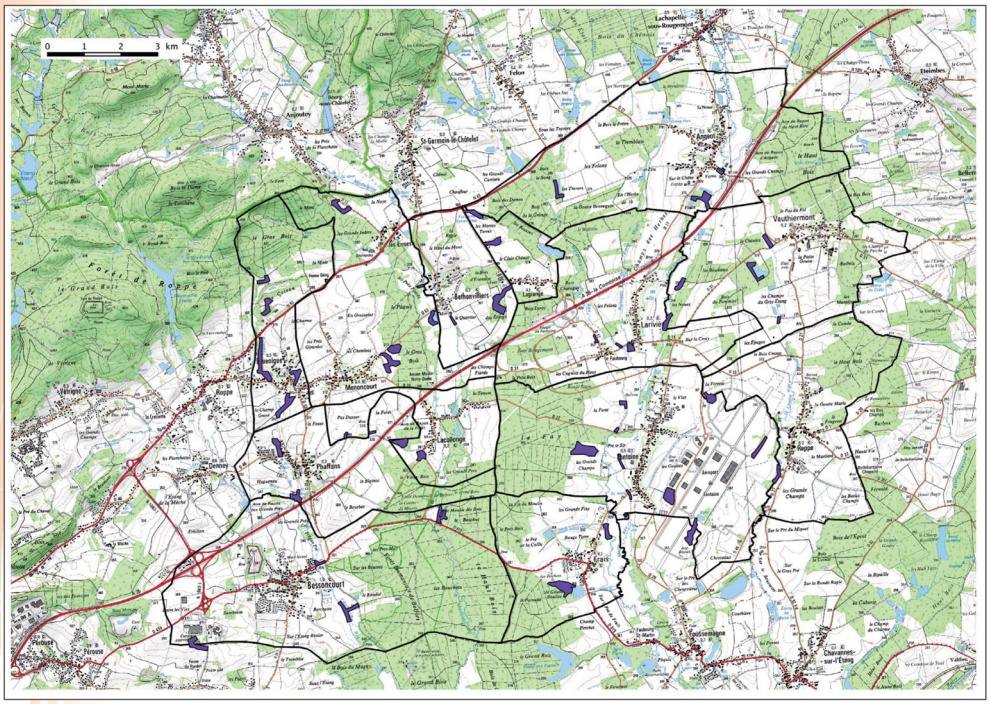
Au pied des Vosges, ce territoire de plaine est principalement utilisé pour la culture des céréales et l'élevage bovin. Les exploitations agricoles de type « polyculture élevage » sont entrecoupées par des forêts encore assez bien représentées. Le paysage agricole est rythmé par de nombreux étangs artificiels utilisés pour la pisciculture, la pêche et les loisirs, ainsi que par quelques haies peu nombreuses. Au sud et à l'est, sur les communes de Bessoncourt et de Fontaine, on trouve des zones d'activité industrielle et commerciale qui profitent de la proximité de Belfort et de l'autoroute A36 qui traverse le territoire d'est en ouest.

L'objectif de cette étude repose sur la définition des enjeux entomologiques afin de proposer des pistes de gestion et d'améliorations. Il ne s'agit pas d'un inventaire exhaustif mais d'une recherche ciblée sur les espèces patrimoniales et leurs habitats. Toutefois, l'ensemble des autres espèces de lépidoptères (papillons), d'odonates (libellules) et d'orthoptères (criquets, sauterelles, grillons) rencontrées a été comptabilisé en vue de contribuer à l'amélioration générale de la connaissance entomologique. Les données produites ont été géoréférencées afin de pouvoir être exploitées ultérieurement. Au vu des potentialités initialement relevées, les prospections ont été ciblées sur les ruisseaux prairiaux ensoleillés et les prairies humides, les espèces patrimoniales principalement recherchées étant l'agrion de Mercure (*Coenagrion mercuriale*) et le damier de la succise (*Euphydryas aurinia*). Le cortège d'odonates des milieux lentiques qui peut receler des libellules intéressantes a également été visé par la prospection d'étangs. Quelques passages dans des forêts alluviales à la recherche du papillon le petit mars changeant (*Apatura ilia*) et dans des zones sèches lorsqu'elles étaient présentes ont complété ce travail.

Les sites d'inventaire ont été dans la mesure du possible visités à plusieurs reprises pour que ce dernier soit le plus complet possible. Au total, 47 sites ont été prospectés en se basant sur le travail des botanistes du CBNFC-ORI et sur l'étude des cartographies disponibles (IGN, orthophotoplans) (*cf.* carte de localisation des sites prospectés et des espèces patrimoniales).

Treize jours de prospection sur le terrain ont été répartis sur sept passages : mi-juin, début juillet et début août 2013, ainsi que mi-mai, fin juin, mi-juillet et début septembre 2014. Au total environ 630 données ont été collectées pour 85 espèces recensées, dont 23 orthoptères, 28 odonates et 34 lépidoptères.

Carte de localisation des sites prospectés entre 2013 et 2014, sur la communauté de communes du Tilleul (IGN Scan 25®)



Espèces patrimoniales observées lors des prospection en 2013 et 2014

Au total sept espèces de libellules dites « patrimoniales » car ayant une priorité ORGFH (orientations régionales de gestion et de conservation de la faune sauvage et de ses habitats) inférieure ou égale à 3 sur une échelle de 1 à 5, sont recensées sur le territoire. Aucun orthoptère ou lépidoptère patrimonial n'a été détecté.

L'espèce la plus intéressante est l'**agrion de Mercure** (*Coenagrion mercuriale*), protégée au niveau national et inscrite à l'annexe II de la directive européenne Habitats Faune-Flore. Elle a été trouvée sur la commune d'Eguenigue le long du ruisseau de l'Ermite. L'unique individu observé a été découvert le long du ruisseau et s'est envolé à notre passage de retour le long du transect. Le lieu de la découverte correspond à son habitat : les ruisseaux ensoleillés, à courant lent et riches en végétation aquatique appartenant à l'alliance du *Glycerio-Sparganion* (*Glyceria fluitans, Myosotis cespitosa*…). Découvert le 4 juillet 2013, il n'a pas été revu par la suite sur le site ou dans le reste de la communauté de communes, malgré des prospections ciblées sur des milieux similaires. L'agrion de Mercure est menacé au niveau européen par la destruction de ses habitats.

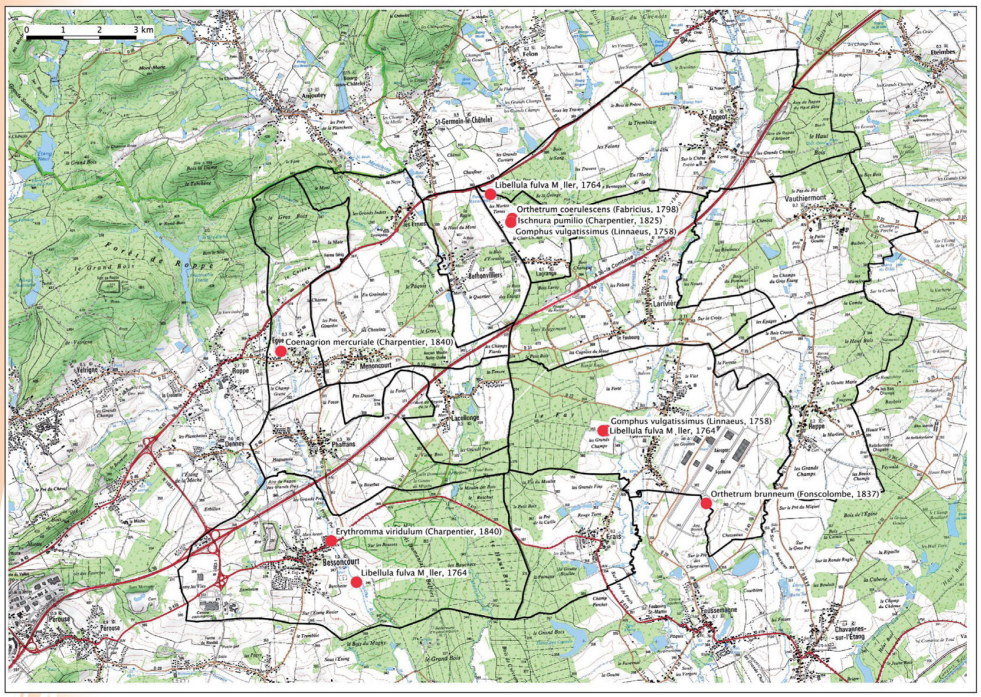
La **naïade à corps vert** (*Erythromma viridulum*) qui aime les étangs et les lacs riches en végétation, a été découverte à Bessoncourt dans la rivière de l'Autruche, ainsi que sur la commune de Lagrange, sur les mares du lieu-dit « Les Mortes Terres ». Cette espèce étend progressivement sa répartition vers le nord, certainement à la faveur du réchauffement climatique. Cette libellule présente un intérêt local, le Territoire de Belfort hébergeant notamment l'un des noyaux régionaux de l'espèce.

Le **gomphe très commun** (*Gomphus vulgatissimus*) a été découvert dans un fossé de queue d'étang aux Grands Champs, à l'est du village de Fontaine, ainsi que sur la commune de Lagrange, sur les mares du lieu-dit « Les Mortes Terres ». Il affectionne généralement les cours d'eau non pollués lents avec des berges naturelles ensoleillées et dont les rives sont couvertes d'arbres et buissons, mais il se déplace beaucoup pour chasser notamment, et peut être rencontré loin de son site de reproduction. Il est déterminant ZNIEFF en Franche-Comté (en cortège de 3 espèces) et se situe en priorité 3 ORGFH.

L'**orthétrum brun** (*Orthetrum brunneum*) a pu être observé au sud de l'Aéroparc dans des friches sèches parsemées de quelques mares temporaires. Cette espèce affectionne les gravières récemment abandonnées et les pièces d'eau récentes. On la retrouve souvent dans des milieux plus chauds que les zones environnantes.

Les trois dernières espèces patrimoniales ont été détectées sur deux étangs de la commune de Lagrange au lieu-dit « Les Mortes terres ». La **libellule fauve** (*Libellula fulva*) est classée comme déterminante ZNIEFF en cortège de 3 espèces. Cette dernière apprécie les milieux ouverts à semi forestiers. Sa présence est conditionnée par l'existence d'une végétation aquatique ou d'hélophytes importante sur laquelle ses œufs s'accrochent et se développent. Sa présence sur l'étang le plus au nord qui borde le bois des Dames et qui est riche en végétation, ne semble donc pas étonnante. L'étang le plus au sud possède des berges en pente douce et sinueuses qui permettent l'installation d'une végétation riche et diversifiée. On y trouve une fructicée de saules, une cariçaie, un bosquet, une mare temporaire peu profonde et des roselières. L'**agrion nain** (*Ischnura pumilio*) avec son caractère pionnier, apprécie les pièces d'eau récentes et peu profondes. Il semble trouver dans la queue de cet étang riche en végétation un habitat à sa convenance. Quatre individus immatures y sont observés le 14 juin. L'**orthétrum bleuissant** (*Orthetrum coerulescens*), est comme l'espèce précédente, déterminante ZNIEFF en Franche-Comté en cortège de 3 espèces et se situe en priorité 3 ORGFH. Il affectionne les milieux peu pollués et possède un caractère pionnier (source, suintement, gravière récemment abandonnée). Ses larves vivent cachées dans les débris végétaux et peuvent s'enfouir dans les sédiments. Il trouve également dans la queue de cet étang un habitat à sa convenance.

Carte de localisation des espèces patrimoniales sur la communauté de communes du Tilleul (IGN Scan 25®)



Espèces patrimoniales mentionnées dans la bibliographie des vingt dernières années

Les données bibliographiques du CBNFC-ORI sur la communauté de commune du Tilleul de ces 20 dernières années (depuis 1994) ont été compilées pour compléter les inventaires réalisés en 2013-2014, portant le nombre d'espèces total à 123 espèces recensées dont 32 orthoptères, 34 odonates et 57 lépidoptères. Parmi celles-ci, en dehors des espèces décrites ci-dessus, on note la présence de 6 espèces patrimoniales :

- le **cuivré des marais** (*Lycaena dispar*), rencontré sur la commune de Bessoncourt en 2004 ;
- le **damier de la succise** (*Euphydryas aurinia*), rencontré sur la commune de Bessoncourt en 2000, 2004, 2005 et 2009 ;
- l'**azuré des cytises** (*Glaucopsyche alexis*), rencontré sur la commune de Bessoncourt en 2000 ;
- la **virgule** (*Hesperia comma*), rencontré sur la commune d'Eguenigue en 2004 ;
- l'**actéon** (*Thymelicus acteon*), rencontré sur la commune de Lagrange en 2009 ;
- le **leste verdoyant** (*Lestes virens*), rencontré sur la commune de Fontaine en 2004.

Bilan concernant l'entomofaune de la communauté de communes du Tilleul

L'essentiel de la valeur des peuplements entomologiques est lié à la faune odonatologique. Pour autant, le grand nombre de sites prospectés, notamment pour l'**agrion de Mercure**, n'a pas permis de découvrir de nombreuses localités hébergeant des espèces à enjeux. De manière générale tout groupe confondu, très peu d'espèces patrimoniales ont été détectées, excepté dans quelques zones localisées.

Concernant les papillons, la prospection des prairies humides n'a pas permis de détecter le **damier de la succise** (*Euphydryas aurinia*). Les prairies humides visitées étaient fréquemment entièrement fauchées et ne recelaient souvent qu'une faible diversité entomologique. De même, la recherche du **petit mars changeant** (*Apatura ilia*) conduite dans des aulnaies et des saulaies de queue d'étang s'est montrée infructueuse. Cette espèce apprécie les forêts alluviales matures pas trop fragmentées et riches en bois tendre (saules, aulnes, trembles),

Concernant les orthoptères, les milieux secs (pelouses,…) abritent en général les cortèges les plus intéressants mais n'étaient que très peu représentés. Aucune espèce patrimoniale n'a pu être mise en évidence lors des prospections de 2013-2014.

La communauté de commune héberge très peu d'habitats naturels d'intérêt majeur, la plupart des milieux étant banalisés par l'agriculture, l'industrie ou l'urbanisation. Beaucoup de prairies sont ainsi fauchées sur la totalité de leur surface ou sont pâturées intensivement. Les cultures arrivent souvent jusqu'en bordure des rivières, étangs et ruisseaux et les haies sont rares. La plupart des cours d'eau sont fortement ombragés, ce qui limite la diversité des peuplements de libellules. Globalement, on peut penser que ces faibles résultats ne sont pas étonnants au vu de la banalité des milieux agricoles présents.

Maintenir et améliorer les peuplements entomologiques de la communauté de communes du Tilleul passe par un travail sur les milieux agricoles du territoire pour les rendre plus favorables aux insectes.



Gazé (*Aporia crataegi*)

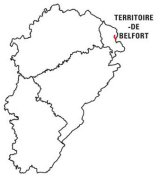
ANNEXE 14 - Limite de la ZNIEFF (type 1)

Franche-Comté

ZNIEFF DE TYPE I

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

BASSE VALLÉE DE LA SAINT-NICOLAS AU SUD DE LARIVIÈRE



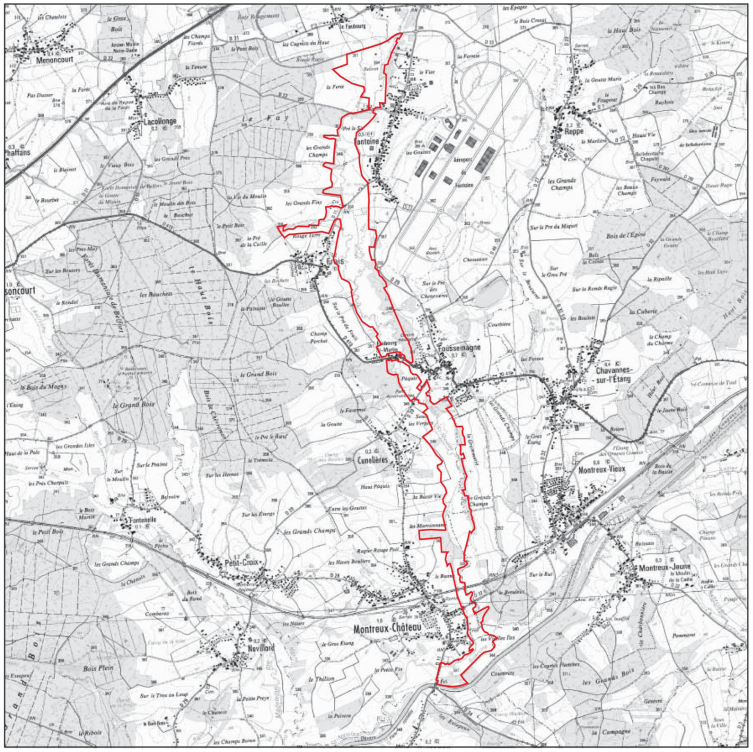
ZNIEFF n° : 01490001
Numéro SPN : 430220025
Surface : 244,28 ha
Altitude : 334 - 358 m

Année de description : 01/01/1998
Année de mise à jour : 01/01/2004

Validation CSRPN : 17/01/2008

Validation MNHN : 20/05/2011

Communes : Cunelières, Fontaine, Foussemagne, Frais, Larivière, Montreux-le-Château, Montreux-Vieux (90)



Contour de la ZNIEFF

N

0 0,5 1 km

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANÇON CEDEX - Tél : 03 81 21 67 00

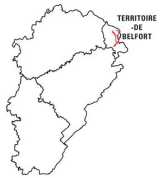
ANNEXE 15 - Limite de la ZNIEFF (type 2)

Franche-Comté

ZNIEFF DE TYPE II

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

VALLÉE DE LA BOURBEUSE ET SES AFFLUENTS, MADELEINE ET ST-NICOLAS 1 / 3



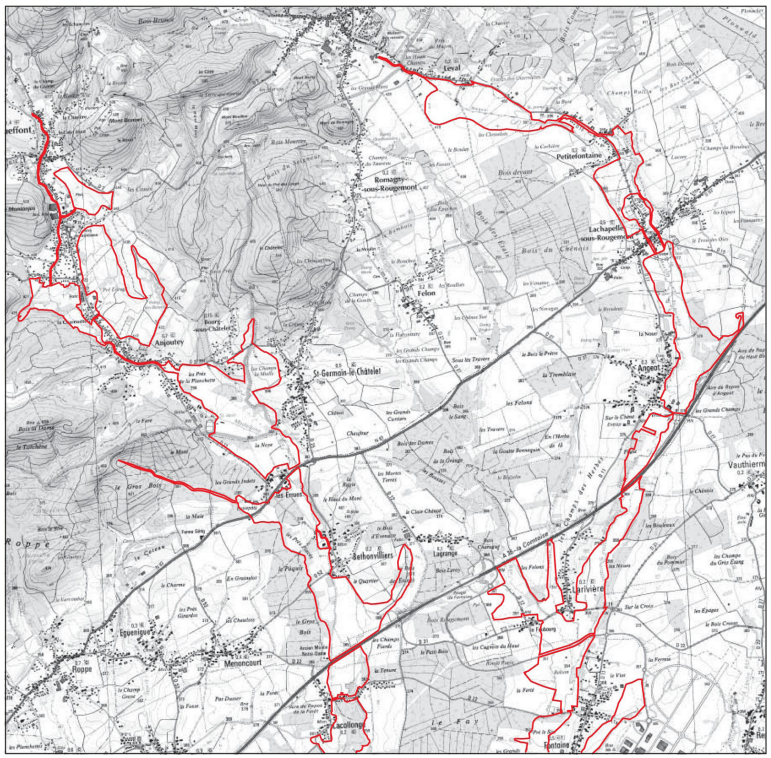
ZNIEFF n° : 01490000
Numéro SPN : 430020211
Surface : 1647,896 ha
Altitude : 329 - 463 m

Année de description : 01/01/2002
Année de mise à jour : 01/01/2004

Validation CSRPN : 17/01/2008

Validation MNHN : 01/05/2011

Communes : voir liste dans la fiche correspondante



Contour de la ZNIEFF

N

Échelle 0 1 2 km

© IGN SCAN25 2012

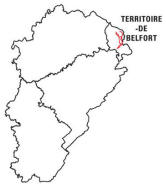
DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANCON CEDEX-Tél : 03 81 21 67 00

Franche-Comté

ZNIEFF DE TYPE II

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

VALLÉE DE LA BOURBEUSE ET SES AFFLUENTS, MADELEINE ET ST-NICOLAS
2 / 3



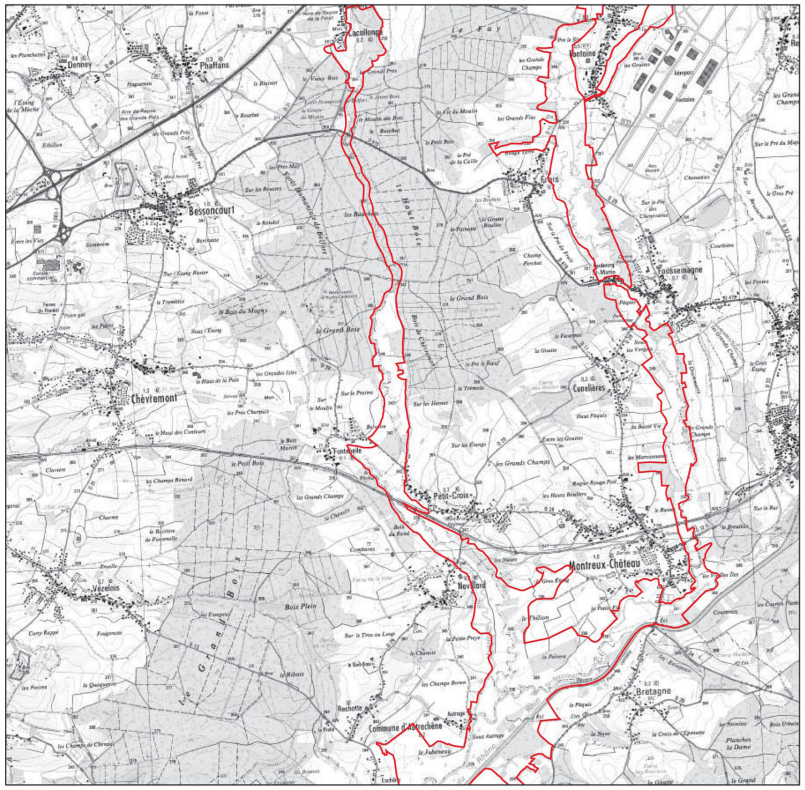
ZNIEFF n° : 01490000
Numéro SPN : 430020211
Surface : 1647,896 ha
Altitude : 329 - 463 m

Année de description : 01/01/2002
Année de mise à jour : 01/01/2004

Validation CSRPN : 17/01/2008

Validation MNHN : 01/05/2011

Communes : voir liste dans la fiche correspondante



Contour de la ZNIEFF

N

Échelle
0 1 2 km

© IGN SCAN25 2012

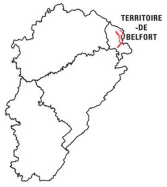
DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANÇON CEDEX-Tél : 03 81 21 67 00

Franche-Comté

ZNIEFF DE TYPE II

znieff
ZONES NATURELLES D'INTÉRÊT ÉCOLOGIQUE, FAUNISTIQUE ET FLORISTIQUE

VALLÉE DE LA BOURBEUSE ET SES AFFLUENTS, MADELEINE ET ST-NICOLAS
3 / 3



ZNIEFF n° : 01490000
Numéro SPN : 430020211
Surface : 1647,896 ha
Altitude : 329 - 463 m

Année de description : 01/01/2002
Année de mise à jour : 01/01/2004

Validation CSRPN : 17/01/2008

Validation MNHN : 01/05/2011

Communes : voir liste dans la fiche correspondante



Contour de la ZNIEFF

N

Échelle
0 1 2 km

© IGN SCAN25 2012

DREAL de Franche-Comté 17 E rue Alain Savary - BP 1269 - 25005 BESANÇON CEDEX-Tél : 03 81 21 67 00

ANNEXE 16 - La TVB (trame verte et bleue) et le SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) du Territoire de Belfort

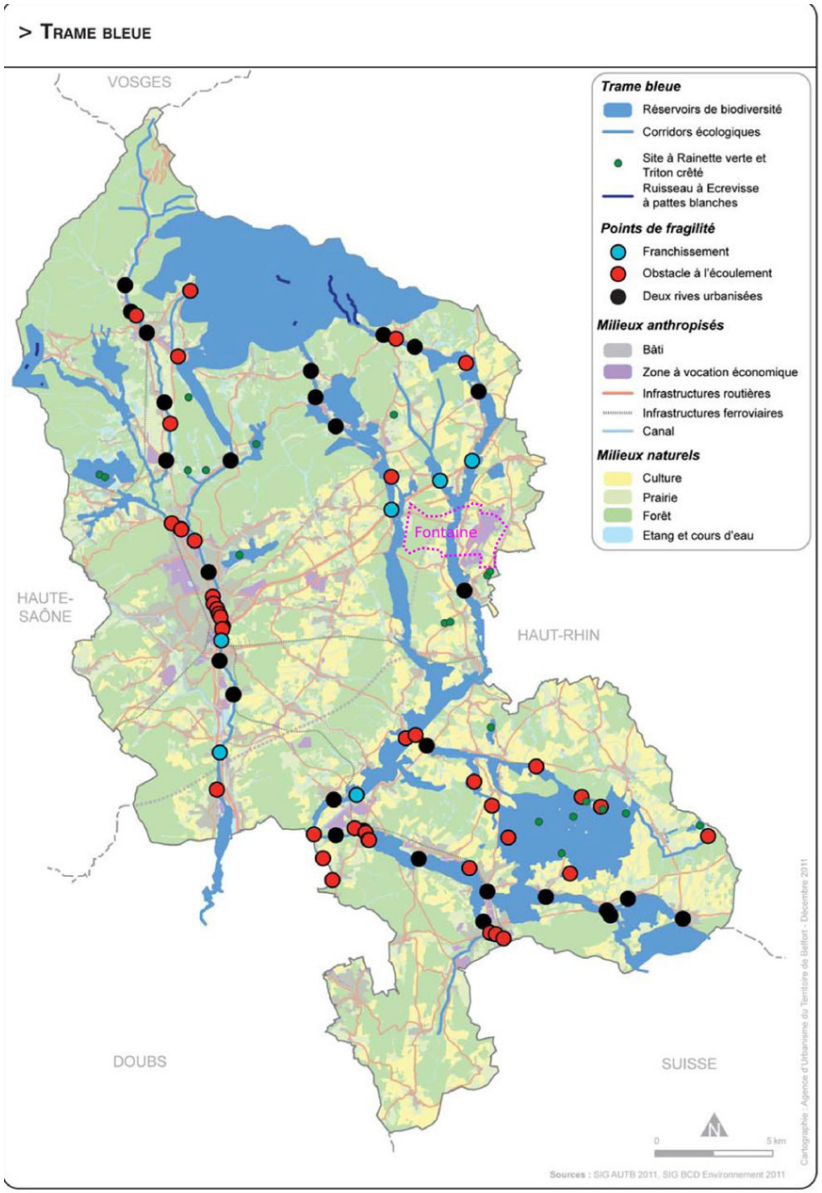


Figure 21 : Trame bleue du Territoire de Belfort. Source : SIG BCD-Environnement, 2011. Réalisation : AUTB 2011, BCD Environnement 2011.

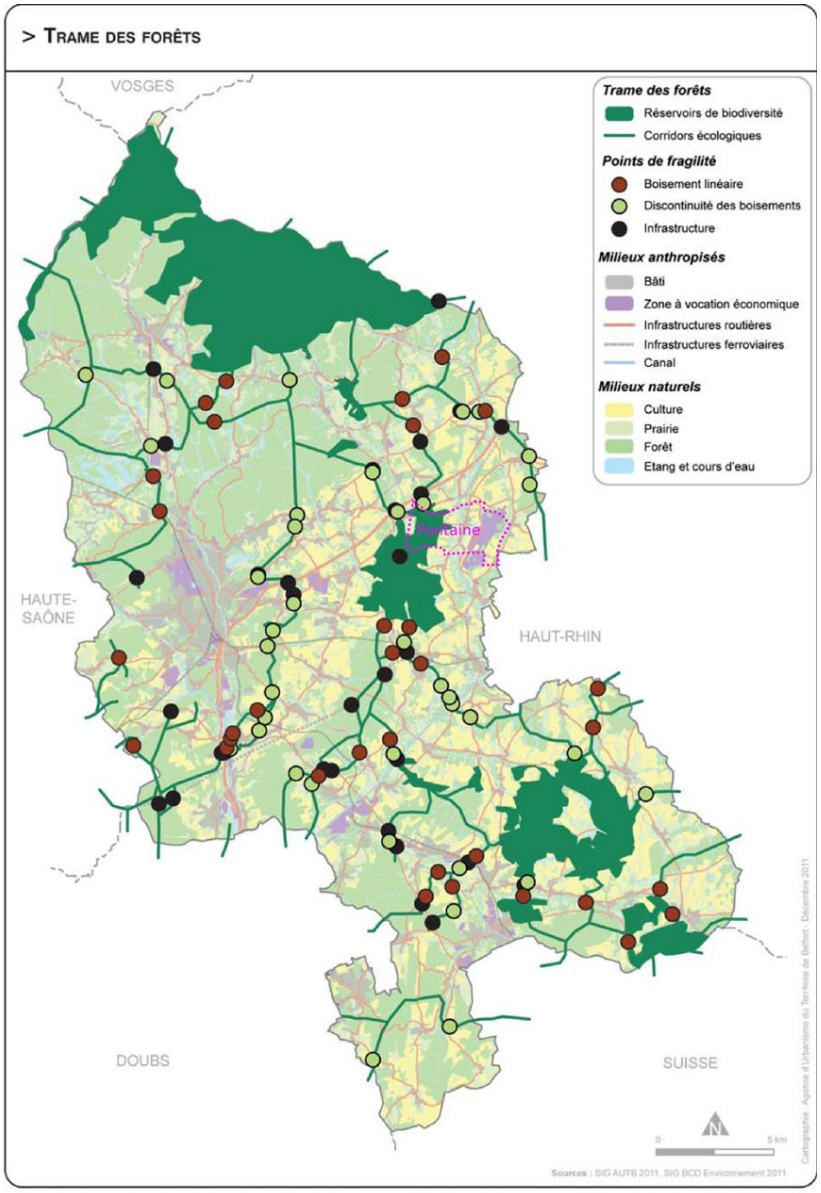


Figure 18 : Trame forestière du Territoire de Belfort. Source : SIG BCD-Environnement, 2011. Réalisation : AUTB 2011, BCD Environnement 2011.

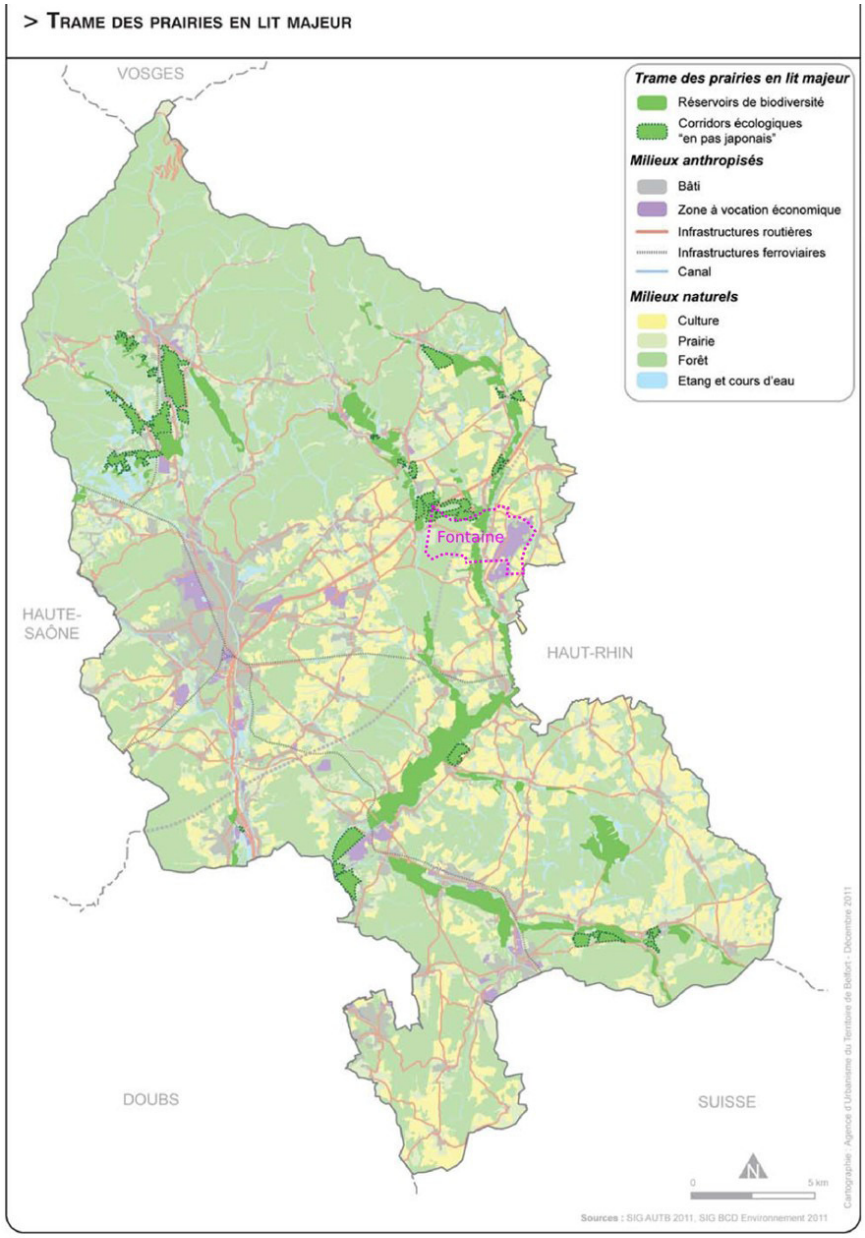


Figure 20 : Trame des prairies du Territoire de Belfort. Source : SIG BCD-Environnement, 2011. Réalisation : AUTB 2011, BCD Environnement 2011.

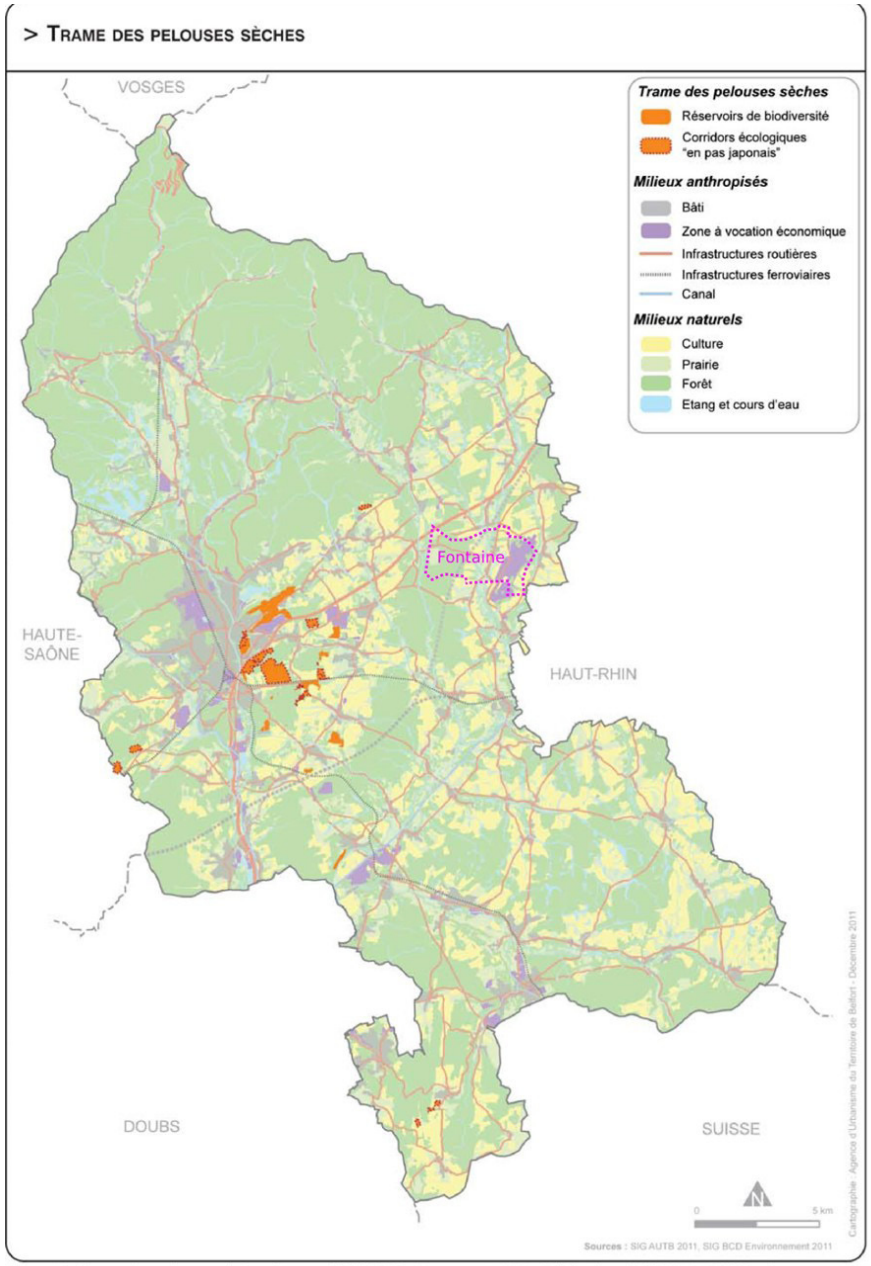


Figure 19 : Trame des pelouses sèches. Source : SIG BCD-Environnement, 2011. Réalisation : AUTB 2011, BCD Environnement 2011.

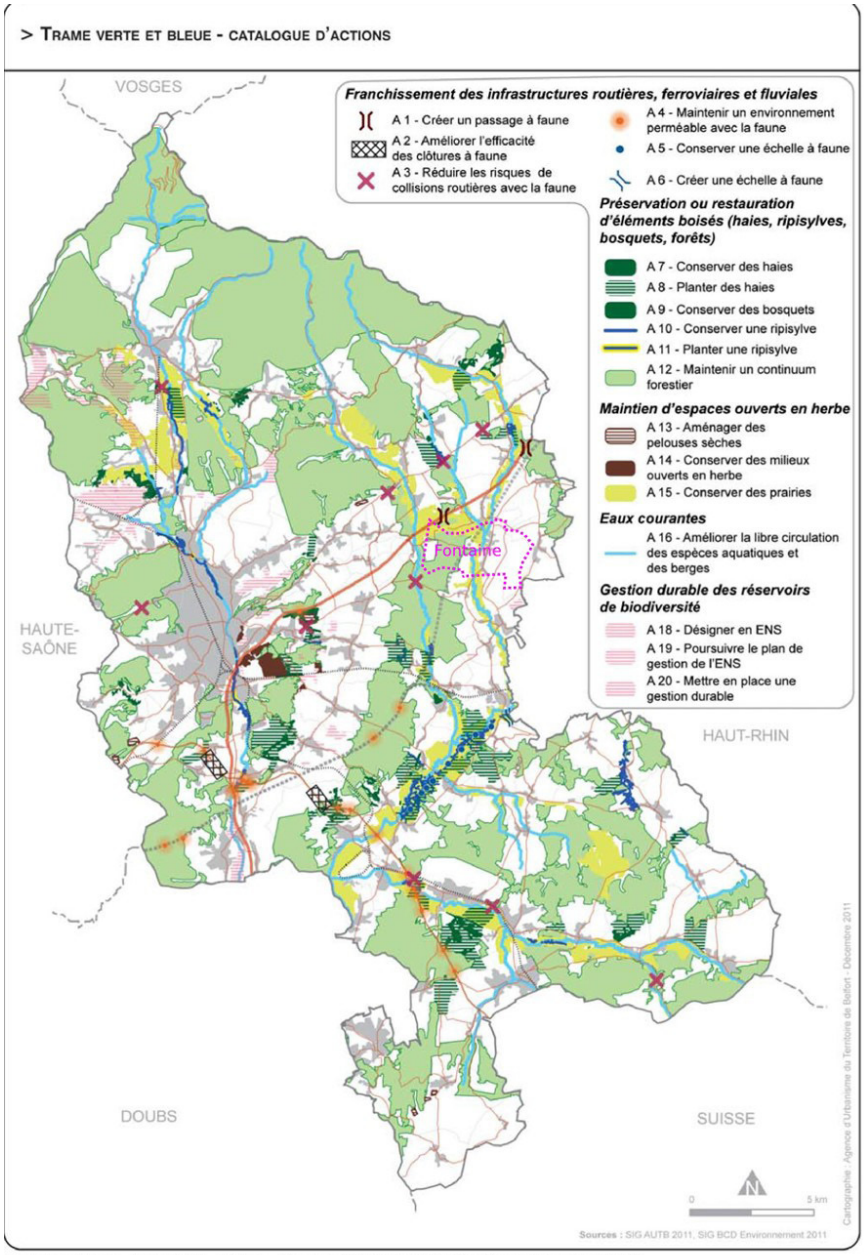


Figure 38 : Actions « Trame Verte et Bleue ». Source : SIG AUTB 2010, SIG BCD Environnement 2011.

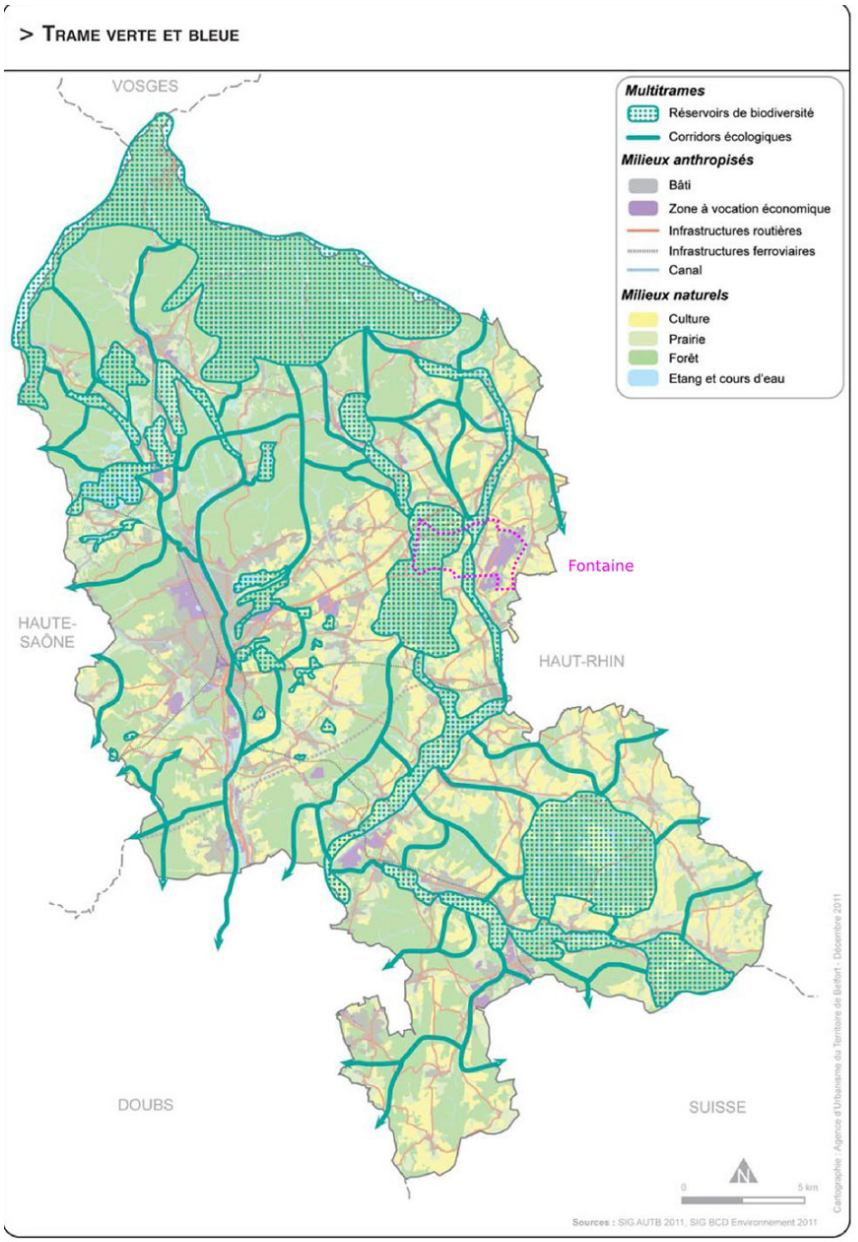


Figure 22 : Trame verte et bleue synthétique du Territoire de Belfort. Source : SIG BCD-Environnement, 2011. Réalisation : AUTB 2011, BCD Environnement 2011.

ANNEXE 17 - Aspects de maîtrise de l'occupation du sol et d'évolution du territoire sur lesquels le document d'urbanisme peut agir

ASPECTS DE MAITRISE DE L'OCCUPATION DU SOL ET D'EVOLUTION DU TERRITOIRE SUR LESQUELS LE DOCUMENT D'URBANISME PEUT AGIR

Schématiquement, un document d'urbanisme est synonyme d'un projet de développement pour la commune qui suppose :

- la consommation d'espaces, dont des espaces non aménagés initialement ;

- l'augmentation de sollicitation de certaines ressources, en particulier l'eau, quantitativement au travers de l'adduction en eau potable et de la gestion des eaux pluviales, qualitativement au travers des rejets des eaux usées plus ou moins épurées dans le milieu naturel ;

- un document d'urbanisme a aussi une vocation de planification de l'usage protectrice de l'espace et des ressources. Le document communal est en effet le premier cadre réglementaire de proximité pour préserver l'usage des terres agricoles, forestières et naturelles, mais aussi tous les éléments physiques et naturels qui font la richesse et la fonctionnalité du territoire : paysage, fonctionnement équilibré des cours d'eau et protection de la ressource en eau, de la stabilité des sols, de la faune et de la flore.

L'évaluation des incidences NATURA 2000 se décline vis à vis de ces trois volets :

1. Consommation des espaces naturels, en premier lieu ceux abritant des espèces et des habitats d'intérêt communautaire européen au sein des sites NATURA 2000 ;

2. Sollicitation des ressources naturelles, dont celles en lien avec les sites NATURA 2000 ;

3. Protection des espaces et des ressources : celles contribuant à la pérennité de ces espèces et de ces habitats dans les sites mais aussi au travers de la conservation des espèces par les échanges entre les sites du réseau NATURA 2000 (continuité écologique au sens de la trame verte et bleue).

A ce dernier égard, différents outils réglementaires sont à la disposition des communes :

- l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme, qui couvre aussi le patrimoine naturel, permet

d'édicter dans le document d'urbanisme toutes prescriptions de préservation *(c.f. Porter à connaissance, « chapitre 2.3. La forêt, les haies, les bosquets » pour plus de détails sur sa mise en œuvre concertée).*

- d'un usage moins souple et limité au patrimoine boisé, **l'article L.130-1 du code de l'urbanisme fonde l'instauration « d'espaces boisés classés »** sur les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenat ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignement.

- pour les communes engagées dans une démarche de carte communale, ces articles ne sont pas utilisables. Ces communes peuvent toutefois :

▪ obtenir le classement d'un certain nombre de boisements (article L.130-1 du code de l'urbanisme) par sollicitation du Conseil Général, comme le permet l'article L.142-11 du code de l'urbanisme,

▪ délibérer, en parallèle de l'élaboration de la carte communale, pour édicter toutes prescriptions de nature à assurer la préservation d'éléments patrimoniaux identiques à ceux visés par l'article L.123-1-5 7° du code de l'urbanisme. L'article R.421-23 du code de l'urbanisme permet ainsi de soumettre à déclaration préalable « les travaux ayant pour effet de modifier ou de supprimer un élément d'intérêt patrimonial ou paysager » préalablement identifié par une délibération communale.

Au-delà de la seule question directe des incidences NATURA 2000, les enjeux touchant la faune et la flore d'intérêt départemental ou régional ou encore la préservation des milieux aquatiques et de la qualité de l'eau, la trame verte et bleue et les zones humides peuvent ainsi être intégrés dans le document d'urbanisme par ces mêmes outils :

- dolines et autres formes karstiques (gouffres, pertes...), zone d'infiltration préférentielle des eaux et d'exposition pour la qualité de l'eau des cours d'eau alimentés par le karst. Le règlement du document d'urbanisme peut notamment interdire ou soumettre à autorisation préalable le comblement des dolines ;

- éléments liés au fonctionnement des milieux aquatiques : puits, mares, sources, zones humides ou liées à l'espace fonctionnel des cours d'eau ;

- éléments minéraux du paysage d'origine humaine ou naturelle : murs, pierriers, murgers ou lapiaz ;

- éléments boisés du territoire non protégés par ailleurs : haies, vergers, bosquets existants ou à recréer.

L'instauration de ces mesures dans le document d'urbanisme est un moyen efficace pour :

- contribuer à établir l'absence d'incidence significative du projet sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire, notamment lorsqu'il n'y a pas de surface communale en NATURA 2000 ;

- souligner, spécialement quand le site NATURA 2000 se trouve en aval hydraulique du territoire communal, les apports du document d'urbanisme à la préservation de la qualité de l'eau et les actions concrètes engagées par la commune pour répondre à certains objectifs du SDAGE ;

- retranscrire à l'échelle communale certains objectifs opérationnels définis dans le DOCOB, en ne se limitant pas nécessairement au périmètre du site NATURA 2000 qui n'a pas forcément de cohérence fonctionnelle complète (limite de bassin versant,etc).